



Septembre 2022

50

## LA RADICALITÉ VERBALISÉE

Analyse du discours de personnes radicales à propos de leur engagement et de leur(s) expérience(s) avec les autorités

Rapport de recherche

*Benjamin Mine, Patrick Jeuniaux et Isabelle Detry*



Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie  
Institut National de Criminalistique et de Criminologie

Projet financé par la Politique scientifique fédérale (BELSPO)  
Contrat **BR/175/A4/FAR** <https://incc.fgov.be/FAR>

**KU LEUVEN**



**ULB**



## Table des matières

Table des matières.....	2
Remerciements.....	4
Liste des abréviations utilisées.....	5
Introduction.....	7
1. Définitions.....	8
2. Cadre théorique.....	10
3. Considérations méthodologiques.....	16
3.1. Identification et approche du public-cible.....	16
3.2. Difficultés.....	17
3.2.1. Au niveau des intermédiaires.....	18
3.2.2. Au niveau du public-cible.....	18
3.3. Organisation des entretiens.....	19
3.4. Échantillon.....	20
3.5. Analyse.....	22
4. Des enquêtés radicaux versus radicalisés.....	24
5. L'engagement.....	28
5.1. La conception de l'engagement.....	29
5.2. Les caractéristiques de l'engagement.....	30
5.3. La fonction de l'engagement.....	31
5.4. Les coûts et bénéfices de l'engagement.....	33
5.5. La cohérence de l'engagement (ou la gestion des contradictions et des dilemmes).....	36
6. La socialisation liée à l'engagement.....	39
6.1. Vision du monde.....	42
6.1.1. Perception de la société belge.....	42
6.1.2. Perception de l'État et des autorités.....	45
6.1.3. Perception de l'avenir.....	47
6.2. Ressources.....	49
6.2.1. L'accès et le traitement de l'information.....	49
6.2.2. Le savoir-faire.....	49
6.2.3. Le savoir-être.....	51
6.3. Relations.....	53
6.3.1. Les relations avec la famille et les proches.....	53
6.3.2. Les relations intra-groupes.....	55
6.3.3. Les relations intergroupes.....	58
7. L'action.....	62
7.1. Les structures classiques d'engagement.....	62
7.2. Justifications de l'action.....	63

7.3. Moyens et modes d'action .....	65
7.4. Opérationnalisation de l'action .....	71
8. Le rapport à la violence.....	77
8.1. La violence à l'encontre des personnes et des biens.....	78
8.2. Le partage des illégalismes et le primat de la violence institutionnalisée.....	79
8.3. La spirale de la violence .....	80
8.4. Les mécanismes de neutralisation .....	82
8.5. Le choix de la non-violence.....	83
9. La réaction sociale.....	84
9.1. La « radicalisation de la répression » de la contestation.....	86
9.2. La répression policière .....	87
9.2.1. La surveillance (infiltration) .....	87
9.2.2. La force de l'ordre ou la brutalité policière à l'encontre des militants et activistes .....	89
9.2.3. L'arrestation (préventive et de masse) de militants.....	90
9.2.4. Les voies de recours contre les violences policières.....	91
9.3. La répression judiciaire (financière).....	93
9.4. Les effets de la réaction sociale sur le devenir des militants et activistes .....	95
Conclusions .....	97
Références .....	106
Annexe 1 - Liste des entités nommées .....	117
Les partis politiques .....	117
Les personnages publics .....	117
Les lieux associés à une action.....	117
Les groupes, associations ou collectifs .....	118
Les pays ou régions .....	119
Les films, livres ou médias .....	119
Les sociétés commerciales.....	120
Annexe 2 - Liste des extraits .....	121
Extraits 1-15 : des enquêtés radicaux vs. radicalisés .....	121
Extraits 16-98 : l'engagement.....	123
Extraits 99-295 : la socialisation liée à l'engagement .....	134
Extraits 296-403 : l'action .....	161
Extraits 406-452 : le rapport à la violence .....	180
Extraits 453-547 : la réaction sociale .....	188

## Remerciements

Ce rapport de recherche est rédigé dans le cadre du projet « Folks, Authorities and Radicalism: between polarization and social construction » (FAR) financé par la Politique scientifique fédérale (BELSPO) lequel est coordonné par le Centre d'Étude de la Vie Politique (CEVIPOL) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), et mené conjointement par le Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre (IMMRC) de la Katholieke Universiteit Leuven (KU Leuven) et la Direction Opérationnelle Criminologie de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie (INCC).

Nous tenons à remercier BELSPO, nos collègues du projet FAR et tout particulièrement chacune des personnes rencontrées pour la confiance qu'elles nous ont témoigné en ayant accepté de répondre à nos questions ainsi que toutes celles et ceux nous ayant permis ou facilité l'entrée en contact avec nos répondants.

Nous remercions également chaleureusement notre collègue, Alexia Jonckheere, pour sa relecture du manuscrit et ses conseils avisés.

## Liste des abréviations utilisées

<b>ACAB</b>	All cops are bastards
<b>ADN</b>	Acide désoxyribonucléique
<b>AG</b>	Assemblée générale
<b>AFSCA</b>	Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire
<b>AMO</b>	Aide en milieu ouvert
<b>ANTIFA</b>	Antifasciste
<b>ASBL</b>	Association sans but lucratif
<b>BMW</b>	Bayerische Motoren Werke
<b>BNG</b>	Banque de données nationale générale
<b>CDI</b>	Contrat à durée indéterminée
<b>Cellule PRE-RAD</b>	Cellule prévention de la radicalisation à Bruxelles-ville
<b>CIA</b>	Carrefour d'Information de l'Arrondissement
<b>CRS</b>	Compagnie Républicaine de Sécurité
<b>DAO</b>	Direction des opérations de police administrative
<b>DJ-SOC</b>	Direction centrale pour la lutte contre la criminalité grave et organisée de la police fédérale
<b>FMI</b>	Fond monétaire international
<b>FUSL</b>	Facultés universitaires Saint-Louis (Bruxelles)
<b>GAFAM</b>	Google (Alphabet), Apple, Facebook (Meta), Amazon et Microsoft
<b>GIEC</b>	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
<b>GSM</b>	Global System for Mobile Communication
<b>INCC</b>	Institut National de Criminalistique et de Criminologie
<b>KUL</b>	Katholieke Universiteit Leuven
<b>LBD40</b>	Lanceur de balles de défense qui utilise des balles de 40 × 46 mm
<b>LGBT</b>	Lesbian, gay, bisexual, and transgender
<b>MCDO</b>	Mac Donalds
<b>OCAM</b>	Organe de coordination pour l'analyse de la menace
<b>OGM</b>	Organisme génétiquement modifié
<b>ONG</b>	Organisation non-gouvernementale
<b>OTAN</b>	Organisation du traité de l'Atlantique nord
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>RG</b>	Renseignements généraux
<b>RSA</b>	Revenu de solidarité active
<b>SAJP</b>	Système d'administration de la justice pénale
<b>SDF</b>	Sans domicile fixe
<b>SGRS</b>	Service Général du Renseignement et de la Sécurité
<b>SMS</b>	Short Message Service
<b>TDS</b>	Travailleur.euses du sexe
<b>TERF</b>	Trans-exclusionary radical feminist
<b>UCL</b>	Université catholique de Louvain

<b>ULB</b>	Université libre de Bruxelles
<b>VUB</b>	Vrij universiteit Brussel
<b>VW</b>	Volkswagen
<b>ZAD</b>	Zone à défendre

## Introduction

L'objectif principal du projet FAR est de questionner la notion de 'radicalisation' en Belgique ainsi que d'examiner les politiques publiques développées par rapport à ce phénomène à partir d'un triple niveau d'analyse : macrosociologique, mésosociologique et microsociologique, chaque équipe étant responsable de la réalisation d'un ensemble d'activités correspondant à l'un de ces niveaux d'analyse<sup>1</sup>.

L'INCC est en charge du volet microsociologique lequel est décliné à travers trois grandes questions de recherche :

- 1) Quels sont les systèmes d'enregistrement au sein de l'administration fédérale de la justice pénale qui consistent de l'information en lien avec la radicalisation et comment celle-ci circule-t-elle? ;
- 2) Quelles sont les caractéristiques individuelles ainsi que celles, le cas échéant, des épisodes pénaux (carrières criminelles) des personnes signalées comme radicalisées par les autorités publiques belges? ;
- 3) Que nous disent les personnes qui se déclarent radical(isé)es, ou sont considérées comme telles par les autorités publiques, de leur engagement pour une cause particulière, des motifs qui le sous-tendent ainsi que des effets de celui-ci et de ceux de la réaction sociale sur leur devenir?

Seule la troisième question de recherche est traitée dans le présent rapport, les deux premières questions étant examinées dans des rapports qui leur sont respectivement dédiés<sup>2</sup>.

Clément Beunas rappelle que l'engagement militant pouvant conduire au passage à l'acte violent est le plus souvent étudié en sciences sociales à travers trois grands types d'analyse : (1) l'analyse processuelle (ou factorielle) de l'engagement ou du désengagement d'organisations susceptibles de recourir à la violence dans le cadre de leurs activités, (2) l'analyse de la réaction sociale informelle ou médiatique suscitée par les comportements transgressifs et enfin (3) l'analyse des processus et dispositifs de réaction sociale formelle destinés à sanctionner et réguler ces groupements ainsi que les individus qui les composent. Il constate en revanche que peu de travaux « proposent d'étudier ce que ces mouvances ont à dire de leurs pratiques et comment ils les justifient » [sic] (Beunas, 2018)<sup>3</sup>. Cela s'explique essentiellement, selon lui, par la discrétion, la clandestinité, voire l'illégalité qui caractérisent leurs activités, autant de raisons qui peuvent rendre l'accès aux personnes ressources particulièrement compliqué.

C'est précisément sur ce dernier aspect que le présent rapport entend apporter une contribution. Nous proposons en effet de rendre compte ci-après des résultats d'analyse d'entretiens réalisés auprès d'un échantillon de personnes qui – lorsqu'elles ne se décrivent pas elles-mêmes comme telles – tendent à être qualifiées, voire sont explicitement qualifiées, par les autorités publiques comme radical(isé)es.

---

<sup>1</sup> Davantage d'informations sont disponibles sur le site web de BELSPO : [https://www.belspo.be/belspo//brain-be/projects/FAR\\_fr.pdf](https://www.belspo.be/belspo//brain-be/projects/FAR_fr.pdf).

<sup>2</sup> Pour la première question de recherche, voir Detry *et al.* (2021) et Jeuniaux *et al.* (2022) pour la seconde question de recherche.

<sup>3</sup> Parmi les quelques études existantes citées par Beunas (2018), voir notamment Guibert Lafaye(2018) ; Ricordeau (2001).

Ancrées dans une perspective interactionniste<sup>4</sup>, les analyses privilégient une approche compréhensive du récit de ces personnes à l'égard de leur engagement, des motivations qui les sous-tendent, des pratiques qui en découlent ainsi que des effets de leur engagement et de la réaction sociale sur leur devenir.

La radicalité verbalisée réfère donc à une double dimension : d'une part, la mise en mots de l'engagement au travers de la parole des principaux concernés et, d'autre part, la consignation dans un procès-verbal qui initie l'action publique de certains comportements transgressifs qui peuvent découler de l'engagement.

Dans le souci de préserver l'anonymat des personnes rencontrées, les extraits mobilisés pour illustrer et soutenir notre propos ont été rendus anonymes. Toutes références à des lieux, personnes, organisations, etc. ont été caviardées afin de ne pas pouvoir situer la parole de l'auteur. Par ailleurs, ces précisions n'apportent pas de plus-value particulière par rapport au phénomène étudié. Celles-ci sont cependant reprises en annexe afin de donner une indication aux lecteurs de ce qui a été évoqué durant les entretiens. Les développements viseront à donner une vue d'ensemble des principaux thèmes qui ont émergé en pointant autant que possible les similarités et disparités au sein du matériel collecté. Pour ne pas alourdir inutilement le texte, nous ne référerons qu'aux fragments d'entretien les plus significatifs pour appuyer notre propos en renvoyant également le lecteur aux annexes s'il souhaite consulter d'autres et plus amples citations ayant servi à conforter nos analyses<sup>5</sup>.

Les développements se structurent comme suit. Après avoir, dans un premier temps, brièvement clarifier le champ lexical de la 'radicalisation' (1), le rapport se décline en trois principaux ensembles. Nous commençons par présenter succinctement notre cadre théorique (2) pour ensuite aborder certaines considérations méthodologiques (3) en évoquant notamment certaines difficultés auxquelles nous fûmes confrontés au cours de la phase de collecte de données. Les résultats, qui constituent la plus grande partie du rapport, sont quant à eux présentés et discutés subséquentment. Leurs développements consacrés à l'analyse du discours de nos enquêtés se structurent à travers six grands thèmes : la signification de la notion de 'radicalisation' (4), l'engagement (5), la socialisation liée à l'engagement (6), l'action (7), le rapport à la violence (8) et la réaction sociale (9).

## 1. Définitions

Le dictionnaire historique de la langue française indique que le terme 'radicalisation' est apparu au cours de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle (1929) sous l'influence de l'anglais 'radicalization' (Rey *et al.*, 2006 : 3062). Ce substantif est dérivé du verbe 'radicaliser' qui provient également de l'anglais 'to radicalize', lequel dérive lui-même de l'adjectif 'radical' au sens de « rendre plus extrême ». En français, ce verbe s'emploie aussi « à la forme pronominale *se radicaliser* dans une acception politique et, plus généralement, au sens de « devenir plus intransigeant, se durcir » (1968) ou « plus extrême » » (Rey *et al.*, 2006 : 3061).

L'adjectif 'radical' est quant à lui issu du « latin *radicalis* 'de la racine, premier, fondamental', dérivé du latin classique *radix* 'racine' » (Rey *et al.*, 2006 : 3061). Le terme « qualifie ce qui tient à la racine, au principe d'un être, d'une chose, donc ce qui est profond, intense, absolu » (Rey *et al.*, 2006 : 3061). C'est à nouveau sous l'influence de l'anglais où il est utilisé dans le sens de « complet, absolu », que le terme acquiert vers la moitié du XVII<sup>e</sup> siècle (1651) la valeur de ce « qui remonte à la source, aux

---

<sup>4</sup> D'un point de vue épistémologique, cette perspective repose sur le « primat de la relation » (Veyne, 1978 : 239) selon lequel tout n'existe que par relation. C'est la relation qui détermine et cisèle au fur et à mesure les éléments en interaction.

<sup>5</sup> Les extraits sont numérotés et présentés entre deux croisillons (#).

principes fondamentaux, qui va jusqu'au bout de ses conséquences » (Rey *et al.*, 2006 : 3061). Il est intéressant de noter que l'adjectif a par la suite été mobilisé dans la politique française pour qualifier « un parti de gauche, libéral, laïque, de plus en plus modéré et réformiste par rapport aux autres partis de gauche (notion récente de centrisme) » (Rey *et al.*, 2006 : 3061) ; une acception qui va quelque peu à l'encontre de l'étymologie.

Le mot 'radicalisme' provient également de l'adjectif 'radical'. Il renvoie à l'expression d'une pensée politique légitime et désigne un « engagement en faveur du changement et la restructuration des institutions politiques et sociales » (Alonso *et al.*, 2008 : 5). Le terme est associé à des partis politiques (droite, gauche, centriste) qui contestent le *statu quo* ainsi que la légitimité des normes établies en souhaitant procéder à des réformes sans nécessairement défendre le recours à la violence pour accomplir le changement social ou politique souhaité (Alonso *et al.*, 2008 : 5).

L'usage du terme « radicalisation » a été mobilisé pour qualifier dans un premier temps ce processus au travers duquel un groupement développe une idéologie qui remet en cause le *statu quo* existant et rejette le compromis pour accomplir une réforme des normes établies (Wisler, 1992). Dans certains cas, ce processus peut conduire à l'extrémisme, c'est-à-dire la tendance à défendre des opinions excessives<sup>6</sup>.

A la suite des attentats de Madrid (2004), la notion de radicalisation, associée à celle de violence sous la dénomination de 'radicalisation violente', fût pour la première fois officiellement adoptée dans un document interne de l'Union européenne en mai 2004 (Coolsaet, 2016c). L'emploi du terme 'radicalisation' s'est ensuite diffusé en Europe dans le langage courant et généralisé en sciences sociales notamment pour désigner les processus individuels de socialisation conduisant à la légitimation, voire à l'usage de la violence (qu'elle soit politique, religieuse ou sociale) (Cellule PRE-RAD, 2018 ; Schuurman, 2018)<sup>7</sup>. Dans leur analyse de la ligne éditoriale du journal *Le Monde*, Guibet Lafaye et Rapin (2017) constatent par ailleurs « un processus d'individualisation et de dépolitisation de la notion » dans le champ médiatique à partir de 2004<sup>8</sup>. Depuis ce moment-là, Guibet Lafaye et Rapin (2017) observent que l'usage de la notion de 'radicalisation' est de plus en plus restrictif dans la mesure où elle tend à s'appliquer principalement aux « phénomènes stigmatisés de violence et d'adhésion à l'islam » pour devenir ensuite « quasiment synonyme de terrorisme islamique » suite aux attentats menés par l'État islamique à travers le monde (Guibet Lafaye et Brochard, 2016). Un constat corroboré par les travaux de Beunas, lequel constate que l'emploi politique et médiatique du terme de 'radicalisé' est « exclusif à une jeunesse musulmane suspectée de s'engager dans le djihadisme » (2019 : 32).

Cependant, comme le souligne le groupe d'experts de la Commission européenne sur la radicalisation violente, le terme demeure sibyllin, voire « trompeur car le processus de socialisation lui-même ne doit pas nécessairement être 'violent' » (Alonso *et al.*, 2008: 6).

---

<sup>6</sup> Le terme 'extrémisme' dérive du mot 'extrême' qui est « emprunté à l'adjectif latin *extremus*, superlatif de *exter*, « le plus à l'extérieur », « le dernier », « le pire » [...] », lequel est associé dans son usage en politique à l'adjectif 'violent' (Rey *et al.*, 2006, 1380). Par extension, l'adjectif s'applique « à ce qui suppose des risques, est caractérisé par des risques » (Rey *et al.*, 2006, 1380) ; en l'occurrence un risque pour la démocratie et la règle de droit par la subversion des valeurs qu'elles promeuvent (Alonso *et al.*, 2008 : 6). Dans cette acception, sa manifestation la plus excessive en est le terrorisme.

<sup>7</sup> Le terme était semble-t-il jusque-là employé par la théorie des mouvements sociaux pour rendre compte d'un tel processus au niveau groupal (Wisler, 1992)

<sup>8</sup> Plus récemment, un certain nombre de travaux francophones ont préféré au terme 'radicalisation' le substantif 'radicalité' (Truong, 2017 ; Bonelli et Carrié, 2018), lequel réfère historiquement « au fait ou à la caractéristique de ne pas admettre d'exception ou d'atténuation » (Rey *et al.*, 2006 : 3061)(Truong, 2017 ; Bonelli et Carrié, 2018).

Par ailleurs, la littérature en sciences sociales n'est elle-même pas unanime sur son usage dans la mesure où d'aucuns se réfèrent à la notion de radicalisation violente pour désigner « une voie qui implique intrinsèquement un comportement violent concret tandis que d'autres qualifient la simple acceptation de certaines idées qui cautionnent ou justifient la violence comme un indicateur de radicalisation violente. Pour certains auteurs et experts, le chemin de la radicalisation violente est individuel alors que pour d'autres, elle est considérée comme un processus collectif » (Alonso et al., 2008:6).

Il est toutefois intéressant de constater que le terme est aussi parfois utilisé de manière étendue pour viser toutes les formes d'opposition à l'État. Dans certains cas, c'est le moyen utilisé ou envisagé qui sert de balise (exemple : la violence), dans d'autres, c'est l'effet (exemple : la terreur), parfois c'est une combinaison des deux.

La notion de 'radicalisation' s'est donc imposée ces dernières années comme un puissant lieu commun pour appréhender et gérer différents mouvements sociaux (Beunas, 2020). Cette notion est devenue « une catégorie d'entendement institutionnelle et d'action publique » (Mohammed, 2021 : 137) qui, comme celle de 'terrorisme', tend bien souvent à faire « obstacle à la réflexion, à la fois par sa charge émotionnelle et par sa captation du réel » (Le Goaziou, 2018 : 7). Dans la mesure où elle est particulièrement contestée et absconse dans la littérature scientifique (Schmid, 2013), nous favoriserons tout au long de ce rapport l'acception générale conférée par le dictionnaire au terme 'radicalisation' pour désigner un processus consistant à « rendre plus extrême », ou sous sa forme pronomiale, à « devenir plus intransigeant, se durcir » (1968) ou « plus extrême » (Rey *et al.*, 2006 : 3061).

Si la radicalisation peut être envisagée comme un processus, il convient fondamentalement de considérer la radicalité, en tant que conséquence de ce cheminement, comme le « produit d'une interaction entre norme, transgression et réaction sociale » (Mohammed, 2021 : 137 ; voir également Bosi et della Porta, 2012; Bonelli et Carrié, 2018 ; della Porta, 2018 ; Bertrand, 2020) au sens où celle-ci réfère à « la transgression d'une norme perçue comme subversive pour l'ordre politique ou social » (Bonelli et Carrié, 2018 : 68).

## 2. Cadre théorique

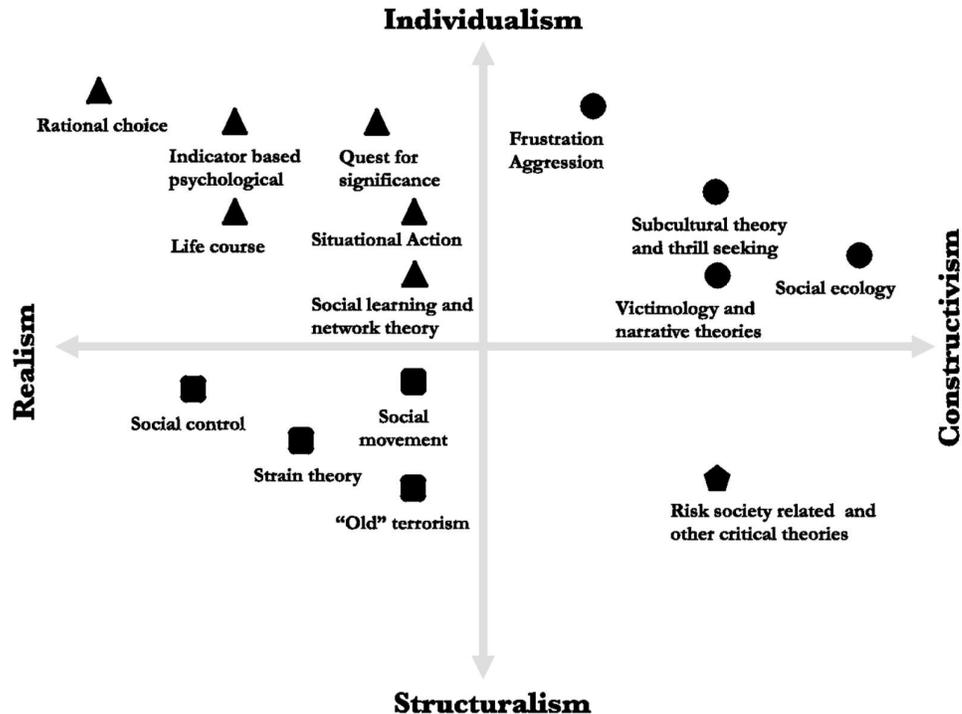
Comparativement à des disciplines comme la psychologie ou la sociologie, les études criminologiques empiriques visant à rendre compte de la radicalisation sont encore marginales. Ce constat est probablement en partie lié aux débats portant sur le statut de la criminologie et la circonscription de ses objets d'étude (Ahmad et Monadhan, 2019). Encore peu nombreux, les travaux criminologiques sur la radicalisation couvrent pourtant un spectre théorique hétéroclite qui demande à être davantage mis à l'épreuve empiriquement (Freilich et Lafree, 2015) : la théorie de l'action situationnelle (Bouhana et Wikstrom, 2010 ; Schils et Pauwels, 2014), la théorie des sous-cultures (Pisoiu, 2015), la théorie du choix rationnel (Perry et Hasisi, 2015), la théorie du contrôle et de l'apprentissage social (Lafree *et al.*, 2018) ou plus récemment la théorie des parcours de vie (Carlsson *et al.*, 2020). Cependant, à l'instar de la sociologie ou de la psychologie, la majorité des études s'inscrivent dans une perspective réaliste (au sens où la radicalisation est principalement considérée comme un fait social brut) centrée sur l'explication des causes de la radicalisation et orientée vers l'aide à la décision politique (Ahmad et Monaghan, 2019)<sup>9</sup>. À l'inverse, les approches constructivistes, s'inscrivant dans une perspective critique et structurelle (Kundnani, 2012 ; Githens-Mazer, 2012 ; Baker-Beall *et al.*, 2014, Monaghan et Molnar, 2016; Walklate et Mythen, 2016), sont peu prégnantes dans le champ d'étude car elles cherchent moins à expliquer la radicalisation qu'à repositionner l'étude de la

---

<sup>9</sup> Voir quart supérieur gauche de la Figure 1.

radicalisation (envisagée principalement comme une construction sociale) dans un contexte politique plus large, celui d'un gouvernement des populations par la radicalisation (Ahmad et Monaghan, 2019 : 1299)<sup>10</sup>.

Figure 1 : Carte des théories criminologiques à la base des études sur la radicalisation (Source : Ahmad et Monaghan, 2019 : 1294)



Au regard de notre questionnement, force est de constater que les études criminologiques axées sur ce que les personnes radical(isé)es disent elles-mêmes de leur propre engagement, des justifications qui le sous-tendent, voire des incidences de celui-ci et de la réaction sociale sur leur existence restent encore relativement rares (Copeland, 2019 ; De Pelecijn *et al.*, 2021 ; de Graaf, 2021), qui plus est en Belgique<sup>11</sup>. Or, la criminologie en tant que champ d'étude et activité de connaissance interdisciplinaire peut contribuer utilement à la production de connaissance sur la radicalité envisagée comme le « produit d'une interaction entre norme, transgression et réaction sociale » (Mohammed, 2021 : 137)

<sup>10</sup> Voir quart inférieur droit de la Figure 1.

<sup>11</sup> De manière plus générale, la proportion d'études empiriques en sciences sociales conduites auprès de personnes dites radical(isé)es est en augmentation ces dernières années (Harris *et al.*, 2016 ; Schuurman, 2018) alors qu'elle étaient encore peu nombreuses en Europe occidentale au début des années 2000 au sein de l'abondante littérature consacrée au thème de la radicalisation (Silke, 2001). Cette situation semble également en passe de changer en Belgique puisque plusieurs recherches incluant une composante criminologique et mobilisant l'entretien dans leur dispositif méthodologique sont actuellement en cours. Voir e.a. Lechkar (VUB), Loots (VUB), Fadil (KUL), Pali (KUL), Detry (INCC), Jeuniaux (INCC), Mine (INCC) et Vrielink (FUSL), *A Holistic, Restorative and Gendered approach to Guide Returnees to their Home country*, Beslpo ; De Pelecijn et Hardyns (UGent), *Eén voor allen, allen voor één? Een onderzoek naar het proces van gewelddadig Islamitisch extremisme: wat nodig is om kostbare opofferingen te maken*, Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek Vlaanderen ; Brion (UCL), De Kimpe (VUB) et Vanneste (INCC), *Impact Assessment of Belgian De-Radicalisation Policies Upon Social Cohesion and Liberties*, Beslpo ; Brion (UCL), *Etudes sur les trajectoires de personnes engagées ou ayant été engagées dans un processus de radicalisation menant à la violence*, Fédération Wallonie Bruxelles.

dans la mesure où elle s'intéresse particulièrement aux processus d'élaboration des normes, de leur transgression ainsi qu'aux réactions à l'égard de ces transgressions<sup>12</sup>.

Dans la perspective de contribuer à l'accroissement de connaissances sur ces aspects, les analyses proposées ci-après s'appuient sur un cadre théorique composite, pouvant être situé au centre, voire dans la partie supérieure droite, de la figure présentée ci-dessus. Celui-ci emprunte ses fondements aux principes de l'interactionnisme symbolique (Blumer, 1969), à la théorie de l'association différentielle de Sutherland (1947) (laquelle a induit plus largement les théories de l'apprentissage social) et à la criminologie narrative (Presser, 2009).

La perspective interactionniste est particulièrement éclairante pour notre propos. Elle est d'ailleurs recommandée pour l'idonéité des outils conceptuels qu'elle propose par plusieurs sociologues des mouvements sociaux notamment lorsqu'il s'agit d'envisager l'engagement comme une « activité sociale individuelle et dynamique » nécessitant la prise en considération de la dimension temporelle (Fillieule, 2001 : 200 ; voir également Barrière-Dion, 2008 ; Leclercq et Pagis, 2011 ; Cucchetti et Borgeaud-Garciandia, 2014) plutôt qu'au travers d'une perspective causaliste ou factorielle qui tend à perdre de vue que « la conscience du sujet reste le point où tout se manifeste » (De Greeff, 1950 : 273). Les présupposés théoriques de l'interactionnisme symbolique ne sont pas étrangers à la criminologie. En effet, les travaux sociologiques de l'École de Chicago sur la déviance demeurent une pierre angulaire de l'histoire des savoirs criminologiques<sup>13</sup>.

Selon la perspective interactionniste « les êtres humains agissent envers les choses sur la base des significations que les choses ont pour eux [...], la signification de ces choses est dérivée ou découle de l'interaction sociale que l'on a avec ses semblables [...], les significations sont traitées et modifiées dans le cadre d'un processus d'interprétation utilisé par la personne pour traiter les choses qu'elle rencontre » (Blumer, 1969 : 2) [notre traduction]. L'individu n'est donc pas considéré « indépendamment des logiques sociales collectives qui s'imposent à lui et des conditions dans lesquelles il noue avec d'autres individus des relations sociales déterminantes de ses engagements » (Fillieule, 2001 : 203).

L'individu est envisagé comme un acteur social pris dans des relations de pouvoir (Foucault, 1994 [1982]) et des processus de (non-)reconnaissance (Honneth, 2000), porteur d'un point de vue propre sur les choses, qui réagit et reconstruit le monde sur la base de son expérience et de la réinterprétation symbolique qu'il en fait (Digneffe et Debuyst, 1990). En tant qu'être historiquement situé, l'individu est pris dans une multiplicité d'interactions potentiellement génératrices de sens, qui, réappropriées au niveau intra-personnel, oriente son action.

Les outils conceptuels de « trajectoire » et de « carrière »<sup>14</sup>, typiques de l'interactionnisme, reflètent bien les dimensions processuelle, temporelle et dialectique « entre histoire individuelle et institution et, plus généralement, les contextes » (Fillieule, 2001 : 200). À cet égard, nous privilégierons le terme d'engagement à celui d'implication car celui-ci permet davantage de renvoyer, malgré la diversité des

---

<sup>12</sup> Notre propos peut se lire comme une adaptation ou plutôt une extension de la définition de la criminologie proposée par Sutherland selon laquelle : « Criminology is the body of knowledge regarding crime as a social phenomenon. It includes within its scope the processes of making laws, of breaking laws, and of reacting towards the breaking of laws [...]. The objective of criminology is the development of a body of general and verified principles and of other types of knowledge regarding this process of law, crime, and treatment » (Sutherland et Cressey, 1960 : 3)

<sup>13</sup> Voir notamment à ce propos Debuyst *et al.*, 1998 ; 2008

<sup>14</sup> À l'instar de Fillieule (2001 : 200) et de Leclercq et Pagis (2014 : 11), nous emploierons les deux termes l'un pour l'autre sans faire de distinction bien que leur emploi induise habituellement leurs propres implications théoriques.

activités auxquelles les enquêtés s'adonnent, à une ligne d'action cohérente au niveau de leur comportement en vue d'atteindre un objectif donné (Becker, 2006). Par ailleurs, si nous préférons parler d'engagement pour une 'cause' (et non uniquement au sein d'un groupement) c'est parce que le mot 'cause' réfère à un ensemble d'intérêts ou de principes d'intérêt général que nos répondants s'attachent à soutenir et à promouvoir indépendamment de leur appartenance à un groupement particulier. Cette appartenance n'est d'ailleurs pas toujours évidente à établir à la lecture des transcriptions d'entretiens et peut s'avérer variable tant en nature qu'en intensité.

Le concept de « carrière », souligne Fillieule, permet « de travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie (défection (s) et déplacement (s) d'un collectif à l'autre, d'un type de militantisme à l'autre) et de la rétraction ou extension des engagements » (2001 : 201). En outre, il ajoute que ce concept, « par ses résonances avec son acception usuelle de carrière professionnelle, permet également d'attirer l'attention sur la dimension « apprentissage social » des expériences » (2001 : 208) laquelle nous amène à envisager avec intérêt pour notre propos les travaux d'Edwin Sutherland dans la mesure où cette dimension occupe un rôle prépondérant dans sa théorie de l'association différentielle.

Les travaux de Sutherland permettent en effet de comprendre plus avant comment au gré des interactions, certaines significations s'imposent au détriment d'autres. Sa « théorie de l'association différentielle »<sup>15</sup> a été développée pour comprendre le passage à l'acte délinquant et peut, par analogie, être également mobilisée ici pour rendre compte de la possibilité de se radicaliser et, *a fortiori*, de recourir à la violence (Akers et Silverman, 2004 ; Pauwels *et al.*, 2014). Cette théorie générale<sup>16</sup>, faisant écho aux principes de l'interactionnisme, se présente comme reposant sur l'articulation de trois principaux types de processus (communication, interaction et apprentissage) plutôt qu'elle ne propose d'expliquer un comportement par l'identification des facteurs ou des conditions concrètes (psychologique, biologique ou sociologique) qui en seraient les causes. Ces éléments (e.g., santé mentale, statut socio-économique, situation familiale, milieu de vie) sont plutôt envisagés par Sutherland comme des conditions de possibilité de ces processus (Debuyst *et al.*, 2008 : 386).

Pour le dire simplement, la théorie considère qu'une personne s'engage, voire passe à l'acte (délinquance ou usage de la violence) car, dans sa position ou situation, elle est davantage exposée à des messages sociaux favorables à la transgression de la loi<sup>17</sup> (ou de la norme sociale) par rapport aux messages prosociaux ou défavorables à une telle transgression<sup>18</sup> (Sutherland, 1947 ; Pauwels *et al.*, 2014)<sup>19</sup>.

---

<sup>15</sup> La « théorie de l'association différentielle » est la dénomination la plus usitée pour désigner la théorie de Sutherland, laquelle sous cet angle porte principalement l'attention sur l'individu ou le système psychique pour rendre compte du passage à l'acte délinquant. Mais cette théorie a aussi été présentée comme une « two-edged theory » (Cressey, 1960 : 47) dans la mesure où elle comporte une seconde manière de rendre compte du passage à l'acte délinquant en mettant davantage l'accent sur la société ou les systèmes sociaux. Sutherland a ainsi utilisé d'autres appellations pour dénommer sa théorie telles que « l'organisation groupale différentielle » (Sutherland, 1942 : 21 ; 1943 : 126) ou « l'organisation sociale différentielle » (Sutherland, 1947 : 9).

<sup>16</sup> Pour une discussion sur la portée de la théorie, voir Debuyst et al. 2008 : 380-383.

<sup>17</sup> Par exemple, « l'usage de la violence à l'encontre de la police est légitime car elle [la police] protège les intérêts du capitalisme qui asservit et appauvrit la population ».

<sup>18</sup> Par exemple, « l'usage de la violence à l'encontre de la police est illégitime car elle a pour mission de garantir la protection de l'ensemble de la population ».

<sup>19</sup> Marco Ognibene (2021) a démontré empiriquement sur la base d'un large échantillon représentatif que les relations sociales sont fondamentales « pour affecter et façonner l'acceptation de la violence politique [...] et que le fait d'être intégré dans un réseau idéologiquement similaire peut conduire à une augmentation du niveau

Aussi bien la transgression que le respect de la loi (ou de la norme sociale) résultent, selon Sutherland, d'une articulation entre des processus sociaux « systématiques de formation, de sélection, de motivation et de stabilisation des communications favorables/défavorables aux lois » (lesquelles sont plus ou moins disponibles, voire prégnantes dans l'espace public ou dans certains réseaux de personnes)<sup>20</sup> et des processus intrapsychiques « de sélection, de motivation et d'apprentissage » de ces communications (Debuyst *et al.*, 2008 : 384)<sup>21</sup>. À l'instar de la perspective interactionniste, la théorie de Sutherland permet d'envisager l'articulation entre l'individu, son environnement et les normes sociales (en ce compris les lois) qui organisent le fonctionnement de la société.

Ces messages ou récits circulent dans la société, c'est ce que Bronner (2021) appelle le « marché cognitif ». Ils préexistent et survivent le plus souvent aux individus. Ils sont susceptibles d'influencer considérablement « notre regard et les modèles intellectuels qui se proposent spontanément à notre esprit pour rendre le monde intelligible »<sup>22</sup> et, *a fortiori* nos convictions, voire notre action. Les personnes sont exposées à ces messages lors de contacts directs avec d'autres personnes (interactions en face à face) ou par le biais de systèmes médiatiques au sens large (interactions indirectes). Les interactions en face à face, qui plus est avec des personnes proches ou ayant un ascendant (e.g., famille, amis, collègues, mentor) dont les contacts sont fréquents, voire quasi-exclusifs comme cela peut être le cas dans certaines situations de groupe, sont réputées être les plus efficaces (ou convaincantes) en termes d'adhésion et d'apprentissage de communications favorables/défavorables aux normes que celles communiquées de manière impersonnelle (e.g., article dans un journal, documentaire). Cependant, vu le temps de plus en plus important, et ce de plus en plus jeune, que l'être humain passe devant l'écran<sup>23</sup>, les réseaux sociaux et Internet tendent aujourd'hui à jouer un rôle déterminant<sup>24</sup>. D'ailleurs, environ un tiers des Belges et un peu plus de la moitié des jeunes de 18 à 24 font confiance aux réseaux sociaux pour s'informer<sup>25</sup>.

La transgression de la norme, « ne s'actualise que si le processus d'association à la communication, qui peut être plus ou moins long selon le cas, arrive à son terme à la suite d'une série de sélections et de définitions de la situation, orientées dans la même direction différentielle » (Debuyst *et al.*, 2008 : 385), c'est-à-dire en faveur d'un acte transgressif ou, en l'occurrence, de l'usage de la violence dans le cadre de la promotion d'une cause politique, religieuse ou sociale.

Cette association peut toutefois être d'intensité et de durée variable « en fonction de la répétition de ces communications dans les systèmes d'interaction (avec des personnes d'attache) où il [l'individu]

---

d'extrémisme des croyances des personnes, ce qui peut faciliter l'acceptation de la violence politique » [notre traduction]. Voir également Paulis et Ognibene (2022).

<sup>20</sup> Cela réfère à la structuration et reproduction d'un message susceptible d'influencer les comportements tantôt en faveur de la transgression de la loi, tantôt en défaveur d'une telle transgression (e.g., (contre-)propagande, code de conduite d'une organisation, recommandations politiques, prescrits religieux).

<sup>21</sup> En sélectionnant et validant pour elle, un message favorable ou défavorable à la transgression, la personne apprend aussi « les motifs favorables à ces communications, les attitudes qui sont adaptées à elles et les raisons, rationalisations ou mécanismes de neutralisation, qui contribuent à leur stabilisation et répétition dans le système psychique » (Debuyst *et al.*, 2008 : 391).

<sup>22</sup> Bronner (2021 : 323).

<sup>23</sup> Voir à ce propos Bronner (2021 : 78-86).

<sup>24</sup> En effet, les GAFAM, grâce à leurs algorithmes sophistiqués, sont en mesure de surexposer les individus à certains contenus au détriment d'autres, et ce en fonction de leur outil de géolocalisation et l'historique de navigation. Les réseaux sociaux, au moyen des algorithmes de recommandation, joueraient ainsi un rôle majeur dans l'exacerbation de la polarisation politique pouvant mener à la violence extrémiste (Barrett *et al.*, 2021).

<sup>25</sup> Voir l'enquête « Bye-Bye la Démocratie ? » commanditée par la RTBF en octobre 2021 : <https://www.rtb.be/article/2-belges-sur-3-pensent-que-les-medias-traditionnels-manquent-d-independance-et-roulent-pour-les-autorites-10853962>

se trouve » (Debuyst *et al.*, 2008 : 390). Debuyst ajoute que la fréquence des transgressions « peut quant à elle aussi varier d'un individu à l'autre ; et ce, pour diverses raisons, y compris en fonction d'opportunités concrètes qui se présentent à lui » (2008 : 390) et de la manière dont ces situations vont être définies<sup>26</sup>. Dans certaines situations, les conditions seront considérées comme acceptables pour passer à l'acte contrairement à d'autres. Par exemple, détruire du mobilier urbain d'une rue commerçante lors d'une manifestation anticapitaliste mais ne pas le faire lorsqu'on s'y promène ou qu'on y fait ses courses. C'est en cela que la théorie de Sutherland n'est pas empiriquement prédictive car bien que le processus soit enclenché, la survenance du résultat, lui, n'est pas pour autant garanti.

À défaut de pouvoir dire précisément « selon quelle modalité une *disposition* à se traduit par une *action effective* ou par l'inaction » (Fillieule, 2001 : 199), il nous paraît crucial d'écouter ce que nos interlocuteurs ont à dire au vu de la « puissance praxéologique des récits » (Bronner, 2021 : 324) afin d'accéder à cette « idiosyncrasie sociale » (Maus, 2013 [1950]: 366-386) dans laquelle se forge le moteur de l'action<sup>27</sup>. À cet égard, les travaux de la criminologie narrative offre un complément théorique intéressant pour étudier ce que ces individus « ont à dire de leurs pratiques et comment ils les justifient » (Beunas, 2018).

En effet, comme le rappellent Maruna et Liem en citant Presser, les histoires n'aident pas seulement à donner un sens aux vies, mais permettent lorsqu'elles sont intériorisées par les individus, de rendre « criminologiquement pertinent les choses qui se produisent » et, plus largement, elles « façonnent les choses moralement significatives que nous faisons » (Presser 2016 : 139-40, cité par Maruna et Liem, 2021 : 128) [notre traduction]. Le récit, ajoutent les auteurs, deviendrait intéressant « non pas en raison des vérités qu'elle peut nous dire sur le passé d'une personne, mais plutôt en raison de ce qu'elle pourrait dire sur l'avenir de la personne... » (Maruna et Liem, 2021 : 128) [notre traduction].

Pour la criminologie narrative, le récit est envisagé comme étant constitutif de la réalité et organisateur de l'action car les gens construisent à travers celui-ci des identités, se comprennent eux-mêmes, comprennent les autres et « répondent à ce qu'il convient de faire » (Sandberg, 2016 : 155).

A travers l'analyse du récit des enquêtés, il s'agit, à l'instar de Carlsson *et al.* (2020 : 77), de découvrir « comment les processus d'engagement peuvent être imprégnés de sens et de réalisation de soi rendant ainsi possible certaines formes d'actions parfois illégales » et d'apprécier les effets de la réaction sociale sur les individus. Autrement dit, il s'agira moins de rendre compte des trajectoires individuelles en tant que telles, au sens d'un enchaînement de séquences, que comme une forme d'accomplissement (c'est-à-dire l'action d'accomplir) traversée, animée, constituée de sens<sup>28</sup> laquelle reflète l'intrication étroite et complexe des niveaux micro, méso et macro dont relèvent les éléments à l'œuvre dans ce processus.

---

<sup>26</sup> Crettiez rappelle, à l'appui des travaux John Horgan et Randy Borum, que « la radicalisation idéologique doit être étudiée indépendamment du passage à l'acte violent qui n'est pas automatiquement sa continuité naturelle » (2016 : 710). Etant donné que ce ne sera pas ici l'objet de notre propos, nous renvoyons en guise de prolongement aux travaux de Wikström (2010 ; 2014) qui examinent en détail et modélisent les mécanismes situationnels présidant au passage à l'acte. Les éléments-clés de la « situational action theory » ont aussi été mobilisés dans l'étude de la radicalisation et du terrorisme (Bouhana et Wikström, 2010 ; 2011 ; Wikström et Bouhana, 2016).

<sup>27</sup> Fillieule (2001 : 202) recommande de recourir à des études longitudinales pour parvenir à démêler la « multiplicité des temps biographiques (en fonction de l'âge, du moment de l'engagement et de sa durée), générationnels et historiques (effets de période) » laquelle est difficilement accessible sur le temps d'un entretien dans la mesure où ces différentes dimensions sont ramassées sous une forme unifiée et *a priori* cohérente.

<sup>28</sup> Voir également en ce sens Carlsson, 2020.

### 3. Considérations méthodologiques

Nous commencerons par rendre compte de la manière dont nous avons identifié et approché notre public-cible ainsi que des difficultés auxquelles nous fûmes confrontés au cours de la phase de collecte de données<sup>29</sup>. Nous évoquerons ensuite brièvement le déroulement des entretiens avant de présenter notre échantillon ainsi que le matériel sur lequel repose les analyses. Nous terminerons par quelques mots sur la manière dont ce matériel a été analysé en vue de produire les résultats.

#### 3.1. Identification et approche du public-cible

En considération de l'ambiguïté et de la réalité potentiellement conflictuelle à laquelle le terme 'radicalisation' réfère, nous nous sommes demandés comment identifier et entrer en contact avec notre public cible compte tenu de notre position de chercheurs (respectivement criminologue, psychologue et juriste) à l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie ?<sup>30</sup>

Deux stratégies furent principalement privilégiées.

Une première stratégie pour identifier ces personnes fut de faire appel à des personnes ressources c'est-à-dire des personnes susceptibles de nous mettre en contact avec quelqu'un de leur entourage qu'elles perçoivent comme radical(isé) dans son engagement politique, social ou religieux ou bien qui pourraient nous aider à établir le contact avec une telle personne en raison de leur position professionnelle. Aussi appelées dans la littérature anglo-saxonne 'gatekeepers' (Speckhard, 2009, Dolnik, 2011, Nilsson, 2018, Carlsson, 2020), ces personnes jouent en quelque sorte le rôle d'intermédiaires de confiance. En l'occurrence, elles se déclinent en trois catégories : les personnes appartenant à notre propre entourage (famille, amis, étudiants et collègues), les organisations publiques (l'Administration générale des maisons de justice francophone, les Services d'aide au détenus, le Centre d'Aide et de Prise en charge de toute personne concernée par les Extrémismes et Radicalismes Violents et son équivalent luxembourgeois ou encore le Forum Belge pour la Prévention et la Sécurité Urbaine) et les acteurs sociaux travaillant avec le public visé (éducateurs, avocats, fonctionnaires de prévention, référents locaux en matière de radicalisme). En procédant de la sorte, le chercheur doit accepter le biais de sélection induit par les intermédiaires au sens où il lui est difficile, pour ne pas dire impossible, de distinguer en quoi les personnes ayant été effectivement approchées diffèrent de celles qui n'ont pas été approchées ou encore de celles qui ont été approchées mais ont refusé d'être interviewées<sup>31</sup>. On est en effet toujours le radical de quelqu'un d'autre, et la sélection d'une personne considérée comme radicale dépendra autant des caractéristiques de cette personne que des caractéristiques du quelqu'un d'autre en question<sup>32</sup>. Comme le soulignent Nilsson (2018) et Carlsson (2020), ces limitations sont courantes et presque inévitables dans les études relatives à la radicalisation ou l'extrémisme violent qui axent leur dispositif méthodologique de collecte de données sur des entretiens qualitatifs.

Lors de chaque prise de contact avec une personne pressentie pour endosser ce rôle d'intermédiaire, les enjeux et le contenu du projet furent présentés (que ce soit par email, par téléphone ou lors d'une

---

<sup>29</sup> Ces développements s'inscrivent dans le prolongement d'une première note (Mine *et al.*, 2019) destinée à pointer et discuter des problèmes méthodologiques susceptibles de survenir dans l'abord d'un terrain de recherche réputé difficile (Boumaza et Campana, 2007).

<sup>30</sup> Au sujet des difficultés pouvant être rencontrées par le chercheur, voir entre autres Speckhard (2009), Dolnik (2011), Horgan (2012), Sageman (2014), Crettiez *et al.* (2017), Nilsson (2018), De Pelecijn *et al.* (2021).

<sup>31</sup> Le point suivant consacré aux difficultés rencontrées donne cependant quelques éléments susceptibles d'éclairer ce biais de sélection.

<sup>32</sup> Voir à ce sujet Bertrand (2020) et sa proposition de définition relationnelle de la « radicalisation » pour rendre compte des dynamiques de désignation des personnes considérées comme telles.

entrevue). Pour celles et ceux ayant accepté de collaborer, un document reprenant la finalité de l'entretien, les garanties qui l'assortissent et les coordonnées du chercheur fut communiqué afin de les aider dans la sollicitation de personnes qu'ils estimaient correspondre à notre public-cible et *in fine* le transmettre si quelqu'un se montrait intéressé. En procédant de la sorte, la personne sollicitée n'était pas prise au dépourvu et avait la possibilité de réfléchir sur sa participation éventuelle. Celle-ci pouvait ensuite directement prendre contact avec nous<sup>33</sup> ou bien communiquer à l'intermédiaire de confiance un numéro de téléphone ou une adresse email permettant de la joindre.

La seconde stratégie fut de consulter les sources publiques facilement disponibles (Internet, médias traditionnels et alternatifs, réseaux sociaux...) et d'y identifier les groupements et personnes pouvant être considérées comme radicaux par les autorités publiques en raison d'activités susceptibles de troubler l'ordre public (par exemple en occasionnant un désordre matériel) (Mine *et al.*, 2021). Une fois identifiés, nous tentions d'entrer directement en contact avec eux via les réseaux sociaux, l'hypothèse étant que les réseaux sociaux, en raison de leur caractère public ou du moins semi public, constituent une mise en avant assumée de leur engagement par rapport à laquelle ils peuvent être interpellés et accepter éventuellement d'en parler. Nous n'avons pas réalisé une netnographie à proprement parler (Kozinets, 1998) même si cette façon d'approcher le groupe cible s'en approche intuitivement<sup>34</sup>. Les demandes adressées aux groupements en tant qu'entités collectives donnèrent peu de résultats tandis que celles envoyées aux particuliers à titre personnel connurent plus de succès. À première vue, il semblerait que les entités collectives soient plus difficiles à joindre en raison de la nature du processus de décision (qui peut être collectif), de la présence éventuelle d'un règlement d'ordre intérieur entravant la rencontre de personnes externes, ou de l'absence d'initiative personnelle au sein du groupement (e.g., chacun se disant que quelqu'un d'autre répondra).

Les garanties qui assortissent la conduite des entretiens étaient à nouveau rappelées lors de la prise de contact. Les personnes étaient ainsi entre autres informées qu'en acceptant de participer, elles restaient évidemment libres de ne pas répondre à certaines questions et de mettre un terme à tout moment à leur participation et ce, sans donner de raison. Enfin, d'un point de vue technique, l'autorisation à pouvoir enregistrer l'entretien au moyen d'un dictaphone était systématiquement demandée. L'envoi d'une copie de l'enregistrement ou de la transcription de l'entretien était aussi systématiquement proposé, de manière à fournir une garantie supplémentaire de transparence.

### 3.2. Difficultés

La période consacrée à la collecte de données a duré treize mois. Il s'agit d'un processus long et laborieux. Les démarches préalables à la réalisation d'un entretien sont chronophages ne fût-ce que pour dissiper la méfiance initiale légitime à notre égard. Au final, au vu de l'investissement, le résultat peut être considéré comme maigre bien qu'il ne soit pas décevant non plus. Plusieurs raisons peuvent expliquer cet état de fait.

---

<sup>33</sup> Un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse email sécurisée furent créés et exclusivement dédiés à la recherche. L'adresse email présentait l'avantage d'être moins connotée que notre adresse email professionnelle dotée de l'extension just.fgov.be.

<sup>34</sup> Dans le cadre de son stage à l'INCC, Raphaël Avanzi a traité la question de savoir si le recours à la netnographie, à savoir l'exploration et l'analyse des réseaux sociaux fréquentés par les militants dont le milieu est réputé difficile d'accès, pouvait constituer une plus-value pour la conduite d'entretiens et l'interprétation du matériel ainsi collecté en permettant au chercheur de se familiariser préalablement avec le monde symbolique et culturel de ces groupements. Bien que non abouti, ce travail offre quelques éléments laissant à penser qu'on puisse répondre par l'affirmative. Ils ouvrent des pistes de réflexion et de travail intéressantes par rapport à l'approche de ce type de terrain.

### 3.2.1. Au niveau des intermédiaires

Au-delà des excuses liées au manque de temps et à la surcharge de travail, certains intermédiaires potentiels ayant été approchés se sont déclarés mal à l'aise pour démarcher des personnes impliquées dans des dossiers souvent hautement sensibles. En effet, ils ne souhaitent pas prendre le risque de compromettre leur relation au vu du temps et de l'investissement important que ces dossiers exigent. D'aucuns ont déclaré ne pas savoir comment démarcher des personnes avec laquelle la relation était encore naissante ou fragile. Une démarche encore plus difficile à initier auprès de celles et ceux qui ne se savent pas dans le collimateur des autorités. En effet, sur quelle base honnête est-il possible de solliciter leur participation à une telle recherche ?

D'autres intermédiaires (i.e. avocats, assistants de justice, éducateurs) se sont montrés inquiets par rapport aux conséquences éventuellement négatives de l'entretien ou des résultats de la recherche. Quid des conséquences d'un mauvais usage ou d'une interprétation fallacieuse de ces résultats par les médias ou les décideurs politiques ? En engageant leur responsabilité, ils se demandaient comment gérer ces conséquences avec le justiciable ou leur hiérarchie si elles devaient survenir.

Certains intermédiaires contactés ont déploré l'impossibilité de démarcher certaines personnes susceptibles de participer à une interview dans la mesure où ils n'avaient plus de contact avec elles. D'autres encore ont souhaité filtrer les candidats éventuels car ils estimaient que proposer de participer à un entretien de recherche à certains, pouvait induire un effet de renforcement positif dû à la fierté suscitée par l'intérêt d'un chercheur pour leur discours. Ils craignaient que l'entretien ne soit instrumentalisé à des fins prosélytes. Ces intermédiaires n'ont finalement proposé aucun candidat.

### 3.2.2. Au niveau du public-cible

Tout d'abord, le public visé demeure difficile à identifier et, *a fortiori*, peu accessible. Une partie de celui-ci, particulièrement celles et ceux ayant eu affaire à la justice ou ayant été fortement médiatisés, sont par ailleurs extrêmement sollicités et ne veulent plus en parler, préférant « tourner la page et passer à autre chose ».

Il arrive également qu'ayant donné leur accord, les personnes ne prennent pas contact par la suite (difficulté à faire le pas vers l'équipe de recherche), rompent soudainement le contact ou ne viennent pas au rendez-vous. La méfiance – parfaitement légitime et compréhensible – demeure très présente. À titre d'exemples, deux personnes ne se sont pas présentées à l'entretien tandis que cinq autres ont soudainement mis fin aux échanges alors qu'elles avaient accepté une rencontre et que les échanges portaient sur les modalités d'organisation de l'entretien.

Plusieurs répondants se sont montrés inquiets des risques potentiels liés à leur participation pour leur situation personnelle : « l'INCC a-t-il bien la maîtrise de son matériel ? », « les institutions sont plus fortes que les individus », « quid si ça ressort dans l'avenir ? », « êtes-vous certain que mon nom n'apparaîtra pas ? ».

Il nous a par ailleurs souvent été demandé pourquoi nous n'avions pas conduit d'entretiens en prison afin d'atteindre notre public cible (à savoir des individus radicalisés et/ou condamnés pour terrorisme avec des antécédents judiciaires). Il y a plusieurs raisons à cela.

Premièrement, notre objet porte, non pas sur le terrorisme, mais sur la radicalisation, laquelle n'est pas considérée comme une infraction<sup>35</sup>. Deuxièmement, toutes les personnes condamnées pour terrorisme ne sont pas nécessairement radical(isé)es<sup>36</sup> et les personnes considérées par les autorités comme telles, mais non incarcérées pour des faits de terrorisme, ne savent pas toujours qu'elles sont ainsi considérées (d'où le risque d'impairs). Troisièmement, il y a une difficulté à identifier le public-cible et à le localiser dans la mesure où on ne sait pas où les personnes se trouvent, ni si elles sont encore incarcérées. Enfin, s'est posée la question de savoir comment établir le contact lorsque celles-ci sont identifiées et localisées. Le personnel pénitentiaire étant difficilement une option, nos démarches en vue de travailler avec des intermédiaires de confiance, comme des avocats et les services d'aide au détenu, ne nous ont *in fine* malheureusement pas permis de rencontrer de détenus.

### 3.3. Organisation des entretiens

Les entretiens étaient semi-structurés et reposaient sur un canevas de questions couvrant différents thèmes, tels que l'enfance, le milieu familial, la scolarité, les relations, les événements marquants (e.g., mariage, divorce, licenciement, deuil), la socialisation politique et les influences, le rapport à l'altérité, l'image de soi, l'expérience de la force publique, les aspirations, l'emploi et le regard porté sur la société. Toutefois, selon la disposition du répondant à répondre à ces questions, l'information collectée demeure fort inégale d'un entretien à l'autre et ne couvre donc pas de manière uniforme l'ensemble du canevas de questions.

Les entretiens ont eu lieu dans des endroits hétéroclites tels qu'un centre fermé, un service d'aide aux jeunes en milieu ouvert (AMO), l'arrière-salle d'un café, une bibliothèque communale, une maison de justice, ou encore le domicile de la personne. Plusieurs entretiens ont également eu lieu au sein de nos bureaux ou dans une salle du bâtiment où notre institut a ses locaux permettant d'y accéder sans avoir à décliner son identité, ce afin de préserver la confidentialité de la rencontre. Plusieurs propositions de lieux de rencontre étaient à chaque fois adressées au répondant qui choisissait le moment et le lieu qui lui convenaient le mieux.

Contrairement à ce qui prévaut habituellement dans la pratique, nous n'avons pas fait signer de formulaire de consentement informé car en l'occurrence la littérature (Speckhard, 2009 ; Nilsson, 2018) estime que cela peut inquiéter les interlocuteurs potentiels en raison notamment de son formalisme et des effets contraignants qui peuvent lui être prêtés. Par conséquent, nous réitérons, oralement et en toute transparence, les objectifs de la recherche ainsi que les garanties qui assortissent l'entretien lors du premier contact (écrit ou oral) ainsi qu'en début d'entretien sachant que la personne avait en outre déjà été préalablement informée, du moins partiellement, par notre intermédiaire de confiance. Après qu'elle ait renouvelé oralement son accord (lequel avait déjà le plus souvent été formulé au cours de la correspondance écrite ayant abouti à la rencontre), l'entretien débutait.

---

<sup>35</sup> Il est intéressant de noter que lors de nos démarches auprès des maisons de justice, aucune ne semblait avoir au moment de l'enquête de mandat ouvert pour des justiciables liées à d'autres formes d'engagement idéologique que l'islam radical c'est-à-dire où il ressort clairement à la lecture du mandat que la dimension idéologique est explicitement liée aux faits infractionnels commis.

<sup>36</sup> Le libellé assez générique des condamnations pour terrorisme (i.e., participation à une activité d'une organisation terroriste) peut recouvrir des comportements extrêmement variés dont certains sont réalisés en étant dénués de toute dimension idéologique. Ainsi certaines personnes ont été condamnées pour avoir déposé une autre personne à l'aéroport sans pour autant savoir que cette personne comptait se rendre en Syrie. D'autres ont été condamnées pour avoir envoyé de l'argent à un membre de leur famille ayant rejoint la Syrie ou avoir posté un courrier pour le compte de quelqu'un d'autre s'étant révélé être en contact avec des personnes présentes dans les zones de conflits.

Au final, notre matériel se compose de 23 entretiens réalisés entre janvier 2019 et février 2020 auprès de personnes liées à différentes formes d'engagement (e.g., anarchisme, communisme, antispécisme, environnementalisme, islamisme) (voir Tableau 1). Trois d'entre eux furent réalisés par Raphaël Avanzi. La majorité des entretiens (n = 13) ont été réalisés par un seul membre de l'équipe de recherche, les autres en binôme (n = 7). En raison du refus exprimé par le répondant, un entretien conduit en binôme n'a pu être enregistré. Par conséquent, un chercheur a conduit l'entretien pendant que le second prenait note des questions et réponses. Tous les autres entretiens ont été enregistrés au moyen d'un dictaphone. Le matériel se compose d'environ 38h d'enregistrement, soit 1h40 en moyenne par entretien. L'entretien le plus court a duré un peu moins d'une heure tandis que le plus long a duré plus de trois heures. Tous les enregistrements ont ensuite été intégralement transcrits, à l'exception de trois d'entre eux. Deux ont fait l'objet d'une transcription partielle dû à des problèmes techniques durant le déroulement de l'entretien. Pour ces entretiens, la transcription a été complétée par des notes manuscrites. Pour le troisième, comme cela a été évoqué précédemment, il n'a pas été enregistré en raison du refus du répondant mais consigné au moyen d'une prise de notes. L'ensemble du matériel écrit comporte environ 530 pages en Calibri 11 avec un interligne simple.

### 3.4. Échantillon

Plusieurs variables stratégiques avaient été préalablement été identifiées afin de diversifier notre échantillon telles que le genre (homme/femme), l'âge, le type de 'cause' pour laquelle la personne s'est engagée (e.g., extrémisme de gauche, de droite, environnemental, religieux), l'expérience judiciaire (avec ou sans antécédents judiciaires). Toutefois, vu les difficultés à entrer en contact avec les personnes constituant notre public-cible, nous avons accepté toutes les opportunités qui se sont offertes sans trop tenir compte dans nos démarches de ces variables stratégiques. Il s'avère au final que l'échantillon est relativement diversifié au niveau de l'âge et du genre (15 hommes pour 8 femmes). En première approximation, il pourrait également paraître suffisamment diversifié au niveau de la cause, cependant force est de reconnaître qu'au vu de l'objet de celle-ci et de l'idéologie promue, la majorité des répondants tend davantage à se situer à gauche qu'à droite du spectre politique ce qui affecte par conséquent les résultats. Enfin, en se référant à leurs déclarations, il s'avère qu'aucune personne n'a d'antécédent judiciaire au sens d'une condamnation à une peine ou mesure enregistrée au casier judiciaire central préalablement à son engagement. Les personnes poursuivies ou condamnées pour terrorisme composant l'échantillon (une d'entre elles a toutefois fait l'objet d'un acquittement pour des faits similaires) n'ont pas d'autres expériences judiciaires antérieures que celles relatives à ces faits de terrorisme. Toutefois, à l'exception de trois répondants, tous déclarent avoir été confrontés aux forces de l'ordre (e.g., arrestations administratives, fouilles, coups et blessures) ou ont eu une expérience avec la justice (information en cours, détention préventive, alternative à la détention préventive, poursuites judiciaires soldées par un non-lieu, un acquittement ou une condamnation) dans le cadre des activités liées à leur engagement (manifestations, occupations de sites, blocages, dégradations matérielles, etc.).

Tableau 1 : Échantillon des personnes interviewées<sup>37</sup>

Genre		Âge		Causes	
Homme	15	< 21	2	Nationalisme (kurde)	1
Femme	8	21 – 25	3	Islamisme	5
		26 – 30	2	Communisme	1
<b>Antécédents judiciaires</b>		31 – 35	5	Alter-mondialisme	2
Oui	0	36 – 40	1	Environnementalisme	7
Non	23	41 – 45	1	Identitarisme	1
		46 – 50	4	Antispécisme	3
<b>Nés en Belgique</b>		51 – 55	3	Anarchisme	3
Oui	18	56 – 60	1		
Non	5	> 61	1		

La majorité des personnes comprises dans notre échantillon sont nées en Belgique (n = 18)<sup>38</sup> et ont le français pour langue maternelle (n = 20)<sup>39</sup>. Neuf répondants estiment que le niveau de vie de leurs parents peut être qualifié de moyen, voire supérieur pour trois autres personnes tandis que le reste de notre échantillon, sur la base des quelques informations que nous avons pu collecter, semble avoir bénéficié de conditions de vie plus modestes. Seulement une minorité des personnes rencontrées (n= 6) déclarent avoir grandi dans un milieu familial politisé, c'est-à-dire que leurs parents étaient eux-mêmes engagés politiquement (e.g. élus locaux, syndiqués, militants). Cela confirme le constat de Cuchetti et Borgeaud-Garciandia selon lequel « la politisation est moins le fruit d'un héritage familial direct que le résultat d'une expérience » (2014 : 165).

La majorité de nos répondants a fait des études supérieures (n = 15) alors que cinq personnes parmi les huit subsistantes, n'ont pas terminé leurs études secondaires. Lors des entretiens, sept personnes avaient un emploi (dont trois dans une organisation non gouvernementale proche de la cause qu'ils promeuvent), trois personnes étaient encore aux études tandis que les autres répondants étaient sans emploi (n = 13). Parmi ces derniers, cinq personnes ont quitté ou perdu leur emploi consécutivement à leur départ pour les zones de conflits ou aux poursuites judiciaires dont elles ont fait l'objet, deux étaient dans l'incapacité de travailler en raison d'une maladie chronique ou d'une invalidité, un répondant était pensionné et un autre venait d'être licencié après que son employeur ait pris connaissance de son engagement.

Indépendamment des personnes poursuivies ou condamnées pour terrorisme (n = 5), la toute grande majorité des autres répondants (n = 15) recourent à la désobéissance civile, soit par abstention (e.g., refus de présentation de papiers d'identité), soit par obstruction (e.g., sit-in, blocages, obstruction de circulation, chaînes humaines) ou participent à des actions directes (e.g., happenings, affichages sauvages, libération d'animaux d'élevage, occupations de locaux, dégradation ou destruction de biens publics ou privés). Onze d'entre eux se déclarent encore actifs au moment de l'entretien.

Malgré (ou en raison de) leur engagement, leur expérience avec la force publique et une certaine défiance à l'égard des institutions étatiques, la participation à la recherche témoigne à certains égards

<sup>37</sup> Les libellés proposés pour catégoriser les différentes causes sont inférés des déclarations des répondants sur la base de ce qui nous semblait pouvoir être considéré comme l'objet principal de la cause qu'ils promeuvent respectivement.

<sup>38</sup> Les autres pays de naissance sont : Maroc (n = 2), France (n = 1), Allemagne (n = 1) et Canada (n = 1).

<sup>39</sup> Les autres langues maternelles sont : arabe (n = 1); néerlandais (n = 1) et allemand (n = 1). Cette surreprésentation de la langue française résulte uniquement d'un motif pratique, à savoir notre insuffisante maîtrise des autres langues nationales pour conduire pareils entretiens auprès de personnes non francophones.

qu'un dialogue est possible, voire souhaité<sup>40</sup>. Une ouverture qui peut être due au niveau d'éducation particulièrement élevé qui caractérise notre échantillon. Il est donc probable que nous n'ayons pas rencontré les personnes les plus extrémistes, ni violentes qui soient. Cependant, leurs récits n'en demeurent pas moins intéressants pour comprendre leur engagement et ses incidences sur leur devenir même s'il faut rappeler que celui-ci est produit dans un contexte bien particulier, celui d'un entretien de recherche organisé par des chercheurs liés à un institut de recherche fédéral placé sous l'autorité du ministre de la justice<sup>41</sup>.

### 3.5. Analyse

L'ensemble du matériel transcrit a ensuite été rendu anonyme, codé et analysé inductivement, selon les préceptes de la théorisation ancrée (Glaser et Strauss, 1967), en procédant à l'encodage via le logiciel NVivo 8.

Dans un premier temps, chaque unité de sens de la transcription a été synthétisée en veillant à rester au plus près des propos tenus par les enquêtés. Ce premier codage a ensuite fait l'objet d'un second codage au sens où les propos des répondants ainsi résumés furent regroupés en catégories conceptuelles en fonction du registre commun auquel on pouvait les rapporter (Laperrière, 1997 : 315) c'est-à-dire au travers d'un « mot ou une expression désignant, à un niveau relativement élevé d'abstraction, un phénomène culturel, social ou psychologique tel que perceptible dans un corpus de données » (Paillé, 1996 : 186).

En procédant de la sorte, les faits ou incidents rapportés par les enquêtés « sont considérés comme des indicateurs des concepts et des catégories conceptuelles » (Laperrière, 1997 : 315) qui doivent être suffisamment relevant de ce qui se passe dans la situation à l'étude puisque « cette méthodologie s'attache justement à ancrer la théorie dans les faits » (Laperrière, 1997 : 315). La théorie en sociologie, expliquent Glaser et Strauss (1967 : 3), « is a strategy for handling data in research, providing modes of conceptualization for describing and explaining ».

---

<sup>40</sup> Sans avoir pu accéder aux représentations de nos enquêtés à notre égard, ceux-ci nous ont tout de même fait part de certaines motivations qui les ont enjointés à accepter de participer à l'entretien de recherche. Ces motivations variées peuvent être résumées comme suit : ouvrir les yeux des gens sur leur réalité, aider l'équipe de recherche, donner un point de vue supplémentaire et différent aux destinataires de la recherche, pouvoir s'exprimer (notamment aussi sur des choses qui sont le plus souvent tues, voire secrètes), sortir de l'entre-soi et faire valoir leur conception des choses et du monde, intérêt pour la recherche, saisir l'occasion de parler de sujets peu débattus, revenir sur son cheminement, donner une vision non déformée et représentative (selon le répondant) de ce que vivent tous ceux qui sont dans la même situation (rôle de porte-parole).

<sup>41</sup> Un contexte particulier qui renvoie inévitablement à la question de la véracité du récit. Une question qui peut être relativisée au regard de notre cadre théorique. En effet, cette question intéresse finalement peu la criminologie narrative puisque dans cette perspective théorique, le récit lui-même y est considéré comme influent. Qu'il soit vrai ou faux, le récit lui-même a des conséquences (Sandberg 2010). Pour Presser et Sandberg, « nos récits motivent nos propres actions ; ils affectent également les actions des autres » (2010 : 85-86). Malgré la prédilection de son usage en sciences sociales, force est de constater que l'entretien reste un « impensé méthodologique » de la recherche (Bongrand et Laborier, 2005), qui plus est lorsqu'il est utilisé dans le cadre « d'enquête en milieu difficile » (Boumaza et Campana, 2007). Davantage de transparence sur les aspects éthiques et méthodologiques qui sous-tendent la récolte et l'analyse du matériel permettrait de mieux comprendre les possibilités et limites empiriques du terrain concerné (Horgan, 2012 ; Harris *et al.*, 2016) et de susciter davantage de réflexivité dans le chef du chercheur lors de son abord : Quelles stratégies d'enquête doit-il adopter ? Quels sont les obstacles rencontrés et comment les dépasser ? Comment concilier les préceptes de rigueur méthodologique avec les ajustements pragmatiques qu'impose le terrain ? Comment relater la parole des répondants ? Quelles sont les garde-fous éthiques et méthodologiques à mettre en place ? etc. Ces questions ont pour partie été traitées dans une note méthodologique (non publiée) rédigée par l'équipe de recherche (Mine *et al.*, 2019). Nous renvoyons également à ce sujet à l'article de De Pelecijn *et al.* (2021).

Les données permettent en retour d'illustrer les concepts ainsi produits et sont considérées « comme les ultimes instruments de leur vérification » (Lapperrière, 1997 : 315). Notons qu'un même fait ou occurrence peut servir d'indicateur pour plusieurs catégories différentes tandis qu'on peut aboutir à un même concept à partir de la codification d'occurrences différentes.

Les différentes catégories sont ensuite examinées et mises en relation afin de faire émerger des hypothèses, des propositions d'explication du phénomène social étudié. Les catégories ne sont pas figées une fois pour toutes, elles peuvent être reformulées, modifiées afin de mieux représenter le *verbatim* des enquêtés. Le chercheur fait des allers-retours réguliers entre le matériel brut et ses catégories grâce auxquels il peut affiner le travail de catégorisation et faire apparaître certaines de leurs propriétés et dimensions ainsi que les dynamiques du phénomène étudié<sup>42</sup>.

Le processus de théorisation résulte donc d'une analyse comparative progressive et systématique des données récoltées et graduellement codées. Les faits conceptualisés, résume M. Beuken, sont comparés entre eux « afin d'en dégager une uniformité sous-jacente (catégorie – élément conceptuel de la théorie), et d'établir ensuite les conditions de variation de cette uniformité (propriétés de la catégorie – aspect conceptuel ou élément d'une catégorie). [...] Ce ne sont pas des faits bruts qui font l'objet de l'analyse, mais bien les faits considérés en tant que signes d'autre chose, en tant qu'indicateurs d'une réalité plus abstraite susceptibles d'en rendre compte, et dès lors fiables entre eux, devenus comparables malgré leur diversité d'allure » (Beuken, 1984 : 27)<sup>43</sup>.

Malheureusement, pour des questions de temps, il ne nous a pas été possible d'aller jusqu'au bout de la démarche d'intégration et de modélisation permettant de tirer toutes les implications théoriques du matériel collecté. Cependant, si on ne peut prétendre à la généralisation par absence de saturation<sup>44</sup>, les résultats nous semblent toutefois proposer une grille de lecture liminaire du phénomène étudié qui tend à corroborer certains constats observés dans la littérature.

Proposer d'analyser le récit singulier de cet ensemble de personnes peut être critiqué, également par les répondants qui « rejetteraient eux-mêmes la légitimité d'une telle démarche » (Cuchetti et Borgeaud-Garciandia, 2014 : 150), dans la mesure où chacune de leur situation n'est en rien comparable à une autre, le tout ne constituant pas un ensemble homogène. Toutefois, plusieurs éléments nous confortent dans l'intérêt d'un tel exercice.

---

<sup>42</sup> La génération des propriétés, nous dit Lapperrière, « s'accomplit en deux temps: dans un premier temps, on minimise les différences observées, en vue de détailler et de consolider le contenu des catégories; dans un deuxième temps, on maximise ces différences, dans le but de dégager les conditions d'apparition et de variation du phénomène à l'étude » (Lapperrière, 1997 : 316). La mise en exergue des propriétés tend à augmenter la portée de généralisation des catégories ainsi que leur puissance explicative. Ensuite, l'analyse comparative permet également de spécifier les différentes dimensions des propriétés d'une catégorie conceptuelle ; « la notion de dimension renvoie à la localisation des propriétés le long d'un continuum, par exemple sous le rapport de la quantité ou de l'intensité (...), de la trajectoire (...), de l'étendue (...), etc. » (Lapperrière, 1997 : 316).

<sup>43</sup> D'après Glaser et Strauss (1967 : 36): « It must be kept in mind that both categories and properties are concepts indicated by the data (and not the data itself); also that both vary in degree of conceptual abstraction. [...] In short, conceptual categories and properties have a life apart from the evidence that gave rise of them ». Glaser et Strauss (1967 : 36).

<sup>44</sup> Glaser et Strauss (1967 : 61) précisent que la « saturation means that no additional data are being found whereby the sociologist can develop properties of the category. As he sees similar instances over and over again, the researcher becomes empirically confident that a category is saturated ».

Tout d'abord, toutes ces personnes ont un dénominateur commun, elles partagent le fait d'être engagées idéologiquement<sup>45</sup> pour une cause politique, sociale ou religieuse qui occupe une place centrale dans leur existence et affecte l'ensemble des dimensions de leur vie (e.g., travail, relations, comportement).

Ensuite, il s'agit moins de comparer les groupements ou mouvances auxquels ces personnes sont liées<sup>46</sup>, ou encore leur trajectoire individuelle en tant que telle que d'analyser leur retour d'expérience sur leur engagement et ses effets.

Enfin, il nous semble que ce partage d'expériences aussi singulier soit-il peut rendre compte à travers son analyse de certaines tendances et significations d'ordre plus général (Cuchetti et Borgeaud-Garciandia, 2014 : 168) même si nous ne pourrions pas être exhaustifs ni prétendre à la généralisation faute d'avoir pu atteindre la saturation théorique avec notre matériel.

Avant de présenter les résultats de nos analyses, insistons sur le fait que les déclarations de nos enquêtés n'engagent qu'eux-mêmes et ne reflètent pas nécessairement la position des groupements auxquels ils sont liés ni le point de vue de leurs autres membres.

#### 4. Des enquêtés radicaux versus radicalisés

L'ambiguïté du terme 'radicalisation' tend à recouvrir des réalités fort différentes, voire conflictuelles. En effet, ce terme, mal circonscrit, demeure très contesté et politisé (Sedgwick, 2010; Pauwels *et al.*, 2012 ; Schmid, 2013 ; Coolsaet, 2016a) dans la mesure où il a particulièrement contribué, d'une part, à ériger la population musulmane en 'communauté suspecte' (Kundnani, 2012), et, d'autre part, à stigmatiser plus généralement celles et ceux qui, par leurs idées et leurs comportements, s'écartent plus ou moins grandement des projets sociaux et politiques portés par les gouvernements occidentaux.

Au fil de nos entretiens, lorsque la discussion le permettait, nous avons régulièrement demandé à nos interlocuteurs (n = 12) ce que signifiait pour eux le terme 'radicalisation' et s'ils se reconnaissaient dans l'acception qu'ils en proposaient.

La majeure partie de celles et ceux à qui nous avons posé la question a davantage explicité le sens que revêtait pour eux le terme 'radical' ou 'radicalité' plutôt que celui de 'radicalisation' afin peut-être de prendre distance par rapport à un vocable trop souvent associé ces dernières années à l'extrémisme violent et au terrorisme ; deux phénomènes par rapport auxquels ils semblent ne pas s'identifier. À titre d'exemple, un enquêté environnementaliste déclare :

« Je n'ai pas peur de dire que d'un point de vue mental, il y a une forme de radicalité qui s'est installée et ça je le sais. Ce n'est pas pour autant que je vais être un terroriste écologiste ou quoi que ce soit mais je sais que dans ma manière d'être, dans ma manière de me comporter, de penser oui. » (#1#)

Anna Marie Drake, citée par Dupuis-Déri constate dans sa thèse de doctorat que les dirigeants qualifient rapidement certains collectifs et leurs actions de radicaux, « ce qui du coup mine

---

<sup>45</sup> Le terme s'entend ici au sens commun comme un système d'idées qui diffère de l'expérience du réel mais qui, selon le dictionnaire français en ligne Larousse, constitue « un corps de doctrine philosophique et politique à la base d'un comportement individuel ou collectif ».

<sup>46</sup> Au-delà de la diversité des groupements auxquels peuvent être liés nos répondants, cette comparaison est d'autant moins pertinente qu'il nous est particulièrement difficile d'établir la nature et l'intensité de ce lien comme d'apprécier la structuration et l'organisation de ces groupements et mouvements. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous parlons d'engagement pour une cause.

profondément la légitimité de leur parole et de leurs arguments, auxquels il n'est même plus important de prêter attention car ils apparaissent irrationnels et déraisonnables » (Drake, 2008 : 312-313, citée par Dupuis-Déri, 2012 : 132).

S'ils déplorent en effet le dévoiement du terme 'radical' à des fins de stigmatisation et de discrédit, plusieurs enquêtés se revendiquent eux-mêmes comme étant 'radicaux' en rappelant le sens premier du mot<sup>47</sup>: « prendre le mal à la racine » et remettre en cause le *statu quo* actuel en agissant sur les causes profondes de cette situation, jugée à tout le moins problématique, qu'ils souhaitent modifier. Ils assument d'autant plus ce qualificatif que celui-ci véhicule à leurs yeux des valeurs estimables telles que celles de probité, détermination, etc.<sup>48</sup>

« C'est un beau mot ! Radical, pour moi, ça veut dire revenir à la racine. Evidemment on me traite beaucoup de radical. Le politique n'a eu que ce mot-là à la bouche [...]. [Le terme] est très commode, c'est-à-dire... Le *statu quo*, il intéresse qui ? Il intéresse les gens à qui le *statu quo* rapporte, soit rapporte énormément d'argent, soit rapporte de l'influence. Et ce *statu quo* dès qu'on le remet en question un tant soit peu, paf, l'étiquette radicale nous tombe dessus pour nous marginaliser, pour du coup faire passer notre message [comme étant] inadapté [...] alors qu'on s'en gargarise et qu'on nous bassine avec ça à l'école grâce à la révolution française, les idéaux de la révolution, etc. Je veux dire que s'il n'y avait pas eu des gens un peu radicaux à l'époque, cette révolution n'aurait jamais eu lieu donc la radicalité est une nécessité. On a besoin de gens radicaux qui – le mot radical veut dire racine – vont prendre les problèmes à leur racine, qui vont dénoncer les choses et même aller creuser dans les racines, même si ça fait mal, parce qu'il faut le dire. Donc, la radicalité est une nécessité. [...] Le problème c'est que le mot radical on l'utilise à toutes les sauces. Radical, c'est aussi l'islamiste qui se fait pêter la gueule avec des bombes [...]. [Je me reconnais sous l'étiquette de 'radical'] dans le sens où le mot radical veut dire racine, oui. Parce que je ne suis pas pour la compromission. Aujourd'hui, refuser la compromission, c'est être radical, c'est dingue. D'ailleurs le mot 'compromission' n'existe plus, on ne le voit plus nulle part dans le langage politique ni médiatique. On est dans le 'compromis' *statu quo* ». (#2#)

Ce répondant souligne par ailleurs que l'usage du terme 'radical' n'est pas seulement commode pour stigmatiser les tenants d'une position politique dissidente mais que celui-ci peut aussi, en d'autres circonstances, être instrumentalisé par la classe politique pour préserver ses intérêts ou poursuivre certains objectifs :

« [Nom de parti politique] m'a contacté pour me proposer de me mettre sur la liste, ils m'ont clairement dit on cherche des personnalités, des personnes plus radicales pour les mettre sur la liste. [...] Déjà il y a dix ans, ils m'ont demandé pour me mettre dans le conseil d'administration [nom de l'association] : « comme ça [nom du bourgmestre] verra ton nom dans le conseil d'administration, ils n'oseront pas nous virer, comme ça il y a trois radicaux dans le groupe ». Ça c'est une étiquette que j'ai. » (#7#)

Évoquant la gravité de la situation et la cécité ambiante, un autre répondant environnementaliste estime que ceux qu'on qualifie de 'radicaux' sont plutôt désormais des personnes qui proposent des alternatives raisonnables. Cet extrait rappelle également les caractères éminemment situés (dans le temps et dans l'espace) et interdépendants de l'objet 'radical' (Bertrand, 2020).

« Mais finalement, j'ai beaucoup répété cela que il fallait être radical, au sens non violent du terme, mais maintenant je ne dis plus ça parce que le contexte a complètement changé notamment parce que l'État cherche des radicaux partout. [...] Et parce que je pense que la situation est tellement détériorée notamment au niveau écologique que maintenant, je préfère dire que je suis raisonnable pour inverser un peu le propos en disant que ce qu'on appelait les solutions radicales il y a encore dix ans parce qu'elles étaient carrément inaudibles. Par exemple, la décroissance du volume du PIB et bien maintenant ce n'est plus radical, de mon point de vue, c'est simplement raisonnable et on le voit avec les nouvelles positions de [nom de personnage public] qui sont tout à fait maintenant mainstream. » (#8#)

<sup>47</sup> Guibet Lafaye et Rapin (2017) évoquent quant à eux la dépolitisation de la notion. Selon eux, depuis 2004, on assisterait dans les médias français à une triple inflexion du terme radicalisation, il « dénote depuis lors une approche individualisante des phénomènes abordés ; il connote une menace vitale ; il suggère un processus inéluctable » vers la violence (2017 : 16).

<sup>48</sup> Voir aussi extraits #3#, #4#, #5# et #6#.

Toutefois, deux répondants (environnementaliste et identitariste) préfèrent rester prudents et souhaitent se qualifier de 'déterminés' plutôt que radicaux en raison de la connotation négative et du risque d'amalgame lié à l'usage de cet adjectif :

« 'Radical' ça a tellement une connotation négative. Pour moi quelqu'un de radical c'est quelqu'un qui va foncer tête baissée et qui ne va pas forcément regarder autour, qui ne va pas avoir une ouverture d'esprit donc je n'ai pas envie de m'appeler radicale. Déterminée oui mais pas radicale parce que je suis prête à me remettre en question. » (#9#)

« Pour moi un radical, c'est quelqu'un qui est prêt à utiliser la violence pour obtenir des résultats et ça on n'a jamais été prêt à le faire. On mène une action... Oui, parce que mener une action déterminée mais démocratique pour moi ce n'est pas être radical. Ça ne suffit pas de dire : on ne veut pas faire de compromis pour être considéré comme radical. C'est plutôt une qualité de ne pas vouloir faire de compromis sauf si au bout d'un moment on est bloqué alors là on a le choix : soit on choisit la violence, soit on recule. Mais puisque nous on a éliminé la violence par principe. » (#10#)

Pourtant la majorité des personnes rencontrées se revendiquant comme étant radicales refusent la violence, comme le résume parfaitement l'extrait ci-dessous :

« Je pense que stratégiquement, on a tout à gagner à choisir l'option de la non-violence qui historiquement est qualifiée et considérée comme radicale, c'est-à-dire que la non-violence active est par définition radicale dans le double sens où, d'une part, elle va à la racine des choses, elle cherche les causes, à assécher les causes de la violence [étatique] ; et, d'autre part, parce qu'elle suppose de ne pas transiger justement sur ce qui est essentiel et ce sur quoi on essaye toujours de nous faire transiger. » (#11#)

Nous y reviendrons plus loin mais seuls deux répondants (islamiste et antispéciste) légitiment le recours à la violence à l'encontre des personnes en cas de légitime défense ou si elles les considèrent comme étant coresponsables de la situation contre laquelle ils luttent tandis que huit répondants légitiment, voire justifient la « violence matérielle » (voir *infra*).

Enfin, un seul répondant ne se reconnaît pas du tout dans cette terminologie qui, pour lui, semble qualifier une réalité qui lui est tout à fait étrangère :

« Je crois la radicalisation c'est quelque chose, c'est quelqu'un qui vit dans d'autres mondes. Par rapport... Si on parle de l'Islam, c'est...les gens ont une idée, ils se radicalisent. Alors ça veut dire quelqu'un qui ... parlent de choses, qui dit des choses rien à voir avec la religion islamique. Alors, ça ils disent : il est radicalisé. Quelqu'un qui subit un changement comme ça, de comportement. Un changement ... radical on va dire. Il était comme ça, il est devenu comme ça. Il est devenu comme ça d'un coup. C'est plutôt ça. » (#12#)

La définition proposée par ce dernier fait davantage écho à la situation de trois autres personnes rencontrées qui ne se reconnaissent pas comme 'radicales' mais qui se déclarent comme 'ayant été radicalisées'. Deux de ces trois personnes ont été condamnées pour terrorisme après avoir montré des velléités de départ pour la Syrie, pour l'une, et pour en être revenue pour l'autre. La troisième personne était connue des services de sécurité et de renseignements comme candidate potentielle au départ vers les zones de conflits irako-syriennes. Bien qu'elles se défendent d'être des terroristes, la signification qu'elles confèrent à ce processus comme la description de leur parcours de vie font en effet davantage penser à un processus d'emprise, similaire à celui observable dans les dynamiques de type sectaire (Maes, 2010 ; Bouzar, 2015) ou, en tant que (re-)converties, à un processus de désocialisation et de resocialisation à travers l'adhésion à une religiosité pouvant être qualifiée de radicale (laquelle comporte en l'occurrence une dimension politique importante)<sup>49</sup>. Dans les trois cas de figure, ce processus semble d'après leurs dires avoir été initié à un moment de leur vie où elles étaient en situation de grande vulnérabilité et par rapport à laquelle elles ont depuis repris pied en réussissant notamment à se défaire du réseau d'influence toxique dans lequel elles étaient prises.

---

<sup>49</sup> Pour un examen des effets de ce processus d'adhésion sur la dynamique identificatoire du sujet, voir Rémy (2017).

« (E) : Pour moi, cet Islam de fermeture me demandait de me déshumaniser. J'ai senti ça mais je n'arrivais pas, je restais quelqu'un de gentil, de poli qui aime aider les gens. [...]

- (C) : Diriez qu'à ce moment-là vous étiez radicale ou radicalisée comme on peut l'entendre aujourd'hui?

(E) : Oui, parce que vraiment, oui. C'était un Islam de fermeture et si j'avais continué à fréquenter des gens comme ça, je serais peut-être là-bas en [nom de zones de conflits] aujourd'hui. »<sup>50</sup> (#13#)

« [...] au début non, je vivais normalement. Je travaillais, j'avais un contrat. Non, tout se passait normalement. C'est vraiment quand je suis tombée dans le radicalisme. Là, ça a vraiment changé complètement ma vision des choses. Mais avant de tomber dans cette radicalisation, c'est parce que il y eu d'autres soucis notamment avec le papa de mon premier garçon qui me trompait, qui me battait à ce moment-là et quand il nous a laissés tomber, lui et moi, c'est comme si tout s'effondrait. J'avais besoin de me raccrocher encore plus. Donc, pour moi, la solution c'était de me raccrocher encore plus à la religion et je n'étais pas satisfaite de ce que j'avais. J'avais envie de plus et c'est de là que j'ai rencontré mon recruteur via internet. C'est lui qui m'a recrutée et que j'ai vu à [nom d'une ville] et qui m'a fait tomber dans la radicalisation. » (#14#)

« Ce qui s'est passé, c'est que quand je me suis mariée et que j'étais enceinte de mon premier enfant, j'ai paniqué parce que déjà j'étais fort... mon but dans ma vie c'était d'avoir une carrière et pas un enfant donc j'ai vraiment paniqué et donc je me suis dit comment est-ce que je veux qu'il soit éduqué surtout à l'heure actuelle, pour moi, les enfants sont trop mal élevés. Je me suis dit, il me faut l'Islam. Mais pour moi, l'Islam simple comme moi je l'ai vécu, à part que je voulais pratiquer la base. Moi, les cinq piliers de l'Islam c'était bon. Et donc ce qui s'est passé, c'est que mon mari m'a suivi dans ma pratique... à part que lui à un moment donné... Il a vécu pas mal de choses aussi dans sa vie aussi, à cause de son père, et je pense qu'il s'est senti valorisé par les extrémistes sur Facebook et ils ont tout doucement réussi à l'attirer. Et moi, j'ai senti que quelque chose n'allait pas et j'ai essayé de l'avertir mais il a réussi à me mettre dans sa barque. [...] Comment il a fait ? C'est que comme j'ai très peur de l'enfer et que j'aimerais vraiment aller un jour au paradis puisque j'y crois et que je crois très fort en Dieu et que je cherche vraiment à le satisfaire en faisant vraiment un maximum de bien autour de moi. Ce qu'il a fait c'est qu'il a joué sur ma peur en me disant : si tu restes en [nom de pays] et si tu ne vas pas aider les musulmans là-bas, tu es bonne pour l'enfer, c'est sûr et certain. Donc, moi, j'ai vraiment commencé à paniquer, j'ai eu très peur, je pleurais tous les jours. J'ai commencé à faire mes premières crises d'angoisse, des crises de panique très, très fortes. C'était vraiment devenu horrible en fait. Là tout doucement j'étais en train de me dire : mais en fait je n'ai pas le choix. [...] Oui, je voyais des vidéos tous les jours. On me remplissait d'idées en me disant : t'as vu ce qu'ils sont en train de leur faire, c'est horrible, c'est injuste. Et moi, je pleurais, j'avais mal au cœur et d'un autre côté, je pleurais pour moi et mes enfants parce que je me disais : et nous, qu'advientra-t-il de nous ? Et donc, j'ai été vraiment perturbée et donc avec cette peur de l'enfer, je me disais : au fait je n'ai pas trop le choix. Puis, j'ai fini par me dire : j'espère que quand j'arriverai en [nom d'une zone de conflits], on va m'exploser comme ça je devrai rien faire et voilà, tant pis je serai morte et ce ne sera pas de ma faute. » (#15#)

Une distinction se dessine donc au sein de notre matériel entre les tenants d'une position politique radicale au sens étymologique du terme lesquels semblent assumer une position d'acteur de changement, voire de solution et ceux qui déclarent 'avoir été radicalisés' dans la mesure où ces derniers se déclarent, en l'occurrence, davantage avoir été pris dans une relation d'emprise ou du moins, d'avoir adhéré à un courant de l'Islam qu'ils qualifient « de fermeture ».

Les premiers ne se reconnaissent pas sous le vocable de 'radicalisation' tel qu'il est utilisé dans les discours politique et médiatique en raison de ses connotations péjoratives et stigmatisantes tout en dénonçant son instrumentalisation. En se revendiquant radicaux, les enquêtés entendent se réapproprier le sens premier du terme en insistant sur les connotations positives qui lui sont associées (à savoir le fait d'être déterminé, probe, raisonnable, etc.). A contrario, les déclarations des seconds, tous en voie de réintégration dans la société au moment de l'entretien, nous donnent l'impression que ces personnes se sont retrouvées dans une position où elles ont davantage subi une situation donnée et qu'elles auraient, au gré de leurs interactions (proches, acteurs du système d'administration de la justice pénale, psychologue, etc.), fini par faire leur le discours médiatique et politique particulièrement prégnant dans l'espace social pour définir après-coup leur expérience. Clément Beunas montre dans son analyse des discours politique et médiatique sur la déradicalisation en France entre 2014 et 2017 que l'usage dans ceux-ci du « terme 'radicalisé' est quant à lui exclusif à

---

<sup>50</sup> Lorsque nous rendons compte d'un dialogue, nous utiliserons la lettre (E) pour enquêté et (C) pour chercheur.

une jeunesse musulmane suspectée de s'engager dans le djihadisme » et que les analyses proposées dans ces discours des « déterminants de la jeunesse et de l'islam ont pour point commun de déposséder les agents de leur volonté d'agir sur le monde en les envisageant comme les véhicules d'une idéologie, jamais comme en étant les moteurs ou les acteurs » (Beunas, 2019 : 32 et 22)<sup>51</sup>. Toutefois, Fillieule (2012 :40) rappelle à titre plus général que les individus ne sont pas « toujours des agents « doués d'intention », mais peuvent aussi être « sujets » au sens d'être pris dans des rapports de dépendance, voire de soumission à une autorité.

#### **Implications sur la composition de l'échantillon**

Afin de préserver la cohérence du matériel traité, les développements subséquents rendront principalement compte des résultats d'analyse des entretiens conduits avec les personnes revendiquant une position politique radicale sans intégrer les personnes poursuivies ou condamnées pour terrorisme ni celle liées à l'islamisme sans avoir été poursuivies ni condamnées pour terrorisme. Seule, une des personnes condamnées pour terrorisme sera jointe au corpus d'analyse car l'engagement de cet enquêté s'apparente à une prise de position politique radicale comparable à celles des autres individus composant le matériel traité. Pour trois des cinq cas que nous souhaitons écarter, leur situation semble davantage relever d'une radicalisation religieuse laquelle s'apparente, selon les points de vue, tantôt à une recherche de transcendance tantôt à un égarement induit par l'ignorance qui fut propice au développement d'une dynamique d'emprise où elles se sont enlisées (n = 3). Pour une quatrième personne, tout porte à croire que nous sommes hors sujet car rien dans ses déclarations ne semble avoir trait à la thématique étudiée. Les quelques éléments dont nous disposons laissent à penser que cette personne aurait plutôt été victime d'une erreur judiciaire dans un contexte de répression accrue. Enfin, le cinquième cas est quant à lui comparable à la situation de ressortissants belges ou binationaux partis récemment combattre en Ukraine. Il s'agit d'une personne ayant rejoint ses compatriotes des régions kurdes d'Irak et de Syrie qui étaient attaquées par l'État islamique.

Analyser ces cinq cas offrirait indéniablement une dimension heuristique et comparative intéressante pour notre propos mais cela nous obligerait à révéler des éléments qui au vu de la singularité de leurs expériences respectives (en ce compris sur le plan judiciaire) et du petit nombre de personnes poursuivies ou condamnées pour terrorisme en Belgique, risqueraient de compromettre leur anonymat car comme l'écrit Combes *et al.*, « parfois, écrire c'est trahir » (2011 : 20). Un risque que nous ne pouvons pas nous permettre de prendre si nous ne voulons pas nous dédire quant aux garanties de confidentialité auxquelles nous nous sommes engagés mais surtout pour ne pas mettre à mal le processus de réintégration sociale de ces cinq personnes qui avaient au moment de l'entretien toutes pratiquement reprises une « vie normale ».

## 5. L'engagement

L'engagement (militant) s'entend ici dans son sens spécial à savoir l'attitude consistant à se mettre au service d'une cause<sup>52</sup>. Il sera qualifié de radical pour désigner plus précisément « un militantisme qui, à partir d'une posture de rupture vis-à-vis de la société d'appartenance, accepte au moins en théorie le recours à des formes non conventionnelles d'action politique éventuellement illégales, voire violentes » (Sommier, 2012). Par ailleurs, nous utiliserons le terme « militant » pour qualifier les personnes liées de près ou de loin à un groupement qui agissent (au sens large) pour une cause donnée

<sup>51</sup> Voir également à ce sujet Guibet Lafaye et Rapin (2017).

<sup>52</sup> Voir Rey *et al.* (2006 : 1242)

tandis que celui d'activiste sera mobilisé pour dénoter plus spécifiquement les militants qui privilégient l'action directe comme modalité d'action<sup>53</sup>.

L'analyse du matériel, portant désormais sur un échantillon de 18 personnes (voir *supra*), fait ressortir en filigranes la conception que nos enquêtés ont de leur engagement ainsi que deux autres aspects de celui-ci, à savoir ses fonctions et certaines de ses caractéristiques ou dimensions. Nous aborderons ensuite les coûts et bénéfices de l'engagement. Enfin, un dernier aspect sera traité subséquemment car il apparaît régulièrement dans les entretiens réalisés auprès des répondants liés à l'environnementalisme et à l'antispécisme, il s'agit de l'adoption d'une ligne d'action ou de comportements cohérente (Becker, 2006) par rapport aux idées et valeurs promues.

## 5.1. La conception de l'engagement

Pour trois répondants, leur engagement est perçu comme « allant de soi », une façon de vivre et de penser au quotidien. Il s'agit d'une démarche qui est considérée comme étant relativement naturelle lorsqu'on est un minimum politisé et en minorité et qu'on milite pour défendre ses droits contre les groupes dominants de la société (i.e. les hommes blancs hétérosexuels), explique un enquêté anarchiste. Trois autres (un environnementaliste et deux antispécistes) estiment que leur engagement relève plutôt du devoir, de la nécessité depuis leur prise de conscience de certains dysfonctionnements sociétaux qui leur sont désormais devenus intolérables<sup>54</sup>.

« À partir du moment où on prend conscience de quelque chose, on est obligé. Pour moi, je ne pourrais pas faire autrement. » (#16#)

Plusieurs répondants (n = 8) rappellent que leur engagement suscite chez eux énormément de questions. Leur réflexion étant le plus souvent orientée vers le résultat, en l'occurrence le changement car leur engagement est synonyme pour eux, à terme, de production de changement. L'objectif premier, explique l'un d'entre eux, reste d'« essayer de changer le monde, de changer le comportement des gens ». Autrement dit, la question principale qui se pose est de savoir comment être plus efficace, plus décisif en termes de changement ? Un questionnement qui conduit inévitablement à interroger la stratégie comme les moyens d'action (voir *infra*)<sup>55</sup>.

« Je me pose tout le temps, tout le temps plein de questions. Quoique je fasse, je suis là et je fais : « mais pour quoi tu fais ça, pourquoi tu ne fais pas plus de ça, etc. ». Donc, on bloquait une banque pendant cinq heures, par exemple, avec [nom du collectif]. C'était [date], je crois. Je me disais : « mais en fait on ne dérange rien du tout parce que les gens sont retournés travailler chez eux, ils ont juste fait du télétravail ». Donc, on a dérangé symboliquement mais en gros, ils vont continuer à investir dans les énergies fossiles et il ne va plus rien se passer quand on aura fini l'action. C'est ce genre de questionnement que j'ai à chaque fois. Quand je mange moins de viande, je me dis : « est-ce que vraiment, cela a un impact si moi tout seul, je mange moins de viande ? Est-ce que tout le monde peut manger moins de viande, comme on le dit souvent ? ». Plein de gens disent : « si tout le monde fait ça, alors ça aura ça comme impact ». Moi, j'y crois plus de trop. Et donc, je remets en cause les méthodes d'action collective, de désobéissance non violente. » (#20#)

S'engager, se résume chez la plupart des enquêtés, à être lié à un groupement qui promeut une cause dont l'objectif est de faire bouger le *statu quo*, d'opérer un changement, c'est-à-dire réaliser un objectif alternatif à ceux communément partagés et véhiculés dans la société, en posant des actes concrets via la mobilisation de moyens situés sur différents niveaux d'action : micro (changement de comportement de consommation, alimentaire, etc.), méso (développement associatif, manifestation, etc.) et macro (lobbying politique en vue de l'adoption de nouvelles lois, politisation de certaines

---

<sup>53</sup> Pour une problématisation des couples militant/militantisme et activiste/activisme, voir Longuenesse (2018).

<sup>54</sup> Voir également extraits #17# et #18#.

<sup>55</sup> Voir également extrait #19#.

questions dans l'espace public<sup>56</sup>, promotion de la révolution). Les enquêtés estiment jouer un rôle de contre-pouvoir indispensable à la démocratisation de notre société<sup>57</sup> et partagent en commun un certain pragmatisme selon lequel l'action est le moteur du changement (voir *infra*).

## 5.2. Les caractéristiques de l'engagement

D'après les déclarations des enquêtés, l'engagement présente plusieurs caractéristiques. Tout d'abord, l'engagement des répondants est inhérent à leur existence au sens où c'est au quotidien et en toutes circonstances, autrement dit dans pratiquement chacun de leurs choix, que se traduit leur soutien à la cause qu'ils promeuvent.

« Dans toutes mes discussions avec des amis ou avec des inconnus, en ligne de fond j'ai mes opinions politiques, sociales en tête donc je les défends. » (#21#)

Cela implique bien souvent l'adoption d'une ligne d'action cohérente (Becker, 2006) qui se traduit, par exemple, chez les militants environnementalistes, dans le renoncement à certains biens, comportements ou destinées. Une démarche qui est notamment animée par le « désir de léguer aux générations futures une terre viable » (Patin, 2022 : 4) mais n'est en revanche pas exempte de toute dimension conflictuelle (voir *infra*).

« Je me suis demandé quels sont les gestes que personnellement je pourrais faire pour m'inscrire dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique. J'ai décidé que je ne prendrai plus jamais l'avion. Également en terme de consommation, j'ai décidé de réduire énormément ma consommation de viande (avant je pouvais facilement manger de la viande trois fois par jour, maintenant c'est trois fois par semaine), je ne bois plus d'eau dans des bouteilles en plastique, je bois l'eau du robinet. Pour les légumes et les fruits je fais attention d'où ils proviennent. Je me rappelle qu'avant j'achetais par exemple des pommes [nom de pays] alors qu'on a des pommes en [nom de pays] donc quelque part il faut changer de ce point de vue-là. D'un point de vue de la consommation le problème c'est qu'on est dans une société où on pousse tout le monde à acheter tout et n'importe quoi, tout le temps. » (#22#)

L'engagement est le plus souvent intense en termes d'investissement personnel (i.e. énergie dépensée et temps consacré). Il peut aussi être multiple (soutien à plusieurs causes et/ou implication dans plusieurs collectifs) ou polymorphe, c'est-à-dire prendre de nombreuses formes, au sens où une personne peut être investie dans plusieurs activités (écriture, blocage, manifestation, affichage, etc.) ou avoir différents rôles au sein d'un même groupement ou de groupements distincts (coordinateur, participant, 'community manager', trésorier, soutien financier, bénévole, etc.).

« Il y a le côté activisme mais aussi tout le côté administratif donc dans mon quotidien c'est essayer de trouver des gens pour écrire des articles, faire traduire ces articles, les mettre sur le site et envoyer des newsletters aux abonnés et aux gens qui s'intéressent. » (#23#)

---

<sup>56</sup> Par exemple, pour les antispécistes, politiser la lutte animale en combattant l'économie du système spéciste.

<sup>57</sup> Sur la question de savoir dans quelle mesure le contre-pouvoir est nécessaire pour une démocratie, voir Bonnaz (2019). Il met notamment en exergue dans sa thèse le paradoxe démocratique. Selon lui (2019 : 59-61), l'idéal démocratique refuse tout contre-pouvoir car tous les individus exerceraient un pouvoir parfaitement égalitaire et donc identique qui rendrait l'existence d'un contre-pouvoir obsolète tandis que la réalité démocratique, parce qu'elle ne réalise jamais parfaitement l'égalité qu'elle promet, a besoin d'un contre-pouvoir toujours plus puissant pour lutter contre l'inévitable oligarchie qu'exerce l'autorité politique et ainsi faire tendre la démocratie vers sa forme la plus aboutie. À l'appui des travaux de Rosenvallon (2006), il montre néanmoins qu'un contre-pouvoir abusif et nocif peut au contraire être extrêmement délétère pour la démocratie et conduire à la dépolitisation de la vie en société. Dans le souci de résoudre ces antagonismes, Bonnaz examine de manière aussi intéressante que stimulante comment impliquer davantage la population dans la vie politique à travers la problématisation de l'initiative citoyenne.

Il s'inscrit dans le temps et peut être évolutif. On peut ainsi changer de cause, groupe, de rôle, d'idées, d'objet, de pratique/mode opératoire, d'objectifs. Ce cheminement est animé le plus souvent par les réflexions<sup>58</sup>, interactions et expériences de la vie<sup>59</sup>.

« Il y a eu des événements comme lorsque j'ai vu le film [nom d'un film]. Alors là, ça a été un déclic pour beaucoup de gens, je crois mais chez moi ça a amorcé quelque chose de vraiment profond parce que je ne me suis pas arrêté au film [nom d'un film] et j'ai regardé d'autres films, d'autres documentaires, d'autres conférences. J'ai lu d'autres livres, etc. Il y a donc eu ce déclic [nom d'un film] qui m'a donné comme sentiment que à partir du moment où on pouvait agir quand même à titre individuel mais aussi collectif, au niveau local, etc. Il y a vraiment un intérêt à recréer de la résilience, du lien entre voisins et que notre avenir serait radicalement différent mais il n'y avait pas cette notion de résistance à cette époque-là. C'était vraiment une perspective très centrée sur le local, sur la résilience, sur la solidarité, l'entraide et toute la construction d'un tissu de vie économique et alimentaire vraiment local. Ensuite, il y a eu la collapsologie, moi j'ai lu [nom d'un livre]. et là ça a été un gros déclic vachement plus fort que [nom d'un film] parce qu'il y a vraiment cette notion scientifique, globale, pluridisciplinaire, systémique, etc. que la situation allait mal dans quasi tous les domaines sauf pour la société humaine. Ils appellent cela la grande accélération, tout croît, notre mode de vie, notre confort de vie, notre consommation d'énergie, de matériaux naturels, etc. Et tout ce qui croît parallèlement à cela, c'est la destruction de la biosphère, la disparition des êtres vivants, le réchauffement climatique. C'est un tableau assez sombre où on voit très clairement la cause et les effets de notre société. Donc, ça c'était un constat assez dur parce que finalement on se rend compte qu'on ne sait pas changer la société mais qu'il faudra réinventer une autre société, faire émerger de jeunes pousses, comme il dit, quand la société industrielle se sera effondrée. Donc ça, c'est un deuxième gros déclic, je crois. Et puis, un déclic un peu moindre, c'est donc ce passage entre collapsologie et écologie radicale qui a quand même été un passage déterminant, je crois. » (#26#)

Dans certains cas, l'engagement pour la cause est absolu tandis que dans d'autres il a ses limites, par exemple, la préservation de l'intégrité de soi<sup>60</sup> ou la non-violence.

Pour nos répondants, l'engagement est politique mais il peut aussi être, même si nous ne l'aborderons pas dans ce rapport, de type humanitaire, voire spirituel.

### 5.3. La fonction de l'engagement

Au-delà de la promotion d'une alternative (et ce, tant en termes d'objectifs que de moyens) au *statu quo* qui prévaut, l'engagement remplit certaines fonctions importantes pour les enquêtés tant sur le plan individuel que social.

L'engagement a tout d'abord une fonction symbolique et identitaire au sens où il est pourvoyeur de sens et peut réellement contribuer au sentiment de réalisation de soi (reconnaissance, acquisition d'une identité sociale, fierté, épanouissement)<sup>61</sup>:

« Ça a pris toute la place de ma vie. Et moi, c'est la première fois que ma vie a eu un sens. Pour moi, jusqu'à présent ma vie n'avait aucun sens et là il y en a eu un. Je me suis sentie utile. Je ne me suis jamais sentie utile avant. » (#31#)<sup>62</sup>

---

<sup>58</sup> Ces réflexions sont alimentées par des discussions, conférence, forum, etc. comme l'illustre cet extrait d'entretien mené avec un activiste environnementaliste : « J'ai essayé de m'émanciper personnellement en regardant des films, des documentaires, en lisant des livres qui m'ont forgé une opinion plus tranchée peut-être et plus profonde parce que je suis tout le temps à la recherche de réponses à mes questionnements. J'ai un besoin viscéral de toujours lire, parler, de faire des débats, etc. » (#24#)

<sup>59</sup> Voir également extraits #25#, #27# et #28#.

<sup>60</sup> Comme l'illustre les propos de ce répondant altermondialiste : « Le philosophe peut être inaudible pour ceux qui demeurent dans l'obscurité car la réalité est inaudible, son rôle est d'apporter la lumière mais bon, mieux vaut un lâche vivant qu'un héros mort. » (#29#)

<sup>61</sup> Voir également à ce propos Cuchetti et Borgeaud-Garciandia, pour lesquelles « l'appartenance militante se révèle profondément significative pour les acteurs rencontrés. Elle fait office de lieu d'apprentissage à plus d'un titre. Dans plusieurs cas, elle fournit un espace de reconnaissance. » (2014 : 165).

<sup>62</sup> Voir également extraits #30#, #32# et #33#.

L'engagement a par ailleurs une importante fonction éducative en considération des apprentissages réalisés et des compétences acquises lesquels permettent de se maintenir, voire d'évoluer dans un collectif<sup>63</sup> :

« Ça m'a appris beaucoup de choses. J'ai un sentiment qui est très positif par rapport à ça. » (#34#)

« Tu es introverti, extraverti fin, ça dépend de toi quoi, ça dépend pas tant du groupe pour le coup, mais le, la manière de rester à flot dans un groupe militant ça demande du travail quoi, mais c'est un peu l'idée comme si tu avais la 'learning curve' quoi, tu commences et puis en fait, faut apprendre des choses avant de pouvoir continuer quoi. Après c'est peut-être parce que maintenant enfin j'ai réfléchi à des trucs que je n'avais pas réfléchi avant. » (#36#)

Cela peut contribuer à l'ascension sociale des individus, voire leur permettre de faire carrière (au sens professionnel du terme).

« Il y a aussi des gens qui se rattachent à ça alors qu'ils ont arrêté l'école à 15-16 ans et qui se sont rattachés à cette cause et c'est cette cause qui a continué à leur faire avoir une sorte d'éducation même si ce n'est pas l'éducation qu'on a à l'école ça reste une éducation et qui aujourd'hui, à 18-19 ans, ont de hautes places dans ces organisations. » (#38#)

S'engager pour une cause peut même dans certains cas être perçu comme une occasion de prendre sa revanche sur la vie :

« A l'heure actuelle, je ne suis rien du tout mais [...] je veux changer les choses et je veux trouver le moyen d'y parvenir. [...] je veux être à la même table que les gens qui m'ont rendu dix ans de ma vie horrible et qui ont fait qu'aujourd'hui j'en suis à l'heure actuelle là. Pour justement leur demander des comptes directement. » (#39#)

Ces fonctions s'accompagnent de fonctions plus sociales. Tout d'abord, et nous y reviendrons plus longuement par après, il redimensionne, voire renouvelle le réseau relationnel des individus (voir *infra*) :

« Parce que quand on est dans une ONG, il y a tout un panel de personnes qu'on aurait probablement jamais rencontrées si on n'avait pas les mêmes idéaux, les mêmes principes. » (#40#)

Par ailleurs, le fait de porter des idéaux, comporte aussi le besoin de les diffuser, de transmettre ce qui peut s'apparenter à une fonction pédagogique. L'engagement a ainsi pour fonction d'actualiser et transmettre au quotidien certaines connaissances ou valeurs soit en prêchant par l'exemple, soit de manière plus prosélyte à travers, par exemple, diverses actions de sensibilisation (diffusion de tracts, affichage, organisation d'événement, blocage, manifestation, etc.)<sup>64 65</sup> :

« J'ai fait le prosélyte là, j'ai donné l'enthousiasme. C'est de nouveau un mot religieux, avec l'enthousiasme du prosélyte. C'est l'enthousiasme du prosélyte qui permet d'amener de nouveaux adeptes. » (#43#)

Ainsi, selon un enquêteur environnementaliste, cette fonction pédagogique de l'engagement comporte une dimension culturelle dans la mesure où il s'agit pour lui de développer une culture de la résistance au sein de la population laquelle constitue un prélude nécessaire à l'action.

« Mais il y a clairement un enjeu de pédagogie à faire et c'est l'enjeu de la culture de résistance aussi, diffuser ce genre de message plus militant. [...] La culture de résistance, si je devais résumer ça, ce serait le développement d'une conscience collective qu'on peut changer les choses si on se met tous ensemble et qu'on crée un mouvement puissant, déterminé, solidaire qui vient vraiment de la base, des gens. Ça, je pense que ça résume plutôt bien. » (#44#)

---

<sup>63</sup> Voir également extraits #35# et #37#.

<sup>64</sup> Voir également extrait #41# et #42#.

<sup>65</sup> On retrouve cette fonction chez deux personnes condamnées pour terrorisme et une personne investie dans l'islamisme radical pour lesquelles il est fondamental dans leur vécu de leur religion de pouvoir transmettre les valeurs positives qui sont au cœur de l'islam (i.e., partage, amour, respect, pardon, etc.) notamment aux générations futures, en l'occurrence leurs enfants.

## 5.4. Les coûts et bénéfices de l'engagement

L'engagement peut générer différentes formes de rétribution pour l'individu tant matérielle que symbolique<sup>66</sup>.

Comme nous l'avons déjà évoqué, l'engagement est avant tout vecteur d'enrichissement personnel<sup>67</sup>.

« C'est peut-être la chose la plus intéressante que j'ai faite dans ma vie. » (#45#)

Le sentiment d'utilité que procure l'engagement, est source d'une grande satisfaction. De manière générale, l'engagement peut donc se révéler extrêmement valorisant dans la mesure où les enquêtés éprouvent le sentiment diffus d'accomplir le bien (e.g., altruisme, solidarité). D'aucuns (n = 3) assimilent d'ailleurs leur engagement à de l'altruisme au sens où ils considèrent leur démarche comme étant désintéressée et au service de la société<sup>68</sup>.

« Tous les humains, tous les êtres vivants, on se met à leur place. On se dit qu'on est la seule planète dans l'univers où on sait qu'il y a de la vie donc il faut la préserver et donc il faut préserver la vie de tous les êtres vivants sur cette terre donc c'est profondément altruiste. » (#47#)

Toutefois, dans certains cas plus spécifiques (i.e., participation à des actions violentes comme le sabotage, par exemple), il peut aussi servir (inconsciemment) des desseins plus égoïstes (mise en avant de soi, séduction amoureuse, etc.).

« Je crois que j'aime bien les caméras aussi. Il y a un truc. » (#50#)

Cependant, l'engagement comporte aussi certains coûts dans la mesure où généralement la cause à soutenir est devenue le centre névralgique de l'existence, la priorité. Cette prégnance a inévitablement des implications au niveau du quotidien des personnes engagées<sup>69</sup>.

« C'est une cause qui me tient beaucoup à cœur et qui prend beaucoup de place chez moi. Je ne sais pas si c'est envahissant comme cause mais c'est vrai que cela prend énormément de place et si je ne m'engage pas dans tel collectif, dans tel groupe, dans telle action mais je m'engagerai dans une autre, dans un autre collectif, etc. Vraiment, c'est une cause que je n'abandonnerai pas, qui me prend aux tripes et donc je ne peux pas me passer de me battre pour cette cause. C'est vraiment vital, c'est un moteur dans ma vie. » (#51#)

« Dans les marxistes-léninistes [...] on se sentait obligé de se sacrifier sa vie pour la cause » (#53#)

Deux répondants environnementalistes reconnaissent qu'il n'est pas toujours évident de parvenir à concilier vie de famille, vie professionnelle et activisme en raison des investissements que chacun de ces domaines exigent.

« À cette époque-là, c'était majeur donc ça me prenait tout mon temps en dehors de ma vie de famille que j'essayais de préserver. Ça prenait tout mon temps. » (#54#)

« C'est chaud, c'est évidemment beaucoup plus facile quand t'es au chômage. C'est beaucoup plus facile quand t'es célibataire. C'est beaucoup plus facile quand tu n'as pas d'enfants. Mais pour autant je connais des personnes qui ont trois enfants et qui le font et les mêmes choses que ce que j'ai fait de plus impliquant. » (#55#)

---

<sup>66</sup> Par rétribution, il faut entendre « les bénéfices matériels ou symboliques que les individus pensent retirer de l'engagement » (Fillieule, 2012 :45)

<sup>67</sup> Voir également extrait #46#.

<sup>68</sup> Voir également extraits #48# et #49#.

<sup>69</sup> Voir également extrait #52#.

Le temps et l'énergie que l'engagement requiert au quotidien induit une importante charge mentale pouvant parfois conduire à l'épuisement, et contraindre les activistes à devoir s'arrêter. On parle ainsi dans certains cas de « burn-out militant » (Eychenne, 2020 ; voir également Fillieule *et al.*, 2022)<sup>70</sup>.

« Eh bien, il y a le burn-out bénévole qui permet... Tu t'investis trop [...]. Si tu vas tous les jours dans une structure gratuitement et à la fin tu te rends compte que finalement le monde n'a pas beaucoup changé et que les inégalités continuent. J'ai donné tout ce temps, je n'ai pas de retour et je n'ai pas de reconnaissance de ma famille ou de mes proches. Là, tu t'enfonces dans une déprime parce que : ok, je pensais que c'était super mais en fait non... Donc, ça c'est intégré au moment du w-e de briefing sur l'activisme en disant : les gars et les filles soyez conscients de vos limites. Pour autant, ce n'est pas facile, ce n'est pas sans risque psychologique, physique sur le long terme. Ou même, tu peux te faire une seule action, c'est la première, elle se passe de manière très violente... Ça peut avoir des conséquences insoupçonnées parce que tu te retrouveras dans des situations que tu as rarement l'occasion d'expérimenter. Et en général, tu ne vas pas chercher à les expérimenter, tu vas plutôt éviter de faire ça. » (#60#)

« Finis. Souvent finis, désillusionnés dans le fait que la révolution ne s'est pas faite en quelque mois. Ils se sont heurtés contre un mur ou bien psychologiquement ils en souffrent et ils sont passés par un burn out et qui par après se reprennent mais ils sont perdus pour le mouvement. Ils ne reviennent pas en arrière pour se dire « J'aurais pas dû faire ça, mais j'aurais dû prendre l'autre chemin ». C'est... On ne les voit plus. C'est ainsi que j'ai vu partir des centaines de personnes. Ils ne renoncent pas à leur veganisme individuel mais à leur engagement, à l'action concrète. » (#62#)

L'ampleur de la tâche à accomplir et ce, particulièrement dans le cas de l'environnementalisme et de l'antisépécisme, peut aussi induire un coût psychologique et émotionnel important<sup>71</sup>.

« Et donc ça prend vraiment beaucoup de place. Oui, ça amène des émotions comme la colère, comme la tristesse, comme la ... parfois, la déprime. On ne va pas se mentir, ce n'est pas une cause facile à défendre puisque on a un peu l'impression que c'est foutu et donc ce n'est pas facile comme cause à défendre, pas du tout. » (#65#)

« Peut-être dans mon caractère aussi j'ai changé où parfois c'est un peu mitigé. J'étais quelqu'un de très joyeux, de très optimiste mais quand on voit les enjeux climatiques, ça donne facilement le cafard. » (#66#)

Certains répondants ont également été fortement affectés, voire traumatisés après certaines actions en raison de ce qu'ils ont vu ou des violences subies<sup>72</sup>:

« Et puis il y a beaucoup d'images qui restent à force d'aller dans les abattoirs et de voir les animaux mourir devant soi, il y a des images et des regards et des odeurs. Enfin il y a tout qui reste, après ce n'est juste plus possible. C'est un peu, on va dire, comme les soldats qui reviennent de la guerre et qui restent traumatisés, qui font de cauchemars. Et bien ici, c'est exactement pareil. On a vu des choses qui sont atroces et donc après, je crois que ça hante le quotidien » (#68#)

« En [nom de pays], comme c'est plus facile, j'y allais régulièrement et il y avait une association qui s'appelait [nom du collectif], je pense qu'ils n'existent plus. Ils sont chargés de procès, etc. pour des actions et leur toute première action c'était le blocage du sommet de l'élevage à [nom de lieu] et donc il y avait cinq entrées et les cinq entrées ont été bloquées avec des lockon. C'est le bloc de ciment dans lequel on s'attache et les éleveurs sont venus assez rapidement et ça a été super violent, avec des coups, arrachage de téléphone, de poings dans la gueule et venir avec la tracteuse pour carrément déloger les militants ou foncer avec la baignoire. Oui, oui, ce sont des rapports très violents. Moi, j'ai été traumatisée d'ailleurs par ça. Ça c'est un exemple et il y en a plein d'autres. » (#69#)

Le coût n'est pas seulement d'ordre psychologique, les personnes peuvent aussi être impactées sur le plan matériel. Trois répondants ont ainsi évoqué que leur activisme leur avait coûté leur emploi parce que celui-ci constituait une mauvaise publicité pour l'employeur ou bien parce qu'ils n'avaient pas été en mesure de se présenter à leur travail en raison de leur arrestation.

« Moi, je n'ai pas eu cette chance parce que ça faisait une dizaine de mois que j'y étais et en fait de par la manifestation où on m'a vu, où [nom d'un média] m'avait filmé, où beaucoup m'ont filmé, etc., je me suis retrouvé en fait à passer à [nom d'un autre média]. Et de là, tout le monde m'a vu, tout le monde a su. De par mon arrestation,

<sup>70</sup> Voir également extraits #56#, #57#, #58#, #59#, #61#, #63# et #64#.

<sup>71</sup> Voir également extrait #67#

<sup>72</sup> Les effets liés à la réaction sociale seront quant à eux abordés plus loin (voir point 9.).

je n'ai pas su aller travailler en plus donc ça a encore plus posé problème et c'est de là que j'ai été appelé chez mon patron [nom de l'employeur] qui est le directeur [nom de l'entreprise] et d'autres secteurs aussi parce que c'est un gros secteur aussi. On n'échappe pas aussi à ces différences-là. Comme après, j'ai fait dans une [nom de l'activité] aussi et quand le monsieur a su que j'étais [nom du collectif], je ne sais pas comment il a su. Il s'est renseigné à mon avis par Facebook, les réseaux sociaux, etc. Il m'a sonné et il a coupé mon contrat directement alors qu'il devait me signer le CDI parce qu'il était très content. J'ai vraiment vécu à ça [nom de l'entreprise] et le monsieur m'a... Et encore, je ne peux pas le mettre au même niveau que le directeur parce qu'il est venu me trouver et il m'a dit : écoute, voilà, nous on a un souci parce que justement, de par ta position au sein du mouvement [nom du collectif], on ne peut pas prendre le risque, lui il a tourné ça sous le risque que je ne puisse pas me présenter à cause d'arrestations, etc. De fait, ce côté-là, je pouvais le comprendre mais pour moi, ce n'était vraiment qu'une excuse pour dire : en fait ça dérange le fait que tu fasses quelque chose comme ça d'aussi social et qui a rapport aussi... Parce que ce sont aussi des jeux d'influence qui se retrouvent dans ces secteurs-là. » (#70#)

« Donc, il y a deux semaines je crois, la directrice [nom d'établissement] à [nom de la ville] m'a envoyé un email et puis en fait j'ai été viré de [nom de la ville]. [...] j'étais [nom de fonction] en partie à [nom de la ville], je complétais mon horaire avec un RSA et j'ai été viré parce qu'ils m'ont vu au meeting du [nom du collectif], juste ça. Incompatibilité de valeurs, machin. » (#71#)

De manière plus générale, l'engagement peut avoir des répercussions durables sur plusieurs dimensions du quotidien des personnes. Toutefois, Cuchetti et Borgeaud-Garciandia rappellent que « les effets du militantisme politique ne sont pas, sur le long terme homogènes » (2014 : 165).

« Des conséquences, il n'y en a pas eu judiciairement parlant. Mais, oui, très clairement, je vais dire dans ma vie. Dans ma vie, il y a eu de très, très lourdes conséquences, ça c'est certain. J'ai tout perdu. J'ai tout perdu alors qu'avant déjà je ne possédais rien. Je commençais à peine à posséder, j'avais à peine récupéré une voiture. J'avais fait un crédit justement pour l'avoir. Je venais de récupérer l'appartement parce que je venais de rencontrer une jeune fille et que voilà ça se passait plutôt bien et on pensait s'installer. Et en fait avec tout ce qui est arrivé en décembre et le fait que je me sente investi de cette tâche-là. Pour moi, c'était la dernière opportunité que j'avais, j'ai vraiment pris ça comme ça. Pour moi, j'ai vraiment pris la dernière opportunité que j'avais donc je n'ai pas pensé en me disant : il va se passer tout ce qu'il va se passer, je n'y aurais jamais cru à tout ça mais je me suis dit que c'était le moment pour me faire entendre et de dire un peu ce que je pense parce que le mouvement allait bien. [...] je ne pense pas. Je pense pas parce que je ne regrette pas d'avoir cette vision actuelle de la chose parce que je n'aurais pas voulu vivre toute ma vie sans savoir ce qu'il se passe en haut lieu si je puis dire mais c'est clair que des fois j'aimerais bien retomber un peu dans la facilité de dire : merde, je fais ma vie un peu comme tout le monde, je vais travailler, je vais faire ma petite sortie tous les mois, je vais essayer de passer un maximum de temps avec ma fille et voilà, je vais voter tous les x temps pour tel ou tel parti et laisser faire d'autres partis dans lesquels je ne me retrouve pas et qui je sais ne vont pas, pour moi, aller assez dans le fond des choses. Regrets je n'en ai pas mais c'est clair et net que je porte plus ça comme un fardeau que comme un choix ou comme un choix de vie, c'est clair et net. » (#72#)

Les coûts paraissent donc corrélés au temps et à l'énergie investis<sup>73</sup>. Comme l'évoque les propos de ce répondant anarchiste : au plus on s'implique et on participe à des actions, au plus on s'expose.

« Plus tu multiplies les engagements plus tu offres, malheureusement, c'est un truc à déplorer, plus tu offres d'angles d'attaque sur toi aussi. [...] ça fait de plus en plus de possibilités de te mettre dans des situations qui te confrontent à de la violence étatique et à la violence du système. » (#73#)

La question étant de savoir quand s'arrêter ou comment s'adapter avant qu'il ne soit trop tard comme l'illustre l'extrait suivant :

« Donc, faut être bien conscient de ça et faut s'arrêter pas trop tard. Ça aussi, c'est très dur de savoir quand c'est trop tard. Tu le sais quand c'est trop tard, t'étais déjà embarqué pour un super procès avec des frais d'avocat ou t'es déjà en prison, ça fait plusieurs jours ou plusieurs mois. [...] un exemple, d'un gars qui allait à [nom de lieu], il est arrivé sur place. Il avait des pétards et un canif, et bien il a fait six mois de taule je crois, ou quatre mois de taule. Avant qu'on dise : ok, tu peux rentrer. Il était belge, c'était interdit d'avoir des pétards dans la zone par arrêté préfectoral, etc. Donc, le gars il n'a même pas fait 2h sur le site, il a fait par contre plusieurs semaines, mois. Sûrement plusieurs mois [...]. Là, il s'est rendu compte que c'était trop tard. » (#74#)

---

<sup>73</sup> Les coûts peuvent aussi être d'ordre financier (e.g. amendes, frais de procédure et d'avocats) comme nous le verrons lorsque nous aborderons les développements consacrés à la réaction sociale.

## 5.5. La cohérence de l'engagement (ou la gestion des contradictions et des dilemmes)

L'adoption d'une ligne cohérente d'action ou de comportement est l'un des mécanismes sociaux auquel réfère implicitement le concept d'engagement en sciences sociales (Becker, 2006)<sup>74</sup>.

Dans le cadre de notre matériel, ce sont surtout les enquêtés liés à l'environnementalisme et à l'antispécisme qui s'interrogent explicitement sur la cohérence de leurs actes en questionnant et adaptant constamment leur comportement afin que celui-ci soit autant que possible en phase avec les valeurs et idées de la cause qu'ils promeuvent. Une démarche qui peut s'apparenter à l'émergence et au développement d'une éthique et politique de soi (Lorenzini, 2015)<sup>75</sup>.

« Du coup, une fois qu'on est conscientisé, c'est un peu ça le miracle. Une fois qu'on est conscientisé, ce n'est presque pas possible de faire marche arrière, de se dire : ce n'est pas grave, le capitalisme fonctionne, les hommes politiques vont nous aider, je reviens à l'état initial, je reprends mon bulletin de vote et tous les cinq ans, tous les trois ans, je vote et je fais ma vie en ne pensant qu'à moi. En allant voir, le festival des libertés par exemple, on se retrouve devant des témoignages, devant des documentaires, des entretiens qui sont très forts, très durs à assumer, à prendre à la légère. Du coup, on se dit : je ne peux pas juste regarder ça et continuer à consommer de l'huile de palme qui déforeste. Donc, c'est toute ta journée qui est liée à ça : qu'est-ce que tu consommes comme biens ? Qu'est-ce que tu produits comme déchets ? Qu'est-ce que tu choisis comme loisirs ? Quelles structures tu visites ? Quel coup de main tu donnes ? Bref, tout est complètement imbriqué. » (#75#)

« Oui, c'est très compliqué [de rester cohérent]. Pour moi c'est le plus compliqué, le plus difficile. Parce qu'on a envie de faire ça intelligemment entre guillemets et on n'a pas envie de passer pour quelqu'un qui est complètement fermé et qui refuse quoi qu'il arrive, peu importe les conséquences, tout. Ce n'est pas facile. Il y a toujours un moment où... surtout quand on voyage. Dans la société dans laquelle on est actuellement en [nom de pays], on peut se permettre de pas du tout manger de produits animaux, de pas acheter de produits animaux même du cuir etc. On peut se le permettre. Dans d'autres pays c'est très compliqué parce que eux c'est leur culture et ils ont que ça. Ils ne roulent pas sur l'or, ils ne peuvent pas se permettre de cultiver tous ces légumes. Ils n'ont pas les machines. Tout ce qu'ils ont c'est leur petit potager et malheureusement ça ne suffit pas à nourrir toute une famille. » (#76#)

Bien que ce constat ressorte particulièrement des entretiens réalisés auprès des personnes liées à l'environnementalisme et à l'antispécisme, il ne peut cependant être généralisé à l'ensemble des personnes liées à ces causes tant cela peut varier fortement d'une personne à l'autre<sup>76</sup> que ce soit en fonction du degré d'implication de la personne, de son niveau de responsabilité, de sa personnalité, etc.<sup>77</sup>. Par ailleurs, cet aspect de l'engagement, véritable gouvernail du gouvernement de soi dans la

---

<sup>74</sup> Cependant, contrairement à ce que recommande Becker dans ses notes sur le concept d'engagement, précisons que nous n'avons pas pu mettre clairement à jour un intérêt (e.g. réputation, image de soi, rétribution matérielle ou symbolique, préservation d'un avantage) qui serait étranger à la ligne d'action cohérente adoptée par les individus et dont cette dernière serait la résultante. Les entretiens ne nous ont, en effet, pas permis de disposer d'un accès suffisant au quotidien ni aux activités des enquêtés qui étaient antérieurs à leur engagement, ce qui nous aurait peut-être permis d'y déceler d'éventuels indices quant à la mise en jeu d'un tel intérêt étranger dans, ce que Becker appelle des paris subsidiaires, susceptible d'expliquer l'adoption d'une ligne d'action cohérente (Becker, 2006). Un tel exercice reste par ailleurs délicat tant tout est enchevêtré et mêlé. Nous n'avons dès lors pu accéder qu'au résultat, à savoir la ligne d'action cohérente adoptée par nos enquêtés. Quoiqu'il en soit ces recommandations empiriques n'épuisent pas à elles seules, comme l'admet Becker lui-même, la compréhension du concept d'engagement dans sa tentative de rendre compte de la ligne d'action cohérente adoptée par un individu. Elles offrent toutefois des perspectives de recherche et des points d'attention intéressants qu'il s'agirait d'investir en recourant dans la mesure du possible à d'autres méthodes de collecte de données telles que l'observation participante ou les récits biographiques.

<sup>75</sup> Voir également extraits #77# à #80#.

<sup>76</sup> Voir notamment Patin (2022) où son enquête ne perçoit pas comme telles les contradictions relevées par l'enquêteur à l'égard de son militantisme.

<sup>77</sup> Ce souci de cohérence au niveau du militantisme écologique ou antispéciste fait à certains égards écho à l'orthodoxie religieuse de trois personnes liées à l'islamisme radical pour lesquelles le souci d'être « un bon musulman » était primordial pour eux en tant que (re-)convertis. Si pour les premiers, il s'agit avant tout d'être cohérent vis-à-vis de soi-même, d'être fidèle à soi et aux règles qu'on s'est fixées (autonomie), pour les seconds, le respect strict des préceptes réfère davantage à la fidélité (à la parole de) à Dieu (hétéronomie).

conduite de l'existence de ces enquêtés, est en revanche pratiquement absent du discours des personnes liées aux autres causes représentées (à l'exception d'un enquêté altermondialiste et identitariste). Ce qui ne vaut pas dire pour autant que ces dernières ne développent pas de ligne d'action ou de comportement cohérente.

Devenir cohérent (en vue d'atteindre *in fine* la congruence) n'est pas une sinécure tant pareille démarche peut s'avérer très conflictuelle. Cela peut susciter des conflits internes intenses avec soi-même et, *a fortiori*, avec les autres.

« Peut-être d'abord conflictuelle avec soi-même. En voyant si je fais telle chose, est-ce que c'est bien par rapport aux valeurs que je défends. Parfois c'est une remise en question qui doit se faire tous les jours. Avec d'autres personnes, évidemment que c'est conflictuel parce que tout le monde n'aime pas entendre parler des questions climatiques donc c'est vrai que ça peut générer des tensions avec d'autres personnes. Tant que je suis fidèle avec moi-même c'est le plus important. Après si les autres ne sont pas d'accord c'est leur droit. » (#81#)

« Je faisais chier les gens aussi. Tu vois quand tu parles tout le temps et tout ça. Et que tu dis aux gens « il faut faire attention à ce qu'on consomme, à comment on vit ». A un moment les gens ça les emmerdent. Et j'étais dans le discours culpabilisant de l'écologie à l'époque où par rapport au réchauffement climatique on culpabilisait les individus. Ce qui était d'une absurdité totale parce que les premiers coupables c'est l'extraction des ressources fossiles et c'est leur utilisation. » (#82#)

Sur le plan interne, il s'agira surtout de parvenir à réduire autant que possible les dissonances cognitives qui émergent et, dans le même élan, l'inconfort qu'elles suscitent.

« C'est très, très dur. Je me levais le matin et je me mettais en off. Je me disais : « t'as un travail, c'est génial, tu devrais être contente ». J'étais dans un domaine où tout le monde voulait travailler. J'avais trop de gens autour de moi qui me disaient : « moi aussi j'ai envie de travailler dans cette société, tu ne veux pas me faire rentrer ? ». C'est une société qui offre énormément pour ses employés, qui tient ses employés par l'argent. J'avais du mal à me plaindre mais intérieurement c'est une dualité oui. Le matin mon éthique était en off et je me disais : « tant pis ». Au bout d'un moment c'est usant. » (#83#)

Ce travail de réflexivité peut conduire à des décisions drastiques sur le plan social (i.e., ne plus voir certaines personnes) ou professionnel (i.e., changer de travail)<sup>78</sup>.

« [...] ici, les fêtes viennent de passer. Je me suis embrouillé avec ma mère parce qu'elle m'a invitée à aller manger le repas du nouvel an, j'ai dit non. Parce que je ne saurais pas manger en voyant ça sur la table, je ne saurais pas. » (#84#)

« La chose la plus facile à faire c'était d'arrêter de collaborer avec ça qui accentue les inégalités, qui empire les choses donc il fallait trouver un autre job, un autre secteur. [...] Le dilemme était : j'ai étudié pour ça et du coup... Je me souviens quand j'étais ado de voir des stickers qui étaient posés dans la rue qui indiquait que tel premier ministre signifiait trois millions de chômeurs. Moi, j'étais ado et je n'avais pas envie d'être chômeur, j'avais compris que c'était quelque chose de terrible, que c'était la misère et que c'était une sorte de dégringolade. Donc, je pense que je me suis dit : étudie [nom du domaine d'étude], tu verras là où il y a du boulot, là où il n'y a pas de boulot et du coup tu ne seras pas chômeur. C'est la démarche que j'ai suivie, après j'ai appris qu'il y avait du boulot dans les ONG. Évidemment je l'avais sous les yeux mais je ne m'étais pas dit : tiens je vais essayer. Le dilemme était de ne plus continuer à faire ce qui empire et contribuer à quelque chose avec quand même un salaire et une éthique. » (#86#)

Deux répondants environnementalistes déclarent être conscients que ce processus est sans fin et qu'il leur appartient de fixer eux-mêmes une limite étant donné qu'ils ont bien conscience que la perfection n'existe pas.

« À un moment je pense qu'il faut prendre conscience qu'on est des humains et qu'on aura d'office un impact carbone négatif sur la planète de base. À partir de là, si on a compris ça et qu'on essaye de quand même réduire son impact carbone par tous les moyens, même si on n'est pas parfait il faut réussir à se dire « au moins je fais ça et c'est déjà bien ». Le problème des gens qui vont parfois trop loin et qui veulent trop faire du bien entre guillemets, c'est qu'ils vont se mettre eux-mêmes en porte à faux et ils vont peut-être se rendre compte que eux, malgré tous leurs efforts, ils auront quand même un impact négatif, ça malheureusement on n'y peut rien, c'est comme ça et c'est

---

<sup>78</sup> Voir également extrait #85#.

peut-être là qu'ils partent en burnout. Il faut partir du principe que de toutes façons, personne n'est parfait, on n'arrivera jamais à consommer de manière parfaite, personne n'est un exemple mais par contre à partir du moment où on est conscient et qu'on fait quelque chose, c'est la bonne voie. » (#87#)

Ils reconnaissent l'impératif de devoir (se) tempérer, de rester conciliant avec eux-mêmes mais aussi à l'égard des autres car l'absence de limite peut avoir des conséquences extrêmement délétères tant au niveau individuel (e.g., burnout, voir *supra*) que relationnel.

« Clairement, ça m'est arrivé il n'y a pas longtemps de me fâcher avec un copain... Mes proches sont de ce secteur-là, dans des ONG, dans les ASBL et du coup je me retrouve avec leurs conjoint-e-s qui ne sont pas forcément dans ce secteur-là. On fait des repas ensemble, des réunions, des pétanques, des moments un peu informels et festifs et, du coup, des discussions aussi. Et donc ça peut mettre des tensions. Ça m'est arrivé aussi de bien m'engueuler, de ne plus se voir parce que les opinions politiques sont trop différentes. Dans le couple que j'ai en tête, ils se débrouillent, ils ont des opinions politiques différentes et c'est pas grave mais quand on est en train de parler tous ensemble, moi je continue à argumenter quand ce sont des proches, je me permets d'être plus direct ou peut-être plus blessant. C'est quelque chose que j'essaye de temporiser quand même sinon tu ne peux pas être un arraché vif dans la société, c'est trop fatiguant pour soi et pour les autres. Mais effectivement, ça a des impacts, c'est une histoire de cohérence. » (#88#)

« Par exemple, quand je vais au resto avec des amis généralement c'est moi qui vais demander : « On va là » parce que je sais qu'il y a des options qui sont là pour moi. Parfois ça peut être extrêmement chiant pour des amis qui veulent aller dans un resto spécifique. Au niveau social quand on sort c'est parfois compliqué. A la maison aussi c'est compliqué parce que mon copain n'a pas les mêmes idéologies que moi et c'est lui qui cuisine donc c'est beaucoup de règles pour lui : pas d'œuf, pas de lait, pas de miel, etc. Dans tout ce qu'il veut faire et qu'on partage. Il s'adapte mais au début c'était très dur. » (#89#)

Un enquêté antispéciste souligne également qu'il est primordial pour un activisme durable de prendre soin de soi-même et d'apprendre à développer de l'empathie pour autrui même lorsque ce dernier ne partage pas le même point de vue, voire n'en changera jamais.

« Parce que si on ne sait pas accepter ou donner une place ou avoir assez d'empathie pour voir que eux ils sont pas encore à ce moment-là dans leur cheminement de comprendre, si on n'a pas encore assez d'empathie pour comprendre, parfois c'est une rupture aussi dans la famille parce qu'ils en ont assez de la énième blague de « mange ta soupe aux tomates, j'ai enlevé les petites boulettes » à un certain moment, parfois ça casse. Ça c'est quelque chose qu'on veut avertir aussi les gens et les activistes : d'avoir aussi de l'empathie pour les personnes qui ne sont pas encore si loin dans leur cheminement. On doit avoir de la patience comme d'autres ont aussi eu la patience avec moi ces 23 ans. On peut changer, tout le monde peut changer et il y aura certainement toujours des gens qui ne changeront jamais. Il faut s'y faire en fait et il faut essayer de canaliser son énergie sur les fruits qui sont les plus bas à cueillir et canaliser son énergie sur les personnes qu'on peut atteindre et pas ceux qu'on n'atteint pas. C'est aussi un problème qu'il y a quand même beaucoup ou une partie des activistes qui en souffrent psychologiquement du fait aussi d'être confronté à chaque moment du jour et de la nuit de ce carnage qui se passe, structurel. La plupart des gens n'en prennent pas conscience et ils font comme si rien ne se passe. C'est souvent assez lourd à porter. C'est pour ça qu'on trouve que c'est important aussi d'encadrer les militants, les activistes aussi et de parfois faire un truc gai. Parfois aller visiter un sanctuaire où les animaux se trouvent dans une situation où tous les animaux du monde devraient être. Etre libre ou ne pas être nés pour souffrir une petite partie de leur vie et puis être abattus. Si on veut un activisme durable, on doit prendre soin de soi-même et ça c'est difficile souvent. Certainement aussi difficile auprès de personne qui ont énormément d'empathie pour les autres mais qui s'oublie soi-même souvent aussi. C'est ce qu'on voit chez les soigneurs pour les humains par exemple qui vont dans des pays en guerre ou n'importe, qui doivent aussi prendre soin d'eux sinon il y a des burn out... d'activisme. » (#90#)

Un exercice qui s'avère d'autant plus difficile à mener et à accepter lorsque l'entourage, particulièrement s'il s'agit d'un proche, n'entend pas agir alors qu'il est informé.

« Par contre, si on est conscient et qu'on ne fait rien, c'est là où c'est difficile d'accepter pour des amis. Par exemple mon coloc qui bouffait du [nom de société], je lui avais montré des vidéos en disant : « Regarde, des petits poulets et bien c'est ça ». Il est conscient mais il s'en fiche. C'est là où c'est plus difficile de pardonner entre guillemets même si je ne suis personne pour pardonner. C'est là où c'est difficile d'admettre que ces gens-là partagent la même planète que nous, qu'ils sont conscients des mêmes choses que nous mais qu'ils ne font pas les bons choix. » (#91#)

La cohérence ne concerne pas uniquement le comportement individuel, il s'agit également d'un point d'attention fondamental au niveau du fonctionnement groupal. Trois enquêtés (deux environnementalistes et un altermondialiste) expliquent qu'ils ont quitté des organisations conventionnelles (e.g., syndicat, ONG, parti politique) précisément en raison de leur manque de cohérence, du décalage entre les valeurs prônées et la manière dont elles agissaient<sup>79</sup>.

« Dans mon cheminement après, j'ai travaillé pour [nom d'une ONG]. Il faut savoir que chez [nom d'une ONG], les bénévoles, on est clairement dans l'exploitation donc... je me suis beaucoup investi chez eux, on a fait du théâtre-action, on a créé un magasin qui a été le magasin du [nom de pays] avec le meilleur chiffre d'affaire pour un petit relais [nom d'une ONG]. On n'avait même pas droit à la réduction des 20% ou 30% des marges bénéficiaires quand on faisait nos courses dans nos propres magasins alors qu'on avait investi tant de temps et d'énergie. Donc [nom d'une ONG], j'ai claqué la porte. » (#93#)

La cohérence peut parfois se traduire explicitement sous la forme de prescrits à respecter.

« [...] nous on a un code de conduite aussi, on est très explicite qu'on ne veut pas de racisme ni de sexisme et tout ce genre de propos chez nos militants qui doivent signer. » (#95#)

Cependant, cela semble être loin d'être généralisable en raison notamment de la structure et de l'organisation peu formalisée de nombreux collectifs. La cohérence n'en demeure pas moins un principe régulateur important dans l'organisation et le fonctionnement d'un groupement car il est lié à l'image, l'éthique et la réputation de celui-ci. Un impératif tacite et partagé qui peut conduire à l'exclusion d'un militant lorsque celui-ci pose des actes en décalage avec les principes du groupe. Cela fait écho aux travaux de psychologie sociale dont les résultats montrent que lorsque le comportement d'un de leurs membres tend à mettre en péril la réputation du groupe, ce dernier a tendance à s'appuyer sur des motifs de punition utilitaires (c'est-à-dire orientés vers l'exclusion) plutôt que de privilégier des sanctions réparatrices ou réhabilitatrices (Kyriaki *et al.*, 2019).

« Je pense que ce sont des choses qui sont informelles. Le débriefing existe. En général, ce sont quelques jours, quelques semaines après, on va boire un coup parce que quand l'action est terminée, en général, il faut s'éparpiller. Donc, ce n'est pas le moment du tout de se réunir pour se faire tous embarquer. Le fait de virer quelqu'un, je n'ai jamais vu mais ça doit exister. Les comportements maladroits, non souhaités, violents notamment. C'est ça un peu le miracle et la fragilité de l'horizontalité, c'est qu'un dysfonctionnement va être plus facilement perçu et évoqué et du coup traité. On va dire à la personne : t'arrêtes ou tu pars, choisis un autre groupe car on n'est pas cohérent. Mais avec quand même une bienveillance dans cette extrême-là, de dire : ce n'est pas facile à dire, ce n'est pas facile à entendre. Qui peut juger ? Il faut que ce soit plusieurs personnes qui aient ce sentiment-là ensemble. En général, je pense que les gens sont conscients que... On est tous au même niveau, du coup on est assez bienveillant en général ... Le fait d'avoir un engagement politique un peu radical, faire de la désobéissance civile, non violente, c'est que t'es déjà dans un état de conscientisation tel que ça va se voir tout de suite s'il y en a un qui est violent Et du coup, il va se retrouver un peu seul. » (#96#)<sup>80</sup>

Nous clôturons cette partie consacrée à l'engagement où nous avons rendu compte de la conception qu'en avaient nos enquêtés, de ses fonctions, ses coûts et bénéfices, ses caractéristiques ou la cohérence de celui-ci pour nous intéresser à présent à sa dynamique. Au vu des différents apprentissages, communications et interactions dans lesquels nos enquêtés sont pris, l'engagement s'apparente à un processus de socialisation et de bouleversement individuel plus ou moins long (de quelques jours à quelques mois, voire années) qui les conduit à l'adoption d'une position politique plus intransigeante qu'auparavant.

## 6. La socialisation liée à l'engagement

Deux perceptions se dégagent du récit de nos interlocuteurs par rapport à leur engagement.

---

<sup>79</sup> Voir également extraits #92# et #94#.

<sup>80</sup> Voir également extraits #97# et #98#.

Tout d'abord, pour quelques-uns de nos répondants, l'adoption d'une position politique plus intransigeante qu'auparavant s'inscrit, selon leurs dires, dans la continuité de leur vie et semble faire écho au concept d'« engagement par défaut » de Becker (2006 : 188) qui survient sans que la personne n'en ait conscience « au travers d'une série d'actes dont aucun n'est capital, mais qui, pris tous ensemble, constituent pour l'acteur une série de paris subsidiaires d'une telle ampleur que ce dernier se trouve dans une situation où il ne veut pas les perdre ». Malheureusement, il nous est difficile d'étayer cette hypothèse par manque d'éléments empiriques complémentaires.

La majorité des enquêtés, pour lesquels nous disposons d'un matériel suffisant pour permettre un développement, fait état quant à elle d'un événement, ou du moins d'une expérience de vie (e.g., lecture d'un livre, visionnage d'un documentaire, d'un film ou d'un reportage, voyage<sup>81</sup>, sidération devant une image, discussion avec un proche, une rencontre nouvelle avec une personne ou un lieu<sup>82</sup>)<sup>83</sup> qui constitue à leur souvenir le point de départ de ce processus. Comme le font remarquer Collovald et Gaiti (2006 : 35), « la temporalité de l'expérience se distingue de la temporalité des processus de radicalisation, reconstruite et homogénéisée après coup autour d'«origines», de «tournants», de causes et d'effets ».

Cette expérience est ainsi vécue par la personne comme un événement car la personne associe à cette expérience une prise de conscience (« un déclic ») par rapport à un aspect ou une dimension du monde dans lequel elle vit et qu'elle perçoit désormais comme un dysfonctionnement intolérable qui va induire chez elle un changement de lecture décisif du réel<sup>84</sup>.

« La plupart des gens que j'ai rencontrés, c'est une prise de conscience, je ne sais pas encore si elle est double ou triple ou quadruple. Prendre conscience en tout cas qu'il y a... quelle que soit la raison pour laquelle les gens deviennent militants que j'ai rencontrés autour de moi, que ce soit pour l'environnement, pour l'humanitaire, pour ... chez [nom d'une ONG], [nom d'une ONG], pour accueillir des réfugiés, pour le nucléaire, pour n'importe quoi, il y a une prise de conscience que quelque chose ne va pas et à un moment donné la prise de conscience que si tu n'agis pas, personne ne va le faire à ta place. Ça je pense que c'est un facteur commun, je me trompe peut-être mais c'est une impression que j'ai. » (#102#)<sup>85</sup>

Le cadre d'intelligibilité du réel qui va progressivement émerger, se développer et s'imposer à la suite de cet « événement déclencheur » occasionne bien souvent des ruptures sur le plan professionnel, relationnel, intellectuel, etc. Cependant, il ne transmute pas pour autant la personne. Au contraire, pour la majorité des enquêtés, les valeurs culturellement transmises dans le milieu familial d'origine (e.g., justice sociale, équité, probité, générosité) se trouvent réactualisées et la fidélité à celles-ci réaffirmée pour ensuite être opérationnalisées dans le cadre de leurs activités militantes.

« [...] Quand je suis arrivé à l'unif, à [nom de lieu], je venais d'avoir 17ans. Je suis tombé sur un groupe... Il y avait un copain qui était dans un groupe de, ça s'appelait les [nom de collectif]. Moi, j'étais d'origine catholique, catho. Et

---

<sup>81</sup> Voir extrait #99#.

<sup>82</sup> Voir extrait #100#.

<sup>83</sup> Par exemple, la médiatisation de l'action de Greta Thunberg fut déterminante pour de nombreux jeunes, lesquels ont fait de l'urgence climatique une priorité absolue (Patin, 2022), mais également pour bon nombre de personnes plus âgées : « Je sais que c'est une personne qui est fort critiquée mais l'exemple de Greta Thunberg c'est quelqu'un qui est remarquable pour ce qu'elle fait compte tenu de son âge. Ce n'est pas pour ça qu'il faut lui donner plus d'importance qu'elle n'en a parce que c'est une personne qui n'a que 16 ans mais je trouve que ce qu'elle fait à son âge : parvenir à mobiliser autant de personnes de par le monde, je trouve que ça inspire le respect. Je crois que c'est une personne dans laquelle beaucoup d'activistes écologiques se sont retrouvés. Ça explique qu'on se rencontre maintenant dans la rue parce que je suis persuadé que si cette fille n'avait pas fait ce qu'elle fait, je pense que tous les mouvements climatiques (que ce soit les jeunes, les moins jeunes) n'existeraient pas à l'heure actuelle. » (#101#)

<sup>84</sup> Une prise de conscience qui s'accompagne parfois d'une critique de l'ignorance volontaire (Bandini, 2018) dans laquelle vivent leurs contemporains.

<sup>85</sup> Voir également extraits #103# à #105#.

alors, ces activistes cathos étudiaient Marx. Donc, moi, j'ai un peu étudié Marx aussi. Je trouvais que c'était chouette d'ailleurs puisque quand même dans le milieu d'où je venais on parlait quand même de justice sociale. On ne parlait pas de politique mais on parlait quand même de justice sociale. Donc c'est comme ça que ça a commencé. Et finalement, je suis devenu marxiste-léniniste-maoïste. » (#106#)

Généralement, leur prise de conscience s'accompagne, dans un premier temps, d'une réponse émotionnelle comme la frustration (pouvant être liée à la déception ou la désillusion), la colère ou encore la culpabilité laquelle peut conduire à une attitude de repli ou d'abandon (dépression) ou bien d'action (révolte). La grande majorité a ainsi éprouvé le besoin de partager ce ressenti, parfois aussi dans le souci de préserver sa santé mentale tant le bouleversement émotionnel a pu être intense et déstabilisant<sup>86</sup>.

« [...] cela amène des émotions et des états qui ne sont pas souvent faciles à gérer. Pendant un an, j'ai découvert la collapsologie. Donc, c'est un courant de l'écologie qui parle de l'effondrement de la société, etc. Quand on découvre ça, on a un gros choc et on se dit : « waouw, c'est dingue, tout est foutu ». C'est un peu le sentiment général et ça amène à l'isolement parce qu'on a du mal à en parler, ça amène à la tristesse qu'on essaye de cacher et donc on pleure de temps en temps ou bien on laisse aller nos émotions quand on est tout seul chez soi. Ça mène à la colère aussi parce qu'on voit rien ne change, on s'énerve, on ne comprend pas pourquoi les gens ne changent pas, pourquoi les gouvernements ne font rien, les entreprises, etc. Et donc, cela amène tout plein d'émotions comme ça. » (#107#)<sup>87</sup>

Le fait de se retrouver entre personnes qui partagent les mêmes idées permet de se rassurer, de se dire qu'on n'est pas seul, ni fou.

« Tout l'aspect thérapeutique, le fait de pouvoir le partager, le fait de pouvoir écrire là-dessus et que ce soit publié et que des gens le lisent et qu'on dialogue en humanité [...]. » (#111#)

C'est pourquoi tous (y compris les personnes dont l'engagement relève du principe de continuité) ont cherché à établir le contact avec des personnes qui partagent leur point de vue. Les réseaux sociaux jouent à cet égard un rôle déterminant dans la mesure où ils permettent aujourd'hui d'entrer rapidement en relation avec d'autres pour partager et échanger et ainsi former des communautés d'idées.

« Oui, ça permet [les réseaux sociaux] de former des tribus assez rapidement et gratuitement. Oui, puis c'est le seul moyen gratuit de faire de la propagande en [nom de région]. Vos affiches vont être interdites ou arrachées. De toutes façons, ça coûte cher de les sortir, personne ne les regarde. Comme il y a un blackout médiatique, le cordon médiatique, de toutes façons on ne pourra rien publier du tout. » (#115#)<sup>88</sup>

Nous allons rentrer un peu plus en détail dans ce processus de socialisation liée à l'engagement militant en reprenant, pour structurer nos développements, les trois dimensions identifiées par Fillieule qui caractérisent ce processus: (6.1.) l'acquisition d'une vision du monde (idéologie) d'une part, (6.2.) de « savoir-faire » et de « savoir-être » d'autre part (ressources), et enfin (6.3.) la

---

<sup>86</sup> Pour deux enquêtés, le besoin de solliciter l'aide d'un tiers professionnel s'est imposé: « J'ai un super psychiatre. Un super psychiatre vraiment que j'ai rencontré grâce aux maladies chroniques et qui est ... Je bénéficie de très bons antidépresseurs, je prends parfois des anxiolytiques, ça c'est la partie trash du truc mais j'en prends pas beaucoup. J'en prends pour le moment ce qu'il faut mais... et alors il y a tout ce qui est thérapeutique. Quand [nom de sa compagne] a pris ça en considération ce double problème de l'effondrement et de... effondrement et réchauffement climatique c'est lié c'est-à-dire qu'une société s'effondre, il y a aussi des coups de butoir climatique. C'est un des facteurs qui contribuent [c'est une des conséquences]. Oui, c'est ça, c'est une des conséquences. Après le réchauffement fait très peur parce qu'on va peut-être aller jusqu'à un réchauffement qui fait que toute vie sera impossible sur la planète Terre, j'espère que non mais [nom d'un personnage public] a soulevé cela comme possibilité dans son livre [nom de livre] de 2003, je crois. J'avais déjà lu ça il y a très longtemps. Je ne sais pas avec le temps on finit par... L'être humain est capable de vivre avec tellement de choses. » (#110#)

<sup>87</sup> Voir également extraits #108# et #109#.

<sup>88</sup> Voir également extraits #113# et #114#

restructuration des réseaux de sociabilité, en lien avec la construction des identités individuelles et collectives (réseaux sociaux et identités) » (2012 :44).

## 6.1. Vision du monde

### 6.1.1. Perception de la société belge

Après être revenu sur l'objet de la recherche et la raison d'être de l'entretien, celui-ci débutait par une question générale invitant nos interlocuteurs à nous faire part de leur perception de la société belge actuelle ainsi que de leur attachement à celle-ci, ou à tout le moins du rapport qu'ils entretiennent avec elle. Les réponses rendent compte de la vision du monde progressivement acquise par leurs expériences militantes laquelle donne « lieu à une redéfinition du monde, des ennemis à combattre et des pratiques légitimes pour le faire » (Barrière-Dion, 2008 : i).

Malgré la multiplicité des positions exprimées qui reflète la diversité des causes représentées, certaines récurrences peuvent être observées dans le discours de nos interlocuteurs permettant de dégager ce qui s'apparente à une sorte de dénominateur commun duquel se décline les narratifs (et contre-discours) respectifs.

Les discours tendent tous à pointer en direction d'un même coupable qui est, selon eux, responsable de la situation d'oppression actuelle qu'ils dénoncent. Nous pourrions synthétiser leurs propos comme suit : le système capitaliste occidental, reposant sur le mythe de la croissance infinie, est responsable d'injustices sociales, spécistes, écologiques, religieuses, culturelles, car il tend vers son objectif (le productivisme) en s'appuyant sur un mode de fonctionnement fondamentalement violent à l'égard notamment des plus 'faibles', des minorités et de la nature (exploitation, domination, destruction, spoliation, etc.).

Ce constat est peu étonnant si on considère que la majorité de nos répondants est engagée dans des causes dont l'idéologie sous-jacente peut être située plutôt à gauche du spectre politique. En effet, Sommier présente la critique du progrès et de la technologie par les anarchistes et environnementalistes ainsi que celle de l'anthropocentrisme par les antispécistes comme une extension du domaine de la lutte des organisations traditionnelles de gauche (2021a : 108-109). Ce qui est plus étonnant, c'est d'y voir également un dénominateur commun pour le répondant identitaire. Or, celui-ci dénonce également le capitalisme actuel comme responsable de la déliquescence de la civilisation européenne :

« [...] un de mes combats, c'est la lutte contre la mondialisation, la lutte contre l'américanisation et la lutte contre le capitalisme. [...] La pensée identitaire. Je pense qu'elle est tout à fait adaptée aux défis de la lutte contre la mondialisation, oui. Mais il faut arrêter... Enfin, ça va paraître gros mais il faut aussi arrêter de se laisser dicter la politique migratoire et sociale par la politique économique. Il faut renverser. Il ne faut pas supprimer le capitalisme mais il faut mettre le capitalisme au service d'un idéal. Alors si on dit que c'est l'idéal national, ça devient du nationalisme. Nous, on est plutôt partisan d'un nationalisme européen. D'une nation européenne à construire évidemment en modifiant les Traités, pas l'Europe des lobbies, l'Europe des peuples. » (#116#)

Cette convergence des points de vue fait écho aux propos d'un de nos enquêtés qui nous disait avoir été fasciné par le fait qu'en politique, on pouvait partir d'un même objet et construire un discours tantôt de gauche tantôt de droite selon ses affinités politiques et les objectifs poursuivis :

« [...] c'est ça qui m'a toujours intéressé en politique c'est que du même discours, on peut se revendiquer de droite ou de gauche et, moi, je n'ai jamais vraiment voulu tomber là-dedans. » (#117#)

En raison du biais qui caractérise notre échantillon, nombreux sont ceux qui partagent une vision extrêmement clivée de la société reposant sur un fonctionnement profondément injuste au sens où

celle-ci serait divisée entre les 1% (« oligarchie élitiste ») qui sont aux commandes de ce système dédié à la satisfaction de leurs propres intérêts et les 99% de la population qui sont exploités et en subissent les effets sans avoir voix au chapitre ; une vision alternative, plus communautaire, oppose quant à elle un groupe dominant, les hommes blancs hétérosexuels (ou spécistes), aux groupes dominés (ou aux autres espèces). En effet, il ressort des déclarations de plusieurs enquêtés que leur lutte contre l'oppression mobilisent les plus souvent, de manière cumulative ou non, les catégories sociales de race, de classe socio-économique et de genre. Un peu plus d'un tiers des répondants (n = 9) n'hésitent d'ailleurs pas à dire au regard de ce rapport de force que notre société n'aurait de démocratique que le nom comme l'illustrent ces quelques extraits<sup>89</sup> :

« [...] je reste persuadé qu'on n'est pas dans une démocratie mais dans une oligarchie élitiste. Ce sont les intérêts des multinationales qui passent avant toute chose. » (#118#)

« Le fait que le problème, c'est le système capitaliste. Le fait qu'on n'est pas dans une réelle démocratie et que voter ne sert strictement à rien. Le fait que les élites qui prennent les décisions pour nous sont parti-pris et ont une espèce de jeu d'influence totale avec les grosses entreprises, les gros lobbies, etc. Mais pas du tout avec l'électorat justement. L'électorat, c'est ce qui est imagé au fait. L'électorat, c'est l'image qu'il faut donner mais derrière les actes, rien ne colle. » (#122#)

L'agenda du système capitaliste néolibéral, dont les médias assurent le relais<sup>90</sup>, est pour eux accompli grâce à la connivence des instances européennes et du gouvernement (sous influence des lobbies) qui œuvrent à promouvoir les intérêts de cette minorité (« oligarchie élitiste ») au détriment du plus grand nombre<sup>91</sup>.

« De manière globale, je dirais que les autorités publiques ou les médias sont au service de la classe dominante et ne sont pas du tout au service des gens ou des populations. Clairement ce qui les intéresse, ce sont les puissants. » (#127#)

La police est « au service du Capital et des intérêts particuliers qui ont investi, kidnappé, l'appareil. » (#129#)

« [...] les policiers sont là pour la sécurité du peuple. La justice, les juges, l'outil judiciaire est là pour permettre de régler des différends, c'est tout à fait nécessaire. Là où ça foire c'est qu'ils deviennent des outils politiques. Et donc, un homme ou une femme politique pour se faire élire va utiliser des termes et utiliser des techniques de harcèlement soit policier, soit judiciaire et du coup la raison d'être s'éloigne et ça devient du court terme pour se faire élire : de faire des chiffres, pour montrer la tête d'un activiste qu'on a attrapé et qu'est-ce qu'il est méchant vous avez vu ? Ce qu'on a trouvé sur son ordinateur... Il y a une dérive de ces deux outils-là qui sont tout à fait pertinent. Il y a une dérive d'un autre outil qui est les médias. Il n'y a pas que les policiers et la justice qui sont des pouvoirs nécessaires, les médias c'est un pouvoir nécessaire mais il est plus du tout contre-pouvoir. Il est aux mains des industriels qui font élire les élus et le système se maintient comme ça. » (#130#)

Si c'est bien le capitalisme de connivence qui est visé par les enquêtés, certaines déclarations sont parfois à la limite du conspirationnisme au sens où elles attribuent la responsabilité de la survenance de certains événements à l'action dissimulée et planifiée d'un petit groupe informel de personnes qui œuvreraient dans l'ombre pour réaliser certains desseins.

« On s'est rendu compte aussi que tous les médias de masse belges étaient rachetés par des richesses belges. Et chacun a sa petite place dans le classement. Il y en a même une qui possède un média, je pense que c'est [nom de média], si je me rappelle bien et qui s'est rendu à une réunion qu'on appelle, les réunions du Bilderberg et c'est vraiment des gens qui ont beaucoup de pouvoir dans leur sphère que ce soit en Afrique, que ce soit en Europe et qui font une réunion toutes les années. Cette année, cette dame qui est propriétaire de ce média, donc de [nom de média], s'est rendue à cette réunion qui est complètement informelle où on dit justement que les plus grosses

<sup>89</sup> Voir également extraits #119#, #120#, #121#, #123#, #124#, #125# et #126#.

<sup>90</sup> Cela reflète une tendance plus lourde puisque deux belges sur trois pensent que les médias classiques manquent d'indépendance et œuvrent pour le compte des autorités, voir l'enquête « Bye-Bye la Démocratie ? » commanditée par la RTBF en octobre 2021 : <https://www.rtb.be/article/2-belges-sur-3-pensent-que-les-medias-traditionnels-manquent-d-independance-et-roulent-pour-les-autorites-10853962>

<sup>91</sup> Voir également extraits #128#, #131#, #132#, #133#, #134# et #135#.

décisions concernant l'Europe, la mondialisation, etc. sont prises. Cette personne en fait y a été et il y a vraiment un jeu d'influence comme ça. Tous se connaissent : les ministres, les chefs de cabinet qui travaillent maintenant pour des grosses sociétés pétrolières, pour des grosses sociétés bancaires, c'est un melting-pot de tout incroyable. » (#136#)

Un enquêté environnementaliste évoque la prégnance comme la puissance de ces discours promouvant l'agenda capitaliste axé sur l'individualisme, à travers notamment la responsabilisation de chacun, et dont les effets de subjectivation affectent profondément la société jusqu'aux militants eux-mêmes.

« Je remets en cause les changements de comportement hyper individuels et les gens qui portent un discours hyper individualiste ; justement comme ma prof de bio ce matin. Je me suis pris la tête avec elle parce qu'elle me disait : « le système [nom de l'enquêté], il changera si tout le monde change ». Alors je me suis rendu compte qu'en fait, ce discours, la majorité des gens l'avait. C'est un fait comme si le libéralisme à outrance nous avait gangrené, on ne voit plus tout qu'à travers les individus. Genre tout changement, ça doit venir des individus, de leur responsabilité, et on doit prendre notre destin en main mais c'est nous d'abord, toi [nom de personne], toi [nom de personne] qui devez manger moins de viande si vous voulez sauver le climat. C'est le discours du [nom de parti] en gros aujourd'hui. Et donc, ce discours a vraiment lobotomisé nos cerveaux jusqu'aux plus écologistes d'entre nous. C'est donc compliqué d'avoir un contre-discours plus systémique, plus radical quand on entend ça. » (#137#)

D'autres répondants estiment que les droits les plus fondamentaux (i.e. liberté d'expression, liberté de manifestation) sont fortement mis à mal, voire ne seraient déjà plus garantis dans la mesure où leur réel exercice mettrait à mal les intérêts des « puissants ».

« J'ai acquis la conviction que la loi est écrite non pas pour protéger les gens mais pour protéger les puissants et ceux qui écrivent les lois. Et puis, je me suis du coup aussi frotté aux limites, c'est à ce moment-là que je me suis rendu compte des limites de la liberté d'expression et de la soi-disant démocratie dans laquelle on vit. Je me suis rendu compte qu'il n'y a pas de démocratie du tout et qu'il n'y a pas de liberté d'expression. Et ça, c'est comme dans toute dictature tant qu'on reste dans les normes, dans les ornières qu'on nous laisse, on ne se rend pas compte et dès qu'on sort de notre zone de confort, on se rend compte de la dictature dans laquelle on vit. » (#138#)

« Le soutien de la famille, c'est bien mais il y a un soutien que, moi, j'ai perdu depuis mon arrestation ce jour-là, c'est le soutien que je pensais avoir du fait des droits de l'homme, du fait de vivre en démocratie. C'est une liberté que je pensais avoir et que je me rends compte que je n'ai pas. » (#139#)

D'un point de vue plus communautaire, un répondant anarchiste considère que les groupes dominants n'ont aucun intérêt à ce que les minorités s'expriment vraiment et puissent disposer d'un pouvoir quelconque. Les obligations (e.g. demande d'autorisation de manifester selon un itinéraire communiqué à l'avance et approuvée plutôt qu'organiser une manifestation sauvage) qui assortissent l'exercice des libertés fondamentales en viennent même, pour certains, à être perçues comme faisant partie du dispositif destiné à brimer les minorités.

« [...] on voulait prendre part au cortège normal de la pride, c'est juste que les flics ont capté qu'on était possiblement un peu plus vénères que le reste et qu'on allait faire chier et « ah non » directement... Et donc euh c'est un peu complexe. Et ouais c'est juste que, en fait t'as le droit de manifester du moment que ça reste dans ce que eux tolèrent, tu vois. Et ça veut dire du moment que t'as pas trop de revendications du moment que ça va pas trop déranger les gens. Tu vois. Et c'est un petit peu ça qui est bancal tu vois, dans ce système de manifestations. C'est pareil dans tout ce qui est loi climat etc. C'est que, pour moi, ce genre de manif c'est vraiment juste l'État qui est en mode « Allez oui c'est bien. Tu peux aller marcher un week-end sur deux. Ça va être sympa, tu vas être content, tu vas faire ta petite marche et comme ça, ça va te calmer un p'tit peu et comme ça t'auras pas trop l'temps, pas trop l'envie après de gueuler plus », alors que après t'as des lois immondes qui passent sur « on s'en fout des bilans carbone, etc. ». Ouais c'est, c'est assez complexe parce que j'veux dire, ... les autorités et les populations dominantes, n'ont aucun intérêt à ce que les minorités s'expriment vraiment et puissent avoir un pouvoir quelconque. » (#140#)

« Donc ben y a pas pour moi de militantisme et de manifestations qui peuvent se faire avec l'accord des dirigeants tu vois. J'veux dire si ça les dérange pas un minimum, et si ça va pas un minimum contre c'qui s'accepte et bien c'est que on n'ira pas très loin tu vois. Donc j'pense que la loi est très, très mal foutue par rapport à ça et qu'au contraire elle réprime toute possibilité de changement efficace. » (#141#)

Cependant, ces actions telles que les manifestations sauvages peuvent aussi être comprises comme des « micro-révolutions qui permettent de libérer l'espace (la rue) et le temps (quelques heures) nécessaires pour vivre une expérience politique forte en dehors des normes établies par l'État et le capitalisme » (Dupuis-Déri, 2003 : 78).

Sept répondants soulignent tout de même « la chance » qu'ils ont de vivre en Belgique tout en se montrant critiques sur les dysfonctionnements de notre société. Leurs propos traduisent généralement leur volonté d'améliorer, voire de changer la situation présente en allant plus loin sur le plan environnemental, de la justice sociale, du droits des minorités et des animaux, etc. Seuls trois répondants (environnementaliste, islamiste et antispéciste) se sont déclarés explicitement en rupture avec la société belge actuelle par rapport à laquelle ils ne se sentent plus appartenir. Ils évoquent leur rejet de la société et de ce qu'elle propose au point, pour deux d'entre eux, de vouloir quitter la Belgique en raison de leur situation personnelle qu'ils qualifient désormais de marginale. Sans être pour autant dans le rejet de la société, quelques répondants évoquent tout de même le fait d'un sentiment de moindre appartenance à celle-ci (n = 4). Un sentiment qui vient faire écho aux regrets exprimés par d'autres (n = 4) quant au fait de ne pas se sentir écoutés, ni représentés en tant que citoyen ou à l'égard de la faible mobilisation de leurs concitoyens sur des enjeux qui concernent pourtant tout le monde (i.e., réchauffement climatique, inégalité sociale, corruption, diminution du pouvoir d'achat) :

« Le soutien populaire massif de gens pour un tel mouvement. Pour moi, il est très difficile à conquérir parce que si l'environnement est une cause assez populaire, un mouvement qui prône la culture de résistance et la résistance à la civilisation industrielle aura beaucoup plus de mal à conquérir ce soutien des masses parce qu'il remet en cause la société dans laquelle ils vivent, leur confort quotidien, leur voiture, leur travail, leur salaire. Ça remet en cause énormément de choses, ça remet en question la légitimité de l'État, des entreprises, du système économique qui nous soutient dans notre quotidien et donc si on veut acquérir... pour moi, on n'acquerra jamais le soutien de la masse des gens, c'est impossible parce que prôner le démantèlement de la civilisation industrielle, c'est prôner le démantèlement des voitures, du chauffage à 20° tous les hivers, c'est démanteler les hypermarchés, c'est démanteler tout ce qui est industriel... » (#142#)

Dans cet objectif d'accroissement du nombre de soutiens, la littérature nous indique que la quête de nouveaux adhérents peut conduire certains groupements à envisager l'utilisation de nouveaux moyens pour se distinguer des autres groupes, ce qui peut les amener, par exemple, à se radicaliser davantage (della Porta, 2018).

### 6.1.2. Perception de l'État et des autorités

La perception de nos répondants à l'égard de l'État et des autorités n'est pas différente de la tendance générale qui prévaut en Belgique<sup>92</sup>, seule une minorité d'entre eux (n = 3) garde confiance en l'État même s'ils estiment que celui-ci reste faillible et corruptible.

« Je ne pense pas que l'État est incorruptible. Je pense qu'on a de très bonnes lois mais elles ne sont pas toujours appliquées. Je crois en l'État. [...] Je sais que l'État peut être perverti par des intérêts particuliers. Je sais que l'État peut se tromper. » (#143#)

---

<sup>92</sup> Selon le sondage « Bye-Bye, la démocratie » commanditée par la RTBF en octobre 2021, « Moins d'un Belge sur cinq est satisfait de la manière dont notre système démocratique marche. Plus de la moitié de la population trouve que notre démocratie parlementaire fonctionne mal mais reste le meilleur système. Et pour finir, près d'un Belge sur quatre estime que notre système démocratique doit être supprimé et remplacé par un autre ». Voir <https://www.rtbef.be/article/sondage-rtbf-un-quart-des-belges-veulent-la-fin-de-notre-democratie-parlementaire-10852475>.

Sans trop d'étonnement, c'est bien la défiance à l'égard des représentants politiques et des institutions en général qui prédominent dans les discours de nos répondants. Celle-ci est si patente que leur légitimité à représenter la population est ouvertement remise en question<sup>93</sup>.

« Je n'ai aucune confiance, absolument aucune dans les instances publiques ou dans les médias, quasiment aucune. Et même les rencontres que j'ai faites avec des politiques au niveau local où individuellement je peux être très content des gens que je rencontre et avoir un rapport très positif. Une fois que l'être humain s'organise en institution, bon faudrait affiner tout ça, mais ça entraîne, ça cause, ça entraîne quasi systématiquement des dysfonctionnements. » (#144#)

Les répondants pointent les nombreux dysfonctionnements de l'État (e.g., les incohérences et contradictions entre les actes et les paroles, la corruption, la partitocratie, le népotisme, l'échec de la démocratie représentative) et, plus particulièrement celui qui est le plus fondamental à leurs yeux, la violence inhérente à l'exercice du pouvoir (voir *infra*).

Au-delà des injustices qu'un tel système crée, les enquêtés ont expérimenté cette violence à titre personnel en étant confrontés aux forces de l'ordre et aux instances judiciaires (voir *infra*). La crédibilité de l'État et de ses institutions est éminemment dépendante de l'action de ses représentants. La perception négative de la police liée au fait que pour nos répondants, elle incarne la violence étatique et protège par son action les intérêts des puissants, écorne inévitablement l'image de l'État et peut avoir un impact sur la radicalisation. Plusieurs recherches ont ainsi montré que plus la police était perçue comme légitime et équitable dans ses interventions, moins les gens sont prêts à accepter le recours à la violence en vue d'un changement politique et social (Jackson *et al.*, 2014 ; Bradford, 2014). En revanche, il semblerait que plus la police soit perçue comme efficace tout en étant considérée comme inéquitable et illégitime, plus l'usage de la violence par les individus soit admis. Des chercheurs belges vont dans le même sens. Les résultats ont clairement montré qu'une « perception des autorités comme étant injustes et par conséquent illégitimes contribuent grandement à la violence politique » (Pauwels *et al.*, 2014 : 31). Les auteurs pointent ainsi l'importance de la confiance envers les autorités dans la prévention de l'extrémisme violent et, par là, la nécessité de rétablir celle-ci parmi les populations à risque.

Un autre enjeu fondamental pour plusieurs répondants (n = 5) qui est lié à cet exercice du pouvoir et aux rapports de force qui en résultent est celui de la vérité, ou plutôt de ce qui est tenu pour vrai (Bouveresse, 2016).

« Quand il y avait la deuxième guerre mondiale, les résistants étaient face au fait que les juifs étaient déportés par milliers, par millions dans les camps de concentration. Ils n'avaient pas le choix que de se mettre tous ensemble et d'essayer d'empêcher le train d'arriver jusque-là, du coup il y en a qui sabotaient des trains et qui sauvaient des juifs. Mais eux ils voyaient l'horreur en face alors que la cause écologique justement il faut montrer l'horreur en face via des articles, des publications, des chiffres, des réflexions, donc c'est plus compliqué parce qu'on voit dans nos sociétés complètement déconnectées de la nature, on ne voit pas le déclin des oiseaux, on ne voit pas le déclin des insectes à part si on fait vraiment attention à ça depuis le début ; attention à notre pare-brise qui était couvert d'insectes avant mais qui ne l'est plus aujourd'hui. » (#150#)

« Les images aussi sont trompeuses. Quand il y a eu un blocage d'abattoir à [nom de lieu], abattoir d'ailleurs qui a été fermé pour violence contre les animaux, là ils ont réussi à sortir, je ne sais plus combien, au moins un cochon. Et alors, c'est vrai que c'est le gros bordel parce qu'il y a les employés qui arrivent et souvent ce sont... C'est pas parce que je suis du côté des activistes mais souvent ce sont les employés qui frappent et qui insultent et qui donnent des coups, ce ne sont pas les activistes. Mais dans le brouhaha, on ne voit pas très bien, on ne sait pas démêler le faux du vrai : ah les activistes ont été violents. Alors qu'ils ne l'ont été à aucun moment.» (#151#)

Chez ces enquêtés, leur prise de conscience est souvent corrélée au sentiment d'avoir été trahis par les représentants ou élites du monde économique, culturel et politique..

---

<sup>93</sup> Voir également les extraits #145# à #149# et #173#.

« Le mensonge aussi des lobbies des produits laitiers, le mensonge des médecins, enfin les mensonges, est ce que ce sont des mensonges ? Eux, ils répètent ce qu'on leur dit mais ils ne font pas des études de nutrition. Et quand bien même les études de nutrition sont payées par qui ? Par les lobbies. Les produits laitiers ne sont pas nos amis pour la vie et encore moins pour celles des animaux » (#152#)

Ce sentiment d'avoir été trompé se traduit par une crise de confiance envers l'État et ses institutions<sup>94</sup>.

### 6.1.3. Perception de l'avenir

Sans généraliser la misanthropie qui semble poindre dans les causes environnementale et antisépéciste face au constat que l'homme est « la seule espèce à foutre le bordel partout »<sup>95</sup>, force est de constater que les perspectives d'avenir sont sombres pour bon nombre de répondants au vu de l'inertie ambiante face à l'urgence perçue de la situation. Les répondants parlent tour à tour d'effondrement (n = 2)<sup>96</sup>, de cataclysmes climatiques (n = 3), de révoltes (n = 3), de décadence, voire de remplacement de civilisation (n = 1)<sup>97</sup> :

« [...] la société belge fonctionne dans le mythe, tout à fait absurde, de la croissance et de croire à la croissance infinie. Or, c'est évident que la croissance infinie c'est impossible, on a atteint la limite. Notre société fonctionne grâce à une finance ultralibérale qui ne tient pas la route, qui va s'écrouler sur elle-même pour ne pas rentrer dans les détails non plus. Et fonctionne grâce au pétrole bon marché et abondant. On a tous l'équivalent de 500 esclaves énergétiques à notre disposition donc ce n'est pas tenable. » (#165#)

« Il faut essayer de mettre en perspective tout ça et déplacer la notion de catastrophe vers plutôt la destruction de la planète et pas vers l'effondrement de la civilisation. Enfin, je ne sais pas si c'est compréhensible ce que je dis. Mais, il y en a certains qui considèrent que la catastrophe c'est l'effondrement de la société industrielle et d'autres qui pensent que la catastrophe c'est la destruction de la planète. Et en fait, les deux ne sont pas équivalents parce que l'un est la cause de l'autre et donc, ... je ne sais pas si c'est de l'espoir que cela amène l'écologie radicale mais en tout cas ça donne une volonté et un enthousiasme différent que la collapsologie. » (#168#)

Plusieurs extraits d'entretien évoquent les narratifs de l'homme dénaturé (n = 6) et néo populistes (n = 5) mis en exergue par Bronner (2021) et dont la prégnance caractérise notre contemporanéité. Le premier narratif soutient que l'être humain naît fondamentalement bon et que sa véritable nature est pervertie par la technologie et le néolibéralisme. Il serait possible de la faire advenir à nouveau en agissant sur le contexte macrosocial (i.e., révolution, effondrement). Le second narratif fait quant à lui la part belle au « bon sens populaire » en discréditant la rationalité scientifique et les discours d'experts.

Tout ne serait toutefois pas encore joué car « là où croît le danger [péril], croît aussi ce qui sauve », rappelle un enquêté environnementaliste en citant Hölderlin. Pour ce répondant, bien que le déséquilibre des forces soit important, les choses changeraient, l'opposition politique à la politique traditionnelle se développerait et se renforcerait (i.e. PTB, Dier Animal) et, comme le soulignent

---

<sup>94</sup> Voir également extrait #153# et #154#.

<sup>95</sup> Voir également extraits #162# et #163#.

<sup>96</sup> Celui-ci ne serait cependant pas à craindre, à condition d'être préparé, car il s'agit d'une étape nécessaire pour reconstruire une mode d'organisation humaine plus vertueuse : « On pourrait très bien créer d'autres institutions parallèles, on pourrait très bien créer des diversités de société beaucoup plus multiples qu'aujourd'hui où on est 11 millions dans la même société. On pourrait très bien dire.... En tout cas, si on ne veut plus de suprastructures étatiques qui décident pour tout le monde, etc., si on ne veut plus travailler 8h par jour pour un système économique dont on ne veut plus alors on crée des sociétés à taille humaine où on sait décider collectivement de la manière dont on veut vivre. Une société où il n'y a plus la civilisation industrielle, il n'y aura plus le travail salarié. On pourra créer nous-mêmes le travail qu'on veut, les manières de travailler, la redistribution des richesses et des ressources, créer des institutions politiques plus participatives, etc. mais ça ne passera pas par les institutions existantes. C'est ça que ça sous-tend comme constat. » (#164#)

<sup>97</sup> Voir également extraits #166#, #167#, #169#, #170#, #171#, #172#, #174#, #175#, #176#, #177# et #178#.

plusieurs autres répondants, on assisterait ces dernières années à une multiplication des mouvements de contestation dont les principales qualités résident dans leur vigueur (car composés de beaucoup de jeunes) et leur diversité<sup>98</sup>.

« Moi, je pense que c'est très positif et que c'est indispensable et en fait, c'est inéluctable. C'est la résultante logique des forces sociales qui sont en train de se confronter de plus en plus durement donc ça va... [...] Je pense que c'est plus une résultante de l'histoire, vraiment j'ai cette sensation. Et ce qui est super positif, c'est qu'il y a beaucoup de jeunes et donc qui arrivent avec une autre vision, une autre énergie et ça c'est super positif. Et c'est très divers. Moi, en fonction de mes convictions, je pense que c'est là-dessus qu'on peut espérer, qu'on peut placer de l'espoir, c'est sur la diversité et la force de ce mouvement qui pour le moment n'est pas du tout assez fort pour faire face. Mais ça, c'est super positif. C'est positif aussi que le [nom de parti] soit capable de faire ce travail d'opposition qui n'existait plus depuis super longtemps. Il y a quand même des choses qui se passent. Mais le déséquilibre des forces est encore important. » (#179#)

Les plus anciennement engagés constatent, par exemple en matière environnementale, que certaines choses ont bougé dans les mentalités et que des changements ont eu lieu au niveau de la problématisation et de la politisation du sujet.

« Il y a dix ans les médias nous caricaturaient : oui, ce sont des ... ils nous assimilaient à des sauvages. D'ailleurs moi, les rares fois où j'ai accepté de parler de la décroissance en public, je me présentais toujours en disant que je rêvais d'aller habiter dans un pays chaud comme ça je pourrais me promener tout nu dans la forêt, parler aux oiseaux et le soir me réfugier dans ma grotte pour lire [nom de personnage public] à la lueur de la bougie. C'était mon rêve. C'était la caricature vraiment de l'objecteur de croissance de l'époque. Maintenant les médias, n'osent plus dire des conneries comme ça. Mais à l'époque... Donc, ça avance un peu au moins la conscience des gens, maintenant la mise en pratique ça c'est autre chose. » (#182#)

« [Les actions] sont complémentaires à des manifestations de masse qui ont eu des résultats parce que maintenant tout le monde parle du climat. [nom de personnage public] veut faire du climat sa priorité européenne, je sais ce ne sont que des mots mais au moins c'est dans leur programme. Avant ça n'y était pas à part [nom de parti]. Le parlement européen a déclaré l'urgence climatique, à nouveau ce ne sont que des mots et ses pouvoirs sont quand même limités par rapport au Conseil et à la Commission mais c'est quand même le Parlement européen. La ville de [nom de lieu] l'a fait aussi, etc. donc ça contribue à une prise de conscience maintenant est ce que les actes... Les décisions politiques ne viendront que quand la prise de conscience et qu'ils ont l'impression qu'une partie suffisamment grande de la population est d'accord et pour ça il faut que des mouvements comme [nom de collectif] soient bien perçus par la population et qu'il y ait de bons articles de presse qui soient écrits dessus. » (#183#)

Face aux périls pressentis, les contre-discours se multiplient et recommandent dès lors, selon les causes promues, de s'engager sans plus attendre dans la décroissance (n = 6), la révolution<sup>99</sup> (n = 5), la reconnaissance de droits aux animaux (n = 3), la démocratie directe (n = 5)<sup>100</sup>, la restauration d'un État fort garant de l'identité européenne et de la souveraineté nationale (n = 1)<sup>101</sup>.

---

<sup>98</sup> Voir également extraits #180# et #181#.

<sup>99</sup> Comme l'exprime les propos de cet activiste communiste : « [...] seule une vraie révolution pourra changer quelque chose » (#184#) ou ceux de cet activiste antispéciste : « [...] je crois que tout grand changement justement commence par une révolution sinon on n'en viendra jamais à bout » (#185#), voir également extrait (#186#). Des points de vue qui sont partagés par plusieurs enquêtés environnementalistes mais aussi les répondants altermondialistes et identitariste et qui corroborent ceux établis par Sommier (2021a : 109).

<sup>100</sup> Voir extrait #187#.

<sup>101</sup> Voir également extraits #188# à #193#.

## 6.2. Ressources

### 6.2.1. L'accès et le traitement de l'information

Les enquêtés plaident pour davantage de transparence car l'accès comme le traitement de l'information (analyse, réflexivité critique, conscience des biais cognitifs) s'avèrent être un double enjeu fondamental pour les enquêtés dans la construction de leur positionnement politique<sup>102</sup>.

« Et le problème c'est que nos médias ne donnent pas accès à ces idées parce qu'ils sont justement contrôlés. » (#156#)

Face à la complexité et la multiplicité de l'offre informationnelle disponible et compte tenu de la défiance à l'égard des canaux de communication traditionnels, certains préfèrent privilégier ce qui tend à conforter leur croyance préalable de ce qu'est la réalité plutôt que de la confronter.

« Après il y a des personnes auxquelles on se réfère plus. Par exemple, j'ai commencé justement je crois que je l'ai avec moi, j'ai commencé à lire ce livre-là, je ne sais pas si vous connaissez [nom d'un personnage public]. Voilà, c'est une personne qui a fait des conférences ici à [nom de lieu]. Pour moi, c'est quelqu'un de référence et de source. Après, je vais pas dire que c'est à la tête de la personne mais je sens que si je rentre dans la pensée du discours de la personne qui se tient en face de moi, je vais attacher plus d'importance que si quelqu'un dit dix phrases et au cours des dix phrases, je ne suis déjà pas d'accord avec deux des trois points qu'il a cités. » (#158#)

Un biais cognitif (i.e. biais de confirmation) qui est soutenu par le fonctionnement même des réseaux sociaux qui sélectionnent et ciblent leur offre sur la base notamment des centres d'intérêt, du réseau et de l'historique de recherche des utilisateurs.

« Tout à fait par hasard. Je suis rentrée, j'étais sur Facebook que je ne comprenais d'ailleurs pas très bien, je ne comprenais pas ce qu'il se passait sur Facebook et un jour Facebook me propose un lien de groupe qui s'appelle « Végétarien, végétalien, vegan ». Ce groupe est tenu par des français. Bon, des groupes vegan sur le veganisme, il y en a plein mais là c'était un groupe de militantes et en fait, c'est là que j'ai tout appris. Et là, j'étais scotchée à mon ordi et je lisais. Même des choses qui ont l'air moins évidentes justement comme les produits laitiers, comme la laine, comme le cuir, comme tout ça et bien là on montrait la face cachée, tout ce qu'on ne sait pas au niveau industriel, la sélection génétique des animaux pour leur production, pour qu'ils produisent plus. » (#159#)

Ce constat n'occulte pas pour autant les efforts déployés par d'autres répondants pour tenter de diversifier, recouper et analyser la masse d'information disponible pour tenter d'accéder au dévoilement de la vérité.

« Oui, en fait cela amène beaucoup de recherches, de réflexions et d'échanges avec des gens en fait et ça se faisait à la fois au niveau virtuel, sur internet, via des forums, etc. mais aussi en vrai, on parle avec plein de gens. » (#160#)

« [...] c'est aussi le fait d'aller me renseigner sur ces sujets-là et de voir le nombre d'opinions différentes qu'il peut y avoir que celle justement qu'on nous sert à bouffer dans les médias de masse traditionnels. » (#161#)

Ces extraits invitent plus fondamentalement à comprendre comment s'opère l'élaboration du savoir chez les militants et activistes (e.a., la sélection des énoncés et leur articulation à travers raisonnement) ainsi que celle de sa mobilisation dans les rapports de pouvoir qu'implique l'engagement militant.

### 6.2.2. Le savoir-faire

Si l'activisme permet à certains de réaliser des apprentissages comme d'acquérir de nouvelles compétences c'est notamment parce qu'il permet à d'autres de valoriser les ressources dont ils

---

<sup>102</sup> Voir également extrait #155# et #157#.

disposent lesquelles varient en fonction notamment « des capitaux détenus par ailleurs et antérieurement à l'engagement » (Fillieule, 2012 :45)

« Les ONG dans lesquelles je suis actuellement c'est : on te prend tel que tu es et si t'as envie d'assumer tel ou tel rôle vas-y mais on n'a pas les moyens, on n'a aucun support de formation. En fait, tout ce qu'on a quand on reprend un rôle qui demande des compétences, c'est juste ce qui a été fait avant. La formation on ne l'a pas du tout. Donc il y en a certains qui ont fait des études de communication et donc ils vont assurer des pôles de communication, il y en a certains qui ont une formation juridique et qui sont des avocats et qui vont assurer tout ce qui est législation mais non en dehors de ça, c'est vraiment sur la personne en elle-même qu'on s'appuie et sur ses compétences déjà acquises. » (#194#)

Les enquêtés mettent ainsi au service de la cause et au profit des autres membres du groupement leur savoir-faire en vue d'accroître l'efficacité des actions.

« J'sais bien que j'connais des gens qui m'ont fait découvrir des systèmes de messageries ouais effectivement cryptées. Ou euh, et euh j'ai des camarades qui ont des connaissances très sympathiques à faire partager sur euh, ben des outils de désobéissance civile, comment ouvrir un panneau de pub, euh genre comment ouvrir des portiques de métro avec euh un petit bouton magique. Pour permettre à tout le monde de passer. Des trucs comme ça donc euh. Ouais j'pense que t'as, tu trouves des petits tips ! Qui peuvent être vachement sympa et que t'échanges entre militants et militantes. C'est cool. » (#195#)

Forts de leurs connaissances et compétences respectives, les interactions et échanges entre activistes sont généralement perçus comme une source d'enrichissement mutuel en vue de tendre vers la réalisation de l'objectif partagé.

« Il y en a qui découvrent seulement le sujet, qui comprennent l'importance de s'engager collectivement en venant à des manifestations, etc. Il y en a pour qui c'est tout récent, d'autres chez qui c'est plus profond, qui ont déjà lu plein de trucs, qui se sont déjà posé plein de questions, qui ont trouvé parfois des réponses, parfois pas. Donc, certains sont plus éveillés que d'autres et puis, cela amène aussi à des contradictions, à des incohérences. Finalement, je trouve cela bien parce qu'on s'enrichit mutuellement donc c'est ça qui est chouette parce que nos expériences, notre vécu et notre défense de la même cause fait que finalement on se parle et on se respecte. On va vers le même objectif finalement.» (#1964#)

La transmission de savoir-faire s'opère également entre générations où les plus anciens tentent à faire bénéficier les plus jeunes de leurs expériences en partageant leur connaissance mais aussi les enseignements tirés des erreurs passées.

« J'avais toujours mes casquettes, mais hors du [nom d'un collectif], je me suis retrouvé comme un gros chat à [nom de collectif] à [nom de lieu] qui est une autre ASBL, qui fait la même chose que la mienne mais là j'étais comme habitant, je n'étais pas dans l'action comme eux, j'ai profité de cette nouvelle liberté d'esprit. On avait beaucoup de conversations mais à table quoi. Je n'étais pas bénévole. Je n'étais pas avec eux mais ils étaient mes amis et je me contentais du fait que j'étais leur père spirituel, il y a six ans ils étaient rentrés dans ma chambre en disant « C'est quoi ici, comment on fait pour habiter ? » et je leur avais expliqué pendant une heure et demie comment fonctionne un collectif, comment on fait une ASBL. Pour la blague, je disais que c'était mon « retour sur investissement », après la fin du [nom d'un collectif], et donc j'ai été hébergé six mois par mes camarades qui ont aujourd'hui une ASBL florissante qui gère une dizaine de lieux. Ils viennent de prendre le [nom d'un bâtiment], c'est eux qui ont le [nom d'un bâtiment]. Ce sont « mes enfants ». Je m'étais dit que je pouvais mourir heureux vu que j'avais mes enfants. Bon je ne suis pas le papa mais je leur ai quand même dit qu'il y avait plein de mètres carrés vides à [nom de lieu] et j'ai fait de mon mieux pour leur transmettre mon enthousiasme militant. » (#197#)

« La seule chose qui est importante dans un mouvement c'est qu'on apprenne aussi de ses fautes. Que ce qu'il s'est passé dans le passé et que si ça c'était efficace, qu'on le reprenne maintenant et si ce n'est pas efficace, on ne le reprend pas à nouveau même si naturellement il y a un autre contexte parce qu'une stratégie il y a 20 ans pouvait louper et maintenant être envisageable parce que les temps ont changé donc il faut toujours être... essayer de faire ces analyses-là et c'est pour ça qu'on trouve que c'est important aussi de montrer parfois aux jeunes activistes ce qu'il s'est passé et qu'ils apprennent de leurs fautes et des fautes du mouvement et pas seulement de notre mouvement, d'autres mouvements aussi. » (#198#)

Plusieurs activistes (n = 5), souvent les plus anciens (c'est-à-dire celles et ceux engagés depuis plus d'une décennie), recommandent d'adopter une voie médiane en raison du rapport de forces défavorable. Dans le souci de conserver les effectifs et d'utiliser au mieux leurs moyens limités, ils insistent, au regard de leur expérience, sur l'importance d'inscrire leur action dans un temps long plutôt que de multiplier les actions spectaculaires et d'alimenter ce qu'un répondant anarchiste qualifie d'« agitation militante ». Un discours qui n'est pas toujours audible pour les plus jeunes pour lesquels l'urgence perçue de la situation les pousse à s'impliquer intensivement au risque de faire long feu<sup>103</sup>.

« Je pense que c'est surtout chez les nouvelles personnes parce que si tu fais un parcours pendant 20 ans, 30 ans, 40 ans et que tu ne t'es pas un peu ajusté à ça, ou que t'as trouvé un truc pour passer entre, tu n'aurais jamais atteint les 30 ou 40 ans. Si tu ne vois pas la vision pas si étroite et tout ça... Moi j'ai, personnellement je n'ai jamais trouvé des gens qui ont commencé un parcours assez moyen et qui se sont dans les 30, 40 années encore beaucoup plus radicalisés pour dire : « tout ce que j'ai essayé de faire ça n'allait pas donc on va faire encore plus radical ». Dans mon entourage, dans le mouvement du droit des animaux, je n'ai jamais vu. C'est surtout les jeunes qui regardent derrière eux et qui font ce trajet des 30 ans en vraiment super condensé et qui regardent ce qu'il s'est passé et qui sont frustrés par le fait « Vous faites ça depuis 30 ans, moi ça ne va pas me prendre 20 ans, moi ça doit aller beaucoup plus vite parce que... » et puis qui par ça se radicalisent et qui perdent le sens des réalités parce qu'ils croient que vu le fait qu'il y a cette urgence, qu'ils n'ont pas de temps à perdre à attendre le bon moment, ça doit aller tout de suite. Ça c'est surtout les gens qui... De ceux-là il y a malheureusement un énorme tas qui brûle et une toute petite minorité qui persiste. Ou bien dans leur cheminement, ils sont réprimés et ils subissent la répression et leur enthousiasme et tout ça est bloqué, paralysé par la répression ou l'emprisonnement ou bien (et c'est encore moins de gens) ils vont rentrer en clandestinité. » (#202#)

### 6.2.3. Le savoir-être

La capacité de réflexivité et d'évaluation de son action ne concerne pas seulement l'efficacité de celle-ci. En effet, à l'instar de la question de la cohérence précédemment évoquée, elle est aussi étroitement liée au savoir-être de l'activiste au sens où il est attendu de ce dernier qu'il se remette en question et apprenne de son expérience afin qu'il se connaisse mieux et sache où mettre ses limites<sup>104</sup>.

« J pense principalement c'est l'importance de savoir comment poser des actions concrètes et euh. Pas juste attendre que les autres le fassent ou euh vraiment, c'est important de s'engager politiquement. Parce que juste rester juste attendre que le temps passe parce que. Bah, du fait de certains des privilèges qu'on peut avoir, on peut se dire « ok ça me concerne pas je n'ai pas envie de m'impliquer la dedans ou non » alors que, bah tu vis avec d'autres personnes dans ce monde et donc c'est aussi important, en tant que personnes qui peut avoir des privilèges, de profiter de ces privilèges pour poser des actes que d'autres personnes pourraient pas faire par exemple. Mais en même temps faut ouais une certaine, une grosse capacité de remise en question et de ce qu'on va nous balancer aussi. Et de se dire « ok bah, ouais qu'est-ce que je peux apprendre de certaines actions, qu'est-ce que je peux faire, est-ce que c'est vraiment pertinent ce truc-là, est-ce que ce n'est pas un peu abusé, ou est-ce que justement ce n'est pas un peu trop soft ? » 'fin ouais poser vraiment un regard critique. Et essayer aussi d'être indulgent avec soi, et avec nos autres petits camarades militants et militantes. J' dirais. » (#203#)

Au regard de certaines déclarations, force est de constater que l'efficacité et la longévité de l'action semblent aussi tributaires de la capacité à s'introspecter c'est-à-dire à s'observer et se découvrir soi-même. Autrement dit, il faut apprendre à se connaître, savoir ce qu'on peut faire et jusqu'où on peut aller. La connaissance adéquate de ce dont on est capable devrait déterminer la nature et le degré de l'investissement<sup>105</sup>.

« [...] Il faut une durabilité, et surtout aussi un lien encore toujours avec la société. Parce que si on veut changer la société il faut essayer pour nous, pour moi, à l'intérieur et pas à l'extérieur. Il faut aller à l'intérieur parce que sinon ça ne marche pas. Il faut encore toujours le sentiment et voir ce qui vit dans la société. Si on perd ça, on perd toute forme de réalité et on se retrouve dans un petit camp, un petit îlot avec peut-être quelques dizaines de soi-disant

<sup>103</sup> Voir également extraits #199# à #201#.

<sup>104</sup> Voir également extrait #204#.

<sup>105</sup> Voir également extraits #206# et #207#.

purs, qui sont antispécistes à 100% mais ça ne change rien. Ça c'est important à tenir, à voir ce qui vit, à retenir ce lien avec la réalité pour le lien en soi mais aussi stratégiquement pour voir où on en est, pour essayer de [ ? ] est-ce qu'on est prêt pour ça ou qu'on n'est pas prêt pour ça et qui est prêt pour ça. » (#205#)<sup>106</sup>

D'autres qualités personnelles et comportementales sont mises en avant par les répondants comme la volonté, le sang-froid, le courage, l'idéalisme et le pragmatisme :

« Il faut du courage, c'est oser, c'est prendre un risque. » (#208#)

« Pour être anarchiste il faut avoir une bonne dose d'idéal et d'optimisme en soi aussi, sinon on s'en sort plus mais. L'optimisme je suis moins sûr mais l'idéalisme ouais. En même temps du pragmatisme pour faire les actions mais sinon... » (#209#)

« Moi, je dirais que c'est juste une question de volonté et de priorité. Voilà, il y a des personnes, on va dire, où c'est leur confort avant tout. Il y a des personnes qui pensent être prêtes et puis au dernier moment, se mettent à flipper. Il faut avoir un certain sang-froid. On voit des personnes quand c'est la première fois, quand ils voient les policiers armés jusqu'aux dents qui débarquent qui se mettent à pleurer, qui fondent en larmes tellement ils stressent. Je crois que c'est surtout une question de force de caractère malgré tout. » (#210#)

En raison de la structure clandestine de certains groupements et du secret qui entourent l'organisation des actions, la discrétion est également une qualité hautement valorisée même si tous ne font pas nécessairement attention<sup>107</sup>.

« Il y a des personnes qui ont fait trois actions qui à force de se mettre... Et il y a des personnes qui vont libérer [des animaux] et qui filment avec leur téléphone et qui mettent en direct sur leur mur Facebook. Je crois qu'il faut quand même faire preuve d'un minimum d'intelligence, passer par d'autres plateformes si on veut revendiquer une action et, une fois de plus, la discrétion, je crois que c'est ce qui sauve. Moi, pour l'instant, sur mon mur, même si je participe à certaines choses, je ne les partage même pas. Je fais la morte. Temps en temps, je publie une photo de mon chien mais c'est tout. La police se sert, je ne pense... Facebook, c'est le journal des flics. Rien qu'en regardant les liens : ah, elle commente tout le temps les publications de machin, c'est que ça doit être une amie. Ils font très rapidement les liens. » (#211#)

« Je n'ai pas... Normalement, j'aurais dû créer une boîte email spéciale, je ne l'ai pas fait. Du coup, tous ceux à qui je réponds, je les mets... En fait, c'est ça le problème, c'est que ... voilà. Ce n'est pas forcément ce que tu fais toi qui est grave, c'est surtout que tu es en train de dire qui est le leader et là tu le fous dans la merde parce que toi tu n'as pas été prudent. Mais bon, là c'est une responsabilité qui est un peu inconsciente. On essaye de faire de notre mieux mais je n'ai pas fait d'email spécifique. J'ai toujours donné le mien, j'ai toujours donné mon numéro de GSM et j'utilise ce qui appartient à Facebook. » (#212#)

Intimement corrélée à la discrétion, la vigilance est aussi promue par deux enquêtés (antispéciste et anarchiste). Selon eux, il importe de rester vigilant même au sein du groupe pour éviter d'être éventuellement instrumentalisé, voire dénoncé<sup>108</sup>.

« C'est peut-être un truc que je dirais aux jeunes militants qui débarquent, c'est faire gaffe, en fait, aux associations en général et aux collectifs, fin à tout ce qui porte un nom parce qu'il y a, tu rentres peut-être vite dans les organisations, juste remplir un agenda politique. Et à beaucoup plus te battre pour un nom au final que pour une

---

<sup>106</sup> Cet extrait souligne également la conscience de ce répondant quant à l'importance de conserver un lien avec la société pour éviter de fonctionner en vase-clos en se coupant de la réalité et ainsi stratégiquement desservir la cause. Sommier (2008 : 91) identifie en effet l'isolement social d'un groupe comme une des variables (avec la répression, les compétitions et influences réciproques entre groupes et la clandestinité) susceptibles de renforcer la radicalisation. Elle précise cependant qu'aucune de ces variables n'a d'effet « mécanique et linéaire car toutes exercent des effets contrastés du point de vue de la temporalité du mouvement [...] », elles se combinent.

<sup>107</sup> Nous avons pu nous-même faire ce constat lors des entretiens puisqu'il est arrivé régulièrement que les répondants déposent leur téléphone allumé devant eux, ce qui potentiellement les rend sujets à l'écoute par un intervenant extérieur.

<sup>108</sup> Voir également extrait #214#.

cause. Et, c'est très fatigant à la longue. Il y a beaucoup de jeux d'intérêts personnels aussi, fin, des jeux d'ego au sein des organisations. Et c'est très fatigant aussi. Ils savent plus t'écouter en fait. » (#213#)

Cet extrait rend aussi compte du glissement qui peut s'opérer lorsque l'organisation ou l'égo de certains prend le pas sur la cause et accapare l'énergie de ses membres.

### 6.3. Relations

L'engagement, mais aussi les représentations et tensions qu'il véhicule, semble profondément affecter et restructurer les « réseaux de sociabilité » de la personne (Fillieule, 2012 : 44).

« Ouais ouais. Bah j'pense tu vas être catégorisé tu vois, par les gens qui savent un minimum. Moi je sais bien que je me suis pas fait que des copains et des copines en posant le fait que j'étais féministe radicale, queer et même anti-spé des trucs comme ça. Fatalement t'as des gens qui, ben qui vont être en mode « Ok, nan – Hum – toi t'es trop extrême donc ça m'intéresse pas. » Des gens même qui vont se montrer hostile envers ça, euh de par ton identité et de par ton militantisme. Et euh bah y'a aussi, ouais ça c'est ouais du coup les questions de sociabilisation. Ben j'pense qu'en étant vraiment engagé politiquement et militant, y'a des trucs que tu peux plus laisser passer. Et du coup je sais bien que moi j'avais des potes avant que j'm'intéresse vraiment à, à des questions politiques et que j'me positionne tout ça, ben qui avaient des, des discours et des idées vraiment euh vraiment assez horribles niveau racisme, niveau misogynie, etc. Et du coup à un moment donné ben ça fait t'as un mur quoi tu vois, tu peux juste plus te dire « ouais nan mais c'est mon pote » tu vois. Tu peux pas, il y a des trucs que tu peux pas cautionner et c'est normal, et du coup ben, ouais niveau sociabilisation ça peut être assez complexe. Après euh ben, je veux dire tu perds une partie de la population mais est-ce que c'est vraiment une grande perte ? Que d'avoir des personnes genre euh racistes, misogynies tout ça qui sortent de ta vie, pff, bof. Parce que à côté du coup tu rencontres pas mal de personnes euh potentiellement. Et qui peuvent être super bienveillantes et super chouettes euh et super intéressantes avec qui échanger tu vois. Donc j'crois ouais socialement ... Ça fait une reconnaissance mutuelle un peu aussi du coup entre ces personnes-là. » (#215#)

Malgré la multiplicité des réseaux et milieux dans lesquels les individus peuvent être pris et être amenés à évoluer, nous nous limiterons à examiner ce qu'ils disent à propos des relations qu'ils entretiennent avec leurs proches (i.e. amis, famille), au sein du groupement ainsi qu'à l'extérieur de celui-ci c'est-à-dire les relations avec d'autres groupements promouvant une cause similaire mais aussi différente.

#### 6.3.1. Les relations avec la famille et les proches

Dans un certain nombre de cas (n = 7), les relations avec la famille et les amis proches sont mises à mal, voire parfois carrément rompues consécutivement aux tensions et problèmes de compréhension récurrents induits par des opinions politiques difficilement conciliables<sup>109</sup>.

« Et alors du côté de ma famille à moi, eh bien moi je n'ai plus de contact avec eux. En fait, j'ai coupé les ponts donc déjà avant... Ils ont toujours regardé ça avec un air un peu... Ma famille, c'est des universitaires et donc moi, je reproche souvent aux universitaires, même à la population, on est très instruit et l'instruction a ceci de pervers qu'elle nous donne l'impression que rien qu'en s'étant instruit, on a déjà agi. Et, je trouve que beaucoup de gens tombent dans ce piège-là. Ils s'informent et c'est bon. Donc, on a une population endormie, une population qui a vraiment du mal à se réveiller, à agir ou quoique ce soit et ma famille est clairement là-dedans. Donc, moi, j'aimais bien donner un coup de pied dans la fourmière et les secouer de temps en temps. » (#216#)

« Tu es tellement certain d'avoir la vérité que tu es prêt à dire n'importe quelle connerie. Tu es tellement sûr de toi que tu juges qui est bon et qui est mauvais. Tu clives et tu choisis, tu dis : toi, tu es un ami et toi, tu es un ennemi. Ce n'est pas supportable très longtemps parce que faire le chiant : « Ouais t'as pris l'avion ce week-end, mais comment tu oses, tu n'as pas honte ? ». Tu ne peux pas faire ça très longtemps, tu te rends insupportable » (#221#)

Les cas de rupture font écho à ce que Fillieule appelle la renonciation laquelle « désigne le retrait de toute relation sociale en dehors du groupe, avec pour but d'assurer un maximum de cohésion

---

<sup>109</sup> Voir également extraits #217#, #218#, #219# et #220#.

interne » (2012 :48), davantage avec-soi même en l'occurrence qu'avec le groupe. Il s'agit en effet d'éviter la survenance d'un déplaisir, d'un conflit, d'une souffrance induite par le fait d'être renvoyé à une expérience désagréable par rapport à laquelle l'entre-soi prémunit<sup>110</sup>.

« Disons que depuis que je suis vegan, moi, je n'ai jamais eu autant d'amis que maintenant. Oui, j'ai plein de vegans dans mon entourage ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problème avec eux mais au moins quand on mange ensemble, là tout le monde est d'accord. Il n'y a pas de problème. Et les amis carnivores, j'ai du mal en tout cas. Je ne dis pas que c'est la meilleure façon de faire, je sais qu'il y a qui ne font pas comme ça mais, moi, je ne suis pas aussi tolérante. Si, moi, je viens quelque part et qu'il y a des amis et que ce soit chez eux ou chez moi, s'il y a un produit animal, je ne reste pas. Je ne peux pas, c'est trop douloureux. Ce n'est même pas une question qu'on n'a pas les mêmes opinions, ça me fait mal. Moi, je vois l'animal derrière et c'est ce qu'on a tous. On est tous obsédés par ça, en tout cas en grand nombre. On n'est pas tous venus dans le veganisme de la même façon. Il y a des gens, c'est vraiment une question de philosophie. Ils n'ont pas le même rapport aux animaux. Ils ne les connaissent pas, ils s'en foutent un peu. Mais bon, nous on est surtout sensibles... On est quand même majoritairement sensibles aux animaux donc c'est impossible. [Dans mon entourage], je sais que je n'ai pas contacté des amis pour le réveillon alors que généralement on se contacte tous les ans et la dernière fois que j'ai été mangé chez eux, ça ne s'est pas trop bien passé pour moi parce que ... : oh, écoute tu viens parce que c'est pour toi qu'on fait à manger vegan. Donc, ça va, moi, je n'ai déjà plus envie de venir quand on me dit ça. Et puis après, des petits rires ou des petites moqueries. Oui, c'est lourd. » (#222#)

Il arrive que la famille ou les proches soient à l'initiative de la rupture car le changement de position est perçu comme une trahison des valeurs jusque-là promues par le milieu.

« Il y a une personnes qui fait des actions avec nous [...]. Il vient vraiment d'une famille d'agriculteurs de père en fils, toute sa famille l'a renié. Il ne parle plus à...Personne ne veut plus lui parler parce que c'est le traître de la famille. » (#224#)

Pour d'autres enquêtés (n = 5), au contraire, leur engagement fut plutôt perçu positivement par leur famille et leurs proches lesquels ont su se montrer soutenant<sup>111</sup>.

« À la fin, il est quand même fier de moi je pense parce qu'il a enfin compris que je fais quelque chose de bien. Après il disait « au moins il ne va pas au bistro ». Je crois qu'il est quand même fier de moi. » (#226#)

Une enquêtée environnementaliste soutient l'importance de maintenir le dialogue malgré les divergences d'opinion. Elle n'est pour sa part pas prête à faire primer son idéal sur ses relations d'amitié et ainsi prendre le risque d'un conflit qu'elle perçoit comme un échec<sup>112</sup>.

« Je pense que ça dépend de comment on l'aborde. Je suis quelqu'un de pas du tout conflictuel, au contraire, je déteste quand il y a des tensions donc dans mes dialogues à moi ça ne va pas être conflictuel. Si on n'arrive pas à s'entendre et bien c'est juste qu'on a des avis différents. Il faut de tout pour faire un monde. Si la personne n'est pas prête à comprendre ou à m'écouter ou que moi je n'arrive pas à comprendre ce qu'elle veut me dire, malheureusement, ce n'est pas grave et on s'arrête là et on en va pas se disputer pour ça, c'est trop bête. » (#228#)

Si les répondants parviennent avec plus ou moins de succès à maintenir le contact avec leur famille et leurs amis, pour plusieurs d'entre eux (n = 4) leur engagement fut surtout l'occasion d'un renouvellement et d'une expansion de leur réseau relationnel grâce à leur participation aux actions<sup>113</sup>.

« Ce que ça influence c'est plus mes relations futures. J'ai beaucoup plus d'affinités avec des gens qui sont végétariens ou vegan, je vais plus me diriger vers ces gens-là et je vais avoir plus de facilités à créer une relation avec ces gens-là qu'avec d'autres gens. » (#230#)

Les développements ont montré une palette assez large de cas de figure possibles en ce qui concerne la manière dont les relations avec la famille et les proches peuvent être affectées, ils montrent

---

<sup>110</sup> Voir également extrait #223#

<sup>111</sup> Voir également extraits #225# et #227#.

<sup>112</sup> Voir également extrait #229#.

<sup>113</sup> Voir également extraits #231# et #232#.

toutefois que très souvent l'engagement militant implique des reconfigurations plus ou moins importantes du ou des réseau(x) relationnel(s) des personnes engagées.

### 6.3.2. Les relations intra-groupes

Il y a une grande diversité de personnes au sein des groupements et « les revendications peuvent embrasser une grande hétérogénéité idéologique », comme le rappellent Cuchetti et Borgeaud-Garciandia (2014 : 167). Cette diversité est perçue par un enquêté comme un atout car chacun vient avec son expérience et ses connaissances et permet aux autres, à l'instar de la cause, d'en bénéficier.

« Ce qui est important c'est que chacun amène ses idées. Par exemple sur tel ou tel sujet on n'est pas nécessairement d'accord les uns avec les autres même si on défend la cause climatique. Chacun amène ses idées, ses approches et c'est le résultat de tout ça qui permet à chacun d'élargir ses propres connaissances sur le sujet, sur certains points auxquels on n'aurait pas spécialement pensé. » (#233#)

Cette hétérogénéité qui caractérise la composition des groupements, laquelle peut toutefois être plus ou moins importante selon les collectifs, constitue néanmoins un défi sur le plan organisationnel. C'est pourquoi, le langage utilisé dans l'organisation des activités joue à cet égard un rôle majeur et déterminant dans le maintien de la cohésion et l'assurance que tout le monde va dans la même direction.

« [...], il y a aussi tellement de profils différents chez les activistes et militants qu'il y en a qui vont jamais utiliser le mot militant parce que pour eux ça veut dire quelque chose et il y en a qui ne vont jamais utiliser le mot activiste parce que... Donc, il y a une énorme diversité dans ces groupes-là et du coup il y en a pour qui c'est crucial le langage et c'est vrai que le langage est très important parce qu'il y a des idées derrière. C'est une forme d'intelligence, c'est une forme de combat aussi d'utiliser les bons mots. Il y en a pour qui ça va être de la masturbation intellectuelle et d'autres pour qui c'est humble et on ne transige pas avec ça et si tu te présentes comme militants ou activistes, tu n'es peut-être pas au bon endroit. » (#234#)

Le fait de partager des affinités et convictions similaires au sein d'un groupement facilite les échanges et crée dans certaines situations les conditions propices pour aller de l'avant en concrétisant ce qui est perçu comme l'alternative viable et soutenable par rapport au péril à venir.

« Je voulais créer un habitat collectif avec des amis pour avoir un mode de vie proche de ce que je souhaite. Créer un habitat groupé, collectif avec ... et donc, voilà, on était en train de mettre ça en place, on se formait à la sociocratie, à la démocratie profonde, c'était passionnant... Pourquoi je parle de ça, parce que j'étais avec tous des gens qui avaient conscience de l'effondrement qui vient et donc du fait qu'il nous faut la transition, il faut qu'on se donne la possibilité d'être résilient et donc voilà pourquoi on voulait créer un habitat collectif dans une zone semi-naturelle. Et évidemment s'est posée la question de se mettre à l'abri des radiations lorsque les centrales nucléaires vont nous tomber sur la gueule. J'étais avec des gens qui étaient assez conscients de cela. » (#235#)

Comme l'écrit Dupont, « le collectif s'avère essentiel pour les activistes, non pas seulement dans une dynamique d'efficacité et de réussite de l'action mais également pour créer de nouvelles formes de sociabilité » (2013 : 3).

Cependant, au-delà des affinités, de la convivialité et du fait d'être réunis autour d'un objectif partagé, comme dans toutes interactions humaines, il y a des conflits et désaccords pouvant porter sur l'interprétation des objectifs, la stratégie à adopter ou encore les moyens d'action à mobiliser.

« Je pense qu'ils ont une mission de bien et ils y croient. J'ai déjà eu des conversations avec [nom d'une personne] parce que je voulais comprendre, je l'admirais un peu quelque part. C'est beau quelqu'un... Et puis à un moment tu te dis que ça va pas là, il y a un problème dans la tête, je ne suis pas d'accord. On est devenu ennemi je crois parce que je lui ai dit que je n'étais pas d'accord. » (#236#)

On y retrouve aussi, comme dans tout groupe, des joutes d'égos comme des divergences de position entre les générations.

« Et, c'est très fatigant à la longue. Il y a beaucoup de jeux d'intérêts personnels aussi, fin, des jeux d'ego au sein des organisations. Et c'est très fatigant aussi. Ils savent plus t'écouter en fait. Ça a pas l'air d'être évident à gérer, parce que, perso, pour les orga, j'ai jamais vraiment été, j'ai été plutôt genre. 'fin, je dis déjà, et encore j'avoue qu'il y a certaines personnes, c'était un peu compliqué à gérer. Même dans un groupe élargi, c'est très difficile d'éviter les jeux d'ego et les trucs comme ça. Mais moi, j'ai l'impression que dans une organisation, ce n'est pas que c'est presque inévitable, c'est que c'est totalement inévitable quoi. Tu rentres d'office dans un agenda politique, c'est, fin être plié à .. Toujours un peu ce truc de dans les organisations ben, aussi j'ai l'impression dans une organisation, l'agitation est presque inévitable aussi de nouveau en fait. » (#237#)

« Parce que j'ai déjà croisé des gens, pour le coup, ben surtout au niveau plus du côté anarcho-syndicaliste qui sont plus tout jeunes, mais tu as l'impression qu'ils se sont fossilisés sur certaines positions. Et que tu as des points dans leur anarchisme qui sont devenus des espèces de tabous ou des principes directifs mais tellement forts qui les empêchent de laisser entrer des nouvelles formes comme l'anarcho-queer. » (#238#)

Il se peut, explique un enquêté altermondialiste, que dans certains cas, les relations soient à ce point dégradées qu'elles peuvent conduire à des menaces, voire à des violences physiques mais aussi à la formation de clans qui mettent fortement à mal la dynamique d'action.

« Un vrai poison. C'est des personnes néfastes qui ont de très mauvaises influences sur leur entourage. Il faut le balancer ce mec, l'empêcher de nuire. Pour moi c'est une personne menaçante. Je connais d'autres punks militants qui seraient prêts à carrément poser des bombes et qui ont une tête mieux faite. Qui ne sont pas débiles comme ce mec. Je pense que ce sont des cas psy, c'est une question de santé mentale. Je ne sais pas trop comment on fait avec ça. Ça me pèse. Ce genre de personnes je veux bien les dénoncer. Ce sont des gens qu'il faudrait éliminer, 'fin non pas éliminer, je ne suis pas un nazi mais c'est un malade. Il faudrait le désamorcer. » (#239#)

D'autres extraits<sup>114</sup> offrent aussi l'occasion de mentionner que c'est en général lors de ces disputes au sein du groupe qu'un groupuscule plus radical peut se créer et attirer des membres ou autres volontaires plus radicaux (della Porta, 2018).

On retrouve en fait dans ces groupements, les mêmes problèmes (i.e., harcèlement sexuel ou moral, rapports de force, intimidation) que dans la société en général malgré les valeurs partagées et l'idéologie promue<sup>115</sup>.

« Le fait d'avoir quitté [nom du collectif] à cause de cette histoire de ce gars et que je n'ai pas été soutenue par mon collègue. Du coup, il y a des personnes qui se sont dit : on va créer une asso entre filles, rien qu'entre femmes comme ça on élimine déjà un problème. Et bien non, on n'élimine pas tous les problèmes parce qu'il se fait que maintenant on a trois trans-phobes dans le groupe. Il y en a qui quittent à cause de ça. [...] Cette asso qui est en train de se créer est déjà en train de disparaître et non mixte, entre femmes, mais le discours de certaines personnes est trans-phobe. Et pour elles, il suffit d'être né mec à la naissance même si on veut devenir une femme et qu'on se sent plus femme, pour elles ce sont des mecs à la base et donc c'est non. Elles sont trans-phobes, point barre. » (#245#)

Ainsi, certains n'hésitent pas à recourir à certaines techniques pour discréditer d'autres militants et prendre avantage dans le groupe.

« Tu as des guéguerres stupides comme ça, fin, une pote me racontait ce qu'il se passait au sein de groupes comme ça où quelqu'un qui disait : 'oui mais non, en fait vous vous placez vous-même dans le système monétaire, et du coup vous n'êtes pas des vraies capitalistes'. Enfin mec, arrête de chercher la pureté absolue du truc, ce n'est pas ça la question. Si toi, tu as décidé d'être freegan<sup>116</sup> et de bruler ton blé, mais du coup, respecte leur type d'engagement à elles aussi quoi. Des fois il y a des petits clashes comme ça, où de manière plus absurde les terf [trans-exclusionary radical feminist] qui viennent dans les groupes tds [travailleur-euses du sexe] et viennent gaslighter<sup>117</sup> les trans. C'est

<sup>114</sup> Voir extraits #240# à #243#.

<sup>115</sup> Voir également extrait #244#.

<sup>116</sup> Le freeganisme promeut un mode de vie et d'action alternatif (basé entre autres sur la récupération, le recyclage, la gratuité ou encore l'entraide) visant à dénoncer les aberrations du système capitaliste néolibéral (e.g., gaspillage, déchets, pollution) mais aussi les problèmes de transports, du travail et du logement que celui-ci implique. Voir <https://freegan.info/>

<sup>117</sup> Le terme désigne l'attitude d'une personne cherchant délibérément et pernicieusement à modifier la perception d'une autre personne en lui faisant croire que ce qu'elle voit, ressent ou croit est faux.

chercher à manipuler quelqu'un pour basiquement, fin, les techniques les plus souvent utilisées c'est: oui, mais quand tu as dit, tu voulais peut-être dire autre chose fin. Ouais c'est de la manipulation, c'est essayer de faire en sorte que la personne se sente mal par rapport à ce qu'elle a dit sans remettre en question le fond du discours mais la forme quoi. C'est un truc hyper pernicieux en vrai. Des fois tu l'utilises. 'fin des fois t'en fais sans t'en rendre compte à la limite parce que la communication elle-même c'est compliqué quoi. » (#246#)

Trois militants (communiste, antispéciste et anarchiste) déclarent avoir été témoins ou même avoir eux-mêmes fait l'objet de critiques et pressions internes parce que leur attitude lors des actions ne correspondait pas à l'idéal promu<sup>118</sup> :

« Il y a une grosse pression interne dans plusieurs milieux militants proches de l'anarchisme ou véritablement anarchiste. Genre, t'es pas un vrai anarchiste si tu ne fais pas des trucs quoi. Et j'avoue que ça m'a un peu saoulé en vrai. Je suis passé par la case hôpital psychiatrique machin voilà, et je ne sens pas ça comme un désinvestissement. Je me sens pas moins anarchiste parce que je fais moins de trucs tu vois. Alors qu'effectivement, il y a des gens qui tendent à disqualifier les autres sur base de, ouais mais tu as fait combien de trucs, là cette semaine. Fin, je trouve ça con quoi. » (#248#)

Des critiques qui peuvent parfois conduire, comme cela a déjà été évoqué, à l'exclusion d'un membre lorsque le comportement d'un membre met en péril la réputation ou l'image du groupement<sup>119</sup>.

« Et puis, j'ai été expulsé parce que ... J'ai été exclu de cette organisation parce que je trouvais qu'on racontait... qu'on n'était pas réaliste, qu'on prenait nos désirs pour des réalités et... au point que je m'étais fait engager comme ouvrier-manœuvre dans la région. J'ai été ouvrier comme ça pendant 5 ans où là j'avais la preuve tangible que ce que racontaient les militants... Il y avait beaucoup de militants, dans les années 70', qui allaient aux portes des usines distribuer des tracts, vendre de journaux et puis les ouvriers ça passait au-dessus de leur tête. Donc, j'ai essayé d'expliquer qu'on perdait notre temps et donc j'ai été exclu. Puis après bon, les gens ont dit : oui mais tu vas quitter l'usine. Puis finalement toutes les usines ont fermé ici. » (#250#)

Le purisme idéologique promu dans certains groupements a aussi pour effet délétère d'accentuer les tensions, de les fragiliser et de conduire à des divisions, à l'atomisation des groupements, voire parfois à leur disparition<sup>120</sup>.

« Il y a même un espèce d'idéal, une légende de purisme, de pureté quoi genre. Le parfait militant doit être militant permanent et pas avoir d'existence hors de sa sphère militante à la limite quoi. Et ça, c'est franchement saoulant. Ça ne correspond pas de toutes façons au vécu d'un être humain. On est des êtres beaucoup plus multiples et intéressants que ça quoi. Ce n'est pas vraiment verbalisé mais... Genre, on veut te le faire sentir. » (#251#)

« Moi, c'est tout ce que j'espère mais je ne peux pas dire que cela arrivera parce que je vois que les assos continuent à se diviser, à se diviser. Chacun veut créer la sienne pour ne pas à devoir subir ça et comme la mienne il y a d'autres problèmes donc je ne sais pas... Mais est ce qu'on a encore le temps ? Tout peut s'effondrer. » (#252#)

Le groupement peut par ailleurs aussi se scinder, comme l'explique un enquêté dans l'extrait ci-dessous, lorsque l'objectif de la lutte disparaît ou qu'il n'y a plus d'ennemi commun contre lequel se battre.

« J'y suis allé juste après la décision qui a été annoncée en disant : on arrête le projet. Du coup, on vous laisse, je crois que c'était trois mois, pour partir [pour évacuer] la zone. On ne fait plus d'aéroport mais par contre on ne vous tolère plus. Donc, ça c'était une période qui était super violente, avec des mains arrachées, des yeux perdus et beaucoup de traumatismes physiques et psys pour les personnes qui vivaient là-bas. Moi, j'y suis allé avant en fait, je ne voulais pas me confronter à ça. C'est une précaution que j'ai choisie. Donc, j'étais dans une période qui était à la fois très positive puisque ça a été un succès mais très délicate puisqu'après la zone s'est déchirée entre ceux qui voulaient rester, ceux qui voulaient partir. Ceux qui voulaient en faire un espace complètement anarchiste, d'autres

<sup>118</sup> Voir également extrait #247# et #249#.

<sup>119</sup> Cela dépend aussi fort des modes de contrôle internes mis en place au sein des collectifs et de leur application : « Maintenant si quelqu'un devant le [nom de lieu] avait pris, avait sorti une batte de baseball et avait tapé sur le casque d'un policier. Maintenant, [nom du collectif] l'aurait dénoncé parce que ce n'est pas du tout ça qui est demandé mais c'est vrai que le contrôle est plus compliqué mais c'est ça aussi qui fait peur. » (#254#)

<sup>120</sup> Voir également à ce sujet Cuchetti et Borgeaud-Garciandia, 2014 : 166.

qui disaient : on collabore avec l'État. Et donc, l'ennemi commun qui était l'aéroport a maintenu le groupe bon an, mal an. Dès qu'il n'y a plus eu l'ennemi commun et là le groupe s'est déchiré et du coup [...]. » (#253#)

Le matériel dont nous disposons ne nous permet pas d'en faire l'analyse ici même si certains extraits d'entretiens y font quelque peu allusion mais il nous semble important de mentionner que les émotions et liens affectifs entre les membres d'un même groupement sont susceptibles d'influer aussi sur sa radicalisation. Nous renvoyons par conséquent aux travaux de Sommier (2014) qui analysent le rôle des émotions dans la radicalisation de personnes dont l'engagement les expose à de hauts risques.

### 6.3.3. Les relations intergroupes

Les déclarations des répondants laissent entrevoir une certaine reconnaissance mutuelle dans la radicalité. Ces groupements, quelle que soit l'obédience, partagent un ennemi commun clairement identifié, le capitalisme néolibéral, qui doit être combattu bien qu'ils divergent quant à la stratégie et aux moyens à adopter pour y parvenir. Comme le souligne Barrière-Dion, « les militants construisent une présentation de soi et apprennent à reconnaître cette dernière chez les autres militants, ayant pour conséquence la production de frontières symboliques et physiques entre les groupes » (2008 : i).

On peut distinguer trois types de convergence des luttes : la collaboration entre groupements, l'intersectionnalité et l'internationalisation de la lutte.

#### 6.3.3.1. L'intersectionnalité

Certains groupements, principalement ceux promouvant une idéologie plutôt à gauche du spectre politique (i.e. environnementalisme, antispecisme, altermondialiste, communisme) ont à cœur d'inscrire leur lutte dans une logique de non-discrimination et d'inclusion et essayent d'établir des relations avec d'autres groupements pour se fédérer autour d'enjeux communs<sup>121</sup>.

« De plus en plus d'autres mouvements commencent à penser à ce qu'il se passe dans le mouvement du droit des animaux. Qu'ils voient qu'il y a quand même des liens comme ils voient qu'il y a des féministes qui deviennent vegan par exemple aussi parce qu'ils voient que c'est un lien et ces rapports-là, c'est bien à voir bien mais c'est quand même encore une toute petite minorité. Il y a déjà une toute petite minorité qui est antispeciste et de cette petite minorité il y a encore une petite minorité qui est antispeciste intersectionnelle. Qu'ils voient quand même qu'il y a d'autres connexions parce qu'il y en a aussi qui disent : « Ha non on a déjà assez à faire. Les femmes ont déjà assez d'autres femmes pour faire leur lutte et les noirs ont d'autres noirs pour faire leur lutte mais les animaux, eux, n'ont pas d'autres animaux pour faire leur lutte donc on doit vraiment se focaliser sur ça et uniquement ça ». Et le reste, les humains c'est le gros problème. » (#259#)

La revendication de l'intersectionnalité renvoie aux questions de la cohérence de la ligne d'action ainsi qu'à celle de l'interdépendance des thématiques traitées dans les différentes causes mais elle vise également à accroître la masse critique du groupement pour peser davantage dans le rapport de force en multipliant les porteurs et relais du message.

#### 6.3.3.2. L'internationalisation

Plusieurs enquêtés (n = 8), principalement ceux promouvant l'identitarisme, l'environnementalisme et l'antispecisme, expliquent comment le groupement auquel ils appartiennent s'allie à d'autres sur la scène européenne, voire internationale, pour augmenter la visibilité de la cause promue ainsi que le poids de leur actions. Cela se traduit le plus souvent par la participation de ressortissants étrangers

---

<sup>121</sup> Voir également extraits #255# à #258# et #260# à #264#.

aux actions qu'ils organisent ou inversement de leur participation à des événements se tenant à l'étranger<sup>122</sup>.

« En ce qui concerne les liens entre différents partis européens, oui, ça existe. Il y a des grosses alliances, le [nom de parti politique] en est membre avec le [nom de parti politique], je crois que [nom d'un personnage public] est dans le coup aussi. Mais, moi, je ne connais pas encore trop tout ça. Les anciens de [nom de parti politique] connaissent mais ce sont des réseaux, enfin, ce sont des réseaux encore plus à droite que ceux dont on parle où là ce sont, je vous dis, quasiment des nationaux socialistes. Évidemment, je n'ai rien à voir avec eux mais si ça existe aussi et c'est européen. C'est même mondial. C'est une infime minorité de gens extrêmement déterminés et si vous ne voulez pas finir en prison, il ne vaut mieux pas traîner avec eux parce que là c'est encore un autre monde. » (#265#)

Cela peut aussi prendre la forme d'une transmission de savoir-faire consistant à partager du matériel, des stratégies, etc. ou constituer une source d'inspiration pour des groupements à l'étranger.

« Donc, moi-même, on copiait ... Alors on voyait des actions qui se passaient à l'étranger et on les copiait comme d'aller dans le métro avec des écrans. D'ailleurs [nom de personne] c'est à ça qu'il a participé, c'était ... mes propres actions tout au début ... Alors on copiait, enfin, c'étaient des actions qui étaient organisées à Paris donc, moi, j'ai contacté le responsable à [nom de lieu] et j'ai demandé si je pouvais utiliser leur texte et tout ça, ils m'ont dit « oui ». Enfin, maintenant on se connaît. Voilà, donc on a fait ça. » (#268#)

« Non, mais sinon, les alliances entre partis identitaires démocratiques tout est en train de se mettre en place. Les discussions sont permanentes autour de ça et, oui, ils feront bientôt un système d'entraide, voir quelles sont les pratiques qui ont fonction d'un côté et de l'autre. Éventuellement, échanger du matériel. Avoir des experts qui passent de l'un à l'autre pour favoriser la com. Oui, ça, c'est vraiment en train de se mettre en place. Je pense que c'est une grosse machine de guerre qui est en train de se mettre en route et elle sera efficace d'ici un an ou deux et là ça fera mal. » (#269#)

Les échanges entre groupements s'inscrivent également dans une logique de rationalisation de certains coûts ou d'économie d'échelle.

### 6.3.3.3. *La collaboration entre groupements*

La collaboration entre groupements peut prendre différentes formes. Au sein d'une même cause elle peut, par exemple, se concrétiser par le fait qu'un groupe plus expérimenté, voire « professionnalisé », partage son expérience auprès de collectifs plus jeunes en terme d'existence afin de faire avancer la lutte<sup>123</sup>.

« Je ne crois pas. Ils essayent d'aider ces associations. Ils essayent d'apporter leur expérience. Ils sont très à l'écoute des initiatives. Ils ne disent pas « nous c'est [nom d'une ONG], vous vous êtes des nouveaux, vous n'existez pas encore ». C'est la même chose avec les rêves des jeunes, c'est un mystère pour personne que c'est [nom d'une ONG] qui est derrière tout ça. Donc ils laissent l'initiative auprès des organisateurs de ce qu'ils veulent faire et après ils essayent d'apporter leur expérience et également leur nom. C'est très important tant que ça reste dans la limite de leurs valeurs. [nom d'un collectif] je pense qu'ils les ont un peu aidés que ce soit même d'un point de vue logistique mais ce n'est pas pour ça qu'ils vont nécessairement tout cautionner. [nom d'une ONG] est une organisation très professionnelle parce qu'il ne faut pas oublier que c'est un interlocuteur très important avec les parlementaires et avec des instances politiques. Même si des instances politiques ne sont pas nécessairement d'accord sur le plan environnemental, [nom d'une ONG] apporte ses connaissances, sa science. Moi c'est pour ça que je suis membre de [nom d'une ONG], c'est parce que je sais que derrière les sujets, les actions, les manifestations, il y a du contenu et c'est ce qui manque chez [nom d'un collectif] mais c'est parce qu'ils sont très nouveaux. Donc c'est vrai qu'ils n'accepteront pas tout ce qu'ils font et ils n'iront jamais à l'encontre des valeurs qu'ils défendent. Ils ne vont pas soutenir telle organisation juste parce que ça va dans le contexte environnemental et climatique. Je trouve qu'ils ont un raisonnement qui est très équilibré et objectif. Ils ne voient pas nécessairement d'un mauvais œil qu'il y ait des nouveaux groupes parce que [nom d'une ONG] est un peu née comme ça aussi avec la désobéissance civile donc ils savent un peu comment ça fonctionne. Ils voient plutôt d'un bon œil qu'il y ait beaucoup d'initiatives citoyennes autour

<sup>122</sup> Voir également extraits #266# et #267#.

<sup>123</sup> Voir également extraits #271 et #272#.

de la question climatique parce que ça peut créer une synergie, une dynamique entre les différentes associations. » (#270#)

Les démarches envers d'autres groupements promouvant la même cause sont courantes, voire logiques en vue d'accroître l'impact au même titre que le fait de participer aux actions organisées par d'autres.

« Les [nom de collectif] aussi ont des groupes un peu partout, à [nom de lieu], [nom de lieu] mais pour moi c'est vraiment ça qui manque et c'est pour ça aussi que on essaye de travailler avec eux et avec plein d'autres groupes. On a pris contact avec le [nom de collectif]. [nom de film] qui a fait un film qui a été fort vu. Il n'y a pas longtemps on a fait une action devant les bureaux de [nom de société] concernant les vols de [nom de personnage public] avec les 18 millions d'euros, etc. Là, on a pu prendre contact avec le parti socialiste de lutte. Donc, voilà, il y a plein de petits groupes comme ça avec lesquels on fait petit à petit des contacts. Il y en a un autre aussi à [nom de lieu] où on est en contact aussi avec les étudiants pour le climat. Il y a des gens comme [nom de personne] qu'on connaît aussi assez bien, c'est un youtubeur plus mais on le connaît assez bien aussi au niveau de la contestation parce que c'est ce qui fait office aussi de son fonds de commerce. Donc, il y a quelque chose qui se met vraiment bien, qui peut vraiment bien se mettre en place. » (#273#)

L'entre-aide peut également exister entre groupes qui promeuvent des causes différentes mais partagent malgré tout des points communs et dont *in fine* l'objectif poursuivi n'est pas fondamentalement différent<sup>124</sup>.

« Ce que moi je vois, c'est que [nom de collectif] sont beaucoup plus prompts à rejoindre les manifestants pour le climat que l'inverse. Clairement, ce ne sont pas les mêmes profils, ce ne sont pas les mêmes catégories sociales qui sont aux manifestations. Donc quelque part il y a un conflit de classes aussi qui se joue dans ces manif et donc nous, [nom de collectif], on est là aussi pour amener ce discours : en fait, on vise tous le même système, [nom de collectif] et [nom de collectif]; on est pour plus de justice sociale ; on est avec [nom de collectif] ; on est pour plus de démocratie parce qu'on est pas en démocratie et que la démocratie, ce n'est pas ça ; on ne veut plus voter tous les 6 ans, nous faire déposséder de notre pouvoir entretemps ; on est contre le capitalisme car c'est la cause des problèmes écologiques et sociaux et on est pour la décroissance parce qu'on consomme beaucoup trop et on a dépassé les limites de la planète et il faut descendre en-deçà. Ce discours, on essaye de le diffuser un maximum parmi les manifestants pour le climat, parmi les jeunes principalement. Nous, on se sent beaucoup plus proches, personnellement, beaucoup plus proches des [nom de collectif] dans leur manière d'agir, dans leur ouverture à la cause écologique. Ils sont beaucoup plus qu'on ne le pense, ouverts à une remise en cause plus profonde de la société actuelle que les manifestants pour le climat qui sont beaucoup plus institutionnels, collaborent avec la police, pacifiques à 100%, on ne fait que marcher, on ne dérange personne et puis on rentre chez soi. C'est ma vision de choses par rapport aux convergences entre les deux mouvements. » (#274#)

Toutefois, un répondant rappelle que si une action peut mobiliser des personnes et groupements d'horizons divers, la responsabilisation comme la responsabilité individuelle au cours de celle-ci reste de mise.

« Alors ce qui est facile avec le groupe anarchiste comme celui-là, c'est qu'ils ne se mêlent pas aux autres. Ils sont complètement autonomes dans ce sens particulier du terme. Donc, nous on ne les a pas vus. On a vu certains de ce groupe au tout début. On ne sait pas s'ils font partie de ceux qui ont fait ces actes qui les ont conduits pour certains en prison mais les autres, on ne les a jamais vus. Et pour le reste, il y avait quand même des gens qui se qualifiaient d'anarchistes étant entendu dans l'anarchisme il y a vraiment autant de définitions qu'il y en a dans le libéralisme. Et donc pour tenir tout ça ensemble... D'abord, il y avait l'idée de ne pas tenir tout ça ensemble donc les gens qui voulaient faire des choses, engageaient leur responsabilité personnelle. Chacune est responsable de ses actes. Ça c'était vraiment la nécessité absolue aussi pour ne pas devoir... » (#284#)

Par ailleurs, les difficultés dans les relations entre groupements, promouvant une même cause ou des causes différentes, ne sont pas absentes pour autant.

---

<sup>124</sup> Voir également extraits #275# à #278#.

#### 6.3.3.4. Les difficultés

Il y a bien entendu des conflits ouverts entre groupements d'obédiences différentes (i.e. gauche vs. droite)<sup>125</sup>.

« [Des violences] physiques, non. Mais verbales, oui et puis on est pris en photo, on est filmé. Ils nous font savoir que ça va circuler et qu'on aura des soucis, etc. Ça oui, et moi c'est parce que je n'habite pas [nom de lieu] mais je sais qu'à [nom de lieu], il y a une section [nom de collectif] qui est beaucoup plus nombreuse et là, ça leur arrive de se faire suivre dans les rues. Ils ont deux, trois cafés qu'ils fréquentent. Les cafetiers sont intimidés même violement, ce qui a expliqué deux, trois bagarres mais ça ce n'est pas dans mon camp. C'est un autre parti. Ce qui a expliqué deux, trois bagarres parce qu'en fait les types venaient, premièrement, pour intimider et deuxièmement, l'intimidation ne fonctionne pas, ils viennent, ils cassent de verres et commencent à casser tout. » (#283#)

Mais aussi, plus curieusement, entre groupements promouvant une même cause.

« On est tous habité par le système qu'on dénonce aussi et donc on retrouve à l'intérieur des réseaux militants les conflits qui sont dénoncés par ailleurs. C'est l'extrême pathétique de la situation. » (#288#)

« Pour en revenir au [nom de parti], même le [nom de parti] se dit marxiste-léniniste comme nous avec le groupe dans lequel je me suis reconnu, eux ont viré un peu avant 2000 dans le réformisme et c'est justement le garçon qui est avec moi dans le groupe, [nom de personne], qui m'a expliqué, il m'a montré les PV de réunions où ils ont pris cette décision-là de tomber dans le réformisme plus que dans le mouvement révolutionnaire comme le veut même le marxisme-léninisme, communisme de base pour avoir la possibilité de légiférer, monter un petit peu dans l'électorat, avoir un peu plus de voix, de votes, un peu plus de marge. » (#289#)

Un répondant antispéciste regrette ainsi le manque patent de synergies qui peut exister au sein d'un même mouvement.

« En fait, chez [nom de collectif], ils sont... Il n'y a pas beaucoup de vegans en fait. Pas beaucoup d'antispécistes. Chez nous, je pense que ... mais comme moi, j'étais... J'ai connu même le milieu militant hors animaliste à mes débuts, du coup j'ai ramené des copines même pour les actions [nom de collectif], Flash mob Justice fiscale et tout ça mais synergies, il n'y en a pas forcément beaucoup et les écologistes ne sont pas tout à fait d'accord avec la vision des vegans sur l'élevage. Donc tout ça c'est... Non, non, il faut maintenir l'élevage mais petit bio, local, etc. Donc, on est un peu vu comme ceux qui veulent la mort des éleveurs et de l'élevage. » (#290#)

Deux autres répondants indiquent en complément qu'un problème majeur, selon eux, à la convergence des luttes, demeure l'ego de certains groupements. Une translation au niveau inter-groupe de ce qui s'observe sur le plan intra groupe.

« Il y a toujours le même souci c'est l'égo de certains groupes et de certains. C'est toujours la même chose, les plus gros groupes veulent toujours tout ramener à eux. Donc, ici, j'ai déjà entendu des amis de [nom de lieu] qui disaient : on a eu déjà eu des réunions avec, les [nom de collectif] et ils se mettent d'accord pour une action mais au final on se rend compte que sur une action [nom de collectif], ils viennent avec un drapeau mais ils sont quatre donc pffff... au niveau de la masse, on reviendra. Ce n'est pas une réelle et vraie convergence des forces, des différents groupes et groupements. » (#291#)

« Ça veut dire qu'on condamne aussi le fait que certaines organisations comparent par exemple le mouvement pour la libération des animaux au mouvement pour la libération des femmes mais d'un autre côté exploitent des images d'une femme sexualisée par exemple (comme des organisations comme [nom de collectif] ou d'autres organisations) et qui en fait dénigrent le mouvement, d'autres mouvement et ne prennent pas compte d'autres mouvements ou d'autres minorité pour promouvoir leur cause. Là c'est certainement aussi important. Ce n'est pas la cause justifiée... C'est quoi ? La fin ne justifie pas les moyens ainsi parce qu'il y a certainement aussi des sensibilités et d'autres causes qu'il faut prendre en compte et ne pas faire n'importe quoi. Il faut être intelligent en fait dans ce que... » (#292#)

Au niveau des rapports entre groupements, la compétition constitue aussi, selon Sommier (2008 : 91), une des variables susceptibles de renforcer la radicalisation.

---

<sup>125</sup> Voir également extraits #284# à #287#.

Ces oppositions ou guerres de chapelle aboutissent régulièrement à des scissions provoquant l'atomisation de certains groupements et, *a fortiori*, leur affaiblissement ce qui ne peut que retarder l'accomplissement des objectifs ou au contraire conduire à l'émergence de factions susceptibles d'attirer des (nouveaux) membres plus radicaux (della Porta, 2018).

« Pour nous, le [nom de parti], dans les faits est réformiste. Nous, on ne veut jamais tomber dans ce travers-là. On veut rester, on veut garder notre base révolutionnaire parce que à coup de réformes on arrivera jamais à rien du tout parce qu'il y a trop, trop, trop à faire » (#293#)

« C'est aussi pour ça qu'on a voulu se distancer de [nom de parti] parce qu'on sait qu'il y en a chez [nom de parti], des radicaux. Il était question de milice et autres. On ne veut rien avoir à faire avec ça, nous. Mais, forcément, si nous on échoue et si personne ne nous laisse parler raisonnablement, ces gens-là iront dans les groupes les plus radicaux au bout d'un moment et là ils ne discuteront plus. » (#294#)

« Moi, c'est tout ce que j'espère mais je ne peux pas dire que cela arrivera parce que je vois que les assos continuent à se diviser, à se diviser. Chacun veut créer la sienne pour ne pas à devoir subir ça et comme la mienne il y a d'autres problèmes donc je ne sais pas... Mais est ce qu'on a encore le temps ? Tout peut s'effondrer. » (#295#)

Nous avons aussi indiqué au cours de nos développements précédents, à l'appui des travaux de Sommier (2008 : 91), que l'isolement social<sup>126</sup>, voire la clandestinité dans laquelle un groupement peut être amené à évoluer, constituent également deux autres variables susceptibles de renforcer la radicalisation.

Après avoir rendu compte de l'engagement et du processus de socialisation qu'il implique, nous consacrons les prochains développements à l'action, en rendant compte notamment de la manière dont nos enquêtés considèrent son opérationnalisation ainsi que des moyens et modes d'action privilégiés. Nous examinerons également des justifications sous-jacentes qui furent avancées par les répondants.

## 7. L'action

### 7.1. Les structures classiques d'engagement

Au-delà de la défiance envers l'État et ses représentants, les structures classiques d'engagement politique (i.e. syndicats, partis politiques) sont perçues comme n'étant plus en phase, avec la réalité et les besoins qu'exige la situation<sup>127</sup>.

« Le problème qui se pose [...] c'est que je pense qu'ils (les syndicats) sont décalés par rapport à la réalité. Les dirigeants avec lesquels je travaillais partent encore du principe que les gens s'affilient à un syndicat par convictions politiques et sociales. Ce qui n'est plus le cas. Je pense que beaucoup de gens s'affilient encore à un syndicat mais pour recevoir un service, quand ils ont besoin d'aide ou quand c'est pour payer leurs allocations de chômage mais je pense que c'est de moins en moins par idéologie. » (#296#)

Censés représenter et défendre les intérêts des salariés et leur force de travail contre la patronat et le capitalisme néolibéral, les syndicats sont désormais perçus comme un outil de légitimation politique au service du pouvoir<sup>128</sup>.

« Les syndicats, pour nous, sont aussi pourris que les gens qui décident. Et au final, on se rend compte en regardant que le syndicat est qu'une antichambre que ce soit pour l'Europe, pour la politique. Tous les gens qui étaient à la tête de la [nom de collectif], des syndicats qui étaient très durs aux grands moments des syndicats, quand on les a connus ... Après 68', etc. Là, maintenant, non, ce n'est plus qu'une antichambre pour... Au final, moi, j'avais vu ça aussi mais

---

<sup>126</sup> Voir également Pfundmair *et al.* (2022)

<sup>127</sup> Voir également extrait #297#.

<sup>128</sup> Voir également extrait #299#.

encore une fois les autres ne le savent pas mais tous les syndicats de [nom de pays] dépendent d'un syndicat européen. Tous les syndicats européens dépendent d'un syndicat international. Donc la marge de manœuvre au final du syndicat belge [nom de collectif] ou [nom de collectif] ou autre chose... est plus que faible. » (#298#)

La défiance par rapport aux syndicats comme la baisse de motivation pour s'y affilier touchent également les partis politiques. Plusieurs répondants (n = 5) ont eu une expérience au sein de partis politiques qu'ils ont quittés, déçus, avant de devenir activistes. En rejoignant un parti, voire pour certains en créant une formation politique, il s'agissait moins pour eux d'être élus et de gouverner que de vouloir avant tout faire passer un message et jouer un rôle de contre-pouvoir<sup>129</sup>.

« Plutôt que d'une tribune d'intellectuels plutôt qu'une vraie tentative de conquérir du pouvoir. C'est comme faire du cachot 3 h pour le droit au logement c'est pas vraiment faire de la prison tout comme faire des élections en sachant très bien qu'on va faire 0,2% ce n'est pas vraiment chercher le pouvoir. C'est autre chose, c'est plutôt faire passer des messages à la société. On a eu une tribune, pour moi c'est ça. Pour moi rentrer dans la machine ce n'est pas de la militance, ce n'est pas de la radicalité, c'est du conformisme. » (#301#)

Les déclarations de nos répondants corroborent les constats de Sommier selon lesquels désormais pour les radicaux d'aujourd'hui « les organisations verticales, qu'elles soient partisans ou syndicales, sont honnies, pour leur hiérarchie induisant le leadership des uns, la passivité des autres, pour la tyrannie de la majorité et la pesanteur de fonctionnement qu'elles génèrent » (2021a : 107).

## 7.2. Justifications de l'action

Les motivations qui sous-tendent la volonté d'agir des enquêtés sont multiples et diverses.

Pour les militants de la cause environnementale, la justification de l'action pourrait presque être qualifiée de téléologique au sens où c'est avant tout l'urgence de la situation climatique qui les presse à agir. Celle-ci est perçue comme tellement grave et importante au vu de ses conséquences potentielles qu'il ne leur est pas envisageable de faire autrement que d'agir. Le problème est par ailleurs si vaste et difficile à concevoir qu'ils sont parfois gagnés par un sentiment d'impuissance<sup>130</sup>.

« Oui, aussi bien pour l'effondrement que pour le nucléaire, il faut savoir que ce sont des sujets tellement trash... et bien soit on s'endort dessus, on laisse un peu ... parce que c'est impossible de vivre avec cela tout le temps et donc on a besoin de piques de rappel régulièrement sinon... et donc là j'ai eu une grosse pique de rappel avec ce livre [nom de livre] alors que cela faisait trois ans que je m'occupais de ma santé et j'ai fait tout de suite le lien avec le nucléaire sur lequel j'étais très informé grâce au fait que j'avais travaillé chez [nom d'une ONG] en me disant : « mais là, il faut... ». Et dès que j'ai récupéré un peu de capacités de concentration et d'écriture, et qu'en parallèle, à peu près en même temps [nom de personne], ma femme, a pris conscience, de ces dangers combinés, à ce moment-là j'ai commencé à me consacrer tout ce que je pouvais à cette question du nucléaire. Voilà, c'est une longue réponse. » (#303#)

« Avant j'étais un peu orienté par le réchauffement climatique comme une menace absolue, imminente, totale, radicale. Vu que c'était une menace radicale, il fallait se radicaliser pour nous éviter une catastrophe » (#304#)

Plus généralement, la principale justification avancée par les enquêtés reste avant tout politique dans la mesure où ils sont déçus des représentants politiques en raison de l'inertie de leur action et du manque d'investissement face à l'urgence des nombreux périls auxquels notre société est exposée. Cela se traduit par un refus d'être gouvernés de la sorte, couplé à la prise de conscience du caractère crucial d'exister, de montrer qu'une alternative est possible afin de convaincre le plus grand nombre de personnes et parvenir à changer la situation<sup>131</sup>.

<sup>129</sup> Voir également extraits #300# et #302#.

<sup>130</sup> Voir également extrait #305#.

<sup>131</sup> Voir également extraits #306# et #307#.

« Peut-être par après aussi il y aura aussi des changements de lois, ça c'est sûr mais l'espérance n'est pas que ça viendra d'en haut. Si on regarde tous les autres mouvements pour les émancipations pour les droits civiques en Amérique par exemple l'abolition de l'esclavage, ça a toujours commencé d'en bas et puis par après naturellement il y a un changement qui est forcé en haut. C'est pour ça bon, on essaye de faire de la sensibilisation mais parfois on essaye de faire bouger ou on essaye de mettre le doigt sur des trucs qui ne se passent pas bien. Et qu'on a aussi recours à la désobéissance civile. » (#308#)

« [...], la fin de manifestation, en fait, sa publicité, le fait qu'elle soit publique, ben j'aime bien, j'y trouve une espèce de manière 'pas d'exister aux yeux des autres' mais de prouver aussi que justement s'il existe un mouvement, 'fin c'est qu'il existe. C'est pas ... [...] Tu vois, pas dans l'idée 'nous représentons autre chose' je ne crois pas que l'on puisse dire ça mais juste genre, 'nous nous présentons' fin... C'est un peu conceptuel 'fin. Par la simple présence on montre notre existence aussi, en fait... Ouais c'est ça, mais on n'est pas... Faut pas attendre trop du type de ce que c'est comme manifestation mais être conscient, que, genre, ce n'est pas tant une démonstration qu'une monstration, c'est genre pointer et faire là il y a quelque chose, il y a un état de fait. [...] ». » (#309#)

Les enquêtés dont la lutte se situe plutôt à gauche de l'échiquier politique avancent prioritairement une justification économique pour rendre compte de leur activisme, celui-ci étant mu par les injustices sociales que crée le néolibéralisme.

« D'injustice sociale qui résulte du capitalisme donc je me disais : ben, oui alors il faut le contrer, faut le combattre » (#310#)

« J'ai toujours été révolté par ça [injustice sociale] et je me suis dit : comment ça se fait qu'on laisse encore faire des choses comme ça à l'heure actuelle. Déjà à ce moment-là, ça l'était et comme je vous dis, le fait de vivre comme ça et de ne pas savoir finir le mois c'est une pression qui est constante. C'est constant, constamment là au-dessus du crâne, on se rend compte que... Et moi, j'ai déjà beaucoup travaillé de longues périodes, avoir deux boulots, etc. pour avoir juste de quoi bouffer, que ma fille puisse faire de la natation ou avoir un dîner chaud à l'école. Et tout ça, je n'ai rien demandé pour ça. Je n'ai rien demandé pour ça, je travaille depuis que j'ai 15 ans, je ne me suis jamais arrêté. Depuis que j'ai 15 ans, j'ai peut-être arrêté de travailler 1 an en tout et pour tout mais pourtant je me retrouve quand même à l'heure actuelle avec 30000 euros de dette sur le dos. Donc, moi, je n'ai pas envie de me dire : c'est de ma faute. Je sais que j'ai travaillé, que j'ai parfois enchaîné trois boulots aussi. Donc, plus que ça, comment, moi, je pourrais faire techniquement plus que ça. Et à côté de ça, il y a des gens qui se bouffent du homard tous les jours, excusez-moi du terme, mais à rien foutre au final. Pourquoi ? Parce que l'argent revient à ceux qui en ont déjà et il y a vraiment le fossé qui se creuse de plus en plus entre les gens. » (#311#)

Pour d'autres encore, la justification serait plutôt d'ordre psychologique au sens où l'action s'ancre dans une frustration, voire un sentiment de culpabilité (n=3).

« Bien sûr qu'on est coupable. Il n'y a pas de honte à devoir reconnaître ça. Quand j'avais 17 ans je savais qu'il y avait des problèmes de pollution et j'ai laissé ça de côté. On ne peut pas dire maintenant que c'est quelque chose de nouveau, que maintenant qu'il y a les jeunes avec leurs smartphones, les problèmes existent. On a une part de culpabilité. Revenir en arrière on ne sait pas. Maintenant, il faut aller de l'avant mais quand on voit les jeunes, il faut réfléchir à deux fois. Je prends l'exemple du Japon : je suis fan du Japon, dans ma vie j'y ai été deux fois, c'est un pays incroyable. Si j'entends mon instinct entre guillemets, j'ai qu'une seule envie c'est d'y retourner. Et puis quand je vois Greta Thunberg c'est une fille pour qui j'ai énormément d'admiration donc je ne pourrais pas dire que j'ai beaucoup d'admiration pour elle et puis dire aux jeunes quand je les croise dans la rue « vous savez ce n'est qu'une fois par an ». Je me dis qu'on doit pouvoir penser aux jeunes à un moment parce que ce qu'ils vont vivre ça va être quelque chose de terrible. » (#313#)

« Je ne vais pas dire que c'est aussi pour se valoriser mais c'est de dire qu'on est pas resté les bras croisés. Au moins, je sais que j'ai fait ma part, que j'ai fait quelque chose pour l'avenir, même pour la planète, pour les animaux, pour mon enfant. » (#315#)

Face à de tels sentiments, l'action s'impose comme un remède. Elle peut cependant malgré tout conduire à une certaine résignation ou à l'inverse à la radicalisation des modes d'actions<sup>132</sup>.

---

<sup>132</sup> Voir également extraits #314#.

### 7.3. Moyens et modes d'action

La question des moyens et modes d'action à privilégier pour faire avancer la cause promue est récurrente lors des entretiens. La position des répondants oscille le plus souvent au sein d'un continuum borné, d'une part, par la prédilection pour le recours à des modes d'action démocratiques conventionnels pouvant aussi être qualifiés de légalistes (e.g., manifestations autorisées, pétitions, campagne de sensibilisation, publications, tracts) et, d'autre part, des modes d'action plus radicaux comme la désobéissance civile ou l'action directe<sup>133</sup> (e.g., manifestations sauvages, opérations de sauvetage d'animaux d'élevage, blocages).

Les déclarations des enquêtés rendent ainsi compte d'une certaine gradation des moyens utilisés à l'aune du critère d'efficacité compte tenu des objectifs à atteindre<sup>134</sup>.

« Il y a plein de facteurs évidemment mais je pense aussi qu'il y a une déception du fait de voir qu'on a marché pour rien en quelque sorte et qu'on voudrait passer à la vitesse supérieure pour certains et qu'il serait peut-être temps de passer à d'autres modes d'action. Parce que si on voit que marcher ne suffit pas ou ne marche pas et bien il faut passer à autre chose. Je pense qu'il y en a beaucoup qui ressentent ça pour l'instant, donc c'est un peu notre rôle aussi de les rediriger vers des modes d'action différents aussi [...] comme la désobéissance civile, comme l'action directe. Agir directement sur les responsables du dérèglement climatique et pas juste marcher dans la rue pacifiquement en exigeant de notre gouvernement d'agir alors qu'on voit très bien qu'ils ne font rien, qu'ils ne feront sans doute rien ou très peu et que même si la [nom de pays] devient écolo demain, ce n'est pas pour ça que le climat va être sauvé. On peut continuer à marcher mais on peut encore marcher 50 ans avant que le climat soit sauvé. Donc voilà, il y en a plein pour l'instant qui pensent ça dans les manif. » (#317#)

« Enfin, rimer à rien, à part la sensibilisation. Celle-là j'y crois encore alors que bon nombre de mes amis activistes arrêtent la sensibilisation parce qu'eux ne croient plus à ça. Eux sont pour des méthodes radicales » (#323#)

Chaque mode d'action a cependant ses partisans. Ainsi, plusieurs répondants (n = 3) estiment qu'il faut d'abord épuiser les moyens conventionnels avant de recourir à des modes d'action plus radicaux. D'autant plus que ce premier ensemble de moyens n'est pas dénué d'effets<sup>135</sup>.

« Parfois des gens sont un peu déçus et viennent dire que les marches qu'on a faites servent un peu à rien. Ce qui n'est pas vrai quand on voit les politiques qui sont menées à la [nom de région] et à la [nom de région], elles vont plutôt dans le sens de la lutte contre le réchauffement climatique. » (#324#)

Un répondant estime d'ailleurs que la meilleure manière de sensibiliser c'est d'aller à la rencontre des gens et de parler avec eux :

« Les journaux indépendants et militants ont toujours existé, il y a plein de journaux qui diffusent une vision alternative des choses et du monde. Il y a plein de journaux militants radicaux qui se créent mais ce n'est pas ça qui va convaincre la majorité des gens, parce que qui lit ce genre de journaux ? Et bien ce sont des gens déjà convaincus. Donc pour moi, la principale manière de convaincre un maximum de gens, ce sont vraiment les rencontres en vrai, les assemblées pour que les avis se confrontent, pour que chacun s'enrichissent mutuellement et qu'on aille vers une réflexion plus profonde collectivement. Ce genre de débat démocratique est hyper important si on veut diffuser ce genre de message. » (#328#)

---

<sup>133</sup> La distinction entre ces deux modes d'action n'est pas évidente (Hiez, 2008). Cependant, on considèrera que la désobéissance civile réfère à « toute action menée en contravention avec une norme légale dans le but de dénoncer son caractère illégitime » tandis que l'action directe « dénonce et vise à faire cesser une situation, une décision, une politique ou un projet par un moyen d'action qui s'avère illégal (par exemple, s'enchaîner à une structure, empêcher l'accès à un site, bloquer une route, installer un campement sur un terrain privé) » <https://droitdemanager-ldl.uqam.ca/pendant/les-actions-directes-et-de-desobeissance-civile/>.

<sup>134</sup> Voir également extraits #316# et #318# à #322#.

<sup>135</sup> Voir également extraits #325# à #327#.

Les nombreux extraits d'entretien mobilisés montrent que nos enquêtés prêtent attention à leur discours, la rhétorique s'impose comme un élément important du répertoire d'action des militants. Dans ce registre, les antispécistes refusent explicitement la grille de lecture du « système spéciste » et n'hésitent pas à redéfinir le réel en requalifiant par exemple les animaux en 'individus', les vols dans les élevages en 'libérations', etc. Au-delà de cet anthropomorphisme, ils proposent des analogies avec des épisodes historiques qui ont traumatisés la conscience collective afin de susciter des processus identificatoires ainsi que de l'empathie chez les destinataires du message<sup>136</sup> :

« On essaye surtout de politiser la lutte animale et de revendiquer le droit comme tel. À partir du moment où l'animal dans certains pays est déjà reconnu comme un être sensible alors pourquoi est-ce qu'on devrait se faire arrêter pour vol aggravé et organisé en groupe. Ce n'est pas du vol. Ce sont des animaux. Si on allait libérer un enfant des mains d'un pédophile, on serait vu comme des héros et là parce qu'on libère des animaux qui sont aussi, on va dire, des bébés, des mains de tueurs alors là, du coup, on est vu comme des criminels. C'est ça qu'on trouve, justement, qu'on essaye de revendiquer. » (#329#)

« Il y a 313 millions d'animaux par an qui sont abattus en [nom de pays] mais pour moi ce sont 313 millions d'individus. Parfois c'est parce qu'il y a la masse qu'on croit que si on les fout à 60 mille dans une étable que c'est une masse. C'est ça aussi la désindividualisation par la masse. C'est les mêmes mécanismes que dans les camps. » (#331#)

Par ailleurs, un autre répondant environnementaliste souligne, pour sa part, l'efficacité de certains moyens conventionnels pour diffuser son message en exposant les résultats non négligeables qu'il a obtenu par l'écriture :

« C'est [nom de personne] qui a eu l'idée de proposer un article chez eux même si elle pensait pondre un tout autre article et il nous a tout de suite mis en lien avec [nom de personne], donc [nom de personne]... [nom de personne], je n'ai même pas dû aller le chercher, c'est lui, qui a écrit suite à l'article qu'on a proposé. Et alors, je me suis dit : « génial », ça m'a donné, ça m'a nourri ma confiance en moi, ma crédibilité et le fait que je pouvais via l'écriture avoir un résultat et peut-être un impact plus que quand j'étais activiste chez [nom du collectif] où je me sentais, où j'étais pris dans une organisation. Et que ça fait des années que je ne suis plus en état physiquement de toutes façons. Tandis que écrire, là je pouvais. » (#332#)

Les partisans de modes d'actions plus radicaux, en revanche, critiquent les moyens plus conventionnels précisément pour leur manque d'efficacité et présentent généralement la désobéissance civile et l'action directe comme étant légitimes et plus appropriés pour faire bouger les choses. L'usage du corps y joue un rôle central (e.g., blocage, occupation, interposition), car « c'est par lui qu'ils sont situés, qu'ils prennent place dans l'action, qu'ils rencontrent l'autre; c'est également lui qui est empreint de l'expérience. » (Dupont, 2013 : 3)

« J'ai été clown activiste donc quand [nom de personnage public] est venu, on sert à faire un tampon entre la ligne de policiers et la ligne de militants qui sont en général attachés par des arm-lock, des systèmes où on ne peut pas détacher. Eux-mêmes peuvent se détacher mais par l'extérieur, on ne peut pas et on ne va pas couper... ce sont des tuyaux en ciment ou en métal dans lesquels tu attaches un mousqueton et ils sont attachés deux par deux et comme ça, ça fait une chaîne attachée à un feu rouge. On ne peut pas les déplacer sinon ils vont se casser les bras. Donc ces gens-là sont la ligne de blocage mais ils sont super vulnérables parce que s'il y en a un qui tombe, ils emmènent les autres donc il y a une ligne qui les protège et ça ce sont des gens qui sont agrippés et qui ont leurs bras libres pour se déplacer pour protéger les autres. » (#333#)

Dupont explique que cette « mise en jeu du corps » peut certes servir à protéger autrui mais qu'à travers son exposition, il peut aussi être « mis à rude épreuve ». Il ajoute que « ce mode d'action donne l'occasion de mieux dénoncer la violence de l'adversaire. Par la présence de corps non-violents mais affichant une détermination à réaliser l'acte prévu, l'adversaire est contraint à faire usage de sa force et met en lumière la violence des rapports de domination que les activistes ont subie. Le corps devient dès lors un support de leur action politique », voire un objet politique. Toutefois, l'efficacité

---

<sup>136</sup> Voir également extrait #330#.

de tels modes d'action n'en est pas moins problématisée par les enquêtés privilégiant les modes d'actions conventionnels<sup>137</sup>.

« Il y a différentes manières de défendre ses idées mais il faut voir quel est l'interlocuteur que l'on veut toucher et le contexte. Si on prend l'exemple de [nom du collectif]. C'est une association très sympa, j'ai été avec eux deux-trois fois mais le problème c'est que pour eux la désobéissance civile est leur mode d'action. C'est comme ça qu'ils essayent de se faire voir. En terme de fond malheureusement, je trouve que ça reste très creux et vague et je ne pense pas que la désobéissance civile apporte un plus à la lutte qu'on veut mener. Parfois ça peut même se retourner contre soi. » (#336#)

Au-delà de l'enjeu d'efficacité, le choix des modes d'action peut aussi répondre à des besoins et objectifs différents<sup>138</sup>. Les moyens conventionnels précités viseront davantage la sensibilisation et l'éducation tandis que la désobéissance civile ou des actions directes rechercheront, de par leur caractère plus spectaculaire, à accroître la visibilité dans l'espace public de ce qu'ils considèrent comme une injustice par la production d'une critique directe et radicale à l'encontre, par exemple, de symboles économiques et politiques du système capitaliste néolibéral<sup>139</sup>.

« Les formes d'engagement plus radicales sont beaucoup plus dérangeantes parce qu'on remet en cause plus de choses qui sont très ancrées, très établies, des institutions, etc. » (#337#)

« Je trouve que ces actions-là, pour moi aussi elles sont un sens. Bon, est ce qu'elles servent à quelque chose ? Elles donnent de la visibilité. » (#339#)

« [...] même si on en parle en mal, je pense que certaines personnes réfléchissent quand même quand elles écoutent tout ça. Ici, pour la libération de lapins, il y a eu un débat sur [nom de média]. Il y avait des personnes qui étaient pour et des personnes qui étaient contre mais on en a quand même parlé. Donc même, je vais dire, ça ne va pas faire féministe du tout mais la bonne femme qui est dans sa cuisine et qui écoute le débat, elle va peut-être quand même se poser la question et se dire : ah ben oui. » (#341#)

Le recours à la désobéissance civile et l'action directe visent aussi plus fondamentalement à « constituer un objet politique, et à en délimiter les contours » (Dupuis-Déri, 2012 : 136) afin de provoquer sa mise à l'agenda politique. En effet, selon un activiste, il s'agit par ce type d'action (e.g. manifestations sauvages, campagnes de pression, blocages) de « confronter directement la justice et la société, la politique en général ». En faisant référence à l'histoire de nos sociétés occidentales contemporaines, Dupuis-Déri souligne à cet égard que les « mobilisations turbulentes sont un des moteurs importants du développement du droit dans les régimes libéraux, qui se prétendent fondés sur la justice, la liberté et l'égalité. Ce qui est vrai pour le régime libéral en général est aussi vrai pour les processus délibératifs, à savoir que les mobilisations sociales sont parfois nécessaires pour lancer une délibération et s'assurer qu'elle soit de qualité, c'est-à-dire que les différentes voix se fassent entendre » (2012 :131).

« Ben justement j pense c'est pour euh ben montrer que on sait que faire uniquement des actions qui sont approuvées par des systèmes dominants, ben c'est qu'à un moment donné y'a un problème. S'il y a des actions qui sont censées être disruptives et efficaces pour protester contre un système dominant et que ce système dominant

---

<sup>137</sup> Voir également extraits #334# et #335#.

<sup>138</sup> Dans certains cas, le choix du mode d'action peut être animé par les responsabilités nouvelles comme celle de la parentalité qui fait que l'activiste ne prendra plus les mêmes risques qu'auparavant : « [Nom de son enfant] est bien content que j'aie plus jamais en prison parce que quand je lui raconte comment cela se passait chez [nom du collectif] et qu'elle ne voudrait pas que son papa se retrouvait en taule. Et je pense que je ne prendrais pas les mêmes risques, forcément, que je prenais quand je n'étais pas encore père, ça c'est sûr aussi. Je m'attacherais encore avec un cadenas, par exemple, autour du cou. Un cadenas de vélo mais quand les policiers me demandent de l'enlever avec ma clé ou de me l'enlever avec une machine pour le faire, avec une cisaille mais une cisaille, un gros bazar, c'est une cisaille, je ne sais plus, pneumatique, je crois. J'enlèverais avec ma clé. Pour ne pas prendre le risque d'être blessé. » (#342#)

<sup>139</sup> Voir également extraits #338# et #340#.

approuve ces actions. Pff ouais t'es en mode « ok louche quoi » tu vois quoi 'fin. Quelle est la portée, quel va être l'impact de ça ? Euh j'pense que ouais c'est vraiment une façon de marquer, une façon assez efficace son désaccord et euh de dire « ben en fait à un moment donné on fait des trucs parce que on a des choses à dire et il serait temps de nous écouter ». C'est aussi une façon aussi d'attirer l'attention. De tiens pourquoi ces groupes justement vont aller se dire « ben tiens on va faire des actions vénères » et ça attire aussi l'attention du public j'pense et euh ça montre que ben ouais on ne va pas s'arrêter de à ce qu'on nous autorise à faire quoi. » (#343#)

« Dans le mouvement pour le droit des animaux par exemple on a vu aussi avec la campagne [nom de l'action], je ne sais pas si ça te dit quelque chose ? C'était une campagne internationale qui était vraiment ciblée sur le plus grand laboratoire d'expérimentation en [nom de pays] et en Europe. À un certain moment, donc dans les années 90 ça a commencé, 2005 aussi, beaucoup d'organisations et d'individus (des activistes pour le droit des animaux) ciblaient ce laboratoire, cette entreprise. Ça allait loin. Ça n'allait pas seulement cibler eux mais aussi tous les fournisseurs. Du fournisseur de papier de fax jusqu'aux papiers toilettes, les banques qui donnaient des fonds et tout ça. Et ils ont presque cédé sous la pression. » (#344#)

Ce qui ne veut pas dire qu'elles y parviennent nécessairement. C'est notamment le cas explique Dupuis-Déri lorsque « le mouvement social est trop faible pour attirer l'attention, et pour être considéré comme un acteur social sérieux et respectable. C'est aussi une situation probable si l'élite est si puissante et arrogante qu'elle pense ne pas avoir de temps à perdre pour discuter de ses décisions, qu'elle peut de toutes façons imposer sans que la contestation ne puisse réellement l'embêter. Ou encore quand l'élite et un mouvement social n'ont finalement en partage aucun principe commun et ne peuvent donc jamais s'entendre sur une définition de la liberté et de l'égalité, ou sur ce que représente le bien commun » (Dupuis-Déri, 2012 : 131-132).

« Ce qui se passe en [nom de pays] avec les [nom de collectif], ça fait un an bientôt que ça dure... ce qu'ils ont obtenu, c'est qu'il y ait un débat qui était organisé par le pouvoir en place, élu démocratiquement... c'est une langue de bois. Je pense que la situation des gens qui étaient au départ motivés par résister et occuper les ronds-points ou bloquer des routes, n'a pas eu de changements. » (#345#)

En renvoyant l'image que ces collectifs ne sont pas des interlocuteurs légitimes, certains, une minorité parmi les répondants (n = 4), peuvent se radicaliser davantage et se résoudre à considérer qu'*in fine* la fin justifie les moyens<sup>140</sup>.

« Si, par exemple, on me disait c'est efficace d'aller saboter les pylônes tout près des centrales nucléaires qui relayent l'électricité produite et que si on les sabote régulièrement à un moment donné ils vont se dire « c'est foutu, on peut plus... » Et que ça ferait fermer les centrales. Ah oui, je mettrais ça en place, une organisation pour qu'on fasse ça. » (#346#)

« Maintenant, on sait que si on voulait faire crouler le système, il faudrait s'y prendre drastiquement, autrement que d'aller libérer des poules. Mais à ce moment-là, c'est le genre d'actions qu'on fera une fois et puis qu'on se retrouvera en prison. Il y a des activistes, on en avait déjà discuté, pour empêcher l'insémination, il faut aller vraiment dans les centres...Ce n'est pas les centres d'élevage, ça s'appellent les centres d'insémination et ce sont des réserves de sperme de tous les animaux pour inséminer. On va mettre le feu là-dedans, ce sont des millions, des millions, des millions d'animaux qu'on ne saura plus... voilà, ce genre de truc-là, c'est encore une autre échelle et si on se fait arrêter, là je crois qu'on ne sortira pas de prison. Malheureusement, on risque plus la prison en faisant ça que si on s'en prend physiquement à quelqu'un. » (#348#)

Au-delà de vouloir déployer les grands moyens pour arriver à leurs fins, certains ne se cachent pas de vouloir susciter, à travers leurs actions, la peur dans le chef de ceux qu'ils considèrent comme leurs ennemis :

« Il y a une action, il y a quelques semaines avec une libération de lapins [nom de pays]. L'éleveur a dit lui-même qu'il ne dormait pas tranquille. Or, c'est ça le but pre... non, le but premier, c'est de sauver les individus. Mais si par la peur, ils [les éleveurs] peuvent se remettre en question et décider de changer... » (#349#)

---

<sup>140</sup> Voir également extrait #347#.

En agissant de la sorte, ces individus incitent les autorités à s'adapter et à changer leur mode d'appréhension. À cet égard, les actions antisépécistes ont récemment été associées en France à du « terrorisme alimentaire » ou de l'écoterrorisme.

« Ce qui change c'est que le monde agricole se durcit aussi. Par exemple, en [nom de pays], le gouvernement a instauré une cellule spéciale pour s'occuper des antisépécistes qui les met au même niveau que les djihadistes. Ce qui j'imagine va venir ici aussi, si ce n'est pas déjà fait. » (#350#)

Cependant, ce qui tend à être vu comme de la violence gratuite et irrationnelle, exprime fondamentalement « des idées et des valeurs, et participe de la constitution d'un acteur collectif « radical » dans l'espace public » (Dupuis-Déri, 2019 : 136)<sup>141</sup>.

« (E) : Même chez les Black Bloc, c'est pour ça que j'ai un problème avec le mot vandalisme, c'est que je n'ai jamais vu un Black Bloc mettre le feu à un bâtiment ou à une banque s'il se trouvait en dessous d'un immeuble d'habitation ou à côté, on n'a jamais vu ça. Jamais. Pourtant j'ai été à [nom de lieu], j'ai été à [nom de lieu], j'ai fait des centaines de manifestations, j'ai pris des coups de LBD40, on en a parlé beaucoup, ceux qui ont été éborgnés. Ça moi-même j'en ai pris un dans la fesse droite, je pense que je suis assez... Je peux quand même... j'ai l'expérience pour dire que et moi je n'ai jamais vu. Je trouve plus de valeurs humaines chez les vandales comme on peut les appeler, comme les Black Bloc, qu'à un meeting du [nom de parti] ou alors dans des institutions qui se disent sociales. Et ça c'est la réalité des choses actuelles et qui fait la grosse différence. Et c'est ça qui amène... On ne casse pas pour casser, ce n'est pas un bonheur de casser. Oui, j'ai vu quand on a fait la manifestation à [nom de lieu] que quasi tout, autour de [nom de lieu], avait été démonté et dépouillé. J'en ai vu se promener avec.... Alors j'ai vu une image aussi qui était, rien que d'y penser j'en ai des frissons à vous en parler, c'est des gens qui étaient en manifestation et qui avaient cassé la vitrine de [nom de société] ou d'un autre magasin comme ça et ils étaient en train de crier dans la foule et de demander : qui fait du 42 ? Qui fait du 43 ? Qui veut un training ? Et on voyait des trainings et des chaussures, des paires de chaussures voler comme ça dans la foule et moi, ce sont des images qui me resteront gravées à vie. On pourrait croire qu'ils cassent pour casser, qu'ils cassent pour vandaliser ou...

- (C) : C'est symbolique ?

(E) : Oui, voilà. On ne va pas là pour dire : on veut se faire 50000 euros. Ce n'est pas du vandalisme à l'état pur, c'est plus...

- (C) : Ils portent un message ?

(E) : C'est un vandalisme mais qui n'a pas aucun but. C'est un vandalisme parce que c'est la seule façon en fait de faire parler de nous parce que quand on arrive à [nom de lieu] et qu'on manifeste gentiment de [nom de lieu] à [nom de lieu], là rien du tout. On n'en parle pas. On ne parle pas de nos revendications. On ne parle pas de justice sociale. » (#351#)

D'après les déclarations de nos enquêtés, l'usage de la violence n'est pas normatif (c'est-à-dire qu'y recourir serait prescrit par le corpus doctrinal ou l'idéologie du groupement)<sup>142</sup>, il relève davantage d'une vision utilitariste et stratégique (Sommier, 2021b) (voir *infra*).

Ces actions généralement perçues comme spontanées ou arbitraires, résultent pourtant bien souvent de discussions et délibérations (in-)formelles au sein d'un collectif avant tout passage à l'acte (Dupuis-Déri, 2012 : 138).

« C'est des trucs qui se décident tout simplement en réunion [...]. Moi, je vais plus dans des milieux affinitaires en fait, où on s'organise entre potes etc., ben du coup, c'est plus, rien que la décision de faire une action ça va plus se faire lors de discussion totalement informelle, je ne sais pas si tu as une... Ben juste quelqu'un qui réfléchissait qui a eu une idée ou bien vraiment pendant une discussion, une idée qui fleurit, ou bien aussi parfois une décision politique. Je sais que nous, par exemple, [...], pour la ZAD [nom de lieu], il y a eu des amis qui ont, qui sont tombés sur des forums [...], il y avait le constat que les gens sur place étaient assez révoltés contre ce projet, et du coup, ben

<sup>141</sup> Le Black Bloc renvoie donc à « une tactique de manifestation et en aucun cas à un groupe constitué et pérenne » (Sommier, 2021a :105). Par ailleurs, la composition d'un Black Bloc peut être extrêmement hétéroclite, bien qu'ils puissent arborer le même appareil (e.g. vêtements noirs, cagoules, masques), tous ne viennent pas pour casser ou en découdre avec les forces de l'ordre. Il peut y avoir plusieurs rôles comme il peut y avoir plusieurs tactiques déployées simultanément (offensive, défensive). Voir en guise d'illustration extrait #352#.

<sup>142</sup> Comme cela peut être par exemple le cas dans le djihadisme.

ces deux personnes ont commencé à faire plein de recherches sur le projet en lui-même, sur la... Comment était le lieu sur place, ils ont été sur place se renseigner voir, genre, faire plein de balades [...] etc., et puis, ben ils ont contacté des potes de confiance dont on fait partie, et ben petit à petit, voilà quoi on s'était fait des réunions, et 'fin, ça peut être même juste que l'on se voit tous ensemble et qu'on en parle même sans en avoir l'intention d'en parler à la base quoi, c'est pas forcément, ok j'ai une idée d'un truc à faire, je vais envoyer un SMS à tout le monde quoi. C'est petit à petit, quand tu vois les gens, après ça dépend, ça c'est un truc, on a travaillé pendant plus d'un an avant de lancer cette ZAD parce que c'était quand même un gros projet mais voilà quoi, du coup moi vu que je fonctionne de manière affinitaire, c'est beaucoup plus comme ça que ça se fait quoi, c'est un peu aléatoire, on ne fait pas des réunions, tiens qu'est-ce que l'on pourrait faire pour en ce moment, c'est plus quand quelqu'un a une idée, un projet. Il en parle aux personnes qui l'estime, fin aux personnes susceptibles d'être intéressée, et tu vois un peu en fonction de ça, ce que tu vas faire avec qui etc. » (#353#)

Ce n'est pas pour autant que le choix des moyens à privilégier pour atteindre les objectifs fixés soit toujours le résultat d'un consensus. Des divergences sur le mode opératoire à privilégier peuvent aussi exister parmi les groupements promouvant une même cause comme c'est le cas dans l'extrait ci-dessous issu d'un entretien mené avec un activiste antispéciste au sujet de la libération d'animaux d'élevage :

« La logique derrière la libération animale souvent c'est le cas que les animaux ils seront morts dans tous les cas dans les quelques semaines ou les mois à venir. Ils auront une vie encore beaucoup plus pourrie que ça à l'intérieur et ils iront quand même à l'abattage. Quitte à leur donner encore la chance d'être libérés et que dans l'accident de parcours ils finissent quand même, qu'ils meurent quand même. C'est souvent la logique derrière ça. On doit naturellement essayer d'éviter ça à tout prix ça c'est sûr et c'est pour ça que moi je suis beaucoup plus critique envers les personnes qui font de la libération. Ça se fait, en [nom de pays] par exemple aussi, qui libèrent des animaux de ferme en ouvrant les cages et en les laissant sortir. On sait très bien qu'ils ne peuvent pas survivre en nature parce qu'ils ne sont pas programmés pour ça en fait. Dans cette même logique encore beaucoup plus radicalisée les gens disent qu'ils seront quand même morts et donc mieux vaut qu'ils soient libres encore pour quelques instants. S'il y en a neuf qui meurent et un qui persiste, c'est un de sauvé. Ça je trouve que c'est irresponsable envers les animaux envers lesquels si on les sort, on a le devoir de les soigner. Pas de les soigner jusqu'à ce qu'ils soient dans un sanctuaire comme ici mais jusqu'au bout. Ça il faut vraiment assumer. Ça veut dire que si on veut libérer dix individus, on doit savoir qu'on a déjà de la place pour ces dix individus et qu'on a aussi un sac d'argent pour la nourriture jusqu'à la fin. Pas seulement de les libérer et de les foutre dans un sanctuaire et puis dire « ok ils sont libres ». Ça souvent dans les mouvements, l'importance des sanctuaires n'est pas assez prise en compte. Avec [nom d'association] par exemple, on soutient financièrement aussi quelques sanctuaires parce que même si ce n'est pas notre objectif premier, on trouve qu'on doit certainement valoriser le travail que eux ils font. Pas seulement en soignant les animaux, mais aussi comme exemple comment ça pourrait être... Comment à un certain moment... pour moi dans le monde idéal, à un certain moment il n'y aurait plus d'animaux en captivité mais c'est une transition donc il y aura quand même toujours encore des animaux qui devront être placés dans des sanctuaires et il y a certainement cette période de transition qui est très importante aussi où il faut des endroits où des individus qui sont rescapés peuvent vivre leur propre vie jusqu'à ce qu'ils meurent. » (#354#)

Dans le cas de la cause animale promue par les groupements antispécistes, la majorité des collectifs tolère certaines divergences quant aux modes opératoires privilégiés par les uns et les autres s'ils permettent au final de servir l'objectif commun..

« Ça c'est important certainement aussi à avoir dans le long terme. Je fais partie d'une organisation, [nom du collectif] donc on sait très bien que s'il y a des actions (que je comprends tout à fait que certains individus fassent) que des individus font et que certaines organisations légales ne peuvent pas faire. Notre politique s'il y a des... de [nom du collectif] par exemple même si on a choisi des actions légales, on ne va jamais condamner les actions que d'autres groupes font qui vont plus loin que nous même si nous on le fait pas. Ça c'est une politique que pas toutes les organisations ont. Il y a des organisations aussi pour le droit des animaux qui se distancieraient aussi du fait parce qu'ils disent que « ce n'est pas la manière, ce n'est pas comme nous on fait. ». Moi j'ai quelque chose... qui suis-je pour dire quelle est la méthode pour venir au point de la libération animale ? Moi je fais un parcours individuel avec une organisation mais il y a d'autres parcours possibles aussi. Donc même si nous on ne le ferait pas, ce n'est pas parce que d'autres le font que c'est mauvais. Mais d'un autre côté, stratégiquement on dira toujours que ce n'est pas top de faire un truc. » (#355#)

« Moi, je suis absolument pas d'accord. Alors, je ne vais pas les dénigrer en public, je ne vais jamais dire quoique ce soit publiquement contre ces actions. Je ne vais pas les soutenir non plus, je vais rester neutre mais je trouve qu'ils ont fait beaucoup plus de mal qu'autre chose. Alors, leurs arguments, c'est qu'au moins ça a donné de la visibilité au mot « antispécisme ». Oui mais on aurait pu lui donner une visibilité autrement. » (#356#)

Au sein d'autres causes, il arrive cependant que certains collectifs soient désapprouvés publiquement pour avoir eu recours à la désobéissance civile ou l'action directe par des « porte-paroles réformistes » (Dupuis-Déri, 2003) issus d'autres collectifs.

#### 7.4. Opérationnalisation de l'action

Quel que soit le type d'action privilégiée, son opérationnalisation requiert généralement une importante composante de coordination comme d'organisation. Celle-ci peut prendre des formes bien différentes selon les besoins et la stratégie adoptée. Généralement, les activistes fonctionnent en binôme ou en groupe d'affinités, c'est-à-dire explique Sommier « un mode d'organisation né à la fin du XIXe siècle chez les anarchistes espagnols qui privilégie le regroupement en petits groupes soudés par des liens préalables et fonctionnant selon les principes de la démocratie directe et de l'horizontalité » (2021a : 105).

« Après, il y a plusieurs niveaux de groupes d'action. Ça dépend de quels sont les scénarii. Tu peux avoir des petits groupes de six, c'est trois binômes de deux. Ça c'est inclus dans un grand groupe de cinquante et ils ont un autre groupe de cinquante à côté. Tous ceux-là sont dans... Il y a plusieurs niveaux de groupements mais la base c'est de ton binôme que tu dois t'occuper. A la fin de la journée, ton binôme c'est ton frère, ton meilleur ami. C'est celui qui t'a évité de te prendre un coup. » (#365#)

« De façon hyper pragmatique, si euh la personne veut aller en manif : se trouver un binôme. Toujours. Parce qu'en fait ça peut être super euh super flippant et super dangereux aussi d'aller en manif qui est un minimum énermée, sans binôme. Euh de connaître ses droits aussi. Euh donc tout ce qui est ouais, législatif pour faire de la prévention en fait avant d'avoir éventuellement des problèmes avec la police, tout ça. Euh, et de, s'présérvé aussi, genre faire des choses qui sont dans sa capacité, de pas forcément, 'fin d'essayer de pas culpabiliser si tu ne peux pas faire tel truc ou tel truc, et d'essayer un petit peu d'adapter ton militantisme à c'qu' tu peux faire. Et en pensant aussi euh, en pensant aussi à toi. Parce que tu peux avoir envie de faire plein de trucs. Et te dire « mais j'dois faire des choses sinon ce n'est pas, sinon c'est nul, sinon chui pas assez engagé ou quoi », faut pas s'dire ça, en fait 'fin, c'est super bien d's'engager, c'est hyper important. Mais faut aussi parfois penser à sa santé mentale, , sa santé physique. Ça c'est important et de vraiment pas hésiter à trouver des personnes avec qui échanger là-dessus et des personnes de référence qui sont euh, en qui on peut avoir confiance. Ben ouais des potes, dans les différents milieux, tu vois, connaître des gens et s'faire vraiment un réseau. Donc pas le faire solo. Et échanger tout le temps, et ne pas oublier de remettre en question tout ce, tout ce à quoi on a accès. » (#366#)

L'extrait précédent met aussi en exergue la prise de conscience que les enquêtés ont de leur propre vulnérabilité (Dupont, 2013 : 3) ainsi que l'importance pour eux de se préserver. Le choix de la stratégie à adopter, et *a fortiori* des moyens, se fait donc à l'aune des risques potentiels sur base de l'expérience acquise lors des initiatives antérieures. Il s'agit d'atteindre l'objectif visé en réduisant au maximum, voire en évitant, tout dommage collatéral (physique ou symbolique) comme les problèmes administratifs ou judiciaires (i.e. arrestation, amende) tant pour les militants en particulier que le collectif en général. Certains groupements procèdent à une analyse de risques et prennent les dispositions qui s'imposent (i.e. ne faire participer que les activistes qui ont un casier judiciaire vierge) pour assurer autant que possible la pérennité de la lutte et des actions<sup>143</sup>.

« Oui, on essaye de minimiser ça à 100%. C'est pour ça qu'après ces coups par exemple, on a encore fait quelques actions mais surtout des actions de sensibilisation et pas directement sur place même, parce qu'on savait qu'on ne serait pas protégé, même pas par la police. Parce qu'avec ces actions, même si elles n'étaient pas autorisées, on appelait toujours la police pour dire « on va faire ces actions, il y aura très probablement une... des problèmes » pour qu'ils nous prennent en protection aussi mais ce qui ne se passe pas. Certainement aussi auprès des activistes on fait une analyse des risques aussi et s'il y a des actions où il y a une possibilité de retours physiques de fermiers ou n'importe, on dit toujours ça et il y a des gens qui peuvent choisir s'ils veulent prendre le risque ou non. Certainement si c'est des jeunes ou parfois aussi des personnes qui doivent avoir leur certificat de bonne vie et mœurs ou s'il y a

<sup>143</sup> Par ailleurs, en fonction de la cause promue comme de la culture et de la législation en vigueur dans le pays, certains collectifs essayent de travailler avec les forces de l'ordre afin qu'elles assurent la sécurité de leurs activistes et de leurs actions bien que cela ne soit pas toujours possible.

une possibilité d'arrestation on les avertit naturellement pour qu'ils ne prennent pas trop de risques inutiles. S'il y a trop de risques, on ne fait pas l'action parce qu'on ne veut pas faire jouer les héros pour par après avoir des coups et des problèmes. Ça c'est une chose qui n'est pas faite toujours par toutes les organisations. Certainement pas avec les blocages. Si tu vois les images, c'est vraiment limite que tu vois les travailleurs là dans les abattoirs s'ils pètent les plombs c'est dangereux. Donc il faut quand même... Dans l'intérêt de la continuité des actions, il ne faut pas mettre tout sur tout pour une action. » (#360#)

Les activistes sont briefés sur les risques potentiels, leurs droits ainsi que l'attitude à adopter, par exemple, en cas d'arrestation afin qu'ils puissent prendre leur décision de participer à l'action en connaissance de cause<sup>144</sup>.

« Les sympathisants sont informés des grands principes et de ce qu'il faut faire et de ce qu'il ne faut pas faire. Maintenant, chacun fait ce qu'il veut [...] » (#362#)

« Il y a toujours des briefing... Certainement s'il y a des actions à plus haut risque, il y a toujours des débriefings avant et après. S'il y a des actions à plus haut risque, on essaye... Si on peut parvenir à faire l'action avec 10 personnes au lieu de 20, on le fait avec 10. Pas avec 100 parce que 100 personnes c'est beaucoup plus difficile à contenir que 10. Et on peut sélectionner aussi les personnes dans lesquelles on a le plus confiance, qui ont le plus d'expérience mais aussi à intégrer quelques personnes qui peuvent aussi avoir de l'expérience. Des nouveaux en fait mais qui ont une sorte de [ ? ] qui est déjà plus loin dans des actions ainsi pour essayer de contenir. Si on sait par après qu'une personne va péter les plombs on va essayer de l'écarter. » (#364#)

Il s'agit d'avoir connaissance de ses aptitudes, de ses limites (en raison de son âge, de son état de santé ou d'un handicap), de ses envies, etc. tout en ayant la capacité de se montrer indulgent envers soi-même. En fonction des talents des uns et des autres mais aussi de ce que chacun peut et veut faire, les rôles au sein d'un collectifs peuvent s'avérer très hétéroclites (porte-parole, clowns, médiateurs, infirmiers, etc.).

« Face à ça, il y a la police et entre ces deux groupes militants et policiers, il y a des clowns qui font patienter, rigoler, font que le moment est léger et ils voient que ce ne sont pas des gens dangereux puisqu'on est ridicules en fait ». (#367#)

« Bon, leur réaction est déjà violente. Il y a déjà des insultes à la base. Ce qu'on nous on essaye généralement d'éviter, il y a toujours des peacekeepers, donc des gardiens de la paix, qui sont là justement pour temporiser [...] » (#367bis#)

« Il y a un porte-parole par exemple, il y a une personne qui est désignée pour s'occuper de la police pour faire la désescalade... On essaye de tenir compte au maximum mais il y a toujours des risques. Même aussi de la police. C'est toujours le risque avec des actions, de telles actions, on ne sait jamais ce que ça va donner. » (#368#)

Bon nombre de groupements auxquels sont liés nos enquêtés, reposent sur l'auto-organisation et fonctionnent sans réelle structure ni organisation interne.

« Ce sont des trucs qui sont autoportés. Enfin, je reçois des emails de [nom du collectif], c'est vraiment le bordel. Enfin, moi, ça me fait fuir ce genre de trucs-là. Tout le monde qui... Enfin des discussions par email, etc. Il n'y a pas de structure en fait par rapport à [nom d'un autre collectif] qui est beaucoup plus organisé » (#369#)

Ce mode de fonctionnement à la circonscription plus floue a conduit les autorités, en particulier la police, à désormais parler de mouvance ou de phénomène plutôt que de groupement (Sommer, 2021a : 104 ; Mine *et al.*, 2021 ). Ainsi, en Belgique, on observe au niveau de la base de données de police administrative, un glissement des enregistrements de la notion de groupement<sup>145</sup> vers celle de

<sup>144</sup> Voir également extraits #361# et #363#.

<sup>145</sup> Par groupement, il faut comprendre « un ensemble de personnes avec un certain degré de structuration qui se traduit par exemple par l'organisation de réunions périodiques ou la hiérarchisation, la répartition des rôles entre les membres (e.g., rassembler des fonds pour le groupement, recruter pour le groupement, diffuser l'idéologie du groupement), ou le port d'un ou plusieurs identifiants communs ». Doc. parl., Ch., sess. ord., 2013-2014, n° 53-3105/001, 28-29.

phénomène<sup>146</sup> dû notamment à cette difficulté d'établir s'il s'agit d'un groupement et *a fortiori* l'éventuel lien qu'entretient une personne avec celui-ci (Mine *et al.*, 2021 : 626-627).

Bien qu'ils revendiquent privilégier l'horizontalité des rapports entre eux, plusieurs déclarations laissent tout de même à penser qu'informellement le fonctionnement des collectifs reste relativement hiérarchisé ou concentrique, ne fut-ce qu'au niveau des prises de décision stratégiques (ou des opérations à risque telles que la réalisation des repérages<sup>147</sup><sup>148</sup>).

« Là, il y avait beaucoup de monde mais avec des niveaux d'implication très différents. Donc, dans la ZAD, les gens qui ont dormi sur place, ça n'a jamais été tous ensemble plus de [nombre de personnes] maximum et souvent c'était très peu. Souvent c'était 5. Par contre des militants qui tournaient autour de la ZAD, ça il en avait en permanence disons entre 60 et 100 et puis des gens encore autour, dans un troisième cercle qui passait et tout, là c'était, je ne sais pas, de l'ordre de 1000-2000 et puis il y avait encore un autre cercle associatif et là il y avait beaucoup de monde, beaucoup de monde. Donc, c'était comme ça qu'on arrivait à partir d'un tout petit noyau sur place, il y avait un rayonnement comme ça qui allait quand même assez loin donc à un moment je crois qu'on a pas mal parlé de ce truc. » (#370#)

« Toutes les décisions ne se prenaient pas avec tous les membres. À l'époque, il y avait à peu près 200 membres mais il y avait quand même des AG qui désignaient une partie des membres pour gérer les affaires courantes, faire un site web. » (#371#)

L'action est généralement planifiée et structurée selon un protocole minutieux et précis, élaboré et décidé par quelques-uns (noyau dur) qui est ensuite diffusé vers les militants et activistes lesquels sont tenus de le suivre à la lettre selon leur rôle pour garantir le succès de l'action et éviter tout dommage collatéral inutile (i.e. dissimulation de signes distinctifs pour rejoindre les actions afin de ne pas se faire arrêter préventivement).

« Quand il y a un évènement concret, là il y a un protocole carré, militaire. Tu fais des répétitions, tu dois prendre un bus pour aller à tel endroit puis après tu dois changer pour prendre un tram, puis encore un autre truc... Et tout ça c'est à 9h du matin avec ton ticket. Et là, c'est super carré, tout a été répété. Ce n'est plus du tout informel, ce sont des opérations... Ce n'est pas militaire parce qu'il n'y a pas d'armes mais ça ressemble à ce qu'on faisait aux scouts ou tu te dis : le premier entre, met le pied dans la porte pour qu'on ne puisse plus fermer la porte, le deuxième pousse et le troisième est derrière et... ça se passe en 30 secondes. Si tu n'as pas réussi à faire ça, c'est foutu. Il y a plein de petits groupes, chacun des groupes a une responsabilité et le miracle se passe parce que ça fonctionne parce que tous les groupes collaborent au bon moment alors qu'il n'y a pas d'organisateur formel mais tu vois très bien qui est les leaders. Ceux qui prennent la parole, ceux qui expliquent, ceux qui briefent. » (#374#)

Les réseaux sociaux jouent à cet égard un rôle logistique important de facilitateur en permettant de communiquer et d'informer rapidement en interne mais aussi vers l'extérieur pour accroître la mobilisation<sup>149</sup>.

« Et ici, il y a une mobilisation et [...] c'est lié et facilité par, ce qu'on appelle, les réseaux sociaux qui ne sont pas sociaux mais... Facebook, etc. L'information circule et se trouve dessus et c'est comme ça que le gros de la

---

<sup>146</sup> Un phénomène est défini comme un « ensemble des problèmes, portant atteinte à l'ordre public et nécessitant des mesures appropriées de police administrative, parce qu'ils sont de même nature et répétitifs, qu'ils sont commis par les mêmes personnes ou qu'ils visent les mêmes catégories de victimes ou de lieux ». Loi sur la fonction de police, art. 44/5, § 1er, 2°. À titre d'exemple, citons entre autres les nuisances et comportements antisociaux, les nuisances aux abords des gares, l'activisme informatique, la mouvance identitaire, l'appui au djihadisme radical, les émeutes, l'importation en Belgique de conflits internationaux.

<sup>147</sup> La nature du travail préparatoire va dépendre du type d'actions et de ses objectifs. Voir extraits #372# et #373#.

<sup>148</sup> Sommier souligne, à l'appui des travaux de la féministe étasunienne Freeman, que si les groupements radicaux d'aujourd'hui revendiquent l'horizontalité et un mode de fonctionnement formellement antihierarchique, cette « absence de structures formelles peut dans les faits générer de la tyrannie par les hiérarchies informelles et le caractère exclusif de ces organisations » (2021a : 106).

<sup>149</sup> Voir également extrait #375#.

mobilisation se fait maintenant et ça facilite grandement les choses plutôt que le bouche à oreille des affiches avant. Donc, s'il n'y avait pas FB notamment, il y a aurait beaucoup moins de monde à ces trucs-là. » (#376#)

Toutefois, ne devient pas activiste qui veut, il s'agit d'une forme de cooptation qui semble s'opérer de manière informelle auprès des militants présentant certaines aptitudes (discrétion, détermination, résilience, etc.) mais certains collectifs procèdent également à un screening afin de mieux cerner les motivations des candidats activistes<sup>150</sup>.

« Après, une fois de plus ce sont les personnes, c'est le téléphone arabe qui fonctionne. Donc, il y a des personnes qui veulent participer mais on sait clairement qu'ils n'auront pas soit les nerfs assez solides ou que ce sont des personnes qui sont connues pour avoir ... pour être assez balance. Donc, ça aussi, on choisit en fonction de ça. Il faut pas prendre le risque de prendre quelqu'un dont on sait qu'elle a tendance à trop laisser traîner sa langue partout parce que si ça s'apprend avant, là la police va nous attendre à l'intérieur pour directement même nous empêcher d'entrer sur le site. Ce n'est aussi pas la même organisation pour les blocages d'abattoir que pour les libérations. » (#378#)

« Il y a déjà aussi une auto-sélection parce qu'ils savent très bien jusque où on va. Nous on ne ferait pas ces sortes d'action comme les blocages donc les personnes qui veulent faire ça vont automatiquement vers... et ils nous perçoivent probablement comme trop bisounours. Donc il y a déjà cet auto-screenage. Mais si on ne connaît pas la personne, on doit toujours... C'est pour ça qu'on fait naturellement aussi... tous nos militants s'inscrivent en tant que militant. On a toutes leurs données, ils donnent leurs motivations, etc. Il y a aussi toujours une conversation entre la personne qui est recrutée, etc. donc on sent un peu à qui on a à faire. Si c'est cow-boy ou pas cow-boy. » (« 379#)

Par ailleurs, tout n'est pas révélé à tout le monde, il y a une certaine parcimonie dans l'information dispensée particulièrement en ce qui concerne les détails relatifs à l'organisation et aux préparatifs de l'action. Chacun ne sait en général que ce qu'il a besoin de savoir ce qui permet d'éviter la compromission de l'action mais aussi du collectif ou d'autres activistes. Certains collectifs se montrent fort méfiants car il peut parfois arriver d'être confronté à des dénonciations internes.

« Les détails les plus importants ne sont révélés [...] en tout cas au cercle de super proches qui organisent et qui savent tous qu'ils ne sont pas flics, et ce n'est pas leur première action. Après, on verra en fonction de l'engagement de chacune, puis la volonté. Si tu veux t'investir plus... Il y a une rotation aussi dans ce groupe, ces groupes-là de leader parce que tu te fatigues, ta vie change, tes disponibilités changent. » (#380#)

« Parce que je sais que dans ce groupe-là, il n'y en pas énormément qui ont été en garde à vue. Je sais qu'il y a les ¼ qui nous balanceraient sous le coup de la pression, de la fatigue. Vous savez, ici par exemple, pour [nom de lieu] pour aller jusque-là il nous a fallu 11h de route. Après, 11h de route, les 26h de blocage à l'extérieur en plein hiver. Après 5h de garde à vue. Sans un repas, sans sommeil. Il y en a plein qui, je suis sûre, ont balancé plein d'informations sous le coup de la pression, de la fatigue, de ne pas être bien. Les flics, ils font leurs petites menaces, il y a beaucoup de personnes chez qui ça marche. On sait bien que même au sein du groupe, il y a... Moi, par exemple, quand j'organise quelque chose, il y a des trucs qu'on fait où je ne mets même pas au courant les activistes parce qu'ils n'ont pas besoin. Ils n'ont pas besoin de savoir qu'on a de quoi se protéger au cas où quelqu'un vient. Ils n'ont pas besoin de le savoir. Moins, ils en savent. On leur donne les informations clés, de base : vous arrivez, vous faites ça, ça, ça. Vous avez votre rôle et puis voilà. Après quant à l'organisation, quant à la préparation, ils n'ont pas besoin de savoir. » (#381#)

La majorité des collectifs dont sont issus nos répondants tentent de mener leurs actions de manière à réduire autant que possible les coûts (i.e. répression) et de maximiser les bénéfices (i.e. accroissement de l'audience et de la mobilisation)<sup>151</sup>.

« Pour moi ce n'est pas ça. Pour moi, les personnes qui sont les plus malignes et les plus... pas courageuses mais que j'admire le plus c'est ceux qui essayent le plus de frôler. C'est ceux qui essayent de faire le plus possible avec le moins de répression possible. D'essayer de trouver des loopholes, des manières créatives pour essayer de faire ton point et pour essayer d'atteindre autant de personnes que possible par les médias ou par une mobilisation vaste du public par exemple sans pour ça être tout de suite réprimé par les autorités parce que ça n'a pas de sens. Il faut toujours éviter ça. » (#382#)

---

<sup>150</sup> Voir également extrait #377#.

<sup>151</sup> Voir également extrait #383#.

Les actions visent à accroître la visibilité des groupements dans l'espace public en bénéficiant dans la mesure du possible de relais médiatiques. L'objectif de celles-ci, rappelle Dupont est « de convaincre l'opinion publique afin de créer un rapport de force avec les pouvoirs établis en vue de les contraindre à changer de politique. Chercher ce soutien passe en grande partie par les médias, considérés comme un moyen de pression indirect sur les pouvoirs publics, qu'il faut dès lors mobiliser et desquels il est nécessaire d'obtenir la bienveillance » (2013 : 5) Les médias, à l'instar des autres discours (e.g., politique, académique), font et défont l'image de ces collectifs contestataires<sup>152</sup>.

« [...] justement si on écoute tous les médias principaux [noms de médias], etc. Ils vont tous dire la même chose, [nom de collectif] sont violents. La violence des manifestations a repris du poil de la bête, les forces de l'ordre ont de plus en plus de mal à contenir cette violence. Du coup, tout le monde pense que ce sont les manifestants qui sont violents. » (#384#)

Le choix de la terminologie employée dans la communication comme les symboles ne sont donc pas laissés au hasard tant ils renvoient à des références culturelles et un imaginaire spécifiques qui peuvent avoir des implications très concrètes en tant que capteurs d'attention<sup>153</sup>.

« Ça [l'occupation d'un site], ça a attiré les médias et alors le top du top c'est quand on a baptisé cette occupation : « ZAD ». Du jour au lendemain tout le monde est venu alors qu'on avait rien changé au type d'action qu'on faisait. Ça a mobilisé tout le monde. [...] donc c'est là que tout de suite la police est arrivée en force. Et aussi, la ZAD, ça attire un public très particulier. Super riche mais qui est compliqué. Ça crée des situations très compliquée » (#387#)

« [...] il y a un principe de nécessité et même, il y a un ancrage historique au sens où, genre, je ne sais pas avec les mouvements de Black Power, ou Black Panther, c'était le noir aussi qu'elle représente, c'est la couleur de l'anarchie du coup... Il y a quelque chose de symbolique en plus. Ça permet d'identifier, 'fin, d'envoyer un message et qu'il soit identifié par le reste de la population. D'ailleurs, au sein d'une manif si tu vois qu'il y a un petit bloc noir mobile qui se promène avec un drapeau noir, tu comprends très bien quoi. » (#390#)

L'illégalité de l'action, bien qu'elle puisse être recherchée par certains activistes, n'est pas le but (déclaré) en soi. Le respect de la loi intervient en tant que paramètre dans la réflexion le plus souvent sous la forme d'un calcul coût/bénéfice mais ce n'est pas nécessairement celui qui emporte la décision, c'est avant tout celui du message à faire passer et de la légitimité ou non de mener l'action pour faire passer ce message<sup>154</sup>.

« Rester dans les limites de la loi c'est assez restreint naturellement. Si on organise une manifestation qui n'est pas autorisée en fait on est en train de faire un truc illégal mais pour nous ça ne pose pas problème. Parfois on le fait mais souvent, dans la majorité des cas on demande des autorisations mais parfois non parce qu'on sait qu'on n'aura pas l'autorisation. Alors on le fait. Ça naturellement on sait que ça peut avoir des répercussions aussi, qu'on peut se faire embarquer. Ça s'est déjà fait dans le passé mais pas vraiment souvent parce qu'on essaye toujours naturellement d'être aussi efficace que possible dans l'activisme et donc essayer toujours de frôler la ligne et d'essayer naturellement de négocier si c'est possible avec les autorités ou la police pour ne pas se faire embarquer parce que c'est une perte de temps et d'énergie. » (#391#)

« Maintenant de défier sciemment la loi, c'est vrai que... [nom du collectif] fait quelque chose et si c'est illégal mais que c'est légitime, [nom du collectif] le fait quand même mais ce n'est pas un but en soi d'être illégal chez [nom du collectif]. C'est juste une conséquence. Si on manifeste devant telle entreprise et que ce n'est pas illégal, on nous laisse tant mieux. Si on s'enchaîne, c'est illégal, on nous fait partir, tant pis, on le fait quand même. » (#393#)

Enfin, il n'est d'ailleurs pas rare que dans certaines situations des contacts soient initiés et entretenus avec les forces de l'ordre pour les informer sur la raison d'être du collectif, les motivations qui sous-tendent la mobilisation ou encore la nature et le déroulement des actions menées. Plusieurs répondants (n = 3) ont ainsi souligné l'importance de garder un dialogue continu avec la police qui est

---

<sup>152</sup> Voir également extraits #385# et #386#.

<sup>153</sup> Voir également extraits #388# et #389#.

<sup>154</sup> Voir également extraits #392# et #394# à #396# ».

présenté comme une démarche au fondement de l'action non-violente et ce malgré la répression dont les activistes peuvent faire l'objet ce qui peut parfois créer des tensions au sein du collectif<sup>155</sup>.

« Alors il faut que je me remette dans le bain parce que ça avait commencé en 2014 les contacts avec la police donc c'est quand même un peu ancien maintenant. Il y a eu plusieurs étapes, on était toujours en contact avec le commissaire [nom de personne], le commissaire du [nom de lieu]. Et puis, on a au plus haut de l'occupation, on a été en contact avec quand même des hauts gradés de la police [nom de lieu] et puis on avait un contact au RG qui en fait était là à chaque fois qu'il y avait une manifestation. Donc on allait le trouver, on allait lui parler, on donnait des nouvelles. On échangeait comme cela et après on faisait un topo avec les copains de la ZAD. Donc, tout le monde était parfaitement informé de ce qu'il se passait. Il n'y avait pas de double-jeu, à aucun moment. » (#397#)

« C'est pour ça que je comprends très bien que... Et on essaye aussi de faire autant que possible des... De se tenir aux autorisations et de faire des compromis. Parfois on doit négocier aussi et on essaye toujours de négocier aussi même si on fait des actions... Parce qu'il y a des groupes qui ne négocient pas par principe mais là je veux jouer le jeu naturellement. Si on fait des actions comme on a déjà fait par exemple d'aller sur un toit d'une entreprise où on sait très bien qu'on ne peut pas aller et qu'on a pas d'autorisation, d'essayer de négocier du temps par exemple et dire « Encore une demi-heure et puis on part » et faire des trucs ainsi parce que ça nous convient de faire ça mais on sait très bien que ça a des limites et qu'ils ne deviendront jamais nos amis parce que d'un côté ce n'est pas leur affaire de devenir amis avec nous mais la chose qu'ils pourraient bien faire c'est de nous respecter en fait et de respecter la loi ce que parfois ils ne font pas. Ils vont hors de leurs livres aussi. Ils essayent aussi de limiter la liberté d'expression et tout ça aussi même s'ils n'en ont pas le droit à ce moment-là. A la fin, même si t'es à sang, ils viennent avec des lacrymogènes et tout ça donc à un certain moment ils ont toujours le dernier mot. Même si tu vas... Ils ne doivent presque jamais se justifier même s'il y a le comité P ? Ici en [nom de pays] ça va encore mais en [nom de pays] par exemple, si tu vois, ils visent vraiment les yeux des manifestants, les CRS. Tu vois quelle est la répression, ça n'aide pas à être sympathique envers la police. » (#401#)

« Au fait la police essaye toujours de négocier avec nous pour ne pas à avoir à nous évacuer, ils demandent : qu'est-ce que vous voulez ? Et on avait juste dit : deux dindes symboliques. Si vous nous laissez prendre deux dindes, on se lève et on ne fait pas d'histoires. Donc la police a essayé parce que je ne crois pas que ça les arrange de passer des heures à se crever le cul à nous évacuer. Ils avaient demandé au directeur de l'abattoir qui n'a pas accepté donc on avait dit : ah si tu ne veux pas, il n'y a pas de souci, on reste là et on te prévient on reviendra plus tard et là on se servira, on n'en prendra pas que deux. Donc effectivement, c'est ce qu'on a fait. On est allé et on en a sorti une trentaine. » (#402#)

Ces extraits illustrent une tendance au niveau du maintien de l'ordre qui tend à se généraliser dans notre contemporanéité, celle-ci se caractérise selon Combes et Fillieule de trois manières : « la *pratique du marchandage* est marquée par le développement des techniques de négociation et le rôle croissant des agents de liaison entre manifestants et forces de l'ordre ; en découle une certaine *sous-application de la loi*, la volonté de transiger et de négocier nécessitant une certaine tolérance de l'illégalisme ; *l'extension et la sophistication du recueil d'informations*, enfin » (2011 :1053). Seul ce troisième et dernier aspect ne ressort pas des fragments de déclarations repris ci-dessus. Pourtant, nous avons pu examiner ailleurs que ces contacts entre policiers et militants comme les observations réalisées sur le terrain sont bien l'occasion pour les services de police (administrative) de collecter et d'enregistrer des informations relatives à des individus liés à des groupements ou phénomènes répertoriés comme étant à suivre (Mine *et al.*, 2021) (voir *infra*).

Ce dispositif du maintien de l'ordre tridimensionnel n'exclut cependant pas les glissements vers des modes d'action des forces de l'ordre plus répressifs, violents et dissuasifs (voir *infra*).

« Je pense que c'est [la concertation constante avec la police] une disposition de base de l'action non-violente, ce n'est pas toujours facile à gérer. On se fait quand même arrêter, on se prend quand même des coups mais néanmoins, ça se passe beaucoup mieux. Ça fait partie du dispositif c'est-à-dire que les forces de l'ordre ne sont pas nos ennemis. On n'est pas contre une société en paix. Alors c'est difficile de dire que les forces de l'ordre sont toujours des forces de paix mais en tout cas normalement ce sont les gardiens de la paix et c'est là-dessus qu'on parie pour pouvoir travailler ensemble. Et ça marche en fait ! » (#403#)

---

<sup>155</sup> Voir également extraits #398# à #400#.

Pour une minorité de nos enquêtés (n = 3), il n'est toutefois pas question de dialoguer avec les forces de l'ordre ou plus largement avec des représentants de ce système qu'ils considèrent comme étant injuste. Comme le rappelle Dupuis-Déri, ils savent « qu'il n'y a rien à attendre du libéralisme, et donc rejettent l'idée qu'il puisse y avoir une délibération rationnelle et raisonnable au sujet du « bien commun » avec l'élite libérale » (Dupuis-Déri, 2012 : 138). C'est pour lui là le principal problème de la théorie libérale de la politique délibérative : « croire qu'une délibération peut être juste dans une « monde injuste » et dominé par des maîtres, élus ou non » (Dupuis-Déri, 2012 : 138).

Arrivés au terme de ces développements consacrés aux ressorts de l'action, nous allons aborder à présent plus spécifiquement la question de la violence en examinant notamment comment nos enquêtés légitiment, voire recourent ou non à celle-ci dans le cadre de l'engagement militant. À nouveau, il convient de rappeler que les résultats relatifs à cette question sont probablement biaisés en ce qu'il reflètent uniquement la position de personnes ayant accepté de participer volontairement à une enquête conduite par un institut de recherche fédéral sous l'autorité du ministre de la justice.

## 8. Le rapport à la violence

La question de la violence est une question difficile à traiter mais aussi à définir. Elle se pose singulièrement selon la culture, l'expérience et la subjectivité de chacun même si le terme réfère communément à la brutalité ou l'agressivité d'un comportement faisant usage de la force pour contraindre ou soumettre quelqu'un (le plus souvent physiquement mais aussi moralement).

Pour la majorité des répondants, tout un chacun est avant tout responsable de son comportement et, *a fortiori*, de la manière dont il entend s'engager et de ce qu'il est prêt à faire pour soutenir la cause qu'il promeut. Cependant, ils considèrent que la légitimation, voire le recours à la violence reste éminemment liée au vécu ainsi qu'à la position personnelle de chacun (e.g., âge, situation socio-économique).

« Si on est confronté dans son existence, dans son enfance, dans son adolescence à des situations qui sont injustes, ce sont des graines pour réagir de manière plus radicale ensuite parce que ça justifie. C'est ton vécu, ce sont tes souvenirs, ce sont tes proches. Après, il peut y avoir aussi l'influence de quelqu'un qui te manipule, sûrement, évidemment. » (#403bis#)

Selon eux, il n'y a pas de profil type du militant ou de l'activiste violent, la légitimation ou le recours à la violence doit s'envisager singulièrement et de manière processuelle, comme l'avènement d'une conjoncture d'éléments micro, méso et macro sociologiques<sup>156</sup>.

« C'est vraiment personne par personne. Il n'y vraiment pas un individu pareil. Et là statistiquement, je ne vois pas. Peut-être qu'on pourrait dire... Alors peut-être que la seule régularité qu'on pourrait trouver, c'est d'ordre psychanalytique sans qu'il n'y aucune dimension péjorative mais en disant que quelque part il y aurait une volonté de rébellion. Mais ce serait ... Pour toutes les raisons possibles, toutes les raisons qui expliquent qu'on peut devenir rebelle. Mais ... Encore un fois, sans aucun jugement moral parce que les personnes sont trop différentes. Il y a des gens qui sont désespérés. Il y a de gens qui sont riches, enfin des bourgeois qui viennent défendre autre chose. Il y a toute la gamme. Il y a des gens qui ont des idées politiques. Il y en a qui n'en ont pas. Absolument toute la gamme. Il n'y a pas un public radical, ça c'est vraiment... Enfin, vous êtes bien placé pour le savoir mais c'est une vue de l'esprit. » (#408#)

Deux répondants (environnementaliste et communiste) observent que les violences commises par des militants ou des activistes restent relativement rares ou épisodiques (notamment lors des manifestations). Une part d'explication résiderait dans le fait que la société, à travers les médias et discours officiels, est davantage exposée à des messages prosociaux ou défavorables à l'égard de l'usage de la violence individuelle et, *a contrario*, plutôt favorables à l'égard de la répression à

---

<sup>156</sup> Voir également extraits #406# et #407#.

l'encontre de celles et ceux qui s'y adonnent. Ils déplorent également l'effet rebond qu'entraîne la violence d'une minorité, lorsque les autorités en prennent prétexte pour mener une répression massive et dure du militantisme et de l'activisme<sup>157</sup>.

« Ceux qui agissent de manière plus ou moins violente sont une minorité à cause de cela, à cause de cette lobotomisation générale par rapport à la notion de violence mais ils agissent contre des symboles du système principalement comme les black blocks qui pètent des magasin, des [nom de société], des vitrines, ... Alors on peut juger l'utilité ou pas de faire ça mais en tout cas ils sont tellement minoritaires que à ce stade ils ne voient pas trop d'autres manières de s'exprimer et de se faire entendre que de par cette voie-là pour se montrer, pour se démarquer des gens qui pensent que la non-violence est la seule manière d'agir et donc il agissent comme cela. » (#410#)

La violence qu'elle soit matérielle ou symbolique, exercée ou subie, vécue ou perçue, réelle ou supposée constitue un enjeu majeur du rapport de force qui opposent les militants et activistes aux autorités mais aussi une ressource « *parmi et comme* les autres, parfois payante, parfois contre-productive » (Sommier, 2012 : 18) susceptible d'être mobilisée par chacun des protagonistes impliqués<sup>158</sup>.

### 8.1. La violence à l'encontre des personnes et des biens

Quasiment tous les répondants rejettent la violence à l'encontre des personnes, à l'exception de deux d'entre eux qui estiment que celle-ci peut être légitime en cas de légitime défense ou de responsabilité imputée dans la situation contre laquelle ils luttent.

« Ça c'est ma limite. La violence contre les personnes, pour moi, je serais contre toutes mes idées les plus profondes et toutes mes valeurs les plus profondes. Je suis convaincu du fait que le monde est beau grâce à sa diversité. » (#414#)

« Donc oui, je pense qu'évidemment le recours à la violence, pas la violence contre les personnes physiquement ou psychologiquement, ça c'est tout à fait exclu mais la violence envers des infrastructures matérielles est tout à fait requise dans la cause écologique, je crois. Si les gens détruisent un entrepôt, je ne sais pas, je n'ai pas d'idées comme ça. Si on détruit un bateau qui achemine un tiers des produits électroniques en Europe, est-ce condamnable dans la cause écologique ? Non. Ce n'est pas de la violence, c'est de la destruction de matériel qui est une tactique parmi d'autres pour arriver à notre objectif qui est de réduire l'empreinte écologique. Donc c'est acceptable cette forme de violence ». (#415#)

« Peut-être que le rapport de force sert à modifier les idées et le cours de l'Histoire mais la violence comme ça sur des individus pour moi n'a pas de valeur pour la cause. » (#416#)

« Pour fracturer une porte, on a toujours un pied de biche. Maintenant le pied de biche peut toujours aussi servir à se protéger. Nous, de nous-mêmes, on est pas violent même si on rencontre une personne, on ne va pas aller taper dessus. Mais si la personne vient pour nous taper dessus, on ne va pas rester là comme des... On ne va pas rester là, à se laisser faire non plus. Donc, la façon dont on ouvre les portes. Voilà, la porte est ouverte, elle est ouverte. Vous n'avez pas besoin de savoir si on l'a crochétée. Si on est parvenu à crocheter la serrure, si on a ouvert avec un pied de biche, c'est ouvert point. » (#417#)

Huit répondants légitiment, voire justifient une violence dite 'matérielle', ce qui ne veut pas dire que chacun d'entre eux y a recours pour autant. Celle-ci ne doit d'ailleurs pas être considérée d'après eux comme de la violence (au regard de l'acception commune du terme précitée) mais plutôt comme un acte de destruction ou de dégradation. On perçoit à travers cet enjeu définitionnel du réel en termes de violence, cette dialectique entre des processus sociaux « systématiques de formation, de sélection, de motivation et de stabilisation des communications favorables/défavorables aux lois » et des processus intrapsychiques « de sélection, de motivation et d'apprentissage » de ces communications<sup>159</sup>.

<sup>157</sup> Voir également extraits #409#, #411# à #413#.

<sup>158</sup> Pour aucun des enquêtés, le violence est idéologique.

<sup>159</sup> Voir également extraits #419# et #420#.

« Et donc, là, franchement, très sincèrement, je n'aurais jamais aucun remord en manifestation. J'en ai pas eu ce jour-là même si je n'ai pas spécialement cassé non plus mais si j'avais du casser la vitre d'une banque, je n'aurais pas eu de remords. Je n'aurais pas eu de remords à le faire parce que ... Pour nous, autant pour moi, ce qui est violent c'est de voir des gens dans la rue, de voir des gens qui ont trois boulots et qui ne s'en sortent pas, c'est de voir des gens qui travaillent toute leur vie et qui finissent à devoir bouffer des pâtes tout le mois parce qu'ils sont des pensions dégueulasses et ne parlons même pas de la pension à 1500 euros parce que ce n'est certainement pas ça qui va régler le problème. Et c'est là qu'il y a un problème entre ce réformisme-là et le système en général. Le problème c'est que tu vas réformer une pension à 1500 euros mais à côté de ça, de l'autre côté ils vont trouver un moyen pour te prendre 300 que tu as eus avec autres moyens. Ce sont des calculs que nous, on ne comprend pas que... » (#418#)

« Tu vois les gens qui vont aller cramer des voitures de flics. Ou euh, ou genre casser des vitrines, trucs comme ça, ou des comme tu dis, dispositifs anti-SDF tout ça, j' pense que c'est, c'est assez légitime, c'est genre juste témoignage d'une colère qui est, qui est justifiée. Et que dans tous les cas, des dégâts matériels comme ça, ça sera jamais comparable à tout ce que la police ou d'autres, ou l'État en place fait subir aux populations. J'veux dire tout ce qui est réforme des retraites et juste, 'fin des conditions de travail dégueulasses, la répression policières. Parce que avec toutes les bavures qui terminent en meurtre, tu vois y'a y'a souvent des personnes qui démonisent à fond les casseurs, parce que « nan mais tu te rends compte il a brûlé une Porsche ? » alors que à côté de ça la police tue ! Des gens ! Et qu'il y ait ça y'a pas de soucis. Et j' pense que , et même les lois de l'État et les, la façon dont on précarise énormément de population, bah ça tue énormément de gens. Et ça par contre, ça pose pas de problème tu vois et c'est des militants d'extrême-gauche qui vont aller gueuler là-dessus qui sont violents et qui sont méchants. Alors que littéralement ben non. Y'a une énorme partie de la population qui vit sous le seuil de pauvreté qui a des conditions de vie immonde, parce que il faut quand même bien faire bénéficier des plus riches, et j'trouve c'est ça la vraie violence. Et du coup j' pense que, toute action euh militante euh, aussi violente puisse-t-elle être euh vue. Ben ça sera jamais aussi violent que celle de l'État, donc j' pense que c'est, ça va quoi. On pourrait faire pire. » (#421#)

Au-delà de la distinction entre la violence contre les personnes (en ce compris la violence exercée par les autorités à l'encontre des militants et activistes) et celle contre les biens, les extraits permettent aussi d'opérer une distinction au niveau du destinataire de cette violence matérielle exercée par certains militants et activistes selon qu'il s'agisse d'une personne privée (e.g., indépendant, propriétaire, société) ou bien d'une institution publique.

## 8.2. Le partage des illégalismes et le primat de la violence institutionnalisée

Selon plusieurs enquêtes (n = 7), il s'agit avant tout d'une question de définition du réel qui s'inscrit dans un rapport de pouvoir. Pour eux, ce sont les groupes politiques, économiques et culturels dominants de la société qui opèrent, en raison de leur position privilégiée, ce partage entre ce qui est légal et illégal et imposent de relire ces actions comme relevant du registre de la violence. Des considérations qui ne sont pas sans faire écho aux propos de Foucault lui-même pour lequel « les représentants directs du pouvoir – intendants, subdélégués, lieutenants de police – ont souvent été perçus comme les agents du pouvoir arbitraire, mais, en fait, plus que les agents de l'arbitraire ou de la légalité stricte, ils étaient les arbitres de l'illégalisme » (Foucault, 2013, 146).

« Les actions des Black Blocs sont des actes politiques, le problème est que justement, du côté de la politique institutionnalisée et du côté des partis, qui eux sont au pouvoir, et qui préféreraient que les gens aient pas de cerveau. Ben ils définissent ça autrement parce qu'ils ont les outils de le faire, comme ils sont en position de domination. » (#422#)

« On peut revendiquer une certaine forme de rapport à la légalité qui soit contraignant. Au sens où, je crois pas que ce soit .. Je crois que ce soit un problème en vrai, au final. C'est juste de se rendre compte, les structures en place c'est elles qui ont eu le luxe de définir ce qui allait être légal ou pas, et si tu veux en sortir il faut pouvoir courir le risque d'en sortir effectivement quoi. De cas de transgression, en fait, ce qui a été défini par le pouvoir en place comme étant légal ou illégal, ben en fait si tu refuses le pouvoir en place, est-ce que ces catégories là ... Personnes ... Ce sera aux .. extérieurs de les juger finalement tu vois. » (#423#)

La violence est envisagée à l'aune de celle exercée par le système capitaliste néolibéral et l'État. L'action violente contestatrice pourrait donc être perçue comme « un moyen efficace et simple de critiquer le capitalisme et l'État libéral car fonctionnant sur des modes autoritaires et hiérarchiques et

eux-mêmes violents. La critique s'exprime directement puisque le système économique et politique illégitime s'incarne dans la cible des frappes [...]. La critique s'exprime aussi de façon indirecte puisque l'action est couverte et discutée dans les médias, ce qui permet de diffuser dans le politique une critique radicale du capitalisme et de l'État libéral. » (Dupuis-Déri, 2003 :77)<sup>160</sup>. En effet, à l'instar de ce qui a déjà été évoqué précédemment, la majorité des répondants estiment que la violence n'est pas l'apanage des militants ou activistes. Celle-ci, lorsqu'elle est amenée à se manifester, doit être comprise selon leurs dires comme une réaction à une violence première qui est institutionnalisée<sup>161</sup>.

« Chacun définit la violence à sa manière. Le monde capitaliste tel qu'il existe aujourd'hui est hyper violent sauf que c'est complètement intégré dans les journaux télé, dans les médias, chez les hommes politiques, du coup c'est une violence complètement insidieuse, globale, très ancienne qui paraît absolument indétrônable. Les réactions que l'on peut avoir face à ça, chacun, avec sa sensibilité va agir. » (#425#)

« Le grand problème est que la violence première, de mon point de vue, vient de l'État et que c'est une grande violence en premier lieu qui s'exerce sur les pauvres et sur la nature. Une violence très forte. Moi, je me suis occupé de [nom du projet] avec beaucoup de personnes et [...], c'est tout à fait emblématique de cette double violence qui s'exerce sur les pauvres qui sont sommés de récidiver, hein d'une certaine manière, et sur la nature qu'on a détruit de manière illégale, à mon avis, puisque la nature est dénuée de personnalité juridique. » (#427#)

C'est pour cette raison que certains répondants prônant la non-violence ne condamnent pas pour autant celles et ceux qui recourent à la violence 'matérielle' en réaction à cette violence institutionnalisée.

« Donc, impossible de condamner la violence parce que les gens qui se défendaient parce que c'était aussi une attaque quand même de l'État. Eh bien, ils ont utilisé les moyens qui étaient à leur disposition et leurs tripes et ils n'étaient pas lâches. Qu'est-ce qu'on peut condamner de gens qui défendent ce pour quoi ils croient alors que les forces sont disproportionnées et que la violence première vient de l'État parce qu'il faut rappeler quand même que c'était un projet d'aéroport complètement débile qui consistait à détruire 1600 hectares de terre et exproprier des paysans qui sont loin d'être des riches. C'est une violence, de mon point de vue, extrême. » (#430#)

Considérant que le monde est violent dans son fonctionnement, ils comprennent que certains puissent considérer comme légitime d'y recourir pour ne plus laisser le monopole de la violence à l'État et ainsi cesser d'en être victime en la subissant unilatéralement.

### 8.3. La spirale de la violence

Il y aurait ainsi, comme le résume un répondant, trois formes de violence : « il y a la violence du système, la violence de ceux qui veulent abolir ce système violent et la violence du système qui veut se défendre ». En effet, face à la contestation, violente ou non, de l'ordre établi, les représentants de la force publique se doivent *in fine* d'incarner et d'exercer la puissance de l'État pour éviter sa déliquescence<sup>162</sup>.

« Après je pense que dans un certain sens il y a une confrontation qu'elle soit violente ou pas, qui sera, 'fin, tu n'es pas obligé de toi être violent, mais je pense que, après si c'est révolutionnaire il y aura d'office une violence qui viendra au moins de la part du système que tu essayes de renverser [...], 'fin, je pense pas qu'il y a un État sur terre qui, en étant menacé de perdre son autorité ne réagisse pas par la violence au bout d'un moment quoi. » (#431#)

Par conséquent, certains militants ou activistes peuvent à leur tour considérer comme légitime de s'en prendre à titre de représailles aux forces de l'ordre, une attitude qui s'apparenterait dès lors à de la

---

<sup>160</sup> Cette vision n'est cependant pas partagée par tous, voire est même critiquée dans la mesure où pour d'autres enquêtés, l'expression de cette violence décrédibilise le message et les revendications pourtant légitimes. Voir extrait #429#.

<sup>161</sup> Voir également extraits #424#, #426# et #428#.

<sup>162</sup> Voir également extraits #432# et #433#.

vengeance ou à un « besoin de réparation » par celles et ceux qui furent victimes de la brutalité policière (Dupuis-Déri, 2003 :77)<sup>163</sup>.

« Et si dans ce même endroit où tu vis, tu te retrouves avec une pression policière, des contrôles d'identité qui n'ont pas de sens, 'fin un sens statistique, essayer de trouver celui qui fume un joint et ne rien résoudre aux problèmes que les autres peuvent vivre. A la fin tu détestes la police. Moi, je ne pense pas être dans ce cas-là, je pense que c'est normal qu'il y en ait. Ce qui est délicat, c'est qu'on donne du pouvoir à des personnes et du coup il faut quand même qu'il y ait un contrepouvoir. Il faut toujours qu'il y ait un contre-pouvoir sinon ça... Il y a une phrase qui dit : le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt absolument.» (#435#)

Ces enquêtés sont cependant conscients que la population n'a pas les clés de compréhension de tels événements lesquelles leurs sont d'après eux confisquées par les médias traditionnels qui captent l'essentiel de l'attention disponible dans l'espace public. Ils considèrent qu'il y a un traitement différencié entre une violence silencieuse (celle de l'État), dont les médias parlent pas ou peu, et une plus bruyante et visible (celle d'une partie de la population) qui en revanche serait fortement médiatisée et servirait de prétexte pour légitimer la répression à son encontre<sup>164</sup>.

« Ce débat est compliqué parce que ça dépend ce que l'on met derrière le mot violence. Dans les militants assez aguerris, certains sont prêts à faire comme les black blocks ou les [nom de collectif], à casser des fenêtres, à casser des voitures, à brûler des voitures, etc. Quand on écoute les médias, les politiciens qui réagissent à cela, ils disent tous : c'est de la violence, c'est inacceptable, on condamne tout et du coup tout le monde pense la même chose, on dit tous que c'est de la violence, qu'il faut condamner, que ce n'est pas bien alors que ce n'est pas de la violence. C'est de la dégradation de matériel, c'est de la destruction de matériel mais ce n'est pas ça la violence. Ces gens, ils réagissent par une forme de dégradation, une forme de violence matérielle si on peut dire, face à un système et des institutions violentes par nature qui mettent tous les jours des gens au chômage, qui créent de la pauvreté, de la famine dans le monde, qui créent des guerres, qui épuisent les ressources et détruisent les écosystèmes, ça c'est la violence. Et du coup quand on entend dire, les black blocks sont violents parce qu'ils détruisent les vitrines, on se dit : « mais vous savez pourquoi ils font cela et contre qui ils se battent ? » Ils sont vachement plus violents qu'eux, ils ne détruisent pas des vitrines, ils détruisent des vies humaines pas des vies non-humains. » (#438#)

À cette dialectique de la violence nourrie de vengeance, s'ajoute une autre forme de violence, dénoncée par les répondants, à savoir celle exercée à leur égard par d'autres acteurs de la société civile (agriculteurs, éleveurs, etc.) qui perçoivent les actions menées comme une menace contre leurs intérêts, voire même dans certaines situations par d'autres militants, et ce semble-t-il avec l'assentiment des forces de l'ordre qui laisseraient faire<sup>165</sup>.

« Les flics, on sait très bien qu'ils sont aussi de l'autre côté. Là, ils nous ont laissé clairement dans les mains des éleveurs. Ils ont clairement laissé aussi une personne qui était couchée qui avait reçu un coup et ils n'ont pas réagi. Ils sont aussi eux-mêmes violents. De la violence gratuite. Alors pas, de tous les flics évidemment mais c'est autorisé et ce n'est pas leur hiérarchie qui va les en empêcher.» (#440#)

« On a encore fait quelques actions mais surtout des actions de sensibilisation et pas directement sur place même parce qu'on savait qu'on ne serait pas protégé, même pas par la police. Parce qu'avec ces actions, même si elles n'étaient pas autorisées, on appelait toujours la police pour dire « on va faire ces actions, il y aura très probablement une... des problèmes » pour qu'ils nous prennent en protection aussi mais ce qui ne se passe pas. » (#445#)

Ces différents extraits d'entretien laissent ainsi entrapercevoir plus généralement que le recours à la violence ne se justifierait pas seulement pour dénoncer la violence première du système, donner de la visibilité à une cause particulière ou se venger mais aussi en réaction à des actes ou comportements perçus comme violents et constitutifs d'une menace contre soi, autrui ou ses intérêts. Une attitude qui s'inscrit dans une logique conservatrice avoisinant avec les contours flous du concept de légitime défense problématisé par J. Butler : « It [self defense] can, and in practice does, extend to the defense of loved ones, children or animals, or others who are considered close to you—relations that are part of one's broader sense of self. [...] So, what and who is part of the

<sup>163</sup> Voir également extraits #434# et #436#.

<sup>164</sup> Voir également extraits #437# et #439#.

<sup>165</sup> Voir également extraits #441#, #442#, #444# et #445#.

self that you are, and what relations are included under the rubric of the “self” to be defended? » (2020 : 43).

#### 8.4. Les mécanismes de neutralisation

Certaines déclarations relatives à la légitimation du recours à la violence ‘matérielle’ peuvent aussi s’apparenter en quelque sorte à des mécanismes de neutralisation (Sykes et Matza, 1957)<sup>166</sup> au sens où celles-ci serviraient de justification et de rationalisation à des comportements transgressifs pour prémunir les auteurs de l’opprobre sociale et la culpabilité.

Ainsi la délégitimation de l’État à travers la dénonciation d’une violence institutionnalisée pourrait être perçue comme telle mais d’autres déclarations justifiant le recours à la violence ‘matérielle’ peuvent aussi être perçues comme des techniques de neutralisation. Il peut y avoir une forme de déni de la victime lorsqu’on cherche à lui prêter une part de responsabilité dans la situation qu’il s’agit de changer<sup>167</sup> :

« C’est normal de caillasser la vitrine d’une boucherie parce que le boucher [...] fait partie du système spéiciste. Il en fait partie donc il a sa part de responsabilité. Tout comme les consommateurs, ça, je ne le nie pas. Ça fait partie du cercle qu’il faut justement démanteler. » (#446#).

Des militants justifient la violence de certaines actions en adoptant une position basse (voire de victimes) dans le rapport de forces qui les oppose au système capitaliste néolibéral :

« C’est pour ça aussi qu’il n’y a vraiment pas de soutien et qu’on se retrouve seul face à tous, face aux élites politiques, face aux élites journalistiques, face aux élites... Ce sont toutes les élites qu’on a contre nous. » (#448#)

D’autres invoquent la nécessité et la légitimité du recours à la violence en ancrant leur argumentation dans une réflexion politique qui s’inspire d’expériences passées, de l’Histoire :

« Je crois qu’on a pas le choix que de devoir en passer par là. Si on va sonner : oui, bonjour, est-ce que vous pourriez arrêter votre exploitation ? Je crois qu’il va un peu nous rire au nez. Tous les grands changements que ce soit par [nom de personnage public] ou par d’autres, tout s’est passé, tout grand changement est passé par des guerres et par des gens dont on rigolait d’eux au début. Quand il y a eu la fin des esclaves, de l’esclavagisme, les personnes au début ont commencé à prôner le fait que les personnes de couleur n’avaient pas à être exploitées. On leur riait au nez et puis petit à petit il y eu des affrontements politiques et autres. Et moi, je crois que tout grand changement justement commence par une révolution sinon on en viendra jamais à bout. » (#449#)

D’autres, enfin, minimisent, voire dénie toute forme d’agression :

« Et c’est là où je voudrais faire la distinction. Je n’ai vu aucun responsable réellement radicalisé partout où j’ai été. Tant en termes de discours, que même de moyens d’action, personne n’a jamais parlé de violence ou quoique ce soit. Même de manifestation, c’est toujours des trucs pacifiques. Je veux dire qu’on est moins violents entre guillemets que les [nom de collectif] ou d’autres groupes parce qu’on sait bien qu’on n’a aucune chance. Nos ennemis n’attendent que ça, qu’on fasse un faux pas et on va tous en prison. Mais, c’est vrai que tout le monde n’a pas ce niveau-là chez nous. Il y a des gens un peu plus bornés qui n’ont plus rien à perdre et eux, oui, parfois je m’en inquiétais. » (#450#)

---

<sup>166</sup> Sykes et Matza (1957 : 664) décrivent chez les jeunes délinquants cinq principales techniques de neutralisation : le déni de responsabilité, le déni d’agression, le déni de la victime, la délégitimation de ceux qui condamnent et l’appel à des loyautés supérieures. Ces techniques de neutralisation peuvent aussi bien précéder le passage à l’acte que lui être consécutif.

<sup>167</sup> Voir également extrait #447#.

## 8.5. Le choix de la non-violence

La violence appelant la violence, nombreux sont les enquêtés à privilégier les modes d'action non-violents (n = 12). L'un d'entre eux explique que pour pouvoir être qualifiée de non violente, une action de désobéissance civile ou d'action directe doit réunir *a minima* trois critères pour autant qu'elle ait préalablement épuisé les recours qu'offre le droit. Premièrement, l'action doit poursuivre un objectif collectif c'est à dire servir le bien commun et non des intérêts personnels ou même corporatistes. Deuxièmement, elle doit être menée à visage découvert et éventuellement annoncée. Enfin, troisièmement, aucune pression physique ou usage de la force ne doit être exercé à l'encontre d'une personne (voire dans une conception plus extensive à l'encontre des biens).

Pragmatique, il poursuit en invoquant trois raisons principales qui plaident en faveur de la non-violence : éthique, philosophique et stratégique. La violence ne serait dès lors légitime qu'en dernier recours, lorsqu'on n'a plus le choix et qu'on est acculé. Si dans tous les cas, la violence est le dernier choix, il regrette en revanche que le mode de fonctionnement, de gouvernement de notre société repose quant à lui fondamentalement sur la violence :

« Il y a trois raisons principales [à privilégier la non-violence]. La première, c'est une raison éthique c'est-à-dire que je ne pense pas qu'on puisse être violent sans en sortir indemne d'un point de vue strictement personnel. C'est-à-dire que tous les actes qu'on fait ont des conséquences et être violent, à un moment ou à un autre ça touche les personnes même si on s'en tient à faire du sabotage matériel comme c'est très à la mode dans certains discours. En pratique, ça touche les personnes derrière et donc on en sort pas indemne éthiquement. Et c'est un choix aussi de vouloir s'exposer à ce type de conflit personnel interne. Moi, ce n'est pas du tout le mien.

Deuxièmement, d'un point de vue plus philosophique, je pense que la violence entraîne la violence et que donc c'est un cercle vicieux. Ce n'est pas quelque chose qui permet de gagner les combats qu'on veut gagner et qu'il faut absolument gagner. Donc, ça, ça rejoint la stratégie mais philosophiquement la violence est la dysfonction d'un conflit c'est-à-dire qu'il y a des besoins de part et d'autre qui ne sont pas rencontrés et c'est le plus fort qui gagne. Donc les besoins du plus faible n'ont pas été rencontrés, donc ça va créer de la vengeance et un cercle vicieux qui ne permet pas de résoudre valablement le conflit. Le problème c'est qu'il nous faut du conflit et il nous faut des réponses valables au conflit et la violence c'est un dysfonctionnement. Des fois, la violence a eu un rôle dans l'histoire et les non-violents, je pense à [nom de personnage public] et à [nom de personnage public] ont toujours dit que la violence était un moyen de résoudre certaines tensions et que parfois c'était inévitable et qu'il valait mieux être violent que poltron ou que fuyant.

Je crois qu'on ne peut être que d'accord avec ça. Des fois, bon, on ne peut que bloquer les choses avec force et parfois avec violence mais c'est quand on ne peut pas faire autrement. Et ça ne donne pas une solution durable parce que derrière il y a toujours une remise à niveau. Donc, je pense que ça ne marche pas. [...]

Finalement, stratégiquement et ça on l'a bien vu dans des tas de combats. Enfin, l'histoire le montre, je pense, de manière vraiment limpide et on le voit partout. On l'a vu dernièrement avec la ZAD à [nom de la localité] puisque personnellement j'ai été impliqué dans la ZAD de [nom de la localité]. Et bien militairement, on ne peut pas gagner. Des fusils, comme disait [nom de personnage public], sont de l'autre côté donc si on prend les fusils, c'est la garantie absolue qu'on perd le lendemain matin. Donc stratégiquement aussi c'est absurde, de mon point de vue. Donc, je ne vois pas de raison, en fait de choisir la violence. Le grand problème est que la violence première, de mon point de vue, vient de l'État et que c'est une grande violence en premier lieu qui s'exerce sur les pauvres et sur la nature. Une violence très forte. » (#451#)

Un autre répondant abonde dans le même sens en prenant un exemple pour illustrer qu'on ne peut pas gagner contre l'État et que c'est *in fine* plutôt l'assemblage hétéroclite de forces (ie. recours en justice, grève de la faim) qui a eu plus de succès que la violence en elle-même.

« Alors, le cas de [nom de lieu], il est super intéressant. Il est super complexe. Moi, je ne pourrais pas tirer de conclusion sur l'usage de la violence qui s'y est exposée. En tout cas, c'est parfaitement clair et [nom de personnage public] a eu ce sale avantage, c'est de montrer qu'il était impossible de gagner militairement contre l'État. Il a envoyé 2500 gendarmes avec des blindés, ce n'était pas l'armée. Mais bon, les gendarmes, c'est l'armée et c'était une petite force par rapport au dispositif disponible. Quoiqu'on en dise, bien que la violence ait été d'intensité élevée, les moyens utilisés étaient encore très faibles dans l'arsenal disponible et pourtant les zadistes en face, ont mis toute

leur puissance disponible en jeu. Donc, voilà, ça c'est limpide pour moi. Qu'est-ce que ça a permis de gagner ? Sachant que militairement c'était pas du tout conséquent. Ça a permis de gagner en médiatisation mais je pense que c'était plutôt [nom et date de l'opération] qui avait permis d'attiser les cœurs. Parce que là on était plutôt, je dis « on » parce que je me situe quand même du côté des zadistes bien que je sois opposé à la violence et je pense qu'idéalement, il aurait fallu agir autrement mais c'était extrêmement compliqué. M'enfin bon, moi, j'ai une stratégie alternative à proposer : il fallait arrêter [nom de lieu] et aller à [nom de lieu] bien sûr. Ça c'était mon point de vue mais bon. Donc, je pense que la deuxième opération à [nom de lieu] nous a permis de gagner rien du tout. Par contre [om de l'opération] c'était utile. Et pourquoi ? Parce qu'il y avait aussi des recours en justice, il y avait une mobilisation des députés, il y avait eu une grève de la faim juste avant qui avait permis de contraindre [nom de personnage public] à garantir qu'il n'agirait plus militairement tant que les recours à la commission européenne n'étaient pas épuisés et puis il y avait eu une marche de 40000 personnes. Et donc, je pense que cet assemblage hétéroclite de forces qui a fait qu'on a pu bloquer ce projet et la résistance sur place qui était pas du tout de la même nature que celle qu'on a observée il y a, je ne sais plus maintenant, un an, deux ans ? » (#452#)

Quelques répondants (n = 5), estiment *a contrario* que la non-violence si elle n'est pas inutile reste insuffisante, voire « inefficace si on l'utilise comme seul mode d'action ».

Nous allons à présent consacrer le dernier grand volet de résultats de ce rapport à la réaction sociale ainsi qu'à ses effets sur le devenir des personnes composant notre échantillon. Les développements subséquents concerneront principalement la répression policière car c'est celle qui est majoritairement expérimentée par nos répondants mais la réaction sociale ne se réduit évidemment pas à l'action de la police, il convient donc de l'envisager plus largement (par exemple, au niveau médiatique ou de la société civile).

## 9. La réaction sociale

Le travail policier repose fondamentalement sur un principe de sélection au sens où les policiers sont amenés à prioriser les objets de leur intervention ainsi que les modalités de celle-ci (Montjardet, 1996). Cette opération de choix résulte d'un processus complexe où interfèrent différents éléments d'ordre individuel, professionnel, organisationnel ou encore institutionnel (Van Praet, 2020).

Chaque année, le ministre de l'Intérieur sur la base d'une liste proposée par la Direction des opérations de police administrative de la police fédérale (DAO) entérine une liste de phénomènes et groupements représentant par leurs activités un risque de trouble à l'ordre public (Mine *et al.*, 2021). Cette liste est établie à partir des constatations de terrain ayant été centralisées par la police fédérale mais peut aussi être influencée par la médiatisation de certains groupements ou phénomènes. Elle est ensuite soumise à l'avis préalable de la Direction centrale pour la lutte contre la criminalité grave et organisée de la police fédérale (DJ-SOC), l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM), la Sûreté de l'État et le Service Général du Renseignement et de la Sécurité (SGRS). Les services ont ainsi d'une année à l'autre la possibilité de supprimer, ajouter ou maintenir un groupement ou un phénomène<sup>168</sup>. Cet acte posé par le pouvoir exécutif n'est pas contrôlé par le pouvoir législatif ni judiciaire. Il s'agit d'une liste éminemment politique et évolutive<sup>169</sup> qui est tenue confidentielle.

L'enregistrement d'une personne dans la table 'Personnes et Groupements à suivre' de la base de données policière administrative<sup>170</sup> résulte d'observations de terrain et d'informations glanées par la

---

<sup>168</sup> Si, au cours d'une année, un service de police estime qu'un nouveau groupement doit être suivi, il peut en faire état auprès de la DAO qui fera une demande au ministre de l'Intérieur pour une modification de la liste. Entre-temps, il consigne tous les faits concrets qui attestent de l'existence du groupement. Conversation du 26 septembre 2017 avec un agent du Carrefour d'Information de l'Arrondissement (CIA) de Bruxelles-Capitale.

<sup>169</sup> *Doc. parl.*, Ch., sess. Ord., 2013-2014, n° 53-3105/001, pp. 28-29.

<sup>170</sup> Dans la pratique, l'âge minimum requis pour faire l'objet d'un enregistrement dans la base de données administrative est de 16 ans (correspondance électronique du 17 décembre 2017 avec un agent de la Direction des opérations de police administrative de la police fédérale (DAO)). En BNG judiciaire, l'âge minimum est quant

police lors de contrôles d'identité, de fouilles ou encore d'arrestations administratives réalisés en marge d'événements, lesquelles lui permettent d'attester de la participation effective de la personne à l'un des groupements ou phénomènes répertoriés comme étant à suivre. L'appartenance à un groupement doit pouvoir être établie par un lien réel (carte de membre, soutien financier, soutien logistique, animation, etc.). La simple présence d'une personne à un événement (e.g., manifestation, rassemblement) ne suffit donc pas pour qu'elle soit consignée dans la banque de données.

L'usage concret des informations enregistrées comme son impact sur le quotidien des personnes concernées n'a cependant pas pu être clarifié. Toutefois, en considération de la littérature existante (della Porta et Reiter, 2002 ; Jobard, 2008 ; Rafail, 2010 ; Dupuis-Déri, 2003, 2014 ; Penafiel, 2015), il n'est pas exclu que cet inventaire de groupements et de phénomènes, et *a fortiori* des individus qui leur sont liés, puisse induire au niveau opérationnel une distinction normative du « (bon) manifestant et [...] (mauvais) émeutier » (Jobard, 2008 : 101, voir également Penafiel, 2015). Autrement dit, une différenciation entre celles et ceux qui ne sont pas liés à un groupement ou phénomène repris sur cette liste, c'est-à-dire « les manifestants raisonnables et respectables de ceux qui sont déraisonnables, donc peu respectables, voire problématiques en matière de maintien de l'ordre » (Dupuis-Déri, 2014 : 35).

Pour les autorités, la distinction opérée par ce listage constitue une attitude rationnelle car cela reprend précisément les catégories de personnes qui posent problème dans la société (dégradation, violence, etc.). En l'occurrence, la pratique serait non seulement rationnelle, puisque cette liste est élaborée sur la base d'observations de terrain, mais plus encore, elle serait légitime car elle est entérinée politiquement (Mine *et al.*, 2021). Or, selon della Porta et Reiter « la police est sensible aux orientations de l'élite politique [...] la réponse en matière de maintien de l'ordre reste fortement influencée par la réponse politique qui est donnée aux mouvements tant au niveau national qu'international » (2002 : 75).

Un signe distinctif, un objet, un vêtement constituent autant de caractéristiques symboliques d'un certain statut ou d'une appartenance susceptibles dès lors de justifier l'attention des services de police et d'influencer leurs attitudes et comportements sur le terrain à l'encontre de celles et ceux qui en sont porteurs.

Sur la base de plusieurs études antérieures (Frank et Kely, 1979 ; Rafail, 2010) et de ses propres travaux, Dupuis-Déri (2003a, 2003b, 2014) a constaté que c'était moins les manifestantes et manifestants en tant que tels qui déterminent l'attitude de la police à leur égard que l'identité politique des manifestants. Celle-ci constituerait « le facteur important pour expliquer le type d'intervention, soit plus ou moins répressif selon le groupe qui manifeste » (Dupuis-Déri, 2014 : 34). La police agirait ainsi davantage en fonction de l'identité sociopolitique et idéologique des contestataires que de leurs actions (Rafail, 2010 ; Dupuis-Déri, 2014). Fillieule abonde dans le même sens, lorsqu'il dit que la perception des groupes manifestants par les autorités est un des principaux facteurs en considération pour rendre compte de la différenciation des modes de gestion à leur encontre<sup>171</sup>, ainsi par exemple « les mouvements nouveaux, formés autour de causes inédites, sont également moins bien tolérés que ceux bénéficiant d'une légitimité ancienne » (2011 : 1054).

---

à lui de 14 ans accomplis. Cependant, des exceptions sont possibles moyennant l'autorisation d'un magistrat compétent (loi sur la fonction de police, art. 44/7, 6°). Par exemple, un mineur de 12 ans lance une pierre vers un policier lors d'une manifestation et le blesse. Le mineur est arrêté pour avoir commis une infraction (ce qui relève de la police judiciaire) dans le cadre d'une manifestation (ce qui relève de la police administrative). Le juge de la jeunesse doit donner préalablement son accord pour que le mineur puisse être enregistré dans la base de données administratives pour avoir participé à un événement au cours duquel il a, par son comportement, effectivement perturbé ou menacé l'ordre public.

<sup>171</sup> Voir également Montjardet (1988)

« Ça, ça dépend de chacun. Je pense que pour l'état, pour la police, c'est très facile d'assimiler. Et du coup, ce sont avec des idées négatives de crescendo. Tu es d'abord un militant, puis t'es un activiste, puis t'es un terroriste à la fin puisque tu fais des blocages. Dans ces cas-là, c'est justifié d'utiliser des gaz lacrymogène de manière complètement disproportionnée [...]. » (#453#)

Parce que la désobéissance civile et l'action directe tendent à transgresser les normes, les militants et activistes peuvent être perçus et assimilés par les autorités à des délinquants justifiant dès lors leur répression<sup>172</sup>. Ce discrédit contribue à dépolitiser leur action et leur message en les faisant passer pour des individus irrationnels ou déraisonnables. Comme l'écrit Moucheron, « en s'auto-identifiant comme forme aboutie du gouvernement démocratique, le gouvernement étatique contemporain exclut *ipso facto* du champ politique dont il établit les limites, toute mise en question de son existence ou des formes de son exercice, réduisant ainsi le champ politique au champ politique légitime. En d'autres termes, il conditionne l'accès au champ politique au respect des formes par lui établies et qui lui assurent sa perpétuation, et soumet de la sorte l'alternative politique au règne du même » (2006 : 94).

Indiquons toutefois que plusieurs décisions de justice récentes, en France et en Suisse, ont acquitté des personnes qui étaient poursuivies pour avoir enfreint la loi dans le cadre d'actions de désobéissance civile pour dénoncer l'inertie des gouvernements face à l'urgence climatique. Les juges ont motivé leurs décisions en invoquant que ces actions relevaient de l'état de nécessité et dans, d'autres cas, de la liberté d'expression<sup>173</sup>.

### 9.1. La « radicalisation de la répression »<sup>174</sup> de la contestation

Plusieurs enquêtés (n = 7) observent et dénoncent une répression croissante et systématique à l'encontre de l'activisme et du militantisme. L'objectif serait selon eux de dissuader un maximum de personnes de s'investir ou de poursuivre leur engagement, en somme d'entraver toute forme de contestation de l'ordre établi<sup>175</sup>.

« Il y a une criminalisation qui s'accroît. Je pense que quand j'étais jeune, la criminalisation, c'était les pauvres, la misère, les jeunes, ça ne s'est pas vraiment arrêté. Par contre, ce qui arrive maintenant ce sont les activistes, les militants, eux sont aussi dangereux [...] Ça se traduit parce que tu vois les protections des policiers en face de toi, ce sont des Robocops, hein ! Sans voir les armes de défense qu'ils utilisent, le fait qu'ils utilisent des protections qui sont vraiment... C'est Terminator en fait. Alors qu'au début, ils avaient juste un béret, un petit casque et maintenant ils ont une armure. » (#458#)

« Vous savez là, de mon point de vue, il y a vraiment un renversement à opérer et moi, c'est le message que je voudrais faire passer via votre enquête. C'est que quand il y a 1500 personnes, des familles et des enfants qui vont manifester pour l'urgence climatique en bloquant un tram avec des chaises longues qui se font gazés, arrosés, arrêtés, molestés, tout le bazar. Il faut vraiment voir où sont les radicaux et c'est vraiment important. Je pense qu'il faut répéter ce message. Là en l'occurrence, [nom du collectif] ils ont agi avec la procédure classique de la non-violence active en faisant un groupe-contact police, un groupe-contact bourgmestre, en maintenant des liens permanents, en discutant sans arrêt et pourtant c'est ça qui est advenu. Et non seulement, la répression a été excessive mais plus effrayant encore, il n'y a pas eu de condamnation des pouvoirs publics au contraire et ça, de mon point de vue, c'est extrêmement radical, extrêmement problématique. Le contexte, ce qu'on dit, on le lit dans les médias. Partout, ça commence à être l'ébullition et partout la répression se durcit. Et donc, il faut choisir la société dans laquelle on veut vivre. La [nom de pays] a cette caractéristique d'être un pays libéral avec ce que ça comporte

<sup>172</sup> Sur la dépolitisation du délit politique à travers le cas de l'incrimination du terrorisme en Belgique, voir Moucheron (2006).

<sup>173</sup> Voir à ce propos Jadoul (2021).

<sup>174</sup> La formule est emprunté à Coddacioni : [https://www.liberation.fr/france/2019/10/29/on-assiste-a-une-radicalisation-de-la-repression-politique\\_1760475/](https://www.liberation.fr/france/2019/10/29/on-assiste-a-une-radicalisation-de-la-repression-politique_1760475/)

<sup>175</sup> Voir également les extraits #454# à #457 » et #460# à #461#.

comme respect des libertés individuelles. On a encore une longueur d'avance, j'ai l'impression mais elle est en train d'être grignotée rapidement. » (#458#)

Cette radicalisation de la répression à l'encontre du militantisme et des nouvelles formes de contestation se traduit, selon l'expérience des enquêtés, tant par le suréquipement (armure, casque, etc.) que par les tactiques déployées (e.g., arrestation préventive, arrestation de masse, nassage) ou encore par l'usage disproportionné de la violence par les forces de l'ordre (voir *infra*). Cette évolution du maintien de l'ordre, laquelle demande à être étayée empiriquement, serait, selon Combes et Fillieule, contingente au sens où la transformation des pratiques serait « d'abord impulsée par les modifications des stratégies manifestantes et politiques » (2011 : 1054).

## 9.2. La répression policière

### 9.2.1. La surveillance (infiltration)

En raison de la nature contestatrice de leurs activités, plusieurs répondants (n = 7) ont la conviction profonde d'être fichés et surveillés de près par la police, voire par les services de renseignements. Ils fonctionnent et s'organisent en tablant sur l'hypothèse que leur groupement est infiltré par les autorités<sup>176</sup>.

« On sait qu'on est très surveillé par la police. Moi, j'ai régulièrement la police postée devant la maison. Mon courrier dans la boîte aux lettres, je le retrouve toujours ouvert. Il y a les flics qui se garent en plein devant la maison. Pourtant, j'habite dans les bois, je n'ai pas de voisins, vraiment les bois. Et quand je lui dis : excusez-moi je peux vous aider ? Ah non, rien, on fait le contrôle de la circulation. Au cas où un écureuil traverse la route ou... Faut pas prendre les gens non plus pour... » (#463#)

« Je pense qu'il y a ... En fait, c'est très facile... C'est beaucoup plus facile, on va dire ça comme ça, pour la police d'intégrer un groupe anarchiste puisqu'il suffit de se pointer en disant : j'ai envie d'aider, je suis anarchiste. Que pour un anarchiste d'intégrer un groupe policier, là il faut qu'il ait un uniforme, un badge et une attitude, le vocabulaire et là ça va se voir qu'il n'est pas policier et ça ne va pas tenir deux secondes. Donc, on sait très bien qu'étant donné le phénomène de criminalisation de l'engagement associatif, de la loi anti squat, d'une répression de plus en plus grande... Pour certains Etats, les militants, les activistes, tous ceux qui sont dans le non-lucratif, c'est un problème en fait. Donc, il faut connaître leurs activités pour déjouer leurs plans et donc c'est facile d'envoyer une taupe. Moi, je serais flic, j'envverrais un stagiaire d'office. » (#464#)

Les réseaux sociaux constituent un outil précieux pour les collectifs en vue d'accroître leur visibilité, communiquer et rassembler, raison pour laquelle ils seraient, selon les enquêtés, minutieusement monitorés par la police afin d'établir les réseaux de relations et collecter un maximum de renseignements et d'informations utiles. Cette surveillance des réseaux sociaux réfère à cette extension et sophistication du recueil d'informations par les forces de l'ordre qui a été évoqué précédemment (Combes et Fillieule, 2011).

« Pour moi, de par la vision que j'ai eue, pour moi, ça a été vraiment une des meilleures armes pour eux aussi : on a entendu tout ce qu'il se passe déjà de par le fait que ce soit un géant du réseau social. Il y a déjà des affaires qui sont en train de se dérouler en [nom de lieu] avec le partage des données, etc. Pour moi, très rapidement, ils n'avaient pas besoin d'avoir un quelconque droit, quelconque autorisation pour y avoir accès et, pour moi, c'est grâce à ça en tout cas parce qu'ils savaient beaucoup trop de choses déjà de base par rapport à ce que nous on partageait sur les différents groupes. » (#467#)

« Oui, ils ont tous les renseignements par Facebook. Enfin, un truc qui n'a rien avoir avec l'activisme. Il y a quelques années, je suis allée en boîte. C'est une boîte où j'allais toutes les semaines mais à ce moment-là je n'avais même pas mon nom de famille sur mon Facebook. Je n'avais que mon prénom et personne, personne de mes amis ne connaissait même mon nom de famille. Il y a un gars dans la boîte, en sortant qui s'est fait écraser. On soupçonnait un meurtre que c'était fait exprès. Le lendemain, les flics étaient chez moi pour me poser des questions. Alors qu'il n'y avait même pas eu de photos de moi que j'étais à cette soirée. Je ne sais même pas comment sur si peu de temps,

<sup>176</sup> Voir également extraits #462#, #465# et #466#.

ils ont remonté le fil, trouver mon nom de famille, tout. Alors que sur Facebook il n'y avait rien. Donc, faut faire super attention sur les réseaux sociaux, pas trop montrer spécialement avec qui on traîne, pas partager trop d'actions et montrer qu'on est trop [...] J'ai des amis qui se sont fait supprimer leur compte et qui ont été convoqués à la police rien que parce qu'ils ont partagé un image comme ça. » (#470#)

Partant du principe qu'ils sont sur écoute ou infiltrés par la police, les activistes prennent différents types de précaution afin de limiter l'impact de ces intrusions sur leurs activités. Bien que cela entretienne un certain climat de méfiance et de suspicion, deux répondants considèrent que les précautions prises, même si elles témoignent d'une certaine 'paranoïa', restent toutes légitimes et peuvent s'avérer bénéfiques en termes de sécurité tant pour le collectif que le bon déroulement des actions<sup>177</sup>.

« En été, par exemple, c'est des trucs qui se font beaucoup dans les parcs avec des téléphones qui sont à une quinzaine de mètres c'est suffisant, ou sinon, en général, tu as toujours, à une réunion pour les élections, tu as toujours comme un petit panier ou une boîte qui passe où tout le monde va mettre ses téléphones et qui passe à [...]. J'ai l'impression que c'est vraiment le truc le plus important dans l'organisation, en tout cas, un peu toute cette sécurité. Et il y a carrément une grosse parano dans tout ça mais, en même temps, je pense que la parano est légitime, il vaut mieux être trop parano que de se retrouver soit avec une action sabordée, soit en taule pour les plus gros trucs. [...] » (#470#)

« On se réunit soit chez l'un, soit chez l'autre. C'est plus facile. Après, on fonctionne aussi par des applications qui sont cryptées sur nos téléphones parce qu'il y en a beaucoup qui sont surveillés par la police. C'est surtout être vigilant, surtout ceux, comme moi qui suis fichée. Je sais que je dois vraiment tout faire pour ne pas qu'on trouve mon ADN sur les lieux, ne pas discuter de ça par téléphone. Il faut en permanence, penser... » (#472#)

Il arrive également que les actions soient entravées par la présence d'autres acteurs que les autorités. Un enquêté évoque une situation d'infiltration d'un événement par des représentants d'une multinationale dont l'objectif était de décrédibiliser publiquement le groupement en se faisant passer pour une personne lambda dans l'assemblée.

« Une parallèle, c'est un festival qui s'appelle [nom du festival] qui parle donc d'agriculture, etc. Un documentaire qui est passé à l'ouverture de ce festival avec [nom d'un personnage public], donc une réalisatrice qui fait des documentaires contre les OGM, etc. Il y a deux personnes qui posent des questions dès que le film est fini. La lumière s'allume et on peut poser des questions à la réalisatrice. La première question ... Donc elle fait un film dans le monde entier pour... ça s'appelait : [nom du film] qui illustre ce qui se fait dans l'agriculture aujourd'hui, ce qui était des bonnes solutions et qui pouvait peut-être être répandu dans le monde. Donc, au lieu de donner un constat catastrophique de la situation et démoraliser les gens, donner des pistes et de l'énergie parce que souvent ce n'est pas ça. La première question c'est : quand vous avez fait ce film, est ce que vous avez pris l'avion ? Le film, il se déroule au [nom de pays], en [nom de pays] donc, oui, j'ai pris l'avion. Et donc, la réalisatrice est décrédibilisée d'une certaine manière. Première question. Après, il y a une autre question du même couple, qui était au premier rang, qui prenait des notes... En fait, c'était [nom de société], ces deux-là. C'est normal que [nom de société] envoie ses deux stagiaires ou alors des experts en com. pour décrédibiliser celle qui leur porte atteinte. Donc les policiers et les anarchistes doivent faire la même chose, c'est complètement cohérent. J'espère qu'ils n'ont pas oublié cela. » (#476 »)

Certaines déclarations relatives au traitement dont les groupements contestataires feraient l'objet par les autorités, plus particulièrement par les agences de renseignements, peuvent parfois paraître approximatives. Cependant, ces imprécisions et amalgames témoignent davantage de la méconnaissance de celles et ceux qui ne sont pas familiers avec les pratiques de ces instances .

« Mais dans ce texte de loi-là qui est passé en 2015, je ne me rappelle plus du nom du texte, en gros est repris comme terroriste toute personne qui dit qu'elle n'est pas d'accord avec le système en cours. Donc toutes les personnes qui sont contestataires de façon un peu trop extrême pour eux par rapport au système mis en place. Donc, moi, je suis terroriste, [nom d'une personne], il est terroriste. [nom d'une personne], il est terroriste et j'ai vraiment essayé pendant longtemps d'avoir accès à une banque de données parce qu'apparemment ils ont une banque de données qui s'appelle le fichier Sbis. Il y a un fichier S, ce sont les terroristes donc bien connus comme [nom de personnage public], etc. Et ils ont sur le côté apparemment une autre banque de données, fichier Sbis, où ce sont tous les

<sup>177</sup> Voir également extraits #469#, #471#, #473# à #475#.

terroristes, comme nous, qui sont repris. Les gens pour eux qui terrorisent l'opinion publique et c'est vraiment grâce à ça que je l'ai su et il a vraiment fallu que je fasse ce cheminement-là. De voir que l'antiterrorisme s'occupait des dossiers des [nom de collectif], etc.» (#477#)

### 9.2.2. La force de l'ordre ou la brutalité policière<sup>178</sup> à l'encontre des militants et activistes<sup>178</sup>

Au regard de certains événements récents (Bauraind *et al.*, 2019), on peut se demander si les informations collectées et enregistrées par les services de police ne constituent dès lors pas la condition de possibilité à l'émergence d'un « profilage politique » ? Le profilage politique est un concept qui a émergé au Québec, par analogie et extension du profilage racial et de profilage social, pour désigner et dénoncer précisément cette intervention différenciée et partielle face à la diversité des voix contestatrices ayant décidé de s'exprimer dans l'espace public lors de rassemblements ou de manifestations. Mue par des stéréotypes, l'action policière se montrerait « plus tolérante et respectueuse face aux manifestations respectables, et plus intolérante et répressive dans le cas des manifestations perçues comme irrationnelles et méprisables » (Dupuis-Déri, 2014 : 33). Selon Sommier (Mormin-Chauvac, 2019), la légitimité de l'objet de la revendication des manifestants serait appréciée subjectivement par chaque policier en fonction de ce qu'il pense mais aussi de ce qu'il croit que la société pense à un moment donné dans des circonstances données. Au moins il considèrera la revendication légitime, au moins, il se montrera tolérant.

La réaction sociale formelle est souvent perçue comme disproportionnée par la majorité des répondants<sup>179</sup>. Celle-ci reste peu compréhensible et peut constituer « un vecteur de radicalisation »<sup>180</sup>.

« [...] jamais je me suis opposé à la police de manière frontale. Jamais je ne me suis dit : la police doit disparaître, je suis contre la police. Jamais je ne me suis dit : il faut remettre en cause la légitimité de la police. Je ne me suis jamais dit que les forces de l'ordre étaient inutiles et qu'il ne fallait pas les maintenir ; que du contraire. Mais c'est à partir de ces mois-ci où j'ai vu la violence dont ils étaient capables que je me suis dit : waouw quand même ». (#480#)

« [...] en fait je me rends compte que pour devenir anarchiste il suffit d'être confronté à la police. Quand on voit la violence de la police par rapport aux manifestants qui s'expriment juste différemment finalement et bien c'est révoltant. Voir quelqu'un se faire taper par terre et il a rien fait, il a juste soutenu un camarade qui s'est fait arrêter par exemple. Ils vont le plaquer par terre, lui écraser le visage, lui taper dessus. Il y a des gens qui se font ratatiner par la police en [nom de pays], qui se font éborgner par des fusils, parfois des journalistes, c'est hyper violent. La manière la plus directe pour devenir anarchiste c'est de voir ça, de voir ces images, de la vivre soi-même. On vit ça dans notre chair, on voit ça de nos yeux donc c'est dur » (#481#)

Même lorsque leurs actions sont non violentes, les militants et activistes ne savent pas toujours quelle opposition ils vont rencontrer ni les risques auxquels ils s'exposent.

« Non, on ne sait jamais ce qu'il peut se passer. On peut préparer tout ce qu'on veut, quand on est sur place il y a peut-être d'autres inconnues qui vont se poser parce que quelque part, la police est là aussi pour faire son travail. Je ne crois pas que le rôle de la police est de prendre position pour l'un ou pour l'autre. Ils doivent essayer de rester neutres. Je ne suis pas sûr que quand ils doivent riposter avec des canons à eau ils le font pour le plaisir. Ils sont là pour [ ? ]. J'estime qu'il faut quand même faire attention et ne pas foncer tête baissée dans tout. » (#488#)

Selon certains enquêtés, les autorités répriment délibérément de manière aveugle et indistincte afin d'augmenter la pression sur les collectifs et obtenir un effet de dissuasion.

<sup>178</sup> Voir notamment Jobard (2002), Combes (2020), Kokoreff (2020).

<sup>179</sup> La violence à l'encontre des activistes peut aussi être verbale et morale comme l'illustre cet extrait issu d'un entretien avec un activiste antispéciste : « [...] Après, des trucs parfois sexistes ou des réflexions où c'est : oui mais vous n'aviez qu'à pas être là si jamais il y a des... Parce qu'il y a des copines qui ont été agressées la nuit et... : ah et bien elles n'avaient qu'à pas être là. Et puis c'est tout. » (#478#).

<sup>180</sup> Voir également à ce propos Sommier (2008 : 91). Voir également extraits #479#, #482# à #487#.

« J'ai des amis qui sont allés une fois manifester devant le consulat de [nom de pays], ils ont tous reçu une amende pour un tag qui avait été écrit : ZAD partout à cet endroit-là. En disant, vous tous, vous devez payer cette amende-là. » (#489#)

« Il y a eu une action. Il y avait pas du tout eu d'accord sur l'action, une action de désobéissance d'envahissement de la [nom d'institution] qui est la mafia en [nom de pays], ce truc. C'est vraiment stupéfiant. Ils sont partis là-bas et il y avait [nom de l'objet] qui avait été faite. Et dans le feu de l'action, je ne sais pas exactement ce qu'il s'est passé, moi j'y étais pas, ils ont pété [nom de l'objet]. Et donc, il y a eu un procès de quatre personnes choisies au hasard, soi-disant sur les images vidéos mais sur les images vidéos on voit clairement qu'on ne peut pas reconnaître les personnes. Donc ils ont... On sait... Faut toujours réfléchir. Ils ont identifié les personnes et ils les ont amenées au tribunal et ils les ont inculpées : six mois de prison avec sursis et 40000 euros d'amende pour [nom de l'objet] qui n'appartenait pas à [nom de l'institution]. [...] et du coup, au niveau de la répression et de la pression, c'est très palpable parce qu'il y a des gens qui se font choper au hasard mais pas au hasard [...]. Et puis, ils ont une amende de 40000 euros que bien entendu personne ne peut payer, plus de la prison avec sursis pour [nom de l'objet]. » (#490#)

Il s'agit également, selon trois enquêtés, d'asphyxier financièrement les collectifs mais aussi leurs membres en imposant des amendes au montant exorbitant. Cette stratégie ne porte pas atteinte à l'intégrité physique des militants comme cela peut être le cas dans les manifestations ou lors d'arrestations mais n'en est pas moins redoutable car elle tend à épuiser financièrement, moralement et émotionnellement les militants et activistes ; des ingrédients extrêmement efficaces pour créer la zizanie au sein des groupes<sup>181</sup>.

« Oui, c'est ça qui tue, c'est l'usure. Donc c'est facile de créer des petits conflits internes en envoyant un mandaï ou en mettant une grosse amende. En asséchant les portefeuilles et en envoyant la police trois fois, eh bien pour tout le monde c'est compliqué » (#491#)

« [Ce] qui était super intéressant avec toute cette expérience, c'était de sentir le pouvoir. Sentir de manière palpable le pouvoir [...] et la force, oui parce que quand on reçoit un courrier... Enfin, là il y a [nombre de personnes] personnes, on ne les connaît pas tous, on ne sait pas qui c'est. Ils sont convoqués par l'inspecteur. L'inspecteur dit que c'est le ministre de l'intérieur qui a déposé plainte et sur le papier, il est marqué la hauteur de l'amende. Ça fait bizarre et avant ça il y avait des astreintes. Il y avait un greffier qui était venu. C'était aussi des procédures vraiment calamiteuses, un mec qui arrive, qui fait signer un papier à n'importe qui et qui dit : tout le monde est au courant et la première personne qui passe sur le terrain est susceptible d'une astreinte de 3000 euros. Pour information, en [nom de pays] sur la ZAD, c'était 250 euros l'astreinte. Ici, c'est 3000 donc ça témoigne aussi de la doctrine de maintien de l'ordre belge qui est moins violente mais qui n'est pas moins répressive. Ça c'était déjà une grosse pression avec des questions immédiates. Il y a la moitié des gens qui ont pas de sous, du tout. donc déjà pour n'importe qui en dehors des plus hauts déciles, 3000 euros c'est beaucoup mais sur une ZAD c'est juste la misère. Donc qu'est-ce qu'on fait ? On reste sur le terrain ou pas ? On se met où ? Quelle est la limite exacte ? Qu'est-ce qu'on fait ? Quel système d'appel en urgence ? Quel recours on a ? Combien coûte les avocats ? Est-ce qu'on dénonce ? Est-ce qu'on dénonce pas ? On dénonce à qui ? Bref, tout ce genre de situations. Et donc, ils avaient mis cette pression très rapidement. Générale comme ça. Tout le monde savait qu'on était sous pression et les hélicoptères qui passaient, les flics qui faisaient la ronde, etc. Et puis il y a eu des petites actions de gens comme ça, des gens qui ont bougé des grilles, des bazars. Des gens qui ont été des petits trucs et c'est là-dessus et sur le maintien de l'ordre, le grillage, les vigiles avec les chiens et c'était ça qui coûtait et que le ministre essayait de nous faire payer. [...] » (#492#)

L'engagement peut donc représenter un coût relativement important pour les militants et activistes (e.g., achat de matériel, frais d'avocat ou de procédure, amende)

### 9.2.3. L'arrestation (préventive et de masse) de militants

Ainsi, à l'instar du profilage criminel qui fut d'abord une technique policière destinée à identifier l'auteur d'une infraction réalisée pour ensuite servir, dans sa version prospective, à identifier de potentiels suspects avant qu'ils ne passent à l'acte, l'enregistrement de personnes liées à un groupement ou phénomène à risque dans la table 'Personnes et Groupements à suivre' de la base de données policière administrative – au-delà de sa fonction de détection précoce d'individus et

---

<sup>181</sup> Voir également extraits #493# et #494#.

groupements radicaux – permet de justifier non seulement leur surveillance mais également l’interpellation et la fouille de ces individus, et ce avant la commission de tout trouble ou délit. Une telle intervention anticipatrice peut aussi prendre une dimension collective lorsqu’elle se traduit par la mise en œuvre de dispositifs de « neutralisation stratégique » destinée à entraver le plus possible la capacité d’action des groupements considérés comme radicaux ou extrémistes (contrôles ‘préventifs’, fouilles systématiques aux abords ou des points d’accès de la manifestation, encerclement, arrestations préventives de masse) (voir Stassinnet, 2018 ; François, 2019)<sup>182</sup>.

« Une histoire que je raconte toujours, enfin, je la trouve fort éclairante c’était un action de bombspotting donc c’était un groupe qui s’opposait au fait qu’on ait des missiles nucléaires sur notre territoire, sur le sol belge. On a 20 missiles nucléaires qui sont entreposés à [nom de lieu], près [nom de lieu] et la seule et unique raison pour laquelle on a des avions américains, c’est pour qu’ils soient adaptés pour prendre ces bombes et à les lâcher sur ordre des USA. Il faut savoir, c’est mon père qui m’a dit ça, que le parlement belge avait voté à plus de 90% contre la présence de ces bombes nucléaires sur le sol belge mais qu’elles sont toujours là. Donc, c’est tout à fait anti-démocratique. On faisait des actions bombspotting chaque année et donc là l’idée c’est d’aller investir l’OTAN. On était à peu près 800 personnes à vouloir rentrer sur le sol de l’OTAN, c’était une action annoncée, préparée donc les policiers sont au courant donc il y a un barrage pas possible. Donc c’est plus un grand jeu qu’autre chose. Ce qui est intéressant c’est que le jour du grand jeu, un des organisateurs [...] a pu me raconter les choses. C’est un organisateur, il est sorti de chez lui à vélo. Les flics l’ont arrêté et l’on emmené au cachot alors qu’il sortait juste de chez lui pour se promener à vélo *a priori*. Donc, en principe, dans une démocratie, une arrestation préventive, avant d’avoir fait quoique ce soit d’illégal, c’est tout à fait interdit par la Constitution. Ils l’ont fait quand même. Ça, c’est la première chose qui s’est passée ce jour-là. En [nom de pays], démocratie, on arrête quelqu’un qui n’a encore rien fait. Deuxième chose, il y avait le responsable presse qui était un ami et qui était sur les lieux avec une carte. A un moment donné, il se fait interviewé par [nom de média]. Juste après l’interview, il a été repéré par la police et ils l’ont menotté et emmené alors qu’il ne faisait rien de mal, il était juste présent pour répondre aux médias et on ne faisait aucune action illégale mais comme les forces du désordre ont vu que c’était lui qui... tous ceux qui parlent aux médias, on les arrête. Et troisième chose, on a eu une arrestation judiciaire avec quelques autres parce qu’en essayant de passer à l’OTAN, on est passé sur le site de l’entreprise 3M, qui fait des autocollants sur des choses et qui est juste à côté. Et donc, les policiers ont suspecté d’avoir abîmé une clôture. Or, on avait fait que passer en dessous d’une clôture qui était déjà abîmée. » (#496#)

Face à ces dispositifs de répression préventifs à l’encontre du militantisme, les activistes et militants tentent de s’adapter en veillant, par exemple, à dissimuler tout signe distinctif qui permettrait de justifier leur arrestation.

« Je suis allé à l’action devant [nom de lieu] on demandait de prendre une chaise avec. Je n’avais pas pris de chaise moi. Je n’avais pas envie, en montant dans le train ou en descendant du train, de me faire arrêter et de passer la journée. D’ailleurs j’avais même mis sur mon railpass de [nom de lieu] à [nom de lieu]. J’avais même pas mis que j’allais à [nom de lieu]. Tu vois si j’étais contrôlé dans le train : ben non, je vais chez un copain. Parce que à [nom de lieu], ils se font arrêter préventivement. » (#498#)

Les militants et activistes sont ainsi contraints de se montrer ingénieux et flexibles s’ils veulent déjouer les dispositifs mis en place par les forces de l’ordre.

#### 9.2.4. Les voies de recours contre les violences policières

Si deux répondants déclarent y recourir systématiquement par principe, la majorité des enquêtés ne croient pas dans les suites d’une plainte, probablement en raison de leur manque de confiance en la justice (voir *infra*) mais aussi du climat d’impunité qui règnerait<sup>183</sup>

« On était cinq ou six à avoir une arrestation judiciaire et du coup à être interpellés par le commissaire. A être entendus par le commissaire. Donc, on avait comme consigne lors de cette action que si on était auditionné par la police, de déposer plainte. Déposer plainte contre [nom de pays] pour crime contre l’humanité et pour détention illégale d’armes nucléaires sur son sol. On avait un beau document de quatre pages, très bien écrit qui se référait à

<sup>182</sup> Voir également extraits #495# et #497#

<sup>183</sup> Voir également extraits #499#, #501# et #502#.

des articles de la Constitution internationale des droits de l'homme et du citoyen, etc. De toutes façons, quand on fait ce genre d'actions, il faut savoir qu'on est couvert. On peut, normalement, en [nom de pays], commettre un acte illégal si c'est pour empêcher un crime plus important. Ça c'est la loi. Donc, on va dire, franchir, aller sur une propriété privée pour protester contre un crime contre l'humanité, c'est dérisoire. Face au commissaire, je lui explique, je suis content d'être auditionné, je veux déposer plainte. Il a refusé d'entendre ma plainte. Quand j'ai insisté en disant : « écoutez, on est dans une... vous devez entendre cette plainte, c'est mon droit de citoyen, on est dans une démocratie ». Il m'a ri au nez et il m'a répondu : « ouah, non hein, on est pas dans une démocratie, on est en [nom de pays]. C'est drôle, hein ? C'est très belge comme histoire. Je ne crois pas qu'en [nom de pays], cela aurait pu arriver. Un commissaire [nom de pays] n'aurait jamais eu le culot de dire un truc pareil. » (#500#)

Il est toutefois intéressant de constater que le point de vue des répondants sur les forces de police n'est pas que négatif du type « tous pourris », « ACAB – All cops are bastards », ils restent le plus souvent nuancés et compréhensifs à leur égard. S'ils sont perçus par certains comme les « chiens de garde de l'autorité », les policiers sont aussi considérés comme faisant partie du peuple et subissant le joug du capitalisme néolibéral. Même s'ils admettent que comme partout il y a « des bons et des mauvais » et qu'ils n'excusent pas les violences commises, ils ne les tiennent pas pour responsables de la situation<sup>184</sup>.

« J'ai rencontré des gens super intéressants chez les policiers. J'ai discuté avec de nombreux policiers qui partageaient énormément d'admiration pour ce qu'on faisait, parce qu'il n'y a rien à faire, être activiste et être policier, c'est se mettre au service de ... la population. C'est être profondément altruiste au départ [...] » (#503#)

« On avait des alliés à la police parce qu'il y avait plein de policiers qui sont opposés à [nom du projet] qui est une absurdité y compris sécuritaire. et ils sont en plus, pour certains, maltraités du point de vue syndical, du point de vue de la paie, de la pension, etc. ils sont parfaitement au courant qu'il y a des magouilles tout azimut y compris dernièrement dans l'école de formation de sécurité à [nom de lieu] où il y a deux responsables policiers qui ont démissionné successivement parce que le montage financier est complètement opaque. Donc on avait aussi des alliés à l'intérieur de la police et on a toujours essayé de trouver des convergences avec tout le monde, y compris avec la police. Donc, pas le versant plus anarchiste, mais qui n'était pas non plus opposé à cette dynamique là parce qu'on peut considérer aussi que les policiers sont des ouvriers et qu'on peut discuter. L'adversaire c'était plus les multinationales et les politiciens qui travaillaient avec les multinationales. Et ça, on a demandé de les rencontrer, ils n'ont jamais accepté. » (#504#)

Plusieurs enquêtés indiquent avoir eu l'occasion de discuter avec des policiers lors d'action et avoir régulièrement bénéficié d'un soutien moral de leur part. Certaines déclarations font état d'une forme de reconnaissance, voire d'admiration réciproque entre militants et policiers. Trois enquêtés ont même exprimé avoir rêvé dans leur enfance de devenir policier (n = 2) ou militaire (n = 1) car, selon les dires d'un répondant, « être activiste et être policier, c'est se mettre au service de ... la population ».

Deux répondants environnementalistes prennent un point de vue distancié et rappellent la difficulté du métier et le fait que la police reste une institution nécessaire et utile dans une société démocratique<sup>185</sup>.

« Ce sont des gens pour qui j'ai un énorme respect. On a énormément de chance qu'ils soient là pour notre sécurité. Il ne faut pas oublier qu'ils travaillent dans des conditions qui ne sont pas faciles. Je ne voudrais pas faire le travail à leur place. Donc on discute mais je ne vais pas là pour me battre avec la police. Je ne vois pas l'intérêt. Si un jour ils me disent que je suis arrêté et que je dois aller au poste, j'irai au poste. » (#507#)

« Et j'ai beaucoup de respect. Je trouve que c'est important quand on voit quand même certains faits divers où on voit des policiers qui se font descendre. Il faut pas oublier que c'est d'abord pour la protection des gens qu'ils sont là. Je pense qu'ils sont très motivés par leur travail, qu'ils le font avec beaucoup de convictions dans le but de servir les gens. [...]. On ne joue pas le même rôle mais ça n'empêche pas qu'il faut selon moi respecter les forces de police. Je vais prendre l'exemple (moi j'ai de la chance je suis parti avant) avec les incidents liés [nom de collectif], je ne crois pas que c'est tout le corps de police qu'il faut remettre en question. Il y a des gens qui ont voulu rentrer dans [nom

<sup>184</sup> Voir également extraits #505# et #506#.

<sup>185</sup> Voir également extrait #509#.

de lieu], ils savaient que s'ils passaient les barrières, ils allaient se faire arrêter. On ne peut pas dire non plus que les policiers se sont mal comportés avec les gens à ce moment-là. Il n'y a pas eu de violence en tant que telle. Bon ce qu'il s'est passé sur [nom de lieu] ça a un peu dégénéré mais je ne crois pas que c'est l'entière du corps policier qui était là pour essayer de matraquer les gens ou de les arroser. Je pense qu'il faut se mettre à leur place et se dire que le travail qu'ils font ce n'est pas un travail facile. » (#508#)

Ils dénoncent cependant l'usage de la violence souvent disproportionné ainsi que le sentiment d'impunité qui prédomine. Ils regrettent, de manière corrélée, le fait que les policiers incarnent davantage les forces d'un ordre émis politiquement que les forces garantes de l'ordre public destinées à servir et protéger la population<sup>186</sup>.

« Chez le policier ce que tu rencontreras toujours c'est qu'il obéit aux ordres. Alors, il invoque toujours ça comme excuse : « vous comprenez bien, je dois obéir aux ordres ». donc, on est typiquement dans le comportement qu'on a décrit au procès de Nuremberg et l'Allemagne nazie. Le comportement « j'ai des valeurs mais je les mets de côté quand il s'agit d'obéir aux ordres » et de plus je me suis rendu compte de ça, qu'ils obéissaient aux ordres non pas pour le bien de la communauté ou de la population mais pour le bien des gens qui sont à même de leur donner des ordres c'est-à-dire les intérêts des puissants. » (#510#)

« La police c'est les chiens de garde du pouvoir en place. J'ai acquis la conviction que la loi est écrite non pas pour protéger les gens mais pour protéger les puissants et ceux qui écrivent les lois. » (#512#)

« Les policiers sont là pour la sécurité du peuple. La justice, les juges, l'outil judiciaire est là pour permettre de régler des différends, c'est tout à fait nécessaire. Là où ça foire c'est qu'ils deviennent des outils politiques. Et donc, un homme ou une femme politique pour se faire élire va utiliser des termes et utiliser des techniques de harcèlement soit policier, soit judiciaire et du coup la raison d'être s'éloigne et ça devient du court terme pour se faire élire : de faire des chiffres, pour montrer la tête d'un activiste qu'on a attrapé et qu'est-ce qu'il est méchant vous avez vu ? Ce qu'on a trouvé sur son ordinateur... Il y a une dérive de ces deux outils-là qui sont tout à fait pertinents. [...] Je plains ceux qui se retrouvent en train de faire leur carrière ou juste une partie de leur vie dans cet outil-là policier ou judiciaire et qui se retrouvent complètement à la merci d'un homme, d'une décision politique à très court terme et de l'appliquer. Tu ne peux pas discuter en général. » (#514#)

*A contrario*, plusieurs répondants (n = 6) déclarent avoir perdu confiance en la police et éprouvent un sentiment négatif à leur égard principalement en raison de leur intervention qu'ils perçoivent comme injuste<sup>187</sup>.

« Avant quand je voyais tous les gens qui disaient, : je n'aime pas les flics, je n'aime pas les flics. Je me disais : oui, ce sont des grosses gueules. Mais dans l'absolu, je m'en fous. Maintenant, c'est devenu une haine mais viscérale. » (#517#)

### 9.3. La répression judiciaire (financière)

Chez celles et ceux qui ont éprouvé le système d'administration de la justice pénale, les critiques sont plus virulentes et unanimes à l'encontre du pouvoir judiciaire qui est assimilé au pouvoir et aux classes dirigeantes. Le pouvoir judiciaire est en effet perçu, non pas comme étant indépendant et garant des droits et libertés, mais comme ayant tout intérêt à maintenir le *statu quo* et assurer la reconduction de l'ordre établi. Ils incarnent, pour la majorité des enquêtés, les représentants « d'un système de justice inaccessible, structurellement perverti par l'argent et participant à consolider et légitimer les rapports de domination capitalistes » (Voisard, 2016 : 64).

« J'ai moins de problèmes avec les flics qu'avec les autorités judiciaires. [...] je comprends mieux les flics. [...] On voit bien s'ils sont emmerdés ou pas quand t'essayes de leur parler mais [nom du commissaire], évidemment ce n'est pas la peine d'essayer de lui parler. Mais la plupart des flics, ils sont... je n'aimerais pas être à leur place [...] ». Tandis que les autorités judiciaires, « il y a des exceptions mais enfin ils sont quand même pour ... ils défendent le pouvoir. » (#519#)

<sup>186</sup> Voir également extrait #511#.

<sup>187</sup> Voir également extraits #513#, #515#, #516# et #518#.

« Ce qui m'a le plus affecté c'est mes relations avec la justice en tant que requérant. Enfin, je n'étais même pas requérant, j'aidais les requérants. Ça, oui, c'est affectant mais avec la police, non. » (#520#)

Pour ces enquêtés, le droit serait un instrument de domination sociale et le système d'administration de la justice pénale un dispositif reconduisant les inégalités en permettant aux élites politiques, économiques et culturelles de préserver leurs intérêts<sup>188</sup>.

« [...] il était question de faire une extension du centre commercial près de [nom de lieu]. A deux reprises, pendant le marché du mardi et du samedi, à plusieurs on avait installé une petite table et on invitait les gens à... on abordait les gens : ah vous savez [nom du projet contesté] – ah oui, oui – vous trouvez que c'est bien ? Et on invitait les gens à mettre leur avis sur une feuille A4. On avait pris des feuilles A4 de différentes couleurs et les gens avaient écrit deux, trois mots. Ça s'appelait [nom de l'action]. On mettait tous ces papiers sur des cordes à linge avec des pinces à linge, c'était très joli. A un moment il y a une grosse camionnette de flics qui s'amène et qui interpelle une jeune femme qui était dans mon groupe. Et puis, moi, je vais voir ce qui se passe, je commence à discuter avec les flics et tout. Et bien, finalement, moi, j'ai eu une amende administrative par ce que soi-disant on avait organisé une manif non-autorisée, alors que ce n'était pas une manif, et qu'on obstruait le déplacement des gens sur la voie. Alors que les seuls qui gênaient la circulation c'était la camionnette de flics. Bon, moi, fort de mes droits, j'ai dit : je paye l'amende mais je vais réclamer qu'on me la rembourse. Donc j'ai été en justice pour faire annuler ce truc. J'avais des arguments, des témoins, des photos, des mesures pour montrer qu'il y avait encore de la place, qu'on gênaient personne. Rien à faire. La juge a fait semblant de comprendre et d'être d'accord et puis j'ai quand même été condamné. Il s'agit de te décourager de t'exprimer. » (#521#)

« Ça c'est sûr qu'on l'a bien vu à la ZAD, un des arguments en permanence utilisé pour freiner les ardeurs des gens qui étaient les plus remontés, qui sont aussi souvent les plus désespérés dans l'existence, c'était de dire que moyennant une grosse intensité d'action, on pouvait espérer que les institutions de l'État nous donneraient au moins, partiellement raison sur certains éléments. Et le fait d'avoir été balayés aussi, comment dire, grossièrement, sans finesse. Il faut voir ce que ça signifie et je pense que du côté des décideurs, ça c'est de la politique hors-sol. Ils ne perçoivent pas ce qui est en train de se passer et c'est ça qui est assez préoccupant. Et leur seule réponse est une sorte de fin de non-recevoir qui a un côté humiliant. C'est clair. Nous, on est des dizaines à s'être impliqués là-dedans. Pendant des années, on a dépensé beaucoup d'argent et d'être comme ça balayés avec un petit rire sardonique, ce n'est pas du tout agréable. Alors quand ... Dans certaines circonstances, on peut l'accepter, faire avec. Dans certains autres circonstances, ça ne passe pas du tout ». (#523#)

Selon eux, l'État peut se permettre d'intenter mais aussi de subir des procédures judiciaires. Cela ferait même partie de la stratégie des autorités visant à épuiser les collectifs tant financièrement que moralement. Ils dénoncent un rapport de forces inique qui a rendu le droit de recours inefficace. Plus fondamentalement, c'est la démocratie qui est en jeu dès lors que toute forme de contre-pouvoir est empêchée<sup>189</sup>.

« [...] quand on met de l'argent en justice, ils disent : surtout n'hésitez pas, vous pouvez vous ruiner. Dépensez, dépensez. A la limite, on se demande si... [...] Pour assécher à tout point de vue. Au niveau de l'énergie, au niveau des recours, au niveau financier, au niveau justiciable, au niveau de tout. et donc, c'est ça... C'est intéressant en même temps. C'est une découverte. Maintenant c'est une technique qu'ils utilisent vachement à [nom de lieu]. Là, je pense, par exemple, à [nom de projet contesté] qui est un projet... une sorte de parc d'attraction qu'ils mettent en bordure de [nom de lieu] où a été mis une concession Partenariat-Public-Privé qui a été accordée, là encore, dans des conditions encore incroyables. Et c'est un problème social écologique majeur, enfin, bon, bref. Donc il y a des tas de recours et ils gagnent les recours. Des riverains intentent des recours avec des ... ça coûte 15000 euros et deux jours après la Région re-délivre un permis pour le même projet avec une toute petite modification. Donc, ça fait 15000 euros de perdu et donc là, un privé, il ne peut plus continuer parce que même s'il recommence, il sait qu'il... Donc, là on a un problème absolument fondamental. Le droit de recours n'est plus effectif, c'est ça que ça veut dire. Donc, il n'y a plus de contre-pouvoir que le citoyen peut solliciter contre l'exercice du pouvoir de l'Exécutif donc ce n'est plus la démocratie. Pour le moment, ce n'est pas audible. C'est audible que chez les militants qui ont compris. Les gens qui ont essayé, ont compris qu'on n'est plus en démocratie. Mais c'est un truc qui n'est pas audible. Si on dit ça dans les médias. Mais pour toute une série de choses, c'est clairement plus... Il n'y a plus de contre-pouvoir donc... » (#525#)

<sup>188</sup> Voir également extraits #522# et #524#

<sup>189</sup> Voir également extrait #526#.

Les procédures judiciaires, ou menaces de poursuite judiciaire, s'apparentent aux procédures-baillons (Voisard, 2016) qui visent moins à réellement condamner qu'à dissuader ou faire taire en portant atteinte durablement aux ressources d'un collectif ou d'un individu. Cette judiciarisation de la contestation déplace le débat du politique sur le plan juridique et contribue donc également à dépolitiser l'action contestatrice.

#### 9.4. Les effets de la réaction sociale sur le devenir des militants et activistes

Comme cela a déjà été évoqué précédemment, d'après les enquêtés, la répression des autorités a pour objectif général de décourager, notamment « ceux qui hésitent » à s'engager, de participer aux actions et ainsi d'entraver la montée en puissance de ces formes de contre-pouvoir. De manière générale, trois aspects semblent avoir un effet dissuasif particulièrement efficace : l'intensité de la répression (i.e., brutalité), qu'elle soit ponctuelle ou répétitive, la dimension financière de la répression (particulièrement lorsqu'elle est indiscriminée) et le caractère continu de la répression qui finit par user (i.e., contrôle d'identité ou convocation à répétition, procédures qui s'éternisent)<sup>190</sup>.

« [...] il y en a qui ne veulent plus participer. Ce n'est pas qu'ils rentrent dans le rang mais qu'ils ont peur. D'ailleurs maintenant, je ne vais plus à des trucs comme ça parce que je ne saurais plus m'enfuir assez vite parce que j'ai mal aux jambes, je suis plus vieux, etc. Je ne saurais même pas suivre le rythme. » (#527#)

« Maintenant, c'est vrai qu'il y a peu de personnes qui décident de sauter le pas parce que les personnes ont peur que ce soient des représailles financières, la justice, ... Il y a simplement des personnes qui ont peur par exemple de la police et qui par exemple ne voudraient pas être confrontés à une évacuation ou quoi que ce soit. » (#532#)

Il semble toutefois que les effets de la répression varient en fonction des individus (Sommier, 2012) mais aussi en fonction de la nature (e.g., amende, incarcération, torture) et des conditions de la répression (e.g., directe ou indirecte, ponctuelle ou durable, continue ou discontinue, sélective ou indiscriminée, préventive ou réactive)<sup>191</sup>. En effet, la répression peut aussi bien accentuer la mobilisation contestatrice que l'annihiler mais dans tous les cas « elle joue un rôle déterminant dans la structuration dynamique et relationnelle des répertoires d'action collective » (Combes et Fillieule, 2011 : 1047).

Selon l'intensité et la durée de cette exposition à la force publique, trois issues ont pu être observées à travers leurs récits : une acceptation du rapport de force inéquitable qui implique une pondération de son engagement ou une révision de ses modes d'action, un abandon ou enfin un renforcement de sa détermination au point d'estimer, dans certains cas, n'avoir plus rien à perdre. Il ne faut pas négliger non plus les effets liés à la violence symbolique d'être perçu ou assimilé à un délinquant, voire à un terroriste.

Pour la majorité de la population, comme pour les sympathisants apportant un soutien ponctuel, l'expérience du système d'administration de la justice pénale a un effet dissuasif déterminant tandis que chez les personnes engagées, militantes ou activistes, celle-ci tend à les conforter dans leur lecture du monde et à renforcer le narratif sous-jacent à leur action<sup>192</sup>.

« L'iniquité dans les forces en présence. Le groupe le plus faible se retrouve à se souder. Sinon t'arrêtes, tu laisses tomber et tu te dis : c'est foutu. Et donc, tu baisses les bras » (#535#)

« En tout cas, quand on est arrêté quelques heures, c'est un moment d'angoisse parce qu'on ne sait pas combien de temps ça va durer, ni comment ça va se finir. Est-ce qu'on va devoir payer ? Est-ce qu'on va rester dormir là ? Est-ce qu'on va subir une arrestation plus longue ? Mais malgré ça, il y a un moment collectif qui est hyper fort. [...] Quand ils nous libèrent, ils nous éparpillent hyper loin pour que ce soit très difficile de revenir. Tu vois que ce sont des

<sup>190</sup> Voir également extraits #528# à #531# et #533#.

<sup>191</sup> Voir Opp et Roehl, 1990 cités par Combes et Fillieule (2011 : 1051-1052).

<sup>192</sup> Voir également extraits #534# et #537#.

tracasseries administratives, à la limite de la légalité mais ça renforce en fait. Les violences que tu subis, quand tu vois quelqu'un se faire castagner et bien ça renforce ton sentiment de lutter contre une injustice. Quand tu la vois devant tes yeux, ça te fait peur parce que tu n'as pas envie d'être celui qui reçoit le coup mais pour autant on est dans le bon. [...] les réactions sont tellement disproportionnées que c'est plus un adjuvant. Ça peut se convertir alors que je pense que l'intérêt [l'action répressive] c'est de faire peur et de dire : prochaine fois, ce sera pire pour vous. Donc, de démoraliser, démotiver et je pense que ce n'est pas souvent ce qu'il se produit. » (#536#)

La caractéristique disproportionnée de la répression renforce le sentiment d'injustice et semble constituer un adjuvant au processus d'engagement. Lorsque cette expérience reste de 'faible intensité' et 'occasionnelle' (arrestation administrative, intimidation et menaces, privation), celle-ci a aussi le plus souvent chez les enquêtés un effet de renforcement de leur engagement et de raffermissement des liens entre militants et activistes autour de cette expérience partagée car le coût comme le risque restent relativement faibles.

« Ça renforce le lien entre les activistes comme on dit, ça crée vraiment des liens très solides notamment quand on fait des groupes d'affinités comme on dit. Mais ça renforce les convictions. » (#538#)

Par contre, lorsqu'elle est de 'forte intensité' et/ou 'continue' (détention, poursuites judiciaires, malmenage et répression systématique), elle a plus un effet de dissuasion que de renforcement<sup>193</sup>.

« Le problème c'est en fait que ça dure longtemps et que c'est toujours... on sent que c'est comme une épée de Damoclès au-dessus de soi. Pourquoi ? Parce qu'on sait très bien que si on fait encore d'autres trucs comparables, ça pourrait se rajouter au dossier etc. C'est ainsi que naturellement les autorités veulent faire la répression avec des organisations comme [nom d'association] par exemple comme on l'a vu pas nécessairement en [nom de collectif] mais surtout en [nom de pays]. Ils se sont tapés presque dix procès et ils sont complètement paralysés naturellement parce qu'il y a des astreintes et des possibilités de... Comment ça se dit, de faire deux fois la même chose ? » (#541#)

« Ils sont découragés aussi et paralysés par des peines. Aller en prison ce n'est pas encore le pire parce que tu y vas (je ne fais certainement pas la gloire d'aller en prison) en prison pendant deux semaines et après c'est fini, c'est bien, tu peux recommencer ton combat. S'il y a des peines en sursis, t'es paralysé naturellement parce que tu sais que si tu fais quelque chose et qu'on te prend en flagrant délit, tes peines peuvent s'amasser. Les activistes souffrent naturellement de cette insécurité et de cette pression qu'il y a : qu'il pourrait y avoir une peine pas seulement pécuniaire mais aussi un emprisonnement. » (#542#)

Seule une minorité paraît renforcée au sens où ils ressentent n'avoir 'plus rien à perdre'<sup>194</sup>.

« Qu'ils continuent, qu'ils y aillent encore plus fort qu'avant parce que là, moi, je ne m'arrêterai pas. Pire que ça, j'ai une fierté aussi et j'ai vraiment dû prendre la décision à ce moment-là de l'arrestation de dire : je fais quoi ? Est-ce que je continue là-dedans et je vais tout perdre et je vais peut-être pas retrouver du boulot et je vais peut-être perdre ma mère, je vais peut-être perdre les gens qui me soutiennent, je vais peut-être perdre le peu de choses que j'avais parce qu'à ce moment-là je n'avais déjà rien. Et c'est de là, j'ai dû prendre la décision. C'est pour ça que, moi, je dis souvent et j'aime à répéter, que moi je n'ai pris aucune décision. C'est eux qui m'ont forcé à la prendre. Ils ne m'ont pas laissé le choix. Ils m'ont enlevé ma liberté d'expression. Ils m'ont enlevé ma fierté, ils m'ont enlevé plein de choses et voilà, ce sont eux qui ont voulu commencer ce jeu-là. Moi, ils m'auraient laissé tranquille à aller manifester à [nom de lieu], je n'aurais eu aucun problème, aucun problème. Maintenant, ils ont voulu commencer, ils ont voulu disperser le plus vite possible les manifestants pour pas montrer qu'il y avait des problèmes institutionnels et systématiques. Moi, il n'y a pas de souci, je ne suis pas du genre... Je suis très déterminé donc si je dois me battre contre un État, je le ferai. Et en plus, ils n'ont pas de chance pour eux que ma fille c'est tout ce que j'ai et je l'aime d'un amour pas possible donc si jamais, je dois... Il y a rien qui ne me fera jamais arrêter ça, jamais de la vie. Tant que ce ne sera pas plus juste et que moi je ne pourrai pas souffler mon dernier souffle en me disant : voilà, ta fille est tranquille, le monde est plus juste et t'as réussi à changer quelque chose... C'est clair et net que je ne m'arrêterai pas, jamais de la vie. » (#545#)

<sup>193</sup> Voir également extraits #540#, #543# et #544#.

<sup>194</sup> Voir également extraits #546# et #547#.

## Conclusions

Pour ce troisième volet du troisième workpackage du projet FAR<sup>195</sup>, nous avons décidé de donner la parole aux personnes radicales elles-mêmes, non pas pour leur donner une plateforme d'expression visant à mettre en valeur leurs revendications particulières, mais pour nous donner l'occasion d'étudier empiriquement ce qu'elles disent de leur engagement, des motivations qui les sous-tendent, des pratiques qui en découlent ainsi que des effets de leur engagement et de la réaction sociale sur leur devenir.

Le cadre théorique privilégié dans notre examen du discours de ces personnes est composé d'éléments issus de l'interactionnisme symbolique, la théorie de l'association différentielle et la criminologie narrative. Une telle approche envisage la radicalisation comme un processus complexe qui conduit une personne à adopter une position politique plus intransigeante, dure ou encore extrême.

Ce processus est complexe dans la mesure où s'enchevêtrent interactions, communications et apprentissages de la personne. En tant que conséquence de ce cheminement, la radicalité peut être considérée comme le « produit d'une interaction entre norme, transgression et réaction sociale » (Mohammed, 2021).

Afin de procéder à un examen empirique des discours de personnes radicales, un échantillon de dix-huit personnes (n = 18) a été constitué pour tenter de rassembler un matériau suffisamment diversifié en termes de points de vue et causes politiques (e.g., identitarisme, communisme, antisécisme). Toutefois, le matériel s'avère *in fine* quelque peu biaisé dans la mesure où nos répondants sont, pour la majorité d'entre eux, engagés dans des causes dont l'idéologie sous-jacente est plutôt située à gauche du spectre politique. À partir des entretiens semi-directifs réalisés avec ces personnes, le matériel a ensuite été transcrit, codé puis analysé selon les préceptes de la théorisation ancrée (Glaser et Strauss, 1967) de manière à faire ressortir les dimensions saillantes et les particularités pertinentes en rapport avec l'objet de recherche. Si nous ne pouvons prétendre à la généralisation de nos résultats, ceux-ci permettent néanmoins de dégager des dimensions qualitatives appartenant au « monde des possibles » du phénomène étudié, et ainsi d'identifier les concepts importants liés à cet objet d'étude. Une étude qualitative de ce genre est essentielle pour accroître l'intelligibilité de ce phénomène étant donné que peu d'études se sont intéressées à ce que disent les principaux protagonistes « de leurs pratiques et comment ils les justifient » (Beunas, 2019). Elle sert aussi de terrain préparatoire à d'autres moyens d'enquête.

En l'état, notre analyse permet de dresser plusieurs constats par rapport à cinq dimensions importantes : (1) l'engagement, (2) le processus de socialisation induit par l'engagement, (3) les ressorts de l'action qu'implique l'engagement, (4) la légitimation ou le recours à la violence dans le cadre de l'engagement, et (5) la réaction sociale par rapport à l'engagement radical et les effets de celle-ci sur le devenir des personnes engagées.

De manière générale, ces constats, tirés de l'analyse du discours de nos répondants, correspondent à ce que l'on trouve dans la littérature scientifique spécialisée sur le sujet.

---

<sup>195</sup> Pour rappel, les deux autres volets de notre workpackage avaient respectivement pour objet d'une part, d'examiner les modifications opérées dans les principales bases de données du système d'administration de la justice pénale, notamment au niveau des enregistrements réalisés, consécutivement à la mise à l'agenda politique du phénomène de la radicalisation et, d'autre part, d'objectiver à partir d'une analyse d'extractions issues de ces mêmes bases de données, les parcours pénaux (ou carrières criminelles) d'un échantillon de personnes considérées par la police et l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace comme radicales.

## *L'engagement des personnes radicales*

Les enquêtés perçoivent l'engagement tantôt comme naturel tantôt comme un impératif. Généralement intense, l'engagement est (devenu) inhérent à leur existence.

L'engagement peut être multiple et polymorphe (e.g., différents rôles, appartenance à plusieurs groupes ou implications dans diverses activités) mais aussi évolutif (e.g., changement de rôles, groupes, activités, causes, objectifs, méthodologies).

L'ensemble de nos enquêtés refusent les statu quo qui prévalent. L'engagement est donc orienté résultat, c'est-à-dire vers un changement du statu quo politique.

L'engagement suscite énormément de questionnements dans le chef des répondants quant à savoir comment opérer le changement de la manière la plus efficace possible (violente ou non). Ce travail de réflexivité peut aussi conduire les répondants à interroger leur ligne d'action afin que celle-ci soit la plus cohérente possible. Une telle réflexion peut amener l'individu à prendre des décisions drastiques sur le plan social (e.g., ne plus voir certaines personnes) ou professionnel (e.g., changer de travail) pour atténuer les conflits et tensions qui ne manquent pas de survenir en raison de l'adoption d'une position politique (parfois) perçue comme extrême.

Cette quête de cohérence peut concerner le niveau individuel mais aussi le fonctionnement groupal. Ainsi certains enquêtés ont quitté des groupes (e.g., ONG, syndicat, parti politique) pour leur manque de cohérence. À l'inverse, des groupes ou des majorités trouvées au sein des groupes peuvent exclure leurs membres qui ne sont pas en accord avec les principes édictés ou ne les respectent pas.

L'engagement engendre donc des coûts et des bénéfices. Du côté des coûts, on note des effets psychologiques et émotionnels conséquents (e.g., épuisement, burnout, émergence d'émotions négatives telles que la colère, la tristesse, la déprime, le découragement, l'angoisse, la fuite, l'autodestruction) mais aussi des coûts physiques et matériels (e.g., amende, privation de liberté, perte d'emploi, traumatismes physiques, mutilations). Du côté des bénéfices, on note d'importants avantages et rétributions principalement sur le plan de l'enrichissement personnel, c'est-à-dire d'un point de vue plus symbolique que matériel.

De manière générale, les déclarations des répondants révèlent que leur engagement entraîne chez eux un réel bouleversement car, à travers le fait de promouvoir une alternative au statu quo, il remplit plusieurs fonctions susceptibles d'opérer un changement sur le plan existentiel. L'engagement peut ainsi remplir une fonction symbolique et identitaire forte au sens où il pourvoit du sens qui contribue à la réalisation de soi (e.g., reconnaissance, acquisition d'une identité sociale, fierté, épanouissement). L'engagement peut aussi comporter une fonction éducative en considération des apprentissages réalisés et des compétences acquises dans le groupement (e.g., apprendre à argumenter, à coder, à organiser un événement, à déjouer les dispositifs de surveillance des autorités). L'engagement peut également assurer une fonction d'ascension sociale de l'individu, voire lui permettre de développer une carrière professionnelle ou encore lui donner l'opportunité de prendre une revanche sur la vie. L'engagement a encore des fonctions sociales (e.g., renouvellement du réseau relationnel), pédagogique ou encore culturelle (e.g., développement d'une culture de la résistance au sein de la population générale).

## *Le processus de socialisation induit par l'engagement*

L'adoption d'une position politique dure, voire extrême s'inscrit, selon les dires de nos enquêtés, tantôt dans l'hypothèse de la continuité (selon les termes de Becker (2006), on parlera d'un

« engagement par défaut »), tantôt dans celle de la rupture au sens où les répondants font état d'un événement, ou du moins d'une expérience de vie qui constitue, à leur souvenir, le point de départ de ce processus. Fillieule distingue, quant à lui, trois dimensions à l'engagement qu'il assimile à un processus de socialisation : « l'acquisition d'une vision du monde (idéologie) d'une part, de « savoir-faire » et de « savoir-être » d'autre part (ressources), et enfin la restructuration des réseaux de sociabilité, en lien avec la construction des identités individuelles et collectives (réseaux sociaux et identités) » (2012 :44).

#### *L'acquisition d'une vision du monde (idéologie)*

L'acquisition d'une vision du monde peut s'envisager comme une démarche active (c'est-à-dire choisir délibérément et consciemment une grille de lecture ou adhérer à une idéologie), notamment par les opérations de sélection et de motivation de certains messages qui peuvent ensuite permettre de justifier l'adoption d'une position politique dure, voire extrême.

La défiance à l'égard de l'État et des autorités est, sans surprise, manifeste et vient corroborer une tendance plus générale observée dans la société belge<sup>196</sup>. Leur légitimité à représenter la population est ouvertement remise en question. Les répondants pointent les nombreux dysfonctionnements de l'État (e.g., les incohérences et contradictions entre les actes et les paroles, la corruption, la partitocratie, le népotisme, l'échec de la démocratie représentative) et, plus particulièrement, la violence institutionnelle sur laquelle, selon eux, son fonctionnement repose. Les médias traditionnels sont également pointés comme pourvoyeurs d'une information dirigée, ce qui incite les enquêtés à se tourner vers une presse alternative et spécialisée, susceptible de conforter leur grille de lecture de la réalité. Cette défiance envers les acteurs politiques et médiatiques tend à montrer que les enquêtés ne partagent plus le récit produit par ces acteurs. Ils croient désormais en autre chose, nourris par d'autres narratifs.

L'émergence de nouveaux récits est notamment due au fait que nous sommes aujourd'hui inondés d'informations provenant d'une multiplicité de sources auxquelles l'accès a été facilité avec le développement d'Internet et des réseaux sociaux. Cependant, cette multiplicité tend à malmener ce qui est tenu pour vrai ou à rendre difficile l'établissement de la vérité. Selon Bronner, « plus il y a d'informations disponibles, plus nous pouvons aller chercher de l'information qui va convenir à nos croyances préalables »<sup>197</sup>. Ce biais de confirmation est source de confort notamment parce qu'il réduit la dissonance cognitive pouvant être induite par l'expérience d'un monde complexe<sup>198</sup>. Ce mécanisme cognitif est soutenu par le fonctionnement même des réseaux sociaux qui sélectionnent et ciblent leur offre grâce à leurs algorithmes de recommandation.

Les enquêtés partagent ainsi une vision extrêmement clivée de la société laquelle repose d'après eux sur un fonctionnement profondément violent et injuste du système capitaliste néolibéral qui caractérise notre société occidentale contemporaine. Grâce à la connivence des médias, du gouvernement national et des instances européennes, le statu quo dans lequel se trouve le système

---

<sup>196</sup> Voir l'enquête « Bye-Bye la Démocratie ? » commanditée par la RTBF en octobre 2021. Ce constat est observable ailleurs. En France, par exemple, 70% des moins de 35 ans et 56% des 35-59 ans n'ont pas voté aux dernières élections législatives. Des taux tout à fait inédits pour ce type de scrutin. Voir <https://www.ipsos.com/fr-fr/legislatives-2022/70-des-moins-de-35-ans-nont-pas-vote>.

<sup>197</sup> Harscoët, J., Interview de Gérald Bronner, *L'Echo*, 30 juin 2022

<sup>198</sup> Le biais de confirmation est un mécanisme mental qui consiste à sélectionner les informations tendant à confirmer nos idées préconçues (ou nos hypothèses) ou à minoriser le poids d'éléments venant les contredire, ce qui a pour conséquence qu'on se montrera plus réticent à changer d'avis.

profite avant tout à un groupe minoritaire ('oligarchie élitiste') qui exploite le reste de la population à laquelle nos enquêtés revendiquent leur appartenance<sup>199</sup>.

De manière générale, la perception de l'avenir de nos enquêtés est sombre au vu de l'inertie ambiante face à l'urgence (perçue) de la situation. Les répondants parlent tour à tour d'effondrement, de cataclysmes climatiques, de révoltes, de décadence, voire de remplacement civilisationnel. Cependant, la volonté de changer, d'améliorer son fonctionnement est bien présente même si l'émancipation vis-à-vis du système oppresseur doit impliquer « une rupture révolutionnaire en profondeur [...] passant, chez certains, par une réforme de soi. » (Sommier, 2021 : 108-109).

### *Savoir-faire et savoir-être (ressources)*

L'activisme permet de réaliser et de partager des apprentissages. Il est ainsi possible d'acquérir de nouvelles compétences grâce au partage volontariste des connaissances par les membres des collectifs et des expériences qui se font en leur sein. Ce partage peut notamment être facilité par les contacts intergénérationnels. L'activisme implique un savoir-faire (e.g., organiser des réunions, des campagnes de communication, des blocages, apprendre à protéger son identité) mais également un savoir-être, c'est-à-dire une capacité à s'introspecter. Autrement dit, il faut apprendre à se connaître, savoir ce qu'on peut faire et jusqu'où on peut aller non seulement parce que l'engagement militant est confrontant mais aussi parce que l'efficacité et la longévité de l'action peuvent en dépendre. Les qualités généralement mises en avant sont la volonté, le sang-froid, le courage, l'idéalisme et le pragmatisme ainsi que, dans certains groupes aux activités plus clandestines, la capacité de discrétion.

### *Restructuration des réseaux de sociabilité et des identités*

L'engagement militant affecte et restructure profondément les « réseaux de sociabilité » de la personne (Fillieule, 2012, p. : 44). Les relations avec la famille et les amis proches peuvent être mises à mal, voire parfois carrément rompues en raison de tensions et problèmes de compréhension récurrents.

Toutefois, l'engagement favorise la formation de nouveaux réseaux relationnels à travers l'implication dans le collectif et la participation aux actions. Le fait de partager des affinités et convictions similaires au sein d'un groupement facilite les échanges et crée, dans certaines situations, les conditions propices au développement de nouvelles relations, voire d'amitiés. Cependant, au-delà de la promotion de valeurs de solidarité, convivialité ou de respect, la composition des collectifs est plus ou moins hétérogène et, comme dans toutes interactions humaines, des conflits et désaccords sur l'interprétation des objectifs, la stratégie à adopter ou encore les moyens d'action à mobiliser, peuvent se manifester. Dans certains cas, les relations sont à ce point dégradées qu'elles peuvent conduire à des menaces, voire à des violences physiques mais aussi à la formation de clans qui mettent fortement à mal la dynamique d'action ou, au contraire, poussent à l'escalade de la violence pour se distinguer des factions plus pacifiques. Le purisme idéologique promu dans certains groupements peut avoir pour effet délétère d'accentuer les tensions, de fragiliser le collectif et de conduire à des divisions qui peuvent aller jusqu'à l'atomisation du groupement, voire parfois à sa disparition.

Les relations inter groupes seraient intéressantes à analyser dans la mesure où elles peuvent mener à différentes formes de collaboration (nationales ou internationales) dans une logique de fédération, de rationalisation des coûts et de partage d'expériences afin de faire avancer la cause. Cependant, de telles collaborations peuvent aussi donner lieu à des durcissements de positions lorsque l'autre groupe est considéré comme concurrent ou ennemi. Il y a bien entendu des conflits ouverts entre

---

<sup>199</sup> En effet, la majorité de nos répondants ne se considère pas comme étant en rupture totale par rapport à la société belge.

groupements d'obédiences différentes (i.e., droite vs. gauche) mais il y a aussi des guerres de chapelle entre groupements défendant une même cause lesquelles peuvent aboutir alors à des scissions provoquant la dislocation de certains groupements. Cette dynamique peut aussi amener certains collectifs à se radicaliser davantage en raison de la compétition, de l'isolement social, voire la clandestinité dans laquelle ils peuvent être amenés à évoluer (Sommier, 2008).

### *Les ressorts de l'action qu'implique l'engagement*

Pour reprendre les termes de Sommier, « en dehors d'une revendication commune "anti" (anticapitaliste, anti patriarcale, anti-État et toutes formes de hiérarchie et d'oppression), le socle commun est essentiellement pratique : l'action est motrice » (Sommier, 2021 : 109).

Mais quels sont les ressorts de l'action ? Nos enquêtés critiquent les structures classiques d'engagement politique (parti politique, syndicat, ...), perçues comme inadéquates et obsolètes face aux défis et enjeux de la situation. Par conséquent, ils refusent d'être gouvernés de la sorte et de continuer de subir docilement le programme d'un système injuste. Cette résistance ou attitude critique est couplée à la prise de conscience du caractère crucial d'exister, de montrer qu'une alternative est possible afin de convaincre le plus grand nombre de personnes de les rejoindre et parvenir à changer la situation.

La question des moyens et mode d'action à privilégier pour faire avancer la cause promue est récurrente. Elle se divise le plus souvent entre la prédilection pour le recours à des moyens démocratiques conventionnels pouvant aussi être qualifiés de légalistes (e.g., manifestations autorisées, pétitions, débats, campagnes de sensibilisation, publications, tracts, etc.), et des modes d'actions plus radicaux comme la désobéissance civile ou l'action directe (manifestations sauvages, opérations de libération d'animaux d'élevage, blocages). Ces modes d'actions plus radicaux sont généralement présentés comme étant légitimes en réponse à la violence et l'injustice du système mais plus appropriés pour faire bouger les choses tandis que les moyens plus conventionnels sont critiqués pour leur manque d'efficacité. Chaque mode d'action a cependant ses partisans. Ainsi, plusieurs répondants estiment plutôt qu'il faut d'abord épuiser les moyens conventionnels avant d'envisager et de recourir à des modes d'action plus radicaux.

Au-delà de l'enjeu d'efficacité, le choix des modes d'action peut aussi répondre à des besoins et objectifs différents. Les moyens conventionnels visent davantage la sensibilisation et l'éducation tandis que les modes d'action plus radicaux recherchent, de par leur caractère plus spectaculaire, à accroître la visibilité d'une injustice dans l'espace public par la production d'une critique directe et radicale à l'encontre notamment de symboles économiques et politiques du système capitaliste néolibéral.

Ces modes d'actions radicaux visent aussi plus fondamentalement à « constituer un objet politique, et d'en délimiter les contours » (Dupuis-Déri, 2012 : 136) afin de provoquer sa mise à l'agenda politique. Il s'agit par ce type d'action de « confronter directement la justice et la société, la politique en général ».

L'illégalité de l'action, bien qu'elle puisse être recherchée par certains, n'est toutefois pas le but en soi. Le respect de la loi intervient en tant que paramètre dans la réflexion le plus souvent sous la forme d'un calcul coût/bénéfice mais ce n'est pas nécessairement celui qui emporte la décision. Le paramètre principal qui influera sur la décision concerne avant tout celui du message à faire passer et de la légitimité ou non de mener l'action pour faire passer ce message.

Le choix de la stratégie à adopter, et *a fortiori* des moyens à mettre en œuvre, se fait par ailleurs à l'aune des risques potentiels sur base de l'expérience acquise lors d'initiatives antérieures. Il s'agit de s'inscrire dans la durée pour atteindre l'objectif visé en réduisant au maximum, voire en évitant, tout dommage collatéral (physique ou symbolique), comme les problèmes administratifs ou judiciaires (i.e. arrestation, amende), et ce tant pour les militants en particulier que le collectif en général.

Les collectifs auxquels appartiennent la majorité de nos enquêtés reposent généralement sur l'auto-organisation et fonctionnent sans réelle structure ni organisation interne. Ce mode de fonctionnement a des conséquences au niveau de leur appréhension par les autorités car il peut être difficile pour ces dernières d'établir s'il s'agit d'un groupement et *a fortiori* l'éventuel lien d'une personne à celui-ci. On observe à cet égard en Belgique, un glissement des enregistrements de la notion de groupement vers celle de phénomène au niveau de la base de données de police administrative en raison de sa circonscription plus floue (Mine *et al.*, 2021). Cependant, malgré la revendication d'horizontalité des rapports, plusieurs déclarations laissent tout de même à penser que bon nombre de collectifs sont informellement relativement hiérarchisés ou concentriques au niveau du processus décisionnel ainsi que pour l'organisation et la planification des actions.

### *La légitimation ou le recours à la violence dans le cadre de l'engagement*

La violence appelant la violence, nombreux sont les enquêtés à privilégier les modes d'actions non-violents, tout en laissant à chacun la responsabilité de son comportement et, *a fortiori*, de la manière dont il entend s'engager et de ce qu'il est prêt à faire pour soutenir la cause qu'il promeut. Ceux-ci considèrent que la légitimation, voire le recours à la violence, reste éminemment liée au vécu ainsi qu'à la position personnelle de chacun (e.g., âge, situation socio-économique). Selon eux, il n'y a pas de profil type du militant ou de l'activiste violent, et la légitimation ou le recours à la violence doit s'envisager singulièrement, comme l'avènement d'une conjoncture d'éléments multiples.

Tous, à l'exception d'un noyau marginal, rejettent la violence à l'encontre des personnes. Pour ce noyau marginal, la violence peut être acceptable en cas de légitime défense ou de responsabilité imputée dans la situation contre laquelle ils luttent. La violence matérielle est par contre plus tolérée. Mais les enquêtés préfèrent plutôt parler de dégradation ou de destruction que de violence en tant que telle. C'est la définition du réel qui se retrouve ainsi questionnée de même que l'exercice du pouvoir dans notre société occidentale contemporaine. En effet, pour beaucoup, ce sont les groupes politiques, économiques et culturels dominants qui opèrent, en raison de leur position privilégiée, le partage entre ce qui est légal et illégal et imposent de relire certaines actions comme relevant du registre de la violence. Nos enquêtés ont bien compris que « le pouvoir est quelque chose qui opère à travers le discours puisque le discours est lui-même un élément dans un dispositif stratégique de relations de pouvoir » (Foucault, 1994 [1978] : 465).

À travers cette problématique, nous avons ainsi pu percevoir que nos enquêtés prêtaient attention à la forme du discours et que la rhétorique s'imposait comme un élément important du répertoire d'action des militants dans le rapport de force qui les oppose aux autorités.

Au-delà de cet enjeu de définition du réel, la violence est aussi envisagée comme une ressource « *parmi et comme les autres, parfois payante, parfois contre-productive* » (Sommier, 2012 : 18) susceptible d'être mobilisée par chacun des protagonistes impliqués<sup>200</sup>. Elle s'inscrit donc davantage dans une logique stratégiste ou utilitariste que normative ou idéologique.

---

<sup>200</sup> Pour aucun des enquêtés, la violence était idéologique.

Les enquêtés estiment que la violence militante reste relativement marginale et doit être mise en perspective à l'aune de la violence première et institutionnalisée du système. Dans cette perspective, l'action violente de certains peut alors être perçue comme une critique du fonctionnement du système. Une forme de contestation que les autorités vont réprimer au nom (du maintien ou de la restauration) de l'ordre public. En retour, cette répression va engendrer des représailles de la part de ceux qui ont été victimes de la brutalité policière, pouvant s'apparenter à de la vengeance, à un « besoin de réparation » (Dupuis-Déri, 2003 : 77) ou encore à de la légitime-défense (Butler, 2020). Il y aurait ainsi, comme le résume un répondant, trois formes de violences : « il y a la violence du système, la violence de ceux qui veulent abolir ce système violent et la violence du système qui veut se défendre ».

Les enquêtés estiment enfin que la population n'a pas les clés de compréhension de tels événements, lesquelles leur sont confisquées par les médias traditionnels qui captent encore l'essentiel de l'attention disponible dans l'espace public. Ils considèrent notamment qu'il y a un traitement différencié entre une violence silencieuse (celle de l'État), dont les médias parlent pas ou peu, et une plus bruyante et visible (celle des revendicateurs) qui en revanche serait fortement médiatisée et servirait de prétexte pour légitimer la répression à leur encontre. Dès lors capter l'attention des médias et obtenir leur soutien sont pour le militant un enjeu déterminant pour convaincre l'opinion publique et tenter de changer le rapport de force. En effet, ce sont les médias qui font et défont l'image des collectifs contestataires.

### *La réaction sociale par rapport à l'engagement radical et ses effets*

Une minorité de nos enquêtés refusent tout dialogue avec les forces de l'ordre ou les autorités publiques car ils ne croient plus à une délibération juste dans un monde injuste. Cependant pour certains d'entre eux, le maintien d'un dialogue avec elles est important (e.g., dialogue assuré entre manifestants et forces de l'ordre via des agents de liaison). Ceci illustre l'évolution du maintien de l'ordre comme une « pratique du marchandage » (Combes et Fillieule, 2011 :1053). Une telle volonté de négocier nécessite une certaine tolérance de la part de la police à l'encontre de l'illégalisme (Combes et Fillieule, 2011 :1053). Elle implique aussi une plus grande sophistication du recueil d'informations, notamment à travers les contacts entre policiers et militants ainsi que les observations de terrain, qui ont par exemple donné lieu à la création d'une table des groupements et personnes à suivre au sein de la banque de données de police administrative (BEPAD) (Mine *et al.*, 2021).

Ce dispositif du maintien de l'ordre n'exclut cependant pas les glissements vers des modes d'action plus répressifs, violents et dissuasifs de la part des forces de l'ordre. Ces glissements pourraient notamment être liés à l'existence de cette liste des groupements et phénomènes susceptibles de troubler l'ordre public dans la mesure où celle-ci pourrait induire au niveau opérationnel une distinction normative du « (bon) manifestant et [...] (mauvais) émeutier » (Jobard, 2008 : 101, voir également Penafiel, 2015), c'est-à-dire une différenciation entre « les manifestants raisonnables et respectables de ceux qui sont déraisonnables, donc peu respectables, voire problématiques en matière de maintien de l'ordre » (Dupuis-Déri, 2014 : 35). Étant donné que c'est moins les manifestants en tant que tels qui déterminent l'attitude de la police à leur égard que l'identité sociopolitique et idéologique des manifestants (Frank et Kely, 1979 ; Rafail, 2010 ; Dupuis-Déri, 2003a, 2003b, 2014), il n'est pas exclu que cet inventaire de groupements et de phénomènes, et *a fortiori* des individus qui leur sont liés, puisse avoir des répercussions négatives potentiellement importantes non seulement pour ces derniers mais aussi *in fine* pour les forces de l'ordre, en particulier au niveau de la détérioration de leur image et de la défiance grandissante (d'une partie) de la population à leur égard en raison d'une perception d'illégitimité de leur action. La répression que peut engendrer cette distinction normative entre les groupements dans l'espace public, peut aussi être perçue par (une partie de) la population comme une mise à mal des droits et libertés fondamentales notamment le

droit de manifester son désaccord ou son mécontentement et ainsi altérer la relation entre population et police et, *a fortiori*, le sentiment d'appartenance à la société. Néanmoins, la question de savoir comment cette base de données est utilisée concrètement par les services de police reste entière et demanderait à être investiguée en tant que telle.

De surcroît, étant donné que la désobéissance civile et l'action directe impliquent généralement une transgression des normes, les militants et activistes sont susceptibles par conséquent d'être perçus et assimilés par les autorités à des délinquants justifiant dès lors leur répression<sup>201</sup>. Cette assimilation contribue au discrédit et à la dépolitisation de leur action et leur message, en les faisant passer pour des personnes irrationnelles et dangereuses. Plusieurs enquêtés ont ainsi dénoncé une radicalisation de la répression des mouvements contestataires qui se traduit tant au niveau du suréquipement des forces de l'ordre (armure, casque, etc.) que par les tactiques déployées (e.g. surveillance par infiltration notamment via les réseaux sociaux, arrestations préventives, arrestations de masse, passage, pression financière via l'imposition d'amendes) ou encore par l'usage disproportionnée de la violence par les forces de l'ordre. Un tel degré de répression a, selon eux, pour but de dissuader un maximum de personnes de s'investir ou de poursuivre leur engagement, en somme d'entraver toute forme de contestation de l'ordre établi.

Même s'ils dénoncent un climat d'impunité et de violence, il est toutefois intéressant de constater que le point de vue des répondants sur les forces de police n'est pas uniquement négatif (du type « tous pourris », « ACAB – All cops are bastards »). Au contraire, il reste le plus souvent nuancé et compréhensif à leur égard. Certains enquêtés ont ainsi fait part d'une forme de reconnaissance, voire de respect mutuel entre manifestants et policiers, ces derniers étant considérés comme faisant partie du peuple et subissant comme eux le joug du capitalisme néolibéral. Ils regrettent, en revanche, le fait que les policiers, engoncés dans leur rôle d'exécutant, incarnent davantage les forces d'un ordre émis politiquement que les forces garantes de l'ordre public destinées à servir et protéger la population.

Chez celles et ceux qui en ont fait l'expérience, les critiques sont plus virulentes et unanimes à l'encontre du pouvoir judiciaire qui est assimilé au pouvoir et aux classes dirigeantes. Pour ces enquêtés, le droit serait un instrument de domination sociale et le système d'administration de la justice pénale un dispositif reconduisant les inégalités en permettant aux élites politiques, économiques et culturelles de préserver leurs intérêts. Par ailleurs, selon eux, l'État peut se permettre d'intenter comme de subir des procédures judiciaires. Cela ferait même partie de la stratégie des autorités (i.e., procédures baillons) car elles épuisent les collectifs tant financièrement, qu'émotionnellement et moralement. Ils dénoncent un rapport de forces qui a rendu le droit de recours ineffectif. Plus fondamentalement, c'est la démocratie qui, selon eux, est en jeu dès lors que toute forme de contre-pouvoir est empêchée.

Trois aspects semblent avoir un effet dissuasif particulièrement efficace contre l'engagement militant: (1) l'intensité de la répression (i.e., brutalité), qu'elle soit ponctuelle ou répétitive, (2) la répression financière et (3) le caractère continu de la répression. Toutefois, les effets de la répression varient selon les individus et le groupement considéré (Sommier, 2012) mais aussi en fonction de la nature (e.g., amende, incarcération, torture) et des conditions de la répression (e.g., directe ou indirecte, ponctuelle ou durable, continue ou discontinue, sélective ou indiscriminée, préventive ou réactive)<sup>202</sup>. En effet, la répression peut aussi bien accentuer la mobilisation contestatrice que l'annihiler mais dans tous les cas « elle joue un rôle déterminant dans la structuration dynamique et relationnelle des répertoires d'action collective » (Combes et Fillieule, 2011 : 1047).

---

<sup>201</sup> Sur la dépolitisation du délit politique à travers le cas de l'incrimination du terrorisme en Belgique, voir Moucheron (2006).

<sup>202</sup> Voir Opp et Roehl, 1990 cités par Combes et Fillieule (2011 : 1051-1052).

Selon l'intensité et la durée de cette exposition à la force publique, trois issues ont pu être observées à travers les récits : (1) une acceptation du rapport de force inéquitable qui implique une pondération de son engagement ou une révision de ses modes d'action, (2) un abandon de l'action militante ou (3) un renforcement de la détermination dans l'action militante au point d'estimer n'avoir plus rien à perdre. Il ne faut pas négliger non plus les effets de la violence symbolique d'être perçu ou assimilé à un délinquant, voire à un terroriste.

\*\*\*

Les résultats qui ont été présentés dans ce rapport sont le reflet d'un contexte social situé et daté puisque notre terrain a été réalisé entre janvier 2019 et février 2020, c'est-à-dire au cours des gouvernements Michel II et Wilmès I. Depuis, notre société a connu deux autres gouvernements mais aussi des crises majeures comme celle de la pandémie de la Covid-19 et de la guerre en Ukraine lesquelles ont complexifié et fragilisé la société en raison de leurs retombées politiques, sociales, sanitaires ou encore économiques et ont par conséquent nourri un terreau propice à l'exacerbation des tensions ainsi qu'à la radicalisation des positions.

S'ils offrent tout de même un regard riche et varié sur certaines préoccupations sociales (justice sociale, considérations écologiques, préoccupations identitaires, etc.), nos résultats reflètent néanmoins davantage le point de vue d'individus dont l'objet politique des causes qu'ils défendent est majoritairement situé à gauche du spectre politique. Il conviendrait dès lors de réfléchir à la mise au point d'une stratégie d'échantillonnage permettant d'augmenter la couverture du spectre politique (de l'extrême gauche à l'extrême droite, etc.) et géographique (en s'intéressant par exemple, également à la Flandre) observable.

Il importe donc de poursuivre la recherche sur cette thématique en raison des enjeux sociaux qui lui sont liés. Au-delà de la nécessité de financer des recherches menées par des équipes pluridisciplinaires reposant sur des dispositifs méthodologiques mixtes (quantitatifs et qualitatifs), il nous semble également pertinent, compte tenu du cadre théorique privilégié dans le cadre de notre propre recherche, d'investir dans des études longitudinales (rétrospective et prospective) afin de mieux comprendre l'enchevêtrement et la dynamique des différentes dimensions de l'engagement à l'épreuve du temps (Carlsson *et al.*, 2020). Dans cette perspective, Fillieule (2001) invite à articuler des analyses quantitatives, pouvant notamment mobiliser des données officielles encore trop peu exploitées, à l'approche compréhensive des récits de vie. Il serait à cet égard aussi intéressant d'investiguer davantage le rôle du langage dans la violence politique en conduisant, par exemple, des analyses des fréquences et des co-occurrences des répertoires lexicaux mobilisés (Hogenraad *et al.*, 2003).

Cette recherche s'achève sur une question majeure qui vient souligner l'un des principaux défis qu'ont à relever les décideurs: comment prendre en compte les expériences minoritaires dans la réalisation d'un projet commun pour ainsi progresser, selon les termes de Sandra Laugier, dans ce processus de « démocratisation de la démocratie » (cité par Taibi, 2022 : 43).

## Références

- Ahmad, F. et Monaghan, J., « Mapping criminological engagements within radicalization studies », *The British Journal of Criminology*, 59 (6), 2019, 1288-1308;
- Akers, R. L., et Silverman, A., « Toward a social learning model of violence and terrorism », in M.A. Zahn, H. H. Brownstein et S. L. Jackson (eds.), *Violence: From theory to research*, Dayton, OH: Anderson Publishing, 2004, 19-30 ;
- Alonso, R., Bjorgo, T., Della Porta, D., Coolsaet, R., Khosrokhavar, F., Lohker, F., Randstorp, M., Reinares, F., Schmid, A. P., Silke, A., Taarnby, M, De Vries, G., *Radicalisation Processes Leading to Acts of Terrorism*. A concise Report prepared by the European Commission's Expert Group on Violent Radicalisation, 2008;
- Baker-Beall, C., Heath-Kelly C. et Jarvis L., *Counter-Radicalisation: Critical Perspectives*, Londres, Routledge, 2014;
- Bakker, E. et De Bont, R., « Belgian and Dutch jihadist foreign fighters (2012–2015) :
- Bandini, A., « L'aveuglement volontaire », *Revue philosophique de la France et de l'étranger*, 143, 2018, 391-406 ;
- Barrett, P. M., Hendrix J., Sims J. G., *Fueling the Fire: How Social Media Intensifies U.S. Political Polarization — And What Can Be Done About It*, Stern Center for Business and Human Rights, New York, 2021;
- Barrière-Dion M., *Comment devient-on militant anticapitaliste ? / le cas de la "Coalition Guerre à la guerre"*, Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de maîtrise ès sciences en anthropologie, 2008 ;
- Basra, R. et Neumann, P. R., « Criminal-pasts, terrorist futures : European jihadists and the new crime-terror nexus », *Perspectives on Terrorism*, 10 (6), 2016, 25-40;
- Bauraind, B. et al., « Réprimer les manifestations : une banalisation de pratiques policières inadmissibles en démocratie », *La Libre*, 24 octobre 2019 (version électronique : <https://www.lalibre.be/debats/opinions/reprimer-les-manifestations-une-banalisation-de-pratiques-policieres-inadmissibles-en-democratie-5db1a76af20d5a264d16a02f>, consultée le 31 août 2020) ;
- Becker, H. S., « Notes sur le concept d'engagement » », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 11, 2006, [en ligne: <http://traces.revues.org/257>];
- Becker, H. S., *Outsiders: Études de sociologie de la déviance*, Paris, Éditions Métailié, 1985 ;
- Bertrand, R., « Pour une définition relationnelle des radicalités », *Pensée plurielle*, 51, 2020, 29-39 ;
- Beuken, M., *Familles maltraitantes et contrôle social : éléments pour une théorie fondée sur des sources documentaires*, Mémoire en criminologie, Louvain-la-Neuve, 1984 ;
- Beunas, C., « Caroline Guibet Lafaye (dir), « Une juste violence ? Violences et radicalités militantes depuis les années 1970 », *Parlement[s]*, n° 28, 2018 ;

Beunas, C., « La déradicalisation dans les discours politiques et médiatiques. Traitements différenciés de la violence politique », Séminaire du centre de recherches et d'intervention sociologique, Université de Saint Louis, Bruxelles, octobre 2020 ;

Beunas, C., « Du « radical » au « radicalisé ». les usages médiatiques et politiques de la notion de « déradicalisation » en France », *Déviance et société*, 43(1), 2019, pp. 3-39 ;

Blumer, H., *Symbolic Interactionism: Perspective and Method*, Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall, 1969 ;

Bonelli, L. et Carrié, F., *Radicalité engagée, radicalités révoltées - Une enquête sur les mineurs suivis par la protection judiciaire de la jeunesse*, Rapport de recherche, Université de Paris Nanterre, Institut de sciences sociales et politique, France, 2018, 216 p. ;

Bongrand, P. et Laborier, P. , « L'entretien dans l'analyse des politiques publiques : un impensé méthodologique ? », *Revue française de science politique*, 55, 2005, 73-111 ;

Bonnaz, F., *Le contre-pouvoir et la démocratie directe agrégative. Le cas de l'initiative populaire en Suisse*, Thèse soutenue en vue de l'obtention du grade de docteur en science politique, Université de Grenoble, 2019 ;

Bosi, L. et della Porta, D., « Micro-mobilization into armed groups: ideological, instrumental and solidaristic paths », *Qualitative Sociology*, 35 (4), 2012, 361-383 ;

Bouhana N. et Wikström P.-O., *Al Qai'da-Influenced radicalisation: a rapid evidence assessment guided by situational action theory*, Rapport de recherche, Home Office, occasional paper 97, London, 2011, 113 p. ;

Bouhana, N. et Wikström, P.-O. H., « Theorizing terrorism: Terrorism as moral action – a scoping study », *Contemporary Readings in Law and Social Justice*, 2, 2010, 9-79;

Bouhana, N. et Wikström, P.-O. H., *Al Qa'ida-influenced radicalisation: A rapid evidence assessment guided by situational action theory*, Counter terrorism research and analysis, 2011;

Boumaza, M. et Campana, A., « Enquêter en milieu difficile », *Revue française de science politique*, vol. 57, 2007, 5-25 ;

Boumaza, M., « Between stigma and engagement. Young *Front National* activists' political careers », *Etnografia e ricerca qualitative*, 1, 2015, 75-87;

Bouveresse, J., *Nietzsche contre Foucault : sur la vérité, la connaissance et le pouvoir*, Agone, Marseille, 2016 ;

Bouzar D. et Martin M., « Pour quels motifs les jeunes s'engagent-ils dans le djihad ? », *Neuropsychiatrie de l'Enfance et de l'Adolescence*, 64 (6), 2016, 353-359 ;

Bouzar, D., *Comment sortir de l'emprise "djihadiste" ?*, Ivry-sur-Seine, Editions de l'Atelier, 2015, 157 p.

Bradford, B., « Policing and social identity: procedural justice, inclusion and cooperation between police and public », *Policing and Society*, 24 (1), 2014, 22-43;

- Bronner, G., *Apocalypse cognitive*, Paris, PUF, 2021 ;
- Butler, J., *The force of nonviolence: an ethico-political blind*, Londres, Verso, 2020 ;
- Carlsson, C., Rostami, A., Mondani, H., Sturup, J., Sarnecki, J. et Edling, C., « A Life-Course Analysis of Engagement in Violent Extremist Groups », *The British Journal of Criminology*, 60 (1), 2020, 74–92;
- Cellule PRE-RAD, *Rapport annuel 2017-2018*, Service de prévention de la ville de Bruxelles, 2018 ;
- Characteristics, motivations, and roles in the war in Syria and Iraq », *Small War et Insurgencies*, 27(5), 2016, 837-857 ;
- Codaccioni, V., « Expériences répressives et (dé)radicalisation militante », *Cultures et Conflits*, 89, 2013, 29-52 ;
- Combes, H. et Fillieule, O., « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structureaux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, 61(6), 2011, 1047-1072 ;
- Combes, H., Hmed, C., Mathieu, L., Siméant-Germanos, J. et Sommier, I., « Observer les mobilisations: Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix*, 93, 2011, 7-27 ;
- Coolsaet Rik, « *Radicalisation entre contexte et responsabilité individuelle* », *L'Observatoire*, Liège, 86, 2016a, 6 p. ;
- Coolsaet, R., « Facing the Fourth Foreign Fighters Wave. What Drives Europeans to Syria, and to Islamic State? : Insights from the Belgian Case », *Egmont Paper*, 81, Egmont-Royal Institute for International Relations, Bruxelles, 2016b;
- Coolsaet, R., « 'All radicalisation is local'. The genesis and drawbacks of an elusive concept », *Egmont Paper*, 84, Egmont-Royal Institute for International Relations, Bruxelles, 2016c;
- Copeland, S., « By Terrorists' Own Telling: Using Autobiography for Narrative Criminological Research », Copeland, S., Fleetwood, J., Presser, L., Sandberg, S. et Ugelvik, T. (Ed.), *The Emerald Handbook of Narrative Criminology*, Emerald Publishing Limited, Bingley, 2019, 131-151;
- Crépon, S., *La nouvelle extrême droite, enquête sur les jeunes militants du Front national*, Paris, L'Harmattan, 2006 ;
- Cressey, D. R., « Epidemiology and Individual conduct: A case from criminology », *The Pacific Sociological Review*, 3 (2), 1960, 47-58;
- Crettiez, X. (dir.), Sèze, R. (dir.), Ainine, B. et Lindemann, T., *Saisir les mécanismes de la radicalisation violente. Pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents*, Rapport de recherche pour la Mission de recherche Droit et Justice, Paris, 2017 ;
- Crettiez, X., « Penser la radicalisation: Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, 66, 2016, 709-727 ;

Cucchetti, H. et Borgeaud-Garciandía, N., « Les « causes nationalistes » : retour sur l'adhésion militante à partir de récits biographiques », *Critique internationale*, 65, 2014, 149-169 ;

de Graaf, B., *Radicale verlossing. Wat terroristen geloven*, Amsterdam, Prometheus, 2021;

De Pelecijn, L., Decoene, S. et Hardyns, W., « Research Note: 'If I said I trust you, I would be lying'. Reflections and recommendations for conducting interviews with (violent) extremist prisoners », *Journal of deradicalization*, 27, 2021 <https://journals.sfu.ca/jd/index.php/jd/article/view/471>;

Decker, S., et Pyroos, D., « "I'm down for a jihad" : how 100 years of gang research can inform the study of terrorism, radicalization and extremism », *Perspectives on terrorism*, 9 (1), 2015, 104-112;

De Greeff, E., « Criminogénèse », Rapport des Actes du IIe Congrès international de criminologie, Paris, Martel, Givors, 1950, 267-306;

della Porta, D. et Reiter, H., « Mouvement 'anti-mondialisation' et ordre public », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 47, 2002, 281-305 ;

della Porta, D., « Radicalization: a relational perspective », *Annual Review of Political Sciences*, 21, 2018, 461-474;

Detry, I, Mine, B. et Jeuniaux, P., « Revue des études empiriques concernant la radicalisation et la justice », *Revue Internationale de Criminologie et de Police Technique et Scientifique*, Vol. LXXII, 2019, 280-292;

Detry, I, Mine, B. et Jeuniaux, P., *La radicalisation au prisme des banques de données*, Rapport de recherche, Institut National de Criminologie et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, Collection des rapports et notes de recherche, n° 47, 76 p. ;

Digneffe Fr. et Debuyst Ch., *Acteur social et délinquance : Une grille de lecture du système de la justice pénale*, Liège, Mardaga, 1990.

Digneffe, Fr., Debuyst, Ch. et Pires, A., *Histoire des savoirs sur le crime et la peine. Vol.II. La rationalité pénale et la naissance de la criminologie*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1998 ;

Digneffe, Fr., Debuyst, Ch. et Pires, A., *Histoire des savoirs sur le crime et la peine : 3. Expliquer et comprendre la délinquance*, Bruxelles, Larcier, 2008 ;

Dolnik, A., « Conducting Field Research on Terrorism: A Brief Primer », *Perspectives on Terrorism*, 5, 2011, 3-35;

Donner, C., Maskaly, J., Fridell, L. et Jennings, W.G., « Policing and procedural justice: a state-of-the-art review », *Policing: An International Journal*, 38 (1), 2015, 153-172;

Dupont, J., « La désobéissance civile un vecteur de changement social ? », *Barricade*, 2013 : [http://www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2013-jerome-desobeissance\\_civile.pdf](http://www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2013-jerome-desobeissance_civile.pdf)

Dupuis-Déri, F., « Black Blocs : bas les masques », *Mouvements*, 25(1), 2003, 74-80 ;

Dupuis-Déri, F. « Broyer du noir : la répression policière et la 'déviance politique' au Québec », in F. Dupuis-Déri (sous la dir. de), *À qui la rue ? Répression policière et mouvements sociaux*, Montréal, Écosociété, 2003a, 122-158 ;

Dupuis-Déri, F., « 'Printemps érable' ou 'printemps de la matraque' ? Profilage politique et répression sélective pendant la grève étudiante de 2012 », in F. Dupuis-Déri (sous la dir. de), *À qui la rue ? Répression policière et mouvements sociaux*, Montréal, Écosociété, 2003b., 198-241 ;

Dupuis-Déri, F., « " L'argument de la vitrine cassée est le meilleur du monde moderne". Reconsidérer les rapports entre l'action directe et la politique délibérative », *Les ateliers de l'éthique / The Ethics Forum*, 7(1), 2012, 127–140 ;

Dupuis-Déri, F., « Émergence de la notion de "profilage politique" : répression policière et mouvements sociaux au Québec », *Politique et Sociétés*, 33 (3), 2014, 31-56 ;

Dupuis-Déri, F., *Les black blocs: la liberté et l'égalité se manifestent*, Col. Instinct de liberté, 3, Montréal, Lux éditeur, 2019 ;

Eychenne, A., « L'usure de l'engagement. Burn-out militant », *Socialter*, 13 octobre 2020 [en ligne : <https://www.socialter.fr/article/burn-out-militant>] ;

Fadil, N., Koning, M.J.M. et Ragazzi, F. (Ed.), *Radicalization in Belgium and the Netherlands: Critical Perspectives on Violence and Security*, Londres, Bloomsbury Publishing, 2019;

Fillieule, O., « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et Politiques*, 68, 2012, 37–59 ;

Fillieule, O., « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel: Post scriptum », *Revue française de science politique*, 51, 2001, 199-215 ;

Foucault M., *La société punitive. Cours au Collège de France, 1972-1973*, Paris, Seuil/Gallimard, 2013.

Foucault, M., « Le sujet et le pouvoir », Dits et écrit 1954-1988, Tome IV, Paris, Gallimard, 1994 [1982], 22-243 ;

Fousiani, K., Yzerbyt, V., Kteily, N.-S., et Demoulin, S., « Justice reactions to deviant ingroup members: Ingroup identity threat motivates utilitarian punishments », *British Journal of Social Psychology*, 58(4), 2019, 869–893 ;

François, A., « Marche de l'extrême droite interdite : 43 arrestations administratives à Bruxelles », *VRT*, 15 septembre 2019 (version électronique : <https://www.vrt.be/vrtnws/fr/2019/09/15/marche-de-l-extreme-droite-interdite-43-arrestations-administr/>, consultée le 31 août 2020) ;

François, X., « Le développement d'une politique publique fédérale de prévention et de répression administrative de la radicalisation », in F. Brion, C. De Valkeneer et V. Francis, *L'effet radicalisation et le terrorisme: État des pratiques et des recherches*, Coll. Les Cahiers du GEPS, Tome 1, Bruxelles, Politea, 2019, 171-200

Frank, J.A. et Kelly, M., « 'Street Politics' in Canada : An Examination of Mediating Factors », *American Journal of Political Science*, 23 (3), 1979, 593-614;

- Freilich, J. D. et LaFree G., « Criminology Theory and Terrorism: Introduction to the Special Issue », *Terrorism and Political Violence*, 27, 2015, 1–8;
- Git hens-Mazer, J., « The Rhetoric and Reality: Radicalization and Political Discourse », *International Political Science Review*, 33, 2012, 556–67;
- Glaser, B., et Strauss, A., *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*, Mill Valley, CA: Sociology Press, 1967;
- Guibet Lafaye, C. et Brochard, P., « La radicalisation vue par la presse : fluctuation d’une représentation », *Bulletin de Méthodologie Sociologique / Bulletin of Sociological Methodology*, SAGE Publications, 130 (1), 2016, 1-24 ;
- Guibet Lafaye, C. et Rapin, A.-J., « La ” radicalisation ” : individualisation et dépolitisation d’une notion », *Politiques de communication*, Presses universitaires de Grenoble, 2017, 8 (2), 127-154 ;
- Guibet Lafaye, C., « Une juste violence ? Violences et radicalités militantes depuis les années 1970 », *Parlement[s]*, 28, 2018, 250 p. ;
- Harris, D. J., Simi, P. et Ligon, G., « Reporting Practices of Journal Articles that Include Interviews with Extremists », *Studies in Conflict & Terrorism*, 39 (7-8), 2016, 602-616;
- Hiez, D., « Les conceptions du droit et de la loi dans la pensée désobéissante », in Hiez, D. et Villalba, B. (eds.), *La désobéissance civile. Approche politique et juridique*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d’Ascq, 2008, 67-86 ;
- Honneth, A., *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000 ;
- Horgan, J., « Interviewing Terrorists: Reflections on Fieldwork and Implications for Psychological Research », *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, 4, 2012, 195–211;
- Jackson, J., Huq, A., Bradford, B. et Tyler, T., « Monopolizing force? Police legitimacy and public attitudes toward the acceptability of violence », *Psychology, Public Policy, and Law*, 19 (4), 2013, 479-497;
- Jadoul, M., « La désobéissance civile dans le contexte de l’urgence écologique : l’état de nécessité permet-il de justifier la commission d’une infraction ? », *Justice en ligne*, 28 mai 2021 ;
- Jadoul, M., « La désobéissance civile dans le contexte de l’urgence écologique : la liberté d’expression peut-elle justifier la commission d’une infraction ? », *Justice en ligne*, 24 novembre 2021 ;
- Jeuniaux, P., Mine, B., et Detry, I., *Le développement d’une base de données intégrée pour l’étude des trajectoires pénales des radicaux (titre provisoire)*, Rapport de recherche de l’Institut National de Criminologie et de Criminologie, Direction Opérationnelle Criminologie, Collection des rapports et notes de recherche, n° ??, Bruxelles, 2022, p..
- Jobard, F., « La militarisation du maintien de l’ordre, entre sociologie et histoire », *Déviance et société*, 32 (1), 2008, 101-109 ;
- Jobard, F., *Bavures policières : La force publique et ses usages*, Paris, La Découverte, 2022 ;

- Kokoreff, M., *Généalogie d'une violence d'état, Violences policières*, Paris, Textuel, 2022 ;
- Kozinets, R. V., « On Netnography: Initial Reflections on Consumer Research Investigations of Cyberculture », in Alba, J. A. et Hutchinson, J. W., Provo, NA - *Advances in Consumer Research*, Volume 25, UT : Association for Consumer Research, 1998, 366-37;
- Kundnani, A., « Radicalisation: the journey of a concept », *Race et Class*, 54 (2), 2012, 3-25;
- LaFree, G., Jensen, M. A., James, P. A. et Safer-Lichtenstein A., « Correlates of violent political extremism in the United-Sates », *Criminology*, 56, 2018, 233-268;
- Laperrière, A., « La théorisation ancrée (grounded theory) : démarche analytique et comparaison avec d'autres approches apparentées », in J. POUPART et al. (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaétan Morin, 1997, 309-340 ;
- Le Goaziou, V., *La prévention spécialisée à l'épreuve de la radicalisation et du fait religieux*, Rapport d'étude pour le Groupe association départementale pour le développement des actions de prévention 13, 2018 ;
- Leclercq, C. et Pagis, J., « Les incidences biographiques de l'engagement: Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *Sociétés contemporaines*, 84, 2011, 5-23;
- Longuenesse, É., « Du militantisme à l'activisme, remarques sur la circulation de quelques mots entre le français, l'anglais et l'arabe », *Revue internationale de politique comparée*, 25, 2018, 83 103 ;
- Lorenzini, D., *Éthique et politique de soi. Foucault, Hadot, Cavell et les techniques de l'ordinaire*, Vrin, Paris, 2015, 288 p. ;
- Maes, J.-Cl., *Emprise et manipulation. Peut-on guérir des sectes ?*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2010, 286 p. ;
- Makarenko, T., « The crime–terror continuum : tracing the interplay between transnational organised crime and terrorism », *Global crime*, 6 (1), 2004, 129-145;
- Maruna S. et Liem M., « Where Is This Story Going? A Critical Analysis of the Emerging Field of Narrative Criminology », *Annual Review of Criminology*, 4/1, 2021, 125-146;
- Mauss, M., *Sociologie et Anthropologie*, sixième partie (communication datant de 1934), Paris, Quadrige/PUF, 1993 (1950) ;
- McAdams, D.P., *The Stories We Live By: Personal Myths and the Making of the Self*, New York, Guilford Press, 1993;
- Mine B., Detry I. et Jeuniaux P., *La conduite d'entretiens qualitatifs auprès de personnes identifiées comme « radicalisées »*, Note méthodologique (non publiée), 2019 ;
- Mine B., Jeuniaux P. et Detry I., « Description et mise en perspective des données de police administrative relatives aux personnes, groupements et phénomènes à suivre », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 6, 2021, 608-633

Mohammed M., « Comprendre la radicalité à travers le filtre des dossiers judiciaires », *Genèses*, 123, 2021, 136-142 ;

Monaghan, J. et Molnar A., « Radicalisation Theories, Policing Practices, and “the Future of Terrorism?” », *Critical Studies on Terrorism*, 9, 2016, 393–413;

Monjardet, D., « Le maintien de l'ordre : technique et idéologies professionnelles des CRS », *Déviance et société*, 12 (2), 1988, p. 101-126 ;

Monjardet, D., *Ce que fait la police*, Paris, La Découverte, 1996.

Mormin-Chauvac, L., « Interview d'Isabelle Sommier – Gilets jaunes : « l'idée que seule la violence paie est très présente », *Libération*, 11 janvier 2019 [en ligne : [https://www.liberation.fr/debats/2019/01/11/gilets-jaunes-l-idee-que-seule-la-violence-paye-est-tres-presente\\_1702470](https://www.liberation.fr/debats/2019/01/11/gilets-jaunes-l-idee-que-seule-la-violence-paye-est-tres-presente_1702470)];

Moucheron, M., « Délit politique et terrorisme en Belgique : du noble au vil », *Cultures & Conflits*, 61, 2006, 77-100 ;

Mullins, S., « Parallels Between Crime and Terrorism : A Social Psychological Perspective », *Studies in Conflict et Terrorism*, 32(9), 2009, 811-830 ;

Neumann, P. et Kleinmann, S., «How Rigorous Is Radicalization Research? », *Democracy and Security*, 9(4), 2013, 360-382;

Nilsson, M., « Interviewing Jihadists: On the Importance of Drinking Tea and Other Methodological Considerations », *Studies in Conflict et Terrorism*, 41(6), 2018, 419-432;

Ognibene, M., *The role of push, pull and personal factors in accepting political violence. From Individual to Network explanations*, Thèse soutenue en vue de l'obtention du grade de docteur en sciences politiques et sociales, Université libre de Bruxelles, 2021 ;

Paillé, P., « De l'analyse qualitative en général et de l'analyse thématique en particulier », *Recherches qualitatives*, 15, 1996, 79-194

Paoli, L., « The paradoxes of organized crime », *Crime, Law and Social Change*, 37 (1), 2002, 51-97 ;

Patin, N., « Johan, combattant de l'égalité climatique », *La Vie des idées*, 8 mars 2022 [<https://lavedesidees.fr/Johan-combattant-de-l-egalite-climatique.html>] ;

Paulis, E. et Ognibene, M., « Satisfied unlike me? How the perceived difference with close network contacts prevents radical and protest voting », *Acta Politica*, 2022 [en ligne: <https://doi.org/10.1057/s41269-022-00242-x>]

Pauwels, L, Brion, F., De Ruyver, B., Easton, M., Schils, N et Laffineur, J., *Comprendre et expliquer le rôle des nouveaux médias sociaux dans la formation de l'extrémisme violent. Une recherche qualitative et quantitative*, Rapport de recherche, BELSPO, Bruxelles, 2014, 40 p. ;

Penafiel, R., « La criminalisation de la participation citoyenne par des conceptions consensualistes de la démocratie participative », *Revue québécoise de droit international*, Numéro spécial : L'état de droit en Amérique latine et au Canada, 2015, 247-271 ;

- Perry S. et Hasisi B., « Rational choice rewards and the Jihadi suicide bomber », *Terrorism and Political Violence*, 27, 2015, 53-82 ;
- Pfundmair, M., Wood, N. R., Hales, A. et Wesselmann, E. D., « How social exclusion makes radicalism flourish: A review of empirical evidence », *Journal of Social Issues*, 2022, 1–19;
- Pisiou, D., « Subcultural Theory applied to jihadi and tight-wing radicalization in Germany », *Terrorism and Political Violence*, 27(1), 2015, 9-28;
- Presser, L. et Sandberg, S., « Research Strategies for Narrative Criminology », in Miller, J. et Palacios, W. R., *Qualitative Research in Criminology*, London, Routledge, 2017, 85-99 ;
- Presser, O., « The Narratives of offenders », *Theoretical Criminology*, 13, 2009, 177-200;
- Raets, S. et Janssens, J., « Liaisons dangereuses ? De evolutie van de crime-terror nexus in kaart gebracht », *Panopticon*, 41(2), 2020, 139-159 ;
- Rafail, P., « Asymmetry in Protest Control ? Comparing Protest Policing Patterns in Montreal, Toronto, and Vancouver, 1998-2004 », *Mobilization*, 14 (4), 2010, 489-509;
- Rémy, M.-C., « L'infinité des visages de la radicalisation », *Cahiers de psychologie clinique*, 49(2), 2017, 145-170.
- Rey A. (sous la dir.), Tomi, M., Hordé, T. et Tanet, Ch., *A – E. Dictionnaire historique de la langue française*, Tome 1, Paris, Le Robert, 2006 ;
- Rey A. (sous la dir.), Tomi, M., Hordé, T. et Tanet, Ch., *Pr – Z. Dictionnaire historique de la langue française*, Tome 2, Paris, Le Robert, 2006 ;
- Ricordeau, G., « Pourquoi cassent-ils ? Présentation des discours et motivations des casseurs », *Déviance et société*, 25 (2), 2001, 165-183 ;
- Rodermond, E., Zalmé R. et Zuiderveld E., *Re-integratie en recidive na een verblijf op de TA. Een mixed-method analyse van de levensloop en criminele carrière na de vrijlating*, NSCR, Amsterdam, 2021;
- Rosanvallon Pierre, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Seuil, Paris, 2014 (2006), 352 p. ;
- Sageman M., « The Stagnation in Terrorism Research », *Terrorism and Political Violence*, 26, 2014, 565–80;
- Sandberg, S., « What Can 'Lies' Tell Us About Life? Notes Towards a Framework of Narrative Criminology », *Journal of Criminal Justice Education*, 21(4), 2010, 447-465;
- Sandberg, S., « The importance of stories untold :Life-story, event-story and trope », *Crime, Média, Culture*, 12, 2016, 153-171;
- Schils, N. et Pauwels, L., « Explaining Violent Extremism for Subgroups by Gender and Immigrant Background, Using SAT as a Framework », *Journal of Strategic Security*, 7 (3), 2014, 27-47;

- Schmid, A., *Radicalisation, de-radicalisation, counter-radicalisation: a conceptual discussion and literature review*, Rapport de recherche, ICCT, The Hague, 2013, 77 p.;
- Schuurman, B.W., « Research on Terrorism, 2007–2016: A Review of Data, Methods, and Authorship », *Terrorism and Political Violence*, 32 (5), 2020, 1011-1026;
- Sedgwick, M., «The concept of radicalization as a source of confusion », *Terrorism and Political Violence*, 22 (4), 2010, 479-494.
- Silke, A., « The Devil You Know: Continuing Problems with Research on Terrorism », *Terrorism and Political Violence*, 13 (4), 2001, 1-14;
- Sommier, I., « Chapitre 3. Les processus de radicalisation », in Sommier, I., *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 59-93 ;
- Sommier, I., « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, 68, 2012, 15–35 ;
- Sommier, I., « Aux antipodes des extrémistes d’hier, les radicaux d’aujourd’hui », *Pouvoirs*, 179, 2021a, 103-113 ;
- Sommier, I., « Légitimer par l’action : les revendications de la violence », *Rhizome*, 80-81, 2021b, 35-37 ;
- Speckhard, A., « Research Challenges Involved in Field Research and Interviews Regarding the Militant Jihad, Extremism, and Suicide Terrorism », *Democracy and Security*, 5(3), 2009, 199-222;
- Stassinnet, L., « "Gilets jaunes" : 70 personnes interpellées à Bruxelles, en amont des manifestations », *RTL*, 18 décembre 2018 (version électronique : <https://www.rtl.fr/actu/international/gilets-jaunes-70-personnes-interpellees-a-bruxelles-en-amont-des-manifestations-7795854306>, consultée le 31 août 2020) ;
- Sutherland, E. H. et Cressey, D. R., *Principles of criminology*, Chicago, Lippincott, 1960.
- Sutherland, E. H., « Development of the Theory », in Schuessler, K. (sous la dir.), *Edwin Sutherland. On Analysing Crime*, Chicago, University of Chicago Press, 1973 [1942], 13 -29;
- Sutherland, E. H., « War Time », in Schuessler, K. (sous la dir.), *Edwin Sutherland. On Analysing Crime*, Chicago, University of Chicago Press, 1973 [1943], 120-128;
- Sutherland, E. H., *The principles of criminology*, Philadelphia, J.B. Lippincot Company, 1947;
- Sykes, G. M. et Matza, D., « Techniques of Neutralization: A Theory of Delinquency », *American Sociological Review*, 22 (6), 1957, 664-670;
- Taibi, N., « Sandra Laugier: Toute rébellion n’est pas forcément un acte de désobéissance civile” », *Le Vif*, 34, 25 août 2022 ;
- Truong, F., *Loyautés radicales*, Paris, La Découverte, 2017 ;

Van Praet S., Identifier et affronter des problèmes et abus dans la sélectivité policière. Une recherche-action sur les pratiques et/ou mécanismes problématiques de sélectivité policière au sein de la zone de police Schaerbeek-Evere-St-Josse (PolBruNo), Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Unia, PolBruno, n°43a, Bruxelles/Brussel, 2020 ;

Voisard, A., « Poursuites-bâillons : la liberté d'expression en procès », *Revue Projet*, 353, 2016, 59-64 ;

Walklate, S. et Mythen, G., « Fractured Lives, Splintered Knowledge: Making Criminological Sense of the January, 2015 Terrorist Attacks in Paris », *Critical Criminology*, 24, 2016, 333-46;

Wikström, P.-O. H., « Situational Action Theory », in Cullen, F. et Wilcox, P. (eds.), *Encyclopedia of criminological theory*, Londres, Sage Publications, 2010, 313-322;

Wikström, P.-O. H. et Bouhana, N., « Analysing radicalization and terrorism: A situational action theory », in LaFree G. et Freilich J., *Handbook of the Criminology of Terrorism*, Chichester, Wiley, 2016, 175-186;

Wikström, P.-O. H., « Why crime happens: A situational action theory », in Manzo, G. (ed.), *Analytical sociology: Actions and networks*, West Sussex, Wiley, 2014, 74-94;

Wisler, D., *La violence politique en Suisse et les mouvements sociaux : 1969-1990*. Etude réalisée dans le cadre d'un mandat de l'Office central de la défense, Zurich, 1992

## Annexe 1 - Liste des entités nommées

### Les partis politiques

Ecolo  
Mouvement réformateur  
Nation  
NVA  
Parti National Européen  
Parti pour la décroissance  
Parti socialiste  
PTB  
Rassemblement National  
Vlaams Belang

### Les personnages publics

Aurélien Barrau  
Bernard Kouchner  
Charles Michel  
Donald Trump  
Emmanuel Macron  
François Hollande  
Ghandi  
Greta Thunberg  
Hubert Reeves  
Ivan Illich  
Jan Jambon  
Malcom X  
Marie-Monique Robin  
Martin Luther King  
Matteo Salvini  
Mischaël Modrikamen  
Pablo Servigne  
Paul Magnette  
Rudy Vervoort  
Salah Abdeslam  
Serge Latouche  
Stéphane Moreau

### Les lieux associés à une action

Boitsfort  
Bruxelles  
Bure  
Charleroi  
Clermont Ferrand  
Gand

Haren  
Hasselt  
Houdan  
Louvain  
Liège  
Lille  
Ottignies Louvain-la- Neuve  
Montréal  
Munich  
Namur  
Nieuwpoort  
Notre-Dames des Landes  
Paris  
Saint-Gilles  
Steenokkerzeel  
Strasbourg  
Tielt

## Les groupes, associations ou collectifs

269 Libération animale  
Amnesty  
Anonymous for the voiceless  
Antifa  
Bite back  
Centre national de coopération au développement  
Communa  
Confédération des Syndicats chrétiens  
Croix rouge  
Direct Action Everywhere  
Equipes universitaires d'action catholique  
Etudiants pour le climat  
Extinction Rebellion  
Fédération Générale du Travail de Belgique  
Gaïa  
Génération climat  
Gilets jaunes  
Greenpeace  
L214  
Le 123  
Le Four à Pain  
Les cailloux  
Médecins du monde  
Mouvement Demain  
Mouvement pour la décroissance  
Oxfam  
Peta  
Rupture et renouveau

Syndicat vert  
The save movment

## Les pays ou régions

Afrique du Sud  
Allemagne  
Argentine  
Australie  
Canada  
Espagne  
France  
Inde  
Irak  
Italie  
Luxembourg  
Lybie  
Mexique  
Pays-Bas  
Pyrénées  
Québec  
Région Bruxelles-Capitale  
Région flamande  
Région wallonne  
Royaume-Uni  
Sardaigne  
Suisse  
Syrie  
USA  
Wallonie

## Les films, livres ou médias

BFMTV  
Charlie Hebdo  
Comment tout peut s'effondrer  
Demain  
France 2  
Le champ des possibles  
L'Echo  
Libres enfants de Summerhill  
Mal de terre  
RTL  
TF1  
Vystopia  
Vivacité

## Les sociétés commerciales

Bayer  
BMW  
INBEV  
KFC  
McDonalds  
Mercedes  
Monsanto  
Nethys  
VW  
Zara

## Annexe 2 - Liste des extraits

### Extraits 1-15 : des enquêtés radicaux vs. radicalisés

Numéro de référence	Extraits
1	Je n'ai pas peur de dire que d'un point de vue mental, il y a une forme de radicalité qui s'est installée et ça je le sais. Ce n'est pas pour autant que je vais être un terroriste écologiste ou quoique ce soit mais je sais que dans ma manière d'être, dans ma manière de me comporter, de penser oui
2	C'est un beau mot ! Radical, pour moi, ça veut dire revenir à la racine. Evidemment on me traite beaucoup de radical. Le politique n'a eu que ce mot-là à la bouche [...]. [Le terme] est très commode, c'est-à-dire... Le statu quo, il intéresse qui ? Il intéresse les gens à qui le statu quo rapporte, soit rapporte énormément d'argent, soit rapporte de l'influence. Et ce statu quo dès qu'on le remet en question un tant soit peu, paf, l'étiquette radicale nous tombe dessus pour nous marginaliser, pour du coup faire passer notre message [comme étant] inadapté [...] alors qu'on s'en gargarise et qu'on nous bassine avec ça à l'école grâce à la révolution française, les idéaux de la révolution, etc. Je veux dire que s'il n'y avait pas eu des gens un peu radicaux à l'époque, cette révolution n'aurait jamais eu lieu donc la radicalité est une nécessité. On a besoin de gens radicaux qui – le mot radical veut dire racine – vont prendre les problèmes à leur racine, qui vont dénoncer les choses et même aller creuser dans les racines, même si ça fait mal, parce qu'il faut le dire. Donc, la radicalité est une nécessité. [...] Le problème c'est que le mot radical on l'utilise à toutes les sauces. Radical, c'est aussi l'islamiste qui se fait pêter la gueule avec des bombes [...]. [Je me reconnais sous l'étiquette de 'radical'] dans le sens où le mot radical veut dire racine, oui. Parce que je ne suis pas pour la compromission. Aujourd'hui, refuser la compromission, c'est être radical, c'est dingue. D'ailleurs le mot 'compromission' n'existe plus, on ne le voit plus nulle part dans le langage politique ni médiatique. On est dans le 'compromis' statu quo
3	Pour moi radical, du moins étymologiquement, ça veut dire retourner à la racine. Pour moi, je suis écologiste radical parce que je veux remonter à la racine des problèmes et pas juste les déplacer. Il faut vraiment remonter à la racine des problèmes et supprimer les problèmes et pas juste les gérer ou réduire les problèmes écologiques. Radical pour moi, c'est remonter à la racine et ce n'est pas égal à extrémiste qu'on entend parfois ça n'a rien à voir. Extrémiste, je ne sais même pas ce que ça veut dire en fait. Mais voilà, radical, pour moi c'est aller à la cause des problèmes et essayer d'y remonter le plus loin possible jusqu'à la racine.
4	[...] 'radical' c'est ce qui s'attaque à la racine des choses. Ça, il y en a toujours eu de tous temps. Enfin, peut-être pas dans la préhistoire et encore, je n'en sais rien. Depuis l'histoire, il y en a toujours eu. Donc, effectivement, moi, je suis assez radical mais je ne suis pas djihadiste, par exemple.
5	Je trouve que radical, c'est prendre le mal à la racine, c'est ça ? Oui, dans ce cas-là je suis radical.
6	Je me dis 'radical' parce que je veux que ça change à la racine » (i.e., un monde sans souffrance animale => « ça voudrait dire qu'on ne pourra plus jamais exploiter l'animal et donc ça veut dire aussi qu'on n'en mangera plus jamais »)
7	[Nom de parti politique] m'a contacté pour me proposer de me mettre sur la liste, ils m'ont clairement dit on cherche des personnalités, des personnes plus radicales pour les mettre sur la liste. [...] Déjà il y a dix ans, ils m'ont demandé pour me mettre dans le conseil d'administration [nom de l'association] : « comme ça [nom du bourgmestre] verra ton nom dans le conseil d'administration, ils n'oseront pas nous virer, comme ça il y a trois radicaux dans le groupe ». Ça c'est une étiquette que j'ai.

8	<p>Mais finalement, j'ai beaucoup répété cela qu'il fallait être radical, au sens non violent du terme, mais maintenant je ne dis plus ça parce que le contexte a complètement changé notamment parce que l'État cherche des radicaux partout. [...] Et parce que je pense que la situation est tellement détériorée notamment au niveau écologique que maintenant, je préfère dire que je suis raisonnable pour inverser un peu le propos en disant que ce qu'on appelait les solutions radicales il y a encore dix ans parce qu'elles étaient carrément inaudibles. Par exemple, la décroissance du volume du PIB et bien maintenant ce n'est plus radical, de mon point de vue, c'est simplement raisonnable et on le voit avec les nouvelles positions de [nom de personnage public] qui sont tout à fait maintenant mainstream.</p>
9	<p>'Radical' ça a tellement une connotation négative. Pour moi quelqu'un de radical c'est quelqu'un qui va foncer tête baissée et qui ne va pas forcément regarder autour, qui ne va pas avoir une ouverture d'esprit donc je n'ai pas envie de m'appeler radicale. Déterminée oui mais pas radicale parce que je suis prête à me remettre en question.</p>
10	<p>Pour moi un radical, c'est quelqu'un qui est prêt à utiliser la violence pour obtenir des résultats et ça on n'a jamais été prêt à le faire. On mène une action... Oui, parce que mener une action déterminée mais démocratique pour moi ce n'est pas être radical. Ça ne suffit pas de dire : on ne veut pas faire de compromis pour être considéré comme radical. C'est plutôt une qualité de ne pas vouloir faire de compromis sauf si bout d'un moment on est bloqué alors là on a le choix : soit on choisit la violence, soit on recule. Mais puisque nous on a éliminé la violence par principe.</p>
11	<p>Je pense que stratégiquement, on a tout à gagner à choisir l'option de la non-violence qui historiquement est qualifiée et considérée comme radicale, c'est-à-dire que la non-violence active est par définition radicale dans le double sens où, d'une part, elle va à la racine des choses, elle cherche les causes, à assécher les causes de la violence [étatique] ; et, d'autre part, parce qu'elle suppose de ne pas transiger justement sur ce qui est essentiel et ce sur quoi on essaye toujours de nous faire transiger.</p>
12	<p>Je crois la radicalisation c'est quelque chose, c'est quelqu'un qui vit dans d'autres mondes. Par rapport... Si on parle de l'Islam, c'est...les gens ont une idée, ils se radicalisent. Alors ça veut dire quelqu'un qui ... parlent de choses, qui dit des choses rien à voir avec la religion islamique. Alors, ça ils disent : il est radicalisé. "Quelqu'un qui subit un changement comme ça, de comportement. Un changement ... radical on va dire. Il était comme ça, il est devenu comme ça. Il est devenu comme ça d'un coup. C'est plutôt ça.</p>
13	<p>(E) : Pour moi, cet Islam de fermeture me demandait de me déshumaniser. J'ai senti ça mais je n'arrivais pas, je restais quelqu'un de gentil, de poli qui aime aider les gens. [...]  - (C) : Diriez qu'à ce moment-là vous étiez radicale ou radicalisée comme on peut l'entendre aujourd'hui?  (E) : Oui, parce que vraiment, oui. C'était un Islam de fermeture et si j'avais continué à fréquenter des gens comme ça, je serais peut-être là-bas en [nom de zones de conflits] aujourd'hui.</p>
14	<p>[...] au début non, je vivais normalement. Je travaillais, j'avais un contrat. Non, tout se passait normalement. C'est vraiment quand je suis tombée dans le radicalisme. Là, ça a vraiment changé complètement ma vision des choses. Mais avant de tomber dans cette radicalisation, c'est parce que il y eu d'autres soucis notamment avec le papa de mon premier garçon qui me trompait, qui me battait à ce moment-là et quand il nous a laissés tomber, lui et moi, c'est comme si tout s'effondrait. J'avais besoin de me raccrocher encore plus. Donc, pour moi, la solution c'était de me raccrocher encore plus à la religion et je n'étais pas satisfaite de ce que j'avais. J'avais envie de plus et c'est de là que j'ai rencontré mon recruteur via internet. C'est lui qui m'a recrutée et que j'ai vu à [nom d'une ville] et qui m'a fait tomber dans la radicalisation.</p>

15	<p>Ce qui s'est passé, c'est que quand je me suis mariée et que j'étais enceinte de mon premier enfant, j'ai paniqué parce que déjà j'étais fort... mon but dans ma vie c'était d'avoir une carrière et pas un enfant donc j'ai vraiment paniqué et donc je me suis dit comment est-ce que je veux qu'il soit éduqué surtout à l'heure actuelle, pour moi, les enfants sont trop mal élevés. Je me suis dit, il me faut l'Islam. Mais pour moi, l'Islam simple comme moi je l'ai vécu, à part que je voulais pratiquer la base. Moi, les cinq piliers de l'Islam c'était bon. Et donc ce qui s'est passé, c'est que mon mari m'a suivi dans ma pratique... à part que lui à un moment donné... Il a vécu pas mal de choses aussi dans sa vie aussi, à cause de son père, et je pense qu'il s'est senti valorisé par les extrémistes sur Facebook et ils ont tout doucement réussi à l'attirer. Et moi, j'ai senti que quelque chose n'allait pas et j'ai essayé de l'avertir mais il a réussi à me mettre dans sa barque. [...] Comment il a fait ? C'est que comme j'ai très peur de l'enfer et que j'aimerais vraiment aller un jour au paradis puisque j'y crois et que je crois très fort en Dieu et que je cherche vraiment à le satisfaire en faisant vraiment un maximum de bien autour de moi. Ce qu'il a fait c'est qu'il a joué sur ma peur en me disant : si tu restes en [nom de pays] et si tu ne vas pas aider les musulmans là-bas, tu es bonne pour l'enfer, c'est sûr et certain. Donc, moi, j'ai vraiment commencé à paniquer, j'ai eu très peur, je pleurais tous les jours. J'ai commencé à faire mes premières crises d'angoisse, des crises de panique très, très fortes. C'était vraiment devenu horrible en fait. Là tout doucement j'étais en train de me dire : mais en fait je n'ai pas le choix. [...] Oui, je voyais des vidéos tous les jours. On me remplissait d'idées en me disant : t'as vu ce qu'ils sont en train de leur faire, c'est horrible, c'est injuste. Et moi, je pleurais, j'avais mal au cœur et d'un autre côté, je pleurais pour moi et mes enfants parce que je me disais : et nous, qu'advient-il de nous ? Et donc, j'ai été vraiment perturbée et donc avec cette peur de l'enfer, je me disais : au fait je n'ai pas trop le choix. Puis, j'ai fini par me dire : j'espère que quand j'arriverai en [nom d'une zone de conflits], on va m'exploser comme ça je devrai rien faire et voilà, tant pis je serai morte et ce ne sera pas de ma faute.</p>
----	---

## Extraits 16-98 : l'engagement

Numéro de référence	Extraits
16	À partir du moment où on prend conscience de quelque chose, on est obligé. Pour moi, je ne pourrais pas faire autrement. A partir du moment où on prend conscience de quelque chose, on est obligé. Pour moi, je ne pourrais pas faire autrement.
17	Pour moi, c'était tellement inacceptable que je ne pouvais qu'agir.
18	C'est contre la société, on voit vraiment qu'il n'y a de la justice nulle part. Donc à un moment, je pense que les citoyens doivent la faire eux-mêmes parce que si on attend que l'État bouge malheureusement je pense qu'on en viendra jamais à bout.
19	J'ai eu l'occasion de rencontrer des gens qui me disaient que l'action directe violente peut être très efficace, très pertinente et j'y crois tout à fait. Et si pour le nucléaire, ça pouvait être la voie la plus efficace pour qu'on ferme les centrales rapidement, je pense que je le ferais. Mais, l'idée est de chercher la voie la plus efficace, le chemin le plus efficace.
20	Je me pose tout le temps, tout le temps plein de questions. Quoique je fasse, je suis là et je fais : « mais pour quoi tu fais ça, pourquoi tu ne fais pas plus de ça, etc. ». Donc, on bloquait une banque pendant cinq heures, par exemple, avec [nom du collectif]. C'était [date], je crois. Je me disais : « mais en fait on ne dérange rien du tout parce que les gens sont retournés travailler chez eux, ils ont juste fait du télétravail ». Donc, on a dérangé symboliquement mais en gros, ils vont continuer à investir dans les énergies fossiles et il ne va plus rien se passer quand on aura fini l'action. C'est ce genre de questionnement que j'ai à chaque fois. Quand je mange moins de viande, je me dis : « est-ce que vraiment, cela a un impact si moi tout seul, je mange moins de viande ? Est-ce que tout le monde peut manger moins de viande, comme on le dit souvent ? ». Plein de gens disent : « si tout le monde fait ça, alors ça aura ça comme impact ». Moi, j'y crois plus de trop. Et donc, je remets en cause les méthodes d'action collective, de désobéissance non violente.

21	Dans toutes mes discussions avec des amis ou avec des inconnus, en ligne de fond j'ai mes opinions politiques, sociales en tête donc je les défends
22	Je me suis demandé quels sont les gestes que personnellement je pourrais faire pour m'inscrire dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique. J'ai décidé que je ne prendrai plus jamais l'avion. Également en terme de consommation, j'ai décidé de réduire énormément ma consommation de viande (avant je pouvais facilement manger de la viande trois fois par jour, maintenant c'est trois fois par semaine), je ne bois plus d'eau dans des bouteilles en plastique, je bois l'eau du robinet. Pour les légumes et les fruits je fais attention d'où ils proviennent. Je me rappelle qu'avant j'achetais par exemple des pommes [nom de pays] alors qu'on a des pommes en [nom de pays] donc quelque part il faut changer de ce point de vue-là. D'un point de vue de la consommation le problème c'est qu'on est dans une société où on pousse tout le monde à acheter tout et n'importe quoi, tout le temps.
23	Il y a le côté activisme mais aussi tout le côté administratif donc dans mon quotidien c'est essayer de trouver des gens pour écrire des articles, faire traduire ces articles, les mettre sur le site et envoyer des newsletters aux abonnés et aux gens qui s'intéressent.
24	J'ai essayé de m'émanciper personnellement en regardant des films, des documentaires, en lisant des livres qui m'ont forgé une opinion plus tranchée peut-être et plus profonde parce que je suis tout le temps à la recherche de réponses à mes questionnements. J'ai un besoin viscéral de toujours lire, parler, de faire des débats, etc.
25	Cela [évolution de la collapsologie vers l'écologie radicale] amène beaucoup de recherches, de réflexions et d'échanges avec des gens en fait et ça se faisait à la fois au niveau virtuel, sur internet, via des forums, etc. mais aussi en vrai, on parle avec plein de gens.
26	Il y a eu des événements comme lorsque j'ai vu le film [nom d'un film]. Alors là, ça a été un déclic pour beaucoup de gens, je crois mais chez moi ça a amorcé quelque chose de vraiment profond parce que je ne me suis pas arrêté au film [nom d'un film] et j'ai regardé d'autres films, d'autres documentaires, d'autres conférences. J'ai lu d'autres livres, etc. Il y a donc eu ce déclic [nom d'un film] qui m'a donné comme sentiment que à partir du moment où on pouvait agir quand même à titre individuel mais aussi collectif, au niveau local, etc. Il y a vraiment un intérêt à recréer de la résilience, du lien entre voisins et que notre avenir serait radicalement différent mais il n'y avait pas cette notion de résistance à cette époque-là. C'était vraiment une perspective très centrée sur le local, sur la résilience, sur la solidarité, l'entraide et toute la construction d'un tissu de vie économique et alimentaire vraiment local. Ensuite, il y a eu la collapsologie, moi j'ai lu [nom d'un livre]. et là ça a été un gros déclic vachement plus fort que [nom d'un film] parce qu'il y a vraiment cette notion scientifique, globale, pluridisciplinaire, systémique, etc. que la situation allait mal dans quasi tous les domaines sauf pour la société humaine. Ils appellent cela la grande accélération, tout croît, notre mode de vie, notre confort de vie, notre consommation d'énergie, de matériaux naturels, etc. Et tout ce qui croît parallèlement à cela, c'est la destruction de la biosphère, la disparition des êtres vivants, le réchauffement climatique. C'est un tableau assez sombre où on voit très clairement la cause et les effets de notre société. Donc, ça c'était un constat assez dur parce que finalement on se rend compte qu'on ne sait pas changer la société mais qu'il faudra réinventer une autre société, faire émerger de jeunes pousses, comme il dit, quand la société industrielle se sera effondrée. Donc ça, c'est un deuxième gros déclic, je crois. Et puis, un déclic un peu moindre, c'est donc ce passage entre collapsologie et écologie radicale qui a quand même été un passage déterminant, je crois.
27	(E) : Avant d'être activiste, ce que j'ai fait depuis quelques années, j'étais dans les ONG, je pensais que c'était déjà pas mal mais j'imaginai que l'activisme était quelque chose de plus radical et dangereux, secret et voilà, je n'avais pas cherché non plus à m'intégrer. C'est un petit peu un coup de chance. - (C) : le fait de pouvoir intégrer ce milieu-là ou... (E) : Oui, oui, faut avoir l'opportunité de faire une première action. Ça ne se présente pas facilement puisque c'est secret.
28	J'ai d'abord commencé comme tout le monde par des petites manifestations comme la marche pour la fermeture des abattoirs. Les actions de type panneaux devant les magasins où on vend

	de la fourrure et petit à petit et c'est vrai que le milieu est assez petit donc on se forge assez vite des connaissances et par un cheminement, on décide où ou pas d'être de plus en plus en gagé
29	Le philosophe peut être inaudible pour ceux qui demeurent dans l'obscurité car la réalité est inaudible, son rôle est d'apporter la lumière mais bon, mieux vaut un lâche vivant qu'un héros mort.
30	Il y a une question qui est très importante pour moi, c'est : ok, je veux pouvoir le jour où je mourrai me retourner sur la journée qui a été mon existence et me dire qu'elle n'a pas été perdue.
31	Ça a pris toute la place de ma vie. Et moi, c'est la première fois que ma vie a eu un sens. Pour moi, jusqu'à présent ma vie n'avait aucun sens et là il y en a eu un. Je me suis sentie utile. Je ne me suis jamais sentie utile avant.
32	C'est une volonté d'être utile en fait parce que pendant ses études on a l'impression de subir beaucoup. On n'a pas, en tout cas moi j'ai jamais ressenti le fait d'être utile pendant mes études. J'étais une étudiante parmi tous les autres étudiants. Il n'y a aucune utilité directe. Quand tu sors d'un cours tu te dis pas « heureusement que j'étais là ». Tandis que dans ce genre d'ONG, où les gens ont besoin de volontaires parce qu'ils n'ont pas les financements, tu fais la différence. C'est peut-être bête mais par exemple, tu sauves un écureuil, ça paraît con mais ça fait un écureuil de plus, ça reste une vie. Il y a une grande satisfaction.
33	Tant que ça ne me fait pas chier, ça m'illustre, ça me donne une place dans la société. C'est très important.
34	Ça m'a appris beaucoup de choses. J'ai un sentiment qui est très positif par rapport à ça.
35	Non, moi, je l'ai fait parce que ça me permettait d'acquérir de nouvelles compétences. C'étaient des défis et j'aime bien relever des défis et essayer de me surpasser. Au [nom de parti politique], j'ai fait un petit discours. Très bref. Eh bien, c'était un vrai exercice. J'ai l'habitude de donner cours mais ça n'a rien à voir en fin de compte. Donc, j'ai appris de nouvelles choses. J'ai pris la peine de bien écrire. Je me suis entraîné chez moi. Des choses comme ça. Mais ce n'est pas vraiment de la survalorisation de l'égo ou autre.
36	Tu es introverti, extraverti fin, ça dépend de toi quoi, ça dépend pas tant du groupe pour le coup, mais le, la manière de rester à flot dans un groupe militant ça demande du travail quoi, mais c'est un peu l'idée comme si tu avais la 'learning curve' quoi, tu commences et puis en fait, faut apprendre des choses avant de pouvoir continuer quoi. Après c'est peut-être parce que maintenant enfin j'ai réfléchi à des trucs que je n'avais pas réfléchi avant.
37	Ouais j'pense. C'est vrai que là ouais pour le coup euh c'est, via le fait qu'on a commencé à s'dire « ok, on va on va s'intéresser à ça. » Et de là euh commencer à apprendre à comment est-ce que tu fais des, ouais des montages son, comment est-ce que tu peux faire des podcasts, comment tu peux faire des lives radios dans la rues des trucs comme ça. C'est vrai que ouais t'acquières des savoirs tout ça. Et euh. Ouais, j'imagine ! Dépendamment de la pratique que tu fais et du médium que tu veux utiliser pour diffuser tout ça. Même par exemple tu vois, pour euh faire euh faire du code, bon, j'imagine faire des sites internet, des moyens de diffusion etc. Ben ouais tu peux apprendre des choses. Et euh au niveau artistique tu peux apprendre à faire des trucs euh. Encore une fois dépendamment du médium. Ouais d'office. C'est un bon moyen de pouvoir lier tes ... tes intérêts culturels et artistiques et matériels j'pense à tes idées.
38	Il y a aussi des gens qui se rattachent à ça alors qu'ils ont arrêté l'école à 15-16 ans et qui se sont rattachés à cette cause et c'est cette cause qui a continué à leur faire avoir une sorte d'éducation même si ce n'est pas l'éducation qu'on a à l'école ça reste une éducation et qui aujourd'hui, à 18-19 ans, ont de hautes places dans ces organisations.
39	A l'heure actuelle, je ne suis rien du tout mais [...] je veux changer les choses et je veux trouver le moyen d'y parvenir. [...] je veux être à la même table que les gens qui m'ont rendu 10 ans de ma vie horrible et qui ont fait qu'aujourd'hui j'en suis à l'heure actuelle là. Pour justement leur demander des comptes directement.

40	Parce que quand on est dans une ONG, il y a tout un panel de personnes qu'on aurait probablement jamais rencontrées si on n'avait pas les mêmes idéaux, les mêmes principes.
41	Je ne suis pas là pour interdire les gens. Je suis quelqu'un qui responsabilise les gens. Quand ils veulent discuter avec moi, je discute maintenant ils peuvent faire ce qu'ils veulent. [...] qu'on le veuille ou non en 2030, on passera tous un examen de conscience.
42	[Ce qui est le plus important] c'est effectivement la cohérence avec moi-même. Sensibiliser les autres pas tellement. Je veux bien sensibiliser les autres qui sont prêts à écouter ce genre de discours, qui sont prêts à comprendre. Mais sensibiliser les gens et montrer un peu l'exemple, non pas du tout. Mais sensibiliser les autres non, je n'aime pas imposer quoi que ce soit. J'ai l'impression que quand on donne un discours de « voilà il faudrait faire comme ça », il y a beaucoup de frustration de l'autre côté et à aucun moment le but de ma démarche c'est de créer de la frustration ou ce genre de chose donc je ne vais pas aller parler à des gens qui ne veulent pas entendre ce genre de discours.
43	J'ai fait le prosélyte là, j'ai donné l'enthousiasme. C'est de nouveau un mot religieux, avec l'enthousiasme du prosélyte. C'est l'enthousiasme du prosélyte qui permet d'amener de nouveaux adeptes.
44	Mais il y a clairement un enjeu de pédagogie à faire et c'est l'enjeu de la culture de résistance aussi, diffuser ce genre de message plus militant. [...] La culture de résistance, si je devais résumer ça, ce serait le développement d'une conscience collective qu'on peut changer les choses si on se met tous ensemble et qu'ont créé un mouvement puissant, déterminé, solidaire qui vient vraiment de la base, des gens. Ça, je pense que ça résume plutôt bien.
45	C'est peut-être la chose la plus intéressante que j'ai faite dans ma vie.
46	Je ne vais pas dire que c'est ma raison de vivre mais le climat c'est un sujet très intéressant. Parce que le fait que les gens soient pour ou contre, ce sera quand même le plus grand défi du siècle, ça les gens doivent bien s'en rendre compte. C'est un sujet à la fois passionnant et effrayant. Hyper passionnant parce que ça touche différents aspects. Le réchauffement climatique ce n'est pas seulement une question de température. Il y aura des effets sociaux, économiques, de santé publique, d'immigration, de déstabilisation géographique. Et à la fois c'est aussi effrayant compte tenu de l'urgence et du fait qu'on sait ce qu'il peut se passer si on ne fait pas des efforts importants.
47	Tous les humains, tous les êtres vivants, on se met à leur place. On se dit qu'on est la seule planète dans l'univers où on sait qu'il y a de la vie donc il faut la préserver et donc il faut préserver la vie de tous les êtres vivants sur cette terre donc c'est profondément altruiste.
48	[...] quand on prend en compte l'effondrement et qu'en plus on ne gèrera certainement pas nos centrales nucléaires, on se prend une claque encore plus importante dans la gueule et donc on passe par des périodes émotionnelles qui peuvent être très dures. Je vais te dire à un moment donné, je me souviens à la Saint-Nicolas 2017, j'ai été voir Saint-Nicolas avec ma petite-fille au centre commercial [...] à un moment, j'imaginai... C'était la période où on faisait toute notre enquête auprès des politiques, des parlementaires pour voir qui se posait cette question et qui allait réagir. Et, bref, à ce moment-là je me suis imaginé que tout le monde était irradié. Je voyais tout le monde autour de moi, tous ces enfants, tous ces parents dans un moment festif et de joie d'avoir rencontré Saint-Nicolas où les enfants se rencontrent, moi je discutais avec des parents, enfin, un moment assez privilégié. Un moment comme j'aime bien où tout le monde n'est pas devant sa télé on va dire. Et puis, j'imaginai tous les symptômes des irradiations sur tous ces gens et je me suis dit : « je ne peux pas, ce n'est pas possible, il faut tout faire pour empêcher cela ». Donc oui, je pense qu'il y a de l'altruisme.
49	J'ai pu essayer, j'ai pu être la cheville [ouvrière], j'ai pu faire la pierre angulaire de l'un ou l'autre projet. Fin, je suis encore un petit peu [ces projets]. J'apprécie l'idée qu'on puisse dire « Oh tu es quelqu'un de bien ».
50	Je crois que j'aime bien les caméras aussi. Il y a un truc.

51	C'est une cause qui me tient beaucoup à cœur et qui prend beaucoup de place chez moi. Je ne sais pas si c'est envahissant comme cause mais c'est vrai que cela prend énormément de place et si je ne m'engage pas dans tel collectif, dans tel groupe, dans telle action mais je m'engagerai dans une autre, dans un autre collectif, etc. Vraiment, c'est une cause que je n'abandonnerai pas, qui me prend aux tripes et donc je ne peux pas me passer de me battre pour cette cause. C'est vraiment vital, c'est un moteur dans ma vie.
52	Pour moi ça signifie que le climat est devenu la chose la plus importante.
53	Dans les marxistes-léninistes [...] on se sentait obligé de se sacrifier sa vie pour la cause.
54	À cette époque-là, c'était majeur donc ça me prenait tout mon temps en dehors de ma vie de famille que j'essayais de préserver. Ça prenait tout mon temps.
55	C'est chaud, c'est évidemment beaucoup plus facile quand t'es au chômage. C'est beaucoup plus facile quand t'es célibataire. C'est beaucoup plus facile quand tu n'as pas d'enfants. Mais pour autant je connais des personnes qui ont trois enfants et qui le font et les mêmes choses que ce que j'ai fait de plus impliquant.
56	Pour être franc, je me réveille en pensant climat et je vais dormir en pensant climat. C'est quelque chose qui me prend beaucoup d'énergie et de temps [...]. Ça prend énormément de temps. A la limite, il suffit qu'on prononce le mot climat et je suis là. Donc oui, ça prend énormément de temps.
57	Moralement, c'est un travail épuisant surtout dans le contact direct avec la population, plus mes équipes qui fallait nourrir de motivation. C'est un métier vraiment très difficile. Après deux ans, j'étais...il fallait que j'arrête.
58	J'en ai eu un [burn-out]. C'était surtout la gestion, c'était surtout le workload parce que comme je t'ai dit, j'ai fait ces 14 ans à plein temps [...]. C'était trop et à un certain moment ça a craqué. J'ai décidé moi-même d'abandonner le travail rémunéré [nom d'une ONG] et puis j'ai continué à gérer [nom d'une ONG] parce qu'il n'y avait pas d'autres solutions mais ça me donnait quand même encore beaucoup plus... C'était quand même un plein temps en moins.
59	Mais après des années, des années de lutte et qu'on voit que ça ne change pas. Si on veut se maintenir en vie, il faut s'adapter aussi et on révisé aussi ses positions. Moi, je suis moins motivée qu'avant, j'ai moins la niaque. Ça c'est personnel.
60	Eh bien, il y a le burn-out bénévole qui permet... Tu t'investis trop [...]. Si tu vas tous les jours dans une structure gratuitement et à la fin tu te rends compte que finalement le monde n'a pas beaucoup changé et que les inégalités continuent. J'ai donné tout ce temps, je n'ai pas de retour et je n'ai pas de reconnaissance de ma famille ou de mes proches. Là, tu t'enfonces dans une déprime parce que : ok, je pensais que c'était super mais en fait non... Donc, ça c'est intégré au moment du w-e de briefing sur l'activisme en disant : les gars et les filles soyez conscients de vos limites. Pour autant, ce n'est pas facile, ce n'est pas sans risque psychologique, physique sur le long terme. Ou même, tu peux te faire une seule action, c'est la première, elle se passe de manière très violente... Ça peut avoir des conséquences insoupçonnées parce que tu te retrouveras dans des situations que tu as rarement l'occasion d'expérimenter. Et en général, tu ne vas pas chercher à les expérimenter, tu vas plutôt éviter de faire ça.

61	<p>Dans le processus, oui. Les coûts sont importants, en fait, ça c'est sûr. Ils sont parfois très importants, ça dépend des moments aussi. Il y a par exemple eu, sur la ZAD, beaucoup de burnout. Des burnout sérieux. Je pense là à une amie qui a fait un énorme burnout lié à son engagement et qui s'est retrouvée vraiment en difficultés. Donc là aussi c'est radical et puis voilà, ça dépend. Mais oui, oui bien sûr il y a des hauts et des bas. Mais vous comme chercheur, ça doit être encore pire. Des fois, on se demande à quoi tout sert et puis je pense aussi mais ça c'est peut-être une généralisation abusive que vu le cours du monde, non je pense que ce n'est pas abusif ... En tout cas, on lit ça, on commence à lire ça dans la littérature psychologique, notamment éco psychologique, qu'il y a plein de gens qui sont éco stressés. En fait, l'angoisse de la finitude visible du monde crée des effets psy bizarres nouveaux et des effets de découragement, de fuite, de colère, de rage, d'autodestruction. Chez les militants écolos, c'est palpable. C'est palpable. Enfin écolo, je veux dire écologistes pas écolo. C'est palpable.</p>
62	<p>Finis. Souvent finis, désillusionnés dans le fait que la révolution ne s'est pas faite en quelque mois. Ils se sont heurtés contre un mur ou bien psychologiquement ils en souffrent et ils sont passés par un burn out et qui par après se reprennent mais ils sont perdus pour le mouvement. Ils ne reviennent pas en arrière pour se dire « J'aurais pas dû faire ça, mais j'aurais dû prendre l'autre chemin ». C'est... On ne les voit plus. C'est ainsi que j'ai vu partir des centaines de personnes. Ils ne renoncent pas à leur veganisme individuel mais à leur engagement, à l'action concrète.</p>
63	<p>Et j'en ai vu des gens autour de moi que leur lutte ont épuisé quoi. C'est un vrai truc qui est un peu tabou en vrai, on en parle pas dans les vidéos militantes, peu importe le type de militantisme alors, mais tu as des situations, fin tu arrives à des moments comme ça d'épuisement, de burnout militant. Ça devrait être reconnu quoi.</p>
64	<p>Et du coup, je suis qu'à mes débuts, et ça demande de l'investissement, donc du temps et j'ai l'impression, je ne sais pas si c'était forcément supervisé, mais dans ce temps-là, c'est un truc que je questionne mais il faut faire attention. Tu peux faire deux actions, par exemple, tu peux faire une action vente de gâteaux à prix libre. Oui forcément, ça va te demander déjà de faire le gâteau machin tout ça, c'est du temps, mais en même temps si jamais tu prends la même action, genre 3h pour aller faire des récupérations dans les magasins, où là tu frottes à l'illégalité. Là, j'imagine qu'il y a un poids en plus qui peut être difficile à porter et qui peut amener à cet épuisement. Le type d'action que tu fais dépend de ce que tu vas avoir besoin comme quantité d'énergie, on va dire, pour gérer ton action et ton militantisme.</p>
65	<p>Et donc ça prend vraiment beaucoup de place. Oui, ça amène des émotions comme la colère, comme la tristesse, comme la ... parfois, la déprime. On ne va pas se mentir, ce n'est pas une cause facile à défendre puisque on a un peu l'impression que c'est foutu et donc ce n'est pas facile comme cause à défendre, pas du tout</p>
66	<p>Peut-être dans mon caractère aussi j'ai changé où parfois c'est un peu mitigé. J'étais quelqu'un de très joyeux, de très optimiste mais quand on voit les enjeux climatiques, ça donne facilement le cafard.</p>
67	<p>Mais oui, ça c'est assez difficile pour des activistes pour le droit des animaux (vegan aussi) qu'ils vivent dans un monde non-vegan. Il y a même des livres dessus, ça s'appelle « vistopia » [nom de livre], qu'on est vegan, c'est comme une dystopie mais qu'on vit dans un monde et certainement aussi avec... Et ça je le sais très bien parce que j'ai très souvent des activistes qui le sont depuis peu, vegan depuis peu. Ils ne comprennent naturellement pas comment ça se fait que les gens qu'ils aiment le plus : leur famille, leur femme, homme parfois, leurs enfants sont dans leurs yeux (c'est un mot lourd) des monstres immoraux. Et ils le savent, c'est assez schizophrénique aussi parce que d'un côté ils savent qu'ils sont super empathiques avec d'autres personnes et tout ça. Avec certaines autres personnes mais d'un autre côté qu'ils sont cette tache blanche et qu'ils ne perçoivent pas et donc qu'ils font partie de tout ce système super oppressif contre tous. Ça donne souvent des confrontations avec la famille ce qui peut aussi être cause d'une certaine radicalisation aussi à un moment.</p>

68	Et puis il y a beaucoup d'images qui restent à force d'aller dans les abattoirs et de voir les animaux mourir devant soi, il y a des images et des regards et des odeurs. Enfin il y a tout qui reste, après ce n'est juste plus possible. C'est un peu, on va dire, comme les soldats qui reviennent de la guerre et qui restent traumatisés, qui font de cauchemars. Et bien ici, c'est exactement pareil. On a vu des choses qui sont atroces et donc après, je crois que ça hante le quotidien
69	En [nom de pays], comme c'est plus facile, j'y allais régulièrement et il y avait une association qui s'appelait [nom du collectif], je pense qu'ils n'existent plus. Ils sont chargés de procès, etc. pour des actions et leur toute première action c'était le blocage du sommet de l'élevage à [nom de lieu] et donc il y avait cinq entrées et les cinq entrées ont été bloquées avec des lockon. C'est le bloc de ciment dans lequel on s'attache et les éleveurs sont venus assez rapidement et ça a été super violent, avec des coups, arrachage de téléphone, de poings dans la gueule et venir avec la tracteuse pour carrément déloger les militants ou foncer avec la bagnole. Oui, oui, ce sont des rapports très violents. Moi, j'ai été traumatisée d'ailleurs par ça. Ça c'est un exemple et il y en a plein d'autres
70	Moi, je n'ai pas eu cette chance parce que ça faisait une dizaine de mois que j'y étais et en fait de par la manifestation où on m'a vu, où [nom d'un média] m'avait filmé, où beaucoup m'ont filmé, etc., je me suis retrouvé en fait à passer à [nom d'un autre média]. Et de là, tout le monde m'a vu, tout le monde a su. De par mon arrestation, je n'ai pas pu aller travailler en plus donc ça a encore plus posé problème et c'est de là que j'ai été appelé chez mon patron [nom de l'employeur] qui est le directeur [nom de l'entreprise] et d'autres secteurs aussi parce que c'est un gros secteur aussi. On n'échappe pas aussi à ces différences-là. Comme après, j'ai fait dans une [nom de l'activité] aussi et quand le monsieur a su que j'étais [nom du collectif], je ne sais pas comment il a su. Il s'est renseigné à mon avis par Facebook, les réseaux sociaux, etc. Il m'a sonné et il a coupé mon contrat directement alors qu'il devait me signer le CDI parce qu'il était très content. J'ai vraiment vécu à ça [nom de l'entreprise] et le monsieur m'a... Et encore, je ne peux pas le mettre au même niveau que le directeur parce qu'il est venu me trouver et il m'a dit : écoute, voilà, nous on a un souci parce que justement, de par ta position au sein du mouvement [nom du collectif], on ne peut pas prendre le risque, lui il a tourné ça sous le risque que je ne puisse pas me présenter à cause d'arrestations, etc. De fait, ce côté-là, je pouvais le comprendre mais pour moi, ce n'était vraiment qu'une excuse pour dire : en fait ça dérange le fait que tu fasses quelque chose comme ça d'aussi social et qui a rapport aussi... Parce que ce sont aussi des jeux d'influence qui se retrouvent dans ces secteurs-là.
71	Donc, il y a deux semaines je crois, la directrice de [nom de l'établissement] à [nom de la ville] m'a envoyé un email et puis en fait j'ai été viré de [nom de la ville]. [...] j'étais [nom de la fonction] en partie à [nom de la ville], je complétais mon horaire avec un RSA et j'ai été viré parce qu'ils m'ont vu au meeting du [nom du collectif], juste ça. Incompatibilité de valeurs, machin.
72	Des conséquences, il n'y en a pas eu judiciairement parlant. Mais, oui, très clairement, je vais dire dans ma vie. Dans ma vie, il y a eu de très, très lourdes conséquences, ça c'est certain. J'ai tout perdu. J'ai tout perdu alors qu'avant déjà je ne possédais rien. Je commençais à peine à posséder, j'avais à peine récupéré une voiture. J'avais fait un crédit justement pour l'avoir. Je venais de récupérer l'appartement parce que je venais de rencontrer une jeune fille et que voilà ça se passait plutôt bien et on pensait s'installer. Et en fait avec tout ce qui est arrivé en décembre et le fait que je me sente investi de cette tâche-là. Pour moi, c'était la dernière opportunité que j'avais, j'ai vraiment pris ça comme ça. Pour moi, j'ai vraiment pris la dernière opportunité que j'avais donc je n'ai pas pensé en me disant : il va se passer tout ce qu'il va se passer, je n'y aurais jamais cru à tout ça mais je me suis dit que c'était le moment pour me faire entendre et de dire un peu ce que je pense parce que le mouvement allait bien. [...] je ne pense pas. Je pense pas parce que je ne regrette pas d'avoir cette vision actuelle de la chose parce que je n'aurais pas voulu vivre toute ma vie sans savoir ce qu'il se passe en haut lieu si je puis dire mais c'est clair que des fois j'aimerais bien retomber un peu dans la facilité de dire : merde, je fais ma vie un peu comme tout le monde, je vais travailler, je vais faire ma petite sortie tous les mois, je vais essayer de passer un maximum de temps avec ma fille et voilà, je vais voter tous les x temps pour tel ou tel parti et laisser faire d'autres partis dans lesquels je ne me retrouve pas

	<p>et qui je sais ne vont pas, pour moi, aller assez dans le fond des choses. Regrets je n'en ai pas mais c'est clair et net que je porte plus ça comme un fardeau que comme un choix ou comme un choix de vie, c'est clair et net.</p>
73	<p>Plus tu multiplies les engagements plus tu offres, malheureusement, c'est un truc à déplorer, plus tu offres d'angles d'attaque sur toi aussi. [...] ça fait de plus en plus de possibilités de te mettre dans des situations qui te confrontent à de la violence étatique et à la violence du système.</p>
74	<p>Donc, faut être bien conscient de ça et faut s'arrêter pas trop tard. Ça aussi, c'est très dur de savoir quand c'est trop tard. Tu le sais quand c'est trop tard, t'étais déjà embarqué pour un super procès avec des frais d'avocat ou t'es déjà en prison, ça fait plusieurs jours ou plusieurs mois. [...] un exemple, d'un gars qui allait à [nom de lieu], il est arrivé sur place. Il avait des pétards et un canif, et bien il a fait six mois de taule je crois, ou quatre mois de taule. Avant qu'on dise : ok, tu peux rentrer. Il était belge, c'était interdit d'avoir des pétards dans la zone par arrêté préfectoral, etc. Donc, le gars il n'a même pas fait 2h sur le site, il a fait par contre plusieurs semaines, mois. Sûrement plusieurs mois. [...]. Là, il s'est rendu compte que c'était trop tard.</p>
75	<p>Du coup, une fois qu'on est conscientisé, c'est un peu ça le miracle. Une fois qu'on est conscientisé, ce n'est presque pas possible de faire marche arrière, de se dire : ce n'est pas grave, le capitalisme fonctionne, les hommes politiques vont nous aider, je reviens à l'état initial, je reprends mon bulletin de vote et tous les cinq ans, tous les trois ans, je vote et je fais ma vie en ne pensant qu'à moi. En allant voir, le festival des libertés par exemple, on se retrouve devant des témoignages, devant des documentaires, des entretiens qui sont très forts, très durs à assumer, à prendre à la légère. Du coup, on se dit : je ne peux pas juste regarder ça et continuer à consommer de l'huile de palme qui déforeste. Donc, c'est toute ta journée qui est liée à ça : qu'est-ce que tu consommes comme biens ? Qu'est-ce que tu produis comme déchets ? Qu'est-ce que tu choisis comme loisirs ? Quelles structures tu visites ? Quel coup de main tu donnes ? Bref, tout est complètement imbriqué.</p>
76	<p>Oui, c'est très compliqué [de rester cohérent]. Pour moi c'est le plus compliqué, le plus difficile. Parce qu'on a envie de faire ça intelligemment entre guillemets et on n'a pas envie de passer pour quelqu'un qui est complètement fermé et qui refuse quoiqu'il arrive, peu importe les conséquences, tout. Ce n'est pas facile. Il y a toujours un moment où... surtout quand on voyage. Dans la société dans laquelle on est actuellement en [nom de pays], on peut se permettre de pas du tout manger de produits animaux, de pas acheter de produits animaux même du cuir etc. On peut se le permettre. Dans d'autres pays c'est très compliqué parce que eux c'est leur culture et ils ont que ça. Ils ne roulent pas sur l'or, ils ne peuvent pas se permettre de cultiver tous ces légumes. Ils n'ont pas les machines. Tout ce qu'ils ont c'est leur petit potager et malheureusement ça ne suffit pas à nourrir toute une famille.</p>
77	<p>Je crois qu'on ne peut pas défendre une cause sans se remettre soi-même en question. Dans le cadre du dossier climatique, il est plus facile de toujours rejeter la faute sur les autres alors que quelque part tout le monde a fauté entre guillemets. De différentes manières à différents niveaux. Je me suis donc d'abord remis personnellement en question en me disant qu'il y aurait des actes, des décisions que je ne répéterai plus parce que j'estime qu'on doit quand même être en concordance avec les valeurs qu'on défend. Ensuite, je pense que c'est plus facile quand on rencontre des personnes de partir de notre propre expérience pour voir éventuellement comment on a changé nos habitudes par exemple de consommation. Au quotidien oui j'essaye de faire un maximum d'efforts possibles pour rester en accord avec les valeurs que je défends.</p>

78	Il y en avait qui faisaient des choix différents et que moi, je suis issu d'une certaine bourgeoisie quand même. En étant à [nom du village], avec un père [profession du père] et donc je me suis rendu compte qu'il y avait d'autres modes de vie, d'autres choix et à partir de là, j'ai commencé à poser des choix qui tentaient d'aller vers plus de cohérence. Et effectivement, c'est là que j'ai commencé un investissement chez [nom d'une ONG] à l'époque quand je suis rentré [inaudible].
79	Puis au cours de mes études d'enseignant qui ont duré trois ans, ma troisième année, j'ai complètement basculé. Je me suis senti dans une incohérence totale entre le monde universitaire que je fréquentais beaucoup ou hautes études ... et l'incohérence totale entre tout ce qu'on disait. On nous faisait lire des livres de pédagogie qui remettait complètement le système scolaire en question, comme [nom de livre]. On se rendait bien compte que l'école traumatisait plus les enfants qu'autre chose pour la plupart mais on continue quand même et on met un emplâtre sur une jambe de bois.
80	Constamment on se remet en question évidemment mais c'est plus de la remise en question... quelque part on sent que ce qu'on fait ça a un sens mais on se remet quand même en question par rapport à des choses très terre à terre. Par exemple, je ne mange plus du tout de poisson parce que je suis persuadée que c'est mauvais pour l'environnement, que la façon dont les ressources sont exploitées c'est quelque chose de très mauvais, de très néfaste et que ça conduit à l'épuisement des stocks. Par contre, quand je vais dans des petits pays pauvres africains, que leur seule ressource c'est le poisson et qu'on me donne à manger du poisson, là il y a la remise en question de ok je me suis engagée à ne plus jamais manger de poisson parce que je suis persuadée que c'est pas bon maintenant je suis face à des gens pour qui c'est la seule ressource, qu'est-ce que je fais ? Est-ce que finalement j'en mange ? Il y a un peu une dualité qui est constamment là quand on voyage. A la fois on va manger quelque chose qui est mort, qui avait une vie, qui avait des interactions sociales donc on n'aime pas trop mais à la fois si je ne mange pas ça, je me mets à leur place, je ne mange rien. Donc oui, il y a une remise en question constante.
81	Peut-être d'abord conflictuelle avec soi-même. En voyant si je fais telle chose, est-ce que c'est bien par rapport aux valeurs que je défends. Parfois c'est une remise en question qui doit se faire tous les jours. Avec d'autres personnes, évidemment que c'est conflictuel parce que tout le monde n'aime pas entendre parler des questions climatiques donc c'est vrai que ça peut générer des tensions avec d'autres personnes. Tant que je suis fidèle avec moi-même c'est le plus important. Après si les autres ne sont pas d'accord c'est leur droit.
82	Je faisais chier les gens aussi. Tu vois quand tu parles tout le temps et tout ça. Et que tu dis aux gens « il faut faire attention à ce qu'on consomme, à comment on vit ». A un moment les gens ça les emmerdent. Et j'étais dans le discours culpabilisant de l'écologie à l'époque où par rapport au réchauffement climatique on culpabilisait les individus. Ce qui était d'une absurdité totale parce que les premiers coupables c'est l'extraction des ressources fossiles et c'est leur utilisation.
83	C'est très, très dur. Je me levais le matin et je me mettais en off. Je me disais : « t'as un travail, c'est génial, tu devrais être contente ». J'étais dans un domaine où tout le monde voulait travailler. J'avais trop de gens autour de moi qui me disaient : « moi aussi j'ai envie de travailler dans cette société, tu ne veux pas me faire rentrer ? ». C'est une société qui offre énormément pour ses employés, qui tient ses employés par l'argent. J'avais du mal à me plaindre mais intérieurement c'est une dualité oui. Le matin mon éthique était en off et je me disais : « tant pis ». Au bout d'un moment c'est usant.
84	[...] ici, les fêtes viennent de passer. Je me suis embrouillé avec ma mère parce qu'elle m'a invitée à aller manger le repas du nouvel an, j'ai dit non. Parce que je ne saurais pas manger en voyant ça sur la table, je ne saurais pas.

85	C'est vraiment le côté éthique qu'on développe dans ce genre d'ONG qui a fait que je ne pouvais plus travailler dans le pharmaceutique. Ça m'a vraiment dégoûté.
86	La chose la plus facile à faire c'était d'arrêter de collaborer avec ça qui accentue les inégalités, qui empire les choses donc il fallait trouver un autre job, un autre secteur. [...] Le dilemme était : j'ai étudié pour ça et du coup... Je me souviens quand j'étais ado de voir des stickers qui étaient posés dans la rue qui indiquait que tel premier ministre signifiait trois millions de chômeurs. Moi, j'étais ado et je n'avais pas envie d'être chômeur, j'avais compris que c'était quelque chose de terrible, que c'était la misère et que c'était une sorte de dégringolade. Donc, je pense que je me suis dit : étudie [nom du domaine d'étude], tu verras là où il y a du boulot, là où il n'y a pas de boulot et du coup tu ne seras pas chômeur. C'est la démarche que j'ai suivie, après j'ai appris qu'il y avait du boulot dans les ONG. Évidemment je l'avais sous les yeux mais je ne m'étais pas dit : tiens je vais essayer. Le dilemme était de ne plus continuer à faire ce qui empire et contribuer à quelque chose avec quand même un salaire et une éthique.
87	À un moment je pense qu'il faut prendre conscience qu'on est des humains et qu'on aura d'office un impact carbone négatif sur la planète de base. À partir de là, si on a compris ça et qu'on essaye de quand même réduire son impact carbone par tous les moyens, même si on n'est pas parfait il faut réussir à se dire « au moins je fais ça et c'est déjà bien ». Le problème des gens qui vont parfois trop loin et qui veulent trop faire du bien entre guillemets, c'est qu'ils vont se mettre eux-mêmes en porte à faux et ils vont peut-être se rendre compte que eux, malgré tous leurs efforts, ils auront quand même un impact négatif, ça malheureusement on n'y peut rien, c'est comme ça et c'est peut-être là qu'ils partent en burnout. Il faut partir du principe que de toutes façons, personne n'est parfait, on n'arrivera jamais à consommer de manière parfaite, personne n'est un exemple mais par contre à partir du moment où on est conscient et qu'on fait quelque chose, c'est la bonne voie.
88	Clairement, ça m'est arrivé il n'y a pas longtemps de me fâcher avec un copain... Mes proches sont de ce secteur-là, dans des ONG, dans les asbl et du coup je me retrouve avec leurs conjoint-e-s qui ne sont pas forcément dans ce secteur-là. On fait des repas ensemble, des réunions, des pétanques, des moments un peu informels et festifs et, du coup, des discussions aussi. Et donc ça peut mettre des tensions. Ça m'est arrivé aussi de bien m'engueuler, de ne plus se voir parce que les opinions politiques sont trop différentes. Dans le couple que j'ai en tête, ils se débrouillent, ils ont des opinions politiques différentes et c'est pas grave mais quand on est en train de parler tous ensemble, moi je continue à argumenter quand ce sont des proches, je me permets d'être plus direct ou peut-être plus blessant. C'est quelque chose que j'essaie de temporiser quand même sinon tu ne peux pas être un arraché vif dans la société, c'est trop fatiguant pour soi et pour les autres. Mais effectivement, ça a des impacts, c'est une histoire de cohérence.
89	Par exemple quand je vais au resto avec des amis généralement c'est moi qui vais demander : « On va là » parce que je sais qu'il y a des options qui sont là pour moi. Parfois ça peut être extrêmement chiant pour des amis qui veulent aller dans un resto spécifique. Au niveau social quand on sort c'est parfois compliqué. A la maison aussi c'est compliqué parce que mon copain n'a pas les mêmes idéologies que moi et c'est lui qui cuisine donc c'est beaucoup de règles pour lui : pas d'œuf, pas de lait, pas de miel, etc. Dans tout ce qu'il veut faire et qu'on partage. Il s'adapte mais au début c'était très dur.

90	<p>Parce que si on ne sait pas accepter ou donner une place ou avoir assez d'empathie pour voir que eux ils sont pas encore à ce moment-là dans leur cheminement de comprendre, si on n'a pas encore assez d'empathie pour comprendre, parfois c'est une rupture aussi dans la famille parce qu'ils en ont assez de la énième blague de « mange ta soupe aux tomates, j'ai enlevé les petites boulettes » à un certain moment, parfois ça casse. Ça c'est quelque chose qu'on veut avertir aussi les gens et les activistes : d'avoir aussi de l'empathie pour les personnes qui ne sont pas encore si loin dans leur cheminement. On doit avoir de la patience comme d'autres ont aussi eu la patience avec moi ces 23 ans. On peut changer, tout le monde peut changer et il y aura certainement toujours des gens qui ne changeront jamais. Il faut s'y faire et il faut essayer de canaliser son énergie sur les fruits qui sont les plus bas à cueillir et canaliser son énergie sur les personnes qu'on peut atteindre et pas ceux qu'on n'atteint pas. C'est aussi un problème qu'il y a quand même beaucoup ou une partie des activistes qui en souffrent psychologiquement du fait aussi d'être confronté à chaque moment du jour et de la nuit de ce carnage qui se passe, structurel. La plupart des gens n'en prennent pas conscience et ils font comme si rien ne se passe. C'est souvent assez lourd à porter. C'est pour ça qu'on trouve que c'est important aussi d'encadrer les militants, les activistes aussi et de parfois faire un truc gai. Parfois aller visiter un sanctuaire où les animaux se trouvent dans une situation où tous les animaux du monde devraient être. Etre libre ou ne pas être nés pour souffrir une petite partie de leur vie et puis être abattus. Si on veut un activisme durable, on doit prendre soin de soi-même et ça c'est difficile souvent. Certainement aussi difficile auprès de personne qui ont énormément d'empathie pour les autres mais qui s'oublie soi-même souvent aussi. C'est ce qu'on voit chez les soigneurs pour les humains par exemple qui vont dans des pays en guerre ou n'importe, qui doivent aussi prendre soin d'eux sinon il y a des burn out... d'activisme.</p>
91	<p>Par contre, si on est conscient et qu'on ne fait rien, c'est là où c'est difficile d'accepter pour des amis. Par exemple mon coloc qui bouffait du [nom de société], je lui avais montré des vidéos en disant : « Regarde, des petits poulets et bien c'est ça ». Il est conscient mais il s'en fiche. C'est là où c'est plus difficile de pardonner entre guillemets même si je ne suis personne pour pardonner. C'est là où c'est difficile d'admettre que ces gens-là partagent la même planète que nous, qu'ils sont conscients des mêmes choses que nous mais qu'ils ne font pas les bons choix.</p>
92	<p>J'ai terminé mes études dans une école catholique parce qu'il se fait que j'ai eu un super accueil dans cette école [...]. Je me suis rendu compte que la directrice m'accueillait à bras ouverts parce que je lui racontais [...], que j'avais arrêté mes études en cours de route et puis que j'avais le projet de fonder une école dans [nom de région]. Elle m'a dit : « mais c'est génial, j'ai vraiment envie de t'avoir dans mon école, [...] ». Et quand j'en ai parlé aux personnes qui m'entouraient à l'époque, [nom du collectif], ça a été intolérance totale : « qu'est-ce que tu vas faire dans une école catholique, il y a de très bonnes écoles... ». Ça, ça a été un moment de rupture avec [nom du collectif] qui m'avait beaucoup nourri à l'époque où j'étais en recherche de vérité sans dogme, etc. Et je me suis vraiment rendu compte qu'il y avait énormément d'intolérance à ce niveau-là. Je me suis dit : « tiens, ça c'est triste ». Et j'étais dans un mode de fonctionnement assez radical où je voulais trouver l'endroit, peut-être pas où tout était parfait mais, qui avait le plus de cohérence possible.</p>
93	<p>Dans mon cheminement après, j'ai travaillé pour [nom d'une ONG]. Il faut savoir que chez [nom d'une ONG], les bénévoles, on est clairement dans l'exploitation donc... je me suis beaucoup investi chez eux, on a fait du théâtre-action, on a créé un magasin qui a été le magasin du [nom de pays] avec le meilleur chiffre d'affaire pour un petit relais [nom d'une ONG]. On n'avait même pas droit à la réduction des 20% ou 30% des marges bénéficiaires quand on faisait nos courses dans nos propres magasins alors qu'on avait investi tant de temps et d'énergie. Donc [nom d'une ONG], j'ai claqué la porte.</p>

94	En effet, j'étais rentré dans le syndicat par idéologie dans le but de défendre les gens qui sont plus faibles socialement. J'ai aussi appris que par le biais de la manière dont les syndicats fonctionnent j'ai été très déçu. Ils fonctionnent en interne contrairement aux idées qu'ils défendent et qu'ils veulent parfois les imposer aux employeurs. C'est les premiers à donner la leçon mais quand on voit la manière dont eux fonctionnent en interne ça permet de remettre facilement son engagement en question. Maintenant, les causes liées aux syndicats, je n'irai plus jamais manifester dans le cadre d'une manifestation syndicale.
95	[...] nous on a un code de conduite aussi, on est très explicite qu'on ne veut pas de racisme ni de sexisme et tout ce genre de propos chez nos militants qui doivent signer.
96	Je pense que ce sont des choses qui sont informelles. Le débriefing existe. En général, ce sont quelques jours, quelques semaines après, on va boire un coup parce que quand l'action est terminée, en général, il faut s'éparpiller. Donc, ce n'est pas le moment du tout de se réunir pour se faire tous embarquer. Le fait de virer quelqu'un, je n'ai jamais vu mais ça doit exister. Les comportements maladroits, non souhaités, violents notamment. C'est ça un peu le miracle et la fragilité de l'horizontalité, c'est qu'un dysfonctionnement va être plus facilement perçu et évoqué et du coup traité. On va dire à la personne : t'arrêtes ou tu pars, choisis un autre groupe car on n'est pas cohérent. Mais avec quand même une bienveillance dans cette extrême-là, de dire : ce n'est pas facile à dire, ce n'est pas facile à entendre. Qui peut juger ? Il faut que ce soit plusieurs personnes qui aient ce sentiment-là ensemble. En général, je pense que les gens sont conscients que... On est tous au même niveau, du coup on est assez bienveillant en général ... Le fait d'avoir un engagement politique un peu radical, faire de la désobéissance civile, non violente, c'est que t'es déjà dans un état de conscientisation tel que ça va se voir tout de suite s'il y en a un qui est violent Et du coup, il va se retrouver un peu seul.
97	C'est très informel mais, je pense que t'es tenu à avoir une cohérence en fait. Donc, tu ne peux pas être militant dans un groupe climat et macho, par exemple, ou homophobe. Tu dois avoir une bienveillance envers les orientations sexuelles, les couleurs de peau, etc. Un sorte d'ouverture d'esprit et d'écoute qui fait que sinon le groupe va te signifier que t'es pas au bon endroit. Il n'y a pas de document à signer, ce ne sont pas des règles qui sont écrites. C'est tacite.
98	Dans le milieu du squat j'ai beaucoup souffert face à des gens qui me considéraient comme un social traître parce que j'avais pris l'avion alors que j'étais président du [nom de parti].

### Extraits 99-295 : la socialisation liée à l'engagement

99	Après, au cours de mes pérégrinations, je me suis retrouvé dans les [nom de région] où il y a eu le projet de monter une école là-bas pour les gens qui habitaient hors de tout système et là je suis revenu terminé mes études. Oui, ça a été un point de bascule important et à partir de là, au cours de ce voyage, il y a un tas de choses qui se sont affirmées. Je me suis rendu compte que ça me nourrissait d'être plus en marge, de rencontrer d'autres personnes qui elles-mêmes agissaient à leur façon, étaient en marche. Et puis j'aimais bien de rencontrer des gens aussi.
100	Il y a un lieu important c'est quand j'ai découvert [nom de lieu] et les gens qui y habitaient. Donc là je me suis dit : « ah, il y a un groupe de gens à un moment donné qui ont été squatté une terre qui vit tout à fait autrement dessus et des gens qui fonctionnent de manière tout à fait différente de ce qu'on nous propose d'habitude ». Ça m'a beaucoup, beaucoup interpellé, beaucoup touché, ça m'a vraiment nourri.

101	Je sais que c'est une personne qui est fort critiquée mais l'exemple de Greta Thunberg c'est quelqu'un qui est remarquable pour ce qu'elle fait compte tenu de son âge. Ce n'est pas pour ça qu'il faut lui donner plus d'importance qu'elle n'en a parce que c'est une personne qui n'a que 16 ans mais je trouve que ce qu'elle fait à son âge : parvenir à mobiliser autant de personnes de par le monde, je trouve que ça inspire le respect. Je crois que c'est une personne dans laquelle beaucoup d'activistes écologiques se sont retrouvés. Ça explique qu'on se rencontre maintenant dans la rue parce que je suis persuadé que si cette fille n'avait pas fait ce qu'elle fait, je pense que tous les mouvements climatique (que ce soit les jeunes, les moins jeunes) n'existeraient pas à l'heure actuelle.
102	La plupart des gens que j'ai rencontrés, c'est une prise de conscience, je ne sais pas encore si elle est double ou triple ou quadruple. Prendre conscience en tout cas qu'il y a... quelle que soit la raison pour laquelle les gens deviennent militants que j'ai rencontré autour de moi, que ce soit pour l'environnement, pour l'humanitaire, pour ... chez [telle ONG], [telle autre ONG], pour accueillir des réfugiés, pour le nucléaire, pour n'importe quoi, il y a une prise de conscience que qqch ne va pas et à un moment donné la prise de conscience que si tu n'agis pas, personne ne va le faire à ta place. Ça je pense que c'est un facteur commun, je me trompe peut-être mais c'est une impression que j'ai.
103	Ça a été une fracture totale et j'ai mis des mois à me remettre de tout ce que j'ai appris.
104	Peu de temps après je suis rentré parce qu'il n'y avait plus de boulot, je n'avais pas le choix et là j'ai dit : j'arrête de travailler dans le capital. Je vais travailler dans les ONG donc j'ai fait [nombre d'années] chez [nom d'une ONG], plusieurs structures, dans la finance, je m'occupais des subsides, l'administration, la comptabilité. Donc ça [nom de la crise] c'était une rencontre, une expérience de vie dans un choc culturel, de voir que les [nom de la nationalité des personnes ayant subi cette crise] quand ça s'est passé étaient calmes, les plus anciens. Ils avaient gardé leur argent chez eux, dans les matelas comme les vieilles légendes racontent. C'était déjà arrivé plusieurs fois, en fait, dans leur histoire donc ils n'étaient pas tout à fait surpris. Ça, ça m'a permis de changer de secteur et d'aller dans le non-lucratif et dans ces expériences-là.
105	Mon engagement vraiment actif, il date d'il y a une année en raison des questions climatiques. C'est vrai que j'approche de la cinquantaine et quand j'étais jeune j'avais déjà entendu parler des problèmes de pollution mais je ne sais pas pour quelle raison je me suis moins intéressé au sujet. Depuis un an, c'est un sujet qui m'interpelle beaucoup parce que j'appartiens malheureusement à une génération qui a fait beaucoup de dégâts, ça il faut le reconnaître. Durant plusieurs décennies on a rien fait pour les questions environnementales, pour les questions climatiques. J'ai été secoué par le rapport du GIEC de l'année passée. Je ne savais pas que la situation pouvait être grave à ce point et compte tenu de mon âge je me suis dit que c'est maintenant qu'il faut essayer de faire quelque chose, de bouger. Non seulement parce qu'il y a une urgence en matière climatique mais aussi parce que si je me dis maintenant que je ne sors pas pour telle ou telle cause, la prochaine fois que je sortirai c'est pour partir les quatre pieds devant compte tenu de mon âge.
106	[...] Quand je suis arrivé à l'unif, à [nom de lieu], je venais d'avoir 17ans. Je suis tombé sur un groupe... Il y avait un copain qui était dans un groupe de, ça s'appelait les [nom de collectif]. Moi, j'étais d'origine catholique, catho. Et alors, ces activistes cathos étudiaient Marx. Donc, moi, j'ai un peu étudié Marx aussi. Je trouvais que c'était chouette d'ailleurs puisque quand même dans le milieu d'où je venais on parlait quand même de justice sociale. On ne parlait pas de politique mais on parlait quand même de justice sociale. Donc c'est comme ça que ça a commencé. Et finalement, je suis devenu marxiste-léniniste-maoïste.

107	[...] cela amène des émotions et des états qui ne sont pas souvent faciles à gérer. Pendant un an, j'ai découvert la collapsologie. Donc, c'est un courant de l'écologie qui parle de l'effondrement de la société, etc. Quand on découvre ça, on a un gros choc et on se dit : « waouw, c'est dingue, tout est foutu ». C'est un peu le sentiment général et ça amène à l'isolement parce qu'on a du mal à en parler, ça amène à la tristesse qu'on essaye de cacher et donc on pleure de temps en temps ou bien on laisse aller nos émotions quand on est tout seul chez soi. Ça mène à la colère aussi parce qu'on voit rien ne change, on s'énerve, on ne comprend pas pourquoi les gens ne changent pas, pourquoi les gouvernements ne font rien, les entreprises, etc. Et donc, cela amène tout plein d'émotions comme ça.
108	Je remettais tout en question de la société et j'ai même eu peur de basculer dans la folie. Et c'est là que je me suis dit : ok, je dois me sauver et j'ai arrêté mes études du jour au lendemain et je me suis dit : ok, je pars en voyage.
109	Je me réveillais le matin avec des images de poussins broyés dans la tête, de castration à vif, enfin de tout ce qu'on fait subir aux animaux... je ne pouvais plus rentrer dans un supermarché sans pleurer. Les produits laitiers, moi, je vois ça, j'ai la larme à l'œil. Ça me fend le cœur. Oui, il est possible que je pleure aussi pendant que je parle parce que je suis en dépression maintenant donc ce sont toujours des sujets très sensibles. Et là, ça a été une prise conscience globale du monde dans lequel on vit. De ce qu'on m'avait imposé depuis que j'étais petite à ce que moi j'ai découvert. Parce que quand j'ai découvert ce qu'on faisait aux animaux, je me disais mais tout ça, les gouvernements savent tout ce qu'il se passe. Tout c'est concerté, on le sait très bien. C'est avec l'appui des gouvernements. Et à chaque fois j'avais des prises de conscience.
110	J'ai un super psychiatre. Un super psychiatre vraiment que j'ai rencontré grâce aux maladies chroniques et qui est ... Je bénéficie de très bons antidépresseurs, je prends parfois des anxiolytiques, ça c'est la partie trash du truc mais j'en prends pas beaucoup. J'en prends pour le moment ce qu'il faut mais... et alors il y a tout ce qui est thérapeutique. Quand [nom de sa compagne] a pris ça en considération ce double problème de l'effondrement et de... effondrement et réchauffement climatique c'est lié c'est-à-dire qu'une société s'effondre, il y a aussi des coups de butoir climatique. C'est un des facteurs qui contribuent [c'est une des conséquences]. Oui, c'est ça, c'est une des conséquences. Après le réchauffement fait très peur parce qu'on va peut-être aller jusqu'à un réchauffement qui fait que toute vie sera impossible sur la planète Terre, j'espère que non mais [nom d'un personnage public] a soulevé cela comme possibilité dans son livre [nom de livre] de 2003, je crois. J'avais déjà lu ça il y a très longtemps. Je ne sais pas avec le temps on finit par... L'être humain est capable de vivre avec tellement de choses.
111	Tout l'aspect thérapeutique, le fait de pouvoir le partager, le fait de pouvoir écrire là-dessus et que ce soit publié et que des gens le lisent et qu'au dialogue en humanité [...].
112	
113	Je trouve oui. Facebook c'est une révolution. Mon idée là est directement partagée avec d'autres camarades qui pensent comme moi. On a des groupes de discussion. La pensée elle va super vite aujourd'hui.
114	Je suis emprisonné dans Facebook autour de 3000 et quelques amis et donc c'est sûr que ça cogite. Les idées se développent, c'est très enrichissant et le discours se développe
115	Oui, ça permet [les réseaux sociaux] de former des tribus assez rapidement et gratuitement. Oui, puis c'est le seul moyen gratuit de faire de la propagande en [nom de région]. Vos affiches vont être interdites ou arrachées. De toute façon, ça coûte cher de les sortir, personne ne les regarde. Comme il y a un blackout médiatique, le cordon médiatique, de toute façon on ne pourra rien publier du tout.

116	« [...] un de mes combats, c'est la lutte contre la mondialisation, la lutte contre l'américanisation et la lutte contre le capitalisme. [...]La pensée identitaire. Je pense qu'elle est tout à fait adaptée aux défis de la lutte contre la mondialisation, oui. Mais il faut arrêter... Enfin, ça va paraître gros mais il faut aussi arrêter de se laisser dicter la politique migratoire et sociale par la politique économique. Il faut renverser. Il ne faut pas supprimer le capitalisme mais il faut mettre le capitalisme au service d'un idéal. Alors si on dit que c'est l'idéal national, ça devient du nationalisme. Nous, on est plutôt partisan d'un nationalisme européen. D'une nation européenne à construire évidemment en modifiant les Traités, pas l'Europe des lobbies, l'Europe des peuples. »
117	[...] c'est ça qui m'a toujours intéressé en politique c'est que du même discours, on peut se revendiquer de droite ou de gauche et, moi, je n'ai jamais vraiment voulu tomber là-dedans.
118	[...] je reste persuadé qu'on n'est pas dans une démocratie mais dans une oligarchie élitiste. Ce sont les intérêts des multinationales qui passent avant toute chose.
119	La caste dominante est au service d'une élite qui se croit plus intelligente, mieux à même de savoir ce qui est bon pour les autres et puis surtout qui veut devenir toujours plus riche (ex. maintien des centrales nucléaires qui représentent un danger incommensurable et qu'on maintient en activité alors qu'elles sont déjà rentabilisées).
120	Historiquement, les élections et les représentants élus ne sont pas démocratiques. Ce ne sont pas nous le peuple qui avons décidé de créer les structures étatiques avec les gens qui seront au sommet de la hiérarchie. Historiquement, on vient plutôt d'un système aristocratique, oligarchique et en fait les élections, le modèle de la démocratie représentative a été créé pour essayer de transférer ce pouvoir vers une autre forme d'aristocratie. On élit des gens pendant 6 ans et qui finalement perdent leur job et donc en font une carrière.
121	J'aime bien la démocrature, c'est « cause toujours ». La dictature c'est « ferme ta gueule ». Je préfère la démocrature on va dire. Mais quand même, ça n'empêche pas qu'il y a des morts suspects. Il ne faut pas toujours trop déconner.
122	Le fait que le problème, c'est le système capitaliste. Le fait qu'on n'est pas dans une réelle démocratie et que voter ne sert strictement à rien. Le fait que les élites qui prennent les décisions pour nous sont parti-pris et ont une espèce de jeu d'influence totale avec les grosses entreprises, les gros lobbies, etc. Mais pas du tout avec l'électorat justement. L'électorat, c'est ce qui est imagé au fait. L'électorat, c'est l'image qu'il faut donner mais derrière les actes, rien ne colle. Comme quand, c'est un bête exemple mais pour moi c'est un exemple qui paraît logique, [tel endroit]. Si vous voulez vraiment sauver le climat, putain, sauve au moins [cet endroit] bordel On est en Belgique, on n'a plus d'espaces verts, on n'a plus rien et là maintenant on te dit : non, c'est normal de construire quelque chose. On va faire quelque chose... Faut arrêter de prendre les gens pour des cons.
123	Si on parle du principe, même depuis la révolution française, il n'y a pas eu de réelle démocratie. On ne peut pas dire à l'heure actuelle qu'il y a eu une véritable démocratie où le peuple a pu dire : nous, on ne trouve pas ça normal. Nous on veut voter telle ou telle loi ou on n'est pas d'accord là-dessus mais plus là-dessus. Et c'est ça à mon avis qu'il y a eu une réelle émergence, dans tous les pays, de contestation.
124	Oui, c'est dangereux, c'est très dangereux, on n'a aucune défense. En fait, je me suis rendu compte que la soi-disant liberté de parole, d'action, etc. et que le principe de pluralisme en [nom de région], ça n'existe pas. Ça n'existe pas. [nom d'un personnage public] l'avait déjà dit il y a deux ans. Je l'avais écouté, je m'étais dit : [nom d'un personnage public] tu vas peut-être un peu trop loin. Mais en fait non, c'est vraiment le blackout total, on n'a pas le droit de sortir des clous et alors on se dit : oui mais enfin si on respecte la loi, etc. si on n'est pas violent, ceci, cela, ça va aller. Non. Non, le simple fait d'avoir une pensée divergente, c'est déjà de trop. C'est déjà trop. Notre simple existence dérange nos adversaires par le simple fait qu'on soit là.
125	En fait le grand problème ce n'est pas seulement l'antisémitisme, c'est aussi l'anticapitalisme... heu le capitalisme, la patriarchie et que ça va encore beaucoup plus loin que ça. Qu'on est conditionné dans ce sens-là par des Happy few qui ont le pouvoir et qui font tout pour essayer de dominer en fait. C'est une question de domination de quelques personnes, d'une minorité de personnes. Ou bien un sexe fort sur un sexe faible. Ou une domination d'une race qui se trouve plus supérieure qu'une autre ou une espèce qui veut dominer... Non, qui domine toutes les autres espèces. Ça c'est le spécisme en fait et c'est assez englobant. Je trouve que c'est

	important. Toutes ces luttes sont importantes mais j'en ai choisi une en particulier, c'est l'antispécisme.
126	<p>(E) : Le parti identitaire n'est ni de gauche, ni de droite, ça n'a plus rien à voir. L'opposition maintenant, c'est mondialiste par opposition à identitaire et non plus droite/gauche. Mais je pense que la lutte est là.</p> <p>- (C) : donc c'est plus un rapport haut/bas que gauche/droite ?</p> <p>(E) : Oui si on veut. Oui, c'est vrai, vous voulez dire élites par opposition aux classes populaires ? Oui, c'est vrai que c'est un raisonnement anti-élites, oui. Mais oui, on constate, enfin le principe c'est que les élites ont trahi donc forcément on n'a plus du tout confiance et on va les remplacer par des procédés, par d'autres procédés.</p>
127	De manière globale, je dirais que les autorités publiques ou les médias sont au service de la classe dominante et ne sont pas du tout au service des gens ou des populations. Clairement ce qui les intéresse, ce sont les puissants.
128	Les autorités légitimes sont perçues comme illégitimes. Écoute, ça après, ça dépend. En tout cas dans le milieu activiste que je fréquente qui sont des gens forts instruits, il y a une notion que les autorités légales sont illégitimes. Ça c'est sûr, ça c'est certain. Et que les solutions proposées ou mises en place ne sont quasi jamais pour le bien des gens mais juste pour le bien de quelques-uns ou les intérêts privés. Et ça je le vois partout. C'est-à-dire que quel que soit le sens vers lequel on tourne la tête, c'est toujours ça
129	La police est « au service du Capital et des intérêts particuliers qui ont investi, kidnappé, l'appareil.
130	[...] les policiers sont là pour la sécurité du peuple. La justice, les juges, l'outil judiciaire est là pour permettre de régler des différends, c'est tout à fait nécessaire. Là où ça foire c'est qu'ils deviennent des outils politiques. Et donc, un homme ou une femme politique pour se faire élire va utiliser des termes et utiliser des techniques de harcèlement soit policier, soit judiciaire et du coup la raison d'être s'éloigne et ça devient du court terme pour se faire élire : de faire des chiffres, pour montrer la tête d'un activiste qu'on a attrapé et qu'est-ce qu'il est méchant vous avez vu ? Ce qu'on a trouvé sur son ordinateur... Il y a une dérive de ces deux outils-là qui sont tout à fait pertinent. Il y a une dérive d'un autre outil qui est les médias. Il n'y a pas que les policiers et la justice qui sont des pouvoirs nécessaires, les médias c'est un pouvoir nécessaire mais il est plus du tout contre-pouvoir. Il est aux mains des industriels qui font élire les élus et le système se maintient comme ça.
131	Le FMI, j'ai vu depuis des documentaires qui m'ont rappelé que ça a été créé juste après la 2ème guerre mondiale, que le premier pays qui a bénéficié de l'aide, et bénéficié de l'aide ce n'est pas forcément une bonne chose en général pour n'importe quel pays qui passe par là, c'était la Jamaïque. Ils se sont faits complètement détruire, l'agriculture, c'était une énorme partie de l'économie a été complètement ruinée. Et le but du FMI c'est distribuer la prospérité économique pour la paix. Pour que ce ne soit pas l'absence de prospérité économique qui crée des tensions et créé des guerres. Enfin, c'est comme ça que j'avais intégré. Alors, c'est un but très noble. Évidemment ce n'est pas du tout ce qu'il se passe, c'est plutôt faire de l'argent, privatiser, prendre ce qui est rentable et le donner au privé. Quand ce n'est plus rentable, on le redonne au public et c'est l'histoire des banques. Quand il y a eu le crack de 2008, les états ont payé pour rembourser les banques et ensuite c'est socialisé ou mutualisé quand ce sont des pertes et les gains, c'est capitaliste, c'est pour les 200 plus riches. Donc tout ça, c'est un énorme.
132	J'ai été choqué quand j'ai vu qu'au sein même du parlement, il y avait quelque chose qui s'appelait : le registre des lobbies où tous les lobbies avaient le droit de, peut-être pas de légiférer directement mais ils avaient une sorte de vision totale de la chose et pouvaient avoir une certaine... influence envers les gens justement qu'on mandate pour prendre des décisions pour le peuple. Donc, il y a quand même un très grand problème.
133	Le gouvernement et les forces de l'ordre sont à la solde, pour moi, en tout cas, des multinationales. C'est le fric qui fait tourner et pas les gens.

134	Je trouve que quelqu'un a bien dit que ce ne sont plus les gardiens de la paix mais les forces de l'ordre. Je trouve que ça résumé tout. Ils ne sont clairement pas là quand, ils arrêtent des gens lors de manif pacifiques, ils ne sont clairement pas là pour les citoyens. Clairement pas.
135	Rien n'a été fait avec le consentement des gens. C'est ça qui me choque un petit peu. Si on faisait demain un referendum pour savoir si les gens sont pour ou contre [tel événement]. Eh bien, je vote et les gens disent majoritairement oui et bien dans ce cas-là, je suis d'accord. Ok, on m'a demandé mon avis, je ne suis pas dans le camp majoritaire mais ok. Mais là, on nous impose tout et personne n'a le droit de parler. Si t'as le malheur de critiquer une fois, on te traite de tous les noms et après on dit qu'on est dans une démocratie et que le pluralisme fonctionne.
136	« On s'est rendu compte aussi que tous les médias de masse belges étaient rachetés par des richesses belges. Et chacun a sa petite place dans le classement. Il y en a même une qui possède un média, je pense que c'est [nom de média], si je me rappelle bien et qui s'est rendu à une réunion qu'on appelle, les réunions du Bilderberg et c'est vraiment des gens qui ont beaucoup de pouvoir dans leur sphère que ce soit en Afrique, que ce soit en Europe et qui font une réunion toutes les années. Cette année, cette dame qui est propriétaire de ce média, donc de [nom de média], s'est rendue à cette réunion qui est complètement informelle où on dit justement que les plus grosses décisions concernant l'Europe, la mondialisation, etc. sont prises. Cette personne en fait y a été et il y a vraiment un jeu d'influence comme ça. Tous se connaissent : les ministres, les chefs de cabinet qui travaillent maintenant pour des grosses sociétés pétrolières, pour des grosses sociétés bancaires, c'est un melting-pot de tout incroyable. »
137	Je remets en cause les changements de comportement hyper individuels et les gens qui portent un discours hyper individualiste ; justement comme ma prof de bio ce matin. Je me suis pris la tête avec elle parce qu'elle me disait : « le système [nom de l'enquêté], il changera si tout le monde change ». Alors je me suis rendu compte qu'en fait, ce discours, la majorité des gens l'avait. C'est un fait comme si le libéralisme à outrance nous avait gangrené, on ne voit plus tout qu'à travers les individus. Genre tout changement, ça doit venir des individus, de leur responsabilité, et on doit prendre notre destin en main mais c'est nous d'abord, toi [nom de personne], toi [nom de personne] qui devez manger moins de viande si vous voulez sauver le climat. C'est le discours du [nom de parti] en gros aujourd'hui. Et donc, ce discours a vraiment lobotomisé nos cerveaux jusqu'aux plus écologistes d'entre nous. C'est donc compliqué d'avoir un contre-discours plus systémique, plus radical quand on entend ça.
138	J'ai acquis la conviction que la loi est écrite non pas pour protéger les gens mais pour protéger les puissants et ceux qui écrivent les lois. Et puis, je me suis du coup aussi frotter aux limites, c'est à ce moment- là que je me suis rendu compte des limites de la liberté d'expression et de la soi-disant démocratie dans laquelle on vit. Je me suis rendu compte qu'il n'y a pas de démocratie du tout et qu'il n'y a pas de liberté d'expression. Et ça, c'est comme dans toute dictature tant qu'on reste dans les normes, dans les ornières qu'on nous laisse, on ne se rend pas compte et dès qu'on sort de notre zone de confort, on se rend compte de la dictature dans laquelle on vit.
139	Le soutien de la famille, c'est bien mais il y a un soutien que, moi, j'ai perdu depuis mon arrestation ce jour-là, c'est le soutien que je pensais avoir du fait des droits de l'homme, du fait de vivre en démocratie. C'est une liberté que je pensais avoir et que je me rends compte que je n'ai pas.
140	[...] on voulait prendre part au cortège normal de la pride, c'est juste que les flics ont capté qu'on était possiblement un peu plus vénères que le reste et qu'on allait faire chier et « ah non » directement... Et donc euh c'est un peu complexe. Et ouais c'est juste que, en fait t'as le droit de manifester du moment que ça reste dans ce que eux tolèrent, tu vois. Et ça veut dire du moment que t'as pas trop de revendications du moment que ça va pas trop déranger les gens. Tu vois. Et c'est un petit peu ça qui est bancal tu vois, dans ce système de manifestations. C'est pareil dans tout ce qui est loi climat etc. C'est que, pour moi, ce genre de manif c'est vraiment juste l'État qui est en mode « Allez oui c'est bien. Tu peux aller marcher un week-end sur deux. Ça va être sympa, tu vas être content, tu vas faire ta petite marche et comme ça, ça va te calmer un p'tit peu et comme ça t'auras pas trop l'temps, pas trop l'envie après de gueuler plus », alors

	que après t'as des lois immondes qui passent sur « on s'en fout des bilans carbonés, etc. ». Ouais c'est, c'est assez complexe parce que j'veux dire, ... les autorités et les populations dominantes, n'ont aucun intérêt à ce que les minorités s'expriment vraiment et puissent avoir un pouvoir quelconque.
141	Donc ben y a pas pour moi de militantisme et de manifestations qui peuvent se faire avec l'accord des dirigeants tu vois. J'veux dire si ça les dérange pas un minimum, et si ça va pas un minimum contre c'qui s'accepte et bien c'est que on n'ira pas très loin tu vois. Donc j'pense que la loi est très, très mal foutue par rapport à ça et qu'au contraire elle réprime toute possibilité de changement efficace.
142	Le soutien populaire massif de gens pour un tel mouvement. Pour moi, il est très difficile à conquérir parce que si l'environnement est une cause assez populaire, un mouvement qui prône la culture de résistance et la résistance à la civilisation industrielle aura beaucoup plus de mal à conquérir ce soutien des masses parce qu'il remet en cause la société dans laquelle ils vivent, leur confort quotidien, leur voiture, leur travail, leur salaire. Ça remet en cause énormément de choses, ça remet en question la légitimité de l'État, des entreprises, du système économique qui nous soutient dans notre quotidien et donc si on veut acquérir... pour moi, on n'acquerra jamais le soutien de la masse des gens, c'est impossible parce que prôner le démantèlement de la civilisation industrielle, c'est prôner le démantèlement des voitures, du chauffage à 20° tous les hivers, c'est démanteler les hypermarchés, c'est démanteler tout ce qui est industriel...
143	Je ne pense pas que l'État est incorruptible. Je pense qu'on a de très bonnes lois mais elles ne sont pas toujours appliquées. Je crois en l'État. [...] Je sais que l'État peut être perverti par des intérêts particuliers. Je sais que l'État peut se tromper.
144	Je n'ai aucune confiance, absolument aucune dans les instances publiques ou dans les médias, quasiment aucune. Et même les rencontres que j'ai faites avec des politiques au niveau local où individuellement je peux être très content des gens que je rencontre et avoir un rapport très positif. Une fois que l'être humain s'organise en institution, bon faudrait affiner tout ça, mais ça entraîne, ça cause, ça entraîne quasi systématiquement des dysfonctionnements
145	[...] plus je réfléchis à tout ça et plus je me dis que l'État est non seulement une institution non-démocratique parce qu'en quoi nos représentants ont la légitimité de gouverner 11 millions de personnes ?
146	[...] dans le milieu activiste que je fréquente qui sont des gens forts instruits, il y a une notion que les autorités légales sont illégitimes. Ça c'est sûr, ça c'est certain. Et que les solutions proposées ou mises en place ne sont quasi jamais pour le bien des gens mais juste pour le bien de quelques-uns ou les intérêts privés.
147	Il y a un système politique aussi qui représente de moins en moins les gens, du coup... c'est prévu que ce soit les hommes et les femmes politiques qui représentent les peuples et prennent les bonnes décisions en termes collectifs mais pour moi, ils représentent les pouvoirs économiques, médiatiques et le peuple est complètement absent de ça ou alors le peuple est baladé à travers des discussions sur 'est ce qu'on va parler de [tel ou tel autre thème]
148	Mmh, chui pas hyper euh pas hyper friendly par rapport aux législations qui sont en vigueur. Parce que ben, déjà je n'ai pas trop de euh, d'espoir ni d'estime en la justice belge en général. Parce que c'est vraiment 'fin super mal foutue, 'fin chui quelqu'un qui est euh, au maximum contre tout ce qui est prison etc. Parce que j'estime que tu ne peux pas avoir de truc objectif et juste dans le système actuel belge en fait parce que vraiment tout est biaisé, t'as de la corruption et t'as des, t'as des biais moraux en fait euh. J'veux dire l'institution policière est hyper foireuse. Y'a rien qui va tu vois, et du coup ben de là j'estime que les lois sont là pour servir une certaine partie de la population qui a le pouvoir et qui a tout intérêt à le garder.
149	En fait, ce qu'on observe, c'est très palpable. On peut avoir de bonnes relations avec des personnes mais il y a un dysfonctionnement institutionnel. On ne peut pas faire confiance à l'institution mais on a des relais partout, des gens de qualité partout, dans toutes les formations politiques, dans toutes les institutions, il y a des gens mais on ne fait pas confiance à l'institution.

150	<p>Quand il y avait la deuxième guerre mondiale, les résistants étaient face au fait que les juifs étaient déportés par milliers, par millions dans les camps de concentration. Ils n'avaient pas le choix que de se mettre tous ensemble et d'essayer d'empêcher le train d'arriver jusque-là, du coup il y en a qui sabotaient des trains et qui sauvaient des juifs. Mais eux ils voyaient l'horreur en face alors que la cause écologique justement il faut montrer l'horreur en face via des articles, des publications, des chiffres, des réflexions, donc c'est plus compliqué parce qu'on voit dans nos sociétés complètement déconnectées de la nature, on ne voit pas le déclin des oiseaux, on ne voit pas le déclin des insectes à part si on fait vraiment attention à ça depuis le début ; attention à notre pare-brise qui était couvert d'insectes avant mais qui ne l'est plus aujourd'hui.</p>
151	<p>Les images aussi sont trompeuses. Quand il y a eu un blocage d'abattoir à [nom de lieu], abattoir d'ailleurs qui a été fermé pour violence contre les animaux, là ils ont réussi à sortir, je ne sais plus combien, au moins un cochon. Et alors, c'est vrai que c'est le gros bordel parce qu'il y a les employés qui arrivent et souvent ce sont... C'est pas parce que je suis du côté des activistes mais souvent ce sont les employés qui frappent et qui insultent et qui donnent des coups, ce ne sont pas les activistes. Mais dans le brouhaha, on ne voit pas très bien, on ne sait pas démêler le faux du vrai : ah les activistes ont été violents. Alors qu'ils ne l'ont été à aucun moment.</p>
152	<p>Le mensonge aussi des lobbies des produits laitiers, le mensonge des médecins, enfin les mensonges, est ce que ce sont des mensonges ? Eux, ils répètent ce qu'on leur dit mais ils ne font pas des études de nutrition. Et quand bien même les études de nutrition sont payées par qui ? Par les lobbies. Les produits laitiers ne sont pas nos amis pour la vie et encore moins pour celles des animaux</p>
153	<p>C'est grâce aux militants tout ça. C'est grâce aux militants qui donnaient de la visibilité à ce qu'il se passe et qui font intrusion comme [nom d'association] en [nom de pays]. C'est grâce à des gens comme ça qu'on sait ce qu'il se passe, qu'on connaît toutes les pratiques. Sinon les gens... Le broyage des poussins et bien les gens, il y en a encore plein qui ne savent pas. Pour le lait, il y en a qui ne savent pas ce qu'on fait avec les vaches et les veaux.</p>
154	<p>Quand je reviens justement à ce chiffre-là parce que j'avais vu une étude justement mais je ne me rappelle plus c'était qui l'avait menée. Elle s'appelait : la fuite. C'étaient des étudiants, je crois de [nom d'une institution] si je me rappelle bien qui l'avaient faite. Et eux, ils disaient justement que 30 milliards, c'est bas comme estimation. Il y a toutes des choses qui sont cachées et il y a des chiffres qui parlent même de 80-85 milliards par an. Quand on voit ça, on se demande : est-ce qu'on nous prendrait pas un peu pour des cons au final ?</p>
155	<p>Pour moi, la question ne s'est pas posée parce que pour moi, il n'était plus question de participer à ça. Donc, moi, je me suis posée la question de la santé après. Pour moi, c'était clair que ... Je pense que pour d'autres c'est comme ça aussi. Après, oui, c'est comme pour tout, les infos quand on sait que... Quand on voit qu'un article est relayé par tous les mêmes journaux, par toute une chaîne de journaux parce que le communiqué de presse arrive au même endroit et que personne ne vérifie. Ah eh bien oui clairement c'est très difficile. C'est écouter, continuer à écouter.</p>
156	<p>Et le problème c'est que nos médias ne donnent pas accès à ces idées parce qu'ils sont justement contrôlés</p>
157	<p>C'est surtout ça, moi, qui m'a aidé justement depuis le début à ne pas dire trop de bêtises, ça m'arrivait quand même très rarement. C'est le questionnement en fait. C'est de me demander : pourquoi ? Voir qu'il y a une guerre en [nom de pays], voir qu'il y a une guerre en [nom de pays] et me dire mais pourquoi ? Est-ce que c'est vraiment parce que [nom de média] me dit que c'est parce que l'autre est méchant et parce que l'autre est... Ou est ce qu'il y a une autre explication à cela et c'est aussi le fait d'aller me renseigner sur ces sujets-là et de voir le nombre d'opinions différentes qu'il peut y avoir que c'est justement qu'on nous sert à bouffer dans les médias de masse traditionnels.</p>
158	<p>Après il y a des personnes auxquelles on se réfère plus. Par exemple, j'ai commencé justement je crois que je l'ai avec moi, j'ai commencé à lire ce livre-là, je ne sais pas si vous connaissez [nom d'un personnage public]. Voilà, c'est une personne qui a fait des conférences ici à [nom de lieu]. Pour moi, c'est quelqu'un de référence et de source. Après, je vais pas dire que c'est à la tête de la personne mais je sens que si je rentre dans la pensée du discours de la personne qui</p>

	se tient en face de moi, je vais attacher plus d'importance que si quelqu'un dit dix phrases et au cours des dix phrases, je ne suis déjà pas d'accord avec deux des trois points qu'il a cités.
159	Tout à fait par hasard. Je suis rentrée, j'étais sur Facebook que je ne comprenais d'ailleurs pas très bien, je ne comprenais pas ce qu'il se passait sur Facebook et un jour Facebook me propose un lien de groupe qui s'appelle « Végétarien, végétalien, vegan ». Ce groupe est tenu par des français. Bon, des groupes vegan sur le veganisme, il y en a plein mais là c'était un groupe de militantes et en fait, c'est là que j'ai tout appris. Et là, j'étais scotchée à mon ordi et je lisais. Même des choses qui ont l'air moins évidentes justement comme les produits laitiers, comme la laine, comme le cuir, comme tout ça et bien là on montrait la face cachée, tout ce qu'on ne sait pas au niveau industriel, la sélection génétique des animaux pour leur production, pour qu'ils produisent plus.
160	Oui, en fait cela amène beaucoup de recherches, de réflexions et d'échanges avec des gens en fait et ça se faisait à la fois au niveau virtuel, sur internet, via des forums, etc. mais aussi en vrai, on parle avec plein de gens.
161	[...] c'est aussi le fait d'aller me renseigner sur ces sujets-là et de voir le nombre d'opinions différentes qu'il peut y avoir que celle justement qu'on nous sert à bouffer dans les médias de masse traditionnels.
162	Ce qui me révolte principalement c'est le fait qu'on a un mode de vie qui repose sur la destruction des autres modes de vie et de la vie sur terre, des autres formes de vie. Tous les êtres vivants qui ne sont pas humains, on va les détruire, les exterminer avec un mépris total et avec une sorte de suprémacisme des humains sur la nature. Et donc, moi, ça me révolte parce que je ne comprends pas en quoi l'humain aurait une vie qui soit supérieure à celles des autres êtres vivants. Alors, moi, ce qui me révolte c'est vraiment ça, c'est le fait que notre mode de vie dépend de la mort des autres espèces vivantes. Et finalement, c'est une course aveugle vers le suicide collectif.
163	Déjà les animaux avaient une grande place dans ma vie petite. Déjà je préférais mon chat à certaines personnes de ma famille
164	On pourrait très bien créer d'autres institutions parallèles, on pourrait très bien créer des diversités de société beaucoup plus multiples qu'aujourd'hui où on est 11 millions dans la même société. On pourrait très bien dire.... En tout cas, si on ne veut plus de suprastructures étatiques qui décident pour tout le monde, etc., si on ne veut plus travailler 8h par jour pour un système économique dont on ne veut plus alors on crée des sociétés à taille humaine où on sait décider collectivement de la manière dont on veut vivre. Une société où il n'y a plus la civilisation industrielle, il n'y aura plus le travail salarié. On pourra créer nous-mêmes le travail qu'on veut, les manière de travailler, la redistribution des richesses et des ressources, créer des institutions politiques plus participatives, etc. mais ça ne passera pas par les institutions existantes. C'est ça que ça sous-tend comme constat.
165	[...] la société belge fonctionne dans le mythe, tout à fait absurde, de la croissance et de croire à la croissance infinie. Or, c'est évident que la croissance infinie c'est impossible, on a atteint la limite. Notre société fonctionne grâce à une finance ultralibérale qui ne tient pas la route, qui va s'écrouler sur elle-même pour ne pas rentrer dans les détails non plus. Et fonctionne grâce au pétrole bon marché et abondant. On a tous l'équivalent de 500 esclaves énergétiques à notre disposition donc ce n'est pas tenable.
166	Le fait qu'on court vers notre effondrement, un effondrement qui risque d'être en tout cas assez rapide et brutal par rapport au fait qu'on est à la fin du pétrole, que notre économie va se casser la gueule, qu'il y a le réchauffement climatique, etc. et par rapport au fait que les gens sont fort isolés. Les deux ensembles, cela fait un mariage très mauvais.
167	J'ai découvert la collapsologie. Donc, c'est un courant de l'écologie qui parle de l'effondrement de la société, etc. Quand on découvre ça, on a un gros choc et on se dit : « waouh, c'est dingue, tout est foutu ». C'est un peu le sentiment général et ça amène à l'isolement parce qu'on a du mal à en parler, ça amène à la tristesse qu'on essaye de cacher et donc on pleure de temps en temps ou bien on laisse aller nos émotions quand on est tout seul chez soi. Ça mène à la colère aussi parce qu'on voit rien ne change, on s'énerve, on ne comprend pas pourquoi les gens ne changent pas, pourquoi les gouvernements ne font rien, les entreprises, etc. Et donc, cela amène tout plein d'émotions comme ça.

168	Il faut essayer de mettre en perspective tout ça et déplacer la notion de catastrophe vers plutôt la destruction de la planète et pas vers l'effondrement de la civilisation. Enfin, je ne sais pas si c'est compréhensible ce que je dis. Mais, il y en a certains qui considèrent que la catastrophe c'est l'effondrement de la société industrielle et d'autres qui pensent que la catastrophe c'est la destruction de la planète. Et en fait, les deux ne sont pas équivalents parce que l'un est la cause de l'autre et donc, ... je ne sais pas si c'est de l'espoir que cela amène l'écologie radicale mais en tout cas ça donne une volonté et un enthousiasme différent que la collapsologie.
169	L'effondrement est « une étape parmi d'autres. Les sociétés se sont effondrées, d'autres sont nées. Ce sont des étapes à passer qui amènent différents sentiments, émotions.
170	Je ne pense pas que notre société actuelle, en tout cas, ait un avenir. Je parle de la société vraiment dans son ensemble, pas uniquement la société belge spécifiquement mais la société industrielle, etc. Je ne pense pas que c'est une société qui a de l'avenir parce qu'elle détruit la planète, elle détruit des vies, elle détruit des humains, etc. Donc, pour moi, ce n'est pas la société dans laquelle j'ai envie de vivre et puis je pense que de manière purement scientifique et physique, elle n'aura pas d'avenir parce que de toutes façons elle dépend de ressources finies.
171	Cette dépendance à la technologie « [...] induit la précarité, le culte de l'instantané. La vie est de moins en moins humaine, je trouve. [...] c'est une catastrophe, sans parler des trans-humanistes qui ont beaucoup d'argent pour faire leur recherche.
172	[...] dans les années qui viennent, les décennies qui viennent, je pense que on va faire face à des situations qui sont d'une complexité inédite. Voilà, ça c'est ma situation et pour autant ce n'est pas pessimiste dans le sens où... c'est à la fois une question bateau et compliquée mais je veux dire il y a encore beaucoup de choses à faire, la situation n'est pas perdue. Il ne s'agit pas de baisser les bras bien sûr, ni de dire que tout est foutu et qu'ils sont tous pourris. Ce n'est pas l'idée mais la situation est compliquée, oui, très compliquée.
173	Je pense que le système actuel est en train de s'autodétruire [...] Les choses deviennent tellement absurdes que les gens sont presque obligés de se révolter mécaniquement. [...] Je ne pense pas que quelqu'un est assez naïf dans les partis traditionnels pour prétendre agir pour le bien des autres et le bien du pays. Ils le font pour eux. Moi, je suis convaincu qu'il n'y a plus aucun idéaliste au niveau des hommes de pouvoir, même dans le monde économique. C'est du cynisme pur.
174	Ça pourrait vraiment être beaucoup plus la révolution et ce n'est pas le cas. C'est cette révolution que naturellement certains voudraient créer et être l'étincelle mais ils ne sont certainement pas assez et s'il y a une petite étincelle, elle est réprimée tout de suite pas les autorités. C'est dans ce sens-là qu'il faudra essayer de trouver un truc un peu plus légal en tout cas à ce moment-ci. Peut-être qu'un jour, à un moment pivot, il y aura une lutte plus violente comme on l'a vu avec d'autres (même les suffragettes). Ce n'est pas encore le cas maintenant. Il y a des trucs qui se font presque chaque jour clandestins donc... Mais ce n'est pas organisé.
175	J'ai l'impression que l'Occident perd de sa puissance au profit d'autres empires qui émergent et si ça continue comme ça, on finira simplement par se faire balayer par ces autres empires. J'ai l'impression que l'actualité le confirme, ça va toujours, ça va presque toujours dans le même sens. Je trouve ça malheureux et triste.
176	Au départ, les gens se mettaient en couple pour avoir des enfants, il y avait quand même une vision sociale. Aujourd'hui plus personne n'en a rien à faire. Tout ce qui peut ressembler à un devoir est considéré comme quelque chose de désagréable dont il faut se débarrasser. Donc forcément une civilisation ne peut pas survivre plus longtemps dans ces conditions-là. Et on assiste en direct à la fin d'un âge. Donc, on sera soit remplacé, soit on s'effondrera.
177	Je vois qu'effectivement la situation dégénère. Il y en a qui depuis déjà pas mal de temps qui présage des guerres civiles et des débordements. Ah oui, clairement. Clairement que ça sent comme en 33'.
178	Au niveau des militants de base, c'est la frustration et le ras le bol. Je vous dis, ce sont des gens qui ont une vie très dure, qui ont été déçus dans toute leur vie. Il y en a qui se sentent humiliés, qui constatent que les valeurs qui sont les leurs sont méprisées par le monde moderne et par le capitalisme en général. Et donc, ces gens accumulent de la frustration et de la frustration pendant des années et des années et au bout d'un moment ça risque d'exploser.

179	Moi, je pense que c'est très positif et que c'est indispensable et en fait, c'est inéluctable. C'est la résultante logique des forces sociales qui sont en train de se confronter de plus en plus durement donc ça va... [...] Je pense que c'est plus une résultante de l'histoire, vraiment j'ai cette sensation. Et ce qui est super positif, c'est qu'il y a beaucoup de jeunes et donc qui arrivent avec une autre vision, une autre énergie et ça c'est super positif. Et c'est très divers. Moi, en fonction de mes convictions, je pense que c'est là-dessus qu'on peut espérer, qu'on peut placer de l'espoir, c'est sur la diversité et la force de ce mouvement qui pour le moment n'est pas du tout assez fort pour faire face. Mais ça, c'est super positif. C'est positif aussi que le [nom de parti] soit capable de faire ce travail d'opposition qui n'existait plus depuis super longtemps. Il y a quand même des choses qui se passent. Mais le déséquilibre des forces est encore important.
180	Toutes les manifestations climat de [nom de collectif], le [nom de collectif] que je n'apprécie pas du tout, tout ça, ça montre (1) un ras le bol de la population par rapport à certains trucs ; (2) une envie de se mobiliser qui est quand même quelque chose de nouveau. A part la marche blanche en [nom de pays], on était des moutons. Quand il y avait des manifestations anti-nucléaires, il y avait 8/10ème d'allemands et ils nous demandaient toujours : pourquoi les belges ne se mobilisent pas, chez nous il y a 600000 mille personnes qui manifestent contre le nucléaire et je n'avais pas vraiment de réponse. Et ici, il y a une mobilisation et (3) c'est lié et facilité par, ce qu'on appelle, les réseaux sociaux [...]
181	Le militantisme, il y a quatre, cinq ans en [nom de pays] ce n'était quand même pas facile. Il y avait peu de monde, on se retrouvait parfois à deux, trois, quatre, cinq, pas plus. Et puis, il a commencé à y avoir des trucs ... D'ailleurs ça fleurit maintenant le nombre d'assos : [nom de collectif], [nom de collectif], [nom de collectif], etc.
182	Il y a dix ans les médias nous caricaturaient : oui, ce sont des ... ils nous assimilaient à des sauvages. D'ailleurs moi, les rares fois où j'ai accepté de parler de la décroissance en public, je me présentais toujours en disant que je rêvais d'aller habiter dans un pays chaud comme ça je pourrais me promener tout nu dans la forêt, parler aux oiseaux et le soir me réfugier dans ma grotte pour lire [nom de personnage public] à la lueur de la bougie. C'était mon rêve. C'était la caricature vraiment de l'objecteur de croissance de l'époque. Maintenant les médias, n'osent plus dire des conneries comme ça. Mais à l'époque... Donc, ça avance un peu au moins la conscience des gens, maintenant la mise en pratique ça c'est autre chose.
183	[Les actions] sont complémentaires à des manifestations de masse qui ont eu des résultats parce que maintenant tout le monde parle du climat. [nom de personnage public] veut faire du climat sa priorité européenne, je sais ce ne sont que des mots mais au moins c'est dans leur programme. Avant ça n'y était pas à part [nom de parti]. Le parlement européen a déclaré l'urgence climatique, à nouveau ce ne sont que des mots et ses pouvoirs sont quand même limités par rapport au Conseil et à la Commission mais c'est quand même le Parlement européen. La ville de [nom de lieu] l'a fait aussi, etc. donc ça contribue à une prise de conscience maintenant est ce que les actes... Les décisions politiques ne viendront que quand la prise de conscience et qu'ils ont l'impression qu'une partie suffisamment grande de la population est d'accord et pour ça il faut que des mouvements comme [nom de collectif] soient bien perçus par la population et qu'il y ait de bons articles de presse qui soient écrits dessus.
184	[...] seule une vraie révolution pourra changer quelque chose.
185	[...] je crois que tout grand changement justement commence par une révolution sinon on n'en viendra jamais à bout.
186	Malheureusement, je crois qu'on a pas le choix que de devoir en passer par là. Si on va sonner : oui, bonjour, est ce que vous pourriez arrêter votre exploitation ? Je crois qu'il va un peu nous rire au nez. Tous les grands changements que ce soit par [nom de personnage public] ou par d'autres, tout s'est passé, tout grand changement est passé par des guerres et par des gens dont on rigolait d'eux au début. Quand il y a eu la fin des esclaves, de l'esclavagisme, les personnes au début ont commencé à prôner le fait que les personnes de couleur n'avaient pas à être exploitées. On leur riait au nez et puis petit à petit il y eu des affrontements politiques et autres. Et moi, je crois que tout grand changement justement commence par une révolution sinon on n'en viendra jamais à bout

187	Il faut changer complètement le bazar, garder la constitution qui n'est pas si mauvaise mais après, voilà, je lis que [nom de personnage public] envisage de proposer des citoyens dans la deuxième chambre. C'est pas mal mais bon, on en peut pas faire confiance, je pense, aux partis politiques pour lâcher les rênes à ce stade. Mais enfin, c'est dans cette direction là qu'il faudrait aller, je pense. De mon point de vue, je ne vois pas comment on pourrait... enfin, j'imagine pour le dire de manière plus positive que si on tire 1200 personnes au sort et qu'on leur dit, il faut résoudre le problème du climat, ils ne vont pas dire, ils ne vont pas prendre les mêmes décisions que celles qui sont prises maintenant. Ce n'est pas possible parce que ils vont auditer des experts, ils vont regarder la situation, ils vont comprendre que leur vie est en jeu, que celles de leurs enfants est très en jeu et ils vont pas prendre les mêmes décisions que celles qui sont prises actuellement.
188	On pense que chaque groupe ethnique doit défendre son identité parce que c'est ça qui permet de créer du lien social et que le lien social est rompu parce qu'on a voulu intégrer des gens qui peut-être déjà ne veulent pas s'intégrer et sans demander l'avis à ceux qui étaient déjà là. On impose en fait une multiplicité de cultures et de modes de vie différents, personne n'a demandé ça et ça brise le lien social. On essaye de mettre en place des politiques pour le réunir mais c'est toujours un peu bancal.
189	je ne pense pas qu'on puisse diriger une organisation quelle qu'elle soit si on ne poursuit pas un idéal. C'est une mauvaise gestion de faire du coup par coup. C'est une mauvaise gestion parce qu'il n'y a pas de mouvement d'ensemble alors évidemment au bout d'un moment, ça s'écroule. On peut maintenir une espèce de route sinueuse comme ça pendant un certain temps mais à long terme c'est voué à disparaître. Et la [nom du pays], d'autres pays aussi, c'est le compromis de compromis de compromis de compromis. C'est bien gentil, ça fonctionne un temps et au bout d'un moment plus rien n'a de signification. Tout le monde est frustré. Forcément parce qu'il n'y a pas d'idéal de départ, il n'y a pas de ligne. Les gens ne savent pas où ils vont, d'où ils viennent et pourquoi. Mais oui, ça engendre de la frustration et des révoltes.
190	Ça doit changer, ça doit aller très vite, on a plus aucune profondeur, on a plus aucune vision historique, les gens sont complètement perdus. La modernité, la postmodernité rend les gens fous, complètement. Et donc, la décadence est générale, c'est de nouveau un système. Une chose entraîne une autre : perte des valeurs, perte de la fidélité dans le couple, perte de l'envie de faire des enfants, pfff.
191	Une Europe des peuples alors. Une Europe des nations souveraines et l'idée c'est de pouvoir... L'idée de l'UE, de base, est quand même bonne. Un bloc, une espèce d'empire pour lutter contre les autres empires, là on est d'accord. Mais il faut aussi une Europe qui protège la spécificité européenne et là ce n'est pas le cas maintenant. Donc, les modes de vie européens, les petits fermiers, etc. et donc en vient à du protectionnisme. [nom de personnage public] a raison aussi avec ça, il faut taxer tout ce qui vient des multinationales hors-Europe. Ce qui serait bon pour toute la théorie du localisme. Oui, moi aussi, j'adore cette théorie du localisme, c'est une des raisons qui m'a fait adhérer chez les identitaires. Ils ont totalement raison. Ils mêlent les trois aspects : économique, écologique et social. Social, social parce que c'est local, avec des coopératives et on essaye de se passer des multinationales.
192	La pensée identitaire. Je pense qu'elle est tout à fait adaptée aux défis de la lutte contre la mondialisation, oui. Mais il faut arrêter... Enfin, ça va paraître gros mais il faut aussi arrêter de se laisser dicter la politique migratoire et sociale par la politique économique. Il faut renverser. Il ne faut pas supprimer le capitalisme mais il faut mettre le capitalisme au service d'un idéal. Alors si on dit que c'est l'idéal national, ça devient du nationalisme. Nous, on est plutôt partisan d'un nationalisme européen. D'une nation européenne à construire évidemment en modifiant les traités, pas l'Europe des lobbies, l'Europe des peuples.

193	<p>En donnant trop de libertés, l'Etat s'affaiblit. Maintenant, les gens peuvent très bien jouir de cette liberté et être heureux, ça d'accord. Ceux qui n'ont aucune vision de l'Etat et qui ne vont pas penser à la décadence de la société dans laquelle ils sont, ils vont se complaire et utiliser cette liberté. Ils auront le choix entre cinq marques de voitures et ils seront très heureux comme ça. Voilà, magnifique. Et puis, t'as tous les autres qui considèrent que ça ne doit pas fonctionner comme ça. Je ne dis pas que les gens ont trop de libertés, ce que je pense c'est que les libertés... C'est une liberté de détail en fait. Voilà, on a le choix entre une marque A, une marque B et une marque C mais c'est tout pour ta liberté. La preuve, tu dis, je suis pour le référendum et tu vas sur... Et bien voilà, tu ne peux déjà pas, c'est trop.</p>
194	<p>Les ONG dans lesquelles je suis actuellement c'est : on te prend tel que tu es et si t'as envie d'assumer tel ou tel rôle vas-y mais on n'a pas les moyens, on n'a aucun support de formation. En fait, tout ce qu'on a quand on reprend un rôle qui demande des compétences, c'est juste ce qui a été fait avant. La formation on ne l'a pas du tout. Donc il y en a certains qui ont fait des études de communication et donc ils vont assurer des pôles de communication, il y en a certains qui ont une formation juridique et qui sont des avocats et qui vont assurer tout ce qui est législation mais non en dehors de ça, c'est vraiment sur la personne en elle-même qu'on s'appuie et sur ses compétences déjà acquises.</p>
195	<p>J'sais bien que j'connais des gens qui m'ont fait découvrir des systèmes de messageries ouais effectivement cryptées. Ou euh, et euh j'ai des camarades qui ont des connaissances très sympathiques à faire partager sur euh, ben des outils de désobéissance civile, comment ouvrir un panneau de pub, euh genre comment ouvrir des portiques de métro avec euh un petit bouton magique. Pour permettre à tout le monde de passer. Des trucs comme ça donc euh. Ouais j'pense que t'as, tu trouves des petits tips ! Qui peuvent être vachement sympa et que t'échanges entre militants et militantes. C'est cool.</p>
196	<p>Il y en a qui découvrent seulement le sujet, qui comprennent l'importance de s'engager collectivement en venant à des manifestations, etc. Il y en a pour qui c'est tout récent, d'autres chez qui c'est plus profond, qui ont déjà lu plein de trucs, qui se sont déjà posé plein de questions, qui ont trouvé parfois des réponses, parfois pas. Donc, certains sont plus éveillés que d'autres et puis, cela amène aussi à des contradictions, à des incohérences. Finalement, je trouve cela bien parce qu'on s'enrichit mutuellement donc c'est ça qui est chouette parce que nos expériences, notre vécu et notre défense de la même cause fait que finalement on se parle et on se respecte. On va vers le même objectif finalement.</p>
197	<p>J'avais toujours mes casquettes, mais hors du [nom d'un collectif], je me suis retrouvé comme un gros chat à [nom de collectif] à [nom de lieu] qui est une autre ASBL, qui fait la même chose que la mienne mais là j'étais comme habitant, je n'étais pas dans l'action comme eux, j'ai profité de cette nouvelle liberté d'esprit. On avait beaucoup de conversations mais à table quoi. Je n'étais pas benévole. Je n'étais pas avec eux mais ils étaient mes amis et je me contentais du fait que j'étais leur père spirituel, il y a six ans ils étaient rentrés dans ma chambre en disant « C'est quoi ici, comment on fait pour habiter ? » et je leur avais expliqué pendant une heure et demie comment fonctionne un collectif, comment on fait une ASBL. Pour la blague, je disais que c'était mon « retour sur investissement », après la fin du [nom d'un collectif], et donc j'ai été hébergé six mois par mes camarades qui ont aujourd'hui une ASBL florissante qui gère une dizaine de lieux. Ils viennent de prendre le [nom d'un bâtiment], c'est eux qui ont le [nom d'un bâtiment]. Ce sont « mes enfants ». Je m'étais dit que je pouvais mourir heureux vu que j'avais mes enfants. Bon je ne suis pas le papa mais je leur ai quand même dit qu'il y avait plein de mètres carrés vides à [nom de lieu] et j'ai fait de mon mieux pour leur transmettre mon enthousiasme militant.</p>
198	<p>La seule chose qui est importante dans un mouvement c'est qu'on apprenne aussi de ses fautes. Que ce qu'il s'est passé dans le passé et que si ça c'était efficace, qu'on le reprenne maintenant et si ce n'est pas efficace, on ne le reprend pas à nouveau même si naturellement il y a un autre contexte parce qu'une stratégie il y a 20 ans pouvait louper et maintenant être envisageable parce que les temps ont changé donc il faut toujours être... essayer de faire ces analyses-là et c'est pour ça qu'on trouve que c'est important aussi de montrer parfois aux jeunes activistes ce qu'il s'est passé et qu'ils apprennent de leurs fautes et des fautes du mouvement et pas seulement de notre mouvement, d'autres mouvements aussi.</p>

199	C'est une autre logique et malheureusement il y a beaucoup d'activistes qui se laissent tirer dans la logique aussi qu'on doit faire la lutte coûte que coûte et certainement qu'ils sentent aussi la frustration que ça ne va pas assez vite et que donc il faut vraiment foncer, il faut se donner à 100% et donc une amende ou un emprisonnement, ce n'est rien à côté du fait de ce que vivent les animaux. À un certain moment, pour beaucoup de surtout jeunes activistes, je trouve que ça frôle le martyr presque que de dire que n'importe... C'est une sorte d'héroïsme de défier avec l'épée de justice, de dire que même si les autorités font n'importe quoi, on a... c'est une cause juste donc il faut faire n'importe quoi. Ça attire beaucoup de jeunes gens, jeunes activistes aussi qui trouvent que les autres sortes d'activismes sont trop molles.
200	C'est toujours cette agitation de un: on doit faire quelque chose. Fin, il y a eu ça, par exemple, justement avec le syndicat, dont je fais partie, là cette année quand ils ont fait leur revue de presse, fin leur communiqué de presse sur [nom de média], ils l'ont fait à la va-vite. Et fin, j'ai l'impression que c'est vachement ça, c'est pas du tout prendre de recul sur la situation, être toujours dans l'agitation et ben, même s'il y avait peut-être des choses légitimes dans ce qu'il soulevait, ils l'ont fait avec très peu de connaissances du sujet avec, genre, sans employer les bons mots et sans du tout réfléchir au fait que, ben fatalement, en [date], même si ça peut avoir des trucs légitimes, c'est très difficile de s'attaquer à [nom de média] sans se prendre un shit storm de toutes parts. Fin, moi, par exemple, je n'avais même pas vu passer ça dans mes mails, mais si j'avais vu, j'aurais dit: ouais les gars faites gaffe, arrêtez peut-être un peu vos conneries, posez-vous deux secondes. J'ai l'impression que, voilà ça c'est un bel exemple de l'agitation militante en général quoi. C'est arrivé, la conférence qui avait avec [nom de média] à [nom de lieu] arrivait un moment où leur campagne [nom de l'action] était un peu passée, elle commençait un peu à se tasser et tout, ils n'avaient pas trop de trucs à faire ils se sont dit, 'oh parfait, on va réagir à ça'. Ouais ben, je pense que là toutes les réactions et toutes la pluie d'insultes qu'ils se sont prises à la gueule, montre bien que faut faire gaffe et faut pas tout le temps vouloir faire quelque chose.
201	[...] il y en a certains qui ont beaucoup de temps et beaucoup d'idées et qui voudraient faire une action pour faire une action à tout prix. Le rassemblement [nom de lieu] pour dire : on est là. Je ne sais pas, je mettrais plus le paquet sur de grosses actions plutôt que... Ici, à [nom de lieu] aussi, y en trois qui sont allés devant [nom de lieu] le jour du Black Friday dire : les gens qui ont fabriqué vos vêtements gagnent un euro cinquante par jour ou par heure. C'est bien mais je pense qu'à un moment l'énergie va s'épuiser. Pour qu'un mouvement comme ça continue, il vaut mieux se concentrer sur quelques gros trucs et mettre le paquet que multiplier les initiatives.
202	Je pense que c'est surtout chez les nouvelles personnes parce que si tu fais un parcours pendant 20 ans, 30 ans, 40 ans et que tu ne t'es pas un peu ajusté à ça, ou que t'as trouvé un truc pour passer entre, tu n'aurais jamais atteint les 30 ou 40 ans. Si tu ne vois pas la vision pas si étroite et tout ça... Moi j'ai, personnellement je n'ai jamais trouvé des gens qui ont commencé un parcours assez moyen et qui se sont dans les 30, 40 années encore beaucoup plus radicalisés pour dire : « tout ce que j'ai essayé de faire ça n'allait pas donc on va faire encore plus radical ». Dans mon entourage, dans le mouvement du droit des animaux, je n'ai jamais vu. C'est surtout les jeunes qui regardent derrière eux et qui font ce trajet des 30 ans en vraiment super condensé et qui regardent ce qu'il s'est passé et qui sont frustrés par le fait « Vous faites ça depuis 30 ans, moi ça ne va pas me prendre 20 ans, moi ça doit aller beaucoup plus vite parce que... » et puis qui par ça se radicalisent et qui perdent le sens des réalités parce qu'ils croient que vu le fait qu'il y a cette urgence, qu'ils n'ont pas de temps à perdre à attendre le bon moment, ça doit aller tout de suite. Ça c'est surtout les gens qui... De ceux-là il y a malheureusement un énorme tas qui brûle et une toute petite minorité qui persiste. Ou bien dans leur cheminement, ils sont réprimés et ils subissent la répression et leur enthousiasme et tout ça est bloqué, paralysé par la répression ou l'emprisonnement ou bien (et c'est encore moins de gens) ils vont rentrer en clandestinité.

203	J' pense principalement c'est l'importance de savoir comment poser des actions concrètes et euh. Pas juste attendre que les autres le fassent ou euh vraiment, c'est important de s'engager politiquement. Parce que juste rester juste attendre que le temps passe parce que. Bah, du fait de certains des privilèges qu'on peut avoir, on peut se dire « ok ça me concerne pas je n'ai pas envie de m'impliquer la dedans ou non » alors que, bah tu vis avec d'autres personnes dans ce monde et donc c'est aussi important, en tant que personnes qui peut avoir des privilèges, de profiter de ces privilèges pour poser des actes que d'autres personnes pourraient pas faire par exemple. Mais en même temps faut ouais une certaine, une grosse capacité de remise en question et de ce qu'on va nous balancer aussi. Et de se dire « ok bah, ouais qu'est-ce que je peux apprendre de certaines actions, qu'est-ce que je peux faire, est-ce que c'est vraiment pertinent ce truc-là, est-ce que ce n'est pas un peu abusé, ou est-ce que justement ce n'est pas un peu trop soft ? » 'fin ouais poser vraiment un regard critique. Et essayer aussi d'être indulgent avec soi, et avec nos autres petits camarades militants et militantes. J'dirais.
204	Pour l'instant, je ne fais plus de blocage parce que justement, je crois, qu'il faut savoir où sont ses limites. Après, ce n'est pas pour ça que je ne fais plus rien mais je crois qu'il faut savoir, ça va faire prétentieux, je crois qu'il faut savoir être intelligent et user de ruses et savoir quand il faut se mettre au calme du moins aux yeux de tous même si on continue dans l'ombre mais justement pour éviter les ennuis.
205	[...] Il faut une durabilité, et surtout aussi un lien encore toujours avec la société. Parce que si on veut changer la société il faut essayer pour nous, pour moi, à l'intérieur et pas à l'extérieur. Il faut aller à l'intérieur parce que sinon ça ne marche pas. Il faut encore toujours le sentiment et voir ce qui vit dans la société. Si on perd ça, on perd toute forme de réalité et on se retrouve dans un petit camp, un petit îlot avec peut-être quelques dizaines de soi-disant purs, qui sont antispécistes à 100% mais ça ne change rien. Ça c'est important à tenir, à voir ce qui vit, à retenir ce lien avec la réalité pour le lien en soi mais aussi stratégiquement pour voir où on en est, pour essayer de [ ?] est-ce qu'on est prêt pour ça ou qu'on n'est pas prêt pour ça et qui est prêt pour ça.
206	J' pense tu as une différence dans les actions que tu peux faire par exemple ! Parce que j' pense que tu peux être très, très engagé euh politiquement pour diverses causes et ne pas forcément avoir l'envie ou l'énergie ou les capacités tout simplement pour faire certaines actions. Et être vraiment dans l'activisme pur et dur et euh et qui est euh j'veux dire euh régulier.
207	[...] déjà il faut savoir suffisamment bien se connaître pour savoir pourquoi on veut faire ça quoi, tu vois? Et être à l'aise pour affirmer genre ça c'est moi, ça ce n'est pas moi, ça c'est moi, ça ce n'est pas moi, et voir. Et de là tu peux déterminer genre les types d'engagement/le degré d'engagement que tu veux. Même chose si tu te lances dans un truc en ne sachant pas que tel groupe mène tel type d'actions, si toi tu te sens pas à l'aise avec ce type d'action-là, c'est un peu bête tu te places en contradiction de toi-même avec toi-même, et ce n'est pas ça qu'on cherche quoi.
208	Il faut du courage, c'est oser, c'est prendre un risque
209	Pour être anarchiste il faut avoir une bonne dose d'idéal et d'optimisme en soi aussi, sinon on s'en sort plus mais. L'optimisme je suis moins sûr mais l'idéalisme ouais. En même temps du pragmatisme pour faire les actions mais sinon...
210	Moi, je dirais que c'est juste une question de volonté et de priorité. Voilà, il y a des personnes, on va dire, où c'est leur confort avant tout. Il y a des personnes qui pensent être prêtes et puis au dernier moment, se mettent à flipper. Il faut avoir un certain sang-froid. On voit des personnes quand c'est la première fois, quand ils voient les policiers armés jusqu'aux dents qui débarquent qui se mettent à pleurer, qui fondent en larmes tellement ils stressent. Je crois que c'est surtout une question de force de caractère malgré tout

211	Il y a des personnes qui ont fait trois actions qui à force de se mettre... Et il y a des personnes qui vont libérer [des animaux] et qui filment avec leur téléphone et qui mettent en direct sur leur mur Facebook. Je crois qu'il faut quand même faire preuve d'un minimum d'intelligence, passer par d'autres plateformes si on veut revendiquer une action et, une fois de plus, la discrétion, je crois que c'est ce qui sauve. Moi, pour l'instant, sur mon mur, même si je participe à certaines choses, je ne les partage même pas. Je fais la morte. Temps en temps, je publie une photo de mon chien mais c'est tout. La police se sert, je ne pense... Facebook, c'est le journal des flics. Rien qu'en regardant les liens : ah, elle commente tout le temps les publications de machin, c'est que ça doit être une amie. Ils font très rapidement les liens.
212	Je n'ai pas... Normalement, j'aurais dû créer une boîte email spéciale, je ne l'ai pas fait. Du coup, tous ceux à qui je réponds, je les mets... En fait, c'est ça le problème, c'est que ... voilà. Ce n'est pas forcément ce que tu fais toi qui est grave, c'est surtout que tu es en train de dire qui est le leader et là tu le fous dans la merde parce que toi tu n'as pas été prudent. Mais bon, là c'est une responsabilité qui est un peu inconsciente. On essaye de faire de notre mieux mais je n'ai pas fait d'email spécifique. J'ai toujours donné le mien, j'ai toujours donné mon numéro de gsm et j'utilise ce qui appartient à Facebook.
213	C'est peut-être un truc que je dirais aux jeunes militants qui débarquent, c'est faire gaffe, en fait, aux associations en général et aux collectifs, 'fin à tout ce qui porte un nom parce qu'il y a, tu rentres peut-être vite dans les organisations, juste remplir un agenda politique. Et à beaucoup plus te battre pour un nom au final que pour une cause. Et, c'est très fatigant à la longue. Il y a beaucoup de jeux d'intérêts personnels aussi, fin, des jeux d'ego au sein des organisations. Et c'est très fatigant aussi. Ils savent plus t'écouter en fait.
214	Il y a aussi un activiste en [nom de pays] qui s'est fait... qui fait de actions avec nous mais qui s'est fait arrêter pour un caillassage de vitrine parce que justement il s'est fait balancer. Donc, c'est la preuve qu'on ne peut faire confiance à personne.
215	Ouais ouais. Bah j'pense tu vas être catégorisé tu vois, par les gens qui savent un minimum. Moi je sais bien que je me suis pas fait que des copains et des copines en posant le fait que j'étais féministes radicale, queer et même anti-spé des trucs comme ça. Fatalement t'as des gens qui, ben qui vont être en mode « Ok, nan – Hum – toi t'es trop extrême donc ça m'intéresse pas. » Des gens même qui vont se montrer hostile envers ça, euh de par ton identité et de par ton militantisme. Et euh bah y'a aussi, ouais ça c'est ouais du coup les questions de sociabilisation. Ben j'pense qu'en étant vraiment engagé politiquement et militant, y'a des trucs que tu peux plus laisser passer. Et du coup je sais bien que moi j'avais des potes avant que j'm'intéresse vraiment à, à des questions politiques et que j'me positionne tout ça, ben qui avaient des, des discours et des idées vraiment euh vraiment assez horribles niveau racisme, niveau misogynie, etc. Et du coup à un moment donné ben ça fait t'as un mur quoi tu vois, tu peux juste plus te dire « ouais nan mais c'est mon pote » tu vois. Tu peux pas, il y a des trucs que tu peux pas cautionner et c'est normal, et du coup ben, ouais niveau sociabilisation ça peut être assez complexe. Après euh ben, je veux dire tu perds une partie de la population mais est-ce que c'est vraiment une grande perte ? Que d'avoir des personnes genre euh racistes, misogynes tout ça qui sortent de ta vie, pff, bof. Parce que à côté du coup tu rencontres pas mal de personnes euh potentiellement. Et qui peuvent être super bienveillantes et super chouettes euh et super intéressantes avec qui échanger tu vois. Donc j'crois ouais socialement ... – Ça fait une reconnaissance mutuelle un peu aussi du coup entre ces personnes-là

216	Et alors du côté de ma famille à moi, eh bien moi je n'ai plus de contact avec eux. En fait, j'ai coupé les ponts donc déjà avant... Ils ont toujours regardé ça avec un air un peu... Ma famille, c'est des universitaires et donc moi, je reproche souvent aux universitaires, même à la population, on est très instruit et l'instruction a ceci de pervers qu'elle nous donne l'impression que rien qu'en s'étant instruit, on a déjà agi. Et, je trouve que beaucoup de gens tombent dans ce piège-là. Ils s'informent et c'est bon. Donc, on a une population endormie, une population qui a vraiment du mal à se réveiller, à agir ou quoique ce soit et ma famille est clairement là-dedans. Donc, moi, j'aimais bien donner un coup de pied dans la fourmilière et les secouer de temps en temps.
217	Ah oui, clairement, ça m'est arrivé il n'y a pas longtemps de me fâcher avec un copain... Mes proches sont de ce secteur-là, dans des ONG, dans les ASBL et du coup je me retrouve avec leurs conjoint-e-s qui ne sont pas forcément dans ce secteur-là. On fait des repas en semble, des réunions, des pétanques, des moments un peu informels et festifs et, du coup, des discussions aussi. Et donc ça peut mettre des tensions. Ça m'est arrivé aussi de bien m'engueuler, de ne plus se voir parce que les opinions politiques sont trop différentes. Dans le couple que j'ai en tête, ils se débrouillent, ils ont des opinions politiques différentes et c'est pas grave mais quand on est en train de parler tous ensemble, moi je continue à argumenter quand ce sont des proches, je me permets d'être plus direct ou peut-être plus blessant.
218	Ils [ses parents] n'ont pas compris. Je pense qu'ils n'ont pas compris les étapes que j'ai vécues et les choix que j'ai faits. Ils avaient du mal. Mon père m'a dit qu'il avait du mal à expliquer ce que je faisais en travaillant dans les ONG. C'était pas du tout présent dans sa culture donc j'imagine qu'il avait en tête [nom d'un personnage public] avec des sacs de riz, les boat people et [nom d'une ONG] avec les baleiniers. C'est ça mais c'est très loin de son cercle. Du coup, ce n'était pas facile pour lui d'expliquer à ses amis qu'est-ce que fait son fils aîné. Il me l'a dit plusieurs années après, j'étais un peu déçu
219	[...] certaines personnes n'acceptent pas. Il y a des amis que j'ai perdu sur la question juste parce qu'ils ne sont pas ouverts à la discussion. Ce qui est dommage parce qu'on peut avoir des gens d'opinions différentes je préfère à la limite discuter avec des gens qui n'ont pas la même opinion que moi mais qui ont leurs arguments qu'avec des gens qui s'en moquent complètement.
220	[Réponse à la question de savoir si son réseau relationnel a fort changé ?] Oui bien sûr puisque je me suis lié d'amitié avec beaucoup de gens [nom du collectif] ou avec des personnes qui sont liées à d'autres mouvements liés au climat. Parfois je me dis que c'est bien parce que parfois quand je parle à mes collègues ou à d'autres personnes, on prêche un peu dans le désert. Quelque part c'est bien de pouvoir discuter avec des gens qui partagent plus au moins les mêmes idées donc oui mon réseau a évolué de ce côté-là.
221	Tu es tellement certain d'avoir la vérité que tu es prêt à dire n'importe quelle connerie. Tu es tellement sûr de toi que tu juges qui est bon et qui est mauvais. Tu clives et tu choisis, tu dis : toi, tu es un ami et toi, tu es un ennemi. Ce n'est pas supportable très longtemps parce que faire le chiant : « Ouais t'as pris l'avion ce week-end, mais comment tu oses, tu n'as pas honte ? ». Tu ne peux pas faire ça très longtemps, tu te rends insupportable

222	<p>Disons que depuis que je suis vegan, moi, je n'ai jamais eu autant d'amis que maintenant. Oui, j'ai plein de vegans dans mon entourage ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problème avec eux mais au moins quand on mange ensemble, là tout le monde est d'accord. Il n'y a pas de problème. Et les amis carnivores, j'ai du mal en tout cas. Je ne dis pas que c'est la meilleure façon de faire, je sais qu'il y a qui ne font pas comme ça mais, moi, je ne suis pas aussi tolérante. Si, moi, je viens quelque part et qu'il y a des amis et que ce soit chez eux ou chez moi, s'il y a un produit animal, je ne reste pas. Je ne peux pas, c'est trop douloureux. Ce n'est même pas une question qu'on n'a pas les mêmes opinions, ça me fait mal. Moi, je vois l'animal derrière et c'est ce qu'on a tous. On est tous obsédés par ça, en tout cas en grand nombre. On n'est pas tous venus dans le veganisme de la même façon. Il y a des gens, c'est vraiment une question de philosophie. Ils n'ont pas le même rapport aux animaux. Ils ne les connaissent pas, ils s'en foutent un peu. Mais bon, nous on est surtout sensibles... On est quand même majoritairement sensibles aux animaux donc c'est impossible. [Dans mon entourage], je sais que je n'ai pas contacté des amis pour le réveillon alors que généralement on se contacte tous les ans et la dernière fois que j'ai été mangé chez eux, ça ne s'est pas trop bien passé pour moi parce que ... : oh, écoute tu viens parce que c'est pour toi qu'on fait à manger vegan. Donc, ça va, moi, je n'ai déjà plus envie de venir quand on me dit ça. Et puis après, des petits rires ou des petites moqueries. Oui, c'est lourd.</p>
223	<p>D'ailleurs, je ne fréquente plus que des personnes qui sont dans le milieu antispéciste parce que tout peut partir d'un simple truc. La personne dit : ah, attends j'ai faim, je vais prendre un hotdog. Et là : tais-toi, tais-toi et puis non il faut que ça sorte</p>
224	<p>Il y a une personnes qui fait des actions avec nous[...]. Il vient vraiment d'une famille d'agriculteurs de père en fils, toute sa famille l'a renié. Il ne parle plus à...Personne ne veut plus lui parler parce que c'est le traître de la famille</p>
225	<p>Globalement, c'est bien perçu parce que c'est une cause assez, enfin, de plus en plus populaire. Je crois, que tout le monde comprend qu'il y a un problème avec l'environnement, avec le climat. Il faut faire quelque chose et donc tout engagement pour cette cause est bien vu en général.</p>
226	<p>À la fin, il est quand même fier de moi je pense parce qu'il a enfin compris que je fais quelque chose de bien. Après il disait « au moins il ne va pas au bistro ». Je crois qu'il est quand même fier de moi. »</p>
227	<p>Par contre au niveau de mes amis proches, ils le savent tous. Il y en a évidemment qui ne comprennent pas et d'autres qui comprennent totalement. Il y en a qui me soutiennent par exemple mon compagnon, c'est lui qui m'a poussé à quitter mon job parce qu'il m'a dit que moralement ce n'était pas possible. Il m'a dit que si j'avais besoin de plus de temps pour faire des choses que j'aimais, il fallait le faire. Il y en a vraiment qui vont dans cette direction. Ceux qui sont très proches de moi ont tendance à me soutenir et ceux qui sont moins proches, ils se donnent moins.</p>
228	<p>Je pense que ça dépend de comment on l'aborde. Je suis quelqu'un de pas du tout conflictuel, au contraire, je déteste quand il y a des tensions donc dans mes dialogues à moi ça ne va pas être conflictuel. Si on n'arrive pas à s'entendre et bien c'est juste qu'on a des avis différents. Il faut de tout pour faire un monde. Si la personne n'est pas prête à comprendre ou à m'écouter ou que moi je n'arrive pas à comprendre ce qu'elle veut me dire, malheureusement, ce n'est pas grave et on s'arrête là et on en va pas se disputer pour ça, c'est trop bête.</p>
229	<p>En fait je trouve ça très intéressant et même plus intéressant de parler avec des gens qui n'ont pas les mêmes idéaux que moi plutôt que des gens qui ont les mêmes idéaux que moi parce que les gens qui ont le même idéal que moi, ça va être des gens qui vont juste me conforter dans mes idées, qui vont m'apprendre deux-trois choses mais la façon de penser, elle est la même, elle est déjà là. Alors que des gens avec qui je ne suis pas d'accord, ça va être très intéressant de comprendre pourquoi ils ne sont pas d'accord et quelle est la réflexion derrière tout ça. Justement essayer de leur montrer en quoi ma réflexion est différente et pourquoi on n'arrive pas aux mêmes conclusions. Je trouve ça beaucoup plus riche.</p>

230	Ce que ça influence c'est plus mes relations futures. J'ai beaucoup plus d'affinités avec des gens qui sont végétariens ou vegan, je vais plus me diriger vers ces gens-là et je vais avoir plus de facilité à créer une relation avec ces gens-là qu'avec d'autres gens.
231	J'ai d'abord commencé comme tout le monde par des petites manifestations comme la marche pour la fermeture des abattoirs. Les actions de type panneaux devant les magasins où on vend de la fourrure et petit à petit et c'est vrai que le milieu est assez petit donc on se forge assez vite des connaissances et par un cheminement, on décide ou pas d'être de plus en plus engagé.
232	Enfin, moi, je n'avais pas envie d'être seule. C'est chiant de coller seule [des affiches] donc je demandais : qui vient coller avec moi ? Et c'est comme ça que je suis rentrée... Que j'ai commencé à connaître tout le milieu et à participer à tout ce que je pouvais comme action
233	Ce qui est important c'est que chacun amène ses idées. Par exemple sur tel ou tel sujet on n'est pas nécessairement d'accord les uns avec les autres même si on défend la cause climatique. Chacun amène ses idées, ses approches et c'est le résultat de tout ça qui permet à chacun d'élargir ses propres connaissances sur le sujet, sur certains points auxquels on n'aurait pas spécialement pensé.
234	[...], il y a aussi tellement de profils différents chez les activistes et militants qu'il y en a qui vont jamais utiliser le mot militant parce que pour eux ça veut dire quelque chose et il y en a qui ne vont jamais utiliser le mot activiste parce que... Donc, il y a une énorme diversité dans ces groupes-là et du coup il y en a pour qui c'est crucial le langage et c'est vrai que le langage est très important parce qu'il y a des idées derrière. C'est une forme d'intelligence, c'est une forme de combat aussi d'utiliser les bons mots. Il y en a pour qui ça va être de la masturbation intellectuelle et d'autres pour qui c'est humble et on ne transige pas avec ça et si tu te présentes comme militants ou activistes, tu n'es peut-être pas au bon endroit.
235	Je voulais créer un habitat collectif avec des amis pour avoir un mode de vie proche de ce que je souhaite. Créer un habitat groupé, collectif avec ... et donc, voilà, on était en train de mettre ça en place, on se formait à la sociocratie, à la démocratie profonde, c'était passionnant... Pourquoi je parle de ça, parce que j'étais avec tous des gens qui avaient conscience de l'effondrement qui vient et donc du fait qu'il nous faut la transition, il faut qu'on se donne la possibilité d'être résilient et donc voilà pourquoi on voulait créer un habitat collectif dans une zone semi-naturelle. Et évidemment s'est posée la question de se mettre à l'abri des radiations lorsque les centrales nucléaires vont nous tomber sur la gueule. J'étais avec des gens qui étaient assez conscients de cela.
236	Je pense qu'ils ont une mission de bien et ils y croient. J'ai déjà eu des conversations avec [nom d'une personne] parce que je voulais comprendre, je l'admirais un peu quelque part. C'est beau quelqu'un... Et puis à un moment tu te dis que ça va pas là, il y a un problème dans la tête, je ne suis pas d'accord. On est devenu ennemis je crois parce que je lui ai dit que je n'étais pas d'accord.
237	Et, c'est très fatigant à la longue. Il y a beaucoup de jeux d'intérêts personnels aussi, fin, des jeux d'ego au sein des organisations. Et c'est très fatigant aussi. Ils savent plus t'écouter en fait. Ça a pas l'air d'être évident à gérer, parce que, perso, pour les orga, j'ai jamais vraiment été, j'ai été plutôt genre. 'fin, je dis déjà, et encore j'avoue qu'il y a certaines personnes, c'était un peu compliqué à gérer. Même dans un groupe élargi, c'est très difficile d'éviter les jeux d'ego et les trucs comme ça. Mais moi, j'ai l'impression que dans une organisation, ce n'est pas que c'est presque inévitable, c'est que c'est totalement inévitable quoi. Tu rentres d'office dans un agenda politique, c'est, fin être plié à .. Toujours un peu ce truc de dans les organisations ben, aussi j'ai l'impression dans une organisation, l'agitation est presque inévitable aussi de nouveau en fait.
238	Parce que j'ai déjà croisé des gens, pour le coup, ben surtout au niveau plus du côté anarcho-syndicaliste qui sont plus tout jeunes, mais tu as l'impression qu'ils se sont fossilisés sur certaines positions. Et que tu as des points dans leur anarchisme qui sont devenus des espèces de tabous ou des principes directifs mais tellement forts qui les empêchent de laisser entrer des nouvelles formes comme l'anarcho-queer.

239	Un vrai poison. C'est des personnes néfastes qui ont de très mauvaises influences sur leur entourage. Il faut le balancer ce mec, l'empêcher de nuire. Pour moi c'est une personne menaçante. Je connais d'autres [groupes de personnes] qui seraient prêts à carrément [réaliser un acte violent] et qui ont une tête mieux faite. Qui ne sont pas débiles comme ce mec. Je pense que ce sont des cas psy, c'est une question de santé mentale. Je ne sais pas trop comment on fait avec ça. Ça me pèse. Ce genre de personnes je veux bien les dénoncer. Ce sont des gens qu'il faudrait éliminer, 'fin non pas éliminer, je ne suis pas un nazi mais c'est un malade. Il faudrait le désamorcer.
240	Et ils peuvent être très méchants. C'est des personnes dangereuses. Il a une réputation de non-violent mais moi il m'a déjà attrapé dans l'escalier et il m'a foutu des tartes parce que j'ai osé lui rappeler que la réunion des habitants avait décidé qu'on écrivait plus sur les murs. Il m'a frappé. À la réunion des habitants suivante j'ai dit qu'il n'avait pas respecté cela, qu'il m'avait frappé et donc j'ai demandé son expulsion et il a été expulsé. Trois semaines après, il avait été voir tout le monde et dire... La réunion des habitants s'est dédite, on a revoté et on a annulé son expulsion. Ça c'était les derniers mois du [nom du collectif]. C'était l'enfer. Ce type, j'avais vraiment des envies de meurtre.
241	On m'a déjà mis plus au moins en garde. Je ne me suis pas fait aimer. Mais moi j'ai horreur de la bêtise
242	Il y a des gens qui sont toxiques et qui posent des problèmes mais l'horreur c'est les clans à l'intérieur de ce magma alternatif.
243	C'est affinitaire, tu vas avec tes potes. T'as une histoire de cul qui finit mal entre deux personnes très actives dans un collectif, c'est infernal évidemment. C'est comme partout en fait. Il y a des clans et il y a des personnes qui sont pour moi qui sont des gens qui sont des psychopathes, des sociopathes qui bousillent des trucs parce qu'ils t'ont pris en grippe. Ils arrivent à faire des clans au sein d'un collectif et ça c'est l'enfer. Au sein du [nom du collectif] il y avait des clans. Il y avait le clan des végans et...
244	Alors, moi, j'ai créé l'antenne [nom du collectif] [nom d'un lieu] et je viens de la quitter il y a quelques mois pour désaccords avec mon collègue. D'ailleurs il y a un gros souci avec ça actuellement. Ça revient sur le tapis pour d'autres questions qui n'ont pas de lien avec le militantisme. Enfin, oui, ça touche à... Mais ce sont les hommes pervers qu'on laisse venir à des actions et qui gênent pas mal de personnes donc ça c'est un gros bazar. Donc, moi j'ai quitté parce que je n'ai pas été soutenue quand j'ai mis quelqu'un dehors [parce qu'il harcelait les militantes féminines]. [...] mais ça arrive souvent dans le milieu, c'est connu. Alors on dit que, oui, c'est un problème dans le militantisme mais c'est un problème partout, partout. Mais bon, ici, on est censé être des militants aussi au courant des autres oppressions, de faire attention à ça et bien non. Voilà, là, ce sont maintenant deux mecs qui tiennent l'antenne et qui le soutiennent lui. On le défend lui. [...] Moi, j'ai dit : « ben, oui, laisse lui encore une chance, il faudra encore combien de victimes ? ». À chaque fois, c'est comme les victimes de viols, c'est pareil, je veux dire. Et à chaque fois, on doit redemander aux victimes des témoignages et à chaque fois elles doivent se répéter. C'est exactement ce qui est en train de se passer maintenant. C'est depuis hier. J'ai vu samedi qu'il est revenu [nom du collectif] et qu'on l'a laissé faire. Et donc, lui, il a chance de rachat. Dutroux aussi, ... Combien de violeurs, on a... Enfin, lui ce n'est pas un violeur mais c'est un pervers manipulateur qui a fait du mal vraiment à des personnes, qui dit des choses qui sont inadmissibles et un comportement qui est inadmissible. Il drague tout ce qui bouge et il harcèle des filles pour les draguer. Donc, ça ne touche pas une personne parce que si ça ne touchait qu'une personne, j'aurais dit : écoutez, réglez ça entre vous, c'est l'un contre l'autre. Mais non, là ça touche plusieurs personnes.

245	Le fait d'avoir quitté [nom du collectif] à cause de cette histoire de ce gars et que je n'ai pas été soutenue par mon collègue. Du coup, il y a des personnes qui se sont dit : on va créer une asso entre filles, rien qu'entre femmes comme ça on élimine déjà un problème. Et bien non, on n'élimine pas tous les problèmes parce qu'il se fait que maintenant on a trois trans-phobes dans le groupe. Il y en a qui quittent à cause de ça. [...] Cette asso qui est en train de se créer est déjà en train de disparaître et non mixte, entre femmes, mais le discours de certaines personnes est trans-phobe. Et pour elles, il suffit d'être né mec à la naissance même si on veut devenir une femme et qu'on se sent plus femme, pour elles ce sont des mecs à la base et donc c'est non. Elles sont trans-phobes, point barre.
246	Tu as des guéguerres stupides comme ça, 'fin, une pote me racontait ce qu'il se passait au sein de groupes comme ça où quelqu'un qui disait : 'oui mais non, en fait vous vous placez vous-même dans le système monétaire, et du coup vous n'êtes pas des vraies capitalistes'. Enfin mec, arrête de chercher la pureté absolue du truc, ce n'est pas ça la question. Si toi, tu as décidé d'être [d'une certaine manière], mais du coup, respecte leur type d'engagement à elles aussi quoi. Des fois il y a des petits clashes comme ça, où de manière plus absurde les [membre d'un tel groupe] qui viennent dans les groupes [de tel type] et viennent gaslighter les [gens de ce type]. C'est chercher à manipuler quelqu'un pour basiquement, 'fin, les techniques les plus souvent utilisées c'est: oui, mais quand tu as dit, tu voulais peut-être dire autre chose 'fin. Ouais c'est de la manipulation, c'est essayer de faire en sorte que la personne se sente mal par rapport à ce qu'elle a dit sans remettre en question le fond du discours mais la forme quoi. C'est un truc hyper pernicieux en vrai. Des fois tu l'utilises. 'fin des fois t'en fais sans t'en rendre compte à la limite parce que la communication elle-même c'est compliqué quoi.
247	J'ai été critiquée parce que je ne résistais pas et que je suis donc une collaboratrice pour... Ah oui, oui, ce n'est pas tendre le milieu militant non plus. On doit faire ses preuves et on doit être ...
248	Il y a une grosse pression interne dans plusieurs milieux militants proches de [tel mouvement] ou véritablement [de ce mouvement]. Genre, t'es pas un vrai [représentant du groupe] si tu ne fais pas des trucs quoi. Et j'avoue que ça m'a un peu saoulé en vrai. Je suis passé par la case hôpital psychiatrique machin voilà, et je ne sens pas ça comme un désinvestissement. Je me sens pas moins [représentant du groupe] parce que je fais moins de trucs tu vois. Alors qu'effectivement, il y a des gens qui tendent à disqualifier les autres sur base de, ouais mais tu as fait combien de trucs, là cette semaine. Fin, je trouve ça con quoi.
249	Il y a des injonctions invisibles à être, ouais, pures ou genre le parfait militant à ne vivre que pour ça
250	Et puis, j'ai été expulsé parce que ... J'ai été exclu de cette organisation parce que je trouvais qu'on racontait... qu'on n'était pas réaliste, qu'on prenait nos désirs pour des réalités et... au point que je m'étais fait engager comme ouvrier-manœuvre dans la région. J'ai été ouvrier comme ça pendant 5 ans où là j'avais la preuve tangible que ce que racontaient les militants... Il y avait beaucoup de militants, dans les années 70', qui allaient aux portes des usines distribuer des tracts, vendre de journaux et puis les ouvriers ça passait au-dessus de leur tête. Donc, j'ai essayé d'expliquer qu'on perdait notre temps et donc j'ai été exclu. Puis après bon, les gens ont dit : oui mais tu vas quitter l'usine. Puis finalement toutes les usines ont fermé ici.
251	Il y a même un espèce d'idéal, une légende de purisme, de pureté quoi genre. Le parfait militant doit être militant permanent et pas avoir d'existence hors de sa sphère militante à la limite quoi. Et ça, c'est franchement saoulant. Ça ne correspond pas de toutes façons au vécu d'un être humain. On est des êtres beaucoup plus multiples et intéressants que ça quoi. Ce n'est pas vraiment verbalisé mais... Genre, on veut te le faire sentir.
252	Moi, c'est tout ce que j'espère mais je ne peux pas dire que cela arrivera parce que je vois que les assos continuent à se diviser, à se diviser. Chacun veut créer la sienne pour ne pas à devoir subir ça et comme la mienne il y a d'autres problèmes donc je ne sais pas... Mais est ce qu'on a encore le temps ? Tout peut s'effondrer.

253	J'y suis allé juste après la décision qui a été annoncée en disant : on arrête le projet. Du coup, on vous laisse, je crois que c'était trois mois, pour partir [pour évacuer] la zone. On ne fait plus d'aéroport mais par contre on ne vous tolère plus. Donc, ça c'était une période qui était super violent, avec des mains arrachées, des yeux perdus et beaucoup de traumatismes physiques et psys pour les personnes qui vivaient là-bas. Moi, j'y suis allé avant en fait, je ne voulais pas me confronter à ça. C'est une précaution que j'ai choisie. Donc, j'étais dans une période qui était à la fois très positive puisque ça a été un succès mais très délicate puisqu'après la zone s'est déchirée entre ceux qui voulaient rester, ceux qui voulaient partir. Ceux qui voulaient en faire un espace complètement anarchiste, d'autres qui disaient : on collabore avec l'État. Et donc, l'ennemi commun qui était l'aéroport a maintenu le groupe bon an, mal an. Dès qu'il n'y a plus eu l'ennemi commun et là le groupe s'est déchiré et du coup [...].
254	Maintenant si quelqu'un devant le [nom de lieu] avait pris, avait sorti une batte de baseball et avait tapé sur le casque d'un policier. Maintenant, [nom du collectif] l'aurait dénoncé parce que ce n'est pas du tout ça qui est demandé mais c'est vrai que le contrôle est plus compliqué mais c'est ça aussi qui fait peur.
255	Il faut essayer de trouver l'équilibre, d'essayer, de parler un monde plus juste pour tout le monde et pas seulement les humains, aussi les non-humains et essayer de trouver des ponts entre les mouvements mais aussi entre nous (qui avons quand même une idée assez radicale) et le grand public qui n'est pas encore prêt. C'est sûr parce que bon, il y a encore beaucoup d'isme dans la société : racisme, sexisme, etc. et on ne parle pas encore du spécisme qui est encore beaucoup plus profond, engrainé dans la société. Donc on... Mais... On essaye de trouver des points de contact aussi et c'est pour ça que c'est aussi important de lutter pour l'antisexisme, le féminisme, l'antiracisme et tout ça parce que pour nous c'est une grande forme d'émancipation et d'élargissement de notre cercle éthique. On voit ça depuis des siècles que le cercle s'élargit toujours avec les homosexuels et tout ça et de plus en plus. Maintenant nous on veut encore l'élargir avec une autre espèce, pas seulement l'espèce humaine mais aussi l'espèce non-humaine.
256	Heureusement il n'y en a pas tant de ça mais il y en a encore beaucoup trop de ça. Avec [nom d'une association] on voit bien très bien qu'on est en avance sur ça en [nom de pays] question intersectionnalité et la convergence des luttes parce que beaucoup d'organisations ne parlent pas de ça, ils s'en fichent et sont parfois aussi sexistes ou racistes dans leurs propos. Une partie de nos sympathisants, je suis sûr qu'une certaine partie de nos sympathisants trouvent qu'on ne devrait pas le faire, qu'on ne devrait pas parler de ça parce que c'est politique. Ils croient (certainement les gens qui sont pour la protection des animaux et qui ne sont pas vraiment imbibés du concept antispécisme) que l'antispécisme n'est pas politique.
257	C'est par après (et encore toujours) que je me suis quand même aussi intéressé plus aux autres luttes et vu aussi l'intersectionnalité entre toutes les luttes. En fait le grand problème ce n'est pas seulement l'antispécisme, c'est aussi l'anticapitalisme... heu le capitalisme, la patriarchie et que ça va encore beaucoup plus loin que ça. Qu'on est conditionné dans ce sens-là par des happy few qui ont le pouvoir et qui font tout pour essayer de dominer en fait. C'est une question de domination de quelques personnes, d'une minorité de personnes. Ou bien un sexe fort sur un sexe faible. Ou une domination d'une race qui se trouve plus supérieure qu'une autre ou une espèce qui veut dominer... Non, qui domine toutes les autres espèces. Ça c'est le spécisme en fait et c'est assez englobant. Je trouve que c'est important. Toutes ces luttes sont importantes mais j'en ai choisi une en particulier, c'est l'antispécisme.
258	Essayer de bâtir des ponts entre les mouvements parce que je crois très fort dans l'inclusion, l'inclusivité des mouvements. C'est pour ça que j'essaye aussi de participer par exemple à d'autres manifestations, à d'autres mouvements pour essayer de créer des ponts entre tout ça mais c'est surtout du bas vers le haut. Parce que même si je comprends très bien qu'il devrait y avoir un changement systémique, je ne crois pas que ça arrivera tout de suite par la politique. C'est pour ça qu'on doit essayer de fouetter un peu en bas pour que ça bouge.

259	De plus en plus d'autres mouvements commencent à penser à ce qu'il se passe dans le mouvement du droit des animaux. Qu'ils voient qu'il y a quand même des liens comme ils voient qu'il y a des féministes qui deviennent vegan par exemple aussi parce qu'ils voient que c'est un lien et ces rapports-là, c'est bien à voir bien mais c'est quand même encore une toute petite minorité. Il y a déjà une toute petite minorité qui est antiséciste et de cette petite minorité il y a encore une petite minorité qui est antiséciste intersectionnelle. Qu'ils voient quand même qu'il y a d'autres connexions parce qu'il y en a aussi qui disent : « Ha non on a déjà assez à faire. Les femmes ont déjà assez d'autres femmes pour faire leur lutte et les noirs ont d'autres noirs pour faire leur lutte mais les animaux, eux, n'ont pas d'autres animaux pour faire leur lutte donc on doit vraiment se focaliser sur ça et uniquement ça ». Et le reste, les humains c'est le gros problème.
260	Non, pour moi, [nom de collectif] sont plus des alliés de la cause écologique qu'autre chose en fait parce qu'ils se battent contre le système beaucoup plus que les manifestants pour le climat par exemple. Il y a un slogan qui dit : « fin du monde, fin du mois, même victime, même combat ». Quand on se bat pour la justice climatique, on se bat aussi pour la justice sociale en fait parce que tout est lié et les inégalités découlent du même système qui détruit la nature. Donc si on ne se bat pas tous contre le système capitaliste, contre l'Etat, et bien on ne défend pas la même chose. Donc les gilets jaunes sont des alliés de la cause écologique par ce qu'ils visent la bonne cause en fait, enfin pour la majorité en tout cas. Ils sont beaucoup plus antisystèmes.
261	Ils [nom de collectif] demandent juste à vivre dignement, c'est tout. La dignité humaine, ce n'est pas négociable. Après dans le système actuel des choses, ils ont besoin d'une voiture mais évidemment la cause écologique défend la fin de la voiture mais ce n'est pas comme ça qu'on va y arriver, ce n'est pas en s'opposant [nom de collectif] parce qu'ils veulent une voiture qu'on va y arriver non plus. Ils ont une voiture, c'est comme ça. Maintenant il faut essayer de les ramener, de les rallier à notre cause, faire converger nos différents combats pour plus de justice sociale, pour plus de justice climatique parce qu'on vise tous le même système. Donc il faut faire comprendre ça à tout le monde que c'est le même système qui engendre ces deux injustices.
262	Dans le groupe [nom du collectif] qui est d'obéissance communiste. On travaille main dans la main aussi avec les [nom de collectif] de [nom de lieu] parce que c'est peut-être dû au fait que le groupe de lui-même est ensuite à ça ou aussi du fait que, moi, j'y suis justement à l'heure actuelle mais on a vraiment quelque chose en commun à faire à ce niveau-là, parce que comme je le dis, le souci pour nous ce n'est pas une personne ou la [nom de pays], ce sont les 1% de la population.
	Par exemple, avec le [nom de parti], au niveau de la critique du capitalisme et de certaines mesures, on est tout à fait d'accord. En fait, grosso modo, à part la gestion de l'immigration, on n'a pas beaucoup d'éléments divergents avec le [nom de parti]. On pourrait très bien s'entendre avec eux. Avec les [nom de collectif] aussi, on n'a pas tellement... C'est juste, cette histoire de gérer les flux migratoires, c'est tout. À part ça, on n'a pas d'éléments... C'est encore plus ridicule de les voir nous empêcher de nous réunir sur ce point de détail alors qu'il y a tellement de choses qui pourraient nous réunir mais non. Eux, ils vont pointer le point de détail.
263	Être conscient des intersections quoi, si, 'fin en engagement anarchiste ça présuppose d'être engagé dans d'autres choses aussi quoi. Parce que si tu es un... Imaginons... Si du coup tu veux t'engager dans une lutte antifasciste mais que tu es un gros misogyne, je ne sais pas quoi tu vois, déconstruis-toi sur ce niveau-là aussi.
264	Genre, par exemple, moi, du coup je suis considérée, perçue comme femme cis, je suis bi et du coup y'a des trucs euh, même pour d'autres causes, par exemple, ben je suis végan aussi du coup j'avais avoir euh spontanément l'envie de militer ben pour plein de causes. Et du coup 'fin, juste défendre mes droits et défendre les droits des, les droits de, par exemple pour les animaux, d'individus que j'estime.

265	En ce qui concerne les liens entre différents partis européens, oui, ça existe. Il y a des grosses alliances, le [nom de parti politique] en est membre avec le [nom de parti politique], je crois que [nom d'une personne publique] est dans le coup aussi. Mais, moi, je ne connais pas encore trop tout ça. Les anciens de [nom de parti politique] connaissent mais ce sont des réseaux, enfin, ce sont des réseaux encore plus à droite que ceux dont on parle où là ce sont, je vous dis, quasiment des nationaux socialistes. Évidemment, je n'ai rien à voir avec eux mais si ça existe aussi et c'est européen. C'est même mondial. C'est une infime minorité de gens extrêmement déterminés et si vous ne voulez pas finir en prison, il ne vaut mieux pas traîner avec eux parce que là c'est encore un autre monde.
266	Il y a une communauté activiste internationale en fait. On peut changer de pays, on te paye les transports. Avec [nom d'une ONG], c'était ça, on allait en train jusqu'en [nom de pays] pour gêner le salon automobile de [nom de lieu] ou je ne sais plus quelle grande ville, la région où [Nom de société], [nom de société], [Nom de société] sont installés.
267	Par exemple, j'ai participé ... Il y a une association, d'ailleurs ils ont arrêté parce que la pression en [nom de pays] ... Moi, je bouge facilement, j'ai participé à des actions en Europe, en [nom de pays], en [nom de pays], en [nom de pays], en [nom de pays] et en [nom de pays]. En [nom de pays], comme c'est plus facile, j'y allais régulièrement et il y avait une association qui s'appelait [nom du collectif], je pense qu'ils n'existent plus. Ils sont chargés de procès, etc. pour des actions.
268	Donc, moi-même, on copiait ... Alors on voyait des actions qui se passaient à l'étranger et on les copiait comme d'aller dans le métro avec des écrans. D'ailleurs [nom de personne] c'est à ça qu'il a participé, c'était ... mes propres actions tout au début ... Alors on copiait, enfin, c'étaient des actions qui étaient organisées à [nom de lieu] donc, moi, j'ai contacté le responsable à [nom de lieu] et j'ai demandé si je pouvais utiliser leur texte et tout ça, ils m'ont dit « oui ». Enfin, maintenant on se connaît. Voilà, donc on a fait ça.
269	Non, mais sinon, les alliances entre partis identitaires démocratiques tout est en train de se mettre en place. Les discussions sont permanentes autour de ça et, oui, ils feront bientôt un système d'entraide, voir quelles sont les pratiques qui ont fonction d'un côté et de l'autre. Éventuellement, échanger du matériel. Avoir des experts qui passent de l'un à l'autre pour favoriser la com. Oui, ça, c'est vraiment en train de se mettre en place. Je pense que c'est une grosse machine de guerre qui est en train de se mettre en route et elle sera efficace d'ici un an ou deux et là ça fera mal.

270	<p>Je ne crois pas. Ils essayent d'aider ces associations. Ils essayent d'apporter leur expérience. Ils sont très à l'écoute des initiatives. Ils ne disent pas « nous c'est [nom d'une ONG], vous vous êtes des nouveaux, vous n'existez pas encore ». C'est la même chose avec les rêves des jeunes, c'est un mystère pour personne que c'est [nom d'une ONG] qui est derrière tout ça. Donc ils laissent l'initiative auprès des organisateurs de ce qu'ils veulent faire et après ils essayent d'apporter leur expérience et également leur nom. C'est très important tant que ça reste dans la limite de leurs valeurs. [nom d'un collectif] je pense qu'ils les ont un peu aidés que ce soit même d'un point de vue logistique mais ce n'est pas pour ça qu'ils vont nécessairement tout cautionner. [nom d'une ONG] est une organisation très professionnelle parce qu'il ne faut pas oublier que c'est un interlocuteur très important avec les parlementaires et avec des instances politiques. Même si des instances politiques ne sont pas nécessairement d'accord sur le plan environnemental, [nom d'une ONG] apporte ses connaissances, sa science. Moi c'est pour ça que je suis membre de [nom d'une ONG], c'est parce que je sais que derrière les sujets, les actions, les manifestations, il y a du contenu et c'est ce qui manque chez [nom d'un collectif] mais c'est parce qu'ils sont très nouveaux. Donc c'est vrai qu'ils n'accepteront pas tout ce qu'ils font et ils n'iront jamais à l'encontre des valeurs qu'ils défendent. Ils ne vont pas soutenir telle organisation juste parce que ça va dans le contexte environnemental et climatique. Je trouve qu'ils ont un raisonnement qui est très balancé et objectif. Ils ne voient pas nécessairement d'un mauvais œil qu'il y ait des nouveaux groupes parce que [nom d'une ONG] est un peu née comme ça aussi avec la désobéissance civile donc ils savent un peu comme ça fonctionne. Ils voient plutôt d'un bon œil qu'il y ait beaucoup d'initiatives citoyennes autour de la question climatique parce que ça peut créer une synergie, une dynamique entre les différentes associations.</p>
271	<p>Bien sûr, c'est le but d'avoir un maximum de partenaires pour avoir un maximum d'impact. Le but c'est qu'on aille tous dans le même sens et pas que ce soit : « Ha toi t'es telle ONG, moi je suis telle ONG, on fait exactement la même chose mais on ne veut pas se lier » au contraire. On cherche beaucoup de partenariats. On donne aussi de notre temps pour d'autres ONG. Par exemple il y a une petite ASBL qui fait du nettoyage des rivières partout en [nom de région], on va aller les aider une ou deux fois par mois avec 5-6 bénévoles qui sont prêts à aller dans les rivières. Ce sont toutes des petites ONG comme ça. On a par exemple avec une autre ONG qui s'appelle [nom d'une ONG], on a été ramasser tous les mégots dans la ville de [nom de lieu]. Le but c'est vraiment de s'entraider et d'aller vers un chemin commun, de montrer qu'on est assez soudé, assez compact. Il faut aider tous ces mouvements, il faut réussir à mettre en place des lois pour que tout ça soit normal et non plus bénévole. Réussir à ce que chaque personne soit assez consciente de ce qu'il fait que pour se dire « ne jette plus ton mégot par terre, ne jette plus ta canette dans la rivière »</p>
272	<p>Par exemple, moi, je suis arrivé dans le groupe [nom de collectif] qui est d'obédience communiste. On travaille main dans la main aussi avec les [nom de collectif] de [nom de lieu] parce que c'est peut-être dû au fait que le groupe de lui-même est en suite à ça ou aussi du fait que, moi, j'y suis justement à l'heure actuelle mais on a vraiment quelque chose en commun à faire à ce niveau-là, parce que comme je le dis, le souci pour nous ce n'est pas une personne ou la [nom de pays], ce sont les 1% de la population.</p>
273	<p>Les [nom de collectif] aussi ont des groupes un peu partout, à [nom de lieu], [nom de lieu] mais pour moi c'est vraiment ça qui manque et c'est pour ça aussi que on essaye de travailler avec eux et avec plein d'autres groupes. On a pris contact avec le [nom de collectif]. [nom de film] qui a fait un film qui a été fort vu. Il n'y a pas longtemps on a fait une action devant les bureaux de [nom de société] concernant les vols de [nom de personnage public] avec les 18 millions d'euros, etc. Là, on a pu prendre contact avec le parti socialiste de lutte. Donc, voilà, il y a plein de petits groupes comme ça avec lesquels on fait petit à petit des contacts. Il y en a un autre aussi à [nom de lieu] où on est en contact aussi avec les étudiants pour le climat. Il y a des gens comme [nom de personne] qu'on connaît aussi assez bien, c'est un youtubeur plus mais on le connaît assez bien aussi au niveau de la contestation parce que c'est ce qui fait office aussi de son fonds de commerce. Donc, il y a quelque chose qui se met vraiment bien, qui peut vraiment bien se mettre en place.</p>

274	<p>Ce que moi je vois, c'est que [nom de collectif] sont beaucoup plus prompts à rejoindre les manifestants pour le climat que l'inverse. Clairement, ce ne sont pas les mêmes profils, ce ne sont pas les mêmes catégories sociales qui sont aux manifestations. Donc quelque part il y a un conflit de classes aussi qui se joue dans ces manifs et donc nous, [nom de collectif], on est là aussi pour amener ce discours : en fait, on vise tous le même système, [nom de collectif] et [nom de collectif]; on est pour plus de justice sociale ; on est avec [nom de collectif] ; on est pour plus de démocratie parce qu'on est pas en démocratie et que la démocratie, ce n'est pas ça ; on ne veut plus voter tous les 6 ans, nous faire déposséder de notre pouvoir entretemps ; on est contre le capitalisme car c'est la cause des problèmes écologiques et sociaux et on est pour la décroissance parce qu'on consomme beaucoup trop et on a dépassé les limites de la planète et il faut descendre en-deçà. Ce discours, on essaye de le diffuser un maximum parmi les manifestants pour le climat, parmi les jeunes principalement. Nous, on se sent beaucoup plus proches, personnellement, beaucoup plus proches des [nom de collectif] dans leur manière d'agir, dans leur ouverture à la cause écologique. Ils sont beaucoup plus qu'on ne le pense, ouverts à une remise en cause plus profonde de la société actuelle que les manifestants pour le climat qui sont beaucoup plus institutionnels, collaborent avec la police, pacifiques à 100%, on ne fait que marcher, on ne dérange personne et puis on rentre chez soi. C'est ma vision de choses par rapport aux convergences entre les deux mouvements.</p>
275	<p>[...] nous, [nom de parti], on les connaît. Enfin, on les connaît quasi tous. Moi-même j'en ai encore dans mes contacts de [nom de parti] que je vois des fois partager des trucs un peu limite-limite. Mais ils voient bien que des fois on partage des trucs sur le communisme mais ce n'est pas pour ça que le garçon m'a enlevé de ses amis [sur Facebook] ...</p>
276	<p>Avec les anarchistes aussi, on n'a pas tellement... C'est juste, cette histoire de gérer les flux migratoires, c'est tout. A part ça, on n'a pas d'éléments... C'est encore plus ridicule de les voir nous empêcher de nous réunir sur ce point de détail alors qu'il y a tellement de choses qui pourraient nous réunir mais non. Eux, ils vont pointer le point de détail et hop.</p>
277	<p>Oui, je connais plusieurs personnes du [nom de parti], enfin qui sont vaguement liées au [nom de parti] . Je ne sais pas quel est leur niveau d'implication. J'ai des collègues [nom de parti] et quoi d'autres. Ben oui, plein qui sont liés au camp [nom de parti], vaguement, plutôt bobo qu'écolo. Et je tombe d'accord avec eux sur plein. Par exemple, avec le [nom de parti], au niveau de la critique du capitalisme et de certaines mesures, on est tout à fait d'accord. En fait, grosso modo, à part la gestion de l'immigration, on n'a pas beaucoup d'éléments divergents avec le [nom de parti]. On pourrait très bien s'entendre avec eux.</p>
278	<p>L'anarchie, c'est un mouvement. Les mouvements écologistes radicaux sont assez proches de l'anarchie de manière générale parce que justement on considère que tout est vraiment lié dans la société industrielle. Les Etats sont liés avec l'économie. L'économie est liée avec l'industrialisation qui a eu lieu depuis 200 ans. L'agriculture est née avec la révolution néolithique donc la sédentarisation et la création de villes hyper centralisées qui dépendent de l'énergie et des ressources venant de l'extérieur. Tout ça est hyper interconnecté donc si on attaque le cœur du problème, finalement on attaque quand même les institutions qui font partie de la civilisation industrielle. Et donc, forcément on va – si on prône cette perspective de lutte – vers une forme de vie plus anarchiste. C'est-à-dire pas une vie où il n'y aura pas de règle, où tout le monde fait un peu ce qu'il veut mais où il n'y a plus de culture dominante qui écrase les autres, où il n'y a plus de structure anti-démocratique qui décide pour tout le monde ce qui est bien et ce qu'il faudrait faire et qui organise la vie à nos dépend. Toutes les suprastructures antidémocratiques et anti écologiques n'existeront plus dans la société de demain dans la perspective écologiste radicale donc ça amène forcément à remettre en cause l'Etat, le capitalisme, l'industrialisme, etc. et le progrès technique et tout ce qui nous a amené à aujourd'hui.</p>

279	Alors ce qui est facile avec le groupe anarchiste comme celui-là, c'est qu'ils ne se mêlent pas aux autres. Ils sont complètement autonomes dans ce sens particulier du terme. Donc, nous on ne les a pas vus. On a vu certains de ce groupe au tout début. On ne sait pas s'ils font partie de ceux qui ont fait ces actes qui les ont conduits pour certains en prison mais les autres, on ne les a jamais vus. Et pour le reste, il y avait quand même des gens qui se qualifiaient d'anarchistes étant entendu dans l'anarchisme il y a vraiment autant de définitions qu'il y en a dans le libéralisme. Et donc pour tenir tout ça ensemble... D'abord, il y avait l'idée de ne pas tenir tout ça ensemble donc les gens qui voulaient faire des choses, engageaient leur responsabilité personnelle. Chacune est responsable de ses actes. Ça c'était vraiment la nécessité absolue aussi pour ne pas devoir...
283	[Des violences] physiques, non. Mais verbales, oui et puis on est pris en photo, on est filmé. Ils nous font savoir que ça va circuler et qu'on aura des soucis, etc. Ça oui, et moi c'est parce que je n'habite pas [nom de lieu] mais je sais qu'à [nom de lieu], il y a une section [nom de collectif] qui est beaucoup plus nombreuse et là, ça leur arrive de se faire suivre dans les rues. Ils ont deux, trois cafés qu'ils fréquentent. Les cafetiers sont intimidés même violemment, ce qui a expliqué deux, trois bagarres mais ça ce n'est pas dans mon camp. C'est un autre parti. Ce qui a expliqué deux, trois bagarres parce qu'en fait les types venaient, premièrement, pour intimider et deuxièmement, l'intimidation ne fonctionne pas, ils viennent, ils cassent de verres et commencent à casser tout
284	Donc, vous avez sûrement vu, grosse histoire. La [nom de collectif], le [nom de collectif] et [nom de collectif] étaient là pour nous empêcher d'entrer, ce qui est interdit. Donc, du coup, nous, on reste bien calmes, enfin la police intervient, on rentre. Gros ramdam dehors, ils ne voulaient pas partir. Je ne comprends pas cette hystérie. Il y a 40 personnes qui se réunissent dans un lieu privé pour faire une réunion à parler d'un programme d'un parti. Il n'y avait pas de ... Je ne comprends pas enfin. On s'est fait traiter de fascistes, il n'y a pas de fascistes là. Qu'est-ce qu'on appelle fasciste ? Parce que si c'est des fans de Mussolini qui se baladent en chemises noires, ça n'existe pas chez nous. Ils n'avaient pas de salut, il n'y avait pas de drapeau, il n'y avait pas de mecs en chemise et en t-shirt qui venaient. C'est tout. En plus même le mot extrême droite, ça ne veut rien dire ce mot. Qui sait le définir ? Parce que d'un pays à l'autre, ça change et j'ai l'impression qu'en [nom de région] en gros, tout ce qui est un peu droite du [nom de parti], c'est l'extrême droite. C'est un peu facile. Voilà, c'est une arme que la gauche utilise pour stigmatiser tout ce qui n'est pas elle.
285	On me faisait sentir vraiment comme le mal. Si j'osais faire une blague sur le [nom de lieu] j'ai habité pendant onze ans qui est un endroit vegan, fin végétarien. On pouvait manger de la viande mais au sixième étage, il ne pouvait y avoir un « carniste » (c'est comme ça qu'ils nous appelaient) qui pouvait aller cuisinier là-bas ou mettre de la viande à l'intérieur du frigo.
286	Les vegan aussi. Moi j'ai un problème avec les vegan et ça clash. Ces gens sont des malades, ce sont des malades ! Ils sont prêts à tout.
287	Et les bagarres de mots sur les murs au [nom de collectif] entre les carnistes et les végans auxquelles je n'ai pas participé mais j'ai pris des photos tellement c'était « amusant ». Entre punks, il y a des punks qui ne supportent pas les végans. Les végans c'est des petits cons quand même. D'accord la souffrance animale, tout ce que tu veux je la rejette. Je veux même bien aller à une manif contre un abattoir qui martyriserait le bétail... Mais ils sont cons.
288	On est tous habité par le système qu'on dénonce aussi et donc on retrouve à l'intérieur des réseaux militants les conflits qui sont dénoncés par ailleurs. C'est l'extrême pathétique de la situation.
289	Pour en revenir au [nom de parti], même le [nom de parti] se dit marxiste-léniniste comme nous avec le groupe dans lequel je me suis reconnu, eux ont viré un peu avant 2000 dans le réformisme et c'est justement le garçon qui est avec moi dans le groupe, [nom de personne], qui m'a expliqué, il m'a montré les PV de réunions où ils ont pris cette décision-là de tomber dans le réformisme plus que dans le mouvement révolutionnaire comme le veut même le marxisme-léninisme, communisme de base pour avoir la possibilité de légiférer, monter un petit peu dans l'électorat, avoir un peu plus de voix, de votes, un peu plus de marge.

290	En fait, chez [nom de collectif], ils sont... Il n'y a pas beaucoup de vegans en fait. Pas beaucoup d'antispéciste. Chez nous, je pense que ... mais comme moi, j'étais... J'ai connu même le milieu militant hors animaliste à mes débuts, du coup j'ai ramené des copines même pour les actions [nom de collectif], Flash mob Justice fiscale et tout ça mais synergies, il n'y en a pas forcément beaucoup et les écologistes ne sont pas tout à fait d'accord avec la vision des vegans sur l'élevage. Donc tout ça c'est... Non, non, il faut maintenir l'élevage mais petit bio, local, etc. Donc, on est un peu vu comme ceux qui veulent la mort des éleveurs et de l'élevage.
291	Il y a toujours le même souci c'est l'égo de certains groupes et de certains. C'est toujours la même chose, les plus gros groupes veulent toujours tout ramener à eux. Donc, ici, j'ai déjà entendu des amis de [nom de lieu] qui disaient : on a eu déjà eu des réunions avec, les [nom de collectif] et ils se mettent d'accord pour une action mais au final on se rend compte que sur une action [nom de collectif], ils viennent avec un drapeau mais ils sont quatre donc pffff... au niveau de la masse, on reviendra. Ce n'est pas une réelle et vraie convergence des forces, des différents groupes et groupements.
292	Ça veut dire qu'on condamne aussi le fait que certaines organisations comparent par exemple le mouvement pour la libération des animaux au mouvement pour la libération des femmes mais d'un autre côté exploitent des images d'une femme sexualisée par exemple (comme des organisations comme [nom de collectif] ou d'autres organisations) et qui en fait dénigrent le mouvement, d'autres mouvement et ne prennent pas compte d'autres mouvements ou d'autres minorité pour promouvoir leur cause. Là c'est certainement aussi important. Ce n'est pas la cause justifie... C'est quoi ? La fin ne justifie pas les moyens ainsi parce qu'il y a certainement aussi des sensibilités et d'autres causes qu'il faut prendre en compte et ne pas faire n'importe quoi. Il faut être intelligent en fait dans ce que...
293	Pour nous, le [nom de parti], dans les faits est réformiste. Nous, on ne veut jamais tomber dans ce travers-là. On veut rester, on veut garder notre base révolutionnaire parce que à coup de réformes on arrivera jamais à rien du tout parce qu'il y a trop, trop, trop à faire
294	C'est aussi pour ça qu'on a voulu se distancer de [nom de parti] parce qu'on sait qu'il y en a chez [nom de parti], des radicaux. Il était question de milice et autres. On ne veut rien avoir à faire avec ça, nous. Mais, forcément, si nous on échoue et si personne ne nous laisse parler raisonnablement, ces gens-là iront dans les groupes les plus radicaux au bout d'un moment et là ils ne discuteront plus.
295	Moi, c'est tout ce que j'espère mais je ne peux pas dire que cela arrivera parce que je vois que les assos continuent à se diviser, à se diviser. Chacun veut créer la sienne pour ne pas à devoir subir ça et comme la mienne il y a d'autres problèmes donc je ne sais pas... Mais est ce qu'on a encore le temps ? Tout peut s'effondrer.

### Extraits 296-403 : l'action

Numéro de référence	Extraits
296	Le problème qui se pose [...] c'est que je pense qu'ils (les syndicats) sont décalés par rapport à la réalité. Les dirigeants avec lesquels je travaillais partent encore du principe que les gens s'affilient à un syndicat par convictions politiques et sociales. Ce qui n'est plus le cas. Je pense que beaucoup de gens s'affilient encore à un syndicat mais pour recevoir un service, quand ils ont besoin d'aide ou quand c'est pour payer leurs allocations de chômage mais je pense que c'est de moins en moins par idéologie.

297	On avait là un objet radical qu'on a essayé d'utiliser au maximum. En fait ça marchait pas, simplement parce que les gens susceptibles d'être intéressés par notre discours, d'abord ils n'étaient pas touchés parce qu'on n'avait pas les moyens de communication, ça c'est la première évidence mais deuxième évidence, ils ne voulaient pas entendre parler une seule seconde de formation politique tellement le dégoût est profond. Et ça, ça m'a vraiment interpellé. Le dégoût de la chose politique est marqué.
298	Les syndicats, pour nous, sont aussi pourris que les gens qui décident. Et au final, on se rend compte en regardant que le syndicat est qu'une antichambre que ce soit pour l'Europe, pour la politique. Tous les gens qui étaient à la tête de la [nom de collectif], des syndicats qui étaient très durs aux grands moments des syndicats, quand on les a connus ... Après 68', etc. Là, maintenant, non, ce n'est plus qu'une antichambre pour... Au final, moi, j'avais vu ça aussi mais encore une fois les autres ne le savent pas mais tous les syndicats de [nom de pays] dépendent d'un syndicat européen. Tous les syndicats européens dépendent d'un syndicat international. Donc la marge de manœuvre au final du syndicat belge [nom de collectif] ou [nom de collectif] ou autre chose... est plus que faible.
299	Fin, je veux dire aujourd'hui quand tu regardes même le syndicat le plus à gauche en [nom de pays]: la [nom de collectif], je n'ai pas l'impression qu'ils fassent grand-chose à part à leur midi se bourrer la gueule et bouffer des merguez. [...] Déjà, ils organisent des petites balades au centre de [nom de lieu] et ils font semblant que c'est ça la contestation, et voilà quoi. Et ils permettent aux autres partis de dire : oui mais regardez on est en démocratie, les gens ont droit de faire des manifestations, les gens ont le droit de montrer qu'ils ne sont pas d'accord etc. Et voilà quoi. C'est marrant, je trouve, cette manière de voir les syndicats et l'extrême gauche dans les murs, du coup, l'extrême gauche traditionnelle comme un outil de légitimation politique, pas démocratique.
300	A l'époque, on avait créé une formation politique avec des amis ... d'écologie, à l'époque, on disait radicale mais qui en fait était raisonnable. Un petit groupe politique microscopique qui nous a été très instructif parce qu'il nous a permis de voir jusqu'à quel point les choses étaient verrouillées de l'intérieur.
301	Plutôt que d'une tribune d'intellectuels plutôt qu'une vraie tentative de conquérir du pouvoir. C'est comme faire du cachot 3 h pour le droit au logement c'est pas vraiment faire de la prison tout comme faire des élections en sachant très bien qu'on va faire 0,2% ce n'est pas vraiment chercher le pouvoir. C'est autre chose, c'est plutôt faire passer des messages à la société. On a eu une tribune, pour moi c'est ça. Pour moi rentrer dans la machine ce n'est pas de la militance, ce n'est pas de la radicalité, c'est du conformisme.
302	Mais bon... Un exemple récent, ce sont [nom de collectif], la liste citoyenne. L'objectif au départ c'était qu'il y ait des assemblées citoyennes où les gens discutent de ce qu'ils ont envie et fassent des propositions qu'ils ont envie de soumettre au conseil communal. Mais maintenant [nom de collectif] perdent leur temps et leur énergie et même une partie de leur vie privée parce qu'il sont obnubilés par le fait qu'il y a plein de points mis à l'ordre du jour par les autorités lors des jours du conseil communal. Et normalement, les élus, parce qu'on travaille avec des élus, doivent s'abstenir sur les questions qu'on n'a pas discutées en assemblée. Donc ils s'abstiennent sur quasiment tout du coup il y avait des ricanements des professionnels, des habitués du conseil, des autorités qui ricanaient : « ah [nom de collectif], ils s'abstiennent, ils ne prennent pas leur responsabilité, etc. ». Et donc, les élus ont eu du mal à supporter ces sarcasmes et ont poussé à ce qu'on s'intéresse à [l'ordre du jour]. Donc l'essentiel de l'énergie est pompé par ça. Et donc, il y a de moins en moins de gens qui viennent aux assemblées.
303	Oui, aussi bien pour l'effondrement que pour le nucléaire, il faut savoir que ce sont des sujets tellement trash... et bien soit on s'endort dessus, on laisse un peu ... parce que c'est impossible de vivre avec cela tout le temps et donc on a besoin de piqures de rappel régulièrement sinon... et donc là j'ai eu une grosse piqure de rappel avec ce livre [nom de livre] alors que cela faisait trois ans que je m'occupais de ma santé et j'ai fait tout de suite le lien avec le nucléaire sur

	lequel j'étais très informé grâce au fait que j'avais travaillé chez [nom d'une ONG] en me disant : « mais là, il faut... ». Et dès que j'ai récupéré un peu de capacités de concentration et d'écriture, et qu'en parallèle, à peu près en même temps [nom de personne], ma femme, a pris conscience, de ces dangers combinés, à ce moment-là j'ai commencé à me consacrer tout ce que je pouvais à cette question du nucléaire. Voilà, c'est une longue réponse.
304	Avant j'étais un peu orienté par le réchauffement climatique comme une menace absolue, imminente, totale, radicale. Vu que c'était une menace radicale, il fallait se radicaliser pour nous éviter une catastrophe.
305	Le nucléaire c'était zéro absolu. On obtenait rien même au cours des actions alors qu'il y avait la presse. L'affaire était étouffée. Y a un moment, je me suis dit : « là, il y a un truc vraiment bizarre, c'est dingue, c'est dingue ». Et donc, je me suis mis à lire beaucoup plus sur le sujet et à me dire qu'en fait c'était le pire legs que l'humanité a laissé sur des milliers et des milliers, des dizaines de milliers, des centaines de milliers d'années, c'est ça. Et c'est tellement énorme qu'en fait c'est impossible à remettre en question.
306	Toutes les initiatives en fait, en général, même qui visent à casser un peu l'isolement dans lequel essaye de nous mettre le biopouvoir. Quand je dis le biopouvoir, c'est un peu... Le capital et l'État qui viennent t'influencer directement dans ta manière de vivre et qui nous poussent un peu dans une espèce de bulle. Ça c'est un truc vraiment, que le libéralisme, aujourd'hui, arrive à bien faire, nous pousse dans nos bulles individuelles. Et il y a plein d'initiatives qui sont, qui visent un peu à casser ça, à recréer du collectif, à recréer du social dans la vie, tout ça aussi c'est d'autres moyens de... Je ne sais pas, j'ai l'impression que je peux faire une liste énorme de tous les moyens de lutter, fin d'être actif politiquement.
307	Je n'ai pas vraiment de confiance dans la politique et c'est pour ça que je suis un activiste. Je sais que l'activisme va toujours en avant de la législation et que s'il y a un changement sociétal ça dure toujours encore beaucoup plus longtemps pour que ce soit figé dans des lois avec le compromis belge. Qui est encore toujours un peu 10%, 20% de ce qu'on voulait avant. Donc dans l'activisme, c'est pour ça que je crois surtout au changement comportemental des individus et que le changement vient d'en bas, du grassroots au lieu d'en haut en fait. C'est le cas pour tous les changements en fait. Pour moi, les autorités ont... bénéficient du statut [ ? ] et pas de changement. Ce que moi je voudrais : c'est un changement au sens étymologique du mot radical. Donc, pas extrême mais radical. Dans ce sens, si c'est pour les droit des animaux ou d'autres droits de minorités, c'est un changement à 180 degrés parfois et c'est clair que la politique ne va pas assez vite dans ce sens-là certainement avec tous ces compromis, avec tous les petits détails dont ils tiennent compte. Ils s'occupent de petits détails et pas de la grande image, du bien-être de tous les citoyens. Les citoyens, c'est tous les citoyens. Aussi les animaux et aussi le bien-être de la nature, de l'environnement. Dans ce sens je crois qu'on me mettrait le cachet d'assez gauche. Je veux du changement.
308	Peut-être par après aussi il y aura aussi des changements de lois, ça c'est sûr mais l'espérance n'est pas que ça viendra d'en haut. Si on regarde tous les autres mouvements pour les émancipations pour les droits civiques en Amérique par exemple l'abolition de l'esclavage, ça a toujours commencé d'en bas et puis par après naturellement il y a un changement qui est forcé en haut. C'est pour ça bon, on essaye de faire de la sensibilisation mais parfois on essaye de faire bouger ou on essaye de mettre le doigt sur des trucs qui ne se passent pas bien. Et qu'on a aussi recours à la désobéissance civile.
309	[...], la fin de manifestation, en fait, sa publicité, le fait qu'elle soit publique, ben j'aime bien, j'y trouve une espèce de manière 'pas d'exister aux yeux des autres' mais de prouver aussi que justement s'il existe un mouvement, 'fin c'est qu'il existe. C'est pas ... [...] Tu vois, pas dans l'idée 'nous représentons autre chose' je ne crois pas que l'on puisse dire ça mais juste genre, 'nous nous présentons' fin... C'est un peu conceptuel fin. Par la simple présence on montre notre existence aussi, en fait... Ouais c'est ça, mais on n'est pas... Faut pas attendre trop du type de ce que c'est comme manifestation mais être conscient, que, genre, ce n'est pas tant une démonstration qu'une monstration, c'est genre pointer et faire là il y a quelque chose, il y a un état de fait.

310	Et à part des référendums très fréquents, je ne vois pas ce qui pourrait changer ça. Je ne crois pas aux élites politiques. C'est pour ça aussi quand on dit de quelqu'un qu'il est fasciste, il a le culte du chef et de l'autorité mais pas moi, ce que je veux c'est instaurer des référendums, justement qu'on se passe de chefs. C'est presque plus de l'anarchisme de droite que ... Mais bon, voilà. Je ne vais pas essayer de vous convaincre mais je suis révolté par ça. Par le fait qu'on puisse stigmatiser les gens sans même comprendre, sans même savoir, comme ça d'un revers de main. C'est incroyable.
311	D'injustice sociale qui résulte du capitalisme donc je me disais : ben, oui alors il faut le contrer, faut le combattre
312	J'ai toujours été révolté par ça [injustice sociale] et je me suis dit : comment ça se fait qu'on laisse encore faire des choses comme ça à l'heure actuelle. Déjà à ce moment-là, ça l'était et comme je vous dis, le fait de vivre comme ça et de ne pas savoir finir le mois c'est une pression qui est constante. C'est constant, constamment là au-dessus du crâne, on se rend compte que... Et moi, j'ai déjà beaucoup travaillé de longues périodes, avoir deux boulots, etc. pour avoir juste de quoi bouffer, que ma fille puisse faire de la natation ou avoir un dîner chaud à l'école. Et tout ça, je n'ai rien demandé pour ça. Je n'ai rien demandé pour ça, je travaille depuis que j'ai 15 ans, je ne me suis jamais arrêté. Depuis que j'ai 15 ans, j'ai peut-être arrêté de travailler 1 an en tout et pour tout mais pourtant je me retrouve quand même à l'heure actuelle avec 30000 euros de dette sur le dos. Donc, moi, je n'ai pas envie de me dire : c'est de ma faute. Je sais que j'ai travaillé, que j'ai parfois enchaîné trois boulots aussi. Donc, plus que ça, comment, moi, je pourrais faire techniquement plus que ça. Et à côté de ça, il y a des gens qui se bouffent du homard tous les jours, excusez-moi du terme, mais à rien foutre au final. Pourquoi ? Parce que l'argent revient à ceux qui en ont déjà et il y a vraiment le fossé qui se creuse de plus en plus entre les gens.
313	Bien sûr qu'on est coupable. Il n'y a pas de honte à devoir reconnaître ça. Quand j'avais 17 ans je savais qu'il y avait des problèmes de pollution et j'ai laissé ça de côté. On ne peut pas dire maintenant que c'est quelque chose de nouveau, que maintenant qu'il y a les jeunes avec leurs smartphones, les problèmes existent. On a une part de culpabilité. Revenir en arrière on ne sait pas. Maintenant, il faut aller de l'avant mais quand on voit les jeunes, il faut réfléchir à deux fois. Je prends l'exemple du Japon : je suis fan du Japon, dans ma vie j'y ai été deux fois, c'est un pays incroyable. Si j'entends mon instinct entre guillemets, j'ai qu'une seule envie c'est d'y retourner. Et puis quand je vois [nom de personnage public] c'est une fille pour qui j'ai énormément d'admiration donc je ne pourrais pas dire que j'ai beaucoup d'admiration pour elle et puis dire aux jeunes quand je les croise dans la rue « vous savez ce n'est qu'une fois par an ». Je me dis qu'on doit pouvoir penser aux jeunes à un moment parce que ce qu'ils vont vivre ça va être quelque chose de terrible.
314	[nom de collectif] naît pour moi d'une frustration, d'un sentiment de culpabilité. Il y a beaucoup de gens qui ont dit à la réunion de présentation qu'ils étaient là pour pouvoir regarder leurs enfants en face quand ils seront grands-parents pour leur dire : au moins moi j'ai fait ça. Je n'ai pas l'impression qu'ils sont totalement convaincus que cela va amener un changement mais ils veulent au moins essayer et c'est mon cas aussi. Je veux ne pas avoir de regrets en fait. Est-ce que ça va amener à des résultats ou pas, je n'en sais rien mais en tout cas si on ne le fait pas il n'y aura pas de résultats. Si on le fait peut-être, peut-être pas mais autant essayer même s'il reste peu de chances. Le changement climatique est en cours donc on ne l'empêchera pas, on ne le limitera sans doute pas suffisamment mais tout ce qu'on fait, fait que si on le limite pas à 1,5, on le limitera peut-être à 1,8, à 2,4 au lieu de 3,2 ou 4 et donc tout contribue à aller vers un mieux donc autant essayer. Donc, oui, le risque d'une radicalisation, je ne pense pas que les organisations vont devenir violentes mais des actions, peut-être des dissidences ou dans 10 ans ou dans 20 ans peut-être des... Moi, je ne peux pas exclure à partir du moment où certaines populations, mais plutôt dans des pays du sud ou des populations plus défavorisées chez nous, seront vraiment impactées par le changement climatique mais il y a un moment où ça va être... donc de l'éco-terrorisme, ce n'est pas exclu. Plus un risque d'afflux massif de réfugiés climatiques.

315	Je ne vais pas dire que c'est aussi pour se valoriser mais c'est de dire qu'on est pas resté les bras croisés. Au moins, je sais que j'ai fait ma part, que j'ai fait quelque chose pour l'avenir, même pour la planète, pour les animaux, pour mon enfant.
316	J'ai beaucoup d'admiration pour les deux et récemment, comme je te le disais tantôt, j'ai eu l'occasion de rencontrer des gens qui me disaient que l'action directe violente peut être très efficace, très pertinente et j'y crois tout à fait. Et si pour le nucléaire, ça pouvait être la voie la plus efficace pour qu'on ferme les centrales rapidement, je pense que je le ferais. Mais, l'idée est de chercher la voie la plus efficace, le chemin le plus efficace.
317	Il y a plein de facteurs évidemment mais je pense aussi qu'il y a une déception du fait de voir qu'on a marché pour rien en quelque sorte et qu'on voudrait passer à la vitesse supérieure pour certains et qu'il serait peut-être temps de passer à d'autres modes d'action. Parce que si on voit que marcher ne suffit pas ou ne marche pas et bien il faut passer à autre chose. Je pense qu'il y en a beaucoup qui ressentent ça pour l'instant, donc c'est un peu notre rôle aussi de les rediriger vers des modes d'action différents aussi [...] comme la désobéissance civile, comme l'action directe. Agir directement sur les responsables du dérèglement climatique et pas juste marcher dans la rue pacifiquement en exigeant de notre gouvernement d'agir alors qu'on voit très bien qu'ils ne font rien, qu'ils ne feront sans doute rien ou très peu et que même si la [nom de pays] de vient écolo demain, ce n'est pas pour ça que le climat va être sauvé. On peut continuer à marcher mais on peut encore marcher 50 ans avant que le climat soit sauvé. Donc voilà, il y en a plein pour l'instant qui pensent ça dans les manif.
318	Concrètement, ça ne sauve personne de tenir une pancarte avec une vache égorgée dessus. Les personnes, soit ne regardent pas ou regardent et disent : ah oui, c'est triste. Mais quand ils rentrent le soir chez eux, ils mangent quand même leurs burgers sans se poser... Ils n'y pensent même plus. Donc, pour moi, ça me semblait plus suffisant. [...] mon but premier c'est bien sûr créer des pertes à l'économie spéciste mais c'est aussi libérer des animaux et leur offrir une vie.
319	Personnellement, salir l'image [par des actions directes ou de désobéissance civile], c'est le moindre de mes soucis par rapport à la société. Deuxièmement, essayer de sensibiliser mais concrètement ça ne sert à rien. Par exemple, ici en [nom de pays], on arrive réellement à sensibiliser combien de personnes ? On ne peut pas aller les sensibiliser à l'autre bout du monde. Or, même si, imaginons en [nom de pays], il y a de plus en plus de personnes végétariennes, il y a de plus en plus d'exportations donc ça ne change rien. Les animaux qui ne sont pas abattus ici, sont emmenés en [nom de pays] ou en [nom de pays] ou en [nom de pays] pour y être abattus. Donc le nombre d'animaux abattus augmente chaque jour donc le fait que le nombre de végétariens ici en [nom de pays] augmente concrètement ça ne change rien. Après, l'image, l'opinion publique, justement, on voit bien que les éleveurs commencent à avoir peur. Les abattoirs commencent à mettre en place de systèmes de sécurité donc justement c'est qu'il y a une réaction de leur part. Ils ne vont pas avoir peur d'un petit vegan bobo qui vient avec sa petite pancarte : svp, arrêtez de manger les animaux. Concrètement, ça ne changera rien. Ça existe depuis des années. Tandis que justement depuis qu'il y a l'action directe, on voit bien là qu'ils disent eux-mêmes, certains éleveurs disent dans des articles ou autres, qu'ils commencent à avoir peur, qu'ils commencent à ne plus savoir dormir, à se sentir en sécurité.
320	C'est vraiment tenir les pancartes. Comme maintenant il y a les cubes. Les gens qui tiennent... Maintenant c'est par ordinateur. Bon, ben c'est toujours des images. On se poste comme ça. C'est pour le grand public mais une fois de plus on est loin des individus. On est ici en ville en train de tenir le panneau mais pour moi, c'était directement sur les lieux d'oppression qu'il fallait aller donc dans les élevages et dans les abattoirs. Directement.

321	Ben j'pense, j'crois, 'fin pour moi ça a été un peu un ras-le-bol justement ouais de voir que, ouais c'est bien mignon de faire des manifestations autorisées mais à un moment donné ben ça change rien tu vois. Et dans le cas par exemple de manifestations anti-spécistes. Fin j'ai encore jamais fait d'action anti-spécistes non-autorisées ou des trucs comme ça, mais j'vois bien que par exemple, courant mai-juin à [nom de lieu] tu vois t'as la marche pour la fermeture des abattoirs. Et euh je crois que la dernière que j'ai fait ce n'était pas l'année passée parce que l'année passée j'y avais pas été mais l'année avant. C'est là que je me suis dit « en fait c'est très bien mais ça sert à rien. » Parce qu'en fait concrètement. C'est vraiment ça, la lutte anti-spé elle est déjà très discréditée parce que tout le monde s'en fout. La majorité de des personnes s'en fout. Et euh en fait ben là c'est juste littéralement « ok, on va foutre les végan dans une marche, ils vont marcher un dimanche, dans des rues qui sont pas trop, trop fréquentées donc ça va ils ne dérangent pas trop. Et eux ils sont contents ils ont gueulé pour les vaches, les cochons, donc c'est trop bien. » Et au final t'es là « ben ok y'a absolument rien qui change ! » Parce que au moins tu vois autour des manifestations de la Pride t'as des gens qui prétendent être queer-friendly tu vois, ou bien pour les droits des femmes tu vois, « aller regarde nous on est sympas, on n'est pas trop sexistes » des trucs comme ça. Par contre les luttes anti-spé tout le monde s'en branle tu vois c'est assez tragique. Et euh et du coup je crois que c'est vraiment à un moment donné un constat bah juste que bah ouais flemme quoi. Que ouais au final si tu ne déranges pas, bah y'a rien qui va se passer j'pense et donc euh ça peut, ça peut ça peut convenir à certaines personnes de se dire « OK bah je fais quand même un truc » tu vois et c'est très bien, c'est très bien pour elles mais j'pense que y'a une partie des gens qui peuvent juste pas se contenter de ça. Donc euh, ouais.
322	Et nous, on était un peu frustré parce qu'on pense que marcher tous les jeudis pendant plusieurs mois sans revendications, sans débats, sans diversifications des moyens d'actions et qu'on marche juste, il y avait un manque et ça n'allait pas déboucher sur quelque chose qui ait un impact. On a créé ce collectif qui a des valeurs fortes comme l'anticapitalisme, la décroissance, la justice sociale, la démocratie directe et on a écrit un manifeste. Et nos objectifs, c'est justement de diversifier ses modes d'action, créer des espaces de discussion démocratiques et diffuser notre message plutôt radical par rapport aux autres mouvements.
323	Enfin, rimer à rien, à part la sensibilisation. Celle-là j'y crois encore alors que bon nombre de mes amis activistes arrêtent la sensibilisation parce qu'eux ne croient plus à ça. Eux sont pour des méthodes radicales.
324	Parfois des gens sont un peu déçus et viennent dire que les marches qu'on a faites servent un peu à rien. Ce qui n'est pas vrai quand on voit les politiques qui sont menées à la [nom de région] et à la [nom de région], elles vont plutôt dans le sens de la lutte contre le réchauffement climatique.
325	Oui je le ferais mais je le ferais sachant qu'il y a déjà eu des essais de dialogue avant et que ça n'a pas fonctionné. C'est le dernier recours. Ou alors de savoir qu'ils sont vraiment dans l'illégalité totale. Par exemple le Japon qui avait signé une convention contre la chasse aux baleines et qu'il n'a jamais respecté. Là ça ne me dérangerait pas d'effectivement faire de la violence matérielle. Ce qu'on fait beaucoup aussi c'est dans des réserves maritimes, on va couper les filets de pêche qui n'ont rien à faire là.
326	Je ne sais pas quand tu vois au [nom de pays], ça a quand même fait une différence. Maintenant, il y a des élections et pour la première fois il y aura un débat sur le climat pendant les élections sur la télévision, il n'y a jamais eu ça.

327	[Les actions] sont complémentaires à des manifestations de masse qui ont eu des résultats parce que maintenant tout le monde parle du climat. [nom de personnage public] veut faire du climat sa priorité européenne, je sais ce ne sont que des mots mais au moins c'est dans leur programme. Avant ça n'y était pas à part [nom de parti]. Le parlement européen a déclaré l'urgence climatique, à nouveau ce ne sont que des mots et ces pouvoirs sont quand même limités par rapport au Conseil et à la Commission mais c'est quand même le Parlement européen. La ville de [nom de lieu] l'a fait aussi, etc. donc ça contribue à une prise de conscience maintenant est ce que les actes... Les décisions politiques ne viendront que quand la prise de conscience et qu'ils ont l'impression qu'une partie suffisamment grande de la population est d'accord et pour ça il faut que des mouvements comme [nom de collectif] soit bien perçus par la population et qu'il y ait de bons articles de presse qui soient écrits dessus.
328	Les journaux indépendants et militants ont toujours existé, il y a plein de journaux qui diffusent une vision alternative des choses et du monde. Il y a plein de journaux militants radicaux qui se créent mais ce n'est pas ça qui va convaincre la majorité des gens, parce que qui lit ce genre de journaux ? Et bien ce sont des gens déjà convaincus. Donc pour moi, la principale manière de convaincre un maximum de gens, ce sont vraiment les rencontres en vrai, les assemblées pour que les avis se confrontent, pour que chacun s'enrichisse mutuellement et qu'on aille vers une réflexion plus profonde collectivement. Ce genre de débat démocratique est hyper important si on veut diffuser ce genre de message.
329	On essaye surtout de politiser la lutte animale et de revendiquer le droit comme tel. À partir du moment où l'animal dans certains pays est déjà reconnu comme un être sensible alors pourquoi est-ce qu'on devrait se faire arrêter pour vol aggravé et organisé en groupe. Ce n'est pas du vol. Ce sont des animaux. Si on allait libérer un enfant des mains d'un pédophile, on serait vu comme des héros et là parce qu'on libère des animaux qui sont aussi, on va dire, des bébés, des mains de tueurs alors là, du coup, on est vu comme des criminels. C'est ça qu'on trouve, justement, qu'on essaye de revendiquer.
330	S'il y a de la violence contre humains ou non-humains, ça c'est pour moi personnellement aussi la limite. Par contre, une dégradation matérielle, pour les forces de l'ordre c'est de la violence (si je casse une vitre par exemple) mais pour moi ce n'est pas de la violence qui n'est pas justifiable. La libération animale certainement non parce que pour l'État c'est un vol parce qu'un animal est vu comme une chose, comme de la propriété et pour un activiste pour les animaux c'est comme un individu et pas comme une propriété donc si on le vole entre guillemets, si on le prend de quelque part, ce n'est pas un vol, c'est une libération. Donc même si nous on le fait pas, ça pourrait se faire mais à vue couverte, des open rescues comme on le fait et assumer le fait qu'on les ait pris. Pour nous ce n'est pas un vol mais naturellement c'est illégal. Mais là on pourrait faire un point de libérer des animaux pour faire le point du fait qu'on ne les voit pas comme une propriété, pas une chose mais comme individu qui ont besoin d'aide parce qu'ils sont dans un endroit où ils sont très mal ou qu'ils vont être tués sous peu, etc.
331	Il y a 313 millions d'animaux par an qui sont abattus en [nom de pays] mais pour moi ce sont 313 millions d'individus. Parfois c'est parce qu'il y a la masse qu'on croit que si on les fout à 60 mille dans une étable que c'est une masse. C'est ça aussi la désindividualisation par la masse. C'est les mêmes mécanismes que dans les camps.
332	C'est [nom de personne] qui a eu l'idée de proposer un article chez eux même si elle pensait pondre un tout autre article et il nous a tout de suite mis en lien avec [nom de personne], donc [nom de personne]... [nom de personne], je n'ai même pas dû aller le chercher, c'est lui, qui a écrit suite à l'article qu'on a proposé. Et alors, je me suis dit : « génial », ça m'a donné, ça m'a nourri ma confiance en moi, ma crédibilité et le fait que je pouvais via l'écriture avoir un résultat et peut-être un impact plus que quand j'étais activiste chez [nom du collectif] où je me sentais, où j'étais pris dans une organisation. Et que ça fait des années que je ne suis plus en état physiquement de toutes façons. Tandis que écrire, là je pouvais.

333	J'ai été clown activiste donc quand [nom de personnage public] est venu, on sert à faire un tampon entre la ligne de policiers et la ligne de militants qui sont en général attachés par des arm-lock, des systèmes où on ne peut pas détacher. Eux-mêmes peuvent se détacher mais par l'extérieur, on ne peut pas et on ne va pas couper... ce sont des tuyaux en ciment ou en métal dans lesquels tu attaches un mousqueton et ils sont attachés deux par deux et comme ça, ça fait une chaîne attachée à un feu rouge. On ne peut pas les déplacer sinon ils vont se casser les bras. Donc ces gens-là sont la ligne de blocage mais ils sont super vulnérables parce que s'il y en a un qui tombe, ils emmènent les autres donc il y a une ligne qui les protège et ça ce sont des gens qui sont agrippés et qui ont leurs bras libres pour se déplacer pour protéger les autres.
334	Vu l'urgence de la situation, vu les chiffres qui tournent tous les jours. Encore hier, moins 50% des espèces en 25 ans qui ont disparu. Ce genre de chiffres même si on les connaît plus ou moins, à chaque fois qu'un nouveau tombe et bien on est là : « waouh, putain mais qu'est-ce que je fais encore à bloquer une banque pendant 5 heures ? ». On se dit qu'il faudrait tellement aller plus loin mais comment ? C'est compliqué parce qu'on est épuisé à la fois d'essayer de mobiliser les gens pour une action comme ça, puis se rendre compte que cela n'a pas beaucoup d'impact
335	C'est qu'on en parle plus, c'est ... Je ne sais pas de trop au niveau impact, je n'ai alors vraiment aucune idée. Pour moi, l'impact le plus fort c'est ce que fait [nom de collectif] et la sensibilisation de rue. Vraiment. Je ne crois plus qu'à ça et au sauvetage des animaux. Au vol d'animaux, ça j'y crois, oui. Parce que là on vole des vies carrément, on vole, non. On sauve des vies. Moi, je ne participe pas à ça mais je sais qu'il y en a et là, oui. Même si ces animaux seront remplacés. Mais là on a sauvé des vies donc ça change pour les animaux qui ont été sauvés, ça oui.
336	Il y a différentes manières de défendre ses idées mais il faut voir quel est l'interlocuteur que l'on veut toucher et le contexte. Si on prend l'exemple de [nom du collectif]. C'est une association très sympa, j'ai été avec eux deux-trois fois mais le problème c'est que pour eux la désobéissance civile est leur mode d'action. C'est comme ça qu'ils essayent de se faire voir. En terme de fond malheureusement, je trouve que ça reste très creux et vague et je ne pense pas que la désobéissance civile apporte un plus à la lutte qu'on veut mener. Parfois ça peut même se retourner contre soi.
337	Les formes d'engagement plus radicales sont beaucoup plus dérangeantes parce qu'on remet en cause plus de choses qui sont très ancrées, très établies, des institutions, etc.
338	Je m'en fous, c'est bien fait [caillasser la vitrine d'un boucher] mais ce n'est pas, moi, personnellement, qui vais aller caillasser une vitrine, il y a d'autres endroits à privilégier. Maintenant, je pense que ça c'est aussi plus pour faire réagir l'opinion publique, les personnes qui le matin... Le couple de petits vieux qui va aller chercher sa petite tranche de jambon chez le boucher qui arrive et qui voit ça... [...] je pense aussi que c'est parce que c'est le petit commerçant du coin et que les gens sont attachés à leur gentil petit commerçant qui fait que ça discute. Enfin, je pense. Moi, après, personnellement, je n'ai jamais fait ça parce que je ne vois pas trop ... Pour moi, il y a d'autres endroits, c'est plus important d'aller directement à la source dans les élevages ou dans les abattoirs.
339	Je trouve que ces actions-là, pour moi aussi elles ont un sens. Bon, est-ce qu'elles servent à quelque chose ? Elles donnent de la visibilité

340	D'un côté on fait ça mais d'un autre côté on fait quand même aussi des campagnes de pression. Pas directement vers des autorités, plutôt vers des entreprises par exemple. On a fait (on le fait moins) mais ça ne veut pas dire que je le ferai à l'avenir, c'est de cibler des entreprises, mettre la pression dessus pour qu'ils changent leur politique. C'est ainsi que dans le passé, qu'en faisant des actions, qu'en menant des actions devant des magasins (internationaux même) qui vendaient de la vraie fourrure (surtout dans des cols et des accessoires), on... j'ai pu changer la politique de ces organisations parce qu'ils cédaient sous la pression. Sous la pression publique naturellement aussi parce que ce n'était pas seulement des actions c'était aussi des pétitions, des campagnes d'écrire des lettres à l'entreprise, d'inviter la presse naturellement aussi pour qu'il y ait encore plus de pression et de publicité négative dans le sens qu'ils n'étaient pas éthiques dans leurs choix de produits et ils cédaient. Ce n'est pas seulement de la sensibilisation parfois c'est aussi des campagnes de pression. Des campagnes de pression ça peut aller vraiment loin.
341	[...] même si on en parle en mal, je pense que certaines personnes réfléchissent quand même quand elles écoutent tout ça. Ici, pour la libération de lapins, il y a eu un débat sur [nom de média]. Il y avait des personnes qui étaient pour et des personnes qui étaient contre mais on en a quand même parlé. Donc même, je vais dire, ça ne va pas faire féministe du tout mais la bonne femme qui est dans sa cuisine et qui écoute le débat, elle va peut-être quand même se poser la question et se dire : ah ben oui.
342	[Nom de son enfant] est bien content que j'aie plus jamais en prison parce que quand je lui raconte comment cela se passait chez [nom du collectif] et qu'elle ne voudrait pas que son papa se retrouvait en taule. Et je pense que je ne prendrais pas les mêmes risques, forcément, que je prenais quand je n'étais pas encore père, ça c'est sûr aussi. Je m'attacherais encore avec un cadenas, par exemple, autour du cou. Un cadenas de vélo mais quand les policiers me demandent de l'enlever avec ma clé ou de me l'enlever avec une machine pour le faire, avec une cisaille mais une cisaille, un gros bazar, c'est une cisaille, je ne sais plus, pneumatique, je crois. J'enlèverais avec ma clé. Pour ne pas prendre le risque d'être blessé.
343	Ben justement j pense c'est pour euh ben montrer que on sait que faire uniquement des actions qui sont approuvées par des systèmes dominants, ben c'est qu'à un moment donné y'a un problème. S'il y a des actions qui sont censées être disruptives et efficaces pour protester contre un système dominant et que ce système dominant approuve ces actions. Pff ouais t'es en mode « ok louche quoi » tu vois quoi 'fin. Quelle est la portée, quel va être l'impact de ça ? Euh j pense que ouais c'est vraiment une façon de marquer, une façon assez efficace son désaccord et euh de dire « ben en fait à un moment donné on fait des trucs parce que on a des choses à dire et il serait temps de nous écouter ». C'est une façon aussi d'attirer l'attention aussi. De « tiens pourquoi ces groupes justement vont aller se dire « ben tiens on va faire des actions vénères » et ça attire aussi l'attention du public j pense et euh ça montre que ben ouais on ne va pas s'arrêter de à ce qu'on nous autorise à faire quoi.
344	Dans le mouvement pour le droit des animaux par exemple on a vu aussi avec la campagne [nom de l'action], je ne sais pas si ça te dit quelque chose ? [ ? ] C'était une campagne internationale qui était vraiment ciblée sur le plus grand laboratoire d'expérimentation en [nom de pays] et en Europe. À un certain moment, donc dans les années 90 ça a commencé, 2005 aussi, beaucoup d'organisations et d'individus (des activistes pour le droit des animaux) ciblaient ce laboratoire, cette entreprise. Ça allait loin. Ça n'allait pas seulement cibler eux mais aussi tous les fournisseurs. Du fournisseur de papier de fax jusqu'aux papiers toilettes, les banques qui donnaient des fonds et tout ça. Et ils ont presque cédé sous la pression.
345	Ce qui se passe en [nom de pays] avec les [nom de collectif], ça fait un an bientôt que ça dure... ce qu'ils ont obtenu, c'est qu'il y ait un débat qui était organisé par le pouvoir en place, élu démocratiquement... c'est une langue de bois. Je pense que la situation des gens qui étaient au départ motivés par résister et occuper les ronds-points ou bloquer des routes, n'a pas eu de changements.
346	Si, par exemple, on me disait c'est efficace d'aller saboter les pylônes tout près des centrales nucléaires qui relayent l'électricité produite et que si on les sabote régulièrement à un moment donné ils vont se dire « c'est foutu, on peut plus... » Et que ça ferait fermer les centrales. Ah oui, je mettrais ça en place, une organisation pour qu'on fasse ça.

347	Peu importe la manière dont on le sort, tant qu'on le sort. Si vous avez le feu dans votre maison, vous vous en foutez que le pompier va sortir votre chat par la patte ou par la queue tant qu'il le sort vivant. Je crois que sur le moment même c'est le principal.
348	Maintenant, on sait que si on voulait faire crouler le système, il faudrait s'y prendre drastiquement, autrement que d'aller libérer des poules. Mais à ce moment-là, c'est le genre d'actions qu'on fera une fois et puis qu'on se retrouvera en prison. Il y a des activistes, on en avait déjà discuté, pour empêcher l'insémination, il faut aller vraiment dans les centres...Ce n'est pas les centres d'élevage, ça s'appellent les centres d'insémination et ce sont des réserves de sperme de tous les animaux pour inséminer. On va mettre le feu là-dedans, ce sont des millions, des millions, des millions d'animaux qu'on ne saura plus... voilà, ce genre de truc-là, c'est encore une autre échelle et si on se fait arrêter, là je crois qu'on ne sortira pas de prison. Malheureusement, on risque plus la prison en faisant ça que si on s'en prend physiquement à quelqu'un.
349	Il y a une action, il y a quelques semaine avec une libération de lapins [nom de pays]. L'éleveur a dit lui-même qu'il ne dormait pas tranquille. Or, c'est ça le but pre... non, le but premier, c'est de sauver les individus. Mais si par la peur, ils [les éleveurs] peuvent se remettre en question et décider de changer ...
350	Ce qui change c'est que le monde agricole se durcit aussi. Par exemple, en [nom de pays], le gouvernement a instauré une cellule spéciale pour s'occuper des antispécistes qui les met au même niveau que les djihadistes. Ce qui j'imagine va venir ici aussi, si ce n'est pas déjà fait.
351	(E) : Même chez les Black Bloc, c'est pour ça que j'ai un problème avec le mot vandalisme, c'est que je n'ai jamais vu un Black Bloc mettre le feu à un bâtiment ou à une banque s'il se trouvait en dessous d'un immeuble d'habitation ou à côté, on n'a jamais vu ça. Jamais. Pourtant j'ai été à [nom de lieu], j'ai été à [nom de lieu], j'ai fait des centaines de manifestations, j'ai pris des coups de LBD40, on en a parlé beaucoup, ceux qui ont été éborgnés. Ça moi-même j'en ai pris un dans la fesse droite, je pense que je suis assez... Je peux quand même... j'ai l'expérience pour dire que et moi je n'ai jamais vu. Je trouve plus de valeurs humaines chez les vandales comme on peut les appeler, comme les Black Bloc, qu'à un meeting du [nom de parti] ou alors dans des institutions qui se disent sociales. Et ça c'est la réalité des choses actuelles et qui fait la grosse différence. Et c'est ça qui amène... On ne casse pas pour casser, ce n'est pas un bonheur de casser. Oui, j'en ai vus quand on a fait la manifestation à [nom de lieu] que quasi tout autour de [nom de lieu] avait été démonté et dépouillé. J'en ai vu se promener avec.... Alors j'ai vu une image aussi qui était, rien que d'y penser j'en ai des frissons à vous en parler, c'est des gens qui étaient en manifestation et qui avaient cassé la vitrine de [nom de société] ou d'un autre magasin comme ça et ils étaient en train de crier dans la foule et de demander : qui fait du 42 ? Qui fait du 43 ? Qui veut un training ? Et on voyait des trainings et des chaussures, des paires de chaussures voler comme ça dans la foule et moi, ce sont des images qui me resteront gravées à vie. On pourrait croire qu'ils cassent pour casser, qu'ils cassent pour vandaliser ou... - (C) : C'est symbolique ? (E) : Oui, voilà. On ne va pas là pour dire : on veut se faire 50000 euros. Ce n'est pas du vandalisme à l'état pur, c'est plus... - (C) : Ils portent un message ? (E) : C'est un vandalisme mais qui n'a pas aucun but. C'est un vandalisme parce que c'est la seule façon en fait de faire parler de nous parce que quand on arrive à [nom de lieu] et qu'on manifeste gentiment de [nom de lieu]à[nom de lieu], là rien du tout. On n'en parle pas. On ne parle pas de nos revendications. On ne parle pas de justice sociale.

352	<p>Les gens qui font du bloc l'utilisent pour dire que c'est une méthode, que c'est pas un groupe organisé etc. Je pense que d'une part c'est vrai, c'est une méthode, c'est plus .. Je dirais même pas que c'est une méthode parce qu'il y a plusieurs méthodes différentes de faire un Black Bloc. Je dirais que c'est plus un tas de conventions qui sont pas forcément beaucoup présentes en Belgique avec des personnes qui, dans une manifestation, ont envie d'essayer d'arriver à l'émeute, et il y a ce côté un peu .. Le Black Bloc il existe que pendant la manif, 'fin, il existe qu'à partir du moment où il se forme, et il existe plus à partir du moment où il se disloque, et du coup, il existe que pendant un certain temps à chaque fois. Et dedans, il y a forcément les gens qui sont là juste pour casser, 'fin, ce que l'on va appeler 'les casseurs etc.', et il y a un truc, qui est pas du tout repris dans les médias mais qui sera repris par, à mon avis, la plupart des gens que tu vas interviewer, ben c'est qu'en fait, un Black Bloc, ce n'est pas uniquement constitué de personnes qui viennent péter, il y a aussi des personnes solidaires qui ont des affinités avec ces méthodes ou pas forcément, mais qui, 'fin, il y a toutes des personnes qui ne vont pas aller casser des trucs mais qui se disent : mais voilà en fait, il y a des gens qui ont cette méthode d'action-là, et on a, le fait d'avoir plein de gens à côté d'eux ça permet de leur éviter de s'en choper plein la gueule, de se faire arrêter par les flics etc., et du coup, c'est utile d'être là à côté, d'être masqué, d'être en noir pour se confondre avec eux, pour d'une certaine manière les protéger plutôt, il y a aussi des street medic dans les Black Bloc, 'fin tu as plein de choses, fin, moi j'ai déjà vu des Black Bloc, 'fin au centre bloc, j'ai déjà vu des gens avec des sound system en train de balancer de la grosse techno. Alors ça peut, en fait, une manif peut être un Black Bloc entier, 'fin, par exemple, quand un media prend ça, on utilise le terme les Black Bloc, 'fin je trouve que ça veut pas dire grand-chose en soi quoi, je pense que, pour moi, un Black Bloc, c'est plus une partie de la manif, voir toute la manif, qui est en noir masqué, et au sein de ça, il peut y avoir des violences, comme il peut y avoir de la musique, comme il peut y avoir, 'fin il peut y avoir plein de trucs différents dedans quoi.</p>
353	<p>C'est des trucs qui se décident tout simplement en réunion [...]. Moi, je vais plus dans des milieux affinitaires en fait, où on s'organise entre potes etc., ben du coup, c'est plus, rien que la décision de faire une action ça va plus se faire lors de discussion totalement informelle, je ne sais pas si tu as une... Ben juste quelqu'un qui réfléchissait qui a eu une idée ou bien vraiment pendant une discussion, une idée qui fleurit, ou bien aussi parfois une décision politique. Je sais que nous, par exemple, [...], pour la ZAD [nom de lieu], il y a eu des amis qui ont, qui sont tombés sur des forums [...], il y avait le constat que les gens sur place étaient assez révoltés contre ce projet, et du coup, ben ces deux personnes ont commencé à faire plein de recherches sur le projet en lui-même, sur la... Comment était le lieu sur place, ils ont été sur place se renseigner voir, genre, faire plein de balades [...] etc., et puis, ben ils ont contacté des potes de confiance dont on fait partie, et ben petit à petit, voilà quoi on s'était fait des réunions, et 'fin, ça peut être même juste que l'on se voit tous ensemble et qu'on en parle même sans en avoir l'intention d'en parler à la base quoi, c'est pas forcément, ok j'ai une idée d'un truc à faire, je vais envoyer un SMS à tout le monde quoi. C'est petit à petit, quand tu vois les gens, après ça dépend, ça c'est un truc, on a travaillé pendant plus d'un an avant de lancer cette ZAD parce que c'était quand même un gros projet mais voilà quoi, du coup moi vu que je fonctionne de manière affinitaire, c'est beaucoup plus comme ça que ça se fait quoi, c'est un peu aléatoire, on ne fait pas des réunions, tiens qu'est-ce que l'on pourrait faire pour en ce moment, c'est plus quand quelqu'un a une idée, un projet. Il en parle aux personnes qui l'estime, fin aux personnes susceptibles d'être intéressée, et tu vois un peu en fonction de ça, ce que tu vas faire avec qui etc</p>

354	<p>La logique derrière la libération animale souvent c'est le cas que les animaux ils seront morts dans tous les cas dans les quelques semaines ou les mois à venir. Ils auront une vie encore beaucoup plus pourrie que ça à l'intérieur et ils iront quand même à l'abattage. Quitte à leur donner encore la chance d'être libérés et que dans l'accident de parcours ils finissent quand même, qu'ils meurent quand même. C'est souvent la logique derrière ça. On doit naturellement essayer d'éviter ça à tout prix ça c'est sûr et c'est pour ça que moi je suis beaucoup plus critique envers les personnes qui font de la libération. Ça se fait, en [nom de pays] par exemple aussi, qui libèrent des animaux de ferme en ouvrant les cages et en les laissant sortir. On sait très bien qu'ils ne peuvent pas survivre en nature parce qu'ils ne sont pas programmés pour ça en fait. Dans cette même logique encore beaucoup plus radicalisée les gens disent qu'ils seront quand même morts et donc mieux vaut qu'ils soient libres encore pour quelques instants. S'il y en a neuf qui meurent et un qui persiste, c'est un de sauvé. Ça je trouve que c'est irresponsable envers les animaux envers lesquels si on les sort, on a le devoir de les soigner. Pas de les soigner jusqu'à ce qu'ils soient dans un sanctuaire comme ici mais jusqu'au bout. Ça il faut vraiment assumer. Ça veut dire que si on veut libérer dix individus, on doit savoir qu'on a déjà de la place pour ces dix individus et qu'on a aussi un sac d'argent pour la nourriture jusqu'à la fin. Pas seulement de les libérer et de les foutre dans un sanctuaire et puis dire « ok ils sont libres ». Ça souvent dans les mouvements, l'importance des sanctuaires n'est pas assez prise en compte. Avec [nom d'association] par exemple, on soutient financièrement aussi quelques sanctuaires parce que même si ce n'est pas notre objectif premier, on trouve qu'on doit certainement valoriser le travail que eux ils font. Pas seulement en soignant les animaux, mais aussi comme exemple comment ça pourrait être... Comment à un certain moment... pour moi dans le monde idéal, à un certain moment il n'y aurait plus d'animaux en captivité mais c'est une transition donc il y aura quand même toujours encore des animaux qui devront être placés dans des sanctuaires et il y a certainement cette période de transition qui est très importante aussi où il faut des endroits où des individus qui sont rescapés peuvent vivre leur propre vie jusqu'à ce qu'ils meurent.</p>
355	<p>Ça c'est important certainement aussi à avoir dans le long terme. Je fais partie d'une organisation, [nom du collectif] donc on sait très bien que s'il y a des actions (que je comprends tout à fait que certains individus fassent) que des individus font et que certaines organisations légales ne peuvent pas faire. Notre politique s'il y a des... de [nom du collectif] par exemple même si on a choisi des actions légales, on ne va jamais condamner les actions que d'autres groupes font qui vont plus loin que nous même si nous on le fait pas. Ça c'est une politique que pas toutes les organisations ont. Il y a des organisations aussi pour le droit des animaux qui se distancieraient aussi du fait parce qu'ils disent que « ce n'est pas la manière, ce n'est pas comme nous on fait. ». Moi j'ai quelque chose... qui suis-je pour dire quelle est la méthode pour venir au point de la libération animale ? Moi je fais un parcours individuel avec une organisation mais il y a d'autres parcours possibles aussi. Donc même si nous on ne le ferait pas, ce n'est pas parce que d'autres le font que c'est mauvais. Mais d'un autre côté, stratégiquement on dira toujours que ce n'est pas top de faire un truc.</p>
356	<p>Moi, je suis absolument pas d'accord. Alors, je ne vais pas les dénigrer en public, je ne vais jamais dire quoique ce soit publiquement contre ces actions. Je ne vais pas les soutenir non plus, je vais rester neutre mais je trouve qu'ils ont fait beaucoup plus de mal qu'autre chose. Alors, leurs arguments, c'est qu'au moins ça a donné de la visibilité au mot « antisépécisme ». Oui mais on aurait pu lui donner une visibilité autrement.</p>

360	<p>Oui, on essaye de minimiser ça à 100%. C'est pour ça qu'après ces coups par exemple, on a encore fait quelques actions mais surtout des actions de sensibilisation et pas directement sur place même parce qu'on savait qu'on ne serait pas protégé, même pas par la police. Parce qu'avec ces actions, même si elles n'étaient pas autorisées, on appelait toujours la police pour dire « on va faire ces actions, il y aura très probablement une... des problèmes » pour qu'ils nous prennent en protection aussi mais ce qui ne se passe pas. Certainement aussi auprès des activistes on fait une analyse des risques aussi et s'il y a des actions où il y a une possibilité de retours physiques de fermiers ou n'importe, on dit toujours ça et il y a des gens qui peuvent choisir s'ils veulent prendre le risque ou non. Certainement si c'est des jeunes ou parfois aussi des personnes qui doivent avoir leur certificat de bonne vie et mœurs ou s'il y a une possibilité d'arrestation on les avertit naturellement pour qu'ils ne prennent pas trop de risques inutiles. S'il y a trop de risques, on ne fait pas l'action parce qu'on ne veut pas faire jouer les héros pour par après avoir des coups et des problèmes. Ça c'est une chose qui n'est pas faite toujours par toutes les organisations. Certainement pas avec les blocages. Si tu vois les images, c'est vraiment limite que tu vois les travailleurs là dans les abattoirs s'ils pètent les plombs c'est dangereux. Donc il faut quand même... Dans l'intérêt de la continuité des actions, il ne faut pas mettre tout sur tout pour une action.</p>
361	<p>C'est dire le comportement qu'il faut avoir si on est en garde à vue. Vraiment surtout de ne rien dire du début à la fin. On dit que la seule chose qu'on est obligé de dire c'est l'identité donc l'identité c'est nom, prénom, date de naissance, adresse et la filiation. Maintenant, la police essaye de poser plein de questions : ah, vous travaillez où ? Est-ce que vous louez ou est-ce que vous avez acheté ? Vous remboursez combien de loyer ? Ils essayent de voir si on a les fonds nécessaires, oui si on est solvable. Toutes ces questions-là, on dit : surtout, vous ne répondez pas parce que vous n'êtes pas obligés et c'est votre droit de garder le silence. Après, évidemment, ils essayent toujours d'avoir... Ah mais ton copain, à côté, il a avoué, il a dit ça. Ils essayent de prêcher le vrai pour avoir le faux.</p>
362	<p>Les sympathisants sont informés des grands principes et de ce qu'il faut faire et de ce qu'il ne faut pas faire. Maintenant, chacun fait ce qu'il veut [...]</p>
363	<p>[...] il y a clairement un briefing. Ceux qui rentrent dans les élevages, il y a clairement un briefing avec toutes conséquences judiciaires. Mais ils ont des avocats toujours avec eux.</p>
364	<p>Il y a toujours des briefing... Certainement s'il y a des actions à plus haut risque, il y a toujours des débriefings avant et après. S'il y a des actions à plus haut risque, on essaye... Si on peut parvenir à faire l'action avec 10 personnes au lieu de 20, on le fait avec 10. Pas avec 100 parce que 100 personnes c'est beaucoup plus difficile à contenir que 10. Et on peut sélectionner aussi les personnes dans lesquelles on a le plus confiance, qui ont le plus d'expérience mais aussi à intégrer quelques personnes qui peuvent aussi avoir de l'expérience. Des nouveaux en fait mais qui ont une sorte de [ ? ] qui est déjà plus loin dans des actions ainsi pour essayer de contenir. Si on sait par après qu'une personne va péter les plombs on va essayer de l'écartier.</p>
365	<p>Après, il y a plusieurs niveaux de groupes d'action. Ça dépend de quels sont les scénarii. Tu peux avoir des petits groupes de six, c'est trois binômes de deux. Ça c'est inclus dans un grand groupe de cinquante et ils ont un autre groupe de cinquante à côté. Tous ceux-là sont dans... Il y a plusieurs niveaux de groupements mais la base c'est de ton binôme que tu dois t'occuper. A la fin de la journée, ton binôme c'est ton frère, ton meilleur ami. C'est celui qui t'a évité de te prendre un coup.</p>

366	De façon hyper pragmatique, si euh la personne veut aller en manif : se trouver un binôme. Toujours. Parce qu'en fait ça peut être super euh super flippant et super dangereux aussi d'aller en manif qui est un minimum énervée, sans binôme. Euh de connaître ses droits aussi. Euh donc tout ce qui est ouais, législatif pour faire de la prévention en fait avant d'avoir éventuellement des problèmes avec la police, tout ça. Euh, et de, s'présérvérvé aussi, genre faire des choses qui sont dans sa capacité, de pas forcément, 'fin d'essayer de pas culpabiliser si tu ne peux pas faire tel truc ou tel truc, et d'essayer un petit peu d'adapter ton militantisme à c'qu' tu peux faire. Et en pensant aussi euh, en pensant aussi à toi. Parce que tu peux avoir envie de faire plein de trucs. Et te dire « mais j'dois faire des choses sinon ce n'est pas, sinon c'est nul, sinon chui pas assez engagé ou quoi », faut pas s'dire ça, en fait 'fin, c'est super bien d's'engager, c'est hyper important. Mais faut aussi parfois penser à sa santé mentale, , sa santé physique. Ça c'est important et de vraiment pas hésiter à trouver des personnes avec qui échanger là-dessus et des personnes de référence qui sont euh, en qui on peut avoir confiance. Ben ouais des potes, dans les différents milieux, tu vois, connaître des gens et s'faire vraiment un réseau. Donc pas le faire solo. Et échanger tout le temps, et ne pas oublier de remettre en question tout ce, tout ce à quoi on a accès.
367	Face à ça, il y a la police et entre ces deux groupes militants et policiers, il y a des clowns qui font patienter, rigoler, font que le moment est léger et ils voient que ce ne sont pas des gens dangereux puisqu'on est ridicules en fait.
367bis	Bon, leur réaction est déjà violente. Il y a déjà des insultes à la base. Ce qu'on nous on essaye généralement d'éviter, il y a toujours des peacekeepers, donc des gardiens de la paix, qui sont là justement pour temporiser [...]
368	Il y a un porte-parole par exemple, il y a une personne qui est désignée pour s'occuper de la police pour faire la désescalade... On essaye de tenir compte au maximum mais il y a toujours des risques. Même aussi de la police. C'est toujours le risque avec des actions, de telles actions, on ne sait jamais ce que ça va donner.
369	Ce sont des trucs qui sont autoportés. Enfin, je reçois des emails de [nom du collectif], c'est vraiment le bordel. Enfin, moi, ça me fait fuir ce genre de trucs-là. Tout le monde qui... Enfin des discussions par email, etc. Il n'y a pas de structure en fait par rapport à [nom d'un autre collectif] qui est beaucoup plus organisé.
370	Là, il y avait beaucoup de monde mais avec des niveaux d'implication très différents. Donc, dans la ZAD, les gens qui ont dormi sur place, ça n'a jamais été tous ensemble plus de [nombre de personnes] maximum et souvent c'était très peu. Souvent c'était 5. Par contre des militants qui tournaient autour de la ZAD, ça il en avait en permanence disons entre 60 et 100 et puis des gens encore autour, dans un troisième cercle qui passait et tout, là c'était, je ne sais pas, de l'ordre de 1000-2000 et puis il y avait encore un autre cercle associatif et là il y avait beaucoup de monde, beaucoup de monde. Donc, c'était comme ça qu'on arrivait à partir d'un tout petit noyau sur place, il y avait un rayonnement comme ça qui allait quand même assez loin donc à un moment je crois qu'on a pas mal parlé de ce truc.
371	Toutes les décisions ne se prenaient pas avec tous les membres. À l'époque, il y avait à peu près 200 membres mais il y avait quand même des AG qui désignaient une partie des membres pour gérer les affaires courantes, faire un site web.

372	<p>Le blocage d'abattoir, c'est ça le but. On sait que la police quand on se fait arrêter, qu'on va être emmené en garde à vue donc même si on se fait directement voir par les ouvriers, ce n'est pas grave. Ce n'est pas un ouvrier qui va nous empêcher d'entrer sur le site. Maintenant, une libération, justement, c'est l'inverse, c'est vraiment le but de ne pas se faire voir pour pouvoir prendre et partir avant l'arrivée de la police. Donc, à ce moment-là notre identité ne peut pas être relevée tandis que lors des blocages, on sait automatiquement qu'elle le sera. Donc, ce n'est pas la même organisation et aussi lors des libérations, on doit prévoir plusieurs cibles. Ça demande encore un temps de préparation beaucoup plus conséquent. On ne peut pas débarquer ce jour-là et si comme par hasard, ce jour-là, l'abattoir ne fonctionne pas, qu'il n'y a pas d'animaux, on ne peut pas dire aux activistes, une fois de plus, qui sont venus et d'autres pas : "ah ben, non aujourd'hui il n'y a pas, revenez demain". Donc, il faut vraiment préparer au cas où il n'y a pas. Il faut pouvoir aller dans un deuxième endroit où.. Ça demande le double presque de préparation.</p>
373	<p>[...] en premier lieu quand on va repérer, c'est se mettre à la place de la police. Qu'est-ce que la police va regarder en premier. Faut pas qu'on laisse de traces, faut regarder si quelqu'un arrive pour nous bloquer où est-ce qu'on peut avoir une sortie de secours ? A combien de distance on est du commissariat de police ? C'est vraiment penser à chaque petit détail.</p>
374	<p>Quand il y a un évènement concret, là il y a un protocole carré, militaire. Tu fais des répétitions, tu dois prendre un bus pour aller à tel endroit puis après tu dois changer pour prendre un tram, puis encore un autre truc... Et tout ça c'est à 9h du matin avec ton ticket. Et là, c'est super carré, tout a été répété. Ce n'est plus du tout informel, ce sont des opérations ...Ce n'est pas militaire parce qu'il n'y a pas d'armes mais ça ressemble à ce qu'on faisait aux scouts ou tu te dis : le premier entre, met le pied dans la porte pour qu'on ne puisse plus fermer la porte, le deuxième pousse et le troisième est derrière et... ça se passe en 30 secondes. Si tu n'as pas réussi à faire ça, c'est foutu. Il y a plein de petits groupes, chacun des groupes a une responsabilité et le miracle se passe parce que ça fonctionne parce que tous les groupes collaborent au bon moment alors qu'il n'y a pas d'organisateur formel mais tu vois très bien qui est les leaders. Ceux qui prennent la parole, ceux qui expliquent, ceux qui briefent.</p>
375	<p>(E) :Ça s'est fait vraiment super naturellement et de là il y eu un appel pour la première manifestation à [nom de lieu]. Donc tout le monde y a été, je pense assez naturellement. Je pense que c'est des gens qui avaient fait une bête image en donnant une heure, un rendez-vous, quelque chose et de là on avait suivi, tout le monde avait été. On y avait été. (C) : envoyé par email ? (E) : non par les réseaux sociaux principalement qui avaient fait tourner. C'est vraiment ça qui nous sert depuis le début. Ça nous sert de plateforme pour tous les échanges, etc. Donc quand l'appel a été lancé, nous, on y a été comme ça assez naturellement.</p>
376	<p>Et ici, il y a une mobilisation et [...] c'est lié et facilité par, ce qu'on appelle, les réseaux sociaux qui ne sont pas sociaux mais... Facebook, etc. L'information circule et se trouve dessus et c'est comme ça que le gros de la mobilisation se fait maintenant et ça facilite grandement les choses plutôt que le bouche à oreille des affiches avant. Donc, s'il n'y avait pas FB notamment, il y a aurait beaucoup moins de monde à ces trucs-là.</p>
377	<p>(E) :Ça ne se présente pas facilement puisque c'est secret. Tu n'as pas de... T'as des comptes email anonyme, tu reçois des SMS qui te dise : c'est demain matin. Tu ne sais pas qui a envoyé le SMS. Tu ne dois pas donner de nom. Il y a toute une sorte de ... - (C) : protocole (E) :Ah oui, il y a un protocole sécurité que tu ...Quand tu fais des réunions, tu mets les GSM dans une autre pièce. - (C) : et donc, tu te signales comme candidat ou on te présente ? (E) :C'est le coup de bol, c'est que tu rencontres... Non, tu te pointes et c'est un copain qui t'a dit : il y a ça. Donc, faut avoir ce copain-là ou cette copine-là qui te dit : ça existe. Après, il y a des stickers dans la ville, il y a des endroits où tu peux te douter qu'il y a quelque chose, un groupe qui existe et des actions qui sont menées. C'est un peu confidentiel. C'est pour ça qu'il y a une chance, une certaine chance mais dans la vie tous les choix qu'on fait, il y a un peu de chance</p>

	<p>parce qu'on ne sait pas trop ce qu'il va se passer, une fois qu'on fait ce choix-là. On peut se tromper, on ne le fait plus ou on le refait et la chance est là où elle n'est pas là.</p>
378	<p>Après, une fois de plus ce sont les personnes, c'est le téléphone arabe qui fonctionne. Donc, il y a des personnes qui veulent participer mais on sait clairement qu'ils n'auront pas soit les nerfs assez solides ou que ce sont des personnes qui sont connues pour avoir ... pour être assez balance. Donc, ça aussi, on choisit en fonction de ça. Il faut pas prendre le risque de prendre quelqu'un dont on sait qu'elle a tendance à trop laisser traîner sa langue partout parce que si ça s'apprend avant, là la police va nous attendre à l'intérieur pour directement même nous empêcher d'entrer sur le site. Ce n'est aussi pas la même organisation pour les blocages d'abattoir que pour les libérations.</p>
379	<p>Il y a déjà aussi une auto-sélection parce qu'ils savent très bien jusque où on va. Nous on ne ferait pas ces sortes d'action comme les blocages donc les personnes qui veulent faire ça vont automatiquement vers... et ils nous perçoivent probablement comme trop bisounours. Donc il y a déjà cet auto-screenage. Mais si on ne connaît pas la personne, on doit toujours... C'est pour ça qu'on fait naturellement aussi... tous nos militants s'inscrivent en tant que militant. On a toutes leurs données, ils donnent leurs motivations, etc. Il y a aussi toujours une conversation entre la personne qui est recrutée, etc. donc on sent un peu à qui on a à faire. Si c'est cow-boy ou pas cow-boy.</p>
380	<p>Les détails les plus importants ne sont révélés [...] en tout cas au cercle de super proches qui organisent et qui savent tous qu'ils ne sont pas flics, et ce n'est pas leur première action. Après, on verra en fonction de l'engagement de chacune, puis la volonté. Si tu veux t'investir plus... Il y a une rotation aussi dans ce groupe, ces groupes-là de leader parce que tu te fatigues, ta vie change, tes disponibilités changent.</p>
381	<p>Parce que je sais que dans ce groupe-là, il n'y en pas énormément qui ont été en garde à vue. Je sais qu'il y a les ¼ qui nous balanceraient sous le coup de la pression, de la fatigue. Vous savez, ici par exemple, pour [nom de lieu] pour aller jusque-là il nous a fallu 11h de route. Après, 11h de route, les 26h de blocage à l'extérieur en plein hiver. Après 5h de garde à vue. Sans un repas, sans sommeil. Il y en a plein qui, je suis sûre, ont balancé plein d'informations sous le coup de la pression, de la fatigue, de ne pas être bien. Les flics, ils font leurs petites menaces, il y a beaucoup de personnes chez qui ça marche. On sait bien que même au sein du groupe, il y a... Moi, par exemple, quand j'organise quelque chose, il y a des trucs qu'on fait où je ne mets même pas au courant les activistes parce qu'ils n'ont pas besoin. Ils n'ont pas besoin de savoir qu'on a de quoi se protéger au cas où quelqu'un vient. Ils n'ont pas besoin de le savoir. Moins, ils en savent. On leur donne les informations clés, de base : vous arrivez, vous faites ça, ça, ça. Vous avez votre rôle et puis voilà. Après quant à l'organisation, quant à la préparation, ils n'ont pas besoin de savoir.</p>

382	Pour moi ce n'est pas ça. Pour moi, les personnes qui sont les plus malignes et les plus... pas courageuses mais que j'admire le plus c'est ceux qui essaient le plus de frôler. C'est ceux qui essaient de faire le plus possible avec le moins de répression possible. D'essayer de trouver des loopholes, des manières créatives pour essayer de faire ton point et pour essayer d'atteindre autant de personnes que possible par les médias ou par une mobilisation vaste du public par exemple sans pour ça être tout de suite réprimé par les autorités parce que ça n'a pas de sens. Il faut toujours éviter ça.
383	Je n'ai pas de regrets si vous voulez mais je me rends compte qu'il y a des choses que j'ai faites qui étaient mal faites. Mal faites dans le sens où j'essaie de pas mal penser stratégie parce que justement pour cette raison précise, un c'est l'urgence, deux on a une énergie limitée donc il faut viser au juste et je me rends compte que par le passé j'ai fait beaucoup d'erreurs de ciblage. J'ai fait des trucs qui n'étaient pas utiles ou qui étaient mal ajustés. Je referais des choses différemment mais ce n'est pas pour ça que je regrette d'avoir fait parce que c'est comme ça que j'ai appris.
384	[...] justement si on écoute tous les médias principaux [noms de médias], etc. Ils vont tous dire la même chose, [nom de collectif] sont violents. La violence des manifestations a repris du poil de la bête, les forces de l'ordre ont de plus en plus de mal à contenir cette violence. Du coup, tout le monde pense que ce sont les manifestants qui sont violents.
385	Je crois que beaucoup de gens retiennent ça aussi malheureusement et qu'ils ne vont pas beaucoup plus loin, ils ne vont pas voir pourquoi les gens font ça et qui prennent ça pour essayer d'expliquer l'antispécisme, ce que c'est l'antispécisme. C'est pour ça que je dis souvent ça va mais c'est surtout la presse, un certain framing aussi qui veulent surtout parler de ça. Au plus c'est radical au plus c'est intéressant. C'est beaucoup plus sensationnel de foutre un caillou dans une vitre qu'on voit tout de suite au lieu de changer une loi avec laquelle on peut sauver des dizaines de milliers d'animaux. C'est quelque chose qui passe sous le radar de la presse parce que la presse souvent veut la confrontation. Et alors ils voient aussi par exemple dans l'environnement, tu vois naturellement la répression qu'il y a eu sur [nom de collectif] avec ce qu'il y a eu à [nom de lieu]. Il y a plein de presses, de gens qui pensent que les environnementalistes ce sont des gens ainsi. Mais ne parlent pas du travail de [om d'une ONG] ou je ne sais pas quoi parce que c'est un travail qui dure plus longtemps et que c'est moins spectaculaire parce qu'il n'y a pas la confrontation directe avec activistes et polices.
386	[...] « vous prenez en otage », c'est cette phrase-là qui est utilisée de manière complètement malhonnête dans les médias depuis très longtemps pour parler des grèves, par exemple. La grève c'est de la désobéissance civile non violente, en fait, légale. C'est peut-être un peu tiré par les cheveux mais chaque fois qu'il y a une grève dans les pouvoirs publics, les grévistes nous prennent en otage. Mais en général, ils le font pour le plus grand nombre, ce n'est pas seulement pour leur congé. [...] donc on va assimiler tout ça à des fainéants, des fouteurs de merde, des adolescents, des activistes, des punks, des anarchistes, des black bloc. C'est facile d'utiliser ces termes-là : 'ils prennent en otage'. C'est de la sémantique.
387	Ça [l'occupation d'un site], ça a attiré les médias et alors le top du top c'est quand on a baptisé cette occupation : « ZAD ». Du jour au lendemain tout le monde est venu alors qu'on avait rien changé au type d'action qu'on faisait. Ça a mobilisé tout le monde. [...] donc c'est là que tout de suite la police est arrivée en force. Et aussi, la ZAD, ça attire un public très particulier. Super riche mais qui est compliqué. Ça crée des situations très compliquées
388	[...] quand j'ai lu les statuts, je me suis vraiment rendu compte, j'ai fait le parallèle entre le communisme et ce que nous citoyens lambda, on demandait parce que je me suis vraiment reconnu dans cette description là en fait. De dire : on veut une société sans classe, sans classe sociale défavorisée ou favorisée, la fin de tout ce qui est propriété privée qui donne à certaines personnes d'être au-dessus des lois, etc.

389	En plus même le mot extrême droite, ça ne veut rien dire ce mot. Qui sait le définir ? Parce que d'un pays à l'autre, ça change et j'ai l'impression qu'en [nom de région] en gros, tout ce qui est un peu droite du [nom de parti], c'est l'extrême droite. C'est un peu facile. Voilà, c'est une arme que la gauche utilise pour stigmatiser tout ce qui n'est pas elle.
390	[...] il y a un principe de nécessité et même, il y a un ancrage historique au sens où, genre, je ne sais pas avec les mouvements de Black Power, ou Black Panther, c'était le noir aussi qu'elle représente, c'est la couleur de l'anarchie du coup... Il y a quelque chose de symbolique en plus. Ça permet d'identifier, 'fin, d'envoyer un message et qu'il soit identifié par le reste de la population. D'ailleurs, au sein d'une manif si tu vois qu'il y a un petit bloc noir mobile qui se promène avec un drapeau noir, tu comprends très bien quoi.
391	Rester dans les limites de la loi c'est assez restreint naturellement. Si on organise une manifestation qui n'est pas autorisée en fait on est en train de faire un truc illégal mais pour nous ça ne pose pas problème. Parfois on le fait mais souvent, dans la majorité des cas on demande des autorisations mais parfois non parce qu'on sait qu'on n'aura pas l'autorisation. Alors on le fait. Ça naturellement on sait que ça peut avoir des répercussions aussi, qu'on peut se faire embarquer. Ça s'est déjà fait dans le passé mais pas vraiment souvent parce qu'on essaye toujours naturellement d'être aussi efficace que possible dans l'activisme et donc essayer toujours de frôler la ligne et d'essayer naturellement de négocier si c'est possible avec les autorités ou la police pour ne pas se faire embarquer parce que c'est une perte de temps et d'énergie.
392	Euh bah j'imagine que juridiquement parlant ouais ! Parce que y'a quand même pas mal de trucs ben le but c'est de d'un peu foutre le bordel pour faire réagir et pour euh. Bah montrer que nan y'a vraiment des trucs qui vont pas et que c'est important de, ouais d'agir contre le système et que du coup bah c'est une manifestation de colère qui est méga légitime. Et euh j'comprends de ce qui est casseur tout ça. Et donc euh 'fin dans une certaine mesure tu vois 'fin que faut pas, on peut s'tromper de cible et par exemple ben s'en prendre ouais aux outils de l'État etc. Les caméras de surveillance, les abribus anti-SDF trucs comme ça. Que ça c'est méga légitime ! De détruire tout, mais par contre que tu vois, faut pas casser pour casser, parce que j'pense que y'a des machins qui appartiennent aussi à d'autres personnes qui ont rien demandé à personnes et qui quand même de, bah j'pense qu'on est un peu tous dans la même merde donc euh. Tu fais un peux c'que tu peux donc euh, s'en prendre à l'État et pas. Pas par exemple accidentellement détruire un truc à quelqu'un qui a pas forcément plus de thunes que toi mais euh, du coup ouais j'imagine que oui forcément vu que, comme j'ai dit, genre juridiquement, c'est, le système est un peu fait pour que on soit bien sympa et on ne puisse pas trop, trop dévier. Donc ouais j'imagine que tout ce qui est action directe, vu que ça va à l'encontre c'est fait pour aller à l'encontre des systèmes en place oui d'office ça peut être assimilé à de la délinquance. Après j'pense qu'elle est très pertinente et très justifiable.
393	Maintenant de défier sciemment la loi, c'est vrai que... [nom du collectif] fait quelque chose et si c'est illégal mais que c'est légitime, [nom du collectif] le fait quand même mais ce n'est pas un but en soi d'être illégal chez [nom du collectif]. C'est jute une conséquence. Si on manifeste devant telle entreprise et que ce n'est pas illégal, on nous laisse tant mieux. Si on s'enchaîne, c'est illégal, on nous fait partir, tant pis, on le fait quand même.
394	Donc, moi, le but n'est pas de faire quelque chose d'illégal. Je ne sais pas si c'est un des buts. En tout cas, ce n'est pas dans les grands principes de [nom du collectif] de bloquer. Un des principes c'est de mettre le doigt là où les décisions sont prises et où les problèmes se passent. Et donc, pour moi, la non légalité mais qui est toujours légitime découle de ce qu'on veut montrer comme pour [nom du collectif].

395	On peut revendiquer une certaine forme de rapport à la légalité qui soit contraignant. Au sens où, je ne crois pas que ce soit ... Je crois que ce soit un problème en vrai, au final. C'est juste de se rendre compte, les structures en place c'est elles qui ont eu le luxe de définir ce qui allait être légal ou pas, et si tu veux en sortir il faut pouvoir courir le risque d'en sortir effectivement quoi. Des cas de transgression, en fait, ce qui a été défini par le pouvoir en place comme étant légal ou illégal, ben en fait si tu refuses le pouvoir en place, est-ce que ces catégories-là ..
396	Même l'illégalité peut être à la fois un geste, au sens où les actes peuvent être eux-mêmes illégaux et c'est des actes de militance politique, mais plus que ça, j'ai envie de dire, ça peut être un discours quoi, au sens propre quoi.
397	Alors il faut que je me remette dans la bain parce que ça avait commencé en 2014 les contacts avec la police donc c'est quand même un peu ancien maintenant. Il y a eu plusieurs étapes, on était toujours en contact avec le commissaire [nom de personne], le commissaire du [nom de lieu]. Et puis, on a au plus haut de l'occupation, on a été en contact avec quand même des hauts gradés de la police [nom de lieu] et puis on avait un contact au RG qui en fait était là à chaque fois qu'il y avait une manifestation. Donc on allait le trouver, on allait lui parler, on donnait des nouvelles. On échangeait comme cela et après on faisait un topo avec les copains de la ZAD . Donc, tout le monde était parfaitement informé de ce qu'il se passait. Il n'y avait pas de double-jeu, à aucun moment.
398	On a discuté longuement avec les forces de l'ordre, tout le temps, qui nous ont quand même éjecté manu militari mais il y avait eu des concertations. Et il y avait eu notamment ce point d'accord, c'est que la ZAD à [nom de lieu] n'était pas du tout sur le même positionnement que la ZAD de [nom de lieu] qui était une crainte majeure des forces de police. Et c'était parfaitement évident qu'on n'allait pas mobiliser 40000 personnes et qu'il n'y avait pas d'intention de se battre.
399	Il n'y avait pas du tout de refus de discuter avec la police. Alors, en interne, bien sûr, il y en avait qui ne voulaient pas en entendre parler mais ce n'était pas la majorité
400	Il y en a qui n'étaient pas du tout d'accord et puis il y en avait qui étaient tout à fait d'accord et puis comme ça on avançait cahin-caha. Et je pense que c'est ça qui a permis d'éviter que cela se passe mal, ça c'est quand même assez bien passé. Et je ne pense pas que cela nous ait fait perdre beaucoup de force parce que de toutes façons, on n'était pas en nombre pour bloquer les choses physiquement. On n'était pas assez nombreux, on n'a jamais réussi à être assez nombreux.
401	C'est pour ça que je comprends très bien que... Et on essaye aussi de faire autant que possible des... De se tenir aux autorisations et de faire des compromis. Parfois on doit négocier aussi et on essaye toujours de négocier aussi même si on fait des actions... Parce qu'il y a des groupes qui ne négocient pas par principe mais là je veux jouer le jeu naturellement. Si on fait des actions comme on a déjà fait par exemple d'aller sur un toit d'une entreprise où on sait très bien qu'on ne peut pas aller et qu'on a pas d'autorisation, d'essayer de négocier du temps par exemple et dire « Encore une demi-heure et puis on part » et faire des trucs ainsi parce que ça nous convient de faire ça mais on sait très bien que ça a des limites et qu'ils ne deviendront jamais nos amis parce que d'un côté ce n'est pas leur affaire de devenir amis avec nous mais la chose qu'ils pourraient bien faire c'est de nous respecter en fait et de respecter la loi ce que parfois ils ne font pas. Ils vont hors de leurs livres aussi. Ils essayent aussi de limiter la liberté d'expression et tout ça aussi même s'ils n'en ont pas le droit à ce moment-là. A la fin, même si t'es à sang, ils viennent avec des lacrymogènes et tout ça donc à un certain moment ils ont toujours le dernier mot. Même si tu vas... Ils ne doivent presque jamais se justifier même s'il y a le comité P ? Ici en [nom de pays] ça va encore mais en [nom de pays] par exemple, si tu vois, ils visent vraiment les yeux des manifestants, les CRS. Tu vois quelle est la répression, ça n'aide pas à être sympathique envers la police.

402	Au fait la police essaye toujours de négocier avec nous pour ne pas à avoir à nous évacuer, ils demandent : qu'est-ce que vous voulez ? Et on avait juste dit : deux dindes symboliques. Si vous nous laissez prendre deux dindes, on se lève et on ne fait pas d'histoires. Donc la police a essayé parce que je ne crois pas que ça les arrange de passer des heures à se crever le cul à nous évacuer. Ils avaient demandé au directeur de l'abattoir qui n'a pas accepté donc on avait dit : ah si tu ne veux pas, il n'y a pas de souci, on reste là et on te prévient on reviendra plus tard et là on se servira, on n'en prendre pas que deux. Donc effectivement, c'est ce qu'on a fait. On est allé et on en a sorti une trentaine.
403	Je pense que c'est [la concertation constante avec la police] une disposition de base de l'action non-violente, ce n'est pas toujours facile à gérer. On se fait quand même arrêter, on se prend quand même des coups mais néanmoins, ça se passe beaucoup mieux. Ça fait partie du dispositif c'est-à-dire que les forces de l'ordre ne sont pas nos ennemis. On n'est pas contre une société en paix. Alors c'est difficile de dire que les forces de l'ordre sont toujours des forces de paix mais en tout cas normalement ce sont les gardiens de la paix et c'est là-dessus qu'on parie pour pouvoir travailler ensemble. Et ça marche en fait !
403bis	Si on est confronté dans son existence, dans son enfance, dans son adolescence à des situations qui sont injustes, ce sont des graines pour réagir de manière plus radicale ensuite parce que ça justifie. C'est ton vécu, ce sont tes souvenirs, ce sont tes proches. Après, il peut y avoir aussi l'influence de quelqu'un qui te manipule, sûrement, évidemment.

#### Extraits 406-452 : le rapport à la violence

Numéro de référence	Extraits
406	Je crois que c'est le vécu. Le vécu de chacun c'est-à-dire que si on a vécu dans un endroit où il y avait une violence intrinsèque, peut-être déjà une violence sociale, une violence économique, des gens qui sont dans une misère. Du coup, pas beaucoup de perspectives, du coup ce n'est pas facile d'être optimiste.
407	Je pense d'abord que chacun fait ce qu'il veut et que chacun mène la lutte qu'il veut aussi loin qu'il veut le faire. Je pense qu'aucune organisation ne va obliger les gens à aller en prison maintenant ça dépend aussi d'une question d'âge. Je dirais que si je m'étais engagé dans des questions environnementales vers 18-20 ans peut être qu'on réagit de manière plus épidermique, plus révolté, on est encore dans notre crise d'adolescence. Il faut voir aussi des situations que des gens vivent au quotidien. Quand on prend l'exemple des [nom de collectif], moi j'ai la chance d'avoir un bon travail qui me permet de nouer les deux bouts. Il y a peut-être des gens qui ne se retrouvent pas dans une telle situation. Il y a des gens qui ont peut-être vécu un accident de la vie, des gens qui n'ont pas demandé et qui sont endettés jusqu'au coup et qui ne savent pas comment en sortir puisqu'ils doivent nourrir leurs enfants. On ne sait pas expliquer le quotidien de chacun ou l'approche. Maintenant pourquoi est-ce qu'il y en a ici aussi ? Ça dépend de chacun. Moi je le vis de manière radicale peut-être plus dans la formulation verbale mais peut-être que certains vivent ça plus intensément d'un point de vue physique. Je ne suis pas nécessairement convaincu qu'il faille d'office aller faire de la désobéissance civile et tout casser pour faire changer les choses. Malheureusement il y en a qui croient que c'est la manière de faire.
408	C'est vraiment personne par personne. Il n'y vraiment pas un individu pareil. Et là statistiquement, je ne vois pas. Peut-être qu'on pourrait dire... Alors peut-être que la seule régularité qu'on pourrait trouver, c'est d'ordre psychanalytique sans qu'il n'y aucune dimension péjorative mais en disant que quelque part il y aurait une volonté de rébellion. Mais ce serait ... Pour toutes les raisons possibles, toutes les raisons qui expliquent qu'on peut devenir rebelle. Mais ... Encore un fois, sans aucun jugement moral parce que les personnes sont trop différentes. Il y a des gens qui sont désespérés. Il y a de gens qui sont riches, enfin des bourgeois qui viennent défendre autre chose. Il y a toute la gamme. Il y a des gens qui ont des idées

	politiques. Il y en a qui n'en ont pas. Absolument toute la gamme. Il n'y a pas un public radical, ça c'est vraiment... Enfin, vous êtes bien placé pour le savoir mais c'est une vue de l'esprit.
409	Les [nom de collectif A], par exemple, le [date], ils étaient dans la rue avec les [nom de collectif B] parce qu'il y eu un appel à la convergence des [nom de collectif A] pour faire une marche commune avec les [nom de collectif B]. Mais là il y a eu une rupture violente entre les deux manifestations c'est-à-dire que les [nom de collectif A] ont pris le cortège de tête et les manifestants pour le climat face à ça se sont arrêtés. Les organisateurs ont créé un cordon tout autour de la manifestation pour le climat pour essayer de les protéger et ont laissé la police arrêter et violenter les [nom de collectif A]. Alors que la majorité n'avait rien fait, il y a juste trois personnes, trois [nom de collectif C] sur 300 [nom de collectif A] qui ont lancé un pavé dans une fenêtre et du coup les organisateurs ont regardé ça, ont regardé la police arrêter hyper violemment les [nom de collectif A] et certains ont même collaboré avec la police pour livrer des [nom de collectif]. Donc, il y a une violence de la part des [nom de collectif B] en général, et des organisateurs principalement et il y a certains groupes plus radicaux, comme les [nom de collectif A], qui sont beaucoup plus confrontés à la police parce qu'ils refusent la non-violence hyper dogmatique justement des [nom de collectif B]. En plus, c'est vraiment une minorité agissante qui a lancé des pavés et donc ce n'était pas justifié de laisser faire ça
410	Ceux qui agissent de manière plus ou moins violente sont une minorité à cause de cela, à cause de cette lobotomisation générale par rapport à la notion de violence mais ils agissent contre des symboles du système principalement comme les black blocks qui pètent des magasins, des [nom de société], des vitrines, ... Alors on peut juger l'utilité ou pas de faire ça mais en tout cas ils sont tellement minoritaires que à ce stade ils ne voient pas trop d'autres manières de s'exprimer et de se faire entendre que de par cette voie-là pour se montrer, pour se démarquer des gens qui pensent que la non-violence est la seule manière d'agir et donc il agissent comme cela.
411	Parce que dans chaque manifestation, tu ne peux pas avoir comme nous on a eu la première fois à [nom de lieu] 2000 personnes au même endroit et ne pas avoir un ou deux, excusez-moi du terme, imbécile qui va jeter un pavé ou quelque chose comme ça. C'est justement là que le maintien de l'ordre prend tout son sens et c'est justement là que il y en a aucun parce que même ce jour-là ils auraient très bien pu avec les forces de police qui sont présente à chaque fois, trouver juste la personne qui a jeté le pavé ou qui a voulu faire du mal.
412	Je pense que les gens qui utilisent ces formes de violence sont hyper minoritaires évidemment parce que on a tous commis dès l'enfance que la violence amène la violence, que la violence c'est mal, que si on frappe quelqu'un eh bien il va nous refrapper et donc c'est pas bien. C'est des exemples comme cela qu'on nous a insufflé tout notre vie et finalement tout le monde croit ça. Tous les médias et les gouvernements répètent cela tout le temps que la violence des citoyens, des manifestants, est tout à fait condamnable et doit être réprimée et du coup tout le monde cautionne la répression des gouvernements et de la police sans se poser la question de savoir d'où vient la violence.
413	C'est clair mais pour diffuser la pédagogie qui expliquera que les black blocks, c'est bien ce qu'ils font, enfin que ce n'est pas à condamner et bien c'est compliqué parce que tous les médias sont ... enfin, diffusent cette vision de la violence et de qui détient la légitimité de la violence, etc. Ce discours des manifestants vient vraiment de partout, de toutes les institutions de notre société. Et donc c'est très compliqué de faire comprendre aux gens qui sont lobotomisés par les institutions de leur faire comprendre que les manifestants ne sont pas violents et qu'il faut les soutenir et pas les condamner. C'est hyper compliqué et comme je le disais tout à l'heure, je ne pense que ce soit nécessaire et possible d'avoir le soutien de 100% des gens pour faire ce genre d'action de résistance parce que on arrivera jamais à avoir 100% de soutien des gens puisqu'ils sont lobotomisés par le système, par les institutions qui leur répètent un discours comme quoi ils doivent être pacifistes. Pour faire la manifestation, ils doivent demander l'accord à la police, collaborer avec elle, condamner toute forme de violence et avec des menaces aussi qui... si vous casser des vitres, vous serez jugés, vous irez en prison,... on est tous formatés à penser que la violence n'est pas un mode d'action à privilégier, ni à soutenir donc tout le monde se tourne vers la non-violence et les quelques militants violents ont beaucoup de mal à se faire entendre et à se faire comprendre du reste de la population.

414	Ça c'est ma limite. La violence contre les personnes, pour moi, je serais contre toutes mes idées les plus profondes et toutes mes valeurs les plus profondes. Je suis convaincu du fait que le monde est beau grâce à sa diversité
415	Donc oui, je pense qu'évidemment le recours à la violence, pas la violence contre les personnes physiquement ou psychologiquement, ça c'est tout à fait exclu mais la violence envers des infrastructures matérielles est tout à fait requise dans la cause écologique, je crois. Si les gens détruisent un entrepôt, je ne sais pas, je n'ai pas d'idées comme ça. Si on détruit un bateau qui achemine un tiers des produits électroniques en Europe, est-ce condamnable dans la cause écologique ? Non. Ce n'est pas de la violence, c'est de la destruction de matériel qui est une tactique parmi d'autres pour arriver à notre objectif qui est de réduire l'empreinte écologique. Donc c'est acceptable cette forme de violence
416	Peut-être que le rapport de force sert à modifier les idées et le cours de l'Histoire mais la violence comme ça sur des individus pour moi n'a pas de valeur pour la cause
417	Pour fracturer une porte, on a toujours un pied de biche. Maintenant le pied de biche peut toujours aussi servir à se protéger. Nous, de nous-mêmes, on est pas violent même si on rencontre une personne, on ne va pas aller taper dessus. Mais si la personne vient pour nous taper dessus, on ne va pas rester là comme des... On ne va pas rester là, à se laisser faire non plus. Donc, la façon dont on ouvre les portes. Voilà, la porte est ouverte, elle est ouverte. Vous n'avez pas besoin de savoir si on l'a crochétée. Si on est parvenu à crocheter la serrure, si on a ouvert avec un pied de biche, c'est ouvert point.
418	Et donc, là, franchement, très sincèrement, je n'aurais jamais aucun remord en manifestation. J'en ai pas eu ce jour-là même si je n'ai pas spécialement cassé non plus mais si j'avais du casser la vitre d'une banque, je n'aurais pas eu de remords. Je n'aurais pas eu de remords à le faire parce que ... Pour nous, autant pour moi, ce qui est violent c'est de voir des gens dans la rue, de voir des gens qui ont trois boulots et qui ne s'en sortent pas, c'est de voir des gens qui travaillent toute leur vie et qui finissent à devoir bouffer des pâtes tout le mois parce qu'ils ont des pensions dégueulasses et ne parlons même pas de la pension à 1500 euros parce que ce n'est certainement pas ça qui va régler le problème. Et c'est là qu'il y a un problème entre ce réformisme-là et le système en général. Le problème c'est que tu vas réformer une pension à 1500 euros mais à côté de ça, de l'autre côté ils vont trouver un moyen pour te prendre 300 que tu as eus avec autres moyens. Ce sont des calculs que nous, on ne comprend pas que...
419	Ca dépend ce qu'on appelle violence. Je sais qu'il a été reproché au fondateur de cette association lors... A la base il faisait partie d'une autre association [nom d'une ONG] et il a été rejeté de cette association pour une action dite violente. La définition de la violence ça dépend vraiment de comment on la conçoit. En gros, il a été sur au [nom de pays] et il y avait des petits phoques et des chasseurs de bébés phoques qui étaient là pour leur fourrure et ils faisaient ça au crochet. Et donc ils avaient un crochet et ils le jetaient sur le petit phoque. La violence que le fondateur a fait c'est qu'il a pris le crochet d'un pêcheur et il l'a jeté et ça a été considéré comme un acte violent. Ce genre de violence pour moi elle est justifiée même si ça aurait pu être différent et complètement non-violent avec du dialogue (bien que je pense que le dialogue avait déjà été entamé avant de faire ce genre d'action) mais là la violence est autorisée dans le sens où il ne met pas la personne en danger. Il n'y a pas vraiment de risque à part matériel on va dire. Par contre tout ce qui est violence avec des armes, de la violence physique vraiment ça... Je pense qu'il y a certaines personnes qui pourraient le justifier mais pour moi ce n'est pas justifiable et en plus de ça, ça va à l'encontre d'un dialogue alors que le but c'est vraiment d'ouvrir un dialogue donc pour moi c'est un peu se fermer des portes inutilement. Même si on a envie parfois, de prendre les gens et de leur dire « Secoue-toi, réveille-toi
420	Bah, la violence... Après, il n'y a jamais de violence vis-à-vis d'êtres humains. Pour moi, péter des tours de chasse ou caillasser une vitrine, pour moi, ce n'est pas de la violence. À partir du moment où tout le monde s'offusque pour une vitrine ou pour une tour de chasse mais les animaux pour lesquels on fait la même chose sur eux.

421	<p>Tu vois les gens qui vont aller cramer des voitures de flics. Ou euh, ou genre casser des vitrines, trucs comme ça, ou des comme tu dis, dispositifs anti-SDF tout ça, j'pense que c'est, c'est assez légitime, c'est genre juste témoignage d'une colère qui est, qui est justifiée. Et que dans tous les cas, des dégâts matériels comme ça, ça sera jamais comparable à tout ce que la police ou d'autres, ou l'État en place fait subir aux populations. J'veux dire tout ce qui est réforme des retraites et juste, 'fin des des conditions de travail dégueulasses, la répression policières. Parce que avec toutes les bavures nanana qui terminent en meurtre, tu vois y'a y'a souvent des personnes qui démontent à fond les casseurs, parce que « nan mais tu te rends compte il a brûlé une Porsche ? » alors que à côté de ça la police tue ! Des gens ! Et qu'il y ait ça y'a pas de soucis. Et j'pense que, et même les lois de l'État et les, la façon dont on précarise énormément de population, bah ça tue énormément de gens. Et ça par contre, ça pose pas de problème tu vois et c'est des militants d'extrême-gauche qui vont aller gueuler là-dessus qui sont violents et qui sont méchants. Alors que littéralement ben non. Y'a une énorme partie de la population qui vit sous le seuil de pauvreté qui a des conditions de vie immonde, parce que il faut quand même bien faire bénéficier des plus riches, et j'trouve c'est ça la vraie violence. Et du coup j'pense que, toute action euh militante euh, aussi violente puisse-t-elle être euh vue. Ben ça sera jamais aussi violent que celle de l'État, donc j'pense que c'est, ça va quoi. On pourrait faire pire.</p>
422	<p>Les actions des Black Blocs sont des actes politiques, le problème est que justement, du côté de la politique institutionnalisée et du côté des partis, qui eux sont au pouvoir, et qui préféreraient que les gens aient pas de cerveau. Ben ils définissent ça autrement parce qu'ils ont les outils de le faire, comme ils sont en position de domination.</p>
423	<p>On peut revendiquer une certaine forme de rapport à la légalité qui soit contraignant. Au sens où, je crois pas que ce soit .. Je crois que ce soit un problème en vrai, au final. C'est juste de se rendre compte, les structures en place c'est elles qui ont eu le luxe de définir ce qui allait être légal ou pas, et si tu veux en sortir il faut pouvoir courir le risque d'en sortir effectivement quoi. De cas de transgression, en fait, ce qui a été défini par le pouvoir en place comme étant légal ou illégal, ben en fait si tu refuses le pouvoir en place, est-ce que ces catégories là ... Personnes ... Ce sera aux .. extérieurs de les juger finalement tu vois.</p>
424	<p>C'est « une politique qui ne me satisfait pas beaucoup puisque c'est libéral. Alors, il y a plein de mots pour l'expliquer mais c'est la loi du plus fort, c'est le capitalisme, c'est la privatisation et ça ce sont des choses qui existent en Europe, évidemment, dans le monde entier mais aussi en [nom de pays]. Je pense que ce n'est pas une manière de résoudre des problèmes mais une manière de créer des problèmes supplémentaires et du coup, ça crée des réactions chez les citoyens qui sont conscientisés à ce ... Je pense que c'est un dysfonctionnement en fait.</p>
425	<p>Chacun définit la violence à sa manière. Le monde capitaliste tel qu'il existe aujourd'hui est hyper violent sauf que c'est complètement intégré dans les journaux télé, dans les médias, chez les hommes politiques, du coup c'est une violence complètement insidieuse, globale, très ancienne qui paraît absolument indétrônable. Les réactions que l'on peut avoir face à ça, chacun, avec sa sensibilité va agir.</p>
426	<p>Le premier problème ou la première caractéristique de la société dans laquelle on vit et qui, à mon avis, est un peu à bout de souffle c'est la violence. Ce n'est pas le capitalisme, ce n'est pas le productivisme, ce n'est pas le libéralisme, c'est la violence. C'est-à-dire que ce sont les puissants qui dominent les faibles. Ce sont les forts qui essaient d'arnaquer ceux qui sont en dessous. C'est l'homme qui essaie de dominer la femme. C'est l'homme qui essaie de dominer la nature et qui s'approprie les choses qui ne lui appartiennent pas. C'est la violence, ce n'est pas le capitalisme, ni le productivisme. Mais bon, si on dit qu'on est dans une société violente et qu'il faut... Ça ne marche pas donc il faut aussi un discours un peu différent. Donc, moi je préfère parler de productivisme.</p>

427	Le grand problème est que la violence première, de mon point de vue, vient de l'État et que c'est une grande violence en premier lieu qui s'exerce sur les pauvres et sur la nature. Une violence très forte. Moi, je me suis occupé de [nom du projet] avec beaucoup de personnes et [...], c'est tout à fait emblématique de cette double violence qui s'exerce sur les pauvres qui sont sommés de récidiver, hein d'une certaine manière, et sur la nature qu'on a détruit de manière illégale, à mon avis, puisque la nature est dénuée de personnalité juridique.
428	Si on doit faire des efforts à ce niveau-là pour essayer de sauver le climat comment ça se fait qu'à l'heure actuelle on en arrive encore à défendre des zones qu'on appelle des ZAD comme [nom de lieu] pour éviter que les arbres ne soient abattus. C'est logique, il ne faut pas être scientifique pour dire pour respirer, ça dépend des arbres, je ne me rappelle plus du terme exact. Je ne suis pas scientifique mais soyons logique si on veut sauver la terre, il faut peut-être déjà commencer par arrêter de construire à tout va des zonings. On se rend compte dans les faits encore une fois que ce n'est pas ce qui est fait. Moi, ici, ça fait quelques semaines que j'ai entendu parler de la ZAD [nom de lieu], c'est une zone à défendre d'une sablière avec vraiment une vraie richesse en biodiversité, etc. On en arrive encore à devoir défendre des zones comme ça, pendant qu'en même temps, il y a 200000 personnes qui vont marcher pour le climat.
429	Quand je vois les [nom de lieu], c'est une initiative citoyenne qui a ses raisons d'exister. Il y a des gens qui se sont dit à un moment que ce soit à tort ou à raison ça c'est lié à chacun. Le problème c'est que c'est un mouvement qui a tourné vers la violence et où il y a des mauvaises intentions qui en ont profité pour tout casser. Le problème c'est que quand je vois des gens qui sont [nom de lieu] et pas nécessairement violents, je leur dis que ce que les médias retiennent des gilets jaunes - et c'est triste à dire - malheureusement ce sont des vitrines cassées ou des affrontements avec la police. Je n'ai jamais participé à des manifestations de [nom de collectif] et je ne le ferai jamais parce que même si on veut parfois associer les deux mouvements, je pense qu'ils n'ont rien à voir l'un avec l'autre. Quand ils ont commencé à manifester à [nom de lieu], j'ai été le week-end d'après dans le quartier [nom de lieu], [nom de lieu], là où il y a des boutiques de luxe j'ai vu toutes ces vitrines cassées et je me suis dit : « ça ressemble à quoi ? ». On peut être d'accord ou ne pas être d'accord avec le fait qu'il y ait des gens qui vivent mieux que d'autres mais je ne vois pas ce que ça a apporté au message qu'ils ont voulu véhiculer. C'est dommage parce qu'il y a plus de policiers qui sont là que de médias. Et quelque part même les gens ne sont plus sensibles à leur cause et ils ne savent même plus pourquoi ces gens sont sortis dans la rue au départ.
430	Donc, impossible de condamner la violence parce que les gens qui se défendaient parce que c'était aussi une attaque quand même de l'État. Eh bien, ils ont utilisé les moyens qui étaient à leur disposition et leurs tripes et ils n'étaient pas lâches. Qu'est-ce qu'on peut condamner de gens qui défendent ce pour quoi ils croient alors que les forces sont disproportionnées et que la violence première vient de l'État parce qu'il faut rappeler quand même que c'était un projet d'aéroport complètement débile qui consistait à détruire 1600 hectares de terre et exproprier des paysans qui sont loin d'être des riches. C'est une violence, de mon point de vue, extrême.
431	Après je pense que dans un certain sens il y a une confrontation qu'elle soit violente ou pas, qui sera, 'fin, tu n'es pas obligé de toi être violent, mais je pense que, après si c'est révolutionnaire il y aura d'office une violence qui viendra au moins de la part du système que tu essayes de renverser [...], 'fin, je pense pas qu'il y a un État sur terre qui, en étant menacé de perdre son autorité ne réagisse pas par la violence au bout d'un moment quoi.
432	Si tu essayes de renverser le capitalisme, le capitalisme va te réprimer avec les armes même dans des manifestations pacifiques, on voit bien que les forces de l'ordre se mobilisent quand il faut.
433	Alors autant je ne suis pas du tout fan de la violence pour la violence, et je trouve que le mieux c'est de toujours éviter la violence au maximum, autant faut pas vivre dans un monde de bisounours non plus, et croire qu'on va tranquillement changer le monde sans rencontrer de résistance quoi, d'ailleurs ce n'est pas ce qu'il se passe en ce moment

434	<p>(E) : En fait, les Black Bloc c'est une idée, plus que des manifestants, c'est une idée d'action. C'est une façon d'agir plus qu'autre chose et c'est vraiment une façon d'agir qui dit que voilà... La répression est là donc les Black Bloc sont au courant depuis des années parce que c'est quelque chose qui a pris en Italie du temps des mouvements antifascistes, etc. En fait, les Black Bloc du moins pour le mouvement des [nom de collectif], ça a vraiment été ... D'abord, il y a beaucoup de [nom de collectif] qui ont viré Black Bloc parce que justement on a subi la violence, on a subi les coups de matraques, on a subi les attaques des policiers montés.</p> <p>- (C) : en réaction alors ?</p> <p>(E) : Oui, c'est vraiment une réaction à ça et de dire, voilà, le Black Bloc sa réaction c'est... Le principal du Black Bloc c'est de se mettre entre les manifestants [nom de collectif] et les forces de l'ordre. Et quand on arrive en manifestation devant des vitrines qui représentent le capitalisme, c'est de tout démonter. C'est aussi simple que ça, c'est tout démonter que ce soit une banque, que ce soit [nom de société], que ce soit des grosses entreprises. Le but c'est de faire perdre de l'argent et c'est vraiment le but en soi des Black Bloc.</p>
435	<p>Et si dans ce même endroit où tu vis, tu te retrouves avec une pression policière, des contrôles d'identité qui n'ont pas de sens, 'fin un sens statistique, essayer de trouver celui qui fume un joint et ne rien résoudre aux problèmes que les autres peuvent vivre. A la fin tu détestes la police. Moi, je ne pense pas être dans ce cas-là, je pense que c'est normal qu'il y en ait. Ce qui est délicat, c'est qu'on donne du pouvoir à des personnes et du coup il faut quand même qu'il y ait un contrepouvoir. Il faut toujours qu'il y ait un contre-pouvoir sinon ça... Il y a une phrase qui dit : le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt absolument. Si on est confronté dans son existence, dans son enfance, dans son adolescence à des situations qui sont injustes, ce sont des graines pour réagir de manière plus radicale ensuite parce que ça justifie. C'est ton vécu, ce sont tes souvenirs, ce sont tes proches. Après, il peut y avoir aussi l'influence de quelqu'un qui te manipule, sûrement, évidemment.</p>
436	<p>S'ils [nom de collectif] agissent comme ça c'est parce que la police est hyper violente, cela amène juste l'envie de sa battre encore plus. Quand on est confronté à la police, on a juste envie de pas s'arrêter, de ne pas lâcher.</p>
437	<p>Le problème c'est que dans les médias, on en parle jamais. On en parle jamais, ils n'ont jamais essayé de faire un rapport de cause à effet en disant : oui mais pourquoi ils attaquent tout le temps [nom de société] ? Pour quoi est-ce qu'ils attaquent toujours de grosses enseignes ? Non, ils ont brûlés ça, ils ont brûlés ça parce que</p>
438	<p>Ce débat est compliqué parce que ça dépend ce que l'on met derrière le mot violence. Dans les militants assez aguerris, certains sont prêts à faire comme les black blocks ou les [nom de collectif], à casser des fenêtres, à casser des voitures, à brûler des voitures, etc. Quand on écoute les médias, les politiciens qui réagissent à cela, ils disent tous : c'est de la violence, c'est inacceptable, on condamne tout et du coup tout le monde pense la même chose, on dit tous que c'est de la violence, qu'il faut condamner, que ce n'est pas bien alors que ce n'est pas de la violence. C'est de la dégradation de matériel, c'est de la destruction de matériel mais ce n'est pas ça la violence. Ces gens, ils réagissent par une forme de dégradation, une forme de violence matérielle si on peut dire, face à un système et des institutions violentes par nature qui mettent tous les jours des gens au chômage, qui créent de la pauvreté, de la famine dans le monde, qui créent des guerres, qui épuisent les ressources et détruisent les écosystèmes, ça c'est la violence. Et du coup quand on entend dire, les black blocks sont violents parce qu'ils détruisent les vitrines, on se dit : « mais vous savez pourquoi ils font cela et contre qui ils se battent ? » Ils sont vachement plus violents qu'eux, ils ne détruisent pas des vitrines, ils détruisent des vies humaines pas des vies non-humains.</p>

439	Ce qu'il s'est passé comme violence, etc. a toujours été, presque toujours été dans un souci, en tout cas avec les [nom de collectif] ici en [nom de pays], de vision. Parce que justement si ce n'était pas un peu extrême, on n'en parlerait pas et que justement... En fait, ce qu'il se passe c'est que le jeu de la police, c'était de dire : voilà, la police bloquait tous les endroits où on voulait aller et qui nous intéressait. Et donc, nous, on voulait y aller parce que pour nous c'est la seule façon de se faire entendre et vu qu'il y a toujours eu ces deux soucis-là : qu'on ne nous laissait pas aller et que nous, on voulait aller parce que justement déjà comme ça on a du mal à se faire entendre alors si on arrive même pas à aller au lieu du pouvoir où on parle pour nous. Le souci a été ça en fait. C'est que, voilà, la violence s'est installée, je vais dire pas assez naturellement mais c'est quelque chose qui a été vraiment été utilisé des deux côtés. Autant du côté des manifestants pour avoir une vision au niveau des médias, etc, autant du côté de la police justement pour justifier la répression qui a suivie.
440	Les flics, on sait très bien qu'ils sont aussi de l'autre côté. Là, ils nous ont laissé clairement dans les mains des éleveurs. Ils ont clairement laissé aussi une personne qui était couchée qui avait reçu un coup et ils n'ont pas réagi. Ils sont aussi eux-mêmes violents. De la violence gratuite. Alors pas, de tous les flics évidemment mais c'est autorisé et ce n'est pas leur hiérarchie qui va les en empêcher.
441	Ce sont des débris matériels, il n'y a pas d'attaque à la personne parce que dans ce cas-là si on veut parler d'attaque à la personne, c'est plutôt dans le sens contraire que ça se passe. Ce sont le plus souvent les éleveurs qui agressent les militants, ça je l'ai vécu aussi. Donc, oui, oui. C'est super violent
442	Ça on a eu des fois quand on faisait par exemple des manifestations contre les poneys dans les kermesses. Si tu vas faire des actions auprès des forains, les circassiens, etc. C'est un certain type de personne aussi qui vont pas te faire des discours à la Montesquieu et je ne sais pas quoi. C'est tout de suite BAM dedans et si tu vas par après déposer une plainte c'est aussi souvent comme si tu as provoqué. On a déjà eu à [telle ville] par exemple, il y avait la police et que la police n'intervenait pas quand nous on avait des coups. Ils laissaient faire jusqu'à ce qu'on soit à terre.
443	On a encore fait quelques actions mais surtout des actions de sensibilisation et pas directement sur place même parce qu'on savait qu'on ne serait pas protégé, même pas par la police. Parce qu'avec ces actions, même si elles n'étaient pas autorisées, on appelait toujours la police pour dire « on va faire ces actions, il y aura très probablement une... des problèmes » pour qu'ils nous prennent en protection aussi mais ce qui ne se passe pas.
444	On sait bien qu'on prend des risques à chaque fois. On est allé dans un abattoir à [nom de lieu] en [nom de pays]. Il y avait des journalistes qui nous accompagnaient. Le directeur de l'abattoir a débarqué et a plaqué, c'était un tout jeune journaliste, je crois qu'il était toujours en stage, je ne sais pas quoi, il l'a plaqué au sol, il lui a mis un couteau sous la gorge. Nous, on sait bien qu'à chaque fois, on risque effectivement des insultes et surtout la violence est plus forte de la part de la police que des ouvrier en eux-mêmes. En fait, les ouvriers, soit ils sont agressifs, ils sont menaçants mais ils n'osent pas venir directement au contact. Quand vous avez 100 personnes qui débarquent en plein milieu de la nuit habillées en noir, cagoulées, en général ils n'osent pas de trop. Souvent ils restent tranquilles. Il y en a même qui essaient de venir discuter. Un jour, il y a un homme qui vient nous trouver. On s'était déjà placé dans le couloir, on s'était déjà enchaînés et il a dit : ah, vous pouvez rester, ça ne me dérange pas, juste si vous pouviez partir avant 7h du matin parce que c'est à cette heure-là qu'on commence à abattre.
445	Moi directement non mais par exemple [à telle époque] j'ai été [dans tel pays] et je sais que l'année d'avant, les gens qui étaient là pour faire la même mission que nous, on leur avait crevé les pneus de la voiture et je me demande si elle n'avait pas été brûlée ou quelque chose comme ça. Donc ça arrive. Il y a toujours des gens qui n'aiment pas. On va dire que tout ce qu'on fait il y a quand même une privation de valeurs derrière. On prive les gens de vendre certaines choses, on prive les gens d'un certain revenu donc il y aura toujours des gens qui ne vont pas être contents et des gens qui étaient là avant et qui profitaient du système et qui vont ne pas être contents de voir que des gens sont là pour que les règles soient vraiment respectées. Il y aura toujours des gens qui ne seront pas contents. Il y aura toujours un risque, même minime.

446	C'est normal de caillasser la vitrine d'une boucherie parce que le boucher [...] fait partie du système spéiciste. Il en fait partie donc il a sa part de responsabilité. Tout comme les consommateurs, ça, je ne le nie pas. Ça fait partie du cercle qu'il faut justement démanteler.
447	Euh ben du coup au [nom de région], dans les grands rassemblements à [nom de lieu] on a fait, on a fait des petits raids de vol à l'étalage dans les grandes surfaces autour du parc quoi. Le fait de récupérer directement. Ouais, c'est ça le fait d'aller chercher sans passer par l'intermédiaire 'argent' sans remettre du blé dans les grandes multinationales qui contrôlent les grandes surfaces de distribution qui, du coup, organisent des trucs horribles, genre, de un, maintenant ça a peut-être changé mais ça date suffisamment pour que, genre, les invendus on en parlait pas tout simplement, en fait, par exemple. C'était détruit et puis tout le monde en avait rien à foutre. Et euh, de toutes façons, la manière dont ce genre de grandes multinationales, de grandes surfaces de la distribution alimentaire resteront employés et le fait qu'ils ne portent aucune intention à l'aspect éthique de leurs produits. Tout ça quoi. C'était un geste, du coup.. Là pour le coup assez proprement anarchiste.
448	C'est pour ça aussi qu'il n'y a vraiment pas de soutien et qu'on se retrouve seul face à tous, face aux élites politiques, face aux élites journalistiques, face aux élites... Ce sont toutes les élites qu'on a contre nous.
449	Je crois qu'on a pas le choix que de devoir en passer par là. Si on va sonner : oui, bonjour, est-ce que vous pourriez arrêter votre exploitation ? Je crois qu'il va un peu nous rire au nez. Tous les grands changements que ce soit par [nom de personnage public] ou par d'autres, tout s'est passé, tout grand changement est passé par des guerres et par des gens dont on rigolait d'eux au début. Quand il y a eu la fin des esclaves, de l'esclavagisme, les personnes au début ont commencé à prôner le fait que les personnes de couleur n'avaient pas à être exploitées. On leur riait au nez et puis petit à petit il y eu des affrontements politiques et autres. Et moi, je crois que tout grand changement justement commence par une révolution sinon on en viendra jamais à bout.
450	Et c'est là où je voudrais faire la distinction. Je n'ai vu aucun responsable réellement radicalisé partout où j'ai été. Tant en termes de discours, que même de moyens d'action, personne n'a jamais parlé de violence ou quoique ce soit. Même de manifestation, c'est toujours des trucs pacifiques. Je veux dire qu'on est moins violents entre guillemets que les [nom de collectif] ou d'autres groupes parce qu'on sait bien qu'on n'a aucune chance. Nos ennemis n'attendent que ça, qu'on fasse un faux pas et on va tous en prison. Mais, c'est vrai que tout le monde n'a pas ce niveau-là chez nous. Il y a des gens un peu plus bornés qui n'ont plus rien à perdre et eux, oui, parfois je m'en inquiétais.
451	Il y a trois raison principales [à privilégier la non-violence]. La première, c'est une raison éthique c'est-à-dire que je ne pense pas qu'on puisse être violent sans en sortir indemne d'un point de vue strictement personnel. C'est-à-dire que tous les actes qu'on fait ont des conséquences et être violent, à un moment ou à un autre ça touche les personnes même si on s'en tient à faire du sabotage matériel comme c'est très à la mode dans certains discours. En pratique, ça touche les personnes derrière et donc on en sort pas indemne éthiquement. Et c'est un choix aussi de vouloir s'exposer à ce type de conflit personnel interne. Moi, ce n'est pas du tout le mien.  Deuxièmement, d'un point de vue plus philosophique, je pense que la violence entraine la violence et que donc c'est un cercle vicieux. Ce n'est pas quelque chose qui permet de gagner les combats qu'on veut gagner et qu'il faut absolument gagner. Donc, ça, ça rejoint la stratégie mais philosophiquement la violence est la dysfonction d'un conflit c'est-à-dire qu'il y a des besoins de part et d'autre qui ne sont pas rencontrés et c'est le plus fort qui gagne. Donc les besoins du plus faible n'ont pas été rencontrés, donc ça va créer de la vengeance et un cercle vicieux qui ne permet pas de solutionner valablement le conflit. Le problème c'est qu'il nous faut du conflit et il nous faut des réponses valables au conflit et la violence c'est un dysfonctionnement. Des fois, la violence a eu un rôle dans l'histoire et les non-violents, je pense à [nom de personnage public] et à [nom de personnage public] ont toujours dit que la violence était un moyen de résoudre certaines tensions et que parfois c'était inévitable et qu'il valait mieux être violent que poltron ou que fuyant.

	<p>Je crois qu'on ne peut être que d'accord avec ça. Des fois, bon, on ne peut que bloquer les choses avec force et parfois avec violence mais c'est quand on ne peut pas faire autrement. Et ça ne donne pas une solution durable parce que derrière il y a toujours une remise à niveau. Donc, je pense que ça ne marche pas. [...]</p> <p>Finalement, stratégiquement et ça on l'a bien vu dans des tas de combats. Enfin, l'histoire le montre, je pense, de manière vraiment limpide et on le voit partout. On l'a vu dernièrement avec la ZAD à [nom de la localité] puisque personnellement j'ai été impliqué dans la ZAD de [nom de la localité]. Et bien militairement, on ne peut pas gagner. Des fusils, comme disait [nom de personnage public], sont de l'autre côté donc si on prend les fusils, c'est la garantie absolue qu'on perd le lendemain matin. Donc stratégiquement aussi c'est absurde, de mon point de vue. Donc, je ne vois pas de raison, en fait de choisir la violence. Le grand problème est que la violence première, de mon point de vue, vient de l'État et que c'est une grande violence en premier lieu qui s'exerce sur les pauvres et sur la nature. Une violence très forte.</p>
452	<p>Alors, le cas de [nom de lieu], il est super intéressant. Il est super complexe. Moi, je ne pourrais pas tirer de conclusion sur l'usage de la violence qui s'y est exposée. En tout cas, c'est parfaitement clair et [nom de personnage public] a eu ce sale avantage, c'est de montrer qu'il était impossible de gagner militairement contre l'État. Il a envoyé 2500 gendarmes avec des blindés, ce n'était pas l'armée. Mais bon, les gendarmes, c'est l'armée et c'était une petite force par rapport au dispositif disponible. Quoiqu'on en dise, bien que la violence ait été d'intensité élevée, les moyens utilisés étaient encore très faibles dans l'arsenal disponible et pourtant les zadistes en face, ont mis toute leur puissance disponible en jeu. Donc, voilà, ça c'est limpide pour moi. Qu'est-ce que ça a permis de gagner ? Sachant que militairement c'était pas du tout conséquent. Ça a permis de gagner en médiatisation mais je pense que c'était plutôt [nom et date de l'opération] qui avait permis d'attiser les cœurs. Parce que là on était plutôt, je dis « on » parce que je me situe quand même du côté des zadistes bien que je sois opposé à la violence et je pense qu'idéalement, il aurait fallu agir autrement mais c'était extrêmement compliqué. M'enfin bon, moi, j'ai une stratégie alternative à proposer : il fallait arrêter [nom de lieu] et aller à Bure bien sûr. Ça c'était mon point de vue mais bon. Donc, je pense que la deuxième opération à [nom de lieu] nous a permis de gagner rien du tout. Par contre [om de l'opération] c'était utile. Et pourquoi ? Parce qu'il y avait aussi des recours en justice, il y avait une mobilisation des députés, il y avait eu une grève de la faim juste avant qui avait permis de contraindre [nom de personnage public] à garantir qu'il n'agirait plus militairement tant que les recours à la commission européenne n'étaient pas épuisés et puis il y avait eu une marche de 40000 personnes. Et donc, je pense que cet assemblage hétéroclite de forces qui a fait qu'on a pu bloquer ce projet et la résistance sur place qui était pas du tout de la même nature que celle qu'on a observée il y a, je ne sais plus maintenant, un an, deux ans ?</p>

#### Extraits 453-547 : la réaction sociale

453	<p>Ça, ça dépend de chacun. Je pense que pour l'État, pour la police, c'est très facile d'assimiler. Et du coup, ce sont avec des idées négatives de crescendo. Tu es d'abord un militant, puis t'es un activiste, puis t'es un terroriste à la fin puisque tu fais des blocages. Dans ces cas-là, c'est justifié d'utiliser des gaz lacrymogènes de manière complètement disproportionnée</p>
454	<p>La police [nom de pays] est hyper performante bien qu'elle soit en sous-effectif et sous financée. Elle est hyper performante, elle a une doctrine de maintien de l'ordre qui est très différente de celle de [nom de pays].</p>
455	<p>Ça peut aussi faire peur, il y en certains qui se disent : ça va me tomber dessus, je n'ai pas envie de m'investir autant. Mais statistiquement, je suis certain qu'il y a une hausse [de la répression]</p>
456	<p>On, je pense que ça [la répression] a toujours été dur. Alors est ce que l'étau est en train de se resserrer, je pense que oui mais elle a toujours été dure. Les gens se sont toujours plaints de la police, du comportement de la police, des violences policières, de l'impunité et tout ça. C'est quelque chose qui a toujours été et qu'il y aura toujours. Est-ce que c'est plus dur ?</p>

457	<p>Les gens qui vont filmer, faire des investigations sous couverture avec des caméras dans des élevages industriels pour animaux par exemple et qui sortaient des images qui étaient bouleversantes et qui changeaient beaucoup l'opinion publique. Maintenant c'est interdit [nom de pays] encore de rentrer et même de sortir les images. Les images même sont interdites. On sent très bien qu'il y a une répression à certain moment si on touche les plus grands intérêts. C'est dans ce sens-là (je fais un assez grand détour) que personnellement moi donc on a été visé en 2013 quand on a fait une investigation des... On a sorti une investigation sur l'élevage porcin en [nom de région] dans une petite dizaine... Des images d'une petite dizaine d'entreprises où on avait les images qu'on a sorties. Ces images appartenaient à des entreprises qui étaient dirigées par des personnes qui étaient assez importantes dans le secteur donc par exemple des directeurs de la société qui faisaient du lobbying de la viande porcine qui avaient également un élevage porcin. Là, le but c'était de dire « vous voyez ce qu'il se passe chez les personnes qui ont normalement une fonction d'exemple. Vous voyez si c'est le cas-là, c'est probablement le cas un peu partout ». Et là on a aussi subi de la répression. J'ai eu une perquisition à la maison, on a enlevé les ordinateurs pour pouvoir prouver qu'on aurait fait ces images qu'on était entré dans les élevages pour faire les photos. Il y a eu une enquête judiciaire aussi pendant des années en fait mais ils n'ont jamais pu prouver quelque chose. À un certain moment ça devait aller devant une Cour plus haute mais ça ne s'est pas fait parce que le juge savait très bien que c'était une Cour pour les meurtres et les choses très graves et là ils ont quand même jugé qu'ils n'avaient pas assez de temps et d'énergie pour mettre toute leur énergie dans cette enquête-là.</p>
458	<p>Il y a une criminalisation qui s'accroît. Je pense que quand j'étais jeune, la criminalisation, c'était les pauvres, la misère, les jeunes, ça ne s'est pas vraiment arrêté. Par contre, ce qui arrive maintenant ce sont les activistes, les militants, eux sont aussi dangereux [...] Ça se traduit parce que tu vois les protections des policiers en face de toi, ce sont des Robocops, hein ! Sans voir les armes de défense qu'ils utilisent, le fait qu'ils utilisent des protections qui sont vraiment... C'est Terminator en fait. Alors qu'au début, ils avaient juste un béret, un petit casque et maintenant ils ont une armure.</p>
459	<p>Vous savez là, de mon point de vue, il y a vraiment un renversement à opérer et moi, c'est le message que je voudrais faire passer via votre enquête. C'est que quand il y a 1500 personnes, des familles et des enfants qui vont manifester pour l'urgence climatique en bloquant un tram avec des chaises longues qui se font gazés, arrosés, arrêtés, molestés, tout le bazar. Il faut vraiment voir où sont les radicaux et c'est vraiment important. Je pense qu'il faut répéter ce message. Là en l'occurrence, [nom du collectif] ils ont agi avec la procédure classique de la non-violence active en faisant un groupe-contact police, un groupe-contact bourgmestre, en maintenant des liens permanents, en discutant sans arrêt et pourtant c'est ça qui est advenu. Et non seulement, la répression a été excessive mais plus effrayant encore, il n'y a pas eu de condamnation des pouvoirs publics au contraire et ça, de mon point de vue, c'est extrêmement radical, extrêmement problématique. Le contexte, ce qu'on dit, on le lit dans les médias. Partout, ça commence à être l'ébullition et partout la répression se durcit. Et donc, il faut choisir la société dans laquelle on veut vivre. La [nom de pays] a cette caractéristique d'être un pays libéral avec ce que ça comporte comme respect des libertés individuelles. On a encore une longueur d'avance, j'ai l'impression mais elle est en train d'être grignotée rapidement</p>
460	<p>Ceux qui ont 20 ans et qui sont au courant du réchauffement climatique, ils n'ont pas du tout la même attitude que nous, pas du tout. Pour eux, c'est une question de vie ou de mort et c'est parfaitement rationnel. C'est parfaitement raisonnable. En face, ils n'ont rien à opposer d'autres que des coups de matraque mais ça ne fait pas une réponse. Donc là, je pense qu'il y a un gap [entre les militants et les pouvoirs] qui est en train de se créer et qu'il est sensible.</p>

461	Le truc c'est que nous en fait, depuis le début du mouvement on a rien demandé. On a rien demandé. En fait, tout ce qu'on a fait, et moi dès la première semaine, j'étais même le premier à défendre les camarades [nom de collectif] qui étaient là parce que encore une fois ils expliquaient que la violence était due à l'escalade... Alors qu'à la base, à ce moment-là il n'y avait rien. À part peut-être, comme on dit chez nous à [nom de lieu], un ou deux peys qui ont jeté un pavé. On nous a mis dans cette case-là directement donc au final qu'est-ce qu'on peut faire ? En gros, on n'a pas de solution. Si on veut manifester de manière pacifique où on veut aller manifester, on ne peut pas. Donc, à gauche on nous dit : tu ne peux pas aller. A droite, on nous dit : de là à là tu peux aller manifester. Mais il suffit qu'il y en ait un qui jette un caillou comme ça pour commencer à lâcher les pompes à eau, les chiens, les chevaux, etc. Donc qu'est-ce qu'on fait ? Qu'est-ce qui nous reste comme solution ? Rien, il nous reste aucune solution, rien du tout.
462	Je sais très bien qu'ils sont infiltrés dans les groupes parce que je les voyais rentrer sur Telegram. Comme c'était mes contacts police, je les voyais rentrer dans les conversations communes de [nom du collectif]
463	On sait qu'on est très surveillé par la police. Moi, j'ai régulièrement la police postée devant la maison. Mon courrier dans la boîte aux lettres, je le retrouve toujours ouvert. Il y a les flics qui se garent en plein devant la maison. Pourtant, j'habite dans les bois, je n'ai pas de voisins, vraiment les bois. Et quand je lui dis : excusez-moi je peux vous aider ? Ah non, rien, on fait le contrôle de la circulation. Au cas où un écureuil traverse la route ou... Faut pas prendre les gens non plus pour...
464	Je pense qu'il y a ... En fait, c'est très facile... C'est beaucoup plus facile, on va dire ça comme ça, pour la police d'intégrer un groupe anarchiste puisqu'il suffit de se pointer en disant : j'ai envie d'aider, je suis anarchiste. Que pour un anarchiste d'intégrer un groupe policier, là il faut qu'il ait un uniforme, un badge et une attitude, le vocabulaire et là ça va se voir qu'il n'est pas policier et ça ne va pas tenir deux secondes. Donc, on sait très bien qu'étant donné le phénomène de criminalisation de l'engagement associatif, de la loi anti squat, d'une répression de plus en plus grande... Pour certains Etats, les militants, les activistes, tous ceux qui sont dans le non-lucratif, c'est un problème en fait. Donc, il faut connaître leurs activités pour déjouer leurs plans et donc c'est facile d'envoyer une taupe. Moi, je serais flic, j'enverrais un stagiaire d'office.
465	Ici régulièrement ils veulent quand même savoir où ils en sont avec les groupuscules comme nous comme tu dis. Et régulièrement, assez naïvement, ils nous demandent, par exemple la police, si on n'a pas des listes de personnes ou si on ne connaît pas untel ou untel et qu'est-ce qu'on trouve de celui-là ou celui-là et tout ça. Avec nous ça ne marche pas naturellement mais avec des jeunes activistes parfois bien. On a même eu à [nom de lieu] des policiers qui... ou des services de renseignements qui participaient à des actions aussi. [...] et qui étaient très amicaux avec les... D'une maladresse absurde mais ça marchait quand même parce que ces activistes et certainement avec les activistes qui ne font que commencer et qui adhèrent à de grosses organisations comme [nom du collectif].... C'est quelque chose qui se passe [nom de pays] et tout le monde peut le faire. Il n'y a vraiment d'entourage et de contrôle et donc chacun, chacune peut commencer à faire des choses comme ça. C'est vite fait qu'ils essayent d'avoir des informations. Ça c'est sûr.
466	C'est sûr. Fiché, c'est sûr. Surveillé, c'est sûr. Un flic est là, c'est sûr. Donc les trois sont sûrs en fait. Ça ne se passe pas tout le temps, parfois tu t'en rends compte, parfois tu ne t'en rends pas compte mais ce n'est pas grave, tu fais comme si c'était le cas. Et donc, on en tient compte pour dévoiler le moins possible. Les détails les plus importants ne sont révélés que au dernier moment

467	<p>Pour moi, de part la vision que j'ai eue, pour moi, ça a été vraiment une des meilleures armes pour eux aussi : On a entendu tout ce qu'il se passe déjà de par le fait que ce soit un géant du réseau social. Il y a déjà des affaires qui sont en train de se dérouler en [nom de lieu] avec le partage des données, etc. Pour moi, très rapidement, ils n'avaient pas besoin d'avoir un quelconque droit, quelconque autorisation pour y avoir accès et, pour moi, c'est grâce à ça en tout cas parce qu'ils savaient beaucoup trop de choses déjà de base par rapport à ce que nous on partageait sur les différents groupes.</p>
468	<p>Oui, ils ont tous les renseignements par Facebook. Enfin, un truc qui n'a rien avoir avec l'activisme. Il y a quelques années, je suis allée en boîte. C'est une boîte où j'allais toutes les semaines mais à ce moment-là je n'avais même pas mon nom de famille sur mon Facebook. Je n'avais que mon prénom et personne, personne de mes amis ne connaissait même mon nom de famille. Il y a un gars dans la boîte, en sortant qui s'est fait écraser. On soupçonnait un meurtre que c'était fait exprès. Le lendemain, les flics étaient chez moi pour me poser des questions. Alors qu'il n'y avait même pas eu de photos de moi que j'étais à cette soirée. Je ne sais même pas comment sur si peu de temps, ils ont remonté le fil, trouver mon nom de famille, tout. Alors que sur Facebook il n'y avait rien. Donc, faut faire super attention sur les réseaux sociaux, pas trop montrer spécialement avec qui on traîne, pas partager trop d'actions et montrer qu'on est trop [...] J'ai des amis qui se sont fait supprimer leur compte et qui ont été convoqués à la police rien que parce qu'ils ont partagé un image comme ça.</p>
469	<p>Du coup, on est au courant de cela. [Lors des réunions] On pose les GSM plus loin mais pour autant il peut y en avoir un qui est là et qui a pu avoir laissé son GSM allumé et qui est en train d'enregistrer toute la discussion. Ou alors s'il n'a plus de GSM, il reconnaît les gens et ils les écoute parler et il fait un rapport ensuite. Donc, il y a des groupes qui fonctionnent avec un screening plus formel où on fait le tour de table : « Comment tu t'appelles ? Et qui te connaît ici ? ». J'ai entendu parler de cette méthode mais je ne l'ai jamais vue ni vécue. C'est hyper violent parce que celui qui arrive et vient de nulle part, on va dire : « ah ah, tu viens de nulle part donc t'es un policier ». Ce n'est pas du tout fiable mais par contre l'information est donnée au compte-goutte, c'est au dernier moment qu'on sait quel est le jour, quelle est la cible. Donc même s'il y a des fuites, ça passe quand même, ça n'a pas d'impact sur la réussite en général.</p>
470	<p>En été, par exemple, c'est des trucs qui se font beaucoup dans les parcs avec des téléphones qui sont à une quinzaine de mètres c'est suffisant, ou sinon, en général, tu as toujours, à une réunion pour les élections, tu as toujours comme un petit panier ou une boîte qui passe où tout le monde va mettre ses téléphones et qui passe à [...]. J'ai l'impression que c'est vraiment le truc le plus important dans l'organisation, en tout cas, un peu toute cette sécurité. Et il y a carrément une grosse parano dans tout ça mais, en même temps, je pense que la parano est légitime, il vaut mieux être trop parano que de se retrouver soit avec une action sabordée, soit en taule pour les plus gros trucs. [...]</p>
471	<p>Du coup, tu vas aller boire un verre avec [ton binôme] même si tu ne sais pas son prénom. On se donne de faux prénoms. Dans la parano, il y a ne pas utiliser de nom. Enfin, la parano, la précaution. Ne pas utiliser son email non plus.</p>
472	<p>On se réunit soit chez l'un, soit chez l'autre. C'est plus facile. Après, on fonctionne aussi par des applications qui sont cryptées sur nos téléphones parce qu'il y en a beaucoup qui sont surveillés par la police. C'est surtout être vigilant, surtout ceux, comme moi qui suis fichée. Je sais que je dois vraiment tout faire pour ne pas qu'on trouve mon ADN sur les lieux, ne pas discuter de ça par téléphone. Il faut en permanence, penser...</p>

473	<p>Avant-hier, on sonne à ma porte, c'étaient les flics. Donc, là directement le gros stress. Bon, c'était pour un truc administratif...ça n'avait rien à voir, c'était par rapport à un papier de ma belle-mère mais c'est clair... C'est bizarre parce qu'on a l'impression que tout le monde sait ce qu'on a prévu de faire. Quelques jours avant l'action, on a quand même le stress qui monte et dès qu'on croise une voiture de flics ou dès qu'on voit des flics qui nous regardent comme ça, on a l'impression qu'ils savent ce qu'on va faire. Ça devient ... On devient un petit peu parano, en fait. Ou dès qu'un personne fait une petite insinuation, nous directement on le prend pour... Ah tu crois qu'il est au courant, tu crois que truc aurait dit quelque chose, etc. Et je crois qu'il faut être parano et sur les gardes parce que le problèmes c'est que si on devient trop à l'aise. Par exemple, pour faire les repérages, qu'on va sur le lieu en étant trop à l'aise, c'est là justement qu'on risque de faire une erreur parce qu'on est trop confiant et du coup on ne prend peut-être plus certaines précautions. On a déjà été faire des repérages avec des activistes en leur disant : est-ce que tu veux venir pour le repérages ? Une fois, pas deux, hein. Les personnes qui se promènent comme ça en plein milieu du, en plein dans les spots de lumière, stp.</p>
474	<p>[...], à l'époque, quand il y a une manifestation devant le [nom de lieu], il y a eu des gens qui se sont fait arrêter et qui ont eu un procès suite à des tirs de feux d'artifice. En gros, on a essayé de monter un procès bidon où on a dit qu'ils avaient visé des bombonnes de gaz et qu'ils avaient essayé de faire exploser [nom de lieu] et des trucs comme ça [...] Gros sur le bazar et ce procès nous a montré que, ben en fait, c'est pas une fiction que c'est pas de la paranoïa qu'il y a en [nom de pays], la filature, les indics, les micros cachés dans des appartements, c'est une réalité, même s'ils n'ont pas un budget [...], ils vont pas, comme j'ai dit chez tout le monde, mais voilà quoi du coup, c'est..</p>
475	<p>J'ai l'impression que ça peut être un truc fait tout seul ou en groupe très restreint, voir des grosses actions qui peuvent se faire avec des centaines voire des milliers de personnes. Ben du coup, ça passe par l'organisation, et du coup, en fonction du but et de ce qu'il va se passer pendant cette action, [...]fortement changer, par exemple, si ton action c'est juste organiser une manifestation complètement légale, tu vas faire une réunion assez ouverte, alors que, ben je sais pas, si tu as prévu d'aller faire du sabotage et de péter la nouvelle antenne 5G qui vient d'être construite. Fatalement, tu vas être dans un groupe plus réduit avec des personnes en qui tu fais vachement vachement confiance. Et tu vas essayer de laisser le moins de traces de cette réunion, même si c'est codé sur les réseaux, même le lieu et l'heure de la réunion, il faut essayer de pas les communiquer à travers les réseaux ou les SMS, fin ça dépend toujours l'intensité mais j'ai l'impression que vraiment si c'est un truc illégal, ben d'office tu auras le côté : passer par des messages cryptés ou un peu codé sur message si c'est un SMS, et que pendant la réunion de l'organisation de l'action fatalement les téléphones qui sont mis dans une autre pièce pour pouvoir parler librement.. Généralement les lieux, ils sont quand même assez choisis. Je sais que, tu y as, ça c'est un truc plus en, c'est plus faisable en été fatalement mais le meilleur pour tout ça, c'est s'organiser dans un parc ou un truc comme ça, parce que tu es sur de pas être chez quelqu'un qui peut potentiellement avoir un micro chez lui parce que, évidemment il y a pas tous les militants qui ont des micros chez eux, mais, en fait, c'est des méthodes qui sont utilisées par la police belge, on en est sûr.</p>
476	<p>Une parallèle, c'est un festival qui s'appelle [nom du festival] qui parle donc d'agriculture, etc. Un documentaire qui est passé à l'ouverture de ce festival avec[nom d'un personnage public], donc une réalisatrice qui fait des documentaires contre les OGM, etc. Il y a deux personnes qui posent des questions dès que le film est fini. La lumière s'allume et on peut poser des questions à la réalisatrice. La première question ... Donc elle fait un film dans le monde entier pour... ça s'appelait : [nom du film] qui illustre ce qui se fait dans l'agriculture aujourd'hui ce qui était des bonnes solutions et qui pouvaient peut-être être répandues dans le monde. Donc, au lieu de donner un constat catastrophique de la situation et démoraliser les gens, donner des pistes et de l'énergie parce que souvent ce n'est pas ça. La première question c'est : quand vous avez fait ce film, est ce que vous avez pris l'avion ? Le film, il se déroule au [nom de pays], en [nom de pays] donc, oui, j'ai pris l'avion. Et donc, la réalisatrice est décrédibilisée d'une certaine manière. Première question. Après, il y a une autre question du même couple, qui était au premier rang, qui prenait des notes... En fait, c'était [nom de société], ces deux-là. C'est normal que [nom de société] envoie ses deux stagiaires ou alors des experts en com. pour décrédibiliser celle qui leur</p>

	porte atteinte. Donc les policiers et les anarchistes doivent faire la même chose, c'est complètement cohérent. J'espère qu'ils n'ont pas oublié cela.
477	Mais dans ce texte de loi-là qui est passé en 2015, je ne me rappelle plus du nom du texte, en gros est repris comme terroriste toute personne qui dit qu'elle n'est pas d'accord avec le système en cours. Donc toutes les personnes qui sont contestataires de façon un peu trop extrême pour eux par rapport au système mis en place. Donc, moi, je suis terroriste, [nom d'une personne], il est terroriste. [nom d'une personne], il est terroriste et j'ai vraiment essayé pendant longtemps d'avoir accès à une banque de données parce qu'apparemment ils ont une banque de données qui s'appelle le fichier Sbis. Il y a un fichier S, ce sont les terroristes donc bien connus comme [nom de personnage public], etc. Et ils ont sur le côté apparemment une autre banque de données, fichier Sbis, où ce sont tous les terroristes, comme nous, qui sont repris. Les gens pour eux qui terrorisent l'opinion publique et c'est vraiment grâce à ça que je l'ai su et il a vraiment fallu que je fasse ce cheminement-là. De voir que l'antiterrorisme s'occupait des dossiers des [nom de collectif], etc.
478	Après, des trucs parfois sexistes ou des réflexions où c'est : oui mais vous n'aviez qu'à pas être là si jamais il y a des... Parce qu'il y a des copines qui ont été agressées la nuit et... : ah et bien elles n'avaient qu'à pas être là. Et puis c'est tout.
479	Il y a certainement un durcissement de la motivation des plus motivés, peut-être que certains vont être découragés, je ne sais pas.
480	[...]jamais je me suis opposé à la police de manière frontale. Jamais je ne me suis dit : la police doit disparaître, je suis contre la police. Jamais je ne me suis dit : il faut remettre en cause la légitimité de la police. Je ne me suis jamais dit que les forces de l'ordre étaient inutiles et qu'il ne fallait pas les maintenir ; que du contraire. Mais c'est à partir de ces mois-ci où j'ai vu la violence dont ils étaient capables que je me suis dit : waouw quand même
481	[...] en fait je me rends compte que pour devenir anarchiste il suffit d'être confronté à la police. Quand on voit la violence de la police par rapport aux manifestants qui s'expriment juste différemment finalement et bien c'est révoltant. Voir quelqu'un se faire taper par terre et il a rien fait, il a juste soutenu un camarade qui s'est fait arrêter par exemple. Ils vont le plaquer par terre, lui écraser le visage, lui taper dessus. Il y a des gens qui se font ratatiner par la police en [nom de pays], qui se font éborgner par des fusils, parfois des journalistes, c'est hyper violent. La manière la plus directe pour devenir anarchiste c'est de voir ça, de voir ces images, de la vivre soi-même. On vit ça dans notre chair, on voit ça de nos yeux donc c'est dur
482	Je suis allé à [nom de lieu], c'était l'anniversaire de l'OTAN, c'était les 50 ans de l'OTAN. On est parti à plusieurs d'ici. Là, à 7h30 du matin, j'étais déjà en train de ... Je croyais que j'allais crever.[...] C'était atroce, ça faisait mal et ils tapaient. Donc, il y avait les vieux qui essayaient de s'échapper des gaz, mais vraiment des très vieux, plus vieux que moi maintenant, qui essayaient de passer au-dessus des barrières Nadar pour se sauver, pour respirer et qui se faisaient taper dessus par les flics dans le dos. C'était waouw. [...], j'ai vu à côté de moi, de chaque côté, un type et une fille qui s'écroulaient. Les balles soi-disant en caoutchouc, les flash-balls. Il y a du caoutchouc à l'extérieur mais à l'intérieur, en dessous. Et ils visent à bout-portant
483	Si la seule réponse derrière, c'est une réponse policière plus forte, ça ne peut déboucher que sur plus de violence. Et ça c'est absurde parce que la violence ne peut pas être une solution au changement climatique.
484	Moi, je n'ai jamais résisté donc je n'ai jamais été frappée mais j'ai vu mes camarades frappés violemment par la police que ce soit en [nom de pays], en [nom de pays], ça a été très violent aussi. On a clairement affaire à des sadiques. Ce n'est pas parce qu'ils sont flics qu'il sont sadiques, ce n'est pas parce qu'ils sont sadiques qu'ils sont flics mais ça fait partie de l'humain comme partout. Ils ont le pouvoir et donc ils en profitent. Et il y a eu du sadisme, marcher sur.. en Suisse aussi, ça a été ultra violent, marcher sur les militants, des coups de poing, mettre du gel sur les yeux carrément alors que... Ils étaient là, il y en a un enchaîné et bien ils ne frappent pas quoi. Nous on se défend aussi de frapper ou de réagir parce que ce n'est pas à nous ... Nous, on doit être irréprochables.

485	<p>En général, maintenant, c'est plus les violences policières, ça oui. Clairement, c'est dégueulasse parce qu'à partir du moment où on est enchaîné donc on ne sait quand même pas, même si on voudrait. Imaginons, tout d'un coup, se lever et partir, on ne saurait pas vu qu'on est enchaîné. Ils font preuve de violence inouïe. Il y a des personnes qui finissent à l'hôpital. Ils ne peuvent pas utiliser. Normalement, ils ne peuvent pas venir avec des chiens pour l'AFSCA comme c'est un lieu... Il y en a quand même qui viennent avec des chiens pour nous évacuer directement ils nous font des clés de bras. Ils enfoncent les doigts dans les yeux. [...] Ici au blocage à [nom de lieu], les hommes venaient avec leur grosse bottines, il couchaient les hommes à terre et ils marchaient sur leurs testicules pour écraser. Ils ne peuvent pas utiliser du gaz parce qu'une fois de plus on est dans un lieu-dit alimentaire. Donc, ils mettent des gants et ils mettent du gel lacrymogène et ils viennent le plaquer dans nos visages. Les sols dans les abattoirs c'est souvent tous des petits gravillons, ils prennent la tête et ils pressent.... C'est... Alors que ... C'est clairement de la violence même aux femmes. Ils font ça alors que clairement une femme[...], elle n'a pas besoin d'avoir quatre flics comme ça sur elle. Donc, c'est souvent les CRS. Oui, c'est surtout les évacuations. C'est pour ça qu'il y a beaucoup d'activistes qui ne recommencent... qui ne font qu'une fois parce qu'ils ont été traumatisés. Il y en a qui se sont retrouvés avec des côtes fêlées.</p>
486	<p>Euh [...] j' pense ça l'a radicalisé un peu. 'fin du coup ça fout la haine parce que au début j'étais en mode « ouais ok nique les keufs lol » mais j'avais jamais vécu, rien vécu, tu vois j'veux dire euh. Ça va chui clairement pas dans la pire position du monde en tant que personne considérée comme petite meuf euh blanche euh j'ai pas trop de problèmes de tunes ni rien donc ça va. Et j'venais du d'un milieu qui, comme j't'ai dit qui était vraiment en mode « super sage ». Surtout on va pas contre la police ou quoi. Et en fait bah quand j'me suis retrouvée dans des manifs où j'voyais euh littéralement des, des potes se faire tabasser devant moi. Et de me dire « Ok, ce flic n'a aucun problème avec ça » et a tellement d'im- et tu sais qu'il a tellement de pouvoir et d'impunité qu'il est capable de le faire devant moi et d'se dire « il y aura rien », tu vois, et effectivement il n'y a rien eu. Voilà et alors que son collègue était à côté de moi. 'fin c'était à la fin d'une manif où on s'était fait une arrêter. Et donc euh contexte on rentrait dans un fourgon et donc on a, y'avait une meuf devant moi et chaque personne avait un flic au bras tu vois, pour euh, l'emmener ! Et du coup on était les deux dernières à se faire embarquer, et donc le premier flic avec la première meuf est rentré avec. Et il l'avait déjà repérée la go parce que, elle avait une grande gueule, elle avait très raison. Et donc elle se foutait un peu ouvertement de leur gueule parce que on avait eu des arrestations abusives tout ça et déjà des mauvais traitements avant même de se faire embarquer tu vois. Au niveau de la fouille au corps, du menottage, etc. 'fin ça n'avait aucun sens ! C'était abusif comme euh comme démonstration de force. Et euh même comme arrestation en fait ça n'avait pas de sens de nous arrêter alors qu'on était juste dans la rue, une quarantaine, 'fin voilà. Et en fait euh, le flic l'avait déjà genre menacée verbalement tu vois, genre quand on était euh du coup euh assis en petit rang d'oignons avec les mains derrière le dos menottés et tout. Et il avait commencé à la menacer verbalement et dire « ouais tu veux m'taper ? » et tout machin. Et fait c'est lui qui l'a emmenée dans le fourgon. Et en fait il a fait exprès de la faire trébucher, à l'entrée, pour qu'elle se débâte un peu. Et du coup il a pris ça comme excuse parce qu'elle résistait, entre pleins de guillemets. Il a pris ça comme excuse pour en fait la balancer au fond du fourgon et commencer à lui, à lui filer des coups de pieds en fait. Du coup devant moi, qui était rentrée du coup avec son collègue ! Donc vraiment juste à 3m de, d'un autre policier et de moi, et le mec était en train de la tabasser.</p>

487	<p>J'culpabilisais à crever parce que genre j'ai rien fait en fait. 'fin ça m'a tellement fait peur et ça m'a tellement foutu dans une rage énorme. Et j'ai aussi beaucoup de problèmes avec la violence masculine – <i>Hum</i> – par rapport à des expériences pas cool. Que en fait j'osais pas réagir. Et du coup du coup j'ai juste, j'étais en choc total et j'ai rien fait et j'étais là : « oh putain ». Et aussi de la peur parce que j'me suis dit « ok miskine si j'ouvre la gueule peut-être c'est moi c'est moi après » tu vois. Et euh du coup ça me fait chier d'avoir pas su réagir. Mais après du coup donc ils nous ont. Bah du coup il a, ils l'ont relevée il l'a balancée à l'autre bout du fourgon au fond sur les grands sièges tu vois. Et du coup moi j'ai q- quand chui arrivée et j'ai voulu me mettre à côté d'elle et son collègue m'a dit « Nan dégage tu vas de l'autre côté » tu vois. Donc j'étais à l'opposé mais donc bah on a démarré et j'lui ai quand même dit, 'fin j'ai quand même fait gaffe comment elle allait. Genre essayé de lui parler en mode euh « ça va t'as des, t'as des soucis ou quoi ? ». Elle m'a dit « nan c'est bon tranquille » 'fin plus de peur que de mal tu vois. Mais genre littéralement le type a vraiment fait ça. Et après ça en fait on a essayé d'en parler aux. Y'avait deux flics dont une meuf qui nous ont emmenées dans l'fourgon. Et donc euh la nana a commencé à dire « bah écoute ton collègue il a fait ça ! Et en plus il m'a chopé le sein » des trucs comme ça. Et euh juste moi j'étais juste en mode « euh ok ok ok bon qu'est-ce qu'on fait ? ». Et bah juste c'était une réaction de dépit parce que la keuf elle était juste en mode euh « ah bah euh bah tu pourras porter plainte ». Genre « ok ! Super ! Mais genre y'a littéralement ta ton collègue qui a observé un autre de ses collègues tabasser une meuf, menottée, devant toi. Et tu m'dis bah tu peux porter plainte. » Bah oui, c'est non. Donc euh ouais voir en fait euh 'fin constater et avoir l'expérience de de cette impunité policière j'pense ça m'a vraiment juste donné encore plus la haine contre. Et donc, ouais c'est vraiment ça, ça dégoute aussi et ça fait un peu peur parce qu'après j'ai reçu un avertissement. Genre une menace en mode euh « oui bon attention parce que la prochaine fois si on te recroise en manif et que tu te refais arrêter c'est 350 balles », tu vois. « Là on était sympa, on temets pas l'amende », tu vois. Donc j'étais là « ok ». Au début j'ai un peu flippé, j'me suis dit « hummm, peut-être j'me calme » et puis en fait, non. Et du coup maintenant bah, j'ai eu un peu une période où un peu de creux au niveau du de l'activisme parce que j'avais pas trop l'énergie et la possibilité et tout. Mais maintenant ça va déjà mieux et euh. Bah de nouveau j'me dis « c'est un risque à prendre » et si c'est à ça qu'ils veulent jouer en réprimant autant les manifestantes et les manifestants bah si tu veux on va on va jouer aussi quoi. Donc ouais, ça motive j'pense.</p>
488	<p>Non, on ne sait jamais ce qu'il peut se passer. On peut préparer tout ce qu'on veut, quand on est sur place il y a peut-être d'autres inconnues qui vont se poser parce que quelque part, la police est là aussi pour faire son travail. Je ne crois pas que le rôle de la police est de prendre position pour l'un ou pour l'autre. Ils doivent essayer de rester neutres. Je ne suis pas sûr que quand ils doivent riposter avec des canons à eau ils le font pour le plaisir. Ils sont là pour [ ? ]. J'estime qu'il faut quand même faire attention et ne pas foncer tête baissée dans tout.</p>
489	<p>J'ai des amis qui sont allés une fois manifester devant le consulat de [nom de pays], ils ont tous reçu une amende pour un tag qui avait été écrit : ZAD partout à cet endroit-là. En disant, vous tous, vous devez payer cette amende-là.</p>
490	<p>Il y a eu une action. Il y avait pas du tout eu d'accord sur l'action, une action de désobéissance d'envahissement de la [nom d'institution] qui est la mafia en [nom de pays], ce truc. C'est vraiment stupéfiant. Ils sont partis là-bas et il y avait [nom de l'objet] qui avait été faite. Et dans le feu de l'action, je ne sais pas exactement ce qu'il s'est passé, moi j'y étais pas, ils ont pété [nom de l'objet]. Et donc, il y a eu un procès de quatre personnes choisies au hasard, soi-disant sur les images vidéos mais sur les images vidéos on voit clairement qu'on ne peut pas reconnaître les personnes. Donc ils ont... On sait... Faut toujours réfléchir. Ils ont identifié les personnes et ils les ont amenées au tribunal et ils les ont inculpées : six mois de prison avec sursis et 40000 euros d'amende pour [nom de l'objet] qui n'appartenait pas à [nom de l'institution]. [...] et du coup, au niveau de la répression et de la pression, c'est très palpable parce qu'il y a des gens qui se font choper au hasard mais pas au hasard [...]. Et puis, ils ont une amende de 40000 euros que bien entendu personne ne peut payer, plus de la prison avec sursis pour [nom de l'objet].</p>

491	Oui, c'est ça qui tue, c'est l'usure. Donc c'est facile de créer des petits conflits internes en envoyant un mandai ou en mettant une grosse amende. En asséchant les portefeuilles et en envoyant la police trois fois, eh bien pour tout le monde c'est compliqué.
492	[Ce] qui était super intéressant avec toute cette expérience, c'était de sentir le pouvoir. Sentir de manière palpable le pouvoir [...] et la force, oui parce que quand on reçoit un courrier... Enfin, là il y a [nombre de personnes] personnes, on ne les connaît pas tous, on ne sait pas qui c'est. Ils sont convoqués par l'inspecteur. L'inspecteur dit que c'est le ministre de l'intérieur qui a déposé plainte et sur le papier, il est marqué la hauteur de l'amende. Ça fait bizarre et avant ça il y avait des astreintes. Il y avait un greffier qui était venu. C'était aussi des procédures vraiment calamiteuses, un mec qui arrive, qui fait signer un papier à n'importe qui et qui dit : tout le monde est au courant et la première personne qui passe sur le terrain est susceptible d'une astreinte de 3000 euros. Pour information, en [nom de pays] sur la ZAD, c'était 250 euros l'astreinte. Ici, c'est 3000 donc ça témoigne aussi de la doctrine de maintien de l'ordre belge qui est moins violente mais qui n'est pas moins répressive. Ça c'était déjà une grosse pression avec des questions immédiates. Il y a la moitié des gens qui ont pas de sous, du tout. Donc déjà pour n'importe qui en dehors des plus hauts déciles, 3000 euros c'est beaucoup mais sur une ZAD c'est juste la misère. Donc qu'est-ce qu'on fait ? On reste sur le terrain ou pas ? On se met où ? Quelle est la limite exacte ? Qu'est-ce qu'on fait ? Quel système d'appel en urgence ? Quel recours on a ? Combien coûte les avocats ? Est-ce qu'on dénonce ? Est-ce qu'on dénonce pas ? On dénonce à qui ? Bref, tout ce genre de situations. Et donc, ils avaient mis cette pression très rapidement. Générale comme ça. Tout le monde savait qu'on était sous pression et les hélicoptères qui passaient, les flics qui faisaient la ronde, etc. Et puis il y a eu des petites actions de gens comme ça, des gens qui ont bougé des grilles, des bazars. Des gens qui ont été des petits trucs et c'est là-dessus et sur le maintien de l'ordre, le grillage, les vigiles avec les chiens et c'était ça qui coûtait et que le ministre essayait de nous faire payer. [...]
493	Mais rentrer dans les élevages aussi, on ne le fera plus parce que la répression aussi commence. En [nom de pays], les militants ont reçu 300 euros d'amende par personne. En [nom de pays] lors d'un blocage d'abattoir, c'est 800 par personne. [nom de pays], tout le monde n'a pas reçu mais c'est 6000 euros par personne donc qu'est-ce qu'il se passe ? Eh bien, on ne peut pas suivre.
494	Là, ici, par exemple, en [nom de pays], je crois que ça en a freiné beaucoup parce que le amendes... Moi, perso, je n'y étais pas. Mais l'amende a été extrêmement salée. Du coup, je pense que la plupart des personnes...
495	Eh, ben ils se sont fait menacés même avant même de tenter de partir en manif sauvage. Ça aussi c'est peut-être un truc en [nom de pays] qui fait qu'il y a peut-être moins de black bloc, c'est qu'ils sont vraiment forts pour nasser dès qu'il y a un risque avant qu'il n'y ait quoi que ce soit et à trouver des excuses pour faire une nasse. Ils sont très forts, ils nassent d'abord, et après ils trouvent les justificatifs et il y a toujours moyen de dire qu'il y avait quelqu'un qui avait l'air un peu trop violent devant ou qu'ils ont entendu des gens dire qu'il y allait avoir manif sauvage ou quoi pour commencer directement à nasser et éteindre directement la contestation avant qu'elle ait lieu quoi, ça ils sont très forts.

496	<p>Une histoire que je raconte toujours, enfin, je la trouve fort éclairante c'était un action de bombspotting donc c'était un groupe qui s'opposait au fait qu'on ait des missiles nucléaires sur notre territoire, sur le sol belge. On a 20 missiles nucléaires qui sont entreposés à [nom de lieu], près [nom de lieu] et la seule et unique raison pour laquelle on a des avions américains, c'est pour qu'ils soient adaptés pour prendre ces bombes et à les lâcher sur ordre des USA. Il faut savoir, c'est mon père qui m'a dit ça, que le parlement belge avait voté à plus de 90% contre la présence de ces bombes nucléaires sur le sol belge mais qu'elles sont toujours là. Donc, c'est tout à fait anti-démocratique. On faisait des actions bombspotting chaque année et donc là l'idée c'est d'aller investir l'OTAN. On était à peu près 800 personnes à vouloir rentrer sur le sol de l'OTAN, c'était une action annoncée, préparée donc les policiers sont au courant donc il y a un barrage pas possible. Donc c'est plus un grand jeu qu'autre chose. Ce qui est intéressant c'est que le jour du grand jeu, un des organisateurs [...] a pu me raconter les choses. C'est un organisateur, il est sorti de chez lui à vélo. Les flics l'ont arrêté et l'on emmené au cachot alors qu'il sortait juste de chez lui pour se promener à vélo a priori. Donc, en principe, dans une démocratie, une arrestation préventive, avant d'avoir fait quoique ce soit d'illégal, c'est tout à fait interdit par la Constitution. Ils l'ont fait quand même. Ça, c'est la première chose qui s'est passée ce jour-là. En [nom de pays], démocratie, on arrête quelqu'un qui n'a encore rien fait. Deuxième chose, il y avait le responsable presse qui était un ami et qui était sur les lieux avec une carte. A un moment donné, il se fait interviewé par [nom de média]. Juste après l'interview, il a été repéré par la police et ils l'ont menotté et emmené alors qu'il ne faisait rien de mal, il était juste présent pour répondre aux médias et on ne faisait aucune action illégale mais comme les forces du désordre ont vu que c'était lui qui... tous ceux qui parlent aux médias, on les arrête. Et troisième chose, on a eu une arrestation judiciaire avec quelques autres parce qu'en essayant de passer à l'OTAN, on est passé sur le site de l'entreprise 3M, qui fait des autocollants sur des choses et qui est juste à côté. Et donc, les policiers ont suspecté d'avoir abîmé une clôture. Or, on avait fait que passer en dessous d'une clôture qui était déjà abîmée.</p>
497	<p>Puis, on s'est retrouvé parmi les militants et en fait on ne s'est même pas rendu compte à un certain moment qu'en fait les flics nous encerclaient complètement et qu'on allait faire partie des arrêtés et qu'on ne pouvait plus sortir de là. Et donc, on a été arrêté mais là, mais c'est très gai. Il y a des moments d'arrestation qui sont très gais. On était dans les fourgons, on chantait 'les jolies colonies de vacances' et tous des chants militants. Moi, je ne les connais pas mais ... On est arrivé en cellule et en fait comme on était nombreux, c'était une grande cellule. On avait des clowns activistes qui nous ont fait un petit spectacle à l'intérieur. [...]. On a rencontré d'autres militants qui sont là sur d'autres causes. Donc, on vit des moments forts aussi humainement, je veux dire. Donc, oui.</p>
498	<p>Je suis allé à l'action devant [nom de lieu] on demandait de prendre une chaise avec. Je n'avais pas pris de chaise moi. Je n'avais pas envie, en montant dans le train ou en descendant du train, de me faire arrêter et de passer la journée. D'ailleurs j'avais même mis sur mon railpass de[nom de lieu] à [nom de lieu]. J'avais même pas mis que j'allais à [nom de lieu]. Tu vois si j'étais contrôlé dans le train : ben non, je vais chez un copain. Parce que à [nom de lieu], ils se font arrêter préventivement.</p>
499	<p>[...] il y en a qu'ils le font mais ça ne sert à rien. Ça ne sert à rien.</p>

500	<p>On était cinq ou six à avoir une arrestation judiciaire et du coup à être interpellés par le commissaire. A être entendus par le commissaire. Donc, on avait comme consigne lors de cette action que si on était auditionné par la police, de déposer plainte. Déposer plainte contre [nom de pays] pour crime contre l'humanité et pour détention illégale d'armes nucléaires sur son sol. On avait un beau document de quatre pages, très bien écrit qui se référait à des articles de la Constitution internationale des droits de l'homme et du citoyen, etc. De toutes façons, quand on fait ce genre d'actions, il faut savoir qu'on est couvert. On peut, normalement, en [nom de pays], commettre un acte illégal si c'est pour empêcher un crime plus important. Ça c'est la loi. Donc, on va dire, franchir, aller sur une propriété privée pour protester contre un crime contre l'humanité, c'est dérisoire. Face au commissaire, je lui explique, je suis content d'être auditionné, je veux déposer plainte. Il a refusé d'entendre ma plainte. Quand j'ai insisté en disant : « écoutez, on est dans une... vous devez entendre cette plainte, c'est mon droit de citoyen, on est dans une démocratie ». Il m'a ri au nez et il m'a répondu : « ouah, non hein, on est pas dans une démocratie, on est en [nom de pays] ». C'est drôle, hein ? C'est très belge comme histoire. Je ne crois pas qu'en [nom de pays], cela aurait pu arriver. Un commissaire [nom de pays] n'aurait jamais eu le culot de dire un truc pareil.</p>
501	<p>Contre la police même non mais bien déçu dans la gestion. Sachant que si tu vas déposer plainte, qu'il y aura... qu'ils sont... même si c'est leur devoir de faire un procès-verbal et tout ça, ils n'en ont pas envie, il y a un désintérêt aussi. Ce qui ne surprend pas naturellement. Parce que pour moi en un sens, c'est eux le chien de garde de l'autorité qui ne font rien et qui ont quand même intérêt à garder le statut. Donc c'est pas que je suis... Si je vois ça que ça me surprend mais c'est choquant quand même, certainement dans une soit disant démocratie comme en [nom de pays]. Jusqu'où ils peuvent aller avec le monopole de la violence en fait?</p>
502	<p>Euh, bah là en l'occurrence j pense que là, on s'est vraiment juste dit, 'fin la fille elle a dû s'dire « 'fin ça servira à rien en fait » ! Si, si juste une flic à qui tu exposes les faits au moment de passer, te dit « euh moi j'peux rien faire, faut porter plainte » : bah pff non. 'fin tu sais que ça servira à rien. Et quand tu vois les statistiques des plaintes euh, des plaintes reçues, des plaintes traitées et tout bah au final non. Tu sais rien faire au final contre les flics ils ont une telle impunité qu'au final bah non. Il faut vraiment avoir beaucoup de foi et beaucoup d'énergie à donner *rictus* pour euh arriver à être endêter et à vraiment porter plainte et à essayer d'aller le plus loin possible parce que c'est vraiment un parcours du combattant.</p>
503	<p>J'ai rencontré des gens super intéressants chez les policiers. J'ai discuté avec de nombreux policiers qui partageaient énormément d'admiration pour ce qu'on faisait, parce qu'il n'y a rien à faire, être activiste et être policier, c'est se mettre au service de ... la population. C'est être profondément altruiste au départ [...]</p>
504	<p>On avait des alliés à la police parce qu'il y avait plein de policiers qui sont opposés à [nom du projet] qui est une absurdité y compris sécuritaire. et ils sont en plus, pour certains, maltraités du point de vue syndical, du point de vue de la paie, de la pension, etc. ils sont parfaitement au courant qu'il y a des magouilles tout azimut y compris dernièrement dans l'école de formation de sécurité à [nom de lieu] où il y a deux responsables policiers qui ont démissionné successivement parce que le montage financier est complètement opaque. Donc on avait aussi des alliés à l'intérieur de la police et on a toujours essayé de trouver des convergences avec tout le monde, y compris avec la police. Donc, pas le versant plus anarchiste, mais qui n'était pas non plus opposé à cette dynamique là parce qu'on peut considérer aussi que les policiers sont des ouvriers et qu'on peut discuter. L'adversaire c'était plus les multinationales et les politiciens qui travaillaient avec les multinationales. Et ça, on a demandé de les rencontrer, ils n'ont jamais accepté.</p>

505	Rien d'exceptionnel. Rien qui aurait pu nourrir une rage viscérale envers la police parce que je ne l'ai pas. Et même à l'heure actuelle, je ne l'ai pas encore. Je ne les excuse pas de violence, etc. mais je n'ai pas envie de les accabler parce que je sais bien que le problème ne vient pas de là. Et en ayant parlé avec les inspecteurs, etc. je me rends bien compte que le problème est plus profondément que ça ancré et que justement... Peut-être aussi, de par le fait que quand j'étais petit, je voulais être policier. Donc, je ne vais pas commencer à cracher sur un métier que je voulais faire jusqu'à mes 12-13 ans et puis c'est un métier de base qui est juste. Ce sont les ordres qui sont donnés qui ne le sont pas. Sinon le métier, le métier de base est fait justement pour protéger et servir la population.
506	Je ne suis pas de celles qui disent : « all cops are bastards ». Je pense qu'il y a de chouettes flics, je pense qu'il y en a qui sont vraiment motivés par un idéal. Je pense qu'il y en a qui croient vraiment à ce qu'ils font. Mais bon, voilà quand il faut agir, il faut agir et ils sont là aux ordres. Je pense que même pendant tous les temps, il y a toujours des flics qui malgré le fait qu'ils aient obéi, ont quand même aidé des gens aussi comme en 40'. Donc, parfois ce n'est pas plus mal qu'il y en ait qui soient là. Tout ça c'est complexe mais je ne vois pas une société non plus sans, je ne dis pas policier, mais sans quelque chose quand même ... On ne peut pas laisser tout faire.
507	Ce sont des gens pour qui j'ai un énorme respect. On a énormément de chance qu'ils soient là pour notre sécurité. Il ne faut pas oublier qu'ils travaillent dans des conditions qui ne sont pas faciles. Je ne voudrais pas faire le travail à leur place. Donc on discute mais je ne vais pas là pour me battre avec la police. Je ne vois pas l'intérêt. Si un jour ils me disent que je suis arrêté et que je dois aller au poste, j'irai au poste.
508	Et j'ai beaucoup de respect. Je trouve que c'est important quand on voit quand même certains faits divers où on voit des policiers qui se font descendre. Il faut pas oublier que c'est d'abord pour la protection des gens qu'ils sont là. Je pense qu'ils sont très motivés par leur travail, qu'ils le font avec beaucoup de convictions dans le but de servir les gens. [...]. On ne joue pas le même rôle mais ça n'empêche pas qu'il faut selon moi respecter les forces de police. Je vais prendre l'exemple (moi j'ai de la chance je suis parti avant) avec les incidents liés [nom de collectif], je ne crois pas que c'est tout le corps de police qu'il faut remettre en question. Il y a des gens qui ont voulu rentrer dans [nom de lieu], ils savaient que s'ils passaient les barrières, ils allaient se faire arrêter. On ne peut pas dire non plus que les policiers se sont mal comportés avec les gens à ce moment-là. Il n'y a pas eu de violence en tant que telle. Bon ce qu'il s'est passé sur [nom de lieu] ça a un peu dégénéré mais je ne crois pas que c'est l'entièreté du corps policier qui était là pour essayer de matraquer les gens ou de les arroser. Je pense qu'il faut se mettre à leur place et se dire que le travail qu'ils font ce n'est pas un travail facile.
509	La plupart des gens pensent qu'il faut un corps neutre qui soit capable d'arbitrer les conflits quand ils deviennent violents et puis d'aller arrêter les criminels en cols blancs, surtout y compris s'ils sont ministre de la justice. Mais ça ce n'est pas encore maintenant.
510	Chez le policier ce que tu rencontreras toujours c'est qu'il obéit aux ordres. Alors, il invoque toujours ça comme excuse : « vous comprenez bien, je dois obéir aux ordres ». Donc, on est typiquement dans le comportement qu'on a décrit au procès de Nuremberg et l'Allemagne nazie. Le comportement « j'ai des valeurs mais je les mets de côté quand il s'agit d'obéir aux ordres » et de plus je me suis rendu compte de ça, qu'ils obéissaient aux ordres non pas pour le bien de la communauté ou de la population mais pour le bien des gens qui sont à même de leur donner des ordres c'est-à-dire les intérêts des puissants.

511	La réaction de la police est « disproportionnée et en même temps logique car quand on attaque les institutions comme l'Etat ou l'économie et bien forcément il y a des gens qui défendent cela et ce sont les forces de l'ordre. Et on se rend compte que les forces de l'ordre ne sont pas là pour maintenir l'ordre publique, ils sont là pour défendre ces institutions. Donc, il y a un slogan à la manif qui s'appelle : police nationale, milice du capital. Donc par exemple, pendant les manifestations [nom de collectif] en [nom de pays], il y avait 20 flics qui bloquaient l'entrée d'une banque pour protéger la banque. Il y a une image de ça qui m'a vraiment frappée et ça résume parfaitement les choses. En fait, ils ne sont pas là pour maintenir la paix sociale, ils sont juste là pour s'opposer à toutes formes de révolte ou de rébellion contre l'État et protéger les institutions, les banques, les entreprises, etc.
512	La police c'est les chiens de garde du pouvoir en place. J'ai acquis la conviction que la loi est écrite non pas pour protéger les gens mais pour protéger les puissants et ceux qui écrivent les lois.
513	J'aurais peut-être plus foi en nos institutions le jour où le texte des droits de l'homme sera un texte contraignant, ça ce serait quelque chose de totalement bête à réaliser mais qui ferait que je pourrais dire demain qu'on ne pourrait pas venir chez moi m'arrêter parce que j'ai partagé une vidéo de 3 minutes où je dis quelque chose qui pourrait laisser paraître que je suis un terroriste. C'est pour ça que moi, personnellement, depuis mon arrestation, depuis tout ce qui s'est passé depuis... Non, je n'ai plus du tout, du tout, du tout confiance en aucune institution.
514	Les policiers sont là pour la sécurité du peuple. La justice, les juges, l'outil judiciaire est là pour permettre de régler des différends, c'est tout à fait nécessaire. Là où ça foire c'est qu'ils deviennent des outils politiques. Et donc, un homme ou une femme politique pour se faire élire va utiliser des termes et utiliser des techniques de harcèlement soit policier, soit judiciaire et du coup la raison d'être s'éloigne et ça devient du court terme pour se faire élire : de faire des chiffres, pour montrer la tête d'un activiste qu'on a attrapé et qu'est-ce qu'il est méchant vous avez vu ? Ce qu'on a trouvé sur son ordinateur... Il y a une dérive de ces deux outils-là qui sont tout à fait pertinents. [...] Je plains ceux qui se retrouvent en train de faire leur carrière ou juste une partie de leur vie dans cet outil-là policier ou judiciaire et qui se retrouvent complètement à la merci d'un homme, d'une décision politique à très court terme et de l'appliquer. Tu ne peux pas discuter en général.
515	Il y a des nazis dans la police et ça c'est un vrai problème pour la crédibilité de l'État. Il y a des mauvaises personnes dans la police, dans l'armée... D'ailleurs la Sûreté de l'État est sur leur ... Sur les petits nazis et autres extrémistes du genre je pense qu'ils vont quand même un petit peu surveiller, j'espère. Mais il y a eu tout un temps où les petits nazis étaient potes avec ... C'était un gros panier de crabes quoi. Quand on mélange le grand banditisme, les nazis, l'OTAN
516	C'était presque toujours arrestation et puis répression sur place presque tout le temps. Aussi avec les actions que j'ai faites avec [nom d'association] par exemple. C'était en 93 je crois, sur les transports longue distance. On faisait des actions à [nom de lieu]. Là il y avait quand même régulièrement qu'on se prenait des coups et des arrosages avec l'autopompe et nous foutre dans des garages à 50 et 60 et tout ça. Donc ma vision sur la police n'est pas super positive. En tout cas je vois... Je suis... Depuis toujours, je suis assez allergique à l'autorité et anarchiste dans ce sens-là peut-être. Si je suis tous les autres mouvements et la répression qui se fait [nom de pays] par exemple avec la répression du monopole de la violence en fait qu'à la police. Pour moi comment ça peut se dégrader envers des minorités comme les noirs. Ce qu'il se passe là c'est tout à fait à condamner. Et je vois certainement aussi, ce n'est pas comme [nom de pays] ici mais dans toutes les actions que j'ai faites, j'ai vu comment la plupart des policiers se rapportait à notre cause, c'était quand même assez répressif et avec mépris même pour dire : « Qu'est-ce que vous venez de faire et ... ». De ce côté-là je n'ai pas beaucoup de confiance dans la police. Il y a certainement des policiers qui sont professionnels et qui se tiennent à ... Mais souvent ils ont aussi la tendance à essayer de promulguer leur propre avis et tout ça même si nous on ne l'a pas demandé. Ils doivent être neutres dans tout ça et ce n'est souvent pas le cas. Certainement si c'est pas la gendarmerie enfin, ce qui était la gendarmerie, la police locale, souvent ils se

	connaissent entre eux et ils trouvent que nous nous ne devons pas venir foutre le bordel dans leur commune, devant leurs fermiers, devant leurs commerçants. Ça se sent quand même.
517	Avant quand je voyais tous les gens qui disaient, : je n'aime pas les flics, je n'aime pas les flics. Je me disais : oui, ce sont des grosses gueules. Mais dans l'absolu, je m'en fous. Maintenant, c'est devenu une haine mais viscérale.
518	J'dirais négatif, ouais franchement, ACAB de ouf. Ouais parce que ben, pourtant tu vois j'ai été élevé vraiment dans un milieu qui est vraiment hyper euh, flic friendly. Genre toute ma famille est en mode « nan mais c'est normal les forces de l'ordre ils font leur travail tu vois » chui alors bon bah a partir du moment où j'me suis déjà pris des violences policières pour rien. Même si c'est jamais justifié tu vois. En arrivant à [nom de lieu] et en commençant à vraiment me radicaliser entre guillemets dans les mouvements d'extrêmes gauche, féministes et queer et tout ça. Bah y'a un moment où tu te rends compte que les flics ils sont pas de ton côté et que, bah y'a rien que tu puisse faire à ça parce qu'il vont pas changer d'avis et qu'ils sont pas là pour t'aider, en fait. Quand et quand tu vois toutes les statistiques même sur la prise en charge des plaintes pour viol, y'a vraiment j'te dis rien qui va dedans et euh. Et j'ai juste perdu absolument tout espoir ces dernières années. Et donc ben j'pars du principe qu'on peut pas, juste pas compter sur eux, et que ils sont là juste pour taper des minorités. Genre ça s'est encore remarqué aux dernières manif que j'ai faites tu vois. J'veux dire euh j'étais à la Pride l'année passée. Et à partir du moment où t'as, quand t'as un seul petit cortège qui s'veut radical dans une Pride qui est ultra problématique, qui est immonde et qui est juste réduite à une techno parade pour les hétéros tu vois. Euh et qu'à partir du moment où t'as juste un petit groupe politisé qui aimerait bien juste que la [nom de parti], à tout hasard, ne vienne pas parader au milieu des gens qu'elle déteste, tout le reste de l'année. Bah à partir du moment où t'as les flics en fait qui nassent directement les personnes qui ont le droit de gueuler et qui veulent un peu repolitiser la Pride, bah c'est juste c'est juste hyper écœurant, parce que du coup ils étaient juste là, ben tu voyais qui, ça leur donnait un peu une excuse pour taper du LGBT. Donc tu te dis « ouais ok ». Et donc ouais là j'ai, j'ai quand même fait face à beaucoup de violences de leur part. Même si chui une personne qui s'en est le mieux sorti j'ai juste pris des lacrymo dans la gueule. Ouais, c'était un peu pas très cool. Ouais j'ai eu aussi des bleus et tout, y'a un keuf qui m'a attrapé l'sein. 'fin bref, euh et ouais quand j'vois que j'ai des potes qui se sont faits marcher dessus qui se sont pris des coups de... tin j'ai perdu le mot. De matraque voilà. Euh tout ça et que ben tout pareil dimanche. Pour euh pour la manif pour le droit des femmes. Où là ben, dès que ça partait un petit peu en contre-manif ou bien juste pour 2-3 tags qui partent en 2-3 jours tu vois. Y'a des meufs qui se sont fait vraiment tabassées tu vois. Et j'veux dire ben, c'est pas possible en fait les flics sont contre les populations minorisées et euh ils le prouvent tous les jours. Zéro sympathie à leur égard.
519	J'ai moins de problèmes avec les flics qu'avec les autorités judiciaires. [...] je comprends mieux les flics. [...]On voit bien s'ils sont emmerdés ou pas quand t'essayes de leur parler mais [nom du commissaire], évidemment ce n'est pas la peine d'essayer de lui parler. Mais la plupart des flics, ils sont... je n'aimerais pas être à leur place [...] ». Tandis que les autorités judiciaires, « il y a des exceptions mais enfin ils sont quand même pour ... ils défendent le pouvoir.
520	Ce qui m'a le plus affecté c'est mes relations avec la justice en tant que requérant. Enfin, je n'étais même pas requérant, j'aidais les requérants. Ça, oui, c'est affectant mais avec la police, non.

521	<p>[...] il était question de faire une extension du centre commercial près de [nom de lieu]. A deux reprises, pendant le marché du mardi et du samedi, à plusieurs on avait installé une petite table et on invitait les gens à... on abordait les gens : ah vous savez [nom du projet contesté] – ah oui, oui – vous trouvez que c’est bien ? Et on invitait les gens à mettre leur avis sur une feuille A4. On avait pris des feuilles A4 de différentes couleurs et les gens avaient écrit deux, trois mots. Ça s’appelait [nom de l’action]. On mettait tous ces papiers sur des cordes à linge avec des pinces à linge, c’était très joli. A un moment il y a une grosse camionnette de flics qui s’amène et qui interpelle une jeune femme qui était dans mon groupe. Et puis, moi, je vais voir ce qui se passe, je commence à discuter avec les flics et tout. Et bien, finalement, moi, j’ai eu une amende administrative par ce que soi-disant on avait organisé une manif non-autorisée, alors que ce n’était pas une manif, et qu’on obstruait le déplacement des gens sur la voie. Alors que les seuls qui gênaient la circulation c’était la camionnette de flics. Bon, moi, fort de mes droits, j’ai dit : je paye l’amende mais je vais réclamer qu’on me la rembourse. Donc j’ai été en justice pour faire annuler ce truc. J’avais des arguments, des témoins, des photos, des mesures pour montrer qu’il y avait encore de la place, qu’on gênaient personne. Rien à faire. La juge a fait semblant de comprendre et d’être d’accord et puis j’ai quand même été condamné. Il s’agit de te décourager de t’exprimer.</p>
522	<p>On a de bons avocats d’ailleurs. Et ils ont aussi dans ce cas-là été extrêmement surpris. D’ailleurs une première fois, et après une deuxième fois, on a changé de cabinet d’avocats et le premier nous a dit qu’ils n’avaient jamais vu ça et les suivants nous ont dit que ça, c’était dans le classement... c’était une décision hautement politique alors qu’on est en droit normalement. Bon après, voilà, ce n’est pas une surprise, on sait dans quel jeu on joue mais le problème est qu’on voit la chose avancer parce qu’il y a le jeu, il y a le vernis et puis il y a quand même normalement des principes qui régissent, qui sont régis, enfin qui sont appliqués par des textes de lois qui doivent avoir une validité. Quand il n’y a plus de validité, on sait bien que c’était un jeu mais le jeu devient beaucoup moins drôle, beaucoup plus glissant...</p>
523	<p>Ça c’est sûr qu’on l’a bien vu à la ZAD, un des arguments en permanence utilisé pour freiner les ardeurs des gens qui étaient les plus remontés, qui sont aussi souvent les plus désespérés dans l’existence, c’était de dire que moyennant une grosse intensité d’action, on pouvait espérer que les institutions de l’État nous donneraient au moins, partiellement raison sur certains éléments. Et le fait d’avoir été balayés aussi, comment dire, grossièrement, sans finesse. Il faut voir ce que ça signifie et je pense que du côté des décideurs, ça c’est de la politique hors-sol. Ils ne perçoivent pas ce qui est en train de se passer et c’est ça qui est assez préoccupant. Et leur seule réponse est une sorte de fin de non-recevoir qui a un côté humiliant. C’est clair. Nous, on est des dizaines à s’être impliqués là-dedans. Pendant des années, on a dépensé beaucoup d’argent et d’être comme ça balayés avec un petit rire sardonique, ce n’est pas du tout agréable. Alors quand ... Dans certaines circonstances, on peut l’accepter, faire avec. Dans certains autres circonstances, ça ne passe pas du tout.</p>
524	<p>J’ai toujours considéré que, voilà, comme je vous le disais, que le droit était un instrument de domination sociale. On peut toujours en tirer quelque chose, je ne sais pas quelles sont vos lectures mais on peut jouer sur les contradictions pour faire valoir des droits. C’est le principe d’ailleurs du contrepouvoir mais quand il n’y a plus de contrepouvoir. Et qu’on le sent d’abord, et on le voit, on le lit, là c’est bizarre. Et ça, c’était la première fois que je voyais ça comme ça. J’avais déjà vu, j’avais déjà perdu plusieurs actions en justice. On perd plus souvent qu’on gagne en écologie. On gagne en fait à peu près rien pour l’instant. Mais il y a la manière et là c’était très bizarre.</p>

525	<p>[...] quand on met de l'argent en justice, ils disent : surtout n'hésitez pas, vous pouvez vous ruiner. Dépensez, dépensez. A la limite, on se demande si... [...] Pour assécher à tout point de vue. Au niveau de l'énergie, au niveau des recours, au niveau financier, au niveau justiciable, au niveau de tout. Et donc, c'est ça... C'est intéressant en même temps. C'est une découverte. Maintenant c'est une technique qu'ils utilisent vachement à [nom de lieu]. Là, je pense, par exemple, à [nom de projet contesté] qui est un projet... une sorte de parc d'attraction qu'ils mettent en bordure de [nom de lieu] où a été mise une concession Partenariat-Public-Privé qui a été accordée, là encore, dans des conditions encore incroyables. Et c'est un problème social écologique majeur, enfin, bon, bref. Donc il y a des tas de recours et ils gagnent les recours. Des riverains intentent des recours avec des ... ça coûte 15000 euros et deux jours après la Région re-délivre un permis pour le même projet avec une toute petite modification. Donc, ça fait 15000 euros de perdu et donc là un privé, il ne peut plus continuer parce que même s'il recommence, il sait qu'il... Donc, là on a un problème absolument fondamental. Le droit de recours, n'est plus effectif, c'est ça que ça veut dire. Donc, il n'y a plus de contrepouvoir que le citoyen peut solliciter contre l'exercice du pouvoir de l'Exécutif donc ce n'est plus la démocratie. Pour le moment, ce n'est pas audible. C'est audible que chez les militants qui ont compris. Les gens qui ont essayé, ont compris qu'on n'est plus en démocratie. Mais c'est un truc qui n'est pas audible. Si on dit ça dans les médias. Mais pour toute une série de choses, c'est clairement plus... Il n'y a plus de contrepouvoir donc...</p>
526	<p>Et c'est là qu'on commence à être dans une situation très compliquée parce que le droit fonctionne de moins en moins bien. L'État tort lui-même le bras des procédures qu'il a écrit ou que le législateur a écrit dans le droit. Donc là, ça devient vraiment très compliqué, je trouve et c'est systématique. Le droit a toujours été de mon point de vue, un instrument de domination sociale mais il y avait un minimum d'objectivité dans les instances qu'on pouvait solliciter. Maintenant, ça devient vraiment une tartufferie. Donc, ça devient très compliqué.</p>
527	<p>[...]il y en a qui ne veulent plus participer. Ce n'est pas qu'ils rentrent dans le rang mais qu'ils ont peur.</p>
528	<p>Quand on voit des images comme ça de gaz lacrymogènes versés dans les yeux, il y en a qui doivent se dire : bon, je ne vais pas le faire. [...] je crois qu'elle [la répression] est destinée surtout à ceux qui hésitent à intégrer donc les nouvelles forces qui pourraient raviver [le mouvement]. Il faut essayer... C'est un peu l'histoire de tuer dans l'œuf l'espoir de la résistance. Une fois qu'elle est consciente, qu'elle a réalisé, je peux faire l'action ce n'est pas si grave, ce n'est pas si difficile physiquement, psychologiquement. C'est parti, je continue à le faire. Si au contraire, j'hésite beaucoup et la fois où je le fais c'est d'une violence de dingue, je me suis trompé sur mes limites.</p>
529	<p>Ça me fait peur maintenant. Là, par exemple, il y a des actions comme il y a eu de [nom de collectif] à [nom de lieu] il y a deux jours. Là, je me suis dit que j'allais aller voir ça de loin. Bon, finalement, j'ai quand même été voir ça de près et on voyait bien qu'il n'y aurait pas d'arrestation. Mais, à un certain moment, on nous a demandé de nous disperser parce qu'il y allait en avoir donc là je me suis barrée.</p>
530	<p>Pour le moment, je suis trop faible psychologiquement que pour accepter, subir ça. Surtout que parfois en cellule, on ne reçoit pas d'eau, on nous empêche d'aller à la toilette, voilà, des trucs comme ça.</p>
531	<p>Pourquoi est-ce que j'ai peur d'aller en manif ? Je soutiens [nom de collectif] mais jamais j'irais dans une manif de [nom de collectif] c'est de la folie. Je n'ai pas confiance. On est en [nom de pays] OK mais c'est beaucoup plus spectaculaire de voir la police en [nom de pays]. Comment est-ce qu'on peut croire encore que cette police est encore au service du peuple [nom de pays] et qu'elle le protège ? Pour moi elle est vraiment au service du Capital et des intérêts particuliers qui ont investi, kidnappé, l'appareil. Qui est à la manœuvre</p>
532	<p>Maintenant, c'est vrai qu'il y a peu de personnes qui décident de sauter le pas parce que les personnes ont peur que ce soient des représailles financières, la justice, ... Il y a simplement des personnes qui ont peur par exemple de la police et qui par exemple ne voudraient pas être confrontés à une évacuation ou quoi que ce soit.</p>

533	Oui, oui. J'ai deux, trois collègues que je connais bien, qui ne travaillent pas avec moi. Ce sont des collègues qui sont dans d'autres écoles, qui écrivent des articles et qui sont tout à fait idéologiquement dans ma ligne mais qui n'oseraient pas le dire parce qu'ils ont déjà eu vaguement des soucis, ne serait-ce qu'à la fin d'une réunion, on a été leur dire : bon, écoute, si tu veux continuer à bosser ici
534	Donc ça, ça a été une prise de conscience aiguë d'où la nécessité encore plus importante de ne pas se laisser faire, de réagir. Quand je me suis rendu compte aussi que nombre des actions même si les médias étaient là, après on en parlait pas du tout dans la presse. Il y a vraiment un contrôle de l'information et du coup cela n'a fait que nourrir encore plus chez moi le fait de ne pas vouloir se laisser faire.
535	L'iniquité dans les forces en présence. Le groupe le plus faible se retrouve à se souder. Sinon t'arrêtes, tu laisses tomber et tu te dis : c'est foutu. Et donc, tu baisses les bras
536	En tout cas, quand on est arrêté quelques heures, c'est un moment d'angoisse parce qu'on ne sait pas combien de temps ça va durer, ni comment ça va se finir. Est-ce qu'on va devoir payer ? Est-ce qu'on va rester dormir là ? Est-ce qu'on va subir une arrestation plus longue ? Mais malgré ça, il y a un moment collectif qui est hyper fort. [...] Quand ils nous libèrent, ils nous éparpillent hyper loin pour que ce soit très difficile de revenir. Tu vois que ce sont des tracasseries administratives, à la limite de la légalité mais ça renforce en fait. Les violences que tu subis, quand tu vois quelqu'un se faire castagner et bien ça renforce ton sentiment de lutter contre une injustice. Quand tu la vois devant tes yeux, ça te fait peur parce que tu n'as pas envie d'être celui qui reçoit le coup mais pour autant on est dans le bon. [...] les réactions sont tellement disproportionnées que c'est plus un adjuvant. Ça peut se convertir alors que je pense que l'intérêt [l'action répressive] c'est de faire peur et de dire : prochaine fois, ce sera pire pour vous. Donc, de démoraliser, démotiver et je pense que ce n'est pas souvent ce qu'il se produit.
537	Il nous est arrivé justement d'être dans une rue marchande qui faisait 200m, 200m de gaz lacrymogènes donc pas d'air, du gaz lacrymogène. On ne voit plus rien, on ne respire plus rien. T'as l'impression en fait, même là j'en ai encore des frissons à dire ça, t'as l'impression d'être dans un état de guerre en fait parce que tu es là, tu cours parce que t'as juste voulu être là pour manifester et tu te retrouves dans une rue remplie de gaz lacrymogène avec des bruits de partout. Tu vois des gens qui sont par terre qui n'arrivent même plus à respirer. Des gens âgés qui se prennent des coups de fumigène ou des coups de matraque. À force de voir ça, non.... Je ne suis pas du tout d'accord avec ça, je ne suis pas du tout d'accord avec les forces de l'ordre qui le font parce que soi-disant c'est un ordre. Je ne laisserai pas faire ça quitte à moi à aller en prison et faire de la garde à vue ou qu'on me dise : Monsieur vous êtes un terroriste. Non, je ne suis pas d'accord, je ne suis pas d'accord
538	Ca renforce le lien entre les activistes comme on dit, ça crée vraiment des liens très solides notamment quand on fait des groupes d'affinités comme on dit. Mais ça renforce les convictions.
539	La radicalisation qui se trouve aussi dans une certaine partie du mouvement aussi c'est naturellement parce qu'ils subissent la répression aussi et ils ne vont jamais céder. Alors ou bien c'est ainsi ou bien naturellement ils cèdent et ils sont paralysés par les amendes et tout ça ou bien ils vont sous couverture et ça se voit naturellement aussi.

540	<p>Ça fonctionne, oui, ça fonctionne super bien. D'abord, ça dissuade mais surtout ça créa zizanie dans les collectifs donc après pour rattraper ça, ça prend un an. Donc ça marche très, très bien. Donc, il y a ça, il y a les astreintes, il y a l'amende de 900000 euros, il y a la police qui passe,. A un moment, il y a un blocage des médias qui est tout à fait palpable. Pendant on a un article tous les deux jours et puis tout d'un coup, du jour au lendemain, il n'y a plus rien. Et là, on comprend qu'il y a des instructions qui sont passées. Nos communiqués ne sont plus relayés, etc. Et puis, il y a eu l'évacuation au moment où on était du tribunal. Ça, je ne sais pas si... On était au tribunal parce qu'il y avait un ordre d'évacuation du ministre de l'intérieur, de [nom de personnage public], qu'on jugeait illégale pare qu'il invoquait l'extrême urgence alors que ça faisait deux ans qu'on y était. Donc, on attaque l'ordre d'évacuation et au moment où on est au tribunal, on y est à 20-25 et à ce moment-là la police arrive et évacue et brûle les cabanes au même moment. Donc on revient du tribunal au moment où la Régie des Bâtiments... Donc, vous voyez c'est ignominieux et on gagne à contre-courant donc l'évacuation était illégale mais tout est cramé. Ils ont clôturé le terrain et après ils font appel et ils gagnent en appel pour des motifs qui nous semblent incroyables. Et donc, nos avocats nous disent : il faut absolument aller en Cassation parce que s'ils gagnent cet appel, ça va créer une jurisprudence problématique mais nous, on a pas les moyens d'aller en Cassation. Ça prend trois ans et ça coûte 50000 euros. Et on est déjà sur nos restes.</p>
541	<p>Le problème c'est en fait que ça dure longtemps et que c'est toujours... on sent que c'est comme une épée de Damoclès au-dessus de soi. Pourquoi ? Parce qu'on sait très bien que si on fait encore d'autres trucs comparables, ça pourrait se rajouter au dossier etc. C'est ainsi que naturellement les autorités veulent faire la répression avec des organisations comme [nom d'association] par exemple comme on l'a vu pas nécessairement en [nom de collectif] mais surtout en [nom de pays]. Ils se sont tapés presque dix procès et ils sont complètement paralysés naturellement parce qu'il y a des astreintes et des possibilités de... Comment ça se dit, de faire deux fois la même chose ?</p>
542	<p>Ils sont découragés aussi et paralysés par des peines. Aller en prison ce n'est pas encore le pire parce que tu y vas (je ne fais certainement pas la gloire d'aller en prison) en prison pendant deux semaines et après c'est fini, c'est bien, tu peux recommencer ton combat. S'il y a des peines en sursis, t'es paralysé naturellement parce que tu sais que si tu fais quelque chose et qu'on te prend en flagrant délit, tes peines peuvent s'amasser. Les activistes souffrent naturellement de cette insécurité et de cette pression qu'il y a : qu'il pourrait y avoir une peine pas seulement pécuniaire mais aussi un emprisonnement.</p>
543	<p>Même si on ne va pas comme d'autres organisations à visage découvert faire des blocages d'abattoirs par exemple où on peut être directement embarqué et avoir des condamnations de dizaines de milliers d'euros et de prison ferme, il y avait quand même ça, la pression et ça c'est sûr que ça dérange ton activisme.</p>
544	<p>C'est pour ça qu'il y a beaucoup d'activistes qui ne recommencent... qui ne font qu'une fois parce qu'ils ont été traumatisés. Il y en a qui se sont retrouvés avec des côtes fêlées. [...] On va dire qu'il y a souvent les noyaux durs qui restent mais après, oui, il y en a beaucoup qui viennent une fois ou deux. Ou alors, c'est ... s'il y a des amendes, à ce moment-là ils sont peur parce qu'ils sont pris par le portefeuille et du coup ils ne veulent plus participer ou d'autres qui n'osent pas dire mais oui, c'est beaucoup par peur</p>

545	<p>Qu'ils continuent, qu'ils y aillent encore plus fort qu'avant parce que là, moi, je ne m'arrêterai pas. Pire que ça, j'ai une fierté aussi et j'ai vraiment dû prendre la décision à ce moment-là de l'arrestation de dire : je fais quoi ? Est-ce que je continue là-dedans et je vais tout perdre et je vais peut-être pas retrouver du boulot et je vais peut-être perdre ma mère, je vais peut-être perdre les gens qui me soutiennent, je vais peut-être perdre le peu de choses que j'avais parce qu'à ce moment-là je n'avais déjà rien. Et c'est de là, j'ai dû prendre la décision. C'est pour ça que, moi, je dis souvent et j'aime à répéter, que moi je n'ai pris aucune décision. C'est eux qui m'ont forcé à la prendre. Ils ne m'ont pas laissé le choix. Ils m'ont enlevé ma liberté d'expression. Ils m'ont enlevé ma fierté, ils m'ont enlevé plein de choses et voilà, ce sont eux qui ont voulu commencer ce jeu-là. Moi, ils m'auraient laissé tranquille à aller manifester à [nom de lieu], je n'aurais eu aucun problème, aucun problème. Maintenant, ils ont voulu commencer, ils ont voulu disperser le plus vite possible les manifestants pour pas montrer qu'il y avait des problèmes institutionnels et systématiques. Moi, il n'y a pas de souci, je ne suis pas du genre... Je suis très déterminé donc si je dois me battre contre un État, je le ferai. Et en plus, ils n'ont pas de chance pour eux que ma fille c'est tout ce que j'ai et je l'aime d'un amour pas possible donc si jamais, je dois... Il y a rien qui ne me fera jamais arrêter ça, jamais de la vie. Tant que ce ne sera pas plus juste et que moi je ne pourrai pas souffler mon dernier souffle en me disant : voilà, ta fille est tranquille, le monde est plus juste et t'as réussi à changer quelque chose... C'est clair et net que je ne m'arrêterai pas, jamais de la vie.</p>
546	<p>Je suis sûr que si on réprime à ce point-là, on repousse aussi certainement une partie des activistes dans une lutte plus illégale et plus clandestine et peut-être plus dangereuse. C'est ce qu'il peut se passer et je présume que c'est (mais c'est pas à moi de faire une analyse) dans tous les mouvements si c'est politique ou non, il y a un certain moment une radicalisation qui se fait par une répression parce que des gens ne se sentent pas compris, valorisés, entendus.</p>
547	<p>En tant qu'autorité, repousser c'est le pire qu'on puisse faire. Je ne vais certainement pas donner des conseils aux autorités pour comment ils devraient le faire ou non mais au plus ils mettent de la pression sur la casserole à un certain moment ça pète. Ca ils devraient quand même savoir.</p>

**Collection des rapports et notes de recherche**  
**Collectie van onderzoeksrapporten en onderzoeksnota's**

*Actualisée en octobre 2022 – Geactualiseerd in oktober 2022*

- N°49 JONCKHEERE, A., SCHILS, E., *La médiation SAC en temps de COVID sur le territoire des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale. Etude réalisée en 2021-2022 dans le cadre de la recherche « Les sanctions administratives communales dans le cadre des mesures anti-COVID : administration de la justice pénale et respect des droits fondamentaux »*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Bruxelles/Brussel, octobre 2022, 62 p.
- N°48c RAVIER, I., VAN PRAET, S., *Les dossiers judiciaires : la gestion du costume pénal de l'IPV. Analyse des dossiers.*, BELSPO, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Belspo, Bruxelles/Brussel, mai 2022, 122 p.
- N°47 DETRY, I., MINE, B., JEUNIAUX, P., *La radicalisation au prisme des banques de données. Rapport de recherche dans le cadre du projet FAR. Projet financé par BELSPO*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, KU Leuven, ULB, Bruxelles/Brussel, avril 2021, 65 p.
- N°46 MAHIEU, V., TANGE, C.(PROM), SMEETS, S, (PROM.) *Projet de recherche portant sur le partage de l'espace public à Schaerbeek (PEPS). Projet financé par la zone de police Schaerbeek-Evere-St-Josse (POLBRUNO)*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Centre de recherches Pénalité, sécurité & déviance, Bruxelles/Brussel, septembre 2019, 25 p.
- N°45 GOTELAERE, S., SCHILS, E., JONCKHEERE, A, (PROM.) *Recherche portant sur les pratiques en matière de médiation dans le cadre des sanctions administratives communales*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, SPP Intégration Sociale / POD Maatschappelijke Integratie, Bruxelles/Brussel, novembre/november 2020, 117 p.
- N°44b MAHIEU, V., VAN PRAET, DETRY, I., (PROM.), TANGE C., (PROM.) *Een analyse van geseponeerde dossiers met een tenlastelegging inzake de discriminatiewetgeving*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Unia, Fondation Roi Baudouin, Bruxelles/Brussel, janvier/januari 2021, 51 p.
- N°44a MAHIEU, V., VAN PRAET, DETRY, I., (PROM.), TANGE C., (PROM.) *Une analyse des dossiers judiciaires classes sans suite comprenant une prévention liée à la discrimination*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Unia, Fondation Roi Baudouin, Bruxelles/Brussel, novembre/november 2020, 50 p.
- N°43c VAN PRAET, S., TANGE, C. (PROM.), *Identifying and tackling problematic or abusive forms of police selectivity. An action research on the problematic practices and/or mechanisms of police selectivity in the police district of Schaerbeek-Evere-St-Josse (PolBruNo)*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de

Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Unia, PolBruno, Bruxelles/Brussel, juillet/juli 2020, 74 p.

- N°43b VAN PRAET, S., TANGE, C. (PROM.), *Identificeren en aanpakken van problemen of misbruiken bij politieselectiviteit. Een actiononderzoek naar problematische praktijken en mechanismes van politieselectiviteit in de politiezone Schaarbeek-Evere-Sint-Joost-ten-Node (PolBruNo)*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Unia, PolBruno, Bruxelles/Brussel, juillet/juli 2020, 80 p.
- N°43a VAN PRAET, S., TANGE, C. (PROM.), *Identifier et affronter des problèmes et abus dans la sélectivité policière. Une recherche-action sur les pratiques et/ou mécanismes problématiques de sélectivité policière au sein de la zone de police schaarbeek-Evere-St-Josse (PolBruNo)*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Unia, PolBruno, Bruxelles/Brussel, juillet/juli 2020, 79 p.
- N°42 DE BLANDER, R., ROBERT, L., MINCKE, C., MAES, E., MINE, B., *Etude de faisabilité d'un moniteur de la récidive / Haalbaarheidsstudie betreffende een recidivemonitor*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Bruxelles/Brussel, Mai/Mei 2019, 44 p.
- N°41 VANNESTE, C., *La politique criminelle en matière de violences conjugales : une évaluation des pratiques judiciaires et de leurs effets en termes de récidive*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Bruxelles/Brussel, Mai/Mei 2016, 131 p.
- VANNESTE, C., *Het strafrechtelijk beleid op het vlak van partnergeweld : een evaluatie van de rechtspraktijk en de gevolgen ervan inzake recidive*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Bruxelles/Brussel, Mai/Mei 2016, 135 p.
- N°40 MAHIEU, V., RAVIER, I., VANNESTE, C., *Vers une image chiffrée de la délinquance enregistrée des jeunes en Région de Bruxelles-Capitale.*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Bruxelles/Brussel, Juin 2015, 154 p.
- N°39 BURSSSENS, D., TANGE, C., MAES, E., *Op zoek naar determinanten van de toepassing en de duur van de voorlopige hechtenis. A la recherche de déterminants du recours à la détention préventive et de sa durée.*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Bruxelles/Brussel, Juni/juin 2015, 103 p.
- N°38 MINE, B., ROBERT, L., *Recidive na een rechterlijke beslissing. Nationale cijfers op basis van het Centraal Strafregister. La récidive après une décision judiciaire. Des chiffres nationaux sur la base du Casier judiciaire central.*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Bruxelles/Brussel, Mai 2015, 62 p.
- N°37 RAVIER, I., *l'évolution des signalements de mineurs pour faits qualifiés infraction : quelles pistes de compréhension ?.*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Bruxelles/Brussel, Mai 2015, 56 p.

- N°36 JONCKHEERE, A., *Le rôle et l'organisation des greffiers d'instruction.*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Bruxelles/Brussel, Septembre 2014, 76 p.
- N°35 MAHIEU, V., LEMONNE, A. (dir.), VANNESTE, C. (dir.), *Projet de recherche portant sur le développement d'un outil d'aide à la décision en matière de violences entre partenaires. Projet réalisé dans le cadre d'une collaboration avec l'équipe de l'Institut Thomas More Kempen.*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Bruxelles/Brussel, Avril 2014, 99 p.
- N°34 DACHY, A., BOLIVAR, D., LEMONNE, A. (dir.), VANNESTE, C. (dir.), *Implementing a better response to victims' needs. Handbook accomplished in the framework of the project « Restorative justice, Urban Security and Social Inclusion : a new European approach » JUST/2010/JPEN/1601. Financed by CRIMINAL JUSTICE Programme EU 2008-2010.*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Bruxelles/Brussel, 2012, 103 p.
- N°33 MINE, B., ROBERT, L., JONCKHEERE, A. (DIR.), MAES, E. (dir.), *Analyse des processus de travail de la Direction Gestion de la détention et des directions pénitentiaires locales dans le cadre de la formulation d'avis et de la prise de décisions en matière de modalités d'exécution des peines/Analyse van werkprocessen van de Directie Detentiebeheer en lokale gevangenisdirecties in het kader van de advies- en besluitvorming inzake bijzondere strafuitvoeringsmodaliteiten*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie/Operationele Directie Criminologie, Bruxelles/Brussel, février/februari 2013, 370 p.
- N°32b GILBERT, E., MAHIEU, V., GOEDSEELS, E. (PROM.), RAVIER, I. (PROM.), *Onderzoek naar de beslissingen van jeugdrechters/jeugdrechtbanken in MOF-zaken*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Operationele Directie Criminologie, Onderzoeksrapport, Brussel, september 2012, 189 p.
- N°32a GILBERT, E., MAHIEU, V., GOEDSEELS, E. (DIR.), RAVIER, I. (DIR.), *Recherche relative aux décisions des juges/tribunaux de la jeunesse dans les affaires de faits qualifiés infractions*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, Rapport final de recherche, Bruxelles, septembre 2012, 189 p.
- N°31 MAHIEU, V., VANDERSTRAETEN, B., LEMONNE, A. (dir.), *Evaluation du Forum national pour une politique en faveur des victimes/ Evaluatie van het Nationaal Forum voor Slachtofferbeleid. Rapport final/Eindrapport(bilingue)*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Operationele Directie Criminologie/Direction Opérationnelle de Criminologie, Brussel/Bruxelles, février/februari 2012, 220 p + annexes.
- N°30 ADELAIRE K., REYNAERT J.-F., NISEN L., *Recherche relative au système de rémunération de l'aide juridique de deuxième ligne*, MINCKE C., SHOENAERS F. (dir.), Centre de recherche et d'interventions sociologiques de l'Université de Liège / Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, Bruxelles, septembre 2012, 156 p + annexes.
- N°29 JEUNIAUX, P., RENARD, B. (dir), *Les dépenses en matière d'expertises génétiques dans le système pénal belge, de 2000 à 2010*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Rapport final de recherche, Bruxelles, janvier 2012, 185 p.
- N°28 JONCKHEERE, A., *La (mise en) liberté sous conditions : usages et durée d'une mesure alternative à la détention préventive (2005-2009). Note de recherche dans le cadre de*

- l'exploitation scientifique de SIPAR, la base de données des maisons de justice*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, Bruxelles, février 2012, 12p.
- N°27 ROBERT, L., MAES, E. (dir.), *Wederopsluiting na vrijlating uit de gevangenis*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Operationele Directie Criminologie, Brussel, 27 januari 2012, 151p. + bijl.
- N°26 DEVRESSE (dir.), M.-S., ROBERT, L., VANNESTE, C. (dir.), coll. HELLEMANS, A., *Onderzoek inzake de classificatie van en de vraag naar regimes binnen de strafinrichtingen/Recherche relative à la classification et à la question des régimes au sein des établissements pénitentiaires*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Operationele Directie Criminologie/Direction Opérationnelle de Criminologie, Brussel/Bruxelles, 2011, 276 p.
- N°25 MINE, B., VANNESTE, C. (dir.), *Recherche relative aux conditions de faisabilité d'une articulation des bases de données statistiques sous la forme d'un « Datawarehouse »*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, Bruxelles, décembre 2011, 220 p.
- N°24b BURSSSENS, D., VANNESTE, C. (dir.), *La médiation pénale. Note de recherche dans le cadre de l'exploitation scientifique de SIPAR, la base de données des maisons de justice*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, Bruxelles, mai 2011, 38 p.
- N°24a BURSSSENS, D., VANNESTE, C. (dir.), *Bemiddeling in strafzaken. Onderzoeksnota in het kader van de wetenschappelijke exploitatie van SIPAR, databank van de justitiehuisen*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Operationele Directie Criminologie, Brussel, mei 2011, 38 p.
- N°23 DE MAN, C., MAES, E. (dir.), MINE, B., VAN BRAKEL, R., *Toepassingsmogelijkheden van het elektronisch toezicht in het kader van de voorlopige hechtenis – Possibilités d'application de la surveillance électronique dans le cadre de la détention préventive*, Eindrapport - Rapport final, Brussel/Bruxelles, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Operationele Directie Criminologie/Direction Opérationnelle de Criminologie, december/décembre 2009, 304 p. + bijlagen/annexes.
- N° 22 HEYLEN B., RAVIER I., SCHOFFELEN J., VANNESTE C. (dir.), *Une recherche évaluative d'un centre fermé pour mineurs, le centre « De Grubbe » à Everberg/Evaluatieonderzoek van een gesloten instelling voor jongeren, centrum « De Grubbe » te Everberg*, Rapport final/Eindrapport, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie/Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Bruxelles/Brussel, 2009, 193 p.
- N° 21b JONCKHEERE A., VANNESTE C. (dir.), *Wetenschappelijke exploitatie van SIPAR, de databank van de justitiehuisen. Analyse van de gegevens betreffende het jaar 2006*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, februari 2009, 111 p.
- N° 21 JONCKHEERE A., VANNESTE C. (dir.), *Recherche relative à l'exploitation scientifique de SIPAR, la base de données des maisons de justice. Analyse de données relatives à l'année 2006*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, juillet 2008, 141 p.
- N° 20b GOEDSEELS E., DETRY I., VANNESTE C. (dir.), *Recherche relative à l'exploitation scientifique des données disponibles en matière de protection de la jeunesse et de délinquance juvénile, Premier rapport, Analyse du flux des affaires entrées au niveau des parquets de la jeunesse en 2005*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, juillet 2007, 112 p. + annexes.

- N° 20a GOODSEELS E., DETRY I., VANNESTE C. (dir.), *Onderzoek met betrekking tot de productie en wetenschappelijke exploitatie van cijfergegevens aangaande jeugddelinquentie en jeugdbescherming, Eerste onderzoeksrapport, Analyse van de instroom op de jeugdparkeerterreinen voor het jaar 2005*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, juli 2007, 116 p. + bijlagen.
- N° 19b LEMONNE A., VAN CAMP T., VANFRAECHEM I., VANNESTE C. (dir.), *Onderzoek met betrekking tot de evaluatie van de voorzieningen ten behoeve van slachtoffers van inbreuken*, Eindrapport, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, juli 2007, 356 p. + bijlagen.
- N° 19a LEMONNE A., VAN CAMP T., VANFRAECHEM I., VANNESTE C. (dir.), *Recherche relative à l'évaluation des dispositifs mis en place à l'égard des victimes d'infraction*, Rapport final, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, juillet 2007, 354 p. + annexes.
- N° 18 MAES E., i.s.m. het Directoraat-generaal Uitvoering van Straffen en Maatregelen (DELLENRE, S. en VAN DEN BERGH, W.), *Strafbedcijfering en -uitvoering in België anno 2006. Analyse van de actuele praktijk en voorstelling van enkele alternatieve denkpistes*, Onderzoeksnota, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, 26 september 2006, 37 p. + bijlagen.
- N° 17 MAES E., *Proeve van werklasmeting van de toekomstige strafuitvoeringsrechtbanken. Een simulatie-oefening op basis van data in verband met de strafuitvoeringspraxis tijdens het jaar 2004*, Onderzoeksnota, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, 13 december 2005 (met aanvulling d.d. 19 mei 2006: tabel in bijlage), 10 p. + bijlagen.
- N° 16b JONCKHEERE A., VANNESTE C. (dir.), *Onderzoek met betrekking tot de wetenschappelijke exploitatie van het gegevensbestand betreffende de justitiehuisen – SIPAR*, Eerste rapport (vertaling uit het Frans), Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, december 2006, 83 p.
- N° 16a JONCKHEERE A., VANNESTE C. (dir.), *Recherche relative à l'exploitation scientifique des bases de données existantes au sein des Maisons de justice – SIPAR*, Premier rapport, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, décembre 2006, 77 p.
- N° 15b RENARD B., VANNESTE C. (dir.), *Het statuut van de deskundige in strafzaken*, Eindrapport, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, december 2005, (gedeeltelijke vertaling, april 2006), 86 p.
- N° 15a RENARD B., VANNESTE C. (dir.), *Le statut de l'expert en matière pénale*, Rapport final de recherche, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, décembre 2005, 405 p.
- N° 14 GOOSSENS F., MAES E., DELLENRE S., VANNESTE C. (dir.), *Projet de recherche relatif à l'introduction de la surveillance électronique comme peine autonome/Onderzoeksproject inzake de invoering van het elektronisch toezicht als autonome straf*, Rapport final de recherche/Eindrapport, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie/Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Bruxelles/Brussel, octobre/oktober 2005, 204 p. + bijlagen/annexes.
- N° 13 DAENINCK P., DELLENRE S., JONCKHEERE A., MAES E., VANNESTE C. (dir.), *Analyse des moyens juridiques susceptibles de réduire la détention préventive/Analyse van de juridische mogelijkheden om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen*, Rapport final de recherche/Eindrapport, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département

- de Criminologie/Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Bruxelles/Brussel, mars/maart 2005, 367 p.
- N° 12 RENARD B., DELTENRE S., *L'expertise en matière pénale – Phase 1: Cartographie des pratiques*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Rapport final de recherche, Bruxelles, juin 2003, 138 p. + annexes.
- N° 11 DELTENRE S., MAES E., *Analyse statistique sur base de données de condamnations: plus-value et applications concrètes/Statistische analyse aan de hand van de veroordelingsgegevens: meerwaarde en praktijkvoorbeeld*, Notes de recherche/Onderzoeksnota's, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie/Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Bruxelles/Brussel, 2000-2002.
- N° 10 MAES E., *Studie van de evolutie van de gedetineerdenpopulatie volgens misdrijfcategorie (1980-1998)*, Onderzoeksnota, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, september 2001, 15 p. + bijlagen.
- N° 9 DELTENRE S., MAES E., *Effectmeting van enkele mogelijke wetswijzigingen op het vlak van de voorlopige hechtenis/Simulations de l'impact de quelques modifications législatives en matière de détention préventive*, Onderzoeksnota's/Notes de recherche, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Brussel/Bruxelles, 2001.
- N° 8b VANNESTE C., *De beslissingen genomen door de parketmagistraten en de jeugdrechters ten aanzien van delinquente minderjarigen*, Eindrapport (vertaling), Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, dec. 2001, 206 p. + bijlagen.
- N° 8a VANNESTE C., *Les décisions prises par les magistrats du parquet et les juges de la jeunesse à l'égard des mineurs délinquants*, Rapport final de recherche, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, juin 2001, 205 p. + annexes.
- N° 7 RENARD B., *L'usage du polygraphe en procédure pénale; analyse procédurale, Note d'étude – Partie III de l'avis pour le Ministre de la Justice et le Collège des Procureurs généraux sur l'usage du polygraphe en procédure pénale belge*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, septembre 2000, 59-80 p.
- N° 6 MAES E., DUPIRE V., TORO F., VANNESTE C. (dir.), *De V.I.-commissies in actie. Onderzoek naar de werking van de in het kader van de nieuwe V.I.-wetgeving (wetten van 5 en 18 maart 1998) opgerichte commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling/Les commissions de libération conditionnelle en action. Recherche sur le fonctionnement des commissions de libération conditionnelle créées dans le cadre de la nouvelle réglementation sur la libération conditionnelle (lois des 5 et 18 mars 1998)*, Eindrapport/Rapport final de recherche, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie/Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Brussel/Bruxelles, augustus/août 2000, 355 p. + bijlagen/annexes.
- N° 5 MORMONT, C. (DIR.), VANNESTE, C. (DIR.), TORO, F., MARSDEN, E., SNIJDERS, J., *Etude comparative dans les 15 pays de l'Union Européenne relative au statut et modalités de l'expertise des personnes présumées ou avérées abuseurs sexuels*, Rapport final de la recherche co-financée par la Commission Européenne et le Ministère de la Justice belge, Programme européen STOP, Université de Liège et Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, octobre 1999, 192 p. + résumés en néerlandais (11 p.) et anglais (11 p.).
- N° 4 RENARD B., VANDERBORGHT J., *Recherche Proactive, révélateur d'une approche nouvelle? Etude relative à la recherche proactive dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée Proactieve Recherche, exponent van een vernieuwde aanpak? Onderzoek naar de proactieve recherche in de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit*, Institut National de

Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie/Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Rapport final de recherche/Eindrapport, Bruxelles/Brussel, septembre/september 1999, 386 p.

- N° 3 SNACKEN S. (dir.), DELTENRE S., RAES A., VANNESTE C., VERHAEGHE P., *Recherche qualitative sur l'application de la détention préventive et de la liberté sous conditions/Kwalitatief onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, Rapport final de recherche/Eindrapport, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie/Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie/Vrije Universiteit Brussel, Bruxelles/Brussel, 1999, 244 p.
- N° 2 SNACKEN S. (dir.), DE BUCK K., D'HAENENS K., RAES A., VERHAEGHE P., *Onderzoek naar de toepassing van de voorlopige hechtenis en de vrijheid onder voorwaarden*, Eindrapport, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie/Vrije Universiteit Brussel, Brussel, 1997, 174 p.
- N° 1 DE BUCK K., D'HAENENS K., *Electronic Monitoring*, Studienota, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, 1996, 40 p.



**Direction Opérationnelle de Criminologie  
Operationele Directie Criminologie**

**TOUR DES FINANCES/FINANCIETOREN  
7<sup>ème</sup> étage / 7de verd. – bte/bus 71**

**Bd du Jardin Botanique / Kruidtuinlaan 50  
B-1000 Bruxelles/Brussel**

**<http://incc.fgov.be>   <http://nicc.fgov.be>**